

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DES LETTRES

HISTOIRE SOCIALE DES IDÉES

LYON

De l'Encyclopédie au Prérromantisme

par

Louis TRÉNARD

*Agrégé de l'Université
Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Lille*

THÈSE

pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon, le 30 avril 1955

TOME SECOND

IMPRIMERIE ALLIER

GRENOBLE

—
1958



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LYON

De l'Encyclopédie au Préromantisme

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DES LETTRES

HISTOIRE SOCIALE DES IDÉES

LYON

De l'Encyclopédie au Prérromantisme

par

Louis TRÉNARD

Agrégé de l'Université

Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Lille

THÈSE

pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon, le 30 avril 1955

TOME SECOND



IMPRIMERIE ALLIER
GRENOBLE

1958

DÉPOT LÉGAL

1^{re} édition 2^e trimestre 1958

TOUS DROITS

de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

© *Presses Universitaires de France, 1958*

TOME II

L'ÉCLOSION DU MYSTICISME

IX

Les tentatives des idéologues

Le rappel de Fouché, le départ de l'armée de Ronsin et surtout la chute de Robespierre déterminèrent une nouvelle orientation dans le cours des pensées. La bourgeoisie s'efforça de recréer l'atmosphère constituante et de découvrir une juste mesure entre les anticipations conventionnelles et les conceptions contre-révolutionnaires. Une philosophie constructive pouvait aboutir, après les bouleversements et les expériences, à une stabilisation. Par-delà l'éphémère an II, l'Idéologie voulut poursuivre l'œuvre entreprise par l'Encyclopédisme.

Peu de Lyonnais se laissèrent séduire par ce mirage. Les assises du Philosophisme n'avaient jamais été très solides dans leur culture. Les crises économiques, la fermentation sociale, les tendances mystiques avaient ébranlé l'optimisme rationaliste. Précipitant l'évolution, la Terreur plongeait les Lyonnais dans la prostration, puis les lança dans les vengeances. Lyon redevint la cité rebelle, le centre de ralliement des royalistes, des réfractaires et des émigrés. Le public se passionna pour un théâtre de combat, les journaux et les chants qui favorisaient le retour aux anciennes croyances. L'élite s'orienta vers un cryptocatholicisme ou proclama sa foi chrétienne.

1. LES TROUBLES SOCIAUX

Pratiquement de 1795 à 1799, le même personnel, recruté dans les générations constituante et girondine, présida aux destinées lyonnaises. Dès qu'ils connurent la nouvelle de la mort de Robespierre, les représentants Reverchon et Delaporte condamnèrent les complices de « ce monstre hypocrite » et réorganisèrent la *Société populaire*. Les thermidoriens appartenaient à l'artisanat, aux professions libérales, à la modeste bourgeoisie. Le nouveau maire Salamon prononça une allocution entrecoupée de sanglots : « Les pleurs de la tendresse baignaient ses joues. » Le député Pressavin, qui avait été tour à tour dénoncé comme ennemi de Chalier, exclu des Jacobins, adressa un mémoire à la Convention : il conseilla de renoncer aux extrêmes pour « rentrer dans le centre »¹.

¹ Discours du cit. Salamon, maire de Montélimar, prononcé lors de son installation en la mairie de Lyon (Lyon, Destéfanis, 3 déc. 1794, in-4°, 6 p.). — J.-B. PRESSAVIN, *La Vérité sans aigreur* (1794, in-8°, 8 p.).

Mais l'exécution de Robespierre avait libéré des forces contenues. Des « brigands, connus sous le nom vulgaire de machurés », pillaient les magasins chaque nuit. On abandonna les dénominations révolutionnaires pour désigner les rues². Au café Grand, les modérés rédigèrent une adresse contre Collot, destinée à la Convention, et décidèrent « d'écraser les terroristes ». Au printemps 1795, la réaction thermidorienne éclata au grand jour : la foule arrêta un huissier, « ex-mouchard de la Commission temporaire », et réclama sa destitution; les dénonciations affluèrent, les assassinats de Montagnards se multiplièrent³. Avec des rôles renversés, le climat terroriste se prolongeait.

La Terreur devint anti-jacobine. Selon la formule de leur maire, les Lyonnais se firent les « terroristes des terroristes ». Des contre-révolutionnaires se joignirent aux modérés pour entreprendre la chasse aux « mathevons », comme on les appelait. Ils manifestaient contre tout ce qui rappelait la domination jacobine. A la Croix-Rousse, ils pulvérisèrent « le buste du vertueux Chalier ». A Vaise, ils le pendirent à un arbre et le criblèrent de boules de neige; ils brûlèrent le mannequin du « monstre » devant les corps constitués⁴. Des règlements de compte survenaient entre vétérans du siège et sans-culottes, à coups de gourdin ou de sabre, bien que la municipalité eût interdit le port d'armes⁵. Très vite, le malaise s'aggrava.

La proximité de la Suisse et la discrétion de ses habitants firent de Lyon un lieu d'intrigues idéal et un abri pour les conspirateurs. La bourgeoisie, éprise d'ordre et d'indépendance, avait refusé la politique égalisatrice des révolutionnaires parisiens. Elle avait souffert, dans son orgueil et dans sa chair, de la terrible répression qui avait suivi sa défaite. Elle écouta les propos des agents royalistes. Appuyée par la bourgeoisie commerçante (le banquier Fulchiron soutint, comme Perrégaux et Ouvrard, les thermidoriens et les directoriaux), la jeunesse dorée se recruta beaucoup parmi la basoche. L'agglomération devint « le rendez-vous d'une foule d'émigrés qui rentraient »⁶. Après avoir acquis à Fribourg ou Soleure un faux passeport, ils franchissaient la frontière puis l'enceinte lyonnaise, fort délabrée, et obtenaient alors de faux certificats de résidence⁷. Beaucoup venaient pourchasser leur gardiateur de séquestres et le représentant Joseph Boisset assista, impuissant, à leurs violences. Les déserteurs se rassemblaient aussi à Lyon où ils bénéficiaient de la mansuétude des autorités locales et où ils menaient une vie de plaisir⁸.

Muscadins déçus, miséreux, insoumis, tous se dressaient contre la Révolution. « Lyon est universellement royaliste, écrit le publiciste suisse Mallet du Pan, tout au moins la très grande majorité désire le

² Corps munic., VI, p. 222, 28 pluviôse an III (16 fév. 1795).

³ *Journal de Lyon*, 13 et 16 ventôse an III (3 et 6 mars 1795).

⁴ A. D. R., 1 L 290, Lettre de la munic. de la Cr.-Rousse au district de Lyon, fév. 1795. — H. BEAUNE, *Vaise après le siège de Lyon* (Lyon, Plan, 1886, p. 27).

⁵ A. D. R., 31 L 170, Proclamation de la Commune révol. du 20 brumaire (10 nov. 1794). — 31 L 165, Séance du Cons. munic. du 17 frimaire an III (7 déc. 1794).

⁶ MALLET DU PAN, *Corresp. avec la Cour de Vienne*, I, p. 176.

⁷ A. D. R., 31 L 164, Séance du Comité révol., 13 germinal (2 avril 1795).

⁸ A. D. R., 1 L 116, P. V. de séance du District, 26 germinal (15 avril 1795).

rétablissement de la monarchie⁹. » Le Substitut de la commune le confirma et on invita les représentants en mission à réfléchir sur le sort des républicains, martyrs d'un régime qui leur promettait tant de bienfaits. Le gouvernement pourrait au moins exiger que « ces jeunes écervelés, à chapeau à ganse blanche et la plupart même sans cocarde, ne fassent pas tant souffrir leurs victimes ». Ils portent dans leurs poches « les listes fatales de proscriptions que l'infâme Robespierre même n'avait pas fait mettre en usage », et se réunissent chez un traître aux Broteaux, pour préparer leurs atrocités¹⁰.

Après les meurtres isolés survint, en mai, un véritable massacre de Jacobins détenus dans les prisons. Les notables ne désapprouvèrent pas l'émeute, tant les mathevons étaient considérés comme les ennemis de l'ordre social¹¹. Les expéditions punitives furent guidées par la *Liste générale des dénonciateurs et des dénoncés*, imprimée à Lausanne en 1795 et qui désignait les vengeances à accomplir. Peut-être une organisation secrète, la *Compagnie de Jésus*, utilisa-t-elle méthodiquement les rancunes locales pour accomplir un dessein politique¹². Désormais, la répression lyonnaise servit de tête de méduse pour jeter le discrédit sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire¹³. « Les malheurs inouïs que Lyon a éprouvés, observait Pierre Cadroy, ont laissé dans l'âme de ses citoyens un fond d'inquiétude qui s'aigrit aisément... L'intérêt, dont les ressources et les moyens ont été presque entièrement anéantis, accroît cette inquiétude, et une tendance violente vers les vengeances personnelles occasionne des explosions qui mettent les citoyens dans un état qu'on peut appeler rébellion. » Une association rassemble les étrangers, les déserteurs, les jeunes gens soumis à la réquisition, les agents soudoyés par les puissances coalisées, les amis de Précý, les idolâtres de la royauté... Ils ne considèrent pas comme un crime l'exécution du dénonciateur d'un père. « Un Mathevon est un monstre qu'il faut étouffer. » Il convient de traiter les Lyonnais « comme des malades »¹⁴.

Joseph Poullain-Grandprey écouta cet avis. A son arrivée, il rappela « les horreurs que le despotisme décemviral avait commis » à Lyon, dont il déplora les ruines. En réponse, Sériziat, le chef de la Garde nationale, excusa les « actes de vengeance, réprouvés sans doute par la loi, mais légitimés par la nature ». Il promit que l'on réserverait à l'avenir « le sang des scélérats » pour l'échafaud¹⁵. Selon la version du *Journal* de Pelzin, les modérés avaient sollicité une justice éclatante, mais ils restaient exposés aux coups des égorgeurs de leur famille. Pour ne pas être victimes, ils vengeaient « l'humanité et la vertu outragées » en exterminant « ces hordes de brigands et de cannibales qui guettaient

⁹ MALLET DU PAN, *Corresp.*, I, p. 70, 99, 212.

¹⁰ A. M. L., I², Evénements et troubles polit., lettre du 15 germinal an III (4 avril 1795).

¹¹ A. D. R., 1 L 208 : Lettre de BOISSET au Comité de Sûreté générale, 16 floréal (5 mai 1795).

¹² J.-B. MONFALCON, *Hist. de Lyon*, II, p. 1051.

¹³ R. COBB, Note sur la répression contre le personnel sans-culotte de 1795 à 1801 (*A. H. R. F.*, janv. 1954, p. 15).

¹⁴ Lettre de P. CADROY à P. Grandprey, 14 prairial an III (2 juin 1795) (*in* Arrêtés et *Corresp.* du représentant Cadroy, p. 33-35).

¹⁵ Corps munic., VI, p. 324-325, 23 prairial (11 juin 1795).

le moment où ils pourraient encore s'abreuver de sang »¹⁶. Une littérature, chargée de tableaux sensibles et d'apostrophes haineuses, entretenait les rancunes¹⁷. Pelzin, qui contribua d'ailleurs à exciter ces passions, justifia cette fureur par l'hypertension nerveuse des foules. « C'est en s'abandonnant aux sanglots du désespoir et aux larmes de la douleur qu'un peuple, égaré par l'excès des malheurs et par sa propre sensibilité, a consommé ces redoutables vengeances¹⁸. »

Cette psychose se généralisa. A Villefranche, où Vaivolet, l'ami de Gilibert, présidait le Directoire du district, Bresson-Durieux fut arrêté pour terrorisme. Il avait été envoyé en mission auprès de la Convention, en février 1794, pour assurer le ravitaillement du Beaujolais : ayant encouragé les échanges de blé et de vin avec la Dombes et la Bresse, il fut suspecté d'avoir spéculé. D'autres l'accusèrent d'avoir dérobé les biens des condamnés politiques. Il put se faire acquitter, mais dut renoncer à la vie militante¹⁹. Les Foréziens, coiffés « à la victime », cheveux ras sur la nuque et « deux faces ou oreilles de chien » de chaque côté du visage, participèrent à la « traque aux Machurés », aux robespierristes maquillés, cachés dans la campagne²⁰. La même réaction se manifesta à Bourg-en-Bresse où la *Société populaire* dénonça « le nouveau Catilina ». Elle entendit, en novembre 1794, une longue accusation contre la Montagne prononcée par Joseph Michaud d'Albens. Le futur historien des Croisades, Savoyard d'origine, avait vécu à Bourg et à Lyon jusqu'en 1790; Fanny de Beauharnais, à qui il avait adressé quelques vers, l'introduisit dans la société parisienne. Publiciste, il essuya de dures épreuves sous la Convention, mais parvint à s'échapper et à se réfugier dans l'Ain, où il déversa son amertume contre les Jacobins, à la grande joie des « honnêtes gens »²¹.

La Terreur blanche inquiéta la Convention. *La Sentinelle* de Jean Louvet, le *Journal des hommes libres* publiaient de terrifiants récits sur la région lyonnaise. On craignit que derrière les protestations de loyalisme, Lyon ne préparât la chute du régime. Gonchon, désigné pour enquêter, se rendit dans les cafés fréquentés par les « réacteurs » et s'efforça de faire parler les bourgeois; ils désapprouvèrent les agissements « d'une Compagnie de Jésus », et affirmèrent leurs sentiments républicains, à condition que le gouvernement garantisse la tranquillité et vote « des lois sévères contre l'anarchie »²².

Marie-Joseph Chénier, chargé de présenter un rapport sur l'état d'esprit lyonnais, renchérit encore : « Une association de scélérats ligüés pour le meurtre s'est organisée à Lyon. Cette compagnie, mêlant les idées religieuses au massacre, le cri du royalisme aux mots de jus-

¹⁶ *Journal de Lyon*, 6 messidor an III (24 juin 1795, I, p. 317-320).

¹⁷ Sur le siège de Lyon et sur les malheurs qui l'ont suivi (Allemagne, 1794, 16 p., attribué à G. de MONTLÉON). — A.-F. DELANDINE, *Tableau des prisons de Lyon, pour servir à l'hist. de la tyrannie de 1792 et 1793* (Lyon, Daval, 1797, 3^e éd., in-8°, 336 p.).

¹⁸ *Journal de Lyon*, 1795, p. 220-222.

¹⁹ J. TERREL, Un Jacobin de Rh.-et-Loire (*R. H. L.*, 1913, p. 283-301).

²⁰ Liste générale des dénonciateurs et terroristes, tant de la ville de Montbrison que des communes du district (Lausanne, 1795, in-4°, 38 p.).

²¹ Anecdotes tirées des mille et un brigandages exercés dans le départ. de l'Ain (s. n., 1795, in-8°, 11 p.).

²² Lettre de GONCHON aux représentants, 24 prairial an III, 12 juin 1795 (in METZGER et VAESSEN, *Lyon en 1795*, p. 68-76).

tice et d'humanité, se fait appeler la Compagnie de Jésus. » Elle commet « les atrocités les plus révoltantes », profite du retour des émigrés, souhaite la ruine de la République et la restauration de Louis XVIII. « C'est à Lyon qu'est le fil électrique qui menace d'embraser tout le Midi de la France. Les auteurs de ces crimes sont pour la plupart étrangers à cette commune et notamment des émigrés rentrés en France par la frontière de l'Est. » Mais les corps administratifs de Lyon laissent commettre ces attentats²³. Sur sa proposition, la Convention vota un décret soumettant Lyon à un régime d'exception : les autorités étaient suspendues, la population désarmée, les agitateurs livrés à la police²⁴.

Comme en 1790 et 1793, la métropole connut une renaissance de sentiments particularistes. Mais si le siège avait laissé des haines, il avait suscité une peur qui interdisait une seconde révolte. Cette sourde hostilité au régime fut entretenue par le marasme économique : « L'esprit public, note Tellier en 1794, tient en grande partie ici à l'esprit des affaires. » La crise ruine « les vertus républicaines »²⁵.

La dépréciation de l'assignat, l'inflation, l'abandon de l'économie dirigée entraînèrent de graves perturbations. L'agiotage se développa. Jean Boursault, un acteur devenu représentant en mission, intercepta en Avignon un courrier qui révéla les spéculations d'un négociant lyonnais sur l'or et l'argent, tendant à discréditer la monnaie. Les variations sur les cours incitaient à traiter au comptant, et un marché aux assignats s'ouvrit dans les cafés des Terreaux. Le Directoire lui affecta l'ancien réfectoire de l'abbaye Saint-Pierre. Quoiqu'il fût difficile d'établir les rôles dans une agglomération considérable où les mutations de domicile s'étaient précipitées depuis 1793, un négociant proposa de résoudre la crise monétaire en faisant supporter le poids de la dette par chacun selon ses facultés et la nature de ses propriétés²⁶. Les coupures seraient échangées contre des assignats dits imposés représentant la moitié de la quantité de papier-monnaie en circulation. Les propriétés immobilisées seront taxées à un taux exceptionnel; sinon elles seront hypothéquées et garantiront les assignats. L'assignation ne portera plus de façon vague sur l'ensemble des biens nationaux, mais sur un immeuble précis. Il faut bannir « le déluge de papiers », équilibrer le budget, faire baisser le prix des denrées. Aux Anciens, Lebrun et Le Couteux avaient objecté que l'assignat retiré, l'économie, privée de monnaie et par conséquent de crédit, serait mortellement atteinte. « Ce serait une erreur, réplique Parent, de croire que plus le signe des échanges sera multiplié, plus les échanges seront faciles. » Il refuse de se référer, comme Thibaudeau, à l'exemple britannique et accepte une mutilation de la propriété pour éviter l'inflation²⁷.

²³ Rapport fait à la Convention nat. au nom des Comités de Salut publ. et de Sûreté gén. par M. J. CHÉNIER, 6 messidor an III, 24 juin 1795 (Paris, Imp. Rép., 1795, in-8°, 16 p.).

²⁴ METZGER et VAESSEN, *Lyon en 1795*, p. 76-91.

²⁵ A. D. R., 1 L 189, Lettre de TELLIER au Comité de Sûreté gén., 6 nivôse an III (26 déc. 1794).

²⁶ P. V. de l'ouverture de la Bourse, 19 brumaire (Lyon, 10 nov. 1795, in-4°, 8 p.). — Tableau de la dépréciation du papier-monnaie pour le départ. du Rhône (Lyon, an IV, in-24, 33 p.).

²⁷ J.-M. PARENT, *Plan de restauration des finances, présenté au Corps législatif* (Lyon, Leroy, s. d. [1796 ?] 7 p., coll. Godart).

En fait, il fallut la subir pendant le Directoire. A la foire de Beaucaille, « toute sorte de marchandises abondait, constate le représentant du Comité de Salut public, mais les prix trop élevés en ont empêché le débit »²⁸. « Plus nous allons, disait Pelzin, plus l'équilibre se perd, moins il y a de proportion entre le prix des choses et le moyen de les acquérir. Les marchands se surpassent à l'envi, les gens de la campagne surtout. La faute en est aux assignats eux-mêmes. Cet état ne peut qu'empirer tant que leur masse ne sera pas réduite. En attendant, tout le monde souffre, tout le monde murmure »²⁹. »

Par une malencontreuse coïncidence, la récolte de 1794 fut compromise dans le Bugey et, pendant le rude hiver, l'orge, le froment, le méteil se raréfièrent. Les réserves s'épuisèrent et il fallut se contenter de pommes de terre. La municipalité lyonnaise tenta d'acheter du blé en Bourgogne et à Marseille puisque, comme l'écrit l'administrateur du district, les ruraux des provinces voisines « tyrannisaient ceux qui avaient besoin d'eux ». Alexis Régnier, qui s'était réfugié à Gênes pendant la Terreur où il avait été banquier de la cour de Russie, se chargea de la fourniture du froment méditerranéen³⁰. Néanmoins, il fallut imposer la carte de pain et distribuer du riz pour éviter la disette. Les moissons de 1795 et de 1796 furent excellentes, mais les marchés ne se trouvèrent pas mieux approvisionnés : les cultivateurs ne tenaient pas à recevoir une monnaie dévaluée et craignaient de subir des mauvais traitements de la part des citoyens. Joseph Sériziat, agent principal des subsistances à Lyon, félicitant deux de ses adjoints d'avoir obtenu du blé dur dans le Midi, signale les difficultés des arrivages. Il fallut recourir à la réquisition³¹. Correspondant avec un Lyonnais, Grimod de la Reynière affirme que la vie renchérit davantage dans un modeste village du bas Beaujolais que dans la capitale, « où l'assignat, malgré sa dépréciation, a plus de faveur qu'en aucun autre lieu ». Comme dans toutes les périodes de montée des prix, les deux amis se communiquent leurs dépenses respectives pour la plupart des denrées. En ville, remarque Grimod, les immeubles ne rapportent plus, puisque la moindre réparation absorbe plusieurs annuités de location. Les grandes fortunes se réalisent alors à la campagne. Le luxe des hôtels est passé dans les chaumières où l'on rencontre des meubles d'acajou et des lits dorés qui contrastent avec l'état du local³². Le complot babouviste provoqua trois arrestations en Bresse, dans la partie voisine du Mâconnais : un instituteur, qui prêchait la loi agraire, fut exécuté en mars 1797³³.

La situation industrielle n'était pas meilleure. La guerre avait privé la Fabrique de ses fournisseurs de matières premières : Italie, Levant, Chine, et de ses principaux clients : Espagne, Allemagne, Russie. Dès

²⁸ A. AULARD, *Recueil des Actes*, XXVI, 267 : lettre de Chambon, 20 thermidor an III (7 août 1795).

²⁹ *Journal de Lyon*, 6 brumaire an IV (28 oct. 1795), II, p. 600.

³⁰ A. D. R., 1 L 192, Arrêtés du 26 germinal an III (15 avril 1795). — Corps munic., VI, 276-269, 312.

³¹ Lettre de Sériziat aux agents des subsistances de Lyon dans le Midi, 21 prairial an III (9 juin 1795), in-4°, 4 p., F. C.

³² Lettres inédites de G. de la REYNIÈRE à un Lyonnais de ses amis, 15 fév. 1796 (*R. D. L.*, 1864, II, p. 485-504).

³³ E. DUBOIS, *Le Directoire*, VI, p. 80-81.

l'été 1794, un Lyonnais proposa de créer un Comité qui s'occuperait de la restauration économique. Il comprendrait des fabricants d'étoffes, de rubans et de bas à façon, des manufacturiers, des teinturiers, des mouliniers... Il envisagerait les moyens de remplacer les ouvriers appelés aux armées, de dédommager les sinistrés, de rénover les filatures et les moulins, de se procurer les produits tinctoriaux, de favoriser l'exportation³⁴. En septembre, les canuts sollicitèrent une augmentation. La municipalité répliqua que le tarif n'entraînait pas dans la loi du maximum et que la liberté des contrats devait être maintenue³⁵. En novembre, le mathématicien Vandermonde conseilla d'élaborer une nouvelle réglementation. Comme Laporte et Reverchon, il pensait qu'il fallait limiter le développement de l'agglomération pour éviter d'en faire une capitale méridionale. Au printemps 1795, Boisset estima qu'il était temps de restaurer les arts et le négoce, Vandermonde examina la valeur des eaux de la Saône et du Rhône pour les teintures, mais les députés lyonnais à la Convention signalèrent le nombre élevé de métiers détruits. En 1796, Letourneur incita les Lyonnais à faire taire leurs passions politiques afin de rouvrir « le premier atelier de l'Europe » ; il invita les tisseurs à fabriquer « non pas l'objet d'un luxe puéril, mais des décorations pour les fêtes nationales »³⁶. Le bruit se répandit que les foires de Leipzig et de Francfort avaient donné peu de résultats et que les soieries s'étaient vendues à bas prix. Le Corps législatif décida d'accorder un million pour permettre de relever l'industrie textile. Des manufacturiers fixés à Constance concurrençaient leur ville d'origine ; Pelzin les accuse de déloyauté, mais Guillon prétend, au contraire, qu'ils ne se laissèrent pas séduire par les propositions suisses et brisèrent leurs métiers en partant³⁷. Pelzin incrimine l'Angleterre qui, avec ses agents secrets, avait profité de la Terreur pour attirer les ouvriers. Certains travaillent à Zurich. Si l'on veut les rappeler, il faut stimuler le commerce. Les Conseils confièrent alors aux manufacturiers la confection des costumes officiels, ce qui provoqua l'affaire des manteaux en janvier 1798 : le Directoire fit saisir à Lyon les étoffes sous prétexte qu'elles venaient d'Angleterre. Même sans cette fronde entre exécutif et législatif, le remède ne pouvait ranimer la Fabrique³⁸.

Un des plus anciens manufacturiers, Fleury Meunier, demanda en 1797 au ministre de l'Intérieur d'établir un jury pour trancher les contestations survenues entre fabricants et chefs d'atelier ; il suggéra d'ouvrir une école professionnelle financée par un droit prélevé sur les étoffes. L'année suivante, il tenta une démarche auprès du Corps législatif pour obtenir des secours en faveur des ouvriers incapables de

³⁴ F. MEUNIER, *Proposition de nomination d'un Comité*, 14 fructidor an II, 31 août 1794, coll. Godart.

³⁵ Etablissement d'un tarif pour la fabrication du taffetas... avec l'approbation du Conseil gén. de la Commune (Lyon, Bernard, in-8°, 8 p.).

³⁶ *Journal de Lyon*, 15 floréal an IV (4 mai 1796).

³⁷ *Journal de Lyon*, 6 messidor an III (24 juin 1795). — A. GUILLON, *Hist. du siège*, 1797, p. 219-220.

³⁸ Mémoire sur les moyens de porter l'agric., les manuf. et le commerce de France au plus haut degré de splendeur... par le cit. GUILLIAUD, manuf. de Saint-Etienne et négociant à Lyon (Paris, Dupont, 1797, in-4°, 50 p.). — Rapport fait par MAYEUVRE, au Conseil des Cinq-Cents... concernant les manuf. de Lyon (Séance du 8 fructidor an X (25 août 1797), in-8°, 14 p.).

payer leur location, condamnés à vendre leurs meubles et mourant « en secret de faim et de misère ». Cent quatre-vingt confrères appuyèrent sa pétition. Le Bureau du Commerce imputa la crise à la mévente à l'étranger et à l'audace des concurrents : ils parvenaient à enlever nos soies et à « les faire sortir de France, soit écruës ou apprêtées ou teintes »³⁹.

Il fallut recourir aux moyens traditionnels de charité et de lutte contre la misère. La mairie créa une œuvre de bienfaisance, « à l'instar de la *Société philanthropique* » ; la Maison des Chazeaux, vendue comme bien national, servit de dépôt de mendicité. En 1797, des établissements analogues existaient aussi dans les villages des bords de la Saône. En 1798, le claustral des Dominicains abrita une filature de soie fournissant du travail aux pauvres⁴⁰. La souffrance et l'amertume subsistaient à l'état latent.

Dans ces conditions, l'atmosphère demeura fort agitée pendant le premier Directoire. Parmi les cadres choisis par le Rhône, figurent Jean Lanjuinais, Boissy d'Anglas, Vitet..., et parmi les noms nouveaux : Fulchiron, Pierre Rambaud, accusateur près le Tribunal criminel, Paul Béraud, un juge...⁴¹. Pour rétablir le calme dans la cité meurtrie, ils interdirent le port de « nattes, faux pendants, cravates et collets verts ou noirs, ganses blanches, boutons en triangle formant une espèce de fleur de lys ». Pour remédier aux nombreux vols, parfois accompagnés d'assassinats, les autorités départementales organisèrent des patrouilles nocturnes. Ces mesures s'avérèrent inefficaces⁴². Pelzin expliqua qu'un bon gouvernement devait tendre au bien « sans entrave et sans gêne », rendre un culte à l'Être suprême, garantir l'ordre et la propriété, ne pas confondre liberté et licence⁴³... Quelques jours plus tard, en mai 1796, un incident sanglant surgit autour d'un crieur de journaux dont le costume portait des boutons en disposition symbolique⁴⁴. La police avouait : « Tous ces affreux complots s'ourdissent sur la place des Terreaux, lieu vulgairement appelé la Forêt Noire. Quiconque ose y passer est sûr d'être dépouillé et assassiné. » On destitua le général Montchoisy et le *Journal de Lyon*, organe des contre-révolutionnaires, affirma que l'émeute était « l'ouvrage de la faction de Babeuf »⁴⁵. Nouvel attentat spectaculaire en juillet 1796 : un Corse, blessé de deux coups de poignard, fut achevé au stylet à l'Hôtel-Dieu. Cinq « chauffeurs » furent arrêtés. Le Tribunal, devant les tentatives faites pour les libérer, devant la campagne d'intimidation, les fit juger à Châtillon-sur-Chalaronne. Ils furent acquittés et, à leur retour, reçus triomphalement à Lyon⁴⁶.

Ce désarroi, que popularisèrent Charles Nodier et Alexandre Dumas, durait encore au printemps 1797⁴⁷. Il favorisa les intrigues royalistes.

³⁹ F. MEUNIER, Pétition du 29 thermidor an VI (16 août 1798).

⁴⁰ E. DELORE, *L'Antiquaille jusqu'à la Révol.* (R. D. L., 1923, p. 213-228).

⁴¹ *Journal de Lyon*, 28 vendémiaire, an IV (20 oct. 1795), II, p. 590-591.

⁴² A. DEBIDOUR, *Recueil des Actes du Directoire exécutif*, I, p. 438-439.

⁴³ *Journal de Lyon*, 29 floréal an IV (11 mai 1796).

⁴⁴ A. N., F⁷ 3686, 6159, 7144.

⁴⁵ Ed. PERRIN, Lyon sous le Directoire. La Journée du 1^{er} prairial an IV (R. D. L., 1924, p. 75-102, 245-252).

⁴⁶ E. PERRIN, *La Terreur blanche à Lyon sous le Direct...* L'assassinat de Pancrace d'Istria (Lyon, Audin, 1922, 15 p.).

⁴⁷ Ms autographe de Ch. NODIER sur la réaction thermidorienne, la jeunesse

Tout le personnel juliacien se retrouva autour d'Imbert-Colomès. Caché dans le Vivarais, il avait pu s'échapper en 1793, avec l'abbé Poidebard, par le mont Genève. Il avait vécu à Lausanne, le refuge lyonnais par excellence, avec Gérando et Claude de Varax; puis Catherine II l'avait accueilli à Saint-Petersbourg⁴⁸. Il revint à Genève au moment où Wickham, le chargé d'affaires britannique, recrutait des agents actifs. Chef des conspirations tramées dans le Sud-Est, il reprit ses collaborateurs de naguère : Terrasse de Tessonnet, le chevalier de La Mothe, le général Précy. Une correspondance s'établit entre la Suisse et Lyon sous le couvert du négoce, avec la complicité des directeurs des postes lyonnaise et helvétique. Le plan de soulèvement qui englobait la Franche-Comté, le Forez, le Velay, ne put aboutir ni en 1795, ni en 1796⁴⁹.

L'année suivante, pour préparer les élections de l'an V, les royalistes fondèrent, sous la direction du magistrat Dandrè, des instituts philanthropiques sur le type maçonnique. Celui du Rhône bénéficia de liaisons faciles avec l'*Agence de Sonabe*, avec Fontanes, rédacteur au *Mémorial*, Mallet du Pan et Francis d'Ivernois, les publicistes les plus réputés de la contre-révolution⁵⁰. Les résultats furent significatifs : Lyon élut aux Cinq-Cents Imbert et Camille Jordan, un combattant du siège, fervent catholique, partisan de la Constitution de 1791. Les « perpétuels » constataient avec inquiétude : « Cette cité intéressante par sa population, par ses manufactures et son commerce, dont les habitants ne désirèrent que le calme et la tranquillité, est depuis longtemps le réceptacle d'une foule de brigands⁵¹. »

Après fructidor et l'exil des Clichyens, une Terreur directoriale chercha à s'imposer. Les élections furent cassées dans le Rhône, l'Ain, la Loire..., Imbert-Colomès fut déclaré le principal agent du roi à Lyon et Pelzin désigné pour la déportation. L'administration départementale épura les assemblées municipales. Mais le personnel politique demeurait une minorité et se renouvela peu. Aux Anciens siégeaient Chasset, qui avait participé sous la Constituante et la Législative aux débats relatifs aux questions économiques, et Pierre Allard, qui avait échappé à la répression de l'an II. Aux Cinq-Cents se retrouvaient Vitet, les chirurgiens Carret et Pressavin, le négociant Paul Cayre, le conseiller Mayevre de Champvieux. Les commerçants, comme Deyrieu, les membres des professions libérales, comme Jean-Marie Bruyset, Loyer, Rieussec assumaient les fonctions locales⁵². Ces cadres, limités en nombre, formés à la veille de la Révolution, avaient repensé l'encyclopédisme et le rousseauisme à la lumière de la tragédie de 1793. Issus de l'élite bourgeoise, ils se trouvaient liés par des rapports amicaux ou familiaux : le républicain modéré Gilibert préserva du séquestre les

dorée de Fréron et les C^{tes} de Jéhu dont le siège principal était Lyon (s. d., in-8°, 7 p.).

⁴⁸ F. RAIN, *Un tsar idéologue, Alexandre I^{er}, 1777-1825* (Paris, Perrin, 1913, in-16, XII, 460 p.).

⁴⁹ Ch. JOLIVET, L'agitation contre-révol. dans l'Ardèche sous le Directoire (Lyon, *Nouvelliste*, 1930, in-8°, 110 p.).

⁵⁰ A. M. L., 12, Evénements et troubles polit., 22 germin. an V (11 avril 1797).

⁵¹ *Journal de Lyon*, 17 thermidor (4 août 1797).

⁵² Les administrateurs munic. de l'arrond. de l'Ouest du canton de Lyon au Directoire exécutif. Justification de leur conduite (s. n., oct. 1797, in-8°, 13 p.).

meilleures pièces des collections du monarchiste éclairé Imbert-Colomès. Ils se sentaient attachés à la population par les souffrances communes du siège et ne partageaient guère les modes de pensée des directoriaux.

Avant comme après la troisième réaction anti-jacobine de floréal, le Directoire continua de se plaindre du mauvais esprit qui régnait dans la ville. « Les vertus républicaines, écrivait Allard, sont tout à fait étrangères aux Lyonnais. Tout ce qu'on peut attendre d'eux, dans les circonstances actuelles, c'est de la docilité et de la soumission aux lois. » Les commissaires l'imputaient à la carence des agents d'exécution : juges de paix ignorants, commissaires de police prévaricateurs, magistrats peu empressés... Aussi le brigandage ne cessa point en Lyonnais et la prostitution s'étala dans la ville⁵³. Déserteurs, insoumis, émigrés, prêtres réfractaires, tous hantaient encore la région sous le second Directoire. Wickham, le comte d'Artois, Pichegru n'avaient pas abandonné leurs préparatifs.

Le ministre de la police générale demanda de contrôler la correspondance, la délivrance des passeports, le défaitisme qui gagnait la troupe stationnée à Lyon. A chaque instant, les diligences se dirigeant sur Strasbourg, Marseille ou Genève subissaient des attaques à Montluel, à Saint-Etienne-du-Bois, à Nantua⁵⁴. En juin 1799, le commissaire adressa encore ce bulletin pessimiste : « Lyon ne renferme qu'un très petit nombre de républicains. Ils souffrent journellement des menaces et des dédains des royalistes, le poignard des égorgeurs est levé sur leurs têtes... Otez ce noyau de républicains, vous ne trouverez à Lyon que des royalistes qui désirent le retour à un gouvernement monarchique, ou des citoyens honnêtes et paisibles qui se soumettent aux lois et qui voient dans l'affermissement de notre constitution le seul moyen de ramener le commerce, la paix et le bonheur... Lyon renferme toujours une infinité de prêtres, d'émigrés et d'hommes immoraux qui répandent autant qu'il leur est possible l'incivisme et la corruption⁵⁵. » A la veille du 18 brumaire, la bourgeoisie s'apprêtait à détruire la Constitution libérale de l'an III.

2. LA PROPAGANDE RATIONALISTE

Lyon avait peu connu la propagande rationaliste. Fouché et les hébertistes avaient été rappelés trop tôt pour organiser des réunions où les abjurations et les mariages de prêtres constituaient le centre d'intérêt, où les uns proclamaient leur déisme, les autres la nécessité d'une religion d'Etat. Le culte sans mystères des trente-six Décades n'existait pas non plus. En dehors de l'apothéose de Chalier, les autorités n'avaient célébré que les triomphes de la République, le 21 janvier, le 14 juillet,

⁵³ A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation du départ, pendant thermidor an VI (juil. 1798), pendant nivôse an VII (déc. 1798).

⁵⁴ A. N., F7 3820, Rapport de Fouché, ministre de la Police, 12 vendémiaire an VIII (4 oct. 1799). — E. CUAZ, *Notice hist. sur les vrais Compagnons de Jésus* (Bourg, Milliet, 1869, in-8°, 66 p.).

⁵⁵ A. N., F1 C III, Rhône 5, Le commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale du Rhône, 7 messidor an VII (25 juin 1799).

le 10 août, négligeant celui du 31 mai. On se demanda si ces tentatives survivraient au « nouveau Cromwell », si le décret du 18 floréal, qui forçait à reconnaître l'Être suprême, serait maintenu ⁵⁶.

Quand on fit remarquer à Reverchon que l'anniversaire de la chute de la royauté approchait, il conseilla de se rendre « au Champ de Mars, sans façon. S'il fait beau, nous y porterons notre goûter ». En réalité, il prononça un discours antirobespierriste avec une pointe d'anticléricisme : « Comme les tyrans, qui se réjouissent au sein des calamités publiques, ces prétendus rigoristes imitaient parfaitement les prêtres et savaient bien se relâcher entre eux de la sévérité des principes qu'ils proclamaient en public ⁵⁷. » La Fête de la République, le 22 septembre 1794, comporta un défilé à la Montagne, des chœurs populaires, les allocutions de Louis Charlier et de Pierre Pocholle. Une soirée gratuite offrit des pièces propres à développer le républicanisme ⁵⁸.

Quand Rousseau entra au Panthéon, les représentants organisèrent une cérémonie en son honneur. A la pointe de la presqu'île située sur le Rhône, « un cénotaphe entouré de peupliers » reproduira « l'image touchante du tombeau d'Ermenonville ». Un cortège rappellera les œuvres du Genevois : adolescents dignes d'Emile, jeunes filles dignes de Sophie, « mères de famille qui n'ont méconnu leurs devoirs en confiant à des étrangères le soin d'allaiter leurs enfants ». Des banderolles porteront des formules tirées du *Contrat social* : « Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs. » Une liturgie était prescrite : les musiciens accompagneront les cantiques et les jeunes filles jetteront des fleurs ⁵⁹.

La journée se déroula selon ce programme : Albitte et Salicetti, de passage à Lyon, se joignirent au défilé. Sur le cénotaphe, Chinard avait sculpté Rousseau embrassant deux enfants. Charlier glorifia l'apôtre de la liberté. L'ex-oratorien Pocholle flétrit « les fêtes de la superstition », qui tendaient à « éteindre l'homme », alors que « les exemples offerts par la liberté tendent à l'élever ». Coignet, « Directeur de la musique de la Ville », fit exécuter un hymne qu'il avait composé sur les paroles de Jean-François Sobry. La manifestation se termina par des danses et une représentation théâtrale. Mais était-ce le mythe de Rousseau qui suscitait ce sentiment de délivrance ⁶⁰ ?

Le même accent se dégage de la fête des Victoires pour laquelle Chinard fournit deux statues. Les représentants donnèrent le baiser fraternel aux chefs de troupes et on promena des guerriers blessés sur un char triomphal ⁶¹. En février 1795, la fête de la Concorde consacra la levée des dispositions pénales frappant la ville. « Plus de vengeances particulières », recommandaient les inscriptions. Des mannequins simulaient Robespierre, coiffé d'un diadème fleurdelisé, et Chalier tenant une minuscule guillotine; saluées de nasardes, les effigies furent brûlées

⁵⁶ A. D., Ain, L 288, Déclaration du Directoire de Belley, 4 août 1794.

⁵⁷ Discours prononcé par REVERCHON, représentant du peuple, le 10 août 1794, à Comm.-Affr. (ms F. C., in-f°, 2 f.).

⁵⁸ M. H. L., Arrêté de Charlier et Pocholle, 20 sept. 1794.

⁵⁹ A. D. R., 1 L 435, Affiche des représentants, 3 oct. 1794.

⁶⁰ G. VÉRIGEL, *Célébration de la fête de J.-J. Rousseau à Lyon*, 16 oct. 1794 (Lyon, Waltener, 1887, 7 p.).

⁶¹ P.-V. de la fête des Victoires, 20 nov. 1794 (Lyon, Destéfanis, an III, in-4°, 8 p.).

aux Terreaux. Au moment de la chasse aux mathevons, le 29 mai 1795, une cérémonie commémora les victimes de la répression; devant un cénotaphe, élevé par les soins de Cochet, Chinard et Delandine, défilèrent les gardes nationaux en armes, pour la première fois depuis le siège. A la tribune, Salamon, Carret, Jean Debry clamèrent l'attachement des Lyonnais à la République.

Les fêtes thermidoriennes ne connurent pas plus de succès que celles de la Montagne; Sériziat et Poullain-Grandprey avouent que les Lyonnais préfèrent les anciens usages. Les dates des 9 thermidor et 10 août 1795 n'éveillèrent aucun enthousiasme. Mais les idéologues ne renoncèrent pas à leurs espoirs. Les rassemblements, par leur action sur « les âmes sensibles », pouvaient être des moyens d'adhésion, en revêtant un aspect tour à tour politique, philosophique et militaire.

Pendant le premier Directoire, l'inspiration politique n'attira guère. Les intempéries chassèrent les assistants le 9 thermidor et l'on scruta la mine désappointée des commissaires directoriaux en voyant les nouveaux administrateurs municipaux, recrutés parmi « les honnêtes gens »⁶². En août 1796, Larevellière-Lépeaux, un anticlérical attaché au naturalisme, conseilla de prévoir une solennité éclatante pour l'anniversaire de la Fondation de la République, « époque du renouvellement de l'année et de la régénération des Français. En une affiche au style exclamatif, Guigoud évoqua « les armées victorieuses qui pressent les boulevards ébranlés de la coalition » et chercha à définir la liberté; loin d'être « cette promotrice de l'anarchie, cette patronne des bourreaux et des voleurs, cette infâme et stérile bacchante », elle est « fille de la nature » et repose sur « les mœurs et l'instruction », l'ignorance étant un instrument de despotisme⁶³.

On mit sur pied un ensemble de jeux publics en s'enquérant des formalités de paiement : le commissaire Cayre autorisait toute dépense, le receveur Nivière-Chol refusait de rembourser. Le mauvais temps s'en mêla et le spectacle en plein air ne put se dérouler. Le Bureau central voulait placer les réjouissances dès qu'il ferait beau, mais les trois municipalités voulaient renoncer à ce qu'elles appelaient « un accessoire ». Cayre se plaignit à Bénézech de cette mentalité, mais le *Journal de Lyon* stigmatisa toute liesse « sur les places encore toutes dégouttantes de sang »⁶⁴.

Restait la question des dépenses. Elle devait demeurer en instance jusqu'en 1800, avec des phases courtelinesques. La querelle entre les républicains du Bureau et les « réacteurs » des Divisions se poursuivit sur ce terrain. On discuta d'abord le montant des factures, les arriérés des fêtes précédentes, la valeur des soliveaux fournis. Deyrieu, de Lyon-Midi, estima que le Bureau dilapidait les deniers publics, Jolyclerc, de Lyon-Ouest, déclara qu'il eût été préférable de nettoyer les rues. L'Administration départementale fit expertiser les travaux; Loyer et Gérando évaluèrent le nivellement du terrain, le don offert aux soldats, le sapin servant de mât de cocagne... Les municipalités contestèrent les droits du Bureau, blâmèrent « sa somptuosité immodérée » et avouèrent en mai 1797 : « Dans une ville en deuil, couverte de ses propres ruines et

⁶² *Journal de Lyon*, 24 fév. 1795, 28 juil., 2 août 1796.

⁶³ A. D. R., 1 L 437, Fête nat. de la Fondation de la Républ., 10 sept. 1796.

⁶⁴ A. N., F1 C III, Rhône 6, Lettres des 1^{er}, 2 et 15 brumaire an V (nov. 1796).

encore fumante du sang de ses concitoyens, les fêtes publiques sont plus déceimment célébrées par un appareil simple et modeste que par des spectacles trop pompeux. » Le renouvellement fructidorien fit taire ces appréciations, mais ne hâta pas la liquidation des dépenses, malgré les plaintes des ouvriers qui attendaient leur salaire. Le Consulat régla enfin l'affaire ⁶⁵ !

Dans toute la région, pendant le premier Directoire, les cérémonies sombrèrent dans l'indifférence. Elles n'offraient aucune variété : chaque fois on recommençait le défilé, on chantait les hymnes à la liberté, on entendait les mêmes discours. Les autorités se querellaient, les jeunes boudaient la Fête de la Jeunesse, les masses alléguaient le travail urgent. Parfois des troubles survenaient : à Viriat, en Bresse, des femmes interrompirent l'orateur pour réclamer leur ancien prêtre réfractaire; à Thoiry, dans le Bugey, la foule empêcha un sans-culotte de parler et le secrétaire se contenta de lire un discours, « assez analogue », de Thucydide ⁶⁶. Le sentiment civique s'éteignait dans la petite et moyenne bourgeoisie qui, en dépit des gains qu'elle avait réalisés, se jugeait lésée par l'inertie des affaires. Les couches populaires avaient souffert du siège et de la répression, et elles ne comprenaient guère ces nouveaux rites.

Les Directeurs, par leur formation et leur souci de gouvernants, professaient la nécessité d'une croyance laïcisée, donnant une base au civisme, évitant de verser dans l'immoralité, pouvant éliminer les religions révélées. Au printemps 1797, Pierre Bénézech suggéra pour « parfaire » la célébration des fêtes de vanter les sciences, les arts, les vertus avec la collaboration des maîtres et des élèves. Comme distractions, il prescrivit les exercices physiques, les représentations théâtrales, les banquets fraternels. Toutefois, il ne veut recourir à aucun moyen coercitif contre ceux qui ridiculisent ces démonstrations. L'Administration du Rhône ne s'empessa pas de diffuser ces considérations. Après un rappel à l'ordre, Paul Cayre les transmet en les commentant ⁶⁷.

L'insuccès du credo républicain s'affirma notoire. Cayre rappela, en août 1797, que chaque Administration cantonale devait lui adresser un rapport sur l'effet de ces solennités. A Condrieu on prétendit n'avoir pas été avisé, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or on invoqua l'urgence des récoltes, à Colombe-lès-Vienne l'Administration avoua qu'elle se retrouvait toujours seule, et il en était de même à Neuville, à Bessenay, à Saint-Symphorien-sur-Coise. François de Neufchâteau s'indigna de ce manque de zèle et rapporta que « la malveillance se plaît à répandre que, dans la commune de Lyon, la République n'est plus qu'un mot ». Le ministre de l'Intérieur Letourneux commença à enquêter. Inquiet de ce qu'il avait déclenché, le commissaire signala que plusieurs citoyens assistèrent au service en mémoire de Hoche et imputa l'indocilité au fanatisme des prêtres et à leurs réunions clandestines ⁶⁸.

Le coup d'Etat de fructidor entraîne un renouveau de propagande philosophique. La théophilanthropie, avec ses principes simples, son

⁶⁵ A. D. R., 1 L 437, Corresp. du 17 brumaire an V au 19 ventôse an VIII (7 nov. 1796 au 10 mars 1800).

⁶⁶ E. DUBOIS, *Le Directoire*, VI, p. 119.

⁶⁷ A. D. R., 1 L 435, Corresp. du 11 au 18 floréal an V (17-30 avril 1797).

⁶⁸ *Ib.*, 1 L 435, Corresp. du 24 thermidor an V au 19 frimaire an VI (11 août-9 déc. 1797).

culte dépouillé, ne secoua pas l'atonie lyonnaise. En septembre 1797, avant de s'engager dans la commémoration du 1^{er} vendémiaire, l'Administration sollicita un crédit arguant que les ouvriers, informés des précédents, ne voulaient pas travailler sans avances. Une affiche exalta l'œuvre révolutionnaire et blâma les intrigues déjouées les 9 thermidor et 18 fructidor. Des salves, des coups de canon, des sonneries de cloches constituèrent le programme de la journée. Partout, la discrétion des comptes rendus est éloquente : à l'Arbresle, l'ensemencement des terres explique que seules les autorités se réunirent; à Neuville, les travaux agricoles empêchèrent les citoyens d'entendre les appels à la paix, à la concorde et à la douce fraternité ⁶⁹.

A son tour, Letourneux adressa une circulaire, en juillet 1798, pour définir, en se référant aux exemples d'Athènes et de Rome, le sens des fêtes politiques, morales et commémoratives. Les administrateurs lyonnais communiquèrent cette instruction sans enthousiasme. Pour rendre plus solennelle la Fête de la République, le commandant de la place de Lyon, « en état de siège », et le commissaire Allard pressentirent le musicien Lamanière de décider les artistes du théâtre « à venir avec moins de répugnance ». Piestre et Béranger fournirent les paroles des cantates et des récitatifs qu'exécutèrent quatre chanteurs : les thèmes abstraits, avec une pointe de gloriole, se rapportent à la Raison, l'Ignorance, la Reconnaissance. La partition du *Chant du Premier Vendémiaire*, composé par Chénier et Martini, parvint trop tardivement pour être apprise et, comme à l'ordinaire, « le temps constamment pluvieux » fit ajourner les jeux ⁷⁰.

François de Neufchâteau ne se contenta pas de ces alibis. Il souhaitait que ces fêtes portent en elles « un caractère religieux, une philosophie de sentiments, une éloquence morale », que les discours condamnent à la fois les « rois oppresseurs et les démagogues anarchiques » et montrent que la Révolution est l'ouvrage de l'Essence infinie qui gouverne le monde. Le ministre sollicita des renseignements sur le déroulement de la dernière cérémonie. Contrairement aux assertions lyonnaises, les autorités des faubourgs parlent peu de la pluie et s'estiment satisfaites : le banquet et le bal attirèrent en un cadre de banlieue plus de citadins que la place des Terreaux. A Sainte-Colombe, devant « la masse », on paraphrasa les textes législatifs et on tira « les boettes »; à Saint-Genis-Laval, on prêta serment et on poussa des exclamations; à Condrieu, l'averse n'empêcha pas la promenade civique; mais à Gleizé, la pluie déranga tout; à Saint-Symphorien-sur-Coise, il fallut se réfugier à la mairie ⁷¹...

L'Administration du canton de Beaujeu communiqua un bilan révélateur. La Souveraineté du Peuple fut célébrée en mars 1798 de la façon la plus courante avec cortège, banquet et bal. Mais la fête du 14 Juillet fut renvoyée au décadi à cause des fenaïsons. De même, pour gêner le moins possible les paysans occupés aux moissons, les solennités des

⁶⁹ *Ib.*, 1 L 437, Corresp. du 19 fructidor au 4^e jour compl. an V (5-20 sept. 1797).

⁷⁰ *Ib.*, 1 L 437, Corresp. du 9 messidor an VI au 3 vendémiaire an VII (27 juin-24 sept. 1798).

⁷¹ *Ib.*, 1 L 437, C. R. du 1^{er} vendémiaire au 1^{er} nivôse an VII (22 sept.-21 déc. 1798).

9 thermidor et du 10 août furent groupées. Quant à la fête de la Fondation de la République, elle revêtit la magnificence « que les circonstances ont pu permettre ». Chaque fois, le secrétaire reproduit le même schéma ⁷². Le plus souvent, les administrateurs se bornent à recopier, d'une écriture maladroite, avec une orthographe défailante, les principaux paragraphes de la lettre du 10 fructidor, rédigée par François de Neufchâteau. Ils les travestissent en compte rendu ! Quelquefois, ils mentionnent le thème des discours. Presque toujours, ils se contentent de phrases banales et affirment que la fête a revêtu « la dignité que comporte la localité ».

Le second Directoire vit donc se répéter les mêmes mises en scène sans provoquer d'enthousiasme. Partout les figurations symboliques, la partie sportive, le programme théâtral accompagnent les vitupérations contre le royalisme, la tyrannie, l'anarchie. Le trait le plus frappant est le glissement à la parade militaire avec décharge d'artillerie, roulements de tambour, défilé de troupes. On chante *Veillons au salut de l'Empire*, on tonne contre l'infâme Pitt, on exalte les succès de l'armée d'Italie.

Une nouvelle fois, en décembre 1798, François de Neufchâteau indiqua comment il concevait l'Anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français, et développa des considérations relatives à la « marche des lumières » qui détermina la Révolution et à l'anarchie qui « éteint le flambeau du commerce ». En communiquant la liste des réjouissances, le Bureau de Lyon analysa la situation internationale : se référant à Samuel, Titus et Domitien, il proclama que « sans craindre la guerre, la France soupire après la paix générale ». Lors de la cérémonie, on reprit quelques rites : on planta un arbre de la Liberté, on libéra des oiseaux, on invoqua l'Être suprême... Mais dans la cathédrale, l'ordre ne régna point et le Commissaire du Directoire exécutif s'en plaignit ⁷³.

Par un retour tardif aux usages constitutants, le ministre Lambrechts recommanda, pour la fête de la Souveraineté du Peuple, les figures emblématiques, les inscriptions tirées de la Déclaration des Droits, les pièces de théâtre propres à inspirer l'horreur du royalisme et de l'anarchie. Routinier, le Bureau central fit pavoiser le Temple décadaire peuplé d'allégories : femme brandissant un sceptre symbolisant la Souveraineté, jeune homme tenant un niveau et un faisceau représentant le peuple, le Despotisme enchaîné tendant les bras vers les Maximes du Droit royal ⁷⁴...

Pour préparer les élections, les administrateurs vantèrent les mérites du second Directoire et commentèrent le principe de souveraineté populaire. Autrefois, les gouvernants passaient pour le souverain, « et cette erreur si grave et si funeste n'était connue que des philosophes » ; les sujets ne s'en rendaient pas compte, parce que leurs oppresseurs empêchaient la propagation des lumières et appelaient « le fanatisme au secours de la tyrannie ». La Révolution « rendit commune et familière une vérité concentrée jusqu'alors dans quelques écrits » ; mais il fallait

⁷² *Ib.*, 1L 435, Lettre de l'Administration du Canton de Beaujeu, 16 déc. 1798.

⁷³ A. N., F1 C III, Rhône 5, Lettre du commissaire du Directoire, 30 janv. 1799.

⁷⁴ Fêtes nat. : Doc. pour l'hist. des fêtes de la Souveraineté du peuple, 30 ventôse an VII (20 mars 1799) (N. A. H. R., 1832, II, p. 20-27).

éviter deux écueils : la royauté et l'anarchie. « Grâces soient rendues à l'Auteur de toute lumière qui n'a pas permis que cet inappréciable milieu n'échappât à la grande nation dont la destinée doit avoir tant d'influence sur celle des autres. » Après avoir loué la Constitution de l'an III, « si sublime et si sage », les autorités évoquèrent les dangers de la coalition, ramenant les pensées vers un patriotisme exalté que l'on mêlait à l'idée d'une mission révolutionnaire de la France ⁷⁵.

Cette dissertation ne séduisit guère : « Plusieurs discours n'ont pu être entendus, vu le bruit qui se faisait dans le temple » et l'affluence, « presque toute du peuple », ne goûta point ces considérations sur la délégation de la souveraineté. Le procès-verbal reprit néanmoins les termes des instructions ministérielles pour spécifier que la harangue « avait pour objet de pénétrer les citoyens, à une époque si importante de l'ordre social, de la nécessité de faire de bons choix ». Une orpheline exhorta, elle aussi, les citoyens à nommer de « bons législateurs et de bons magistrats dans les assemblées prochaines » ⁷⁶.

En juin, François de Neufchâteau indiqua quelques moyens de nourrir le feu sacré du patriotisme et recourut plusieurs fois à Plutarque pour retracer les crises du régime jusqu'au 18 fructidor. Ses efforts accurent quelque peu la cadence des cérémonies pendant cette « tyrannie haletante », dont parle Albert Vandal. La capitale fournit les schémas; sous l'influence de David, et malgré les protestations de Chénier, les autorités codifièrent de plus en plus le style : un goût de régularité classique annonça très tôt les formes rigides et les évolutions militaires de l'Empire. La liberté de conception artistique disparaissait et, faute d'artistes locaux, il fallait emprunter les innombrables hymnes de Gossec.

En ce Directoire finissant, à travers la monotonie de ces manifestations, se discernent de significatifs changements. Pour le 9 thermidor 1799, les Lyonnais fêtèrent « le pacte social sur lequel repose la garantie des personnes et des propriétés », mais se dressèrent surtout « contre les hordes d'étrangers » et contre « l'infamie politique anglaise », qui cherche l'anéantissement du commerce lyonnais. La proclamation préparatoire à la commémoration du 18 fructidor dénonce les complots fanatiques et liberticides, fomentés par le « cruel ministère anglais » et justifie ainsi la conscription, l'emprunt et les contributions ⁷⁷.

Le ministre de l'Intérieur, Quinette, pour la fête de la Fondation de la République, stimula les dirigeants, qui éprouvaient un enthousiasme limité et une ingéniosité réduite. Ils se bornèrent à suivre les consignes ministérielles, du moins l'affirment-ils dans leur compte rendu; les orateurs cherchèrent à promouvoir un complexe d'unanimité pour défendre à la fois le régime et « l'intégrité du territoire ». Un discours, le dernier de cette importance avant le Consulat, révèle la pensée politique des cadres lyonnais. Dans une langue savante, Jean Piestre commenta les principes républicains et interpréta les vicissitudes du Directoire. « Des publicistes vénaux et serviles (Aristote chez les Anciens, Grotius chez les modernes...) prétendent que le gouvernement monarchique a été institué le premier dans la société »; pour appuyer

⁷⁵ A. N., F1 C III, Rhône 6, Fête de la Souveraineté du Peuple, ventôse an VII.

⁷⁶ *Ib.*, F1 C III, Rhône, 6, C. R. du commissaire Allard, 22 mars 1799.

⁷⁷ M. H. L., Affiche pour la Fête nat. de la Liberté, 27 juil. 1799; Fête commémorative du 18 fructidor an VII (Affiche du 1^{er} sept. 1799).

cette assertion « gothique et mensongère », ils comparent la monarchie et la famille. En réalité, « partout et de tout temps les peuples s'appliquèrent à rester ou à devenir libres ».

Cette liberté manquait à la France. Les hommes du Grand Siècle la préparèrent, l'imprimerie la « manufactura », les philosophes l'ins-taurèrent. « L'immortel Montesquieu, du sein des privilèges féodaux, sacerdotaux et de la tyrannie monarchique, fit entendre sa voix d'aigle dans le désert des préjugés... *Le Contrat social*, de l'illustre Jean-Jacques, fut le météore bienfaisant qui vint embraser le vieil édifice »; Mably, Raynal, Condillac « bâtirent l'édifice théorique de la Révolution ». Alors Albion fomenta la guerre civile et le royalisme tenta de renverser le Directoire; il garnit, « par des élections scandaleuses, d'où le peuple fut exclu, où les bourreaux présidèrent, où le crime fut élu et couronné, les bancs sénatoriaux du Temple des lois. La cohorte de financiers ruineux, que conduisait Boissy d'Anglas, vint organiser la famine... Ces brigands lettrés, après avoir rappelé les émigrés et les cloches, les prêtres et les nobles, allaient introduire le roi burlesque de Mitau ». Après la paix plâtrée de Campo-Formio, des conspirateurs directoriaux, comme le tartufe Carnot, ruinèrent les avantages de fructidor et asservirent vingt-six millions d'hommes. Le Sénat, resté républicain, « malgré la tuaille scandaleuse du 22 floréal », s'inclinait devant les quatre satrapes usurpateurs. Les journées des 29 et 30 prairial arrachèrent la République des mains des oligarques; il faut maintenant les juger et les anéantir. Les succès des phalanges républicaines attestent la valeur du régime : l'oriflamme tricolore flotte « dans les champs féconds de la Souabe, dans les plaines grasses et fertiles de la Franconie »; avec un « autre Annibal », il a franchi les Alpes, conquis les monts ténébreux du Tyrol et le sol humide de l'industrielle Batavie ⁷⁸.

A la Guillotière, le commissaire exhorta les citoyens à l'oubli de toute haine et fit jurer fidélité à la République. A la Croix-Rousse, près de l'arbre de la Liberté, on lut la Déclaration des Droits. Au Bois-d'Oingt, après le serment, on proclama les noms des insoumis. Le maire de Villié gémit sur le petit nombre de ceux qui répondirent à l'appel de la loi et engagea les parents à ne pas favoriser cette lâcheté. Les autorités de Bessenay blâmèrent les insoumis et félicitèrent ceux qui avaient souscrit à l'emprunt. Les autres comptes rendus transcrivent la circulaire ministérielle, affirmant avoir édifié un autel à la Concorde, déployé des bannières, lu la liste des réfractaires... Mornant eut le courage d'avouer : « Quelques citoyens, attirés par la curiosité, se sont portés dans les endroits par où défilait le cortège. Vous pouvez, d'après cela, vous faire une idée de l'esprit public qui est toujours dans la plus grande apathie. » Le ministre répondit qu'il souhaitait connaître, non le déroulement des fêtes, mais leur résultat moral : elles « n'ont pas pour but de piquer la curiosité, mais d'attacher le peuple français à la République ⁷⁹ ».

Un cycle de sept fêtes, dont Daunou avait fixé les sujets dans la loi

⁷⁸ J. P***, Discours prononcé à la réunion polit. des Républ. de Lyon, par un de ses membres, le jour anniversaire de l'an VIII (Lyon, Bernard, 1799, in-8°, 32 p.).

⁷⁹ A. D. R., 1 L 437, Corresp. du 1^{er} au 30 vendémiaire an VIII (23 sept.-22 octobre 1799).

de brumaire an IV, compléta cette série d'anniversaires politiques. Elles témoignent de l'optimisme du XVIII^e siècle et font appel à la fois à la raison par les considérations, à la sensibilité par l'orchestration. Selon ces principes, Lyon s'ingénia à célébrer les vertus de l'Agriculture : la fête fut « triste et morne »⁸⁰. Un arrêté expliqua en 1798 le sens de cette cérémonie : il rappelle que le nouveau régime a délivré l'agriculture de ses servitudes et espère que, par l'échange des produits, « les cités s'affectionneront aux campagnes ». Sur la place des Terreaux, paysans et soldats encadraient une charrue; un magistrat traça un sillon au son des fanfares, tandis que les autres décorèrent de fleurs et d'épis les fusils des militaires. Là aussi, la parade militaire devint l'attraction principale : on rassembla des guerriers blessés au cours des « conquêtes de la liberté sur le despotisme, de la raison sur la sottise, de la philosophie sur la folie ». A la campagne, on se contenta de tirer « les boîtes » ou on continua les moissons⁸¹.

La fête des Epoux fournit un prétexte à des scènes naïves et à des remarques candides. Les administrateurs lyonnais célébrèrent la « beauté féconde » : « Si les froids célibataires abordent ces groupes fortunés, qu'ils sentent leur isolement et, corrigés par l'exemple, qu'ils n'osent plus être seuls au monde. » Une autre année, on montra que la République favorise cette alliance destinée par le Créateur à faire le bonheur de l'homme tandis que « dans l'Ancien Régime, tout tendait à diminuer le nombre des unions légitimes : d'un côté, les institutions ne présentaient la chasteté que sous les couleurs du célibat; de l'autre, les lois mettaient une foule d'entraves au mariage »⁸².

Parfois, la rhétorique traditionnelle reprend ses droits. A la fête de la Reconnaissance, en 1798, Piestre, le chef du Bureau de la Police, prononça un long discours dans lequel se succèdent les allusions à l'Etre suprême et aux « préjugés sacerdotaux », l'histoire des républiques antiques, une analyse de la gratitude⁸³. D'après les comptes rendus, la fête de la Jeunesse fut mieux accueillie; l'Administration lyonnaise la considérait comme « la plus intéressante puisque la Patrie contemplait avec délices son espérance et ses ressources ». Après fructidor, ces manifestations se développèrent : en 1799, les autorités comparèrent printemps et jeunesse, chantèrent les beautés de la nature et opposèrent « aux plaisirs tumultueux des villes, les charmes trop peu connus d'une riche campagne »; des enfants récitèrent des poèmes consacrés à « la gloire de vaincre » et à « l'olivier de la paix »⁸⁴. En revanche, la Fête des Vieillards n'attira guère, et à Beaujeu on la confondit, à cause des vendanges, avec l'anniversaire du 18 fructidor⁸⁵.

Le mouvement de déchristianisation légua à la réaction thermidorienne et au Directoire le culte décadaire, qui devait éliminer les fêtes des Saints scandant le cours des saisons et fixant le moment des

⁸⁰ *Journal de Lyon*, 15 messidor an IV (3 juil. 1796).

⁸¹ Fête nat. de l'Agric., 10 messidor an VI (28 juin 1798) (Lyon, Ballanche, 1798, in-8°, 8 p.).

⁸² M. H. L., Fête nat. des Epoux, 10 floréal an IV, an VI (29 avril 1796, 1798).

⁸³ J. PIESTRE, *Discours à la Fête de la Reconnaissance*, 10 prairial an VI (29 mai 1798, coll. Godart).

⁸⁴ A. N., F1 C III, Rhône 6, Fête nat. de la Jeunesse, 26 mars 1799.

⁸⁵ A. D. R., 1 L 435, Rapport de l'Administration du canton de Beaujeu, 16 déc. 1798.

échéances et des foires. Le décret du 4 frimaire an II ordonna à tous les maires de faire connaître les lois, trois fois par mois, dans le Temple de la Raison. Cette initiative se heurta à d'innombrables obstacles : la résistance des croyances religieuses, l'habitude de respecter le calendrier grégorien, la monotonie d'un exposé sur la législation... Pour répandre les nouvelles mœurs, l'imprimeur Destéfanis publia en 1795 un Calendrier, signé de Collot-d'Herbois et de Durand-Maillane; la partie essentielle est représentée par le tableau des mois avec les noms des jours : un outil pour le décadi, un animal pour le quintidi, un objet pour les autres jours. Ce culte pouvait, dans les campagnes, suppléer aux fêtes nationales et à la théophilanthropie qu'il était difficile de diffuser; il pouvait, pensait-on, former l'esprit public en satisfaisant les aspirations religieuses des âmes; ses termes faisaient revivre la tradition géorgique en plein siècle de précision scientifique⁸⁶.

Au lendemain de la chute de Robespierre, la municipalité lyonnaise voulut donner à ce culte un caractère solennel, mais jusqu'en 1797, les avis furent unanimes : non seulement on boudait la promulgation des lois, mais on ignorait les décadis. Le commissaire de Colombe-lès-Vienne affirme qu'on ne les observe nulle part alors qu'on sanctifie les dimanches; il en accuse les prêtres, qui « ramènent insensiblement le peuple à l'ancien ordre de choses » et il gémit sur la médiocrité des moyens pécuniaires des administrations, qui « ne peuvent ni balancer, ni réaliser les cérémonies du culte religieux »; il incrimine aussi « la cupidité du peuple, qui ne sait jamais sacrifier un jour à la chose publique, son ignorance, que l'imposture et le charlatanisme séduisent toujours et que la vérité et la morale n'entraînent jamais »⁸⁷.

En novembre, le ministre de l'Intérieur Letourneux défendit les mérites du calendrier républicain, qui s'accorde avec la nature et se rapproche de celui des Athéniens, le peuple ancien le plus éclairé. Puisque la loi ne prévoit pas de moyens coercitifs, il faut persuader les citoyens d'observer le rythme décadaire. L'Administration du Rhône imprima cette lettre, interdit aux négociants d'étaler leurs marchandises le décadi, incita les entrepreneurs de théâtre à représenter ce soir-là des pièces républicaines⁸⁸.

Pour ranimer les convictions, on replanta, en décembre 1797, les arbres de la Liberté. Devant le chêne qui augurait, « par sa vigoureuse et séculaire animation, de la longue et glorieuse destinée de la République », on fit entendre les « accents mélodieux, électrisant et nationalisés par la victoire, du *Chant du départ*, de l'*Hymne des Marseillais* et du prophétique *Ça ira* ». L'administrateur retraça les triomphes de thermidor, prairial, vendémiaire, fructidor et mit en garde contre les intrigues. « C'est l'or de l'étranger, dit-il, qui a acheté, le 2 septembre, la tête de Vergniaud, le sac de Lyon et tous les assassinats qui ont souillé le gouvernement révolutionnaire⁸⁹. » Un nouvel arrêté, en mai 1798,

⁸⁶ M. H. L., Calendrier des Français (Comm.-Affr., Destéfanis, 1795, in-12, 48 p.).

⁸⁷ A. D. R., 1 L 435, Corresp. des 24 et 29 thermidor an V (11 et 16 août 1797).

⁸⁸ *Ib.*, 1 L 436; Lettre du Ministre de l'Intérieur, 19 brumaire an VI (9 nov. 1797).

⁸⁹ P. V. de la cérémonie civique et solennelle qui a eu lieu dans l'arrondis-

fixa les jours de marchés, de bourses, de bals, d'après l'ère républicaine. L'Administration du Rhône fit afficher la loi du 13 fructidor an VI qui énumérait les rites décadaires : faire connaître les lois, resserrer les liens fraternels entre les citoyens, publier les actes de bravoure, célébrer les mariages, procéder aux jeux gymniques. François de Neufchâteau, regrettant de voir le peuple, « trompé par les suppôts du despotisme et ceux du sacerdoce », se laisser aller à l'oisiveté qui engourdit l'âme, présenta ses suggestions pour la mise en scène de ces réjouissances⁹⁰. Ces redites trahissent l'observation. Allard, de son côté, considérait les réunions décadaires infaillibles pour façonner une mentalité. « Il faut au riche comme au pauvre des spectacles, des amusements, des cérémonies qui frappent les sens. » Il suffit d'une musique agréable et douce pour porter l'ivresse dans tous les cœurs; les bonnes actions doivent être récompensées pour que la Vertu devienne un besoin; ainsi se répandra « une espèce de religion civile qui portera un coup mortel aux préjugés sacerdotaux »⁹¹. En novembre 1798, Allard constata la faillite de tout cet ensemble à dominante philosophique. « On dirait que c'est plutôt une opération pénible et indispensable, qu'une cérémonie publique remarquable par le concours des citoyens qui devraient s'y rendre et par la satisfaction qu'on devrait apercevoir sur tous les visages. » Les administrateurs ne manifestent aucun zèle pour lire un bulletin et attaquer l'ignorance, d'une manière simple et touchante⁹².

En décembre, le ministre de la Police dénonça « les calendriers du fanatisme », colportés par les défenseurs de l'autel et du trône et recommanda la morale que « la nature a gravée dans le cœur humain ». Il rappela l'interdiction de travailler le décadi et blâma les ruraux qui prétextaient toujours des semailles urgentes. Quant aux discours, ils doivent « réveiller l'esprit martial et patriotique », qui honora les débuts de notre Révolution⁹³.

Les dossiers contiennent plus de pièces relatives aux difficultés rencontrées que de comptes rendus élogieux. Les administrateurs expliquent qu'ils ont transmis les consignes pour anéantir les « antiques et absurdes préjugés », mais ils signalent que les églises exigent des réparations, que les meubles sont insuffisants, que les crédits manquent... La Division de Lyon-Midi voudrait transférer les séances décadaires dans l'église de la Charité; l'Administration centrale refuse. Lyon-Nord juge l'église Saint-Polycarpe trop humide et voudrait utiliser la Bourse. Refus ! Le Commissaire du pouvoir central exhorte les magistrats à ne pas montrer une bienveillance incivique à l'égard de ceux qui chôment le dimanche. En avril 1799 il reconnaît que, « grâce à la persévérance des autorités, le décadi commençait à s'observer assez généralement »,

sement respectif de chacune des trois Administrations du canton de Lyon, 20 frimaire an VI (10 déc. 1797) (Lyon, Ballanche, 1797, in-8°, 20 p.).

⁹⁰ A. D. R., 1 L 436, Loi relative à la célébration des Décadis (30 août 1798). — Circulaire du ministre de l'Intérieur Fr. de NEUFCHATEAU, 20 fructidor an VI (6 sept. 1798).

⁹¹ A. N., F1 C III, Rhône 5, Rapport du Commissaire, 8 vendémiaire an VII (29 sept. 1798).

⁹² *Ib.*, F1 C III, Rhône 5, Rapports du Commissaire, 11 brumaire an VII (1^{er} nov. 1798) et 8 frimaire (28 nov.).

⁹³ A. D. R., 1 L 436, Circulaire du ministre de la Police..., 26 frimaire an VII (16 déc. 1798).

quand le renouvellement électoral entraîna un relâchement dans la surveillance et aussitôt l'oubli du décadi. Il faut prévenir et punir ces infractions à la loi. Le Bureau promet de revenir à une « sage rigueur, déployée avec modération »⁹⁴. Comme on concevait mal une pompe différente de l'ancienne liturgie, François de Neufchâteau conseilla d'employer les orgues dans les temples. Elles furent distraites des ventes. Souvent d'ailleurs, elles se trouvaient détériorées. A la campagne, la plupart des communes n'en possédaient point et plusieurs en réclamèrent⁹⁵.

Seules, quelques municipalités rurales parvenaient à organiser les fastes décadaires : à Colombe-lès-Vienne, on en profite pour faire connaître les dispositions relatives à la chasse; à Saint-Symphorien-sur-Coise, les élèves déclament la Déclaration des Droits⁹⁶... Ailleurs, que de récriminations ! Et, sans doute, n'avoue-t-on pas tout. A Beaujeu, vendanges et semailles retiennent les cultivateurs; il faut emprisonner des maçons récalcitrants qui travaillent le décadi; les marchés se tiennent toujours aux dates habituelles, aucun volontaire ne se découvre pour annoncer le repos décadair en sonnant les cloches⁹⁷. A Millery, le commissaire signale qu'il reste seul à la mairie, que le bruit court que « les faites décadères » (*sic*) sont abolies et que l'ancien style est à nouveau en usage. Les habitants invoquent tantôt les besognes de la terre, tantôt l'impossibilité de travailler neuf jours de suite. Le simultaneum provoque des incidents avec le curé quand le décadi coïncide avec un dimanche⁹⁸. Les administrateurs se sentent menacés par une population hostile. L'agent municipal de Tarare n'arbore pas son écharpe tricolore; au Bois-d'Oingt, la *Société populaire* se réunit toujours le dimanche; à Saint-Genis-Laval, la rumeur de la disparition du calendrier de Romme circule et l'on danse sur la place le dimanche; à Anse, on néglige le décadi; à L'Arbresle et Chasselay, on respecte la Saint-Jean⁹⁹...

Partout, il s'avérait impossible d'interdire les fêtes baladoires. L'administration décida, en juin 1798, de disperser tout attroupement. « Les bons citoyens doivent s'empreser de républicaniser leur plaisir, c'est-à-dire réserver pour le seul décadi les moments de repos, les démonstrations publiques de leur allégresse. » Or, à Neuville, la fête patronale fut célébrée avec éclat au château; à l'Ile-Barbe, il fallut un piquet de cavaliers et une compagnie de grenadiers pour garder les rives, le jour de la « vogue » tant appréciée des Lyonnais¹⁰⁰. Ces infractions, connues

⁹⁴ *Ib.*, 1 L 436, Corresp. du 5 vendémiaire au 23 messidor an VII (26 sept. 1798-17 juil. 1799).

⁹⁵ *Ib.*, 1 Q 947, Corresp. du 25 prairial au 4 thermidor an VII (13 juin-24 juil. 1799).

⁹⁶ *Ib.*, 1 L 435, Corresp. du 12 frimaire an VI au 28 frimaire an VII (2 déc. 1797-18 nov. 1798).

⁹⁷ *Ib.*, 1 L 436, Corresp. du 14 vendémiaire au 16 pluviôse an VII (5 oct. 1798-4 fév. 1799).

⁹⁸ *Ib.*, 1 L 436, Corresp. de Millery, 14 prairial an VII-11 brumaire an VIII (2 juin-2 nov. 1799).

⁹⁹ *Ib.*, 1 L 436, Corresp. du 6 frimaire au 24 messidor an VII (26 nov. 1798-12 juil. 1799).

¹⁰⁰ *Ib.*, 1 L 454, Arrêté du 29 prairial an VI (17 juin 1798, Lyon, Ballanche, in-8°, 6 p.); — Corresp. du 28 thermidor an VI au 7 germinal an VII (15 août 1798-27 mars 1799).

par d'innombrables délations, se rencontrent dans beaucoup de provinces, mais paraissent particulièrement nombreuses dans la région lyonnaise.

Ainsi, on voulait ritualiser une foi nouvelle qu'on estimait libératrice parce qu'elle détruirait, croyait-on, les dogmes et les croyances du passé, parce qu'elle affirmait que la réalité suprême ou même la seule vérité réside dans l'existence matérielle de chacun et la vie collective du peuple. Cette doctrine toute positive, issue des considérations de Locke, des travaux des petits maîtres de la philosophie sensualiste, amalgamait le théisme rationaliste et le culte de la souveraine Nature, la divinité qui gouvernait la pensée du siècle. Elle offrait une série d'images trop abstraites et d'allusions mythologiques trop savantes pour être popularisées. Elle promettait le bonheur terrestre à des foules qui vivaient dans la famine et qui avaient subi la guerre civile.

Si les propos politiques et philosophiques n'attirèrent pas le public, les manifestations d'inspiration militaire plurent davantage. Désormais, les réactions populaires, qui se nourrissent de mythes et demeurent passionnelles, intervinrent dans les rapports internationaux. En mai 1796, les Conseils proposèrent de glorifier l'armée d'Italie. Le Directoire, pour sauver les apparences, confondit cette fête avec celle de la Reconnaissance. Les administrateurs Coulaud et Guigoud lancèrent une proclamation grandiloquente à « la France guerrière, victorieuse et conquérante ». Après une allusion au Consul Terentius Varron, ils louèrent le « gouvernement qui, par sa fermeté, comprime et neutralise les factions; qui, par sa sagesse, conjure et détourne les tempêtes; qui, par ses lumières, développe les germes de la félicité »¹⁰¹. Malencontreusement, la date retenue, le 29 mai, coïncidait avec un anniversaire lyonnais et l'on craignit des incidents. Une pluie abondante survint à propos. Les orateurs tonnèrent contre les « anarchistes », sans susciter de discorde.

En juillet 1797, le premier ambassadeur permanent de la Porte traversa Lyon, accompagné de Caulaincourt. Les autorités organisèrent des cortèges, des réceptions, des soirées théâtrales, espérant accroître les liens commerciaux avec la Turquie. Esseïd-Ali-Effendi visita la Bibliothèque où Delandine le complimenta. L'ambassadeur, d'agréable humeur, se rendit au Cabinet de physique où Mollet se livra à quelques expériences¹⁰². Il vit se hérissier les cheveux d'un enfant, placé sur le gâteau de résine, et aperçut son nom illuminé par l'étincelle électrique. Malgré les explications du professeur, il refusa de recevoir la décharge et affirma que, contrairement aux dires de Mollet, l'éclair était dû au souffle d'un ange et le tonnerre au battement de ses ailes. Esseïd provoqua une émeute de curiosité et amusa la bonne société. Ce séjour sensationnel annonçait les réceptions de l'Empire¹⁰³.

La cérémonie en la mémoire du général Hoche se déroula aux accents de la marche de Gossec et de l'hymne de Chénier sur une musique de Lamanière. L'orchestre joua *Amour sacré de la patrie...* et le *Chant du départ*. Le symbolisme dérivait du style néo-antique; Chinard avait sculpté, sur les faces d'un obélisque, des scènes rappelant les faits

¹⁰¹ A. D. R., 1 L 435, Adresse de l'Administration centrale du départ. du Rhône, 29 floréal an IV (18 mai 1796).

¹⁰² *Moniteur*, 27 messidor an V (15 juil. 1797).

¹⁰³ E. MOUTARDE, *Journal de B. Cuendet (R. H. L., 1914, p. 117)*.

d'armes du héros. L'administrateur Carret, une branche de laurier à la main, exalta les mânes du « pacificateur de la Vendée », rendit grâce « au puissant moteur de l'Univers », et à la libération du 18 fructidor... Retraçant la vie de cet « Alexandre qui ne combattit que pour la liberté », Carret souligna qu'il appartenait au tiers état, « qui fait partout la force, la grandeur et la véritable richesse des Empires »; il dénonça la « perfide Angleterre » et déclara en terminant que « le génie d'Hoche vivait dans Buonaparte ». A son tour, Béranger glissa le même rapprochement : « Le Buonaparte du Nord, du fond de l'Hercinie », tendait « pour ainsi dire la main à ce grand homme pour exécuter un plan colossal, conçu par le génie de la sagesse »¹⁰⁴.

Un incident marqua la préparation de la Fête de la Paix continentale, en janvier 1798. La municipalité voulut placer sur la façade du claustral des Dominicains, une inscription en alexandrins, qui célébrait les « vainqueurs du continent », promettait « la liberté des mers », vantait « l'étendard tricolore ». Or, le propriétaire Vingtrinier avait placardé, au nom du *Cercle constitutionnel*, un quatrain chantant « la consolante paix, désir du sage ». L'Administration protesta contre cette manœuvre¹⁰⁵. Quant à la fête elle-même, elle consista en une série de diatribes contre Pitt et d'éloges pour le triomphateur de Campo-Formio, « homme d'Etat et philosophe..., arbitre et restaurateur de l'Europe », supérieur à Périclès et à César... Béranger composa une *Cantate sur la paix*, que Coignet mit en musique, mais le Commissaire du Directoire exécutif ajouta un chant sur la descente en Angleterre, et il engagea en cette occasion les Lyonnais à saisir les marchandises britanniques. Les billets d'invitation au bal précisaient que les robes devaient être en soie française¹⁰⁶.

La pompe funèbre, en souvenir des plénipotentiaires français assassinés à Rastadt, s'accompagna de cris d'indignation contre les hussards autrichiens; autour d'un catafalque, de forme égyptienne, se rassemblèrent les autorités, les élèves, les militaires pour entendre une série d'imprécations et de formules vengeresses¹⁰⁷. Le même décorum reparut pour honorer la mémoire du général Joubert, tué à Novi : cénotaphe antique, soutenu par des « colonnes pestumniennes », réalisé par Chinard, thuriféraires brûlant l'encens, cyprès et saules pleureurs, symphonie lugubre, discours de Piestre et de Tabard¹⁰⁸... En Bresse, Pont-de-Vaux, village natal de Joubert, ne fit rien. Coligny et Bourg se contentèrent d'une modeste cérémonie¹⁰⁹. Une nouvelle gloire éclipsait les autres : en octobre, à son retour d'Egypte, Bonaparte s'arrêta dans Lyon illuminé. On joua au théâtre un impromptu, *Le Héros de Retour*, composé à la hâte et lu par les acteurs. Le public se rendit en foule voir le vainqueur des Pyramides dans sa loge¹¹⁰.

¹⁰⁴ GUIGOU, P.-V. de la cérémonie funèbre qui a eu lieu sur la place de la Liberté, à Lyon, le 30 vendémiaire an VI (21 oct. 1797) en mémoire du général Hoche (Lyon, Ballanche, VI, in-8°, 16 p.).

¹⁰⁵ A. N., F1 C III, Rhône 6, P.-V. d'un incident..., 20 janv. 1798.

¹⁰⁶ P.-V. de la célébration de la Fête de la Paix continentale à Lyon, le 30 nivôse an VI (Lyon, Ballanche, s. d., in-8°, 34 p.).

¹⁰⁷ M. H. L.; Fête funéraire en mémoire des plénipotentiaires..., 6 juin 1799.

¹⁰⁸ *Journal de Lyon et du Midi*, 13 vendémiaire an VIII (5 oct. 1799).

¹⁰⁹ E. DUBOIS, *Le Directoire*, VI, p. 324.

¹¹⁰ *Moniteur*, 25 vendémiaire an VIII (17 oct. 1799).

3. LES MOYENS DE COMBAT

Indifférent aux fêtes officielles, austères par rapport à celles de l'Ancien Régime, le public fréquentait le théâtre. En août 1794, Reverchon et Laporte rendirent aux Lyonnais « l'instruction et les délassements honnêtes dont tous les citoyens jouissent dans les autres communes de la République » ; ils prescrivirent de choisir « des pièces capables d'élever l'âme du républicain » et de donner chaque décadi une séance au profit des indigents ¹¹¹.

Aussitôt, la jeunesse dorée se retrouva au spectacle pour y tenir des propos tendancieux. En mai 1795, Borel, Boisset et Cadroy imposèrent une police sévère, puis Sotin de la Coindière, ministre de la Police générale, qui avait pris une part active au coup d'Etat de fructidor, s'inquiéta : « les airs chéris de la victoire » sont pros crits, « les pièces dramatiques qui retracent les glorieux événements de la Révolution » sont abandonnées, les artistes manifestent leur ingratitude à l'égard du régime qui les a affranchis. Les Administrations départementales doivent contrôler les programmes, supprimer les passages qui pourraient prêter à des allusions inciviques, accueillir « avec empressement les productions dignes de la liberté » ¹¹².

Après Charles Lambrechts, Dauvergne, qui commandait la force armée du Rhône, exposa les mêmes principes et refit, à sa façon, l'histoire de l'art dramatique. « Chez les anciens peuples libres », le théâtre affina les mœurs ; Eschyle et Sophocle « firent la célébrité du théâtre tragique d'Athènes, comme Plaute (*sic*) et Aristophane firent l'éclat de son théâtre comique ». La République, « amenée par la philosophie, fondée par les lumières et cimentée par le sang vengeur du genre humain opprimé », doit s'inspirer de ces exemples antiques. La réaction veut faire du théâtre « un foyer d'incivisme et de royalisme » ; des artistes se transforment en « obscurs histrions et en vils saltimbanques » ; il faut arracher cet art de son sommeil vénal, bannir « les pièces insinifiantes », adopter un répertoire vertueux et politique ¹¹³.

Le théâtre des Terreaux appelait alors d'urgentes réparations. Aussi, quoique les spectacles fussent « un moyen d'instruction et de moralité publiques », l'Administration se décida-t-elle à le vendre, sous prétexte que son entretien était trop onéreux. Boisset et Borel s'interposèrent, mais le Directoire du Rhône maintint sa décision : « Le gouvernement doit aux arts, protection et encouragement, mais le culte des arts d'agrément doit être salarié par ses amateurs. » Deux architectes, Turrin et Piliet, fixèrent le prix et Aymar de Saint-Ferréol, un Montilien, se rendit acquéreur du bâtiment en juin 1796. Il subsistait les théâtres des Jeunes artistes et de la Gaieté, très fréquentés après la Terreur, et l'Ecole des mœurs républicaines aux Célestins ¹¹⁴.

¹¹¹ Arrêté du 14 fructidor an II (31 août 1794) (B. M. L., ms n° 1064).

¹¹² Circulaire du 3 vendémiaire an VI (24 sept. 1797) (*Bull. Soc. Hist. Théâtre*, juil. 1935, p. 83).

¹¹³ Lettre de l'Adjudant général Dauvergne à la Soc. d'Artistes du Grand Théâtre (Lyon, Bernard, 1799, in-8°, 4 p.).

¹¹⁴ N. COCHARD, *Guide du voyageur à Lyon*, 1826, p. 450.

Le répertoire réservait toujours une place majeure aux « pièces à ariettes » ; en 1795, au lendemain des heures angoissantes, la saison retrouva une belle activité. A l'occasion des *Prétendus*, de Jean-Baptiste Lemoyne, le public précisa ses exigences : « Les oreilles dures aiment que l'on chante bien fort. Mais pour chanter fort bien et plaire aux oreilles délicates et sensibles, il faut nuancer le chant et adoucir ses sons pour les rendre mélodieux. » Quand l'acteur Berville, qui avait connu le succès à Marseille, Bordeaux et Toulouse, affronta les habitués du théâtre des Terreaux, il subit une sévère critique : « Prétention excessive dans le rôle d'Alain de la *Fausse Magie*, lui dit-on, et grande absence de moyens. Même prétention, même absence de moyens et dix ans de trop dans le rôle d'André, de l'*Epreuve villageoise*. » Les mêmes expressions hargneuses — « lourdeur, impertinente ineptie » — accueillirent Maurin, l'auteur des *Conspirateurs de Grenelle* ¹¹⁵.

En cette même saison, le théâtre monta un ballet-pantomime du Lyonnais Coindé : *Les Amours de Vénus ou le Siège de Cythère*. L'intrigue insignifiante — l'amour de Vénus pour Adonis, la jalousie de Vulcain, l'attaque de l'île — n'est qu'un prétexte à symphonie concertante, à duo, à danses avec les naïades. Dauberval venait d'exploiter le même thème à Londres et le spectacle valait par sa machinerie, les habits, la mise en scène ; par « la fraîcheur, l'élégance voluptueuse et la vérité des costumes », il parut « digne de la seconde ville de la République » ¹¹⁶. La *mélomanie* de Monsigny, les *Visitandines* de François Devienne convenaient toujours, et on applaudit le ballet-pantomime : *Les aventures de Robinson Cruséo*, dont le plan respectait « les règles révolutionnaires dans l'art dramatique ». Mais on goûta moins le ballet *La fille mal gardée*, du Napolitain Duni ; le succès de Gaveaux, dans *La famille indigente*, fut mitigé et la représentation de la *Partie quarrée* souleva l'indignation : « Le peuple, sans être dévot, n'aime pas non plus que l'on traite dérisoirement l'auteur de la religion qu'il professe, et cela arrive plus d'une fois dans cette pièce ¹¹⁷. »

Les mêmes caractères se dégagent de la saison 1796 : une grande activité, de multiples ballets, le répertoire Louis XVI, un nombre croissant d'opéras. Parmi les créations récentes, figure l'opéra *Roméo et Juliette*, écrit par le vicomte de Ségur, mis en musique par le Berliinois Steibelt. La sensiblerie incita à jouer *La bonne mère*, une comédie de Florian dont le héros, dérivé du Sacripant de l'Arioste, présente les plus édifiantes vertus domestiques. On créa *Tobeine ou le Pêcheur suédois*, un opéra mis en musique par l'Italien Antoine Bruni, qui compte une large part de mélodrame, avec des scènes de vengeance, de jalousie, d'incendie ; on apprécia la vérité des costumes locaux et on souligna les passages de circonstance. Le vieux chanteur Larrivée monta *Iphigénie en Aulide* : ce fut un triomphe ; la veuve Beauharnais y assista et le public adressa des éloges en vers aux interprètes ¹¹⁸.

¹¹⁵ *Journal de Lyon*, 11 floréal (30 avril 1795), 3 prairial an III (22 mai).

¹¹⁶ COINDE, *Les Amours de Vénus, ballet pantomime* (Lyon, Grenette, 1795, in-4°, 14 p.).

¹¹⁷ *Journal de Lyon*, 19 thermidor (6 août 1795), 29 fructidor (15 sept.), 4 vendémiaire an IV (26 sept. 1795), 30 brumaire (21 nov. 1795).

¹¹⁸ *Ib.*, 18 et 29 floréal an IV (7 et 18 mai 1796), 11 et 15 messidor (29 juin et 3 juil. 1796).

Deux Lyonnais composèrent, d'après Métastase, l'opéra *Les deux chemins* ou *l'Ecole de la jeunesse*, qui offre de réelles beautés : l'ouverture, un rondeau, les airs chantés par la déesse du plaisir. Mais le récitatif parut monotone, le poème « trop au-dessous du médiocre » et la partition, conçue par le violoniste Alday, correspondant plus à sa virtuosité qu'à la portée de la voix. Quand le même musicien interpréta *La Grotte des Demoiselles*, Pelzin reconnut son talent, « pour avoir fait supporter cette pièce jusqu'à la fin ». Le public accourait volontiers applaudir une vedette : le chanteur rennais Pierre Elléviou, des Italiens, annoncé comme « acteur distingué » et comme « victime de la tyrannie », remporta un grand succès ¹¹⁹.

Néanmoins, comme par le passé, le théâtre vivait difficilement, surtout celui des Célestins, et son directeur Pierrefeu, un ancien conseiller au Parlement d'Aix, fit banqueroute au printemps 1797 ¹²⁰. Quant au Grand Théâtre, il ne comptait que deux sujets marquants, Restier et Mme Mylord. On le déplorait : Lyon avait naguère fourni Prévillo, Brizard, les Sainval, Larive, Fages qui remplaça Collot d'Herbois comme directeur, Arnaud qui tenait l'emploi des comiques ¹²¹... Lyon avait formé Charles Foignet, auteur d'un recueil de chants *Les Plaisirs de la Société*, qui dirigeait le théâtre parisien des *Jeunes Artistes*, celui des *Victoires nationales* et administrait celui des *Variétés*. Décadence durement ressentie. On renouvella, une fois de plus, la direction du théâtre des Terreaux et on rassembla les meilleurs acteurs des deux troupes. Dans un discours d'ouverture, en vers négligés, Maurin reconnut l'intérêt que les Lyonnais portaient au spectacle et énuméra les talents de Lekain, Grandval, Molé qu'ils consacrèrent ¹²².

On resta fidèle au répertoire habituel : peu de classique, des œuvres de la seconde moitié du XVIII^e siècle, des opéras-comiques. En 1797, on reprit *L'Habitant de la Guadeloupe* de Mercier, *Le Faucon* de Monsigny, *Le Droit du Seigneur*, un opéra-comique de Desfontaines, créé en 1783 avec la musique de Martini, *Le Français à Londres*, une comédie de Boissy qui datait de 1727, *La Métromanie*, une comédie de Piron, *La Cage d'Amour*, un divertissement pastoral ¹²³... Caroline Junghet débuta dans *La Fausse Agnès* et Mme Mylord remporta le même succès dans *Phèdre* et dans *Médée*, dans les rôles d'Aménaïde de *Tancrède* et de Céliante du *Philosophe marié*, une autre œuvre de Néricault-Destouches. On monta aussi *La Colonie* de Sacchini, *La Petite Nanette*, un opéra-comique récent de Beffroy de Reigny, « spécialement destiné à rappeler à la morale un peuple que la révolution en a malheureusement trop écarté » ¹²⁴... Quand la troupe du Théâtre de la rue Favart vint à Lyon, elle donna *Raoul de Créqui* et *Philippe et Georgette* de Dalayrac, *Lodoïska* et *Paul et Virginie* de Kreutzer, le « ballet anacréontique » *Acis et Cydippe*, l'opéra *Les Pêcheurs*, la pantomime *La Forêt Noire*. Après son départ, on en revint aux œuvres courantes, composées récem-

¹¹⁹ *Ib.*, 15 thermidor an IV (2 août 1796), 13 frimaire an V (3 déc. 1796), 10 nivôse (30 déc. 1796).

¹²⁰ *Petites Affiches*, 20 mai 1797.

¹²¹ M. de VOLEINE, Notes relatives au théâtre (*Lyon-Rev.*, 1887, XII, p. 47); — G. de la REYNIÈRE, *Le Censeur dramatique* (Paris, 1797, in-8°).

¹²² *Journal de Lyon*, 18 floréal an V (7 mai 1797).

¹²³ *Ib.*, 30 germinal; 23, 27, 30 floréal (19 avril; 12, 16, 19 mai 1797).

¹²⁴ *Ib.*, 8, 19 prairial (27 mai, 6 juin 1797).

ment, *La Caverne*, *Azémi*, *Le Divorce* de Charles Demoustier, *Nanine*, que Richardson inspira à Voltaire ¹²⁵.

Certains artistes enthousiasmaient le public. En février 1797, à l'Assemblée départementale, Deyrieu présidait aux discussions de ses collègues et Cayre attendait le moment de présenter ses conclusions sur les affaires courantes, quand Jacques Drevet, Reveroni, Bruyset, de la municipalité de Lyon-Nord, demandèrent à être introduits ainsi que les membres du Bureau central. Chaque jour, des rixes éclataient et les administrateurs vivaient en de continuelles transes. Aussi, leur angoisse s'accrut-elle lorsque les visiteurs annoncèrent, avec toute la majesté que revêtaient les moindres discours de cette époque, que des faits de la plus haute gravité se préparaient au Grand Théâtre. En octobre 1796, la question du répertoire avait déjà soulevé les esprits. Cette fois, c'étaient les charmes de Mlle Sainte-Ange qui bouleversaient les cœurs. Sur avis de Cayre, les administrateurs, redoutant les semonces du Directoire, recoururent aux mesures les plus énergiques. Un ordre réquisitionna sans retard le général commandant la place afin qu'il portât d'urgence des troupes aux Terreaux. Le Président convia ses collègues à se rendre au spectacle. Gravement, sentant toute l'importance de leur mission, ils invitèrent leurs concitoyens au calme et suspendirent la séance. Dociles, les spectateurs partirent sans trop de murmures et, le froid aidant, Mlle Sainte-Ange ne détermina aucun incident ¹²⁶.

Une autre actrice passionna les Lyonnais : Jeanne Devienne, plus connue sous le nom de Mlle Sophie. Fille d'un menuisier de Saint-Clair, fustigée par sa mère, elle avait été arrachée des cachots de la Charité par la Lobreau, directrice du théâtre, et le prévôt des marchands. A Bruxelles, en 1784, l'archiduc en tomba amoureux et on dut l'éloigner avec de riches présents et une recommandation pour entrer à la Comédie Française. Elle y excella dans les rôles de soubrette et, en septembre 1798, elle attira à Lyon, ne serait-ce que par le caractère merveilleux de sa destinée, une affluence extraordinaire ¹²⁷.

La politique s'immiscait dans la vie théâtrale. Pelzin flétrit Collot d'Herbois qui, après avoir joué les Séjan, les Néron, les Tibère, exerça sa tyrannie sur la ville. Un artiste des Célestins, accusé d'avoir participé à la révolte de Toulon, dut se disculper sur scène, et un de ses camarades lui accorda l'accolade fraternelle au nom du parterre ¹²⁸. Un danseur fut décapité comme assassin de Pancrace d'Istria. Les nouvelles se diffusaient au spectacle : on y annonça, en octobre 1794, la régénération de Lyon ; on couronna Charlier et Pocholle à l'entr'acte ; l'orchestre joua le quatuor de *Lucile*, repris par tous les spectateurs. Borel et Boisset allaient dans les deux théâtres communiquer leurs instructions. Les interprètes glissaient des allusions politiques dans leurs rôles. En mai 1795, le maître de musique introduisit dans une symphonie, *Le Réveil du peuple*, dont les sons lugubres évoquaient « les mânes plaintifs de l'innocence » ¹²⁹.

¹²⁵ *Ib.*, 3, 6, 10, 18 messidor an V (21, 24, 28 juin, 6 juil. 1797) ; 1^{er} thermidor (18 juil.).

¹²⁶ A. D. R., 1 L 125*, Registre délib. Administration centrale Rhône, fév. 1797.

¹²⁷ MOREL de VOLEINE, *Rev. Lyonn.*, 1883, VI, p. 489.

¹²⁸ *Journal de Lyon*, 3 germinal an III (23 août 1795), 16 brumaire an IV (7 nov. 1795).

¹²⁹ *Journal de Lyon*, 3 prairial an III (22 mai 1795).

Les Conventionnels en mission mêlaient l'art et l'éducation civique. A la fin du ballet-pantomime *Le Déserteur*, ils passèrent les troupes en revue et firent chanter, aux Célestins, des couplets sur la *Justice du peuple*. Gaveaux monta, avec grand succès, sa pièce, *Delmon et Nadine*, « tableau des horreurs du terrorisme ». La musique parut « d'un ton mâle et vigoureux... Le finale du premier acte surtout a produit par sa peinture un déchirement dans toutes les âmes »¹³⁰. Le chevalier de Fonvielle, qui était venu de Marseille à Lyon prêcher l'insurrection fédéraliste, mit en scène Collot d'Herbois, Ronsin, Dorfeuille..., pour offrir « de nouveaux motifs de haïr les brigands »¹³¹. L'opéra de Marsollier et de Dalayrac, *La pauvre femme*, plut par sa mélodie touchante et parce qu'il dépeignait, avec un grand luxe de détails horribles, les Comités révolutionnaires. « Ce qui est relatif, dans la pièce, à la proscription de la Terreur, a été accueilli par l'universalité des spectateurs, hommes et femmes, de manière à faire trembler ceux qui voudraient le ressusciter »¹³². » Ampère rédigea, en 1796, une tragédie, *Agis*, qui se passe à Sparte, mais qui admet des éléments d'actualité. Il s'agit d'un changement de dynastie qui permet de louer les efforts de Bonaparte pour apaiser les « partis contraires ». D'ailleurs, en ses chansons, Ampère parle souvent des brigands qui, « depuis sept ans », oppriment le pays¹³³. Dans un drame, chargé de sensiblerie, Mermet mit en scène le retour de l'émigré qui justifie son acte en retraçant « l'horrible anarchie » du temps de Robespierre. Les violences thermidorienues, en particulier l'assassinat de Pancrace d'Istria, fournissent les épisodes capitaux de l'œuvre¹³⁴.

Pendant tout le premier Directoire, au théâtre, se rencontrèrent les royalistes et les Compagnons de Jéhu qui manifestaient, presque chaque soir, leur ardeur contre-révolutionnaire par des chants et des discours provocateurs. Au printemps 1796, le général Montchoisy dut intervenir à propos d'un incident survenu lors de la représentation d'*Othello*. Robert, chef des Brigands, imité du théâtre allemand, stigmatisa les troubles récents; Capinaud, l'auteur de l'*Apothéose de Chalier*, rédigea le Comité insurrecteur ou l'*Attaque du Camp de Grenelle*. L'auditoire recherchait toujours les expressions équivoques pour réagir. Quand on joua *Renaud et Armide*, de Reinigg, il applaudit ce vers : « La paix est nécessaire »¹³⁵. » Le spectacle devenait l'exutoire des ressentiments politiques.

Une voyageuse fut, en mars 1797, surprise de voir l'hémicycle, vide pendant la première partie, se remplir rapidement au début de la seconde. Son voisin lui expliqua : « On donne ce soir une forte leçon

¹³⁰ *Ib.*, 19 messidor an III (7 juil. 1795), 3 thermidor (21 juil.), 28 thermidor an III (15 août 1795).

¹³¹ B. FONVIELLE, *Collot dans Lyon*, tragédie en vers en 5 actes... (s. l., an III, in-8°, 84 p.).

¹³² *Journal de Lyon*, 13 frimaire an IV (4 déc. 1795), 8 nivôse (29 déc.), 14 prairial an IV (2 juin 1796), 17 pluviôse an V (5 fév. 1797).

¹³³ L. de LAUNAY, *Le gr. Ampère*, 1925, p. 48-49.

¹³⁴ J. MERMET, *La Famille lyonn.*, drame (Lyon, Thomas, an V, in-8°, 48 p.).

¹³⁵ *Journal de Lyon*, 14 vendémiaire an V (5 oct. 1796), 13 brumaire (3 nov.), 28 pluviôse an V (16 fév. 1797).

à nos enragés jacobins et aux ex-constitutionnels. C'est une satire excellente, trop douce cependant pour ces monstres. » Dès le lever du rideau, constate-t-elle, « on applaudit à tout rompre et, à peine le principal acteur a-t-il dit trois phrases, qu'un bruit et des cris continuels pour ou contre la pièce, quoique ses partisans fussent en majorité, nous firent craindre que la comédie ne dégénérât en tragédie ». Cependant, « l'assistance avait bonne apparence : les hommes bien mis, les femmes vraiment élégantes, car la mode ne paraît pas avoir perdu de son influence pendant la Révolution » ¹³⁶. On portait encore les robes « à l'hypocrite », en taffetas brodé sur les coutures. Le printemps appela des vêtements blancs, bleu ou violet changeant, nuancé de couleur souci. Les « schals » chinés couvraient les épaules. Les jupes laissaient apercevoir des bas ardoise à coins « aurore » ou ponceau. Des paillettes garnissaient les souliers pointus, à talons plats. Les perruques blondes avaient été supplantées par les cheveux noirs relevés en tresse « à la manière des Athéniennes », entremêlés de perles, soutenus de bandelettes dorées, qui donnaient au teint un brillant éclat. Les bonnets en linon et les turbans ornés de fleurs rivalisaient avec les chapeaux garnis de satin vert ¹³⁷.

En cette année 1797, si agitée, ce public, considérant le théâtre comme une arène, cherchait à prendre sa revanche sur ses tourments de l'an II, en raillant les révolutionnaires. En juin, la tragédie de Belloy, *Zelmire*, provoqua des inquiétudes. Au dernier acte, des soldats se prosternent aux pieds d'un roi rétabli sur le trône et obtiennent leur grâce par leur repentir. L'Administration craignit que des personnes mal intentionnées affectent « de ne voir dans ces mouvements inhérents au poème et essentiels à l'histoire que le projet de saisir des allusions dangereuses ». Elle manda le directeur et lui reprocha d'avoir négligé de soumettre son programme au Bureau central. Il répliqua qu'il s'était inspiré de l'exemple parisien où on avait repris *Mérope*, *Sémiramis*, *Gabrielle de Vergy*. L'Administration l'invita à plus de circonspection et blâma le Bureau qui devait « veiller à ce qu'il ne soit représenté aucune pièce pouvant donner lieu à des allusions capables de troubler l'ordre et la tranquillité publique » ¹³⁸.

L'audace des extrémistes continua pendant tout le Directoire. On siffla même l'hymne funèbre en la mémoire de Hoche. La mise en scène de l'actualité accusa le goût du tragique. On présenta *La mort du général Duphot*, afin de développer des sentiments antibritanniques, de glisser des tirades contre le Vatican, de glorifier Bonaparte... C'est une pièce à thèse : on discute de la situation de Rome au moment de l'assassinat de Bassville; Duphot et des « insurgents » examinent le principe de libération des peuples asservis... C'est aussi un mélodrame : l'héroïne exprime ses pressentiments en alexandrins raciniens : à la dernière scène, on apporte « les dépouilles fumantes » du général ¹³⁹.

¹³⁶ A. BABEAU, *La France et Paris sous le Directoire*. Lettres d'une voyageuse angl. (Paris, Didot, 1888, in-8°, p. 235-236).

¹³⁷ M. BRISAC, *La « saison » 1797* (Rev. musicale Lyon., p. 360-365).

¹³⁸ A. D. R., 1 L 125*, Registre délib. de l'Administration centrale, 20 juin 1797.

¹³⁹ *Le Vatican, ou la mort du général Duphot*, tragédie en 5 actes (Paris, an VI, in-8°, III, 84 p.).

En cette fin du Directoire, on apprécie encore l'opéra-comiqué et les œuvres légères qui avaient charmé au milieu du siècle mais, de plus en plus, on goûte le drame qui offre à l'auditoire bourgeois ou populaire « un tableau attendrissant et moral de son propre milieu ». L'apparition de cette forme coïncide avec la promotion de la bourgeoisie. Elle substitue aux infortunes des héros, à la peinture des rois, la représentation des bourgeois, avec leurs passions médiocres, leurs aventures communes, leurs tristesses et leurs joies. Bientôt le tragique tourne au mélodramatique, dans lequel s'insèrent aisément les visions révolutionnaires ¹⁴⁰.

La crise porta préjudice aux genres classiques et à la musique instrumentale. Quand Rodolphe Kreutzer joua à Lyon un concerto de violon, la salle des Célestins était vide. « Si l'on eût annoncé les *Ombres chinoises* ou les fantoccini, ou le ballet de la *Tentation de saint Antoine*, ou les larges grimaces de Pierrot dans le ballet des *Meuniers*, les nouveaux vivants, les parvenus de la Révolution n'auraient pas manqué d'y affluer. Apollon, brise ta lyre et fais-toi Paillasse ¹⁴¹. » Les transformations sociales activaient le renouvellement du goût. Un amateur bressan, Gabriel de Moyria, put reprendre l'essai de Bollioud-Mermet, en remplaçant Lulli par Gluck et Michel Lalande par Sacchini ¹⁴².

En réalité, l'activité musicale, suspendue pendant les troubles, renaissait. L'Almanach de 1797 indique à nouveau les adresses des professeurs de flûte, de clavecin, de harpe; des artistes reviennent à Lyon et rouvrent leur studio, des compositeurs offrent leurs romances pour violon. Le trafic des instruments s'intensifie : les luthiers vantent leurs boutiques; c'est le moment des réadaptations : les uns sacrifient leurs vieilles, les autres veulent apprendre à « pincer de la guitare ». Pareil négoce atteste le nombre d'instruments dont disposaient les familles et l'intérêt qu'elles portaient à la présence au foyer d'un musicien amateur, ornement des réceptions. De plus en plus, le *forte-piano* occupe la première place dans les annonces ¹⁴³.

Les concerts demeurèrent l'exception. Celui de Kreutzer en 1796, bien que peu suivi, souleva l'enthousiasme du collaborateur de Pelzin, l'organiste Joseph de Momigny. En 1798, considérant « qu'il importe d'appliquer aux délassements du citoyen l'art de la musique, dont la jouissance a tant d'influence sur les peuples libres », les autorités permirent à plusieurs artistes parisiens d'utiliser le réfectoire des Dames de Saint-Pierre, et un violoncelliste du Concert Feydeau se produisit à l'Hôtel du Nord ¹⁴⁴.

C'était peu. La musique jouait un rôle capital dans les fêtes civiques, mais non plus dans les distractions privées. Les symphonies militaires, les orchestres bruyants, les chants patriotiques entonnés par les choristes et repris par le peuple avaient banni la musique de chambre.

¹⁴⁰ F. GAIFFE, *Le drame en France au XVIII^e s.* (Paris, Colin, 1910, in-8°, 600 p.), p. 93.

¹⁴¹ *Journal de Lyon*, 23 fructidor an IV (9 sept. 1796).

¹⁴² G. de MOYRIA, *Lettre sur la musique moderne* (Bourg, Dufour, 1797, in-8°, 56 p.).

¹⁴³ Affiches, 20 messidor an III (8 juil. 1795), 26 brumaire an V (15 nov. 1796), 8 fructidor an VI (25 août 1798)....

¹⁴⁴ *Journal de Lyon*, 27 fructidor an IV (13 sept. 1796), 1^{er} pluviôse an VI (20 janv. 1798).

L'art pathétique, pittoresque et théâtral l'emportait dans la comédie à ariettes; les œuvres de circonstances habitaient à une monodie simpliste, sans raffinement. Les bourgeois, sans éducation artistique, n'entendaient pas une musique n'ayant d'autre sens que son contenu sonore. Le musicien devait peindre, décrire, émouvoir.

Cette valeur affective faisait le fond des chansons. Un refrain caractérisa la réaction thermidorienne, *Le Réveil du Peuple* : Jean-Marie Souriguières rédigea le texte par lequel la jeunesse dorée promettait de faire une hécatombe de cannibales affreux; Pierre Gaveaux en composa la musique qui commençait sur un rythme de marche et se terminait par un pas de charge. On lui assigna une valeur symbolique : l'acteur Fusil, du théâtre de la République, à Paris, avait appartenu à la Commission temporaire de Lyon; le public, exigeant une amende honorable, lui fit lire *Le Réveil*, que déclama ensuite Talma. A Lyon, on ajouta un paragraphe sur « la cité jadis florissante »; à Bourg, quand on arrêta le maire jacobin, on adapta quatre couplets excitant à la vengeance sur l'air en vogue. Se rendant à la foire de Beaucaire, trois Lyonnais furent blessés par des hommes qui firent feu sur le bateau, en entendant *Le Réveil*. Cayre essaya de faire oublier « le chant assassin » en remettant aux directeurs de théâtre des refrains patriotiques. Il fallut l'interdire en 1796¹⁴⁵.

Les thermidoriens utilisèrent des cadences connues pour répandre leurs consignes. Sur l'air récent de *Cadet Rousselle*, ils dénoncèrent « les scélérats du bataillon du Port-du-Temple »; répondant du tac au tac, ils menacèrent les mathevons, sur le rythme de la *Carmagnole*. Selon son habitude, Révéroni exprima les mêmes sentiments en patois : il railla l'ambition « d'une cliqua sin culotte » et le désir des « infans de Robespierre » de s'enrichir au moyen de séquestres. Les Jacobins ne restèrent pas silencieux et dépeignirent à leur tour les muscadins qui s'appelaient *Les honnêtes gens*; pour mériter ce titre, il fallait « trahir lâchement sa patrie » et assassiner les patriotes¹⁴⁶.

La chanson tenta aussi de calmer les esprits. Sur l'air du *Réveil*, on chanta la *Justice du peuple* qui conseillait de ne pas imiter les septembriseurs. Le second traité de Bâle fit naître des espoirs et, le 9 thermidor, on fêta surtout cette « paix adorée qui ramène l'âge d'or ». La mission de Boisset dans l'Ain provoqua une floraison de chansons favorables à l'apaisement; une *Saison bressande*, en patois, affirme que les fripons iront à la guillotine et que « Boisset va terrasser la clique qui demanda la royauté ». De son côté, Gabriel de Moyria, en des alexandrins, se réjouit de la fin de la Terreur montagnarde et dénonce à la fois les royalistes et les robespierristes¹⁴⁷.

Les thèmes se diversifièrent au cours de l'année 1795. Un *Hymne à l'Eternel* expose les principes théophilanthropiques; dans le même *Calendrier des Français*, sur l'air du vaudeville des *Visitandines*, une chanson mêle l'amour pour *Euphrosine* et l'ère républicaine; sur un fredon très courant « On doit 60 000 livres », *La mariée patriote* énumère les joies de son hymen en jouant sur l'expression sans-culotte. Une complainte sur les exploits des « chauffeurs », implorant la miséri-

¹⁴⁵ *Journal de Lyon*, 30 messidor an IV (18 juil. 1796).

¹⁴⁶ F. G., ms 51, Chansons de 1795.

¹⁴⁷ G. de MOYRIA, *Esquisses poétiques du départ. de l'Ain* (Bourg, Dufour, 1841, in-8°).

corde divine, connut un énorme succès. Une autre plaint « la mère condamnée » abandonnant ses enfants « pour marcher au supplice », inspiration mélancolique qui relie la poésie sensible à la littérature prér romantique. Le *Journal de Lyon* publia une romance sur Jean-Baptiste Drouet, le héros de Varennes qui, prisonnier des Autrichiens, accepta d'être échangé contre la fille de Louis XVI; composée sur l'air du *Pauvre Jacques*, de Dominique Garat, elle marque l'importance que prenait ce petit poème musical qui allait régner en souverain sous la Restauration ¹⁴⁸.

Au cours du premier Directoire, on chansonna Jordan quand il réclama, en termes où passent des vibrations de la sensibilité de Rousseau, l'autorisation de sonner les cloches; ce rapport, de juin 1797, sur la liberté des cultes, lui valut le surnom de « Philocloche » et fut le thème d'une chanson lancée par Pons de Verdun. Composition savante sur la musique du vaudeville *Les Vacances du Procureur*, elle compte des allusions au Janotus de Rabelais et à Hilarion, le surnom de Laharpe, et joue sur l'onomatopée dindon. A Lyon, une chansonnette, sans acrimonie, annonça le retour du « gros bourdon ».

Peu à peu, la chanson se fit solennelle et guerrière. Lors de Campo-Formio, Béranger écrivit une *Cantate*, que Coignet mit en musique, qui glorifie « la tranquille Paix, fille de la Victoire ». Sur le rythme du pas redoublé de l'infanterie, une *Danse* menaça les Anglais d'un débarquement qui préludera aux amours avec les Anglaises. Ballanche et Barret publièrent alors un recueil d'odes et de chants : Desgranges célèbre la paix, Lebrun-Pindare s'élève contre les tyrans, Chénier contre « l'oligarchie de Robespierre »; des strophes patriotiques retracent les événements de 1792 à 1797... Les chants offrent une contexture voisine : *Le chant du républicain du 10 août*, rédigé par Lebrun, mis en musique par Cherubini, et *l'Hymne à l'Etre suprême*, dans lequel Chénier expose son panthéisme, engagent le combat contre « Albion, l'île perfide qu'abhore Neptune », et assignent à la France une mission libératrice. Les autres œuvres reprennent les mêmes sujets, les mêmes allusions mythologiques, les mêmes expressions. L'une invite Espagnols, Turcs, Allemands à confondre leurs drapeaux, les *Couplets à l'occasion de la paix* expriment avec plus de simplicité, voire de familiarité, les bienfaits de la paix; le cantique théophilanthrope représente une sorte de prière à un Dieu paternel; quant à l'hymne à la liberté, il est une suite d'évocations guerrières qui veulent répandre le principe d'une guerre émancipatrice ¹⁴⁹.

Au total, une poésie artificielle, des thèmes peu nombreux; des rythmes élémentaires. En dépit de leurs prétentions civiques, ces chants exaltent surtout les sentiments primitifs de l'homme, mêlant la tension de la volonté avec les appétits de vengeance et la soif de gloire militaire. Croyant saisir là un instrument de formation morale, les cadres directoriaux ne parvenaient à proposer que de médiocres cantates et à développer un patriotisme soupçonneux.

La faiblesse du régime conduisit à une liberté de fait dont profitèrent surtout les thermidoriens de droite. Pour la presse, Pelzin, avec son *Journal de Lyon*, domine la période 1794-1797. Ce n'était pas un novice :

¹⁴⁸ *Journal de Lyon*, 4 thermidor, 11 messidor an IV (22 juil., 29 juin 1796).

¹⁴⁹ Recueil d'hymnes patriotiques en l'honneur de la Fête de la Paix continentale (Lyon, Ballanche, 1798, in-8°, 48 p.).

tour à tour homme de lettres, professeur de grammaire, fondateur d'une loge, il commença sa carrière politique en 1793 : il fut délégué à la barre de la Convention où on le hua. Il se rendit à Marseille pour préparer la résistance à la Montagne, prononça le discours à la fête du 29 juin et participa à la fédération du 10 août à Paris ¹⁵⁰.

Après la chute de Robespierre, il consacra son énergie à la contre-révolution. Dans son journal, se succédèrent les invectives contre Collot d'Herbois, « l'hiérophante barbare qui, pour honorer une divinité aussi barbare que lui, Chalier, a commandé des milliers d'exécrables sacrifices ». Le « maître écrivain », accusé de se proclamer l'apologiste de la rébellion lyonnaise, fut arrêté. Rendu à la liberté, soutenu par des amis et des abonnés, il reprit son projet de journal « vraiment libre » ¹⁵¹.

Le premier numéro, paru le 17 février 1795, sur les presses de Tournachon, s'en prit aussitôt à « l'abominable Collot » et à sa « horde féroce ». Pelzin, participant au mouvement muscadin, connu encore la prison en janvier 1796 et sa feuille fut suspendue jusqu'en avril. A nouveau, trois fois par décade, sous forme d'une brochure in-12, elle relata, sur le mode caustique ou violent, les épisodes de la réaction thermidorienne. Parfois, un long article combattait les doctrines de Rousseau, montrant que l'homme, grossier et méchant à l'état de nature, a besoin de religion et d'éducation morale ¹⁵².

Au lendemain de fructidor, le ministre de la Police interdit le *Journal de Lyon*, en vertu de la loi suspendant la liberté de la presse. Pelzin lança une dernière épigramme proposant de « dé-Barras-ser » la République. Les imprimeurs ne s'inclinèrent pas facilement : le commissaire de police apposa les scellés sur les sept presses. Le propriétaire, Tournachon, alléguait que son prote imprimait la feuille de Pelzin sur une presse dont il avait la jouissance. Le différend s'éternisa ; le ministre de la Police n'accepta pas la version de l'imprimeur et estima qu'il était compromis dans l'affaire. Néanmoins, le Directoire exécutif décida que la seule presse imprimant le journal prohibé serait séquestrée. Ce qui fut fait en décembre 1798. Toute suspicion à l'égard de Tournachon ne disparut pas. En février 1799, le ministre de la Police le désigna comme « un chaud partisan des Compagnies de Jésus » et recommanda au Commissaire d'épier sa conduite et ses publications. Ce dernier enquête et nia toute activité suspecte de la part de Tournachon, qui avait « très peu de moyens » ¹⁵³.

Cette inquisition paraît le signe d'une autorité faible et constamment bafouée, à l'égard d'une société riche en tempéraments marqués et en politiciens particularistes. Une surveillance tracassière caractérise le second Directoire. Reverchon avait interdit l'*Impartial* qui professait des principes contre-révolutionnaires. Le *Régénérateur*, ayant évoqué une bataille survenue à Lyon entre « la bande noire des égorgeurs » et « la colonne des héros d'Italie », puis s'étant réjoui de la déconvenue

¹⁵⁰ BRÉGHOT du LUT, M.-A. Pelzin (A. H. S. R., 1828, VIII, p. 140-141).

¹⁵¹ Copie certifiée conforme des dénonciations, arrestations et interrog. du journaliste contre-révol. Pelzin (5 nivôse an III, ms F. C., in-f°, 11 p.).

¹⁵² *Journal de Lyon*, 29 pluviôse (17 fév. 1795), 13 ventôse (3 mars), 26 prairial (14 juin), 10 prairial an IV (29 mai 1796).

¹⁵³ A. D. R., 1 L 459, Corresp. des 18 brumaire et 18 frimaire an VII (8 nov., 8 déc. 1798), des 1^{er} et 6 nivôse an VII (21 et 26 déc. 1798), des 9 et 16 ventôse an VII (27 fév. et 6 mars 1799).

des « chevaliers du Soleil », l'Administration départementale protesta auprès du ministre de la Police contre cette fausse nouvelle compromettant l'honneur des Lyonnais et de leurs autorités constituées. Le ministre, toujours prévenu à l'égard de Lyon, refusa d'intervenir¹⁵⁴. Les rapports se tendaient entre le pouvoir central et le Directoire local. Le ministre reprocha au Commissaire délégué à Lyon de ne pas avoir signalé la parution d'un nouveau périodique, *L'Improvisateur de Lyon*, et rappela que deux exemplaires de chaque journal devaient lui être adressés. Ce « Journal général de Commerce et de Science » suivait les victoires des « invincibles soldats de la liberté sur les satellites des rois » dans les plaines d'Italie, diffusait les nouvelles relatives au négoce et à la littérature, insérait les annonces¹⁵⁵. A la veille des élections, le ministre renouvela ses prescriptions et conseilla de surveiller les journalistes qui pouvaient donner « espoir et audace » au royalisme. Nouvelle plainte en février : on ne communique plus au ministère, depuis décembre, le *Journal de Lyon*¹⁵⁶.

Après l'élection de Treilhard, les directoriaux eurent conscience qu'ayant rompu l'union républicaine, ils risquaient de voir les royalistes relever la tête. Ils redoublèrent de vigilance. Le ministre de la Police prohiba *Le Nécessaire*, « sous quelque dénomination qu'il reparaisse », et il menaça *Le Petit Tachygraphe*. Ce dernier, destiné à une longue existence, avait été fondé par Roger en janvier 1797. Sans couleur politique, il se bornait à raconter les faits. Trois fois par semaine, des crieurs le vendaient dans les rues. Pelzin, devinant un rival, ne trouva à railler que son titre grec : « J'ai entendu parler autrefois de la Tachéographie ou l'art d'écrire aussi vite qu'on parle. J'ai toujours imaginé qu'on avait ainsi nommé cet art, parce qu'il était impossible qu'on ne fit bien des erreurs en écrivant si rapidement. De là, j'ai cru que ce Tachygraphe était un journal où la vérité devait être couverte de taches¹⁵⁷. »

La nouvelle réaction antijacobine, les dangers extérieurs maintinrent le régime d'exception pendant l'hiver de l'an VII. Le ministre de la Police rappela les conditions exigées pour créer un périodique : déclaration, envoi régulier d'exemplaires à l'administration, diffusion exclusive par la poste... Il transmet la liste des journaux autorisés en province : seul *Le Petit Tachygraphe* l'était à Lyon. Il mit en garde contre un certain nombre d'organes étrangers susceptibles de renseigner la presse française. Il invita à veiller à ce qu'aucune publication française ne gagne l'Angleterre¹⁵⁸...

Quand survint la crise de l'an VII, les journaux, la plupart hostiles à la République, eurent leur revanche. Une *Société de gens de lettres*, qui avait publié du 12 octobre au 9 novembre 1795 un *Bulletin diurne et nocturne de Lyon*, reprit son projet au moment des élections de 1799.

¹⁵⁴ *Ib.*, Arrêté du 27 ventôse an IV (17 mars 1796); Lettre du Ministre de la Police, 16 vendémiaire an VI (7 oct. 1797).

¹⁵⁵ *L'Improvisateur de Lyon*, 18 brumaire an VI (8 nov. 1797).

¹⁵⁶ A. D. R., 1 L 459, Lettres du ministre de la Police au commissaire près l'Administration départ. du Rhône, 8 pluviôse (28 déc. 1797), 18 nivôse (7 janv. 1798) et 5 ventôse an VI (23 fév. 1798).

¹⁵⁷ *Ib.*, Corresp. des 23 messidor et 6 thermidor an VI (11 et 24 juil. 1798).

¹⁵⁸ *Ib.*, Corresp. 4 et 6 nivôse an VII (24 et 26 déc. 1798), 21 ventôse an VII (11 mars 1799).

« Depuis longtemps, annonce le prospectus, la seconde ville de la République n'a point de journal et les Lyonnais fouillent les papiers de Paris pour apprendre ce qui se passe dans les murs de leur ville. » Cependant, Lyon, par son rayonnement, ses écoles, « ses relations multipliées avec les pays du Midi », doit avoir sa presse. Elle empêchera l'indifférence pour la politique et « les propriétaires de campagne qui vivent retirés, ceux qui s'y rendent pour voir la nature se rajeunir », connaîtront la vie de la cité. Cette feuille paraîtra trois fois par décade, donnera des nouvelles générales, un courrier des spectacles, des analyses d'ouvrages, des articles de grammaire et répondra aux questions qu'on posera sur la langue française. « Les séances des Ecoles centrales, les heureuses méthodes qu'emploient les professeurs distingués qui les dirigent, les cures sans nombre qu'offrent les hôpitaux de Lyon seront décrites avec étendue ¹⁵⁹. »

Le Commissaire se renseigna. L'auteur Doublier manifestait « très peu de capacité et de lumière » et ne pouvait être « rangé au nombre des amis du gouvernement ». Son collaborateur, l'instituteur Molard, témoignait « peu ou point de civisme ». Or, « un journal, s'il n'est point rédigé par des gens extrêmement philosophes, modérés et amis du gouvernement, ne produira que du mal à Lyon et y troublera la tranquillité ». Aussi, le Commissaire interdit-il le *Journal de Lyon et du Midi* qui devait paraître le 9 avril 1799. Le ministre de la Police reconnut que la date choisie indiquait que l'on voulait influencer l'assemblée électorale. Néanmoins, comme la loi du 19 fructidor ne permettait que la surveillance, il fallait laisser paraître le nouvel organe, en restant sur ses gardes ¹⁶⁰. Il reflète l'aspiration au calme de la métropole. Il se consacra surtout aux nouvelles locales, aux variétés relatives à la morale, aux sciences, à la littérature; il fournit un aperçu sur l'actualité théâtrale, mentionna aussi des charades et des logogryphes.

Hostile au régime, il dénonça l'enrichissement de Merlin de Douai, colporta l'anecdote selon laquelle l'« embastilleur en chef » se serait emparé de la terre du duc de Praslin par la menace. « C'est bien ici le cas de dire que la tyrannie est en raison directe du nombre de ceux qui l'exercent, et que Néron et Domitien ne furent que des écoliers en tyrannie, comparés à ceux qui, pour se sauver, voudraient sacrifier beaucoup de Français ¹⁶¹. » Le ministre de la Police conseilla au Commissaire de raffermir l'esprit civique à Lyon, « point de mire des ennemis de la République... Un journal républicain manque dans le Rhône, alors que plus de quarante départements jouissent de cet avantage ». En juin, une résolution rétablit la liberté de la presse, en recommandant d'arrêter tout envoi en Angleterre. Cependant, Doublier fut emprisonné et son journal suspendu en septembre 1799 ¹⁶².

Des publications non périodiques renforçaient l'action des journaux. Le ministre de l'Intérieur répandit des exemplaires de *La politique du*

¹⁵⁹ A. D. R., 1 L 460, *Journal de Lyon et du Midi*. Prospectus.

¹⁶⁰ *Ib.*, 1 L 459, Lettre du commissaire au ministre de la Police, 7 germinal an VII (27 mars 1799), Lettre du ministre de la Police au commissaire, 21 germinal an VII (10 avril 1799).

¹⁶¹ E. VINGTRINIER, *Hist. des journaux*, 1852, p. 83.

¹⁶² A. D. R., 1 L 459, Lettres du ministre de la Police au commissaire, 8 prairial an VII (27 mai 1799), 2 messidor et 27 fructidor (20 juin et 10 sept. 1799).

gouvernement anglais dévoilée. Cet ouvrage énumérait les manœuvres de Pitt, « pour empêcher l'établissement de la liberté en France », et exposait « à tous les yeux indignés le tableau de l'ambition, de l'astuce, des perfidies et des forfaits » du cabinet britannique. L'Administration du Rhône invita les libraires Périsse à vendre ces opuscules. Ils refusèrent, tout en reconnaissant leur valeur, mais « on a montré si peu d'empressement ici à se les procurer que nous ne voulons pas nous en charger »¹⁶³. Les sentiments d'anglophilie et d'anglophobie se partageaient la société lyonnaise. Elle admirait souvent l'économie britannique tout en lui voulant beaucoup de mal et sans comprendre exactement la portée de sa rénovation industrielle. Politiquement, la bourgeoisie approuvait les *Réflexions* de Burke : elle pensait qu'une législation ne suffit pas à donner aux hommes le sens de la liberté et la vertu civique; elle assignait une borne à l'évolution sociale et, dans ces conditions, les diatribes contre Londres n'éveillaient guère d'enthousiasme.

Si le public bouda cette propagande anti-anglaise, il se montra friand de libelles interdits. Beaucoup, provenant de Suisse, se diffusaient d'abord dans l'Ain. Au cours de la crise de l'an VII, la police rechercha l'origine de *Deux mots au Directoire*. Un pamphlet, imprimé sans doute à Lyon, annonce le « procès criminel qui doit être jugé par le Tribunal de Cassation de vingt-cinq millions de Français contre une aventurière nommée révolution, connue par ses crimes dans les quatre parties du monde »; il prêche la grève de l'impôt et l'insoumission¹⁶⁴. En juin et juillet, d'autres placards subversifs furent saisis, mais les auteurs se cachaient toujours. On recherchait le *Dîner du conscrit*. Dauvergne, perquisitionnant chez un suspect, découvrit « une quantité considérable d'écrits séditieux et contre-révolutionnaires, des ornements d'église et des feuilles à superstitions »¹⁶⁵. Le Commissaire apprit qu'un imprimeur « faisait colporter des écrits tendant à exciter le peuple à la révolte contre le gouvernement ». Il trouva, à son domicile, des brochures intitulées *Les cinq tyrans ou le passé et l'avenir* et *Louis Joseph de Bourbon, prince de Condé aux fidèles Français*. Le Commissaire déplora l'impéritie des administrateurs lyonnais¹⁶⁶.

4. DOCTRINES ET CROYANCES

Bouderie à l'égard des fêtes, querelle du décadi, agitation au théâtre, chansons subversives, écrits séditieux..., toute cette opposition latente au régime se rattache aux conceptions générales répandues dans la société. Les dirigeants l'imputèrent habituellement aux croyances reli-

¹⁶³ *Ib.*, 1 L 459, Lettre du ministre de la Police, 8 vendém., an VI (29 sept. 1797), Corresp. du 29 germinal an VI (18 avril 1798).

¹⁶⁴ *Ib.*, Lettres du commissaire du Directoire..., 16 germinal an VII (5 avril 1799); du ministre de la Police, 22 floréal an VII (11 mai 1799).

¹⁶⁵ *Ib.*, Corresp. des 29 prairial et 13 thermidor an VII (17 juin, 31 juil. 1799); — Lettre de l'Adjudant général Dauvergne, 13 thermidor an VII (31 juil. 1799).

¹⁶⁶ *Ib.*, Lettre du commissaire..., 14 thermidor an VII (1^{er} août 1799).

gieuses, ce qui était une façon simpliste de souligner que la lutte contre le Directoire dépassait une banale désaffection politique.

L'esprit s'habitue difficilement aux idées nouvelles. Il les apprécie, par jeu peut-être, tant qu'elles restent spéculatives. Dès qu'il s'agit de réglementation morale, il se cabre et se dérobe. On tient, par éducation et par conformisme, à son genre de vie. Les encyclopédistes avaient ruiné la scolastique thomiste, mais ils avaient démontré que les vertus chrétiennes valaient hors du christianisme et se rattachaient à la morale universelle. Leur distinction s'avérait trop subtile. Il existe une intime solidarité entre les théories politiques, les connaissances scientifiques, les convictions religieuses. Or, les Lyonnais éprouvaient une amère déception dans tous les domaines. La philosophie sensualiste ne répondait pas à leurs aspirations. Les uns, comme Condillac, avaient donné une forme ingénieuse et spirituelle à la thèse de Locke. Les autres, comme Priestley et d'Holbach, l'avaient poussée jusqu'en ses conséquences les plus radicales. Tous dans leur optimisme avaient proclamé que l'homme devait se fier à ses propres lumières et à sa puissance autonome. Ils croyaient grandir l'homme, le libérer, exalter sa raison. Ils le mutilaient. L'homme risquait de perdre le goût de la vie spirituelle et même la possibilité de l'entretenir en lui. L'engagement dans l'agitation quotidienne affaiblissait encore l'énergie intérieure, ne laissait pas de loisir pour la méditation et la contemplation. Les commotions de l'an II, les tourments des terreurs successives conduisaient à réviser ces jugements.

Le Directoire se désintéressait de la question religieuse au moment où elle devenait essentielle pour la majorité des Français. Ce renouveau apparaît comme le fruit de la persécution et du zèle des prêtres dont l'exemple ravivait des sentiments assoupis. Il résultait aussi du choc psychologique des événements qui ramenaient aux dogmes consolateurs et correspondait aux inclinations de l'âme lyonnaise. En un sens, le condillacisme avait réagi contre l'intellectualisme cartésien : Descartes ne considère que l'entendement et la volonté et néglige le côté affectif de la vie mentale; Condillac voit dans le volontarisme la forme élevée du désir, et il justifie les tendances sentimentales. L'influence de Rousseau les encourage et l'équivoque du culte de l'Être suprême, sans clergé, sans intermédiaire favorisa une certaine communion mystique. L'organisation des « missions » de l'abbé Linsolas acheva d'orienter des cheminement. Dès 1794, il avait couvert la région d'un réseau aux mailles serrées avec ses chefs et ses catéchistes. La sûreté de la méthode parut telle que d'autres diocèses l'empruntèrent ¹⁶⁷.

Un Conseil archiépiscopal de « préposés » gouvernait à la place de Marbeuf, toujours à Lubeck. Les relations s'établissaient par la Suisse. Les aspirants au sacerdoce recevaient leur ordination à Saint-Maurice-en-Valais ¹⁶⁸. Linsolas ouvrit une école de théologie qui fonctionna sans encombre jusqu'au 18 fructidor. Ensuite, les missionnaires initièrent au latin les jeunes gens qui voulaient entreprendre des études théologiques. Le centre lyonnais soutint l'apostolat caché des pays de l'Ain, en particulier celui de Ruivet dans la Bresse. Celui-ci enseignait aux

¹⁶⁷ Ch. LEDRÉ, Les « missions » lyonn. de l'abbé Linsolas (*Bull. Fac. Catho. Lyon*, juil. 1947, p. 25-29).

¹⁶⁸ Ch. MONTERNOT, Y.-A. de Marbeuf, 1911, p. 279, 288, 380-382.

jeunes clercs habillés en valets; groupés dans une ferme, ils ouvraient leur grammaire latine aux heures de repos. La seconde Terreur les obligea à se réfugier dans les bois¹⁶⁹. De même, dans la région lyonnaise, des ecclésiastiques réunirent autour d'eux ceux qui s'intéressaient à la théologie; ces « missionnaires » s'occupaient de plusieurs paroisses, donnant des leçons de latin¹⁷⁰. Claude Bochart, qui participa à cette évangélisation, avait étudié aux séminaires Saint-Irénée et Saint-Joseph à Lyon. Arrêté, il s'évada de sa prison de Saint-Rambert-en-Bugey, gagna Lausanne puis revint organiser des « missions » dans les diocèses de Lyon et de Saint-Claude¹⁷¹. Peu à peu, au clergé qui avait vécu les débats philosophiques des derniers règnes, se substituait une génération jeune et agissante, dont la foi se retrempait dans la clandestinité.

Dès 1794, les prêtres réfractaires officiaient, attaquaient les fidèles de l'Eglise constitutionnelle, commentaient les événements politiques, soutenaient la résistance. Charlier et Pocholle dénoncèrent leur « fanatisme comme le fléau le plus redoutable de la société, le prétexte des plus horribles forfaits » et demandèrent de signaler les prêtres rebelles et ceux qui insultaient la philosophie. Des croix de bois étaient plantées et des calvaires relevés¹⁷². La municipalité de La Balme, par crainte de Louis Vauquois, membre de la Commission temporaire, avait immergé, dans le lac de la grotte, « la ci-devant Vierge », qui se dressait au fond de la chapelle; des femmes la retirèrent de l'eau¹⁷³. Les autorités locales devaient « s'opposer à tout rassemblement fanatique ou royaliste »; il s'en forma, pendant l'été 1795, à Chevières, dans le Jarez. Des insermentés bénissaient le drapeau blanc, distribuaient des cocardes blanches, discréditaient les assignats... L'exercice clandestin du culte se répandait dans le Lyonnais et le Beaujolais¹⁷⁴.

La propagande politico-religieuse s'accomplissait aussi par la diffusion d'imprimés : les prêtres réfractaires firent circuler avec profusion dans les campagnes le mandement de Marbeuf et la rétractation de l'évêque constitutionnel du Mont-Blanc. L'audace gagna l'agglomération : on érigea une croix à la porte du cimetière de Caluire au mépris de la loi du 29 septembre 1795¹⁷⁵. Le commissaire Allard se plaignit de voir revivre les anciens préjugés et se propager la haine du gouvernement républicain; il croyait savoir qu'un concile se réunirait à Lyon pour prêcher la rébellion aux lois relatives au mariage¹⁷⁶. Le ministre de la

¹⁶⁹ L. ALLOING, *Le diocèse de Belley*, 1938, p. 484-518.

¹⁷⁰ BEAUFORT, *Instr. adressée aux chefs laïques des paroisses et aux catéchistes* (s. n., 1798, in-8°, 24 p.).

¹⁷¹ CORSAIN, *Notice hist. sur M. Bochart* (Lyon, 1834, in-8°, 80 p.); — F. COLLOMBET, Cl. M. Bochart (*R. D. L.*, 1844, XIX, p. 234-237).

¹⁷² M. H. L., Arrêté de Charlier et Pocholle, 5 brumaire an III (27 oct. 1795); Arrêté des administrateurs de Lyon-Campagne, 3 floréal an III (22 avril 1795).

¹⁷³ A. D. Isère, L 567, Délib. Conseil District La Tour-du-Pin, 17 thermidor an II (4 août 1794).

¹⁷⁴ M. H. L., Note de Rieussec, administrateur de Genis-Laval (5 pluviôse an III, 24 janv. 1795).

¹⁷⁵ A. D. R., 1 L 459, Lettres au ministre de la Police, 21 prairial an IV (9 juin 1796), 4 germinal an V (24 mars 1797), 13 prairial (1^{er} juin); — 1 L 1099, Notes des 2 et 7 floréal an VI (20 et 26 avril 1798).

¹⁷⁶ A. N., F19 466, Lettre du Commissaire au Ministre de l'Intérieur, 4 ventôse an VII (24 déc. 1798).

Police incita l'Administration du Rhône à arrêter les malveillants qui colportaient la lettre d'un prêtre déporté à Rochefort. « Son fanatique auteur n'inspirerait que le dégoût et l'indignation s'il n'était lu que des hommes instruits. Mais sur la classe malheureusement trop nombreuse de citoyens dont l'esprit n'a pas été cultivé et la raison éclairée par l'éducation, pareil ouvrage peut avoir des résultats funestes ¹⁷⁷. »

Charrier de La Roche, chargé de réorganiser le clergé assermenté dans le département, s'éleva souvent contre les succès des réfractaires. « Déguisés en ferblantiers, marchands, canonniers..., ils pullulent comme les sauterelles d'Egypte. » Ils reconnaissent Louis XVII, refusent l'absolution aux acquéreurs de biens ecclésiastiques, condamnent le serment de liberté-égalité... Ils sont les artisans d'une réaction politique ¹⁷⁸.

Jordan caractérise cette tendance. Issu d'une famille de commerçants aisés, il avait poursuivi de brillantes études à l'Oratoire, puis en philosophie au séminaire Saint-Irénée. Libéral, il se trouvait à Vizille chez son oncle Claude Périer, quand « partit le premier cri de rénovation qui devait retentir si tôt et se prolonger si longtemps dans le monde ». Il se lia avec Mounier, participa aux luttes oratoires en 1790, blâma la Constitution civile, puis défendit la liberté religieuse. Dès ses premiers gestes, se manifesta un tempérament combatif qui annonce celui d'un Montalembert. Il assista au 29 mai, ce qui agit fortement sur son imagination, puis se réfugia, après le siège, en Suisse et en Angleterre où il analysa le mécanisme du système représentatif. Ami de Matthieu de Montmorency et de Royer-Collard, il entra aux Cinq-Cents où il intervint, avec véhémence, en faveur de la liberté cultuelle au nom de son « amour pour le peuple », de son « respect pour ses volontés » ¹⁷⁹. Il combattit l'obligation du serment. « Les bons seront fidèles sans serment, les méchants seront rebelles malgré tous les serments. » Quand, en juillet 1797, le Directoire dénonça les violences lyonnaises, Jordan repoussa ces calomnies. « De toutes les communes de la République, il n'en est aucune où la rage révolutionnaire ait exercé ses fureurs avec plus d'atrocité qu'à Lyon » et il eut, à ce sujet, une altercation dramatique avec Marie-Joseph Chénier.

La crise fructidorienne l'obligea à chercher asile chez son ami Gérando. Il justifia sa conduite et précisa sa position politique dans une longue lettre à ses commettants. Lui-même se situe entre Necker, auteur de *l'Importance des questions religieuses*, et Chateaubriand. Il examine les possibilités d'action : « Il pouvait se trouver parmi nous quelques royalistes » qui pensaient que le pouvoir exécutif concentré dans les mains d'un seul assurerait la liberté. « Ils étaient royalistes, mais ils étaient philosophes. Une profonde connaissance de la nature humaine les avait dépris de la chimère d'une perfection absolue. » Ils savaient que le calme est le premier désir du peuple ¹⁸⁰. Jordan partit avec Gérando pour un second exil en Souabe, à Tübingen, puis à Weimar. Ses adversaires ne l'oublièrent point. Dans un libelle : *Pie VI*

¹⁷⁷ A. D. R., 1 L 459, Lettre du Ministre de la Police..., 4^e jour compl. an VII (20 sept. 1799).

¹⁷⁸ *Journal de Lyon*, 19 floréal an III (8 mai 1795).

¹⁷⁹ *Ib.*, 12 messidor an V, (30 juin 1797), p. 285-315.

¹⁸⁰ C. JORDAN, député du Rhône, à ses commettants sur la révol. du 18 fructidor, 25 vendémiaire an VI (16 oct. 1797).

et Louis XVIII, conférence théologique et politique, trouvée dans les papiers du cardinal Doria..., Marie-Joseph Chénier ridiculise « saint Jordan Camille ». Un autre pamphlet, aux approches des élections de 1798, intitulé *Robespierre aux frères et amis, et Camille Jordan aux fils légitimes de la monarchie et de l'Eglise*, accuse le monarchiste lyonnais de vouloir faire renaitre une nouvelle Terreur¹⁸¹.

A cette date, il rejette les excès de la Révolution, se sépare des idéologues et se sent attiré par l'illuminisme. Comme le pensent aussi les petites cours allemandes, Jordan voit dans le mysticisme le meilleur contrepoids moral à la propagande révolutionnaire. Il correspond avec Lavater, qui nie le corps de l'Eglise, croit au symbolisme universel et, éclectique, goûte les expériences de Swedenborg, de Saint-Martin, de Cagliostro, de Mesmer. Les rationalistes ont repoussé sa *Physiognomonie*. Mais elle lui vaut une large audience parmi les émigrés et les mystiques, préoccupés, comme lui, des problèmes de l'existence des âmes. En janvier 1794, il écrit à Jordan : « Je crois bien qu'il n'y a, en toute amitié quelconque, que de la reconnaissance, qu'un souvenir obscur d'une coexistence peut-être antérieure à l'apparition du grand phénomène que nous appelons Monde visible¹⁸². »

L'influence du pasteur zurichois fascina les milieux éclairés : elle conciliait les exigences de la physiologie et de la pénétration psychologique. Au cours d'une cérémonie organisée à l'Ecole vétérinaire, le fils du directeur, le jeune Claude-Julien Bredin, exposa que le vétérinaire, comme le médecin, est un ami et un interprète de la nature; il conseilla d'observer les comportements des animaux et fit « entrevoir combien la science, que le grand Lavater a créée, pourrait obtenir de progrès dans l'étude des physiologies des animaux »¹⁸³. Avant Balzac, Bredin éprouve un culte pour Lavater, c'est-à-dire pour la médecine d'une part, la mystique et les sciences occultes de l'autre, pour le réel et le songe qui s'interpénètrent... Ce caractère transitionnel illustre le mouvement des esprits sous le Directoire. Les positions fondamentales de l'optimisme rationaliste sont progressivement abandonnées. Mais les ferments prolifèrent encore, naturalisme, intuitionnisme, jansénisme...

Les sectes mystiques gardaient leur activité. Les Fareinistes se rassemblaient toujours à Lyon. L'agent national Perret signala au représentant leurs manœuvres « pour corrompre l'esprit public » et « travailler toutes les classes du peuple par le fanatisme ». Les illuminés se réunissent, la nuit, à Saint-Just, pour initier leurs adeptes par « des épreuves terribles ». « La vie de ces sectaires est contemplative; les privations, le jeûne continuel et les supplices font leur bonheur; se privant de tout, ils abandonnent toute espèce de travaux utiles, ne cultivent point leurs terres, et nuisent à l'ordre social sous tous les rapports. » Il faut combattre ces fakirs et ces jongleurs, « avec l'arme puissante de la raison en vouant au mépris leurs mystères ridicules », car ils séduisent le peuple, « qui, sans expérience, s'abandonne au merveilleux »¹⁸⁴. En Forez, le curé de Marcilly annonçait que le prophète

¹⁸¹ SAINTE-BEUVE, C. Jordan (*Nouv. Lundis*, 1893, XII, p. 266-280).

¹⁸² A. VIATTE, *Les sources occultes...*, I, p. 177.

¹⁸³ P.-V. de la séance d'émulation, 30 mars 1797, p. 20.

¹⁸⁴ A. M. L., I², Lettre de Perret, agent national, au représentant Tellier, 17 nivôse an III (6 janv. 1795).

Elle allait paraître. Charlier et Pocholle adressèrent un rapport à la Convention sur ces « apôtres » qui voulaient fonder la République de Jésus-Christ ¹⁸⁵.

Un prêtre lyonnais, Claude-François Desfours de Genetière, établit la liaison entre les appelants de l'époque Louis XV et les anti-concordataires de l'Empire. Issu d'une grande famille, fils du dernier président de la Cour des Monnaies, Desfours avait adopté les principes de Port-Royal et défendu les miracles du diacre Pâris. Il vécut dans le jeûne et la prière, consacra son savoir et sa fortune à la défense des « convulsionnistes » et à la conversion des Israélites au christianisme. A la veille de la Révolution, il précisa ses conceptions dans *Les trois états de l'homme* et soutint la cause des fareinistes dans son écrit *Protestations contre les calomnies*. Disciple du Père Debon, il n'accepta point les principes révolutionnaires : les événements lui parurent un châtiment providentiel infligé à la France et à la famille des Bourbons pour avoir persécuté les jansénistes, détenteurs de la Vérité. Il imprima en 1792 un *Recueil de prédictions intéressantes faites depuis 1733* qui reproduit, dans le style des anciens prophètes, les menaces des convulsionnaires. L'évêque Henri Grégoire, dans son *Histoire des sectes religieuses*, lui emprunta diverses citations. Sous le Directoire, Desfours rédigea *De la conversion des Juifs, de l'avènement intermédiaire de Jésus-Christ et de son règne visible sur la terre* et on lui attribua deux ouvrages parus en 1795 et 1796 : *Instruction sur les vérités et les avantages de la religion chrétienne...*, et *Avis aux fidèles sur la conduite qu'ils doivent tenir dans les disputes qui affligent l'Eglise*. Le janséniste forézien François Jacquemont en semble l'auteur et Desfours l'éditeur. C'est une apologie des propositions condamnées par la bulle *Unigenitus* : en un sens, cette survivance des querelles théologiques du XVIII^e siècle est un signe de vitalité religieuse ¹⁸⁶.

Reparaissent de même, après le choc de l'an II, les multiples tentatives mystiques. Une absence seulement : la Franc-Maçonnerie régulière ne renaît pas et la circulaire de Roëttiers de Montaleau, remettant en 1796 le Grand-Orient en activité, n'attira pas de réponse lyonnaise. Cependant, par ses principes philosophiques, elle s'apparentait au déisme spiritualiste et moralisant de la théophilanthropie et, d'ailleurs, elle groupa, dans ses réunions secrètes, une partie de la bourgeoisie triomphante. A Lyon, les temples avaient été détruits ou adjugés, l'élite décimée; ceux qui restaient s'orientaient vers d'autres métaphysiques. Des formes superficielles de théosophie se maintenaient. Bien qu'exécuté par l'Inquisition comme franc-maçon et rejeté par la Franc-Maçonnerie comme imposteur, Cagliostro comptait encore des disciples. Le plus célèbre, Magneval, fervent catholique, combattait l'athéisme et voulait restaurer la religion véritable. Il avait adopté la doctrine chère aux occultistes : tant que l'homme conserva son innocence, il commanda à l'univers; le but de l'initiation est de ramener l'homme déchu à reconquérir sa dignité perdue, sa pureté originelle et sa puissance. Quand

¹⁸⁵ Lettre de Pocholle à son collègue Charlier, pour lui rendre compte de ce qu'il a fait dans sa tournée à Feurs et à Montbrison (Montbrison, 13 brumaire an III, 3 nov. 1794, ms F. C., in-4°, 2 p.).

¹⁸⁶ C. LATREILLE, Les origines jansénistes de la Petite Eglise (*R. H. L.*, 1911, p. 43-50).

Magneval fit baptiser sa fille en 1796, il déclara au banquier bâlois Sarazin qu'elle devenait ainsi « membre de la grande famille » et avait recouvré « son innocence primitive ».

Ces initiés recouraient aux pratiques occultes. Grâce à elles, le Christ peut apparaître et indiquer ses volontés. Magneval explique, en janvier 1796, à son même correspondant, que Sain-Costard a reçu les consignes de Jésus relatives aux expériences magiques. « Que ce bon père ne s'afflige pas et ne se décourage pas. Je veux qu'il essaie encore trois fois et, s'il ne réussit pas, je me charge de lui donner d'autres pouvoirs. » Ainsi que Swedenborg et Oberlin, Magneval décrit l'Au-delà comme un « vaste champ où règne une verdure continuelle. Dans cette plaine immense que dominent les sept montagnes de roses et que le soleil recouvre entièrement de ses rayons éclatants », un escalier « conduit dans un lieu éclairé quoique souterrain. De ce lieu, par un second escalier, on descend dans un autre séjour plus lumineux que le premier »... Magneval connaît aussi les destinées de l'univers qu'il évoque par des images apocalyptiques. « Vers l'an 1517 a sonné la première trompette. Le progrès des hérésies et du philosophisme était figuré par les trois trompettes qui ont sonné à des dates successives. La cinquième trompette, produisant des sauterelles qui auront pour roi Abaddon, annonce le déchainement graduel des mauvais esprits... Cette cinquième trompette sonne depuis 1789. » Surviendront ensuite l'Antéchrist, Enoch, Elie. Ce sera le Millénaire... Magneval le répète sans arrêt à Sarazin, en 1794 : « Des personnes tenant à une œuvre qu'elles nomment la Croix annoncent que le moment d'une épreuve générale pour les enfants de Dieu s'approche et des visions peignent avec des couleurs effrayantes les maux dont la nation française va être écrasée. » Et de nouveau en 1796 : « Nous sommes au moment dont il est dit : vos enfants auront des visions, vos fils prophétiseront. » En 1798, il se plonge dans l'interprétation de l'*Apocalypse*. A ses yeux, les événements politiques, par leur ampleur et leurs péripéties dramatiques, prenaient un sens augural. Des causes humaines à elles seules ne pouvaient justifier une telle commotion.

Les cagliostroïens, songeant à l'avenir terrestre, conseillent de rétablir, « par le secours des anges, les vérités de la foi et de la tradition, que les hommes ont attaquées et défigurées depuis 1500 et que la philosophie, à qui elles ont redonné naissance, voudrait anéantir ». Selon une conception manichéenne, Dieu fait « avec l'aide de bons anges, ce que le démon tente ou tentera de faire à l'aide des mauvais ». Il faut assurer la victoire de Dieu. Magneval ébauche une sorte de syncrétisme, réunissant les réflexions du protestant Sarazin, de Willermoz, des martinistes et de Lavater qu'il a rencontré en Suisse. Il espère être désigné pour renouveler l'illuminisme et régénérer son pays. « Je ne rentrerai pas, écrit-il à Sarazin en août 1794, dans ma patrie que je n'y retrouve le Dieu de mes pères, ou que je n'aie une mission pour rappeler ce Dieu fort et terrible à ceux qui l'auront oublié¹⁸⁷. »

La même offensive contre les rationalistes était menée par les mesmériens imbus de théocratie, qui s'efforçaient aussi d'entraver les progrès révolutionnaires. Des médecins, comme Lanoix, continuaient d'électriser leurs malades. Des philosophes revisaient leurs doctrines,

¹⁸⁷ A. VIATTE, *Les sources occultes*, I, p. 216-217, 235, 323.

à la lumière des troubles. A Paris, Bergasse avait été accusé d'appartenir à la coterie de Catherine Théot et de la duchesse de Bourbon... La nièce de Lavater l'appelait en 1795 le « Saint Père » et le qualifiait de « rhétoricien aussi éloquent que Démosthène et Cicéron ». Mme de Krüdener l'admirait également. Lui-même, désabusé, écrivait à son beau-frère Dupetit-Thouars : « Faites mes compliments aux sauvages, que j'ai toujours cru beaucoup plus policés que notre misérable peuple de savants, de philosophes et de gens de lettres... Nous avons de la métaphysique, c'est-à-dire un art bien subtil de roidir toutes les fibres du cerveau, en desséchant toutes les affections du cœur ¹⁸⁸. » Le groupe rolandin évoluait aussi. Bosc, établi à Charleston, restait un disciple impénitent des encyclopédistes. Mais Bancal des Issarts prétendait réconcilier la religion avec la République, non par une tolérance mutuelle, mais par une pénétration intime. Lanthenas écrivait en 1795 un opuscule « pour lier, par la morale républicaine, les opinions religieuses et les cultes au maintien de la République » ¹⁸⁹.

L'influence de Saint-Martin s'accroissait. Il se jugeait lui-même d'un tempérament voisin de celui de Rousseau. En réalité, il manifesta surtout des affinités avec Joseph de Maistre. Au début de la Révolution, il avait vu dans les événements « l'exécution d'un décret formel de la Providence ». Il en espéra un rajeunissement de la religion et l'avènement d'un christianisme débarrassé des hypocrisies sacerdotales. Il comptait sur la chute de l'Eglise pour affermir la foi. Il n'accepta jamais la notion d'humilité chrétienne et s'estimait désigné pour instaurer « la religion du cœur de l'homme ». Il se montre sévère pour le clergé, empruntant des arguments aux protestants et le style aux révolutionnaires. Il reproche au prêtre de vouloir se substituer à Dieu, être lui-même la Providence des peuples, couvrir la terre de temples mafé-riels, les garnir « de toutes les images que son industrieuse cupidité peut inventer ». Saint-Martin applaudit à la dispersion de l'Eglise, qui constituait un intermédiaire entre l'homme et Dieu : la place est libre pour la prière, sans autel, sans prêtre, sans parole ¹⁹⁰.

Bientôt, il revint de ses illusions. Il condamna l'humanitarisme parce que le bien-être du corps ne lui paraissait pas le véritable bien-être. Il considéra la Révolution comme un châtiment : « La France a été visitée la première et elle l'a été très sévèrement, parce qu'elle a été très coupable. » Il redit en septembre 1794 : « Notre révolution actuelle me paraît être un des sermons les plus expressifs qui aient été prêchés en ce monde. » Il repousse alors tout rapport avec le maçonnerisme et répond à un ami bernois : « La maçonnerie dont vous me parlez, je ne la connais point et ne puis vous en rendre aucun compte... Je souffre quelquefois de vous voir me consulter sur des loges et sur d'autres bagatelles de ce genre ¹⁹¹. »

Il se préoccupe du triomphe d'une société religieuse sur l'idée laïque. Devançant Maistre, il affirme que les gouvernements sont les

¹⁸⁸ A***, N. Bergasse..., 1910, p. 208. — L. BERGASSE, Un janséniste lyonnais : Alexandre Bergasse (*Rev. Hist. Egl. Fr.*, 1952, p. 5-51).

¹⁸⁹ B. des ISSARTS, *Du nouvel ordre social fondé sur la religion*, 1796, 355 p.; — C. PERROUD, Le roman d'un Girondin (*Rev. du XVIII^e s.*, janv. 1916, p. 68).

¹⁹⁰ SAINT-MARTIN, *Lettre à un ami sur la Révol. franç.*, an III, p. 78.

¹⁹¹ L. MOREAU, *Examen des doctrines du Philosophe inconnu*, L.-Cl. de Saint-Martin (Correspondant, 25 mai 1846, XIV, p. 502-505).

résultats naturels des temps et des circonstances. Il proclame « la sublimité de la théocratie divine, spirituelle et naturelle. Dieu est le seul monarque et le seul souverain des êtres. Les hommes, qui se trouvent à la tête des nations, ne devraient être que ses représentants... La principale propriété actuelle de l'homme est son indigence et le premier degré de la souveraineté des peuples, c'est leur impuissance et leur servitude ¹⁹²... Les vicissitudes de la crise révolutionnaire, où chaque régime s'est donné comme l'expression de la volonté commune, détruisent l'hypothèse de Rousseau. Les gouvernements élus éprouvent le sentiment de leur précarité, parce que les citoyens ne détiennent pas la clé des événements. « Le véritable contrat social n'est que l'adhésion de tous les membres du corps politique à cette antique volonté générale qui est avant lui et qu'il ne pourra jamais créer avec toutes ses opinions et toutes ses volontés particulières. » Loin de reconnaître une décision humaine comme base de l'association, Saint-Martin ne l'admet pas comme fondement de l'autorité ¹⁹³.

Ainsi, « le plus instruit, le plus sage et le plus élégant des théosophes modernes », comme disait l'illustre Savoyard, a le premier défini la Révolution comme un « décret de la Providence » et nié la capacité législatrice des gouvernements. *L'éclair sur l'association humaine* s'apparente aux *Considérations sur la France*. La conception, riche d'avenir, cheminera jusqu'à la Restauration ¹⁹⁴.

L'emprise idéologique ne résista pas davantage dans le domaine scientifique. Le rationalisme régnait à l'Institut. Sous l'influence de la pensée anglaise, il avait répudié l'apriorisme et la méthode déductive des cartésiens et avait banni toute préoccupation métaphysique pour devenir expérimental et positiviste. Les naturalistes lyonnais opposèrent le sentiment à la raison et considérèrent l'intuition comme le véritable instrument de la connaissance. Cette faillite précoce du rationalisme s'explique par le tempérament lyonnais, les commotions sanglantes que la cité dut subir et la disparition des cadres intellectuels. Ceux qui étaient parvenus à échapper à tous les dangers et ceux qui appartenaient à la jeune génération ne partageaient plus l'optimisme des années 1790. Quelques-uns gardèrent un rôle public : la réaction thermidorienne confia des fonctions à Carret, membre de la municipalité avant le siège, à Thenance, qui était un praticien en vue, à son gendre Saissy, qui occupa un poste à la municipalité de Lyon-Midi. En général, l'existence des hommes de sciences révèle une rupture en 1793. Les loisirs, propices à l'étude, disparaissent, les souffrances provoquent un surcroît de travail, les événements déterminent une nouvelle orientation.

Le corps médical avait aussi pâti de l'impécuniosité de ses clients. Galabert, Mir, Champeaux... sollicitèrent des exonérations d'impôts, et les départs aux armées montrent que tous ne jouissaient pas d'une situation satisfaisante. Malgré la disparition des corporations, le recrutement ne s'accéléra pas. Bien que Prunelle ait parlé « d'anarchie médicale », le rythme des installations à Lyon ne se modifia pas : les

¹⁹² SAINT-MARTIN, *Lettre à un ami*, p. 75.

¹⁹³ S. MARTIN, *Eclair sur l'association humaine*, an V, p. 84.

¹⁹⁴ L. MOREAU, *Le philosophe Saint-Martin* (Correspondant, XIX, 9 juil. 1847, p. 75-95).

almanachs de l'an VI et de l'an XI publient une liste d'officiers de santé qui ressemble à celle de 1792. L'enquête pour l'application de la loi du 19 ventôse an XI atteste que la proportion des irréguliers ne s'éleva pas pendant les troubles révolutionnaires.

Le groupe perdit de ses éléments et se renouvela peu, car l'enseignement scientifique avait pratiquement disparu. Seul subsistait l'enseignement hospitalier de Petit. Compromis pendant le siège, il s'éloigna de Lyon pendant quelque temps. En 1794, il organisa des cours d'anatomie et de clinique chirurgicale à l'Hôtel-Dieu¹⁹⁵. En 1796, Petit obtint du représentant Poullain-Grandprey, « pour prix de quelques soins heureux » qu'il lui avait donnés, un arrêté qui attribuait à l'Hôtel-Dieu une collection médicale. Mais il échoua lorsqu'il réclama à l'administration hospitalière les locaux nécessaires pour aménager une salle d'enseignement, un cabinet d'anatomie, une bibliothèque¹⁹⁶. Petit se fit seconder par Cartier, formé lui aussi chez Desault. Président de sa Section pendant le siège, Cartier était parti aux armées pour se soustraire aux représailles, après la capitulation. Pierre-Etienne Martin, dit le Jeune, chirurgien exerçant à la Charité, professa également¹⁹⁷.

Les discours, que prononçait Petit à l'ouverture annuelle de son cours d'anatomie, révèlent l'état d'esprit des scientifiques sous le Directoire. L'évocation du bombardement de l'Hôtel-Dieu, pendant le siège, fournit l'élément principal de son allocution en 1796. Avec éloquence, il rappelle le fracas des voûtes, l'incendie des bâtiments, la terreur des malades. Mais « les grands crimes font naître les grandes vertus comme un baume consolateur... » Au cours des trois nuits pendant lesquelles six cents bombes furent lancées sur l'hôpital, « le zèle se multiplia encore plus que le crime, et l'on eût dit que la main d'un Dieu paraît tous les coups qu'ils nous portaient¹⁹⁸. »

En 1797, il exposa les soins que le chirurgien doit aux malades, en accordant une grande place aux réconforts moraux. « La Révolution, dit-il, en brisant la corporation des prêtres, laisse une lacune importante dans les secours que la société doit à ses membres », et il analyse les souffrances de l'agonie sans l'intervention du confesseur¹⁹⁹. *L'Improvisateur de Lyon*, rapportant cet extrait, ajoute : « Les institutions humaines ont empoisonné pour l'homme jusqu'aux douceurs de mourir²⁰⁰. »

Ces scientifiques cherchaient, en dépit des difficultés, à maintenir des contacts entre eux. Ils avaient fondé en 1793 la *Société des Amis médecins*, devenue en 1795 la *Société des Diners*, en 1796 la *Société de Santé*, en 1798 la *Société de Médecine*²⁰¹. Leurs travaux restèrent rares.

¹⁹⁵ J.-B. DUMAS, *Hommage rendu à la mémoire de M.-A. Petit* (Lyon, Ballanche, 1811, in-8°, 32 p.).

¹⁹⁶ M.-A. PETIT, *Essai sur la médecine du cœur* (Lyon, Garnier, 1806, in-8°, 341 p.), p. 156.

¹⁹⁷ G. PEYRAUD, *Eloge hist. de M. le Dr P.-E. Martin* (Lyon, Perrin, 1847, in-8°, 30 p.).

¹⁹⁸ L. CARTIER, *Eloge de M.-A. Petit...* (Lyon, Ballanche, 1811, in-8°, 31 p.).

¹⁹⁹ M.-A. PETIT, *Discours d'inauguration prononcé à l'ouverture des cours d'anatomie...* (Lyon, 1797, in-8°, 51 p.).

²⁰⁰ *Improvisateur de Lyon*, 18 brumaire an VI, 8 nov. 1797.

²⁰¹ Règlement de la Soc. des Amis médecins de Lyon (Lyon, Bruyset, 1793, in-8°, 4 p.).

Dans la liste des publications des médecins, des professeurs, des magistrats, la même lacune apparaît de 1790 à 1798. Renaudin acheva ses *Réflexions sur l'air atmosphérique*, Gilibert mit à jour ses *Démonstrations élémentaires de botanique*, qui connaissaient une telle faveur que le Comité d'Instruction publique autorisa le retrait des exemplaires mis sous scellés, chez Bruyset, pour le Musée d'histoire naturelle²⁰². Nicolas Jolyclerc, l'ancien grand vicaire de Lamourette, publia une *Phytologie universelle*, dans laquelle il compara les systèmes de Tournefort, de Linné, de Jussieu²⁰³.

La philosophie naturaliste, qui avait pour représentant officiel le médecin Cabanis, se répandit peu. Cabanis étudia particulièrement les rapports du physique et du moral en s'appuyant sur le sensualisme de Locke qu'il pousse à ses ultimes conséquences. Non seulement nos sentiments et nos idées nous viennent des sens, mais ils ne sont eux-mêmes que des productions physiologiques. Selon une formule promise au succès, le cerveau sécrète la pensée comme l'estomac sécrète le suc gastrique, et le foie la bile... Cette manière de concevoir les analogies entre la matière et la pensée ne fut pas admise sous ces formes extrêmes à Lyon. On ne méconnut point les liaisons entre le physique et le moral. Le chirurgien Tissot fut chargé, en juin 1793, d'examiner les blessures causées par les armes à feu lors de l'échauffourée du 29 mai. Il explique qu'elles furent aggravées « par les circonstances morales » qui les avaient précédées, « car on ne saurait douter de l'influence des passions de l'âme sur l'économie animale²⁰⁴... »

Mais les Lyonnais n'interprétèrent pas le naturalisme de la même manière que les sensualistes. Ils insistèrent non pas sur l'ordre du mécanisme, mais sur la poussée du vitalisme. Pour les cartésiens, la nature est régie par des lois que la raison découvre. Elle peut être soumise à la volonté humaine, ce qui garantit les progrès. C'était la thèse de Condorcet, l'ami intime de Cabanis. Au contraire, les naturalistes lyonnais voient dans la nature un reflet d'esprit divin et conseillent d'obéir à ses injonctions ou à ses suggestions.

Ainsi, un faisceau d'hommes de sciences se retrouvait sous le signe du spiritualisme en honneur dans la société lyonnaise et manifestait une aversion caractérisée pour l'idéologie.

5. LES REALISATIONS

Les idéologues parvinrent cependant à amorcer des entreprises qui furent durables. Ils se proposaient de diffuser les lumières, s'inspirant d'initiatives jusqu'alors privées et limitées. Ainsi, ils reprirent le projet d'organisation des archives. En octobre 1793, le ministre de l'Intérieur

²⁰² A. N., F17 1010E, Dossier 8, Délib. du Comité d'Instr. publ., 5 messidor an II (23 juin 1794).

²⁰³ A. D. R., 1 L 1075, N. JOLYCLERC, *Phytologie universelle ou hist. naturelle et méthodique des plantes*, 5 vol. de 600 p. (prospectus Lyon, 1795).

²⁰⁴ *Observations sur les causes de la mort des blessés par des armes à feu...* par le cit. Tissot, chirurgien... (Lyon, Bruyset, 1793, in-8°, 8 p.).

demanda si l'inventaire des archives des justices seigneuriales avait été fait : les réponses furent évasives. Une correspondance s'échangea à ce sujet pendant l'année 1794. La loi du 25 juin 1794 prescrivit de conserver les papiers utiles à l'Etat, d'éliminer ce qui se rapporte à la féodalité. La Commission de Surveillance des séquestres décida de grouper dans un local les pièces déposées chez les notaires, les procureurs, les hommes de loi; un archiviste et des secrétaires, recevant les « appointements convenables aux fonctions importantes qui leur seront confiées », les classeraient²⁰⁵. Le Directoire du district de Villefranche désigna de son côté « un archiviste pour classer les titres du ci-devant clergé ». Beaucoup avaient été détruits en exécution du décret de juillet 1793. Il en subsistait au greffe du tribunal et chez les émigrés. Mais les chapitres et les ordres religieux ne possédaient plus de « chartres ». Le travail n'avancait guère : l'Administration départementale rappela aux districts qu'il fallait mettre en sûreté tous les titres domaniaux, recueillir les cartes géographiques, réserver les manuscrits se rapportant aux sciences, dresser les inventaires... Quelques semaines plus tard, il fallut envoyer une lettre de rappel²⁰⁶.

La Convention adressa une note en octobre 1794 pour redemander où en était le triage des titres et l'organisation des dépôts publics. Elle rédigea une lettre remémorative en décembre. Les administrateurs de Lyon alléguèrent les destructions du siège, l'ampleur et la multiplicité des dépôts²⁰⁷. Ceux du Rhône s'inquiétèrent : le Comité d'Instruction publique menaçait de dénoncer à la Convention leur « insouciance coupable ». Or, disaient-ils à l'agent national, « depuis longtemps il est passé en habitude dans l'Administration, dont vous avez à surveiller les opérations, de ne plus répondre à nos lettres ». Au pouvoir central, ils avouèrent le silence obstiné des responsables locaux et présument que le tri ne progressait guère²⁰⁸. L'agent national signala que la détresse des Lyonnais reléguait ce travail au second plan. « Il est peu de familles qui n'aient à verser des larmes sur un père, un époux, un fils, un frère... Ils attendent dans une inquiétude silencieuse que la Convention étende jusqu'à eux les bienfaits de la clémence nationale dont les habitants de la Vendée ont ressenti les heureux effets nonobstant une longue erreur²⁰⁹. »

Des demandes intemporelles émanaient de la Commission des Arts; elle cherchait deux diplômes de Frédéric II, avec les sceaux d'or de la chancellerie impériale, un dessin « de la façade de la manécanterie », bâtisse du ^{viii}e siècle. Quant à la Commission des armes, elle réclamait des parchemins bâtonnés d'encre. Les archives furent transportées au couvent des Carmes en juillet 1795. A nouveau, l'Administration centrale pria de détruire les « vieux livres entachés de féodalité » et de préserver

²⁰⁵ A. D. R., 1 L 1079, Corresp. du 17 vendémiaire an II (8 oct. 1793) au 4 frimaire an III (24 nov. 1794).

²⁰⁶ *Ib.*, 1 L 1079, Lettre des administrateurs de Villefr., 19 frimaire an III (9 déc. 1794).

²⁰⁷ *Ib.*, Lettres de l'Administration départ. du 14 brumaire an III (4 nov. 1794), 25 frimaire (15 déc. 1794); corresp. des 3 brumaire an III (24 oct. 1794), 26 frimaire (16 déc. 1794).

²⁰⁸ *Ib.*, Lettres de l'Administration départ. à l'agent nat., 14 nivôse an III (3 janv. 1795), à la Convention (28 nivôse, 17 janv. 1795).

²⁰⁹ A. N., F1 C III, Rhône 4, Lettre de l'agent nat., nivôse an III (déc. 1794).

les actes du Domaine. Pierre Blachier, l'ancien archiviste du Bureau des finances de la Généralité, brûla les titres féodaux dans la cour de la mairie. Le Commissaire conseilla aux administrateurs de Villefranche de vendre les cartons « qui obstruaient les bureaux et multipliaient les frais de gardiens » ²¹⁰. Au printemps 1796, il demeurait encore divers dépôts dispersés. A la Maison commune, Blachier avait classé les titres de rentes — ce qui importait pour le crédit du régime —, mais dans l'entrepôt, une bombe avait provoqué un incendie. A Saint-Pierre, les minutes notariales occupaient trois pièces, mais les garennes de l'Ordre de Malte gisaient en désordre. Il restait aussi des liasses au Grand Collège et au Séminaire Saint-Charles, des registres paroissiaux à Saint-Nizier, à Saint-Martin d'Ainay, à Saint-Pothin, des manuscrits dans les hospices ²¹¹...

La loi du 26 octobre 1796, prescrivant le rassemblement au chef-lieu du département de toutes les archives, activa la besogne. On regroupa, en janvier 1797, les plunitifs du greffe des comtes de Lyon, les insinuations de la Sénéchaussée, les papiers des disparus, comme « les mariés Roland », Guillin du Montet, la veuve Pye, les dossiers de l'officialité, les registres de la *Société populaire*. Il fallait ordonner cet ensemble considérable, qui se trouvait en majeure partie dans les salles de l'Hôtel commun : des Lyonnais venaient chercher des preuves de créance, des traites, des certificats... De son côté, l'Administration de l'enregistrement et des domaines demandait des titres de dettes. Le ministre des Finances Ramel rappela par trois fois qu'il y avait urgence à organiser le service des archives. Les administrateurs reconnurent que la réunion des fonds avait été laborieuse. « Tout s'entassait, se dilapidait, se dénaturait et s'annihilait au gré des gardiens ou des autorités ineptes et coupables de ces temps à jamais désastreux. » Deux commis commençaient le classement et avaient découvert des pièces qui permirent des rentrées d'argent. Ils cédèrent à l'encan « une masse de vieux papiers provenant des archives dites du Consulat » : Cochet en acheta quarante-six quintaux ²¹².

L'année suivante, l'Administration stimula les notaires de Thizy, d'Anse, du Bois-d'Oingt, pour obtenir le versement de leurs minutes ²¹³. La Bibliothèque Nationale demanda de lui adresser les cartulaires des instituts religieux. « Il faut qu'ils attestent, disait François de Neufchâteau, à la postérité, ce que l'ambition et l'artifice des corporations privilégiées ont obtenu de la crédule ignorance de nos pères ²¹⁴. » L'Administration remarqua qu'elle ne disposait ni de crédits, ni de locaux pour inventorier cette « immensité indigeste » et choisir les titres « qui, par leur nature et leur importance gothique, ressortissent

²¹⁰ A. D. R., 1 L 1079, Lettres du 20 nivôse an III (9 janv. 1795) et 8 pluviôse an III (27 janv. 1795). Corresp. du 3 thermidor an III (21 juil. 1795) au 17 germinal an IV (6 avril 1796).

²¹¹ *Ib.*, Tableaux des 1^{er} floréal an IV (20 avril 1796), 3 floréal an IV.

²¹² *Ib.*, Corresp. du 6 frimaire an V (26 nov. 1796) au 3 ventôse an V (21 fév. 1797); du 16 germinal an VI (5 avril 1798) au 18 nivôse an VII (7 janv. 1799); des 3 et 24 brumaire an VI (24 oct. et 17 nov. 1797).

²¹³ *Ib.*, Lettres du 27 vendémiaire an VII (18 oct. 1798) au 4 nivôse an VII (24 déc. 1798).

²¹⁴ *Ib.*, 1 L 1072, Lettre de Fr. de Neufchâteau à l'Administration centrale du Rhône, 1^{er} nivôse an VII (21 déc. 1798).

excellamment au domaine de l'histoire des siècles barbares ». Toutefois, sans avoir touché « aucun fonds pour le triage », l'Administration du Rhône transmit, en février 1799, huit cartulaires provenant des ordres religieux, un diplôme de Louis le Débonnaire, une charte de Lothaire de 864; des sommaires accompagnaient l'envoi de ces « monuments singuliers de l'ignorance trompée et de l'artificieuse superstition ». François de Neufchâteau encouragea ces heureuses dispositions et la Bibliothèque Nationale remercia ²¹⁵.

Les idéologues amorcèrent également le récolement des livres. Au moment du siège, des canons avaient été établis sur la terrasse du Collège, proche de la Bibliothèque municipale. La Section du Change, inquiète, proposa d'entasser les livres en lieu sûr. Apercevant la batterie, les troupes de Kellermann tirèrent, des hauteurs de Montessuy et de la plaine des Broteaux, sur le collège. La voûte de la grande salle, écrasée, ensevelit un grand nombre d'armoires et abîma le Tite-Live du xv^e siècle; on vola la fameuse *Histoire de Chine* mais le Pline, de la même époque, et le Cicéron, de Milan, furent épargnés ²¹⁶.

L'abbaye Saint-Pierre abritait les collections tirées des couvents, ainsi que le legs Adamoli. Des commissaires, envoyés par le Comité de Salut public, prélèveront les exemplaires rares pour enrichir les dépôts parisiens ou peut-être « une nation toujours rivale et alors notre ennemie ». « Une ville rebelle ne devait conserver ni source d'instruction, ni monuments des arts. » Bernard de Charpieux prétend que vingt caisses allèrent en Angleterre, Péricaud ramène le nombre à dix-huit, Delandine à quatorze, et il pense que les confiscations profitèrent à des particuliers. Quand Poullain-Grandprey réclama, en décembre 1795, la « réintégration des livres et monuments précieux enlevés après le siège, par le Commissaire de la Commission des Arts », on lui répondit qu'ils se trouvaient à la Bibliothèque nationale; parmi les prélèvements figuraient les incunables ²¹⁷.

Les dépôts furent, pendant l'an II, ouverts à tout venant. Les bataillons, casernés au collège, utilisaient les ouvrages comme combustible. La lecture restait le fait des classes aisées et le public ne respectait pas le livre; des femmes en emportaient dans leur tablier, un juge s'en faisait remettre, chaque décade, plusieurs charretées, sous prétexte d'anéantir les traces de dévotion ²¹⁸.

En revanche, le siège valut une nouvelle série de séquestres. Après les biens des couvents, puis des émigrés, ceux des rebelles furent confisqués. Des bibliothèques appartenant à la bourgeoisie et au clergé grossirent les apports : celles de Mogiat de l'Ecluse, des frères Valesque, du chirurgien Figuet ²¹⁹... La Convention montagnarde chercha à cen-

²¹⁵ *Ib.*, 1 L 1079, Corresp. des 9 nivôse an VII (29 déc. 1798), 5 pluviôse (24 janv. 1799), 8, 25 et 26 ventôse an VII (26 fév., 15 et 16 mars 1799).

²¹⁶ A. PÉRICAUD, *Notice sur la bibl. de la Ville de Lyon* (Lyon, Rusand, 1835, 24 p.).

²¹⁷ Rapport fait au Cons. munic. par B. de Charpieux, 18 pluviôse an XI (7 fév. 1803) (B. M. L., ms 1464, fol. 3, v^o 4).

²¹⁸ A.-F. DELANDINE, *Catalogue des mss*, I, p. 19.

²¹⁹ A. D. R., 1 Q 947, Conservation des livres 1791-an IX : inv. de Dufour, 7 messidor an II (24 août 1794), Fleuret, 24 thermidor an II (11 août 1794); 1 Q 998, inv. de Figuet, 25 fructidor an II (11 sept. 1794).

traliser ces richesses. En janvier 1794, le député Jacques Coupé, de l'Oise, proposa d'ouvrir des bibliothèques districales.

Les autorités avaient d'autres soucis : les anciens bibliothécaires, la plupart religieux, avaient péri ou s'étaient exilés; ceux qui se chargeaient du travail étaient ignorants. Dans les locaux « engorgés par l'abondance », les livres devenaient la proie des insectes. Grégoire demanda de hâter l'élaboration de l'inventaire. Ceux qui ont tenté de le faire « étaient d'ineptes copistes, qui ont dénaturé les titres des livres, altéré les dates, confondu les éditions ». Une nouvelle instruction indiqua comment il fallait procéder pour établir une bibliographie générale.

Chaque département rendit compte de sa situation. Joussetme, « bibliothécaire à Saint-Pierre » (*sic*), dressa le bilan. Il avait trouvé, en février 1794, une énorme quantité de livres, mêlés au « marrin », dans un état qui excitait la plus grande compassion. Pendant le siège, l'abbaye avait servi de repaire aux muscadins, qui déroberent ce qu'il y avait de plus précieux. Les livres des Augustins, des Carmes déchaux, des Cordeliers... gisaient « sans honneur, sans utilité », dans les combles; « nul ouvrage n'y était appareillé; le premier volume était souvent dans le bas, le second dans les galeries, le troisième était enfoui encore dans les dépôts ». Le fonds Adamoli, déposé à part, fut heureusement protégé par « d'officieuses araignées qui couvrirent de leurs toiles épaisses les scellés apposés sur la serrure »²²⁰. Au collège, une bombe déclencha l'incendie et la pluie transforma les papiers en « fumier ». Les meilleurs volumes des Génovéfains pourrirent dans une cave du Petit Collège. Ceux des Récollets subirent un second vol. Joussetme récupéra ceux des Feuillants, de Saint-Polycarpe, du séminaire Saint-Irénée, déplaça « des tas considérables de livres, dégoûtants tant par malpropreté et pourriture, que par l'intitulé des ouvrages, dont le plus grand nombre ne portait que l'empreinte du fanatisme ». Il recueillit des tableaux et des livres provenant de Bergasse et de Milanois. « C'est du travail, il est vrai; mais nous sommes encore bien éloignés de notre but », et Joussetme demandait à connaître les adresses des condamnés²²¹.

Il se peut que ce bibliographe improvisé ait noirci son rapport pour se mettre en valeur. Le compte rendu de Tabard est d'un autre ton. Il rappelle la classification amorcée depuis 1791 et le rassemblement des dépôts conventuels. La municipalité fit transporter au Grand Collège, où l'on répara les dégâts, la collection Adamoli, « la plus riche et la plus précieuse de la cité ». On aménagea le local de Saint-Pierre, où se trouvaient « opérées » les principales bibliothèques religieuses²²².

La réaction thermidorienne suspendit à nouveau ces travaux. Le pillage redevint si général que le gouvernement recommanda, en août 1794, aux bons citoyens de surveiller les bibliothèques. Beaucoup s'efforçaient de récupérer leurs biens : Chassignon retrouva quelques volumes. Fleuret retira les siens, « sauf 62 ouvrages de fanatisme », François Savaron entreprit des démarches pour rentrer en possession des livres de son père... La Commission d'Instruction invita à ne pas séquestrer de façon abusive les richesses des terroristes; Boisset ordonna, en avril

²²⁰ Lettre adressée au maire de Lyon, 9 janv. 1806 (B. M. L., ms 1064, f° 41).

²²¹ A. D. R., 1 L 1073, Mission de Joussetme, 22 floréal an II (11 mai 1794).

²²² *Ib.*, 1 L 1071, C. R. à l'Administration du district sur l'état actuel des opérations des bibl. nat. (thermidor an II, juil. 1794).

1795, de rassembler dans la Maison Saint-Pierre ce que contenaient les multiples bibliothèques; Dupuis, ancien professeur de rhétorique, s'attacha aussi à cette réorganisation et adjoignit à Tabard un Conservatoire des Arts, avec Delandine, Coignet, Cochet ²²³...

Poullain-Grandprey compta ramener le calme en développant le goût du savoir. « Les lettres et les arts, trop négligés longtemps dans cette cité, peuvent seuls lui rendre son ancienne splendeur, favoriser l'essor de son commerce, créer des hommes utiles. » Il fixa l'emplacement de la Bibliothèque publique au Grand Collège et confia à Brun la section des lettres et à Tabard celle des sciences. Installant les promus dans leurs fonctions, il recommanda au Commissaire de veiller à l'application de son arrêté: « Si on le laisse vieillir, il sera infailliblement perdu de vue ²²⁴. »

Restait un point délicat: le règlement des dépenses. Le receveur des Domaines demanda à la Commission d'Instruction publique le remboursement des avances. La loi de janvier 1794 n'avait pas prévu de crédits pour l'organisation des bibliothèques. Un dossier volumineux se constitua pour obtenir les mandats. En mai 1796, Bénézech transmit ses instructions: les bibliothèques doivent aider les professeurs et les élèves, suppléer aux matières non professées, comme l'économie politique, offrir au public ce qui peut satisfaire sa curiosité, comme les récits de voyage.

On procéda au tri, on vendit les rebuts pour rétribuer le personnel, on répartit les volumes qu'envoyait le gouvernement. L'inventaire se poursuivit: celui de la bibliothèque des Capucins fut achevé en décembre 1796: elle renfermait « une multitude de choses peu connues »: on réserva les traités de littérature, de sciences et d'histoire « en nombre assez considérable », on destina deux mille volumes à l'Ecole centrale, on céda aux enchères les livres de théologie et de liturgie. L'aménagement progressait. A la prière de Gilibert, les tablettes de la Manécanterie furent affectées à l'Ecole centrale, celles des Carmes au Cabinet botanique, celles des Cordeliers à la Bibliothèque publique ²²⁵.

Villefranche parvint à garder sa bibliothèque. Le district en possédait trois au moment de la Révolution: celle des Capucins de Tarare fut vendue, celle du Tiers Ordre de Saint-François à Beaujeu comprenait peu de volumes, celle des Capucins de Villefranche ne méritait pas d'être conservée. L'Administration du district sollicita, en décembre 1794, l'autorisation d'en créer une; elle fut maintenue, sous le Directoire, car l'Administration pensait ouvrir une Ecole centrale supplémentaire à Villefranche ²²⁶. Belley, Trévoux, Châtillon-sur-Chalaronne connurent des confiscations analogues, la même négligence et de semblables dilapidations ²²⁷.

Le jardin botanique constitue une autre réalisation des idéologues. La Convention montagnarde ayant chargé les Administrations de sur-

²²³ *Ib.*, 1 Q 947, Dossiers des 24 frimaire an III (24 nov. 1794), 7 ventôse (25 fév. 1795), 29 floréal (18 mai 1795).

²²⁴ *Ib.*, 1 L 1072, Corresp. du 23 brumaire au 6 frimaire an IV (14-27 nov. 1795).

²²⁵ *Ib.*, 1 L 1072, Lettres, inventaires, arrêté (nov. 1796-sept. 1798).

²²⁶ *Ib.*, 1 L 1072, Lettres du Directoire du district de Villefr. 13 juin 1791; de l'Administration départ. du Rhône, 13 frimaire an III (3 déc. 1794).

²²⁷ A. D. Ain, L 109, Registres L 288, L 284, L 552.

veiller les plantes rares, le Directoire de Villefranche signala que le parc de la Tourette avait été anéanti par un mouvement populaire. « C'est la conjuration des ténèbres contre la lumière ²²⁸. » Dupuis décida, en juin 1795, que le clos, que possédait à la Croix-Rousse l'Institut de l'Oratoire, servirait de jardin et autorisa l'Administration départementale à faire extraire les spécimens des propriétés non aliénées ²²⁹.

Poullain-Grandprey confirma la décision et invita Gilibert à hâter les préparatifs. La suspension de la vente des biens de l'Oratoire obligea le représentant à fixer l'emplacement du jardin à la Déserte. « Considérant que le temps était enfin arrivé où les arts et les sciences, dépouillés du crêpe funèbre dont ils étaient revêtus, devaient sortir du long deuil dans lequel ils étaient plongés », il octroya toutes facilités à Gilibert. Le ministre des Finances accepta de réserver le Grand Collège, la Déserte, l'abbaye Saint-Pierre à l'Instruction publique. Selon l'usage, ce choix provoqua des difficultés avec la Régie des Domaines qui jugea la surface trop vaste et voulut maintenir la moitié en location. Le régisseur de l'Enregistrement à Paris désapprouva le préposé lyonnais. En 1804, Gilibert correspondait encore à ce sujet avec Peyronny. Ce fonctionnaire, qui demeura dans ses fonctions de 1791 à 1817 en dépit de tous les changements politiques, s'occupa des biens des émigrés, puis des condamnés, Girondins ou Montagnards, sans se compromettre, ni pendant le siège, ni au cours de la réaction thermidorienne ²³⁰.

Le même travail de sauvegarde fut accompli pour le matériel pédagogique. En 1794, Tabard avait recueilli des objets d'histoire naturelle, les machines du séminaire Saint-Irénée et les instruments des Augustins, parmi les décombres provoqués par les bombes. La collection Pestalozzi fut transférée de l'Académie au Collège. En novembre 1795, Poullain-Grandprey décida de rassembler les pièces scientifiques près de la Bibliothèque; il en chargea Gilibert pour les sciences naturelles, Mollet et Gambier pour la physique ²³¹.

Les pertes subies pendant la Révolution furent partiellement compensées par les séquestres. Le transfert des collections d'Imbert-Colomès fut confié à Gilibert, Mollet et Hénon : le matériel de laboratoire et l'herbier avaient été confisqués en 1793 par Hennequin; la levée de séquestre dura de juin 1797 à mars 1798. A cette date, l'Ecole centrale reçut ce qui restait des trésors de l'émigré ²³². Le Jury reconnaissait que la classe d'histoire naturelle était privée d'échantillons de première nécessité, principalement de roches. Gilibert, en 1797, proposa de trier les richesses parisiennes et de lui envoyer les « doublures et les rebuts », surtout dans le règne minéral; en revanche, il offrit de fournir des graines que son ami Patrin pourrait transporter. Mouton-Fontenille suggéra de prospecter méthodiquement les départements du Rhône, du Mont-Blanc, des Hautes-Alpes ²³³. Cayre obtint des poissons fossiles.

²²⁸ A. N., F1 C III, Rhône 4, Directoire de Villefr. au Comité de Salut publ. (juil. 1794).

²²⁹ A. D. R., 1 L 116, Arrêté de Dupuis (20 prairial an III).

²³⁰ A. D. R., 2 Q 89, Dossier Jardin bot., 6 nivôse an V-27 floréal an XII (26 déc. 1796-12 mai 1804).

²³¹ *Ib.*, 1 L 1092, C. R. de Tabard, thermidor an II (juil. 1794).

²³² A. M. L., I², Séquestre des biens Imbert (11 nov. 1793). — R. POIDEBARD, *La vie agitée d'I.-Colomès*, p. 185, 266.

²³³ A. D. R., 1 L 1075, Lettre du 3 messidor an V (21 juin 1797); — Lettre de M. Fontenille, 23 messidor an V (11 juil. 1797).

découverts en Vénétie, et il pria le général Brune d'acquérir l'ouvrage correspondant. Il multiplia les démarches au Muséum de Paris pour acheter des échantillons. Il promit de recueillir le plus possible d'objets provenant de l'exploration de l'Amérique, de l'Afrique, des mers du Sud, pour Gilibert, malgré le nombre des solliciteurs. « Toutes les écoles accourent pour compléter leurs cabinets d'histoire naturelle et leurs bibliothèques. Il n'y a pas de temps à perdre. Paris a pris dans les dépôts littéraires tout ce qu'il a pu. Les départements y prennent tous les jours. » Le mois suivant, Cayre annonce l'expédition des caisses de coquilles. Par souci d'économie, il utilise les courriers de son frère, qui livre des étoffes à Paris. Avec sa minutie habituelle, il conseille d'établir des registres en réservant des « blancs » pour les acquisitions futures, car il envisage de faire de l'Ecole centrale de Lyon, l'Ecole de l'Est de la République. En 1799, il se réjouit d'avoir des fossiles de la montagne de Saint-Pierre de Maestricht, préconise l'achat du traité du géologue Faujas de Saint-Fond, *l'Herbier de la France*, du botaniste Pierre Bulliard, *l'Histoire des plantes grasses*, du Suisse Pyrame de Candolle²³⁴.

Le Cabinet de physique et chimie provenait aussi du collège de la Trinité et du séminaire Saint-Irénée. Gambier l'avait sauvé, en dépit du bombardement; il l'installa au monastère Saint-Pierre et préserva tout ce qu'il put pendant les troubles. En 1795, Boisset fit décharger, à la prière des administrateurs, deux globes qu'on s'appropriait à transporter à Vienne. Il les destina à l'Ecole centrale qui allait s'ouvrir. En 1798, le Jury estimait que les élèves ne tiraient pas tout le profit possible de leurs leçons, parce que Mollet manquait « pour la physique des instruments les plus usuels, et pour la chimie des fourneaux, drogues sans lesquels il est impossible d'établir l'expérience »²³⁵. Il ne possédait qu'une petite machine électrique, alors que l'Ecole centrale de Roanne disposait de deux. Cayre parvint à en soustraire une en circonvenant François de Neufchâteau²³⁶.

Le professeur de mathématiques déclara, lui aussi, en l'an VI, qu'il lui fallait « des solides en relief pour les sections coniques et d'autres formes régulières et irrégulières... ». En l'an VIII, il se plaignit à nouveau à propos d'un crédit accordé à ses collègues de physique et d'histoire naturelle, alors que sa spécialité demeurerait dans un « dénuement presque absolu ». Roux revendiqua le reliquat de la somme pour acquérir un graphomètre, un altimètre, des types de poids et mesures adoptés par la République, les ouvrages de Lagrange, de Lacroix, de Legendre... Cayre lui adressa, en 1799, un exemplaire d'un cours sur le système décimal, l'engagea à en montrer la simplicité et à rappeler que les monarques n'avaient pu unifier les mesures bizarres à cause de la multiplicité des droits féodaux²³⁷.

Le plus exigeant fut Cogell. En novembre 1796, il réclama les objets

²³⁴ *Ib.*, 1 L 1075, Lettres de P. Cayre à l'Administration centrale, 24 vendémiaire an VII (15 oct. 1798), 20 brumaire (10 nov. 1798).

²³⁵ *Ib.*, 1 L 1072, Observations du 14 fructidor an VI (31 août 1798).

²³⁶ *Ib.*, 1 L 1075, Lettres du 5 messidor et 19 thermidor an VII (23 juin, 6 août 1799).

²³⁷ *Ib.*, 1 L 1075, Lettre de P. Cayre à l'Administration départ., 8 floréal an VII (28 avril 1799).

qui se trouvaient dans le local de l'ancienne école de dessin, à l'Hôtel Commun, et dont il s'était servi quand il y professait. Il joignit à sa lettre la liste de ce qui lui était nécessaire : tables, écorché en plâtre, figures académiques... Le tout lui fut délivré le lendemain. En juin 1797, ayant appris que le ministre avait fourni des modèles à Dijon et à Grenoble, il en demanda en soulignant l'importance de son cours. En mai 1798, le Jury sollicite des crédits pour achat de matériel, Cogell « avait été réduit à y pourvoir de son propre portefeuille ». L'année suivante, Cayre transmet plusieurs « bosses » : un *Gladiateur*, *Castor et Pollux*, une tête de *Laocoon* ²³⁸. En août 1799, Cogell veut remplacer tout ce qui se dégrade par l'usage journalier. En octobre 1800, il présente au préfet l'état des objets que nécessite l'effectif des élèves et, chaque année, Cogell harcèle ainsi l'Administration pour accroître son matériel.

L'organisation d'un Musée des Beaux-Arts se rattachait aux mêmes préoccupations. En juin 1796, l'Administration départementale pria le ministre de l'Intérieur de ne point vendre l'abbaye de Saint-Pierre qui pouvait loger l'Ecole centrale, le Musée, la Bourse et le Bureau consultatif du Commerce ²³⁹. Bénézech accepta; mais, au printemps 1797, le ministre des Finances reçut une soumission pour l'achat du claustral. L'Administration du Rhône rappela que Boisset et Poullain-Grandprey l'avaient réservé pour des objets d'utilité publique : « monument précieux d'architecture », il convient peu aux locations particulières; au contraire, il sied à merveille aux services publics par sa position centrale et par sa disposition intérieure et pourrait abriter « les institutions propres à rendre au commerce de Lyon son ancienne splendeur en favorisant les arts qui y ont un rapport direct » ²⁴⁰.

Nouvelle offensive en février 1798. La municipalité de l'Ouest reprit les arguments. Les représentants, « jaloux de la gloire de la République, pensèrent que ce monument de la plus belle architecture devait être maintenu comme propriété nationale, que Lyon, deuxième ville de France, ne pouvait avoir un local plus propre à l'étude des arts, qu'il fallait y former la Bourse où se traitent les affaires commerciales, y assembler le dépôt des bibliothèques, tableaux, autres ouvrages de grands maîtres, écoles de dessin et autres écoles que la République a fondées ». Elle insiste sur l'urgence d'ouvrir une Ecole centrale, car l'instruction de la jeunesse se trouve « négligée malheureusement depuis plusieurs années », et d'y placer la Bourse qui ralentirait « la décadence actuelle du commerce ». S'il le faut, la municipalité préfère sacrifier les ténements du Grand Collège, « situés sur un sol précieux » ²⁴¹. Le ministre des Finances s'obstinait à vouloir vendre. Les autorités lyonnaises redoutaient de voir céder cette masse de bâtiments à des spéculateurs avides. Elles ne pouvaient l'acquérir elles-mêmes, « en un moment surtout où le commerce était très languissant » et où il fallait

²³⁸ *Ib.*, T 261 et T 394, Corresp. du 2 brumaire an IV (12 nov. 1796), 21 prairial an V (11 juin 1797), 22 vendémiaire an IX (13 oct. 1800); 1 L 1067, Etat des bosses adressées le 26 ventôse an VII (15 mars 1799).

²³⁹ *Ib.*, I Q 1195, Lettres du 5 thermidor an IV (23 juil. 1796) et 18 messidor (5 août 1796); 1 Q 947, Arrêté du 11 nivôse an V (31 déc. 1796).

²⁴⁰ *Ib.*, 1 Q 1195, Corresp. du 23 floréal an V (12 mai 1797), 12 prairial (31 mai), 14 prairial (2 juin 1797).

²⁴¹ *Ib.*, 1 Q 1195, Lettre de la munic. de Lyon-Ouest, 15 pluviôse an VI (3 fév. 1798).

réparer les pertes éprouvées. Pendant l'été 1798, une correspondance s'échangea entre Ramel et l'Administration départementale sur cette vente de l'abbaye ²⁴². Par leur tactique dilatoire, les Lyonnais sauvèrent ce palais qui servit à d'innombrables fins : on y laissa la famille Pestalozzi, on y ouvrit un *Cercle constitutionnel* ²⁴³...

Il fallait grouper les tableaux. Au lendemain du siège, la Convention chargea Edme Courtois et Pierre Cossard de recueillir à Commune-Affranchie les éléments susceptibles de constituer le Musée de la République à Paris. Ils choisirent les « objets que la Nation doit conserver pour la perfection des manufactures et l'utilité des sciences et des arts, au milieu des possessions que la justice doit anéantir. » Le bibliothécaire Tabard, Hennequin, « le jeune peintre qui annonce beaucoup de talents », Richard, le restaurateur de tableaux, participèrent au constat. L'abondance des richesses frappa Cossard qui remarqua particulièrement les toiles de Stella, de Le Blanc, disciple de Lanfranc, de François Perrier, de Sarrabat, de Blanchet... Il retint aussitôt *l'Incrédulité de saint Thomas*, réalisé sur bois par le peintre florentin François Salviati, *L'apparition du Sauveur à sainte Thérèse*, peint par Le Guerchin, et *Saint Jérôme au désert*, de L'Espagnolet. Il décrivit également le *Baptême du Sauveur*, attribué au Florentin Le Juste ²⁴⁴. Cossard indiqua l'existence d'antiquités égyptiennes et grecques. Il regretta que huit cents médailles en or, de la plus belle conservation, aient été envoyées à la Monnaie, avec les calices et les ciboires. Il admira la « superbe collection de plantes d'Amérique » de l'émigré Imbert et signala les ouvrages précieux que renfermaient les bibliothèques; il nota que beaucoup de cadres vides attestaient des vols ou des distractions opérées par les complices des propriétaires ²⁴⁵.

Le transfert des objets de science et d'art se poursuivit. Dans l'été 1794, les dépôts rassemblaient 180 000 volumes, des tableaux en nombre considérable, des instruments de physique. Jolyclerc proposa d'exposer les « machines » scientifiques au Grand Collège. Le travail méthodique commença sous la réaction thermidorienne. Pour « réparer promptement les maux que le vandalisme a fait à la République », l'agent national étendit la prospection à tout le département : des réponses presque illisibles, criblées de fautes d'orthographe, signalèrent quelque « estatu » de saint à André-la-Côte, à Catherine-sur-Riverie ²⁴⁶...

Boisset chargea l'architecte Claude Cochet d'ouvrir le Musée à Saint-Pierre. Son arrêté rappelle que les sciences et les arts, qui font la splendeur d'un Etat, font aussi sa félicité; tout ce qui peut ajouter à l'action, du commerce est objet de sollicitude du législateur. « Lyon est, par ses rapports commerciaux avec les quatre parties du globe, ce que Paris est à l'Europe pour les relations politiques »; l'abbaye est, par sa majestueuse structure, digne de devenir un temple des connaissances

²⁴² *Ib.*, 1 Q 1195, Corresp. des 6, 18, 27 ventôse an VI (24 fév., 8 et 17 mars 1798). 23 vendémiaire (14 oct. 1798).

²⁴³ *Ib.*, 1 Q 1195, Abbaye St-Pierre, 1790-1797, lettre du 9 thermidor an VII (27 juil. 1799).

²⁴⁴ A. N., F 17 A 1036, dossier 1, n° 75, Lettre de Cossard, 24 brumaire an II (14 nov. 1793).

²⁴⁵ A. D. R., 1 L 1073, Inv. du 17 brumaire an II (7 nov. 1793).

²⁴⁶ *Ib.*, 1 L 1073, Corresp. de Joussetme (30 juin 1794), de Cochet (20 août), de Jolyclerc (2 oct.).

universelles. Les représentants Poullain-Grandprey et Ferroux admirent la nécessité de créer un Conservatoire des Arts; son « importance est d'autant plus grande que le vandalisme, qui a pesé sur toute la France, ne nous a laissé d'autres ressources que celles de recueillir quelques débris échappés à l'œil profane et à la main destructive des agents de la Terreur ». Les Comités de Salut public et des Finances hésitaient : la crise financière les incitait à aliéner les biens nationaux. La municipalité affirmait que la cité ne pouvait recouvrer sa splendeur que par la culture des Beaux-Arts. L'organisation piétinait toujours ²⁴⁷...

En 1797, Cogell et Jayet dressèrent un inventaire des tableaux mis en réserve pour l'école de Dessin. A ce moment, des objets d'art, venant d'Italie, remontaient le Rhône et les autorités lyonnaises engagèrent les communes riveraines à protéger le convoi acheminant « ces chefs-d'œuvre honorables, fruits de nos conquêtes ». Certaines réponses, comme celles de Condrieu, furent empressées, mais cette centralisation éveilla des récriminations qu'un anonyme transmittait au ministre. Pour sortir « cette malheureuse ville » de son « espèce d'anéantissement », il faut rassembler à Saint-Pierre, les tableaux et les sculptures ayant « échappé aux mains ignorantes et destructives », les métiers à tisser, les dessins les plus parfaits, les fleurs artificielles les mieux imitées... « Vous nous ferez restituer, disait-il au ministre, les bons tableaux que les Parisiens n'ont pas rougi de nous enlever, il y a cinq ans environ. » Faute de place, ces toiles s'altèrent dans un grenier. « Vous seul, citoyen ministre, ferez cesser cette espèce de brigandage ou plutôt cette manie funeste aux sciences et aux arts de vouloir tout accumuler à Paris. De quel droit dépouiller les départements pour assouvir la soif inextinguible des Parisiens ? » Il faut rendre les œuvres de Stella, de Blanchet, de Sarrabat, du Guerchin, le *Christ* de Van Dyck, les bas-reliefs de Chabry et de Perrache, la *Vierge* de Coysevox... « Pourquoi le Conservatoire, en restituant tous les objets, n'ajouterait-il pas un ou deux tableaux de Rubens, de Van Dyck, de Lesueur, de Poussin, de Lebrun ? Qu'il choisisse les ouvrages les moins estimés, nous nous en contenterons. » Ce transfert serait salutaire pour l'Ecole de Peinture. Le Jardin botanique serait de même enrichi du superflu parisien, une chaire de chimie s'orienterait du côté des arts, l'Ecole centrale s'efforcera de vivifier le commerce... Alors le gouvernement verra renaître la Fabrique. Des commandes officielles destinées au Palais du Directoire fourniront du travail. Un costume doit être prévu pour toutes les autorités, car « c'est par les sens que nous viennent les premières idées de respect, d'amour et d'obéissance ». La multitude préférera la soie aux tissus que l'Angleterre est parvenue à répandre à force d'argent et de perfidie... Ainsi rêvait un Lyonnais ²⁴⁸.

Sa requête n'arrêta pas l'effort de centralisation. On recherchait les blocs de marbre destinés, avant la Révolution, à l'abbaye de Cîteaux déposés chez Laurencin à l'île Perrache, près de l'indiennerie. Des autels de marbre se trouvaient au Grand Collège, aux Chartreux, au claustral des religieux de Saint-Bonaventure... Le ministre de l'Intérieur

²⁴⁷ A. N., F 17 A 1286, Lettre de P. Grandprey, 19 brumaire an IV (10 nov. 1795).

²⁴⁸ A. D. R., 1 L 1074, Lettre anonyme au ministre de l'Intérieur, 20 sept. 1798.

demanda d'expédier les meilleurs à Paris ²⁴⁹. L'Administration du Rhône entra en relation avec un transporteur, qui envisagea l'acheminement par le canal du Charolais et par celui de Briare. Pendant ces négociations, les blocs de marbre disparaissaient. La municipalité et l'architecte Forobert constatèrent que le dépôt fermait mal. De son côté, Chinard prétendait qu'une partie de ces matériaux lui appartenait... Il les avait acquis à Carrare pour ériger un monument à la gloire de Bayard, les avait amenés sur des barques prêtées par les Cisterciens et les avait remis dans les hangars de la Compagnie Perrache ²⁵⁰. Le transport fut différé.

Le manque de crédits et l'incertitude politique paralysèrent les efforts en vue de créer un musée. En 1799, François de Neufchâteau conseilla encore de recueillir ce qui avait échappé « aux dévastations et au vandalisme ». Il avait appris que les tableaux dépérissaient dans un lieu humide et il acceptait de nommer un conservateur ²⁵¹. L'Administration lyonnaise commençait à s'inquiéter des destructions révolutionnaires. Au moment du coup d'Etat de brumaire, elle recherchait le taurobole, « de la plus grande beauté », qui se trouvait sur la porte de l'église de Beaujeu, et le maître-autel d'Avenas, représentant Louis le Débonnaire tenant la chapelle entre ses mains... Ces monuments méritaient de prendre place au Musée ²⁵².

Thermidoriens et Directoriaux encouragèrent les artistes. En 1795, ils récompensèrent le dessinateur Leclerc, les peintres Callet, de Saint-Etienne-en-Forez, et Prud'hon, de Cluny, les architectes Villers et Cochet, le graveur Dumarest pour ses effigies de Brutus et de Rousseau. Claude Michallon et Lemot se distinguèrent au concours destiné à élever une statue colossale du Peuple à la pointe du Pont-Neuf. Michallon avait aussi esquissé une *Statue du Peuple terrassant le fédéralisme*, mais la Convention décida de détruire tout symbole relatif à ce mouvement ²⁵³.

Au moment de l'instabilité financière, le Directoire versa quelques secours aux artistes et lettrés dans le besoin. Gérando transmit plusieurs suppliques lyonnaises : un employé des Archives départementales sollicita une subvention pour rédiger un mémoire sur l'hydrodynamique; le Conservateur des Arts Coignet se trouvait ruiné par l'incendie de l'Arsenal qui consuma ses dessins et par « l'anéantissement presque absolu de l'état de dessinateur pour les manufactures qu'il avait exercé pendant quarante ans »; la petite-fille de Coysevox, la sœur de Rozier, Domergue... figurent parmi les quémandeurs ²⁵⁴.

²⁴⁹ *Ib.*, 1 L 1076, Lettres du 12 nivôse an VI (1^{er} janv. 1798), des 7 et 12 ventôse an VII (25 fév., 2 mars 1799).

²⁵⁰ Lettres adressées au préfet Verninac par J. Grégoire, 31 mai 1801; Chinard, 11 nov. 1802; Laurencin, directeur des travaux du Midi, 12 déc. 1802 (F. G., ms n° 7).

²⁵¹ A. D. R., 1 L 1073, Lettre du ministre de l'Intérieur, 15 nivôse an VII (4 janv. 1799), de l'Administration départ., 24 nivôse (13 janv. 1799).

²⁵² *Ib.*, 1 L 1074, Lettre à l'Administration munic. de Beaujeu, 18 brumaire an VIII (9 nov. 1799).

²⁵³ A. N., F17 A 1057, Dossier 3, Rapport fait au Comité d'Instr. publ., 9 juin 1795.

²⁵⁴ *Ib.*, F17 1021, Dossier 7, Rapport au ministère de l'Intérieur, 5 nov. 1798.

Chinard ne se loua pas du régime. Enrôlé dans les milices républicaines, il fut envoyé à l'armée des Alpes. Peu après, il revint comme ordonnateur des fêtes et réalisa des compositions allégoriques, telles que *le Peuple français couronné par la Liberté* sur un socle burlesque : la promenade de l'âne revêtu des habits pontificaux. Il continua de sculpter des bustes : les députés Boisset et Tellier, ou, en médailles, Ginguéné, le directeur de l'Instruction publique, le président Reubell, l'évêque Primat... Mais il restait fidèle aux thèmes mythologiques : il dessina le *Serpent d'Esculape* pour le dôme de l'Hôtel-Dieu, et la *Mort des Centaures*, inspirée des *Métamorphoses* d'Ovide.

Du puis le chargea d'examiner les buffets d'orgues pour procéder à la vente. Chinard éprouva bien des déboires en exécutant ce service. Aux Jacobins, il subsistait « trois petits fagots de bois. C'était là tout ce qui restait du clavier de ce superbe instrument ». Il en était de même aux Cordeliers, à la Charité... « Le vandalisme avait si fortement porté sa main dévastatrice sur tout ce qui tenait aux arts que, les voyant anéantis pour jamais, je renonçais au titre de conservateur ²⁵⁵. »

Une autre affaire le décût. Il obtint, en décembre 1794, de Tellier et Pocholle, la jouissance de la chapelle de Lorette comme atelier. En 1795, il en sollicita la cession à titre de dédommagement, car le siège lui avait fait perdre son mobilier. Boisset la lui accorda, « considérant que Chinard est un de ces jeunes élèves qui, à l'aurore de la liberté, firent éclater dans Rome dégénérée la brûlante ardeur du patriotisme, et fut jeté dans les cachots de l'Inquisition ». Poullain-Grandprey, Ferroux, Despinassy reprirent les mêmes propos, soulignèrent que Chinard avait préparé neuf fêtes publiques et quinze statues colossales et confirmèrent la donation ²⁵⁶.

Chinard multiplia les démarches pour faire homologuer cette décision. Il rappela au Comité de Salut public ses persécutions en 1792, ses travaux bénévoles, ses pertes en l'an II. Il précisa ses projets : établir dans cette chapelle dégradée, une école gratuite de dessin et « une espèce de Muséum où, dans tous les temps, ses concitoyens viendront étudier les grands modèles, qu'il s'attachera à mettre sous leurs yeux, s'échauffer à la vue des chefs-d'œuvre qu'il s'efforcera d'y rassembler, et l'éclairer lui-même de leurs conseils et du résultat de leurs observations ». Quelques jours plus tard, Ginguéné proposa au ministre de l'Intérieur d'accepter, vu « la juste célébrité du pétitionnaire » ²⁵⁷. Au moment où le dossier circulait de l'Instruction publique à la Régie des Domaines, du ministère de l'Intérieur à celui des Finances, Vitet intervint pour défendre la « très grande valeur » de Notre-Dame de Lorette. « Les statues en plâtre et stuc que le citoyen Chinard a faites pour Lyon, quelque bien faites qu'elles soient à ses yeux, ne méritent point qu'on lui fasse une telle cession. » Jeune et doué, il « peut se faire payer ses statues ce qu'elles valent et en faire de nouvelles sans avoir besoin des secours du gouvernement » ²⁵⁸. Le ministre des Finances

²⁵⁵ A. D. R., 1 Q 947, Mobilier nat., 10 mai-12 juin 1796.

²⁵⁶ A. N., F 17 1240 A, Arrêté du 3^e jour compl. an III (19 sept. 1795).

²⁵⁷ A. D. R., 1 L 1076, Lettre de Chinard, 25 brumaire an IV (16 nov. 1795); — Rapport de P. Ginguéné, 2 frimaire an IV (23 nov. 1795).

²⁵⁸ A. N., F17 1240B, Lettre de Vitet au Bureau de l'Inst. publ., 9 frimaire an IV (30 nov. 1795).

jugea prudent d'enquêter. Chinard, qui se trouvait à Paris, fit agir Ginguéné et le sculpteur bisontin Luc Breton. Il sollicita en même temps pour son école les moulages de *Castor* et d'*Hermaphrodite* et, pendant tout le mois de décembre, il manœuvra, recourant à tous les appuis et à tous les arguments ²⁵⁹.

En février 1796, il reproduisit sa pétition auprès de l'Administration départementale du Rhône, qui reconnut les droits de l'artiste, en particulier comme auteur de statues et de deux trophées en style romain ²⁶⁰. Il lui fallut acquérir de ses deniers son local ! Non découragé, il réclama, en mai 1797, à Ginguéné, des plâtres antiques. Il souhaitait entre autres les *Castor* et *Pollux*, le *Discobole*, *Germanicus* « et tout ce qu'il y a de beau pour former de jeunes élèves ». Il disposait d'un *Apollon*, d'une *Vénus*, d'une *Atalante*, d'une *Diane Ephèse*... Il exhorta le directeur de « rendre la vie à une misérable commune privée de tous les objets nécessaires à son commerce, que le vandalisme révolutionnaire a plongée dans la plus affreuse détresse », il accusa le Directoire de parler sans cesse de restaurer les arts à Lyon sans rien accomplir d'effectif ²⁶¹.

Chinard s'associa alors au groupe des théophilanthropes. Quand François Daubermesnil, un des promoteurs de ce culte, projeta d'élever un monument place de la Concorde, Chinard signala tout de suite à Ginguéné qu'il était prêt à fournir une maquette et suggéra de mettre l'œuvre au concours pour permettre aux talents ignorés de se révéler. Avec obstination, Chinard expose à Bénézech, « un des ministres, le plus juste et le plus zélé protecteur des arts », qu'il a réalisé son projet, malgré l'indifférence du régime, et que des jeunes gens viennent chez lui modeler et dessiner. Mais il manque toujours de moulages. « J'ose espérer cette grâce de votre amour pour la prospérité de notre ville où l'art du dessin est la base de son commerce ²⁶². » Si l'on en croit l'artiste, l'absence de crédits prolongeait sa misère. Le sort d'Hennequin, pour d'autres raisons, était encore moins enviable.

Il avait entrepris pour l'Hôtel de Ville une allégorie évoquant « la lâche ignominie des rebelles et le triomphe des républicains ». Un tel sujet ne convenait plus au temps de la réaction thermidorienne. La municipalité chercha à interrompre l'exécution. *La rébellion lyonnaise terrassée par le génie de la liberté*, avait été amorcée au réfectoire des Jacobins. L'Administration mit ce local en vente malgré les protestations du peintre qui ne pouvait achever ce tableau « que dans le jour où il a été commencé ». Il revendiqua une indemnité. Une commission, comprenant Gognard et Bidault, expertisèrent l'ébauche. La municipalité considéra « qu'au milieu des désastres et des besoins urgents de cette commune, l'emploi de la somme réclamée pouvait être fait d'une manière plus utile que pour des objets superflus ». En mars 1796, de Paris, Hennequin tenta de récupérer sa toile, par l'intermédiaire de Reverchon ²⁶³.

²⁵⁹ *Ib.*, Lettres des 15, 21, 27 frimaire an IV (6, 12, 18 déc. 1795).

²⁶⁰ A. D. R., 1 L 1076, Lettre de Chinard, 6 ventôse an IV (25 fév. 1796).

²⁶¹ A. N., F17 1240B; Lettre de Chinard à Ginguéné, 17 floréal an V (6 mai 1797).

²⁶² *Ib.*, Lettres de Chinard à Ginguéné, 5 prairial an V (24 mai 1797); au ministre de l'Intérieur, 3 messidor (21 juin 1797).

²⁶³ A. D. R., 1 L 1076, Décision du district, 19 germinal an III (8 avril 1795); — Lettre de l'Administration départ. du 13 ventôse an IV (3 mars 1796).

Il s'était, en effet, réfugié à Paris. Il avait failli être victime de la « chasse aux mathevons ». Gérinieux-Pavy le cacha à Roche-Cardon. Grâce à Desprez et Jantet, il put obtenir un passeport et gagner la capitale. Il s'affilia à la conspiration de Babeuf et fut arrêté, en compagnie de l'ancien maire de Lyon, Antoine Bertrand, au camp de Grenelle. Il parvint à se débarrasser de ses pistolets et fut interné à la Tour du Temple, dans la chambre de Marie-Antoinette. Philippe Chéry, un élève de Vien, qui participa à la rénovation classique, plaida en faveur de son confrère. « Déjà des productions de son pinceau annoncent qu'il illustrera son pays, non seulement comme peintre, mais encore comme philosophe. Car jamais il n'a envisagé son art sous les dehors d'un simple charme qui plaît seulement aux yeux. C'est à l'âme qu'il a voulu parler et qu'il parle. » Le jurisconsulte Jean-Baptiste Sirey le défendit, François de Neufchâteau intervint pour le faire libérer en février 1797, Vitet l'aida à rétablir sa santé ²⁶⁴.

Hennequin acheva alors *Pâris s'arrachant des bras d'Hélène*, grande composition aux personnages grandeur naturelle, qui avait inspiré David en 1788. Il reprit son allégorie sur *La Victoire du 10 août*. Le ministre de l'Intérieur approuva son thème et David l'encouragea. Il l'exposa au Salon de l'an VII. En haut du tableau, la Vérité tient d'une main la palme du triomphe et, de l'autre, son miroir, d'où jaillit la lumière qui chasse l'Ignorance et l'Esclavage. A gauche, la Discorde agite ses torches et brise le faisceau de l'Union. La Calomnie empoisonne l'Innocence et la Vertu, déchire, « avec ses dents jaunies par les miasmes qui sortent de sa bouche impure », une couronne de lauriers et, de sa main armée de grands ongles, s'efforce en vain d'étendre un voile funèbre sur un thyrses portant les Droits de l'homme ²⁶⁵... L'œuvre remporta le grand Prix, contre le baron Guérin, en 1799.



Le conflit des idées, qui marque les Directoires, revêt un aspect humainement tragique. Les idéologues, clairsemés, atteints par les épreuves de l'an II, croyaient aux progrès de l'esprit et à la diffusion des lumières. En réalité, leurs principes n'éveillèrent aucun écho dans la conscience populaire, et le groupe se sépara de la masse. Au contraire, les tendances prérévolutionnaires, intuitionnistes ou providentialistes, paraissaient le propre des émigrés et des nobles, qui ne songeaient pas *a priori* à les communiquer aux éléments inédulqués. Paradoxalement, leurs conceptions se popularisèrent, alors que celles du pouvoir central s'éloignaient des aspirations confuses des Lyonnais.

²⁶⁴ P.-A. HENNEQUIN, *Mémoires...* p. 171 sq.

²⁶⁵ P.-A. HENNEQUIN, *Mémoires...*, ch. XVI.

La rénovation scolaire

Selon une thèse révolutionnaire, le peuple en ascension n'a que faire des cultures aristocratiques qui ne touchent en rien à sa vie et ne répondent pas à ses besoins. Une culture vivante, empirique et positive, doit sortir de la condition sociale, des actes et des métiers. Mais les transitions sont délicates à ménager. Le siège avait ruiné le système scolaire, et l'absence d'instruction se fit rapidement sentir. Les cadres politiques témoignent une ignorance significative : le personnel constituant parlait une langue châtiée et les terroristes de l'an II citaient volontiers les *Catilinaires*. Les troubles chassèrent cette élite. Tous les rapports dénoncent le manque de compréhension des masses¹.

L'assise du régime se dérobait. Tactique pour les uns, expression de croyances optimistes pour les autres, la rénovation scolaire parut à tous d'une urgente nécessité. Elle représente la dernière tentative des encyclopédistes.

1. L'EBAUCHE D'UN ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

En tout temps, la floraison des doctrines pédagogiques est d'une magnifique venue. Dans les assemblées révolutionnaires, chacun exposa ses conceptions, les discours se succédèrent avec fièvre, les dossiers s'accumulèrent dans un touchant enthousiasme. La période girondine de la Convention fut, à cet égard, particulièrement active : aucune contrainte ne refoulait les pensées, et les esprits laissaient échapper une sorte d'excitation joyeuse. Le Comité d'Instruction publique prit le plan de Condorcet comme base de son travail ; Lanthenas, Romme, Rabaut Saint-Etienne s'efforcèrent de le préciser. En mai 1793, un important projet, conçu par Sieyès, Daunou et Lakanal, suscita des discussions passionnées : il visait l'enseignement primaire et contenait les dispositions relatives aux fêtes publiques. Le marquis de Lepeletier de Saint-Fargeau, qui s'inspira des *Vues patriotiques* de Philipon de la Madelaine, proposa de fonder une éducation à la spartiate et de mêler tous les enfants, sans distinction, dans les écoles².

¹ A. N., F1 G III, Rhône 4, Lettre de Malleval, 20 ventôse an II (10 mars 1794).

² Plan d'éduc. nat. de M. Lepeletier, présenté à la Convention par M. Robespierre (Arch. parlem., LXVIII, p. 661).

En fait, trois textes législatifs, déposés à un an d'intervalle, rythment la réorganisation de l'enseignement élémentaire : le décret de décembre 1793, la loi du 27 brumaire an III et celle du 3 brumaire an IV. Le projet de Bouquier, moins ambitieux que celui de Romme, fut accepté presque sans discussion. Il établissait la liberté d'enseigner, mais exigeait un certificat de civisme; il prévoyait un salaire pour les maîtres, imposait l'obligation scolaire de huit à onze ans et en rendait les parents responsables. Les jeunes gens, qui ne se destinaient pas à une activité rurale, devaient apprendre un métier, sous peine de privation de leurs droits civiques. Les sociétés populaires complèteraient l'initiation ³.

En février 1794, le Comité de Salut public leur demanda de ramener « à la vérité, par le langage de la raison, cette multitude qui n'est livrée à l'erreur et aux suggestions de l'intrigue que parce qu'elle manque de lumières ». Le Club des Jacobins de Commune-Affranchie répondit que les ouvriers n'assistaient point aux séances ⁴. Le Directoire de Villefranche fut plus catégorique : « Nous appréhendons que le défaut d'instruction ne rende inutiles, et peut-être même dangereuses à la République, ces agrégations de demi-lumières... Tant que nous n'aurons pas de livres élémentaires, on ne doit pas s'attendre à tirer un bon parti de la très grande multiplicité des Sociétés populaires dans les campagnes. » Quant aux Comités de surveillance, ils « ne semblent, pour ainsi dire, donner qu'une grande latitude aux passions et vengeances particulières » ⁵.

Le décret Bouquier se heurta à d'insurmontables obstacles : à Lyon, il subsistait dix-neuf instituteurs et vingt-six institutrices, qui exposèrent leur misère à la municipalité en décembre 1793; à la Croix-Rousse, les maîtresses furent chassées pour incivisme ⁶. Le Directoire de Villefranche contesta la nécessité de la réforme : la nomination « d'instituteurs de langue française » dans le Beaujolais ne se justifie pas, parce que les relations avec les marchés urbains et « les ci-devant églises » ainsi que « la lecture des lois, dans les temples de la Raison, entretiennent l'habitude et l'intelligence de la langue française ». Surtout, « les sujets manquent ou ne se présentent pas... D'ailleurs, quel fruit tirer de ces institutions sublimes qui doivent nous préparer des hommes, tant que nous n'aurons pas de livres élémentaires, une direction sage, uniforme et républicaine qui ne puisse rien laisser à l'arbitraire des instituteurs ? » ⁷. Dans le département de la Loire, le représentant Méaulle déplore aussi, au printemps 1794, la pénurie de personnel : à Saint-Chamond, la municipalité dut inviter les personnes désireuses d'enseigner à se faire connaître. Les parents ne s'empressaient pas d'envoyer leurs enfants à l'école, et des difficultés surgirent à propos des bâtiments... Bien que Genis-le-Patriote eût déclaré : « L'éducation est le plus puissant ressort d'une République », l'Agent national constate : « L'organisation des écoles primaires ne s'opère pas avec toute la

³ A. D. R., 1 L 460, *Journal de Comm.-Affr.*, 6 nivôse an II (26 déc. 1793).

⁴ *Journal de Comm.-Affr.*, 9 nivôse an II (29 déc. 1793).

⁵ A. N., F1 C III, Rhône 4, Lettre du Directoire de Villefr., 3 ventôse an II (21 fév. 1794).

⁶ A. GRAND, Les anc. écoles primaires (*R. D. L.*, 1922, p. 109-123).

⁷ A. N., F1 C III, Rhône 4; Lettre du Directoire de Villefr. au Comité de Salut publ., 9 germinal an II, 29 mars 1794.

promptitude que je désirerais. La cause en est dans la difficulté de trouver des instituteurs ⁸. »

Aussi continua-t-on, pendant l'année 1794, à débattre les questions scolaires. Pendant son séjour à Commune-Affranchie, Fouché fit réimprimer ses *Réflexions sur l'éducation publique*. A Commune-d'Armes, Fauriel soumit à la municipalité, en juin, un projet relatif aux écoles élémentaires, fixant le mode de recrutement et de paiement des maîtres, prescrivant l'obligation de six à huit ans ⁹. A Charlieu, la Société populaire indiqua en juillet, son programme d'instruction : « Un enfant, à dix ans, doit connaître les productions de son pays; à douze, tous les départements, tous les chemins, toutes les communes; à quinze, on doit lui enseigner l'histoire et les lois » ¹⁰. Les réalisations ne suivaient guère ces vues ambitieuses. A Lyon, le Conseil général de la Commune reconnut que l'ouverture des écoles primaires était le seul moyen de « propager d'une manière solide et inaltérable les principes du civisme et de l'égalité ». Jusqu'alors, « de fausses idées ou des préjugés louables dans leur principe » en avaient retardé la création. « Une loi précise et intelligible, qui n'est susceptible d'aucune interprétation, ni d'aucune modification », commande de rechercher ceux qui désirent user de la liberté d'enseigner. Ils se feront inscrire; une affiche, apposée à la Maison commune, publiera les noms des maîtres admis et les parents choisiront. Le métier n'attirait guère; les traitements insuffisants n'étaient pas versés ponctuellement : onze instituteurs réclamèrent, en septembre 1794, un arriéré de quatorze mois ¹¹.

À l'automne 1794, « l'instruction, cette partie essentielle au soutien de la République », laissait toujours à désirer. Dans de nombreuses communes, aucun candidat ne se présenta. Ailleurs, comme à Saint-Symphorien-de-Lay, la municipalité accepta le secours de l'ex-curé, à charge de se conformer aux lois et de n'enseigner aucune doctrine contraire aux principes républicains. Une municipalité sollicita une maîtresse pour ses soixante élèves auprès du Conseil de Lyon : « Vous savez comme nous, frères et amis, que le charlatanisme des prêtres et l'empire des tyrans n'a jamais été fondé que sur l'ignorance des peuples, et que l'instruction est le préservatif le plus puissant contre toute attaque faite à notre liberté ¹². »

Belley demanda la mise en liberté d'un ex-chanoine « qui depuis un demi-siècle n'a eu d'autre occupation que celle des hautes sciences, le seul homme vraiment savant que nous ayons le bonheur de posséder dans notre district, savant dans les mathématiques, dans le droit public, dans la physique, dans l'histoire naturelle ». Une autre difficulté résidait dans la lourdeur des effectifs qui atteignaient jusqu'à cent

⁸ A. N., F1 C III, Rhône 8, Lettre de prairial an II (mai 1794); Rapport de Dorel, agent nat., 25 thermidor an II (12 août 1794).

⁹ J.-B. GALLEY, *Claude Fauriel* (St-Etienne, Impr. Loire, 1909, in-8°, xxiv-512 p.).

¹⁰ Rapport et arrêté présentés à la Soc. popul. de Commune-d'Armes au nom du Comité d'instr., par M. Chavassieu..., sur la nécessité et les moyens d'organiser l'instr. publ. (24 fructidor an II, 10 sept. 1794, in-8°, 28 p.).

¹¹ A. D. R., 1 L 1060, Requête du 4 vendémiaire an III (25 sept. 1794); T1, Décret du 4 ventôse an II (22 fév. 1794).

¹² Corresp. des 11 et 15 fructidor an II (28 août-1^{er} sept. 1794), in A. BONNEL, *Les écoles à Lyon...*, 1891, p. 50-54.

soixante inscrits, ce qui gênait la besogne surtout en l'absence de manuels¹³.

Le régime n'accepta pas cet échec sans réagir. En novembre 1794, la Convention adopta le texte de Lakanal, créant un enseignement d'état, non obligatoire, avec une école primaire pour mille habitants. Le premier degré renonce au « latin, langue certainement utile, mais qui, devenue l'unique véhicule de toutes les idées, retardait infiniment la marche de l'esprit humain dans les premières années de la vie ». La masse des citoyens se contentera de ces études. Lakanal juge « funeste à la chose publique de lui ravir des hommes utiles pour traîner encore pendant plusieurs années, dans de nouvelles écoles, des esprits vulgaires que la nature n'a pas prédestinés au génie »¹⁴. Le programme encyclopédique comprend la morale républicaine, l'arpentage, « les éléments de la géographie et de l'histoire des peuples libres », l'explication des productions usuelles de la nature, des exercices physiques et militaires, des visites d'hôpitaux, de manufactures, d'ateliers pour éveiller le goût des arts. La loi du 27 brumaire an III ne porte « aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres, sous la surveillance des autorités constituées ». Toutefois, les enfants seront examinés « en présence du peuple, à la fête de la Jeunesse. Et s'il est reconnu qu'ils n'ont pas les connaissances nécessaires à des citoyens français, ils seront écartés, jusqu'à ce qu'ils les aient acquises, de toutes les fonctions publiques »¹⁵.

Accompagnée de la circulaire optimiste de Garat, Ginguené et Clément de Ris, la loi déclenchait l'enthousiasme. Le jury d'instruction de Belley lança un appel en faveur des fonctions honorables d'instituteur. Il cite Rousseau, glorifie les méthodes pratiques et évoque Socrate et les traits d'héroïsme des Grecs. « Au sortir des écoles, les élèves n'iront point se presser dans les villes pour n'y rien faire ou discourir sur des riens. » Il espère allécher les candidats en magnifiant leur rôle. « Une grande source de lumière va se répandre sur tous les esprits pour les éclairer et pour les fertiliser. Un peuple de républicains va sortir des ténèbres où s'endorment les esclaves des rois¹⁶. »

Le désenchantement vint au contact des réalités. Les rapports lyonnais l'attestent. Celui de novembre 1794 déplore l'absence d'instituteurs aux réunions décadaires, alors qu'ils devraient venir entendre la lecture des lois pour initier ensuite les jeunes citoyens. La municipalité, dit celui de décembre, n'a admis à remplir les fonctions d'instituteurs que des citoyens munis de certificats de civisme, « mais en général, ceux qui se sont voués à cet état pénible sont peu instruits ». En janvier 1795, nouveau danger : « Les citoyens instruits prennent des élèves et forment des établissements particuliers¹⁷. » En février, le Jury d'instruction, recrutant les maîtres, reconnaît leur patriotisme,

¹³ A. D. Ain, Doc. Riboud, vol. VI, pièce 54.

¹⁴ LAKANAL, *Rapport du 26 frimaire an III* (16 déc. 1794) (J. GUILLAUME, P.-V. du Comité, V, p. 299-309), p. 303.

¹⁵ A. D. R. 1 L 460, Suppl. au Bull. Convention nat., 28 brumaire an III (18 nov. 1794).

¹⁶ Extrait du registre du Directoire du District de Belley, 25 frimaire an III (15 déc. 1794) (Belley, Kindelem, 1794, in-4°, 11 p.).

¹⁷ A. N., F1 C III, Rhône 5, Rapports de nivôse an III (déc. 1794) et de pluviôse an III (janv. 1795).

mais aussi leur médiocrité. « Les traitements que la loi leur attribue sont trop modiques et trop en dessous des besoins journaliers pour qu'ils s'adonnent uniquement à cet objet essentiel et, jusqu'à ce jour, trop négligé ¹⁸. » Partout surgissaient des incidents. En Bresse, à Viriat, on suspend le maître d'école parce qu'il chante les Vêpres, puis on se ravise et on le laisse enseigner à condition qu'il utilise les manuels nationaux et n'aborde pas les sujets religieux. A Corveissiat, près de Bourg, on accuse l'instituteur d'avoir brûlé les livres patriotiques et d'enseigner le catéchisme. Arrêté, il déclare qu'il a agi à la demande de la population et que le maire lui a ordonné de détruire l'*Alphabet républicain*. Il n'est point démenti ¹⁹.

A Lyon, Charles Dupuis groupa les écoles en trois ensembles, au Collège Notre-Dame, chez les Dominicains et chez les Missionnaires de St-Joseph. Le Jury d'instruction proposa de désigner vingt instituteurs avec un traitement de deux mille cinq cents livres, et trente institutrices avec une rémunération de deux mille livres. Cette générosité dépassait les maxima prévus par la loi de brumaire an III, mais elle détournait les instituteurs de se livrer à d'autres besognes. Sur le tableau fourni en juin 1795, on reconnaît une douzaine de noms provenant de l'ancienne corporation. Le civisme, plus que les capacités, avait permis de distinguer les autres ²⁰.

Barère de Vieuxac signala les obstacles auxquels se heurtaient les administrateurs : pénurie de maîtres alliant la compétence au républicanisme, absence de manuels, rivalités locales, concurrence des écoles libres... Au dernier jour, la Convention vota une loi nouvelle et chargea le Directoire d'établir, vaille que vaille, un réseau d'écoles.

L'ex-oratorien Daunou rédigea la loi du 3 brumaire an IV qui resta la Charte de l'enseignement jusqu'aux décrets napoléoniens. Elle prévoit dans chaque canton, qui devient la cellule de base de l'organisation scolaire, une ou plusieurs écoles divisées en deux sections pour les garçons et les filles. L'Etat laisse aux autorités communales le soin d'aménager les classes, de choisir les jurys, de nommer les instituteurs... Il assure le logement, mais non le traitement qui sera constitué par l'écologie. Le programme se ramène à la lecture, l'écriture, le calcul et la morale républicaine. La Convention thermidorienne abandonnait ses ambitions. Guillaume voit dans le rejet de la gratuité et de l'obligation, « le témoignage de la déchéance intellectuelle et morale de la Convention », et Brunot parle d'abdication ²¹.

Même sous cette forme atténuée, les agents locaux ne parvinrent pas à exécuter la loi. Lyon n'accepta pas ces directives d'un gouvernement qu'il n'appréciait pas. Comme pour les fêtes, les autorités multiplièrent les recommandations pendant le premier Directoire. En novembre 1795, la municipalité rappela aux maîtres l'urgence d'une éducation civique. « C'est dans le premier âge qu'il faut jeter les germes du patriotisme et de l'amour de la liberté. Dans cette vue, la Convention

¹⁸ *Ib.*, F1 C III, Rhône 5, Etats du 8 ventôse an III (25 fév. 1795) et du 4 germinal an III (24 mars 1795).

¹⁹ E. DUBOIS, *La réaction thermidorienne*, V, ch. 23.

²⁰ Rapport du Jury d'instr., 30 messidor (18 juin 1795), in A. BONNEL, *Les écoles à Lyon*, 1891, p. 61-64.

²¹ J. GUILLAUME, *P.-V. du Comité*, VI, p. XXI et XXVIII. — F. BRUNOT, *Hist. de la langue*, IX, p. 319.

a fait un devoir d'entendre la lecture solennelle des lois les jours de décade. » En décembre, Bénézech s'efforça de stimuler les Administrations départementales. En mars 1796, Barbé-Marbois jeta l'alarme au Conseil des Anciens²².

D'autres difficultés provenaient de la question du local. La loi de l'an III prescrivait d'installer les écoles dans les presbytères; or, les ventes étaient amorcées. Presque partout, ces mesures donnèrent lieu à des contestations. L'Administration municipale de Beaujeu essaya, pendant toute l'année 1797, de faire annuler la cession de son collège; Tarare, qui avait loué la cure, parvint en 1798 à la faire réserver pour son école²³. Condrieu avait conservé le « Collège dit des Frères Ignorantins », où deux institutrices exerçaient encore. Un soumissionnaire voulut l'acquérir; pour l'écartier, la municipalité objecta, en décembre 1796, que la localité, comptant 4 200 habitants, devait d'après la loi du 27 brumaire an III organiser quatre écoles et, qu'à cet effet, le bien national présentait un intérêt capital. Un volumineux dossier se constitua sur ce litige. En 1798, la municipalité constate : « L'instruction est actuellement dans une stagnation désagréable. L'éducation est loin d'être soignée en ce moment. Il faut encourager les maîtres. Les instituteurs actuels sont bien loin de suffire à l'instruction. » Le fait est que les lettres écrites par les instituteurs sont, dans cet ensemble, les plus gauches. Après expertise et échange de vues avec l'Administration départementale, on s'adressa au ministre des Finances qui déclara que la loi du 3 brumaire an IV annulait la précédente, et qu'elle n'assignait pas expressément le presbytère aux écoles. Même affaire, plus compliquée dans les détails, à Châtillon-d'Azergues : la commune, dont la population excède 1 000 habitants, espère ouvrir une école; le ministre Ramel estime que la circulaire de juin 1796, retranchant des ventes les presbytères, ne permet pas de rejeter une soumission. Ville-sur-Jarnioux regrette aussi d'avoir cédé des locaux susceptibles d'abriter les classes²⁴.

C'est, semble-t-il, le cas le plus général. A Villié, Juliéna, Chambost-Longessaigne..., des soumissionnaires avaient tenté d'acheter les cures. Les Administrations municipales cherchèrent à suspendre les opérations. Ces démêlés retardèrent l'organisation des écoles et éloignèrent les candidats aux fonctions d'instituteurs. On devine, parfois, comme à Chiroubles, la suspicion des ruraux à l'égard de l'étranger; à Chessy, par fierté locale, la commune souhaite posséder son école, bien que n'atteignant pas le millier prescrit, parce que les Allemands qui travaillaient aux mines de cuivre sont partis depuis le déclenchement de la guerre. Parfois, les habitants empêchèrent, par la violence, l'acheteur de s'installer dans l'ancienne cure. L'esprit d'imitation intervint aussi : les pétitionnaires de Soucieu-en-Jarez l'avouent; ayant appris que d'autres communes gardent leur presbytère, ils veulent bénéficier

²² Circulaire du 6 frimaire (27 nov. 1795) citée par A. BONNEL, *Les écoles à Lyon...*, 1891, p. 65.

²³ A. D. R., 1 Q 1195, Beaujeu, Corresp. des 30 mai, 23 août, 1^{er} sept. 1797; — Tarare, Corresp. des 23 déc. 1797, 1^{er} juil. 1798, 18 sept. 1798.

²⁴ *Ib.*, Corresp. du 14 déc. 1796 au 8 juil. 1798. — Châtillon d'Azergues, Corresp. du 14 sept. 1796 au 7 mai 1798; — Ville-sur-Jarnioux, Corresp., du 13 janv. 1797 au 27 avril 1799.

de la même mesure²⁵. A Lyon, ces problèmes d'installation surgirent aussi : on chassa, en juillet 1797, une institutrice qui jouissait d'une « échoppe dépendant de la forge du pont dit de l'évêché » ; en janvier 1798, l'Administration départementale proposa « de la loger dans le bâtiment des Jacobins », où s'entassaient tous les services que la municipalité ne parvenait pas à caser ailleurs²⁶.

Ainsi, le Directoire, qui rêvait d'ériger partout des écoles communales, manquait de locaux, d'argent, de personnel. Le plus grave n'était pas là. Hanté par la crainte d'une infiltration catholique, il exigeait des maîtres le serment de haine à la royauté, la promesse d'une conduite civique et d'un enseignement dégagé de toute préoccupation religieuse. Les curés s'affirmèrent à la fois les adversaires et les rivaux d'un tel système. Les évêques constitutionnels défendirent le principe de l'école confessionnelle qui permettait au prêtre d'augmenter son influence et ses ressources. Leur seconde encyclique et le Concile de Paris établirent un plan d'écoles paroissiales. De leur côté, les réfractaires, profitant de l'article de la Constitution qui garantissait la liberté d'enseignement, fondèrent de nombreuses écoles. Linsolas étendit aux fidèles la sévérité, dont il entourait les prêtres soumis à sa juridiction. Sous peine d'être privé de sacrements, nul ne devait envoyer ses enfants à l'école publique. Il jeta l'interdit sur deux manuels remplis de venin anti-religieux : *Le catéchisme républicain*, par un sans-culotte français, et *Recueil d'hymnes civiques*, imprimé par ordre de la Commission temporaire de Commune-Affranchie²⁷. Les classes publiques demeuraient vides alors que le *Journal de Lyon* annonçait que l'auteur d'une grammaire donnait des leçons à domicile, qu'une maîtresse enseignait la broderie, qu'un maître de langue allemande prenait des pensionnaires²⁸...

Alarmé, le second Directoire fit inspecter les écoles particulières. En octobre 1797, Cayre rechercha des « citoyens recommandables par leurs vertus civiques et leur attachement à la République » pour contrôler l'enseignement élémentaire de tout le département. Au Jury, comprenant un juriconsulte, un commissaire des poudres et Gaspard Renaud, l'ancien vicaire général de Lamourette, la division de l'Ouest apparut comme le quartier latin de Lyon. Trente-deux instituteurs y exerçaient. Quinze d'entre eux enseignaient le latin et dirigeaient un pensionnat florissant. La plupart étaient âgés et avaient, en tout cas, dépassé la soixantaine. L'un s'avoue infirme ; un autre, ouvrier en soie, apprend à lire, écrire et compter ; l'une déclare ne pas savoir signer ! Le tableau complémentaire de février 1798 présente les mêmes notations : une maîtresse ne peut signer, un tisseur, un prêtre défroqué, un ci-devant Minime professent²⁹...

Une série de mesures visa à accorder des privilèges aux écoles placées sous la direction des jurys départementaux et ébaucha un

²⁵ *Ib.*, Dossiers de Villié (16 nov. 1797-13 juil. 1799), de Juliéas (23 nov. 1797), Chambost (20 mai 1796-7 déc. 1797), Chiroubles (29 nov.-11 déc. 1796), Chessy (6 brumaire an V, 27 oct. 1796).

²⁶ A. BONNEL, *Les écoles à Lyon*, 1891, p. 68.

²⁷ J.-B. VANEL, *Les mémoires de Linsolas*, 1910, p. 25.

²⁸ *Journal de Lyon*, 13 floréal an III (2 mai 1795), 21 frimaire an IV (12 déc. 1795), 18 et 19 nivôse an V (9 et 10 janv. 1797).

²⁹ Déclarations des 18 brumaire an VI (9 nov. 1797) et 11 pluviôse an VI (2 fév. 1798) citées par A. BONNEL, *Les écoles à Lyon*, 1891, p. 72-75.

régime préférentiel, préfigurant celui du monopole. Un arrêté en novembre 1797 contraignit les fonctionnaires à envoyer leurs enfants dans ces classes. Le ministre de l'Intérieur manda, en décembre, aux Administrations départementales, de défendre les écoles républicaines auprès de « ceux qu'un reste des préjugés de la première éducation attache encore aux idées religieuses ». Si l'enseignement demeure étranger aux cultes, la morale doit se fonder « sur les notions si simples et presque innées en nous, du juste et de l'injuste, et sur ce principe si évident de ne rien faire aux autres de ce que nous ne voudrions pas que l'on nous fit à nous-mêmes ». Ainsi Letourneux, proclamant la neutralité scolaire, préconisait la morale sociale, reconnue par les philosophes du XVIII^e siècle. Il prescrivait, à la fin de sa circulaire, de contrôler les maisons d'éducation tenues par des particuliers³⁰.

« Le texte le plus important, que le Directoire ait publié en matière scolaire », fut l'arrêté du 5 février 1798³¹. Il enjoint « d'exercer une surveillance très rigoureuse sur l'enseignement donné dans les établissements libres ». Cette mission incombe aux Administrations municipales, mais un membre du Jury et le Commissaire du Directoire, agent du pouvoir central, participent aux visites mensuelles. Elles doivent noter si l'on commente la Déclaration des Droits, si l'on assiste aux fêtes décadaires, si l'on s'honore du nom de citoyen, si l'on se préoccupe de la santé des élèves, si les moyens de discipline ne tendent pas à avilir le caractère, si l'on emploie les manuels recommandés par la Convention « destinés à combattre le souffle empoisonné de l'erreux »³².

En une longue circulaire, l'Administration centrale du Rhône justifia ce contrôle. « Dans les maisons particulières, des maîtres inciviques, flattant tous les vieux préjugés, dépréciant les institutions républicaines, attirent et corrompent la jeunesse. » La Constitution, qui reconnaît le principe de la liberté d'enseignement, autorise la surveillance des professions qui touchent aux mœurs publiques. Oublieux de leur origine, ces Lyonnais, élèves des Oratoriens, affirment la permanence de l'empreinte scolaire. « N'est-ce pas dans les premiers instants que se développent les germes des vices et des vertus ? Les impressions reçues dans l'enfance ne restent-elles pas gravées profondément dans le cœur de l'homme ? N'influent-elles pas puissamment sur tout le cours de sa vie ? » Formant les citoyens, l'instituteur exerce une véritable magistrature : « Quelle honte d'entendre nos enfants, nés au sein de la gloire et de la liberté, bégayer les axiomes de l'esclavage !... On asservit leur intelligence au royalisme et à la superstition. » Les Lyonnais reprochaient naguère aux collèges de socialiser l'enfant aux dépens des individualités. Ils souhaitent maintenant une « école unique » pour modeler l'âme française. L'éducation en commun garantit la liberté des peuples. « Il n'y aura jamais de vraie république sans éducation uniforme³³. »

En mars, une circulaire de Letourneux reprit les recommandations relatives aux écoles privées, dont « la coupable prospérité semble

³⁰ G. RIGAULT, *Hist. de l'Institut des Frères*, III, p. 381-382.

³¹ L. GRIMAUD, *Hist. de la liberté d'enseignement*, II, p. 345.

³² A. D. R., T 1, Arrêté du Directoire exécutif, 17 pluviôse an VI (5 fév. 1798).

³³ A. M. L., I 123, Adresse concernant la surveillance des établissements particuliers d'éducation, 7 ventôse an VI (25 fév. 1798), f° 109-110.

croître en raison de la perversité des maximes qu'y reçoit la jeunesse ». Le ministre insiste sur le choix des manuels, trop souvent représentés par des *Heures*, sur l'observation des fêtes républicaines, sur l'emploi du titre de citoyen³⁴. La querelle scolaire, qui devait demeurer un des éléments capitaux de la vie sociale française, transparaît dans tous les rapports administratifs : « Les maisons particulières d'éducation font un mal incroyable : il est impossible d'y faire pénétrer les formes constitutionnelles. » La République doit s'emparer de la formation des jeunes citoyens, ou tout au moins soumettre les instituteurs à des obligations garantissant leur civisme. « L'instruction publique est de toutes les branches de l'administration celle qui semble, pour l'affermissement de la République, exiger une amélioration plus prompte. » Elle est « presque nulle » dans les campagnes, où on la confie à « un maître routinier et pédantesque qui se borne aux premiers éléments de la lecture, ou à un prêtre sermenté qui conserve encore la rouille d'anciens préjugés et qui, souvent, végète dans le besoin ». Le rédacteur, s'inspirant du rapport rédigé par Luminais, dénonce le culte clandestin : « Quelquefois, un ministre insoumis se glisse dans l'intérieur des chaudières et y sème, dans l'ombre, les germes d'une haine terrible pour le gouvernement républicain. » A Lyon, « 20 000 pères de famille sont chargés d'enfants que la misère leur empêche d'élever soigneusement. Ceux à qui leur position permet de légers sacrifices les envoient croupir sur les bancs d'une misérable école, où il serait encore bien heureux qu'ils n'apprirent rien »³⁵.

Sur la suggestion du ministre de l'Intérieur, transmise par sa lettre du 7 mars 1798, les conseillers municipaux, le Commissaire du Directoire, le Jury d'instruction inspectèrent les classes. Ils demandèrent aux instituteurs et aux institutrices de se conformer aux vues officielles, alertèrent les parents et indiquèrent « les livres élémentaires propres à inspirer aux dits élèves les principes et l'amour du républicanisme ». Dans l'arrondissement de l'Ouest, trente-cinq écoles fonctionnaient. En cette époque de confusion, des vieillards ou des ouvriers en détresse s'improvisaient instituteurs. D'autres attendaient, en vain, leur rétribution. Des ex-sœurs Saint-Charles, « empressées de seconder les vues du gouvernement sur l'instruction publique, n'opèrent pas tout le bien qu'elles se proposent, n'étant pas payées depuis un an et demi, et n'ayant pour élèves que les pauvres de l'un et de l'autre sexe ». Deux maîtresses, installées au claustral des Chazeaux, « ont été forcées de renvoyer leurs élèves, n'étant pas payées depuis plus de deux ans ».

La plupart des mentions se rapportent à l'esprit des maîtres. Barthélémy Thévenin, ex-frère des Ecoles chrétiennes, avoua que, jusqu'à ce jour, il avait élevé ses écoliers dans les principes d'Ancien Régime, leur intimant cependant d'être soumis aux autorités constituées. Il ajouta que sa faible santé l'incitait à abandonner ses fonctions. Beaucoup ne manifestèrent pas cette franchise et promirent à l'avenir de modifier leurs leçons. L'un d'eux possédait, comme palladium, trois exemplaires de la Constitution de l'an III. Des ex-religieuses firent attendre longtemps avant d'ouvrir, sans doute pour dissimuler des

³⁴ Circulaire du 17 ventôse an VI (7 mars 1798), citée par L. GRIMAUD, *op. cit.*, p. 346.

³⁵ A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation du départ. du Rhône, prairial an VI (mai 1798).

signes interdits. Dans l'ensemble, ces congréganistes connaissaient le succès. Au contraire, les directoriaux zélés perdaient leur clientèle. Les visiteurs citent un cas unique de pension républicaine florissante ³⁶.

Les rapports de la division du Nord, établis en mai, puis en juillet, sont plus élogieux. Les maîtres exhibent la Déclaration des Droits, qui sert de livre de lecture. Il semblerait que les écoles du centre urbain fussent moins suspectes que celles de la rive droite de la Saône; mais il faut tenir compte de la date. Le ministre ayant demandé, le 27 juin, de désigner les instituteurs qui méritaient des récompenses ou des sanctions, les administrateurs recopièrent leur rapport en développant les appréciations flatteuses : « Nous voyons avec satisfaction qu'aux préjugés scolastiques succèdent enfin les principes de la Raison ³⁷. »

Le Commissaire du Directoire ne partagea point cette bienveillance, et son rapport au ministre de l'Intérieur dénonce le mauvais esprit lyonnais qu'il attribue à l'école. Il propose de ne pas la laisser « dans des mains aussi perfides », si l'on veut « la rendre nationale ». A la campagne, quand les écoles existent, elles sont confiées à des prêtres sermentés « dont la morale, il faut en convenir, ne se trouve pas en rapport avec la Constitution de l'an III. Une partie des enfants s'y rendent. Les autres sont instruits par des maîtres ignorants et routiniers ou, ce qui est pis encore, par des prêtres fanatiques qui font passer dans l'âme de leurs élèves le venin de leurs maximes » ³⁸.

François de Neufchâteau convia les élèves à participer aux cérémonies décadaires « pour y réciter en public des morceaux de morale et des maximes républicaines ». Peine perdue. Les rapports du Commissaire demeurent aussi alarmants. « Si l'on excepte les commerçants, dit celui de septembre 1798, Lyon ne renferme que des citoyens avilis par la misère ou enorgueillis par de fastueuses richesses... Une ignorance funeste contraste singulièrement avec la fertilité du sol, l'étendue des ressources, la population, le commerce et les richesses. Il y a peu d'hommes éclairés... Il n'y faut point chercher cet amour pour les sciences et les arts qui contribue si puissamment à la découverte des vérités politiques et morales. » Le remède réside dans l'uniformité de l'éducation qui « fera disparaître ces distinctions chimériques inventées par l'orgueil pour réserver à des classes privilégiées le bonheur et la lumière ». Sévère pour ses compatriotes, Allard établit un lien entre le genre de vie et le degré d'instruction. « Les riches consacrent ordinairement à la culture des arts, à la recherche du plaisir exclusif et à la découverte des besoins du luxe », tous leurs loisirs et deviennent « voluptueux, efféminés, corrompus... L'artisan, obligé de chercher dans un travail pénible et continuels les moyens de nourrir sa famille, ne saurait donner aucun de ses moments au développement de ses facultés intellectuelles. Il sera donc ignorant, crédule, superstitieux ». De là, le dilemme. « Il ne faudra pas parler au riche le langage d'une raison austère qui ne se nourrit que de sacrifices. Il ne faudra pas faire entendre au pauvre la voix d'une philosophie éclairée qui foule aux

³⁶ Rapport du 22 floréal an VI (11 mai 1798), in A. BONNEL, *op. cit.*, p. 76-79.

³⁷ Rapports d'inspection des 12 floréal an VI (1^{er} mai 1798), 21 messidor (16 juil.), 8 thermidor (26 juil. 1798), in A. BONNEL, *op. cit.*, 81-84.

³⁸ A. N., F1 C III, Rhône 5, Rapport du 12 fructidor an VI (29 août 1798).

pieds les erreurs les plus accréditées. A coup sûr, on révolterait l'un et l'on ne serait point entendu de l'autre ³⁹. »

Allard réitéra ses doléances en novembre. « Les bons citoyens attendent avec impatience » l'organisation de l'Instruction publique afin de détruire les préjugés et de permettre à la jeune génération de puiser, « dans de véritables lumières, un préservatif contre les vices de l'éducation domestique ». Les écoles primaires manquent presque partout, faute d'élèves ou faute de crédits. « Dans les campagnes, l'ignorance, bien loin de se dissiper, fait peut-être de nouveaux progrès », et il est impossible de faire comprendre « la beauté et l'utilité de la Constitution de l'an III ». Pis que cela. Les adversaires du régime saisissent ce prétexte pour discréditer les institutions républicaines. « Ils disent adroitement que l'éducation est négligée, que le gouvernement ne fait rien pour l'instruction des citoyens, que l'ignorance, dans laquelle ils croupiront désormais, ouvre une porte à l'immoralité et aux désordres domestiques. » Ils parviennent à faire regretter « le règne odieux du despotisme monarchique et sacerdotal ».

Cette carence contribua à assurer le succès des soixante-dix pensionnats. L'Administration procéda aux visites inopinées, prescrites par l'arrêté du 17 pluviôse; « mais les professeurs, accoutumés à cette mesure, savent très bien prendre des précautions pour en éluder l'effet : ils font la leçon à leurs élèves, et tout est si bien combiné que lorsque les commissaires paraissent, on substitue aussitôt le mot de *citoyen* à celui de *Monsieur* et on récite froidement quelques articles des droits et devoirs du citoyen... ». L'Administration ferma trois de ces « écoles de royalisme ou tout au moins de fanatisme »; malheureusement, les maîtres avaient des « lumières », et « leurs élèves seront confiés à d'autres professeurs peut-être aussi inciviques ». Le mois suivant, Allard répète que « les écoles primaires ne sont en activité nulle part » et que les maisons d'éducation, comme le cours d'instruction privé qui occupe l'appartement d'Imbert-Colomès, combattent la République ⁴⁰.

Dans cette lutte tantôt sourde, tantôt ouverte qui se livrait autour de l'école, les adversaires du Directoire l'emportaient à la fin de 1798. Allard suggéra au gouvernement d'engager des citoyens, « patriotes et éclairés », à former des établissements où l'instruction serait républicanisée. Une pointe d'amertume transparait dans le laconisme des réponses mensuelles. « Cette partie importante de la législation est bien loin de la hauteur qu'elle doit avoir pour l'affermissement de nos institutions. » A la fin du mois de mai : « Il en est de l'instruction comme des autres institutions constitutionnelles : on s'en joue. Les trois quarts des citoyens suivent l'ancienne routine et sont des esclaves sous un gouvernement qui veut des citoyens ⁴¹. »

Bien que l'Administration municipale s'efforçât d'encourager les maîtres zélés, les successeurs d'Allard se montrèrent aussi inquiets et jugèrent les maisons particulières inciviques et la surveillance relâchée. En juillet 1799, Jantet estimait que l'instruction se trouvait dans « l'état

³⁹ A. N., F1 C III, Rhône 5, Rapport du Commissaire du Directoire du 8 vendémiaire an VII (29 sept. 1798).

⁴⁰ *Ib.*, Rapports du 8 frimaire an VII (28 nov. 1798) et du 11 nivôse an VII (31 déc. 1798).

⁴¹ *Ib.*, Rapports du 11 pluviôse an VII (30 janv. 1799). du 11 ventôse (1^{er} mars 1799), du 9 germinal (29 mai 1799).

le plus déplorable » : peu d'écoles primaires et beaucoup d'institutions qui font de chaque élève un ennemi du gouvernement ⁴².

Malgré le serment de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III, imposé en 1799, l'instruction échappait aux dirigeants, à la faveur de la dernière réaction antijacobine. Parfois, les administrateurs, pour ne pas se priver de concours compétents, fermaient les yeux sur les sentiments politiques. On tournait les lois et on frondait un pouvoir dont les tares excitaient le mépris. Le rapporteur du Comité de l'Instruction publique aux Cinq-Cents le confessa : « Les premières écoles n'existent encore que dans quelques points de la République ⁴³. » Avec les sursauts d'énergie des faibles, le Directoire songea à s'acheminer vers un monopole éducatif. Croyant dispenser des principes d'union et de concorde, il envisagea de rendre l'instruction commune en retirant aux prêtres le droit d'enseigner et en réglementant la liberté d'enseignement. Luminais et Dulaure tentèrent d'imposer une instruction uniforme et obligatoire ⁴⁴.

Le coup d'état retarda l'exécution de ces mesures. A cette époque, l'instruction publique demeurait dans un état de délabrement général. L'Administration départementale incriminait l'imperfection des méthodes et le nombre réduit des instituteurs. A peine trouvait-on une école dans la moitié des cantons. La concurrence des précepteurs et des entreprises privées réduisait la rétribution scolaire. Les membres des jurys d'instruction démissionnaient et les arrêtés directoriaux tombaient dans l'oubli. Une circulaire, en décembre 1799, rappela aux pères de famille la nécessité d'instruire leurs enfants... Sur ce point, la stabilisation ne s'opérait pas encore ⁴⁵.

2. L'ORGANISATION DE L'ÉCOLE CENTRALE

A l'égard de l'instruction secondaire, les idéologues, siégeant à la Convention, n'abandonnèrent pas leurs espoirs. Le 16 décembre 1794, Lakanal présenta son rapport sur les Ecoles centrales. « Rien, en un mot, déclara-t-il, de ce qui a quelque degré d'utilité publique, ne doit être négligé dans notre système d'instruction gratuite » : l'étude du latin et du grec enrichit des trésors de l'Antiquité, les langues principales de l'univers moderne permettent de rectifier nos idées, l'agriculture, le commerce, les arts et métiers doivent être enseignés, comme cela se fait en Angleterre... Enseignement tourné vers la vie, importance de l'éducation sensorielle, école en liaison avec l'évolution économique, orientation et meilleur emploi des talents, ces caractéristiques du nouvel

⁴² A. D. R., 1 L 436, Délib. de l'Administration munic., 24 ventôse an VII (14 mars 1799). — A. N., F1 C III, Rhône 5, Compte moral du Commissaire du 9 floréal an VII (21 avril 1799); Situation polit. et morale du départ. du Rhône, 7 thermidor an VII (25 juil. 1799).

⁴³ *Moniteur*, 20 brumaire an VII (10 nov. 1798).

⁴⁴ *Moniteur*, 5 ventôse an VII (23 fév. 1799), p. 636.

⁴⁵ A. N., F1 C III, Rhône 5, C.-R. par l'Administration centrale, 8 floréal an VIII (28 avril 1800).

enseignement représentent l'héritage du mouvement philosophique du siècle.

La loi du 25 février 1795 homologua ces tendances. Elle prévoit une Ecole centrale pour 300 000 habitants avec quatorze professeurs enseignant en français de nombreuses matières, comme la méthode des sciences, l'analyse des sensations, l'histoire philosophique des peuples... Quand elle discuta le projet de constitution, l'assemblée revint sur sa décision. Le temps passait. En octobre 1795, Daunou déposa son projet qui devint la loi du 3 brumaire an IV. Elle institue une Ecole centrale par département; l'enseignement comprend dix disciplines groupées en trois sections. Dans ce texte, on reconnaît les apports de multiples plans présentés à la Convention; on devine aussi le désir d'achever la tâche; la période de tâtonnements se terminait; les conventionnels en mission avaient rendu compte des difficultés d'exécution et la loi de brumaire est moins ambitieuse que celle de ventôse. La proportion des écoles est réduite; la loi de l'an III avait prévu des établissements techniques et professionnels, la loi de l'an IV élimine ce qui était ou trop technique (hygiène, agriculture, commerce) ou trop spéculatif (logique, histoire philosophique). Ces écoles offrent un ensemble de cours variés, spécialisés, entre lesquels chacun peut choisir. Pour la première fois apparaissait en France, d'une manière nette, un enseignement secondaire scientifique, laïque, basé sur l'externat et la liberté d'option. Les grandes lignes étant tracées par la loi, les Administrations purent édicter les règlements nécessaires; les Ecoles centrales furent ainsi des écoles départementales qui gardèrent leur cachet particulier, leur physionomie propre, leur goût du terroir ⁴⁶.

Pour assurer la prompte réalisation de ses vues, la Convention avait envoyé, dès le printemps 1795, cinq représentants en mission : à Lyon, Dupuis nomma en juin les membres du Jury d'instruction, mais sa mission fut de courte durée; la Convention suspendit l'appropriation des bâtiments affectés aux Ecoles centrales. Après le vote de la loi de brumaire, le Jury choisit ses professeurs; à la fin de l'année 1795, le personnel est donc recruté. En mai 1796, l'Administration songe « à mettre en activité l'Ecole centrale » : quelques jours plus tard, le ministre de l'Intérieur écrit à l'Administration du Rhône : « Vous m'avez dit que le Jury et les professeurs de votre Ecole centrale étaient nommés. Les vœux de vos administrés sollicitent avec instance cet établissement. Je vous invite à l'accélérer par tous les moyens qui sont en votre pouvoir. » Il faut cependant attendre le 31 août pour que l'Administration approuve la liste des professeurs. En septembre seulement, elle convoque le Jury par une lettre qui débute ainsi : « Des obstacles sans nombre ont retardé jusqu'à ce jour l'organisation de l'Ecole centrale ⁴⁷. » Il s'agit du local.

En juin 1796, le Conseil des Cinq-Cents décida de placer les Ecoles centrales dans les bâtiments des anciens collèges ou, à défaut, dans un autre lieu désigné par l'Administration. Depuis la fin du siège, les soldats occupaient le Grand Collège. L'Ecole fut installée provisoirement au Palais Saint-Pierre, qui ne présentait aucune commodité pour l'enseignement. Un arrêté du 20 septembre pria encore Gilibert de meubler

⁴⁶ A. TROUX, *L'Ecole centrale du Doubs*, 1926, p. 9.

⁴⁷ A. D. R., 1 L 1066, P.-V. de nomination, 7 déc. 1795; lettre de l'Administration, 12 sept. 1796.

les salles destinées aux leçons publiques. L'inauguration datait de la veille !

La solennité eut lieu dans la Bibliothèque du Grand Collège, sous la présidence de l'Administration départementale. En ouvrant la séance, le président rappela que les membres du Jury, « choisis parmi les citoyens les plus recommandables », avaient eux-mêmes recruté des professeurs, ayant « depuis longtemps obtenu la confiance publique par leurs talents et leurs vertus ». Bruyset déplora la décadence des sciences et des lettres et célébra le gouvernement sage et éclairé. Béranger, professeur d'éloquence, était chargé de lire le rapport de Fourcroy sur l'instruction publique, mais cet « orateur brillant, qui avait déjà illustré l'Institut national de Lyon par ses leçons riches de génie et d'imagination », fit précéder sa lecture d'un préambule analytique, puis d'un tableau du vandalisme, et termina en donnant un aperçu des leçons qu'il se proposait de développer ⁴⁸.

« Les sciences et les arts peuvent-ils contribuer au bonheur et à la sûreté d'un peuple républicain ? », tel fut le thème choisi par Gilibert, professeur d'histoire naturelle. Après avoir vanté les succès militaires du Directoire, il circonscrit sa discussion : « Il ne s'agit pas d'examiner si l'immoralité et la corruption des mœurs est toujours proportionnelle aux progrès des sciences et des arts », donc de discuter le paradoxe de Rousseau, mais de démontrer « qu'un peuple ignorant perdra ses droits et sa liberté, s'il est sérieusement attaqué par les souverains voisins plus instruits ». L'exemple du partage de la Pologne vient à l'appui de la thèse, et les allusions politiques se mêlent aux arguments : la délégation de la souveraineté et le machiavélisme des élus imposent une éducation nationale, sinon la République sombrera dans la tyrannie; l'orateur évoque la Terreur et « le colosse soufflé qui épouvantait la France, mais dont le tissu était fragile ». Pour comprimer les factions aristocratique et montagnarde, il faut éclairer le peuple, car les luttes civiles résultent de l'ignorance. D'ailleurs, toutes les professions exigent de l'instruction, en particulier celle de « dessinateur, l'âme de nos plus brillantes fabriques ». Les Ecoles centrales fourniront ces cadres de la société, et Gilibert précise l'utilité de chaque discipline, en accordant à sa propre spécialité la part du lion.

Ce discours rappelle celui de l'inauguration de l'Institut, mais il contient plus de réflexions politiques. L'optimisme commence à s'atténuer : le fondement du bonheur sur les sciences fait place à l'urgence de l'éducation pour sauvegarder la démocratie. « Enfin, nous avons une Ecole centrale », dit le *Journal de Lyon*, qui évoque ainsi la cérémonie : « Le secrétaire du Département, Guigoud, a lu la loi sur les Ecoles centrales : silence; et l'affiche de l'inauguration : sommeil »; l'allocution de Bruyset sur les « sublimes fonctions de professeur » souleva les applaudissements; de même, les propos de Béranger sur « le hideux vandalisme »; Gilibert exposa les bienfaits d'une instruction populaire : « grande économie d'applaudissements, attendu qu'il aurait dû plutôt discourir sur la nécessité de la mettre en activité ».

Nommés depuis un an, les professeurs n'enseignaient toujours pas et Pelzin plaignait « la jeunesse affamée errant autour des collèges et des bibliothèques et n'y voyant que des corps de garde, des hangars et des charretiers ». Elle attendait du travail, mais « avec quelques siècles de

⁴⁸ *Ib.*, 1 L 119*. f° 186-187, Inauguration de l'Ecole centrale, 19 sept. 1796.

patience, tout renaît, tout change de nom, tout se rétablit dans le cercle vicieux des révolutions »⁴⁹...

Le 21 septembre 1796, à la ci-devant abbaye Saint-Pierre, les professeurs commentèrent leurs programmes. Le président du Jury, Collomb, remercia l'Administration pour son zèle à former cet établissement destiné à « ranimer l'industrie et le commerce »; Béranger, chargé du discours d'apparat, définît le rôle de l'institution : « Embrasser et réunir tout ce qui peut perfectionner l'homme de la nature et l'homme social », car « la vraie liberté vit d'instruction »; il flétrit « le sauvage règne de l'ignorance et les tragiques saturnales de la Terreur », traça l'esquisse d'une fête de l'Eloquence qu'il espérait voir renaître, annonça le schéma de son cours, se perdit dans les prosopopées et les exhortations... Quand ses collègues voulurent exposer l'objet de leur enseignement, « l'heure dinatoire avait éclairci la salle ». La séance fut levée, faute d'auditeurs, et les discours restèrent en portefeuille⁵⁰.

Une « fureur de décentralisation », selon l'expression d'Albert Malet, sévit alors dans l'administration scolaire. Le pouvoir exécutif n'exerça qu'un contrôle lointain et la gestion demeura, sans surveillance effective, entre les mains des autorités départementales. Il n'existait aucun organe capable de s'élever au-dessus des rivalités locales, aucun chef d'établissement responsable; l'administration s'éparpilla entre plusieurs organismes de compétence imprécise : Bureau de l'Ecole, Jury d'instruction, Administration départementale...

Dans certaines écoles, comme celle de la Meurthe, les professeurs s'assemblèrent régulièrement. Dans le Rhône, le règlement prévoyait aussi un Conseil de l'Ecole « pour conférer sur des objets de science et d'éducation »; le Bureau se substitua à ce Conseil. Comprenant trois professeurs, il contrôlait la population scolaire, gérât les collections, soumettait au Jury le programme des cérémonies... Ce « Directoire », selon la formule à la mode, remplissait les fonctions d'un chef d'établissement; il paraît avoir accompli consciencieusement sa tâche; ses membres, âgés et compétents, furent aidés par leur pratique de l'enseignement et les professeurs surent éviter par leur vote une dangereuse instabilité de direction; Gilibert fait figure de directeur et donna à l'Ecole une marque personnelle.

Le Jury d'instruction était l'organe essentiel. Créé par la loi de ventôse, il fut nommé par l'Administration départementale, ce qui accusa la décentralisation. Toujours surchargée de besognes, parfois incompétente, l'Administration ne pouvait s'occuper de tous les détails de l'enseignement; le Jury fut à la fois son auxiliaire et son conseil technique : il proposa à son approbation la liste des professeurs, le règlement intérieur, et lui adressa un rapport annuel sur la marche de l'Ecole. Le Conseil général du Rhône souhaita une organisation plus ferme, avec un Jury comptant sept membres et doté d'une plus large autorité⁵¹.

Les jurés n'étaient pas fonctionnaires, et on a pensé qu'ils étaient choisis « non d'après leur compétence, mais d'après leurs antécédents politiques ». A Lyon, le choix fut satisfaisant : Loyer resta au Jury de l'an V à l'an IX, Jean-Marie Bruyset était administrateur de la munici-

⁴⁹ *Journal de Lyon*, 20 sept., 15 nov. 1796.

⁵⁰ Ouverture des cours..., 1797.

⁵¹ A. D. R., N, Registre du Conseil général, 25 germinal an X (15 avril 1802).

palité du Nord, Collomb, électeur du Département, abandonna sa charge de juré à la fin de la première année, et Périsset-Duluc fut promu; la lettre de l'Administration, transmettant sa nomination, lui demande d'apporter dans l'exercice de son emploi « ce zèle républicain qui convient surtout à un représentant de l'Instruction publique »; ancien constituant, membre du Club des Feuillants, rédacteur de la Constitution, il était administrateur de l'Hôpital de la Charité et conseiller général. Le médecin Willermoz succéda à Bruyset en 1798, mais il succomba l'année suivante, et son confrère Petetin, conseiller général, le relaya. C'est encore un conseiller général, Noyel, qui remplaça Périsset-Duluc, décédé en 1800⁵².

Tous méritèrent des félicitations. Le préfet leur adressa en 1800 un « témoignage de confiance », et ils promirent de « seconder ses vues bienfaisantes ». En 1802, un arrêté des Consuls prescrivit de renouveler les Jurys d'instruction; le préfet Najac désigna Laurencin, membre de l'Institut, Cozzon, président du Tribunal criminel, et Jean-Marie Bruyset; mais il remercia Petetin, Loyer et Noyel : « C'est l'exécution seule d'un ordre qui a fait passer en d'autres mains les fonctions honorables dont vous étiez dignes sous tous les rapports et que vous avez remplies avec autant de soin que de succès⁵³. » Ces notables, que l'on retrouve dans les sociétés locales, furent les agents d'exécution de l'Administration départementale.

Composée de sept membres élus et d'un commissaire du Directoire exécutif, elle succéda, en l'an III, aux Directoires départementaux. Parmi ses attributions, elle compta d'importantes prérogatives scolaires: nomination des professeurs, ordonnancement des dépenses, organisation des cours. Elle exerça une véritable tutelle, par l'intermédiaire du Jury, sur l'Ecole centrale.

Le commissaire, siégeant à l'Administration, établissait la liaison entre elle et le ministre de l'Intérieur. En fait, son contrôle resta nominal et, pour ainsi dire, nul. Les ministres se contentèrent de solliciter des renseignements, de stimuler le zèle des professeurs, d'orienter leur activité. Le ton de leurs circulaires révèle l'impuissance du pouvoir central. L'exemple de François de Neufchâteau est, à cet égard, caractéristique : dans ses lettres, il fait appel au bon cœur, à la conscience, à la bonne volonté de ses administrés, et ses exhortations sont parfois touchantes. Quant à la Commission et au Conseil de l'Instruction publique, leur rôle fut vague et restreint.

Pour alléger le budget général, les dépenses scolaires passèrent à la charge de l'Administration locale qui vécut d'expédients. En 1798, un rapport du Jury se termine ainsi : « Le Jury n'a qu'un vœu à formuler, mais il est d'une telle importance que si le Jury n'avait une confiance absolue en la sagesse paternelle du gouvernement, il ne pourrait qu'appréhender la décadence impossible de l'Ecole centrale de Lyon. Les professeurs, gens de lettres, presque tous pères de famille et sans fortune, se trouvant ordinairement arriérés de leurs honoraires, manquent de ressources les plus nécessaires⁵⁴. »

Après la création du Conseil général, le budget de l'Ecole est mieux connu : en 1800, le projet de dépenses dépassa 50 000 francs, soit un

⁵² *Ib.*, 1 L 1068, Lettres des 15 août, 16 et 17 nov. 1797.

⁵³ *Ib.*, T 261, Lettres du 2 déc. 1801 et du 5 avril 1802.

⁵⁴ *Ib.*, 1 L 1067, Rapport du 3 prairial an VI (22 mai 1798).

septième du budget général, et le rapporteur conclut : « Les Ecoles centrales coûtent exorbitamment ! » Il est vrai que celle du Rhône, avec ses chaires supplémentaires et ses organes annexes, coûta beaucoup plus que certaines autres. La loi de brumaire prévoyait une rétribution, versée par les élèves, destinée aux professeurs. Le premier règlement la réduisit à vingt francs, mais un « très petit nombre » voulut bien payer cette somme, et les professeurs convinrent d'en consacrer le produit à la distribution des prix. Le règlement définitif la supprima : un rapport de l'an VI déclare que, « n'ayant pas les moyens de la faire acquitter, l'Ecole a pris le parti d'y renoncer » ⁵⁵.

L'installation matérielle d'un établissement scolaire a son importance pour la bonne marche des études; l'Administration voulut réserver l'abbaye de Saint-Pierre aux services publics; mais le représentant demanda de ne pas vendre le Grand Collège, qui devait abriter l'Ecole, et la ville chargea Jacques Forobert de préparer, en avril 1796, les classes. Le ministre des Finances accepta de superséder aux ventes et conseilla d'occuper les parties du Collège non utilisées par les troupes. La municipalité du Midi ordonna à toutes les personnes logées au collège de quitter leurs appartements, mais la mesure était délicate à exécuter, et chaque locataire sollicita des sursis. Allard insista pour obtenir l'abbaye : « Tous les professeurs de notre Ecole centrale témoignent également le zèle le plus ardent d'entrer en pleines fonctions, et nous avons lieu de nous persuader que, par leurs talents et le patriotisme dont ils sont animés, ils concourront tous à former l'esprit public et à consolider l'amour et le zèle républicains. » Le ministre de l'Intérieur consentit, « si vraiment ce local est, comme ils le prétendent, très propre à l'Instruction publique et surtout à l'étude des arts, qu'il est très important de revivifier dans cette commune » ⁵⁶.

En réalité, il ne convenait guère à l'enseignement et certaines salles étaient très délabrées. L'Administration centrale reconnut qu'il fallait « asseoir un établissement nouveau dans un local non approprié à cet objet, et ce, dans l'espace d'une décade ». A la fin de la première année de fonctionnement, en septembre 1797, elle demanda au ministre de la Guerre l'évacuation du Collège. Le commissaire de la Division militaire informa l'Administration que le collège allait être libéré; l'Administration fixa sans délai une rencontre pour dresser le procès-verbal de l'état des bâtiments et offrit le monastère de la Visitation comme magasin militaire. Malgré ces efforts, l'opération ne se fit pas ⁵⁷.

On promit, la troisième année, la libération partielle du Collège. L'empressement des administrateurs et la joie des professeurs contrastent avec la carence des militaires. En mars 1799, le commissaire réclame de l'aide, des concours et même des fonds pour entreprendre l'évacuation. A la fin de l'année scolaire, en août, les professeurs tentèrent une nouvelle démarche : une partie du collège est à leur disposition, mais il abrite encore des locataires, des soldats, « des fonderies et des établissements particuliers évidemment nuisibles par leur proximité » ;

⁵⁵ *Ib.*, 1 L 1067, Lettre de l'Administration départ., 24 ventôse an VI (14 mars 1798).

⁵⁶ A. N., F 17A, 1286, Lettre de l'Administration départ. du Rhône, 17 sept. 1796.

⁵⁷ A. D. R., 1 L 1067, Lettres et états du 9 nov., du 9 déc. 1796, du 13 fév., du 29 sept. 1797, du 25 mars 1799.

les professeurs demandent « la remise totale des bâtiments composant le dit collège » et l'exécution immédiate de réparations. Tous gardent espoir et indiquent les aménagements des salles, où « ils ont le désir de faire ensemble l'ouverture de leurs cours; ils veulent donner à la discipline extérieure de leur école une régularité stricte que ne saurait comporter un local provisoire, comme celui de Saint-Pierre »⁵⁸.

Malgré leur impatience, la rentrée de l'an VIII se fit à la ci-devant abbaye, et il devait en être ainsi jusqu'à la disparition de l'Ecole. En octobre 1802, le maire de la Division du Nord fit savoir que l'organisation d'un musée et d'autres établissements d'utilité publique à Saint-Pierre ne permettait plus aux professeurs de l'Ecole centrale d'y continuer leurs travaux et d'y conserver leur domicile. Il était temps que l'Ecole disparaisse⁵⁹.

A ces difficultés s'ajoutèrent celles que suscita la loi de messidor an IV, accordant le logement aux professeurs. Le commissaire du Directoire répartit en novembre 1796 les appartements du Grand Collège et de l'abbaye. Dans les deux bâtiments, les incidents furent multiples, aggravés par le caractère du directeur des Domaines. Cogell ne parvint pas à faire réparer son logement, qui était « dans un dénuement absolu ». Gilibert sollicita l'appartement de l'abbesse; Peyronny déclara que la loi ne le permettait pas. Il convoitait lui-même cet appartement; l'Administration le lui concéda et Gilibert dut se contenter de celui du gardien du Collège⁶⁰.

Par ses dimensions et par sa disposition, le Grand Collège aurait convenu à l'Ecole centrale. En vain, les administrateurs, les professeurs, les membres du Jury répétèrent inlassablement que la situation défectueuse de l'Ecole entravait son développement. Le Palais Saint-Pierre présentait de sérieux inconvénients, surtout parce qu'il devint, comme tous les biens nationaux, le refuge de nombreuses administrations. Se représente-t-on ce que devait être un cours dans une salle contiguë à la Bourse ? Ce que devaient être les allées et venues des élèves, non surveillés, dans un lieu ouvert au public, abritant de multiples fonctionnaires : conseillers de préfecture, secrétaires de mairie..., et un *Cercle Constitutionnel* ? Bien mieux, en mai 1802, le Conseil municipal, ayant obtenu la cession de ce bâtiment, projeta d'y concentrer seize organismes, parmi lesquels le Tribunal de Commerce, le Conservatoire de machines pour les Arts et Métiers, le Bureau de dépôt des dessins d'étoffes, une Bibliothèque d'ouvrages relatifs au négoce⁶¹... On comprend que l'Ecole parut un jour indésirable dans son local provisoire destiné à devenir un centre de propagande et d'enseignement pour l'industrie et le commerce lyonnais.

Ainsi, et ce ne fut pas manque d'activité des autorités départementales, l'Ecole centrale ne posséda toujours qu'un « asile », non adapté aux exigences de l'enseignement, encombré de services publics et de locataires. Elle eut toujours le sentiment humiliant de n'être pas chez elle, et ses voisins le lui rappelèrent souvent. Elle vécut dans ce dangereux et stérile « attentisme », en rêvant à son établissement définitif qui ne vint jamais.

⁵⁸ *Ib.*, 1 L 1067, Rapport du 27 thermidor an VII (14 août 1799).

⁵⁹ *Ib.*, T 261, Lettre du 29 vendémiaire an XI (21 oct. 1802).

⁶⁰ *Ib.*, 1 L 1067, Pièces de nov.-déc. 1796, de mars 1797, du 10 mai 1797.

⁶¹ Corps munic., séance du 21 floréal an X (11 mai 1802).

Aux professeurs, la loi accordait, en théorie tout au moins, une situation qui pouvait séduire les candidats. Outre la rétribution scolaire et le logement, ils jouissaient d'un traitement égal à celui d'un administrateur de département, soit 3 000 F pour les villes importantes; il était uniforme quels que soient l'âge et la discipline enseignée; il n'existait ni avancement, ni retraite. Il est difficile d'apprécier le pouvoir d'achat de cette somme; certains historiens la jugent suffisante et même élevée. En revanche, d'autres écrivent : « Les professeurs sont mal logés, mal éclairés, mal chauffés, mal installés et, à ce qu'il semble, très irrégulièrement et très insuffisamment payés avec une monnaie sans cesse dépréciée ⁶². » En fait, leur traitement, supérieur à celui des maîtres du collège Notre-Dame et du lycée, eût été convenable, s'il avait été ponctuellement versé.

Leur prestige moral et intellectuel permettait aux professeurs de tenir un rang honorable dans la société. Lors des solennités publiques, ils figuraient aux premières places, aux côtés des hauts fonctionnaires du département; ils participaient aux grandes réceptions et exerçaient souvent une fonction dans le bureau des sociétés savantes. Certains d'entre eux siégèrent dans diverses administrations. Ces égards s'expliquent par la foi du siècle en l'utilité des lumières, par les capacités des professeurs, par leur inamovibilité de fait.

Le mode de recrutement du personnel est une des graves imperfections de la loi de brumaire : aucun établissement n'est prévu pour le former, aucun concours n'est imposé pour le désigner. Ceux qui firent exécuter la loi remédièrent à ses lacunes. En avril 1795, le Comité d'Instruction publique, « désirant éloigner l'intrigue qui chercherait à circonvenir les jurys en faveur de la médiocrité », arrêta que les chaires ne seraient données qu'à des citoyens dont le savoir sera parfaitement connu ou constaté ⁶³. A son tour, Bénézech rappela, en 1795, la gravité de ce choix : « Les jurys ne consulteront ni la faveur, ni les affections particulières. Leurs élections seront pures... Il est des hommes dont l'examen est tout fait : ce sont ceux dont la conduite morale et républicaine est sans tache, dont les talents ont été éprouvés ou par des ouvrages utiles, ou par des succès dans la carrière de l'enseignement ». François de Neufchâteau, qui se proposait, malgré l'échec de l'Ecole normale de l'an III, de fonder à Paris une école destinée à préparer les professeurs, revint sur cette question dans sa circulaire du 28 février 1799.

Le Jury du Rhône ne rencontra pas de difficultés de recrutement. Lyon possédait, à la veille de la Révolution, des établissements d'enseignement dont le personnel était formé par une longue pratique : Tabard, professeur au collège Notre-Dame, par exemple, comptait en 1792 vingt-cinq années d'exercice. En outre, la grande ville attira les candidats. Dès avril 1795, un professeur de l'Ecole d'artillerie de Valence, qui enseignait depuis près de trente ans, sollicita une place, alors que le jury n'était pas encore désigné ⁶⁴. En février 1799, Jean-Baptiste Guilmermin, un prêtre originaire de Nantua, postula la première chaire

⁶² E. DUBOIS. *Hist. de la Révol. dans l'Ain*, VI, p. 414.

⁶³ Arrêté du 30 germinal an III (19 avril 1795), cité par G. COIRAULT, *Les écoles centrales...*, 1940, p. 99.

⁶⁴ A. D. R., 1 L 1067, Lettre du 3 floréal an III (22 avril 1795).

vacante à l'Ecole centrale du Rhône et fit valoir qu'il avait ouvert à Lyon, en 1790, « une Ecole de savants et de philosophes... qui fit sensation dans toute l'Europe... Un vol affreux dérangerait cette association fraternelle » qu'il dirigeait et qui, selon lui, préfigurait les Ecoles centrales... « La chaire de belles-lettres ou de grammaire générale, ou encore mieux celle de langues anciennes, me conviendrait parfaitement, surtout pour le latin que je connais à fond, langue divine et sublime ! » Guillermin, qui avait professé la rhétorique au collège de Bourg, avait refusé une place à l'Ecole centrale de l'Ain, « à cause du mauvais air » qu'on respire en Bresse, et une à Paris parce qu'il n'était jamais allé dans la capitale... Malgré ses démonstrations, il ne fut pas agréé. En 1800, un peintre, professeur de dessin à l'Ecole centrale de l'Eure, sollicita un poste à Lyon, car il voulait résider « dans une ville où le goût des habitants et la population » lui permettraient d'exécuter des tableaux; il tenait aussi à quitter Evreux parce que les professeurs n'y étaient pas logés et ne percevaient pas la rétribution scolaire. Il énumère ses titres : trois prix de l'Académie de Paris, un voyage en Italie ⁶⁵...

Le Jury ne manqua donc pas de candidats. Il fit ses premières nominations sans examen. Quand la chaire de grammaire générale devint vacante, il décida de procéder par concours, pour « fournir en même temps un moyen d'émulation pour les instituteurs et une avantageuse latitude au choix de Jury ». Les concurrents furent invités à faire parvenir un certificat garantissant leurs mœurs, leur civisme et leur attachement à la Constitution de l'an III ⁶⁶. Neuf candidats s'inscrivirent. L'un d'eux, Jolyclerc, ex-bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, avait exercé au collège d'Auxerre; un autre avait enseigné les humanités à Moulins et à Paris; deux autres étaient instituteurs... Louis Mermet, professeur de belles-lettres à l'Ecole centrale de l'Ain, adressa une lettre de candidature en précisant que ses fonctions le retenaient à Bourg au moment du concours ⁶⁷. Cinq questions de grammaire avaient été préparées; on en tira deux au sort, une troisième, sur les rapports de la morale et de la Constitution, fut obligatoirement traitée. Aucune copie par correspondance ne fut admise, et on ne jugea pas sur titre. Pendant les deux journées consacrées à la correction, le jury ne reçut ni visite, ni recommandation. Ce règlement révèle un souci d'équité qui infirme le jugement de Guizot : « Les jurys se laissèrent dominer par l'esprit du moment et par les préjugés révolutionnaires. On recruta une foule d'hommes décriés » ⁶⁸. Le Jury du Rhône paraît avoir tiré, d'un système défectueux, la meilleure application possible. La valeur des professeurs l'atteste.

La première liste fut arrêtée en décembre 1795, mais au moment de l'ouverture des cours, elle subit quelques modifications. Servan reçut la chaire d'histoire que Roux abandonna pour celle de mathématiques et Tabard devint bibliothécaire. Servan démissionna en février 1797. Sa

⁶⁵ *Ib.*, T 261, Lettres des 10 ventôse an VII (28 févr. 1799), 24 floréal an VIII (14 mai 1800).

⁶⁶ *Ib.*, 1 L 1067, Arrêté de l'Administration, 7 thermidor an VII (25 juil. 1799).

⁶⁷ P.-V. de l'ouverture de l'Ecole centrale du départ. de l'Ain (Bourg, Dufour, in-8°, 37 p.).

⁶⁸ F. GUIZOT, *Essai sur l'histoire*, p. 48.

place resta vacante jusqu'à la fin de l'année scolaire. En novembre 1797, Bertholon, « ci-devant professeur de physique expérimentale des Etats généraux du Languedoc et avantageusement connu par plusieurs ouvrages importants », fut choisi pour enseigner l'histoire : il mourut en avril 1800. Tabard accepta la suppléance « tourmenté, malgré son zèle, de la crainte que sa santé ne pût suffire à ce surcroît de travail »⁶⁹. Un concours fut annoncé aux préfets d'un grand nombre de départements. L'abbé Mermet s'inscrivit encore. Cependant aucun professeur d'histoire ne fut nommé : l'année suivante, le Conseil général décida que cette chaire ne serait pas rétablie et que les crédits seraient affectés à un cours de langues vivantes. L'histoire n'eut pas de chance à l'Ecole centrale du Rhône : quatre titulaires en quatre ans !

Les autres spécialités ne subirent pas de semblables mésaventures : Brun, professeur de grammaire, décédé à la fin de l'année scolaire 1799, fut remplacé par l'instituteur Toussaint Ménéstrier à la suite du concours organisé pendant les vacances ; l'enseignement ne subit aucune interruption⁷⁰. La classe de dessin, qui connut grand succès, fut doublée. Pierre Villione, fils de Jean-Baptiste, ancien professeur à l'Ecole royale de dessin, fut adjoint à Cogell, en mai 1797. Ce qui n'empêcha pas l'entrepreneur professeur de dessin d'utiliser, en l'an VIII, « les connaissances d'un réfugié romain appartenant à un bataillon de volontaires fait prisonnier à Civita-Vecchia »⁷¹. Cogell ne fut d'ailleurs pas le seul à augmenter son personnel, car une circulaire de Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, invita les préfets à réformer « dans les Ecoles centrales tout ce qui tient à un luxe inutile et à n'y conserver que les agents qui sont absolument nécessaires »⁷².

La qualité du personnel fut garantie par son origine. Sur les douze professeurs qui exercèrent à l'Ecole, neuf appartenaient déjà à l'enseignement. Le collège Notre-Dame en fournit quatre, principalement pour les disciplines littéraires, et l'Oratoire, deux ; la moitié du corps enseignant provenait donc des anciens collèges. Ce fut la règle générale que révéla l'enquête ordonnée par François de Neufchâteau. En dehors de son activité professionnelle, Béranger était président du Bureau de bienfaisance, commissaire aux examens de l'Ecole vétérinaire et de l'Ecole militaire, correspondant de l'Institut. Béranger savait plaire ; doué d'imagination, il avait d'heureuses saillies. « Votre conversation, lui disait Mirabeau, est aussi brillante, aussi aimable que vos ouvrages. » Il connut des amitiés illustres et correspondait avec Mme de Staël, Mme de Krudener, Fontanes... Par son goût de l'éloquence protocolaire, il joua un rôle particulier dans les fêtes scolaires et les cérémonies publiques. Fut-il un esprit solide ? Ne fut-il qu'un brillant causeur ? L'appréciation de la police impériale le prétend : « Homme vain se targuant d'être auteur, mauvais compilateur, plagiaire, faux à l'excès, ennemi du gouvernement, fortune médiocre. A beaucoup écrit, se dit poète, philosophe, romancier, historien et il n'en est rien... Un ballon plein de vent, jouant le dévot après avoir professé des principes contraires... Auteur des *Soirées provinciales* (*sic*) et de divers ouvrages où l'on

⁶⁹ A. D. R., 1 L 1069 et T 261.

⁷⁰ *Journal de Lyon*, 20 juil., 5 oct. 1799.

⁷¹ A. D. R., T 261, Arrêté du 12 prairial an V (31 mai 1797).

⁷² Circulaire du 18 germinal an VIII (8 avril 1800).

reconnait le plus effronté plagiaire. » N'oublions pas cependant qu'il s'agit d'un « ennemi du gouvernement » ⁷³.

L'abbé Roux, qui occupa la chaire de mathématiques, consacra quarante-cinq ans de sa vie à l'enseignement. Il avait conscience de ses talents pédagogiques : « Ampère est plus fort que moi, mais j'enseigne mieux que lui », disait-il. Quand en 1792 le Comité de l'Assemblée nationale proposa d'établir des lycées dans certaines villes en omettant Lyon, Roux fut chargé de préparer un mémoire prouvant la nécessité de cet établissement à Lyon. Le Registre nominatif des notables et des fonctionnaires de Lyon, sous le régime impérial, porte sur Roux cette appréciation : « Homme très instruit, parlant et écrivant avec facilité et éloquence, ayant l'imagination ardente, fort, gai, ayant de la franchise, ennemi du gouvernement. »

Joseph Mollet était également un Oratorien qui professa au Petit Collège de Lyon les mathématiques et l'astronomie, à l'Institut la physique, puis, à l'Ecole centrale, les sciences. Il forma la Commission pour l'exploitation des salpêtres qui devait découvrir « dans la ville rebelle,... la foudre pour consumer l'infâme Toulon » ⁷⁴. Sa carrière se double de son activité d'auteur. Son nom demeure attaché, à Lyon, aux progrès des sciences physiques pendant la période révolutionnaire et impériale. Il relaya Bertholon qui acheva une carrière scientifique féconde à l'Ecole centrale.

Pour les matières étrangères au programme des collèges, Lyon put trouver un artiste et un botaniste ayant déjà une expérience pédagogique. Le registre de police sous le régime impérial juge ainsi Gilibert qui fut l'animateur de l'Ecole : « C'est un brave homme, tout voué à son état, ayant de grandes connaissances en chimie, noble dans ses fonctions... C'est un homme instruit, maniaque, courant après la philosophie, ami du régime républicain, désintéressé dans ses fonctions, aimant les femmes à l'excès, bon père de famille, ennemi chaud du gouvernement. » Ce jugement, porté sur un adversaire, constitue, par sa modération, un bel éloge.

Seul, le professeur de législation était novice, mais c'était une notoriété. Antoine-François Delandine, de retour à Lyon, après la Constituante, était devenu bibliothécaire de l'Académie. Son passé politique le fit expulser. Il se réfugia à Néronde, où il fut arrêté en 1793 et emprisonné jusqu'au 9 thermidor. Pressenti pour une chaire, il accepta avec réserves. « La législation est encore trop versatile pour être apprise et professée. Si on entend par elle la connaissance des divers gouvernements qui régissent les peuples, j'avoue, qu'à cet égard, je me suis fait un devoir de me taire et de tout oublier ⁷⁵. »

L'Ecole centrale du Doubs eut Charles Nodier comme bibliothécaire; celle de l'Ain, Ampère comme professeur; celle du Rhône ne compte pas de telles célébrités. Cependant, ses maîtres jouèrent un rôle important dans la société et furent des professeurs dévoués et désintéressés. Un rapport de l'an VI présente sur eux une série d'appréciations élogieuses : « Brun, un modèle d'enseignement du genre... Besson, excellent grammairien, très expérimenté... Les talents de Béranger sont connus...

⁷³ A. D. R., Registre nominatif des habitants notables et des principaux fonctionnaires de la ville de Lyon sous le régime impérial.

⁷⁴ *Journal de Commune-Affr.*, 4 nivôse an II (24 déc. 1793).

⁷⁵ *Journal des Débats*, 14 mai 1820.

Delandine, Mollet, Cogell, bons professeurs... Gilibert, excellent professeur ⁷⁶... » En 1802, au moment où l'on s'acharnait contre les Ecoles centrales, le Conseil général ne craignit pas de déclarer : « Presque tous les professeurs de l'Ecole centrale de Lyon, connus par un long et solide enseignement, par des ouvrages moraux et littéraires et par une conduite irréprochable dans la Révolution, ont mérité d'être promus aux chaires du lycée ou aux premières places dans les collèges secondaires. Le Conseil se plaît à leur rendre cette justice et croit, pour le bien de la science, de la morale et de la cité, devoir les signaler au gouvernement ⁷⁷. »

3. LA VIE DE L'ECOLE CENTRALE

« C'est ici l'un des sanctuaires de nos sciences », déclara Delandine, accueillant à l'Ecole l'ambassadeur de La Porte, en juillet 1797. Le mois suivant, à la distribution des prix, on procéda au premier examen de conscience. Cogell, président du Bureau de l'Ecole, ouvrit la séance en présence « d'un public très nombreux et du concours le plus brillant de tout sexe et de tout âge ». Il reconnut la médiocrité des résultats de l'année : « Nous ne pouvons pas dissimuler que, malgré le zèle des professeurs et l'assiduité des élèves, cette école naissante, établie provisoirement dans un local qui n'est pas le sien, ralentie d'ailleurs dans sa marche par les entraves qui s'opposent aux progrès de tous les nouveaux établissements, a dû se ressentir de la difficulté des circonstances... Ce n'est que par l'influence soutenue et éclairée d'une administration sage, sous les auspices de laquelle l'école se félicite d'exister, qu'elle a pu surmonter une partie des nombreux obstacles qui se présentaient journellement... »

La cérémonie se poursuivit par un exposé de Gilibert sur « les plantes nouvelles découvertes dans le département ». Delandine lut des chapitres d'un ouvrage en préparation, sur « l'histoire lyonnaise », « marqué au coin de cette élégance d'imagination, de cette facilité de style qu'on lui connaît. Il présenta l'origine de Lyon, d'après tous les auteurs qui en ont écrit et, par des tableaux pittoresques et des réflexions douces et philosophiques, fit oublier la sécheresse ordinaire des descriptions des localités ». Tabard évoqua « l'historique de la bibliothèque » et Bérenger prononça « un discours de peu de durée, rempli de pensées fortes et brillantes », sur les effets des récompenses ⁷⁸.

On dressa le bilan de chaque classe. A celle de dessin fréquentée par un grand nombre d'élèves de tout âge, des pères de famille n'ont pas dédaigné de prendre le crayon parmi la jeunesse. En revanche, le cours de langues anciennes a été « presque désert ». Celui de grammaire générale n'a pas quitté le niveau élémentaire, « en raison du défaut d'instruction préliminaire des élèves ». En histoire naturelle, Gilibert est à peu près satisfait. Roux enseigna les mathématiques devant « quel-

⁷⁶ A. N., F17, 1344/27, Rapport du 3 prairial an VI (22 mai 1798).

⁷⁷ A. D. R., N, Registre délib. Conseil gén., 1802.

⁷⁸ A. D. R., 1 L 121*, f° 193, P.-V. de la distrib. des prix accordés aux élèves de l'Ecole centrale, 29 thermidor an V (16 août 1797).

ques géomètres déjà très instruits, dont l'assiduité fut parfaite; en communiquant par intervalles et avec modestie leurs réflexions, ils ont varié la forme du cours et multiplié les fruits de l'enseignement »; mais, les autres « élèves n'ont pas eu la constance nécessaire pour avoir le succès »; il faut prier les parents de surveiller les études de leurs fils. Mollet attira, à son cours de physique expérimentale, un public nombreux et choisi; mais il déplore la pauvreté du Cabinet de physique et l'absence de laboratoire de chimie, « un malheur pour les arts et pour l'industrie lyonnaise ». Les élèves de l'Ecole de médecine et de chirurgie représentèrent une large partie de son effectif. Quant à Delandine, il est affligé « de ne trouver, au nombre des auditeurs du cours de législation, aucun élève se destinant spécialement à la défense judiciaire » ou aux « honorables fonctions de notaire et de juge ». Il fut « dédommagé de l'indifférence des étudiants en lois par le zèle et l'assiduité de ceux des élèves qui se destinent au commerce ». L'utilité de la littérature n'a pas assez frappé les esprits; pendant le premier mois de l'année, Bérenger eut très peu de disciples, puis une longue maladie le retint à la chambre en hiver, mais il espère « que le cours d'éloquence sera très suivi l'année prochaine ».

On distribue les prix, achetés « sur les fonds d'épargne des professeurs, afin que ce léger sacrifice fût aussi de leur part une offrande à la Patrie, un hommage aux jeunes talents et un civique emploi du tribut que la loi impose à chaque élève ». Ces récompenses sont accordées, non d'après un concours, mais selon l'opinion que le professeur s'est faite de l'élève pendant l'année; dans certaines classes, les condisciples donnèrent leur avis pour désigner les plus méritants. Cette constatation publique du médiocre succès de la première année se termine par une scène digne de Greuze : le Président de l'Administration centrale proclama que les élèves allaient acquérir, « en peu de temps, toutes les connaissances vraies, grandes et utiles »; ceux-ci, portant des guirlandes de fleurs, se rassemblèrent, et l'un d'eux adressa des louanges aux professeurs ⁷⁹.

Il faut savoir tirer la leçon d'un échec. Le règlement, rédigé en octobre 1796, parut en être la cause. Il fixait ainsi le régime intérieur : qui désire suivre un cours se fait inscrire, fournit son acte de naissance, se fait présenter par ses parents ou un citoyen domicilié, auquel les professeurs peuvent recourir en cas d'absence ou d'indiscipline. Les nom, prénoms, âge et demeure des élèves figurent sur un registre. Toute personne qui vient aux cours, sans avoir dix-huit ans accomplis, est considérée comme élève et assujettie à toutes les règles; ayant atteint dix-huit ans, elle peut assister librement et sans inscription aux cours qu'elle préfère, mais elle est séparée des élèves et ne peut ni être interrogée, ni poser de questions.

Chaque professeur donne une leçon par jour, à l'exception des professeurs de législation et d'histoire qui alternent. L'emploi du temps est combiné de manière qu'un étudiant puisse suivre plusieurs cours, et surtout ceux qui ont plus de rapport entre eux. Un maître surveille l'entrée et la sortie des élèves. Aucune leçon ne commence sans interrogation sur le cours précédent et vérification des cahiers. A la fin de l'année, chaque élève assidu reçoit un certificat d'études ⁸⁰.

⁷⁹ C. R. de l'état des cours, séance du 29 thermidor an V, 1797.

⁸⁰ A. D. R., 1 L 1066, Règlement du 6 brumaire an V (28 oct. 1796).

Après un an d'expérience, on modifia quelques articles : une organisation précise et une discipline intérieure se substituèrent à la liberté établie par la loi. On interdit aux élèves de choisir à leur gré leurs cours. Ils sont tenus de passer de l'un à l'autre dans l'ordre prescrit; les administrateurs du Rhône instituèrent, de douze à dix-sept ans, une série de six classes avec leçons obligatoires. Les trois premières sont à tendances littéraires; dans les deux premières (à 12 ans et au-dessous), les élèves étudient la grammaire générale et particulière, les langues anciennes, la géographie, l'histoire, la mythologie, le dessin; dans la troisième, les belles-lettres et le dessin. Les deux suivantes sont exclusivement scientifiques : en quatrième, les mathématiques et l'histoire naturelle; en cinquième, la physique et l'histoire naturelle. Dans la dernière, à 17 ans, la législation. « En attendant l'ouverture d'un cours de sciences intellectuelles, ils peuvent, à volonté, assister aux leçons d'histoire naturelle ou de dessin. » La plupart des cours sont répartis sur deux années (langues anciennes, histoire naturelle), le dessin sur trois. Les sections fixées par la loi ne sont pas respectées : la grammaire générale de la troisième section (seize ans) passe dans la première classe (douze ans), les sciences naturelles, de la première section (douze ans), sont étudiées dans la quatrième classe... Il n'y a exception d'âge qu'en faveur de ceux qui, aspirant à une classe supérieure, font preuve d'instruction suffisante sur toutes les parties enseignées dans les classes précédentes. Tout élève admis dans une classe suit concurremment les deux cours dont elle est composée et ne peut, sous aucun prétexte, se dispenser de l'un d'eux. Les étudiants sont interrogés et présentent leurs travaux tous les trois mois en assemblée publique ⁸¹.

En matière d'enseignement, l'élaboration d'un bon emploi du temps est une mesure d'importance capitale et d'une exécution difficile. Il faut bannir les leçons trop longues, faire alterner cours et exercices, savoir placer les disciplines selon leur coefficient de fatigue. Cette question, comme toutes les autres parties du système pédagogique des Ecoles centrales, n'avait pas été précisée par la loi : aucun minimum hebdomadaire n'était imposé aux professeurs, la durée des séances n'était pas fixée... Certains ministres donnèrent quelques conseils; ainsi Bézenech rappela, en décembre 1795, que « la durée des classes... doit être d'autant moindre que les objets d'enseignement sont plus compliqués et que les élèves qui s'y livrent sont supposés plus en état de travailler par eux-mêmes... Il ne faut pas que le cours soit purement oral (si même il peut l'être dans aucune section). Pour former les élèves à profiter des préceptes qu'ils auront reçus, il faut exiger qu'ils les appliquent et qu'ils en rendent compte. C'est principalement pour les langues anciennes et les langues vivantes que ces soins sont indispensables » ⁸².

A son tour, François de Neufchâteau écrit en octobre 1798 : « Il est essentiel que le temps des élèves soit bien distribué... Les classes et les exercices doivent s'entremêler. Il est bien des études qui tiennent uniquement à la mémoire et d'autres qui fatiguent le jugement. Il faut

⁸¹ Règlement du 29 thermidor an V (16 août 1797) (ms. F. C. 1052).

⁸² Circulaire du 27 frimaire an IV (18 déc. 1795) citée par G. COIRAULT, *op. cit.*, p. 227.

les assortir » ⁸³... Il faut rechercher l'instant propice, mais aussi éviter la concurrence des leçons puisque les élèves, selon le jeu des options, prévu par la loi de brumaire, peuvent suivre autant de cours qu'ils le désirent ⁸⁴.

Dans le règlement définitif de Lyon, la place des disciplines est judicieuse : dessin et histoire naturelle, sciences concrètes d'observation, sont placés l'après-midi. Dans le premier texte, le choix était moins heureux : dessin en deuxième heure, physique en fin de matinée, mathématiques après le repas... Ces maladresses se justifiaient par le désir d'empêcher la simultanéité des cours, ceci n'existe plus dans le second règlement. On peut discuter l'ordre choisi par les administrateurs lyonnais; on ne peut qu'approuver le principe de cette organisation déjà employée dans les collèges. La loi et le premier règlement admettaient un système de cours indépendants, comme cela se pratique dans nos facultés; le second règlement fonde un régime de classes progressives, comme cela existe dans nos lycées. La loi n'envisage pas le contrôle du travail scolaire; le règlement de Lyon prévoit des devoirs, des leçons, des cahiers « d'extraits ». Seuls, les « auditeurs » sont dispensés de prendre des notes. Les vices principaux de la loi furent donc corrigés, dès la fin de la première année. Le règlement de 1797 fut sans doute un facteur du progrès constaté en l'an VI.

Le sévère compte rendu de l'état des cours en l'an V, largement diffusé dans le département, attira des élèves. Pour la rentrée, le Bureau sollicita l'envoi « d'une garde de dix hommes armés » pour maintenir l'ordre, accompagnée, si possible, de la musique militaire, pour réhausser l'éclat de la cérémonie ⁸⁵. Elle eut lieu au monastère de Saint-Pierre, en présence des autorités. L'administrateur Carret et le président de l'Ecole, Gilibert, justifèrent les nouveautés; nécessitées par les leçons de l'expérience dans le système d'instruction adopté l'année dernière, elles « ont pour but de former de véritables élèves et d'assurer leur avancement et leurs succès par des études régulières » ⁸⁶. Mollet défendit sa spécialité, Delandine exposa le plan de son cours et, « pour couronner dignement une séance où l'éloquence doit exercer son pouvoir sur les cœurs », Béranger prononça l'éloge funèbre du général Hoche. De cette vie, il dégage l'héroïsme puis souhaite « la paix, qui doit bientôt faire sentir son influence sur la prospérité de la ville..., et assurer à jamais les bases désormais inébranlables de notre vaste république » ⁸⁷.

Dans le courant de l'an VI, l'Administration centrale demanda la nomination d'un professeur de dessin pour la fleur; adjoint au professeur de l'Ecole, qui enseigne la figure, il rendrait de grands services pour la confection des étoffes en soie et des broderies. Elle réclama une classe spéciale de chimie expérimentale pour perfectionner l'art du teinturier et de l'indienneur; elle transmit le désir du professeur de dessin d'enrichir ses modèles et les plaintes du professeur d'histoire

⁸³ Fr. de NEUFCHATEAU, *Recueil de Lettres...*, 17 vendémiaire an VII (8 oct. 1798).

⁸⁴ S. LACROIX, *Essais sur l'enseignement en général*, 1805, p. 116.

⁸⁵ A. D. R., 1 L 1067, Lettre au citoyen Rey, 8 brumaire an VI (29 oct. 1797).

⁸⁶ *Ib.*, T 261, 9 brumaire an VI (31 oct. 1797).

⁸⁷ *Ib.*, 1 L 1067, P.-V. et lettres du 29 frimaire an VI (19 déc. 1797) et du 19 germinal an VI (5 avril 1798).

naturelle relatives à son cabinet. Elle songeait à compléter les cours qui connaissaient le plus de succès et pouvaient servir aux industries lyonnaises. En mai 1798, un rapport reconnut que l'Ecole centrale était « assez bien organisée. Les professeurs ont du civisme et des lumières, mais les élèves ne sont point encore aussi nombreux qu'on le désirerait »⁸⁸.

La situation évoquée à la distribution des prix, en août 1798, s'avère bien meilleure que celle de la première année. Le nombre des élèves dépasse deux cents et Gilibert ne craint pas d'affirmer qu'aucune réaction n'est à redouter; il se plaît à répéter : « Sous l'Ancien Régime, l'éducation littéraire, l'éducation morale étaient sans cesse en opposition avec l'éducation politique... La Révolution, aidée de l'influence de la raison et de toute la force nationale, a détruit ce que l'instruction publique avait de disparate et d'hétérogène. » Chaque professeur rend compte du programme traité au cours de l'année. Brun développe ces mots de Pline le Jeune : « *Aut facere scribenda, aut scribere legenda* », et les applique à la France triomphante, qui « n'aspire à la victoire et aux conquêtes que pour défendre ses droits et étendre aux autres peuples le bienfait de sa gloire et de sa liberté »; Roux présente l'état actuel des mathématiques et les défend contre le reproche d'aridité; son discours n'est « qu'une guirlande de fleurs attachée sur les arbustes d'un terrain qui n'a de sauvage que l'apparence »; la prose oratoire ne lui suffisant plus, Béranger déclame une pièce de vers sur « l'émulation ».

Déchavannes, président de l'Administration, ramène l'auditoire à des considérations plus pratiques : le labeur des paysans et des ouvriers fournit le denier indispensable à l'instruction; en revanche, la patrie est en droit de chercher, parmi les élèves, « les Cicerons, les Démos-thènes, les Mirabeaux qui sauront armer les citoyens contre les Philippes et faire rentrer dans la poussière les tyrans ». Lyon est en droit d'attendre d'eux « la perfection de la mécanique manufacturière qui, diminuant et régularisant la main-d'œuvre, augmentera les profits de notre commune en détruisant une coupable anglomanie ». Les prix sont distribués selon le palmarès établi par chaque professeur avec l'avis des élèves, en tenant compte non seulement du travail, mais de l'assiduité, de la bonne conduite et du civisme des lauréats. Cependant, une note restrictive se découvre dans le procès-verbal : « On détruira bientôt les obstacles qui ont pu jusqu'ici limiter les succès de l'école »⁸⁹.

Le Commissaire déplore en effet l'hostilité des groupes aisés à l'égard des Ecoles centrales; « les riches n'y envoient pas leurs enfants; ils ont chez eux des précepteurs particuliers, et la première chose qu'on exige de ceux-ci, c'est de haïr la République et de ne jamais offenser l'oreille du Petit Monsieur par ce mot absurde et révoltant »⁹⁰. Il souligne l'écart qui sépare le niveau des écoles primaires de celui de l'Ecole centrale. Il faut adapter les cours. « La méthode des Ecoles

⁸⁸ A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation du départ. du Rhône, prairial an VI (mai 1798).

⁸⁹ A. D. R., 1 L 124*, f° 114-115, Ecole centrale. Distrib. des prix. 25 thermidor an VI (12 août 1798).

⁹⁰ A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation du départ., 12 fructidor an VI (29 août 1798).

centrales est imparfaite, car elle est purement auditive. Le professeur arrive avec une leçon bien préparée, des cours éloquentes et soignés, mais l'élève sort sans avoir fait un pas de plus dans le chemin de la vérité... Il faudrait que les leçons fussent des conversations familières où le professeur conduit, comme Socrate, ses élèves au but par des développements insensibles qui n'obligent pas le jeune homme à exercer son esprit sur des vérités trop abstraites. » Le Commissaire communiqua ces remarques aux intéressés, qui se montrèrent « disposés à briller un peu moins pour être beaucoup plus utiles. La chaire de littérature peut devenir plus importante si les leçons se terminent par des traits de morale ». Il faut façonner l'âme des jeunes et combattre l'incivisme. « L'Ecole centrale, pour vouloir arriver trop glorieusement au but de son institution, le manque pour ainsi dire entièrement »⁹¹. »

A l'automne 1798, Allard avoua au ministre de l'Intérieur que la séance de rentrée, dans la forme habituelle, l'avait affligé. « Elle m'a convaincu que les professeurs de l'Ecole centrale sont en général bien éloignés de sentir le but constitutionnel de cet établissement sublime. Trois d'entre eux ont prononcé des discours longs et monotones... C'était à des Lyonnais qu'il fallait parler, à des hommes ignorants et froids pour la plupart, et non à des hommes érudits et profonds... Il faut que l'Administration fasse comprendre aux professeurs, que ce n'est pas en faisant un vain étalage d'érudition qu'on détruit l'erreur et qu'on inspire l'amour de la liberté »⁹². »

Quelques jours plus tard, il explicite son jugement. L'Ecole ne lui « paraît pas être à la hauteur des vérités sublimes sur lesquelles reposent les gouvernements libres et représentatifs ». Il évoque les interminables allocutions des professeurs d'histoire, de langues anciennes et d'histoire naturelle, et précise qu'il n'a point décelé dans les deux premières « ce patriotisme brûlant qui devrait enflammer l'Ecole centrale dans une commune où l'ignorance et l'incivisme glacent tous les cœurs »⁹³.

Ces critiques incitèrent l'Administration à convoquer le Jury et les professeurs pour leur signifier la nécessité de propager la morale nouvelle. François de Neufchâteau venait de recommander la participation aux fêtes décadaires : « A ces cérémonies, on pourrait faire succéder des leçons de physique ou de géographie, des cours d'agriculture ou d'autres arts utiles, essayer de faire comprendre le système du monde, expliquer la diversité des climats, des saisons, des phénomènes naturels »⁹⁴. » Après discussion, on pensa « que des assemblées périodiques, dans lesquelles chaque professeur développerait tour à tour les grands principes de la morale républicaine, en présence soit des élèves de l'Ecole, soit des divers citoyens, auraient la plus grande influence sur l'esprit public ». Quelques-uns préférèrent un concours « dans lequel les élèves eux-mêmes, ou les professeurs, exposeraient, commenteraient les principes immuables de l'homme et du citoyen que

⁹¹ *Ib.*, F1 C III, Rhône 5, Commissaire du Directoire au ministre de l'Intérieur, 8 vendémiaire an VII (29 sept. 1798).

⁹² *Ib.*, F17. 1344/27, Lettre du 2 brumaire an VII (23 oct. 1798).

⁹³ *Ib.*, F1 C III, Rhône 5, Le Commissaire du Directoire au ministre de l'Intérieur, 11 brumaire an VII (1^{er} nov. 1798).

⁹⁴ Fr. de NEUFCHATEAU, *Recueil de lettres*, 17 vendémiaire an VII (8 oct. 1798).

renferment les divers traités de Cicéron et autres ouvrages élémentaires »⁹⁵.

Selon Allard, dont la relation diffère quelque peu, l'Administration suggéra « d'établir un cours de morale qui remédierait au vice de l'éducation domestique et qui serait rempli (*sic*) alternativement par les professeurs qui en auraient les moyens ». Ceux-ci, peu empressés, demandèrent un délai pour répondre ! L'Administration désirait aussi que chacun d'eux fit lire par un élève, « au commencement ou à la fin de chaque leçon, la Déclaration des Droits et Devoirs du citoyen, quelques morceaux du *Catéchisme*, de La Chabeaussière, et des *Conseils d'un père à son fils*, par le citoyen François de Neufchâteau ». L'Administration rassembla ces textes en un cahier imprimé qu'elle fit circuler dans toutes les communes pour les instituteurs et les parents⁹⁶.

Les rapports du Commissaire s'adoucirent en 1799 : « Plusieurs parties sont un peu négligées, dit celui de janvier. De ce nombre sont la chaire de législation, celle d'histoire naturelle et de langues anciennes. » Celui d'avril enregistre des progrès : « Les professeurs de l'Ecole centrale pourraient avoir un républicanisme plus prononcé ; mais il faut leur rendre justice, ils se donnent beaucoup de peine pour l'instruction. » L'Administration « a vu, avec satisfaction, qu'un grand nombre d'élèves, surtout dans les cours de mathématiques, avaient acquis des connaissances vraiment étendues »⁹⁷.

Le 15 mai, le Commissaire visita l'Ecole. Un exercice public fut organisé en son honneur. L'idée n'était pas neuve, mais François de Neufchâteau vanta l'émulation que font naître ces séances. En présence d'Allard, les élèves, tirés au sort, se distinguèrent, particulièrement en mathématiques, en histoire et en législation : « Ils connaissent parfaitement la marche de notre procédure et, ce qui m'a causé une surprise tout à fait agréable, c'est qu'ils savent apprécier tous les avantages qu'elle a sur celle qui était en usage avant l'établissement du régime constitutionnel ». En juin, le nouveau Commissaire Jantet affirma que l'Ecole avait de bons maîtres et que les élèves progressaient, quoiqu'ils ne fussent « point aussi nombreux qu'ils devraient l'être »⁹⁸.

La distribution des prix eut lieu le 20 août, dans la Bibliothèque du Grand Collège. La salle représentait le temple de la Sagesse ; les bustes de Rousseau, Franklin, Raynal entouraient la statue de Minerve. Gilibert résuma les travaux de l'année, Delandine, Mollet, Roux louèrent leur science respective et Béranger montra les ressources de la véritable éloquence. Déchavannes, au nom de l'Administration, remit les récompenses aux lauréats. Les discours sont loin d'avoir l'ampleur de ceux des cérémonies précédentes. La remarque de Pierre Allard aurait-elle porté ses fruits ?

La population scolaire constitue, par sa quantité, un signe et, par sa qualité, un facteur de succès ; elle permet d'apprécier la valeur d'une école. Malheureusement, il est difficile de connaître la fréquentation

⁹⁵ A. D. R., 1 L 125*, f° 23, Ecole centrale, 28 brumaire an VII (18 nov. 1798).

⁹⁶ A. N., F1 C III, Rhône 5, Compte moral du Commissaire, 8 frimaire an VII (28 nov. 1798).

⁹⁷ *Ib.*, Rapport du 11 pluviôse an VII (30 janv. 1799), du 9 floréal (28 avril 1799).

⁹⁸ A. D. R., 1 L 1069, Rapport du 15 mai 1799. — A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation du 25 juil. 1799.

des Ecoles centrales; celle du Rhône n'a conservé ni ses registres d'inscription, ni ses états récapitulatifs trimestriels; quelques renseignements, épars et imprécis, se découvrent dans les discours des professeurs et les palmarès des distributions de prix; c'est dire ce que comporte d'approximatif la documentation. Ce caractère est encore aggravé par le régime de liberté établi par la loi de brumaire.

Les formalités d'admission se réduisaient au minimum : aucune condition de capacité n'était prévue; seul, l'âge était imposé. Cette unique clause pour un établissement d'enseignement secondaire est insuffisante et, en une époque où l'instruction venait d'être troublée, elle était mal venue. En principe, par souci d'égalité, aucune dispense n'était accordée aux élèves doués. Dans la plupart des Ecoles centrales, la condition d'âge ne fut pas appliquée et des examens d'entrée furent institués. Le règlement lyonnais exige moins de dix-huit ans pour être élève et considère comme auditeur, avec inscription facultative, celui qui suit un cours au-dessus de cet âge; il admet dans la première Section « à douze ans et au-dessous » dans certains cas.

En fait, à Lyon, la capacité prévalut sur l'âge. Aussi existe-t-il un grand écart entre les élèves les plus jeunes et les plus âgés. Ceux qui fréquentaient le cours de législation ont de dix-sept à trente ans, et les plus âgés sont les plus nombreux. En dessin, ils ont de douze à vingt-sept ans; en histoire naturelle, de treize à dix-huit; en langues anciennes, de quinze à dix-huit; en grammaire générale, de quinze à dix-sept; en mathématiques, dix-sept et dix-huit; en physique et chimie, de seize à dix-huit; en belles-lettres, de seize à vingt-deux. Ce retard dans les études s'explique par l'absence d'écoles de 1793 à 1796. Le niveau élevé des cours, que l'on reprocha aux professeurs, éloigna aussi les jeunes élèves⁹⁹.

Une condition pécuniaire établissait trois catégories : les élèves libres payants, les exonérés, non astreints à la rétribution, les boursiers, bénéficiant de pensions temporaires. Bénézech, puis François de Neufchâteau attirèrent l'attention des Administrations « sur les élèves pauvres annonçant de grandes dispositions ». A Lyon, le Bureau ne mit aucune rigueur dans l'application de la clause financière et, dès la seconde rentrée, il fut d'avis de la supprimer. Quant aux élèves de la Patrie, Lyon n'en reçut pas. La loi en avait prévu vingt dans chaque Ecole, mais la pénurie du Trésor s'opposa à cette mesure, et l'absence de pensionnat la rendait inapplicable. Cette raison gêna aussi le recrutement et explique la faiblesse des effectifs.

« En dépouillant les registres de l'Ecole centrale pendant les six années de son existence, il est prouvé qu'il en est sorti plus de douze cents élèves », déclara Gilibert en 1802, ce qui représente une moyenne de deux cents élèves par an. En 1797, le total fut inférieur à ce nombre, certains cours furent délaissés et ceux qui furent « brillants et très suivis », attirèrent « plus de spectateurs que d'élèves ». En 1798, « le nombre a passé deux cents, sans y comprendre les simples amateurs ». Pour assurer un monopole de fait à ses Ecoles centrales, le Directoire exigea de tout candidat à une fonction un certificat de fréquentation scolaire; les fonctionnaires étaient tenus d'envoyer leurs enfants à l'Ecole centrale. L'Administration du Rhône admit cette entorse au

⁹⁹ A. D. R., 1 L 1069, Etat des élèves qui suivent le cours de législation pendant le 1^{er} trimestre de l'an VI.

principe de la liberté et approuva « la persévérante sollicitude du gouvernement à nationaliser l'instruction publique » qui embellira la vie et consolidera la République. « L'Autorité suprême, dont le devoir le plus inviolable est de rendre heureux les Français, a dû leur faire un précepte de fréquenter les Ecoles centrales pour combattre plus puissamment la léthargique insouciance. » Et les administrateurs d'évoquer « le monstre de l'ignorance, les ténèbres de son antre, le flambeau des vérités » ¹⁰⁰.

L'année suivante, l'Administration répéta que « le plus infaillible de tous les moyens qui s'offrent aux législateurs pour l'affermissement des institutions sociales », c'est l'instruction que prodigue l'Ecole centrale. L'effectif se maintint, mais en 1801, Gilibert reconnut que, « fréquentée dès le début d'une manière assez remarquable, l'Ecole voit avec douleur que le nombre des élèves n'est point encore en proportion avec la population ». La même année, le Conseil général signale que l'Ecole compte à peine deux cents élèves, alors que les anciens collèges accueillaient trois à quatre cents externes et deux cents pensionnaires. En effet, le département du Rhône atteint, en 1797, 366 000 habitants, et Lyon 96 000 en 1798; avec une population bien inférieure, l'Ecole centrale du Doubs réunit cinq cents élèves. A Lyon, le Grand Collège, au moment de l'expulsion des Jésuites, groupait 720 élèves et le Petit Collège 160, soit 880 élèves; en 1790, le premier avait encore 370 élèves et le second, 180, soit 550 au total. Ce fléchissement des effectifs pendant la période révolutionnaire est dû aux circonstances, mais il révèle la désorganisation d'un enseignement actif.

L'absence de pensionnat contribua à affaiblir l'effectif. Les rédacteurs de la loi de brumaire avaient imposé l'externat aux Ecoles centrales. Lacroix, professeur à l'Ecole centrale des Quatre Nations, cite les arguments traditionnels contre l'internat et conclut : « Le meilleur système d'éducation est celui qui combinera les avantages de l'instruction collective avec ceux de l'éducation dans la famille. » Encore faut-il que l'enfant ait une famille et qu'elle soit capable de se charger de l'éducation. Les élèves étrangers à la ville avaient besoin d'un pensionnat qui, par un glissement révélateur, devint dans la plupart des villes une sorte d'école préparatoire à l'Ecole centrale.

Dès 1797, le gouvernement constata les inconvénients du nouveau régime, et bientôt le ministre comme le Conseil d'Instruction publique encouragèrent la création de pensionnats. Il s'agissait, par la pratique, de combler une lacune de la loi. Dans le Rhône, dès 1798, on songea à ouvrir un internat destiné aux boursiers désignés par le Directoire. On ne put le réaliser et, à la fin du Directoire, Cayre conseilla de réparer le dortoir du Grand Collège, afin d'accueillir les élèves des départements méridionaux qui viendraient à Lyon contracter l'habitude de la langue française. Un rapport du Conseil général remarque que le bâtiment du collège a été dégradé par les soldats, dénaturé par des établissements de danse, dévasté par des locataires rapaces; il ajoute que les parents ne voyant dans les Ecoles centrales « aucune institution morale, aucune forme religieuse, aucun frein solide aux passions naissantes, préférèrent les pensions particulières ¹⁰¹ ».

¹⁰⁰ *Journal de Lyon*, 16 août 1797.

¹⁰¹ Fr. de NEUFCHATEAU, *Recueil de lettres*, I, p. 224. — A. D. R., 1 L. 453, Lettres d'oct. 1798 à janv. 1799.

A ce sujet, le ministre précisa en 1797 que « l'enseignement est indépendant de tout culte, puisque la Constitution n'en adopte aucun ». Bénézech recommanda aux professeurs « d'éviter avec soin de parler de tout ce qui tient au culte ». François de Neufchâteau leur redit « d'écarter tout ce qui appartient aux dogmes et aux rites des cultes ou sectes quelconques » ; mais les maîtres ne doivent pas oublier leur mission éducatrice : « C'est l'éducation morale qui est votre grand but. » Pour illustrer cet enseignement civique et moral, le ministre envisagea de réunir en un ouvrage les belles actions accomplies depuis le début de la Révolution. « Il n'est pas à ma connaissance, dit l'administrateur d'Anse, qu'il se soit passé de ces traits extraordinaires. » Et la plupart des municipalités répondent de même.

Ainsi les Ecoles centrales ne comportèrent pas d'enseignement religieux. Les professeurs étaient seulement invités à faire appliquer les principes fondamentaux de la vie sociale, tout en observant la neutralité. Le père complétait cette formation. Pour les élèves étrangers à Lyon, les parents tenaient à parfaire l'instruction donnée à l'Ecole centrale, par l'éducation assurée dans les institutions particulières. Celles-ci, surveillées par l'Administration, comprenaient un enseignement religieux et des cours préparatoires à l'Ecole centrale. Parmi ces pensions privées, l'une d'elles prend figure de dépendance de l'Ecole : Brun organisa un pensionnat au Petit Collège. Après son décès, Bertholon sollicita la succession, mais il mourut peu après ¹⁰².

Une partie de la jeunesse échappait à l'emprise de l'Ecole centrale, en raison de la vitalité des maisons particulières d'éducation. L'absence de collège pendant plusieurs années leur avait valu une abondante clientèle. Elles se multiplièrent sous le Directoire et sept se classèrent parmi les Ecoles secondaires. Les rapports dénoncent leur état d'esprit : sur les soixante-dix, « il n'y en a pas une douzaine qui méritent d'être conservées. Les autres sont autant de foyers où le royalisme forge peu à peu des traits qui peuvent tuer la Constitution de l'an III ». L'Administration du Rhône, pour en interdire quelques-unes, souhaitait que le Corps législatif imposât l'obligation scolaire. Ainsi les enfants riches seraient mêlés aux pauvres et les institutions privées seraient ruinées. En juin 1799, le Commissaire revint sur cette idée : « Les abus seraient moins grands, si le Jury de l'Ecole centrale avait un droit de surveillance sur les établissements particuliers, où l'éducation est tout à fait opposée à l'esprit de la Constitution ¹⁰³. »

La concurrence provenait aussi du collège de Villefranche. Le principal Nicolot, en bons termes avec la municipalité, parvint à le maintenir en activité ¹⁰⁴. A sa mort, en mai 1795, un professeur de mathématiques, résidant à Lyon, François Aynès, reçut sa charge. Il avait publié des ouvrages d'histoire, de géographie, de lettres latines, et son programme allia les langues classiques, les connaissances scientifiques, la sténographie... Il manifesta ses convictions royalistes et le Commissaire du Directoire demanda sa révocation. Le maire résista. Bien qu'il fût abonné à la *Gazette générale de l'Europe*, publiant des articles contre-

¹⁰² *Ib.*, 1 L 1067, Lettre du 2 thermidor an VII (20 juil. 1799).

¹⁰³ A. N., F1 C III, Rhône 5, Rapports du Commissaire, 12 fructidor an VI (29 août 1798), 7 messidor an VII (25 juin 1799).

¹⁰⁴ A. M. Villefr., P.-V. des 16 juil. et 27 oct. 1793.

révolutionnaires, bien qu'il présidât des réunions subversives, il put garder ses fonctions jusqu'en juillet 1797 ¹⁰⁵.

Ses successeurs, François Guillaume et Antoine Bazin, s'inspirèrent du système des Ecoles centrales et leur arrêté de nomination parle d'Ecole centrale supplémentaire. Ils l'installèrent dans le Couvent des Visitandines, bâtiment spacieux et indépendant, qui avait été vendu comme bien national. Les autres établissements ne présentèrent pas de danger sérieux pour Lyon : le collège de Saint-Symphorien-le-Château était loin et l'Ecole centrale de Bourg recruta ses effectifs dans l'Ain ¹⁰⁶.

La qualité des élèves ne compensa pas la faible quantité. Le recrutement géographique est difficile à préciser, car le lieu de naissance donné par l'état civil peut être accidentel. Dans le palmarès figurent des élèves du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Haute-Saône, du Gard, de l'Ardèche... Beaucoup sont de la Loire, du Jura, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de l'Isère... Les plus éloignés viennent de la Gironde, de l'Ariège, du Bas-Rhin, de Lausanne, de Saint-Petersbourg... Ce n'était pas nouveau. Un mémoire sur les établissements scolaires à former dans la ville de Lyon rappelle qu'« avant la Révolution, la Provence, une partie du Languedoc, le Dauphiné, la Bresse, le Bugey, la Franche-Comté, le Mâconnais, le Forez, même l'Auvergne envoyaient leurs enfants dans les collèges et les Séminaires de Lyon » ¹⁰⁷. L'Ecole centrale jouit de l'attraction due à Lyon, capitale intellectuelle du Sud-Est et métropole commerciale.

Les élèves sont issus de milieux divers, avec une prédominance de l'élément bourgeois. Ce sont soit de jeunes Lyonnais, fils de négociants, de médecins, de commis de fabrique, de liquoristes, de perruquiers..., soit des élèves pouvant se loger, à leurs frais, dans un pensionnat privé, soit des enfants de fonctionnaires — et ils étaient nombreux au chef-lieu de département. Ainsi, des étudiants dont la fortune familiale est qualifiée de « médiocre », ou même de « nulle », coudoient des jeunes gens aisés. Il serait utile de connaître leur origine intellectuelle, car elle conditionne, dans une large mesure, le succès de l'Ecole. Les écoles primaires n'étaient pas en nombre suffisant et ne disposaient pas de livres élémentaires. Les classes préparatoires à l'Ecole centrale manquaient. Il existait seulement des maisons d'éducation, avec pension, où un instituteur enseignait la lecture, l'histoire, la géométrie. Certaines entretenaient des spécialistes pour les arts d'agrément et donnaient des exercices publics. *L'Almanach de Lyon* publiait chaque année leurs annonces... Les élèves, que recrutait l'Ecole centrale, étaient donc de niveau différent et, en général, de préparation médiocre. C'est là une des causes du mauvais fonctionnement des « écoles ».

L'auditoire se répartissait très irrégulièrement entre les différents cours. Le plus fréquenté fut celui de dessin; dès la première année, le professeur signale que « son enseignement est suivi d'un très grand nombre d'élèves de différents âges et de diverses aptitudes ». En 1798,

¹⁰⁵ *Ib.*, Séances des 22 nivôse, 6 pluviôse, 13 ventôse an IV (12, 26 janv., 3 mars 1796).

¹⁰⁶ A. D. Ain, Doc. Riboud, vol. V, pièce n° 121; P.-V. de la distrib. des prix décernés aux élèves de l'Ecole centrale de l'Ain, 15 fructidor an VI (1^{er} sept. 1798) (Bourg, Dufour, in-4°, 28 p.).

¹⁰⁷ A. D. R., T 3, Mémoire sur les établissements... (an X).

il compte 72 élèves; en 1802, 200. Celui de mathématiques fut aussi important dès le début, et en 1803 encore, le Conseil général note qu'il est très goûté. Celui de langues anciennes groupe en 1798 encore peu d'élèves, mais en 1801, Besson déclare qu'il « devient de plus en plus nombreux », et la dernière année, il réunit 70 élèves. La classe d'histoire naturelle est parmi celles qui connurent le plus de succès. Celle de grammaire générale a été moins appréciée, mais celle de législation progressa régulièrement : 7 élèves en 1797, 10 inscrits et une dizaine d'auditeurs libres en 1798, 27 en 1799, 37 en 1802. La chaire d'histoire n'intéressa pas : quand Servan démissionna en 1797, il ne fut pas remplacé « provisoirement, vu le peu d'individus suivant le cours ». Celui de belles-lettres forma également « très peu de disciples »¹⁰⁸.

Cette répartition des élèves est sensiblement celle que constate Duruy dans quinze Ecoles centrales¹⁰⁹. Le dessin occupe, et de loin, la première place; certaines années, presque tous les élèves assistent à ce cours, et c'est lui qui a maintenu artificiellement l'effectif de l'Ecole : un élève qui n'étudie que le dessin ne peut être considéré comme poursuivant des études secondaires. Une telle attirance est due, à Lyon comme partout, au désir d'éduquer l'œil et la main; elle s'explique aussi par son utilité pour l'industrie textile. Le goût très vif du XVIII^e siècle pour les sciences exactes se marque par la fréquentation des classes de mathématiques, d'histoire naturelle et de physique. En revanche, le discrédit jeté sur les études littéraires entraîna l'échec des écoles de grammaire et de lettres. Deux résultats semblent liés à des questions personnelles : la progression de l'effectif en législation est due aux qualités de Delandine; l'échec du cours d'histoire a été provoqué en partie par le changement fréquent de professeur. Les cours délaissés sont ceux qui donnaient une culture désintéressée : les élèves, en période de guerre et de révolution, se montrent peu soucieux de l'acquérir; ils recherchent un métier ou les connaissances suffisantes pour s'engager dans l'armée. L'absence de préparation professionnelle éloignait les élèves, particulièrement de la troisième section.

Cette inégalité dans les résultats tient au régime des options. La loi de brumaire abandonna l'ancienne répartition en classes avec disciplines obligatoires, horaire déterminé, programme défini, et elle institua des cours libres et indépendants les uns des autres. Les élèves, selon leur âge, pouvaient en fréquenter un ou plusieurs, ou même les suivre tous. Les élèves qui se conformaient à l'ordre prévu étudiaient à douze et treize ans les langues anciennes, l'histoire naturelle et le dessin; ils négligeaient le français et les mathématiques. A quatorze ans, ils abordaient des matières nouvelles : mathématiques, physique et chimie, et abandonnaient toute discipline littéraire. A seize ans, nouveau changement, ils reprenaient exclusivement les études littéraires, après deux ans d'interruption préjudiciable à la formation de l'esprit.

Lacroix montre les avantages de cette liberté : « Le jeune homme qu'on aurait destiné seulement aux arts et au commerce pouvait associer l'étude du dessin, celle des langues anciennes avec celle de l'histoire naturelle et y faire succéder celle des mathématiques et de la physique, laisser même de côté les langues anciennes. Les éléments de la législation positive auraient été utiles au négociant; le militaire

¹⁰⁸ A. D. R., 1 L 1067, 15 pluviôse an V (3 fév. 1797).

¹⁰⁹ A. DURUY, *L'instr. publ. et la Révol.*, 1882, p. 135.

aurait pu se passer de l'histoire naturelle ¹¹⁰... » Vial, qui s'inspire beaucoup de Lacroix, reprend l'idée : « Chacun ajuste son programme à sa taille, à ses forces, à ses dispositions naturelles ¹¹¹... »

Ce que vantent ces défenseurs, c'est la possibilité de spécialisation, telle qu'elle existe dans l'enseignement supérieur. Mais elle implique une culture préalable et une orientation rationnellement étudiée. La culture générale ne peut être acquise à douze ans, surtout quand les écoles primaires fonctionnent mal. L'orientation — un des problèmes capitaux de l'enseignement — ne peut être laissée au choix de l'enfant et doit se faire progressivement et prudemment. Le régime des options déterminait une spécialisation prématurée, quand il ne facilitait pas la fantaisie et la paresse. On s'en rendit compte. Les élèves « embrassent trop d'objets à la fois, et il est à craindre que trop d'ardeur ne les égare et rende inutiles des efforts qui, dirigés vers un seul but, obtiendraient des succès », signalait Bérenger à la fin de la première année ¹¹².

En réalité, les élèves n'observèrent pas l'ordre des Sections : ils demeurèrent d'ailleurs trop peu de temps pour le faire. D'après les palmarès, un seul élève couronné fut fidèle pendant toute la durée de l'Ecole : André Jars, dont le père était l'ami du professeur Roux. Un autre est nommé pendant cinq ans. Quelques-uns figurent pendant quatre et trois ans; beaucoup pendant deux ans. Ils n'ont donc pas accompli le cycle fixé par la loi, ils ont choisi certains cours et se sont spécialisés annuellement. La plupart n'entendaient qu'un cours; ceux qui en fréquentaient deux assistaient presque toujours au dessin; quelques-uns seulement s'inscrivaient à trois cours. Conformément au Règlement qui supprima les options et organisa six classes, l'annonce de l'*Almanach* précise que « les élèves peuvent suivre les cours qui leur conviennent (deux en même temps, mais pas plus de trois) en justifiant leur capacité ».

Il fallait également remédier au manque d'homogénéité des auditoires. Dès la première année, Cogell divisa son cours en trois classes. L'école de langues anciennes comprit dès 1798 deux sections, et le professeur « interdit aux arrivants la faculté de se présenter à toutes sortes d'époques »; en 1801, il prévoit trois groupes : « Les commençants, ceux qui sont un peu plus avancés; les humanistes. » « Le cours d'histoire naturelle a été disposé de façon que, par un retour triennal, tous les élèves fussent à portée de le suivre. » Celui de mathématiques compta trois classes...

Il peut arriver qu'une main habile fasse de la bonne besogne avec de mauvais outils. Pour s'en rendre compte, il faudrait retrouver, dans la vie, les élèves de l'Ecole centrale du Rhône. Celle de l'Isère accueillit Stendhal parmi ses élèves; celle de la Haute-Vienne, Bugeaud; celle du Rhône n'a pas formé de célébrités. Gilibert y envoya ses deux fils, dont l'un, Stanislas, poursuivit ses études de médecine; Claude-François Delandine, un fils Willermoz, un fils du député Cayre y furent élèves. Plus tard, André Jars devint capitaine du génie, et Justinien Rieussec, premier avocat à la Cour de Lyon... Les élèves de l'Ecole centrale, marqués par leurs bons maîtres, comme on peut l'être au

¹¹⁰ S. LACROIX, *Essais...*, 1805, p. 23.

¹¹¹ F. VIAL, *Trois siècles d'histoire...*, 1936, p. 131-132.

¹¹² C. R. de l'état des cours, 29 thermidor an V (1797).

cours des années qui achèvent l'enfance, furent médecins, magistrats, officiers. Les meilleurs entrèrent à Polytechnique, dix-huit se mirent en route pour l'Ecole de Mars et trois furent envoyés à l'Ecole de navigation. Gilibert le rappela en 1802 : « Un grand nombre de nos élèves est déjà employé dans nos armées comme ingénieurs, sur nos flottes comme marins, ou brille déjà dans la carrière du barreau. » Les cadres du premier Empire furent ainsi constitués par les disciples des idéologues que Napoléon méprisait...

4. LES CONCEPTIONS PEDAGOGIQUES

La création des Ecoles centrales se voulait une tentative révolutionnaire. Pour une fois, les législateurs ne se contentèrent pas de retoucher un horaire ou la coupure d'un programme. L'effort de rénovation tendit à mettre en harmonie l'enseignement et l'évolution scientifique, l'éducation et la société qui se réorganisait selon les principes de la souveraineté populaire et de la liberté politique. Les idéologues songèrent aussi à dégager de l'emprise religieuse la formation morale et sociale de l'enfant.

Leur réalisation révèle d'abord l'influence de Rousseau : il faut respecter la nature et se borner à favoriser le développement de l'enfant; les sens doivent être affinés par l'observation. Ces propos de l'*Emile* expliquent l'importance du dessin dans les horaires des Ecoles centrales, le rôle des cabinets scientifiques, le désir de rechercher les applications pratiques des sciences. Mais les rédacteurs n'écourent plus l'*Emile* quand ils négligent l'éducation physique et l'hygiène; ils s'opposent même à ses théories quand ils cherchent à socialiser l'enfant. « Nous recevons sans doute l'homme des mains de la nature, mais nous devons le former pour la société » répond Lakanal à Rousseau.

Par réaction contre l'humanisme dévot, les encyclopédistes facilitèrent la substitution d'un enseignement scientifique et positif à une éducation littéraire et formaliste. Ils espéraient, avec un optimisme naïf, que le progrès des sciences et des techniques aboutirait au bonheur de l'humanité. Mais, formés par les anciens collèges, ils ne rejetèrent pas les disciplines désintéressées. De là, résulte un compromis entre un enseignement technique et un enseignement destiné à la formation de l'esprit; les matières proprement culturelles ont progressivement retrouvé leur importance au cours des projets de réforme. Ainsi, le plan Condorcet comporte de nombreuses chaires techniques; la loi de l'an III en conserve quelques-unes mais reprend en partie la culture traditionnelle; dans la loi de l'an IV, le rapport est renversé : la culture l'emporte sur la préparation professionnelle.

La loi de brumaire atteste le triomphe de Condillac. Ses héritiers furent nombreux dans les assemblées révolutionnaires, et ce sont eux qui élaborèrent les plans pédagogiques. Ils préconisent la méthode intuitive qui consiste à frapper les yeux des élèves, à les faire toucher, entendre, sentir. L'influence de la pédagogie de Rousseau, de l'esprit encyclopédiste de la philosophie de Condillac, se reflète dans le choix des matières : le dessin est au seuil de l'édifice, les sciences sont

étudiées plus que chez les Oratoriens, les langues anciennes comptent une unique chaire et les disciplines nouvelles s'implantent : grammaire générale, chère aux idéologues, histoire, législation. Heureuse par le renouveau qu'elle apporte dans l'enseignement et par le développement qu'elle accorde aux sciences, la législation de l'an IV appelle des réserves : les Ecoles centrales n'inculquèrent pas une éthique cohérente et ne formèrent pas des hommes complets.

Une doctrine pédagogique ne vaut souvent que par son application. A ce sujet, la loi reste muette, elle se borne à énumérer une série de dix chaires, groupées en trois sections que l'on ne peut considérer, avec Lacroix, comme des « étages particuliers de connaissances », car elles ne sont que des juxtapositions de cours isolés et facultatifs. Daunou justifie ce silence : « Dans l'art de cultiver les facultés de l'homme, il existe un nombre presque infini de détails secrets qui sont tout à fait inaccessibles à la loi... Il ne faut point consacrer et déterminer par des décrets des procédés qui, entre les mains de fonctionnaires habiles, peuvent s'améliorer par l'expérience de chaque jour ¹¹³. »

Cette rénovation impliquait une méthode inductive : il fallait faire voir les choses, mettre les enfants en présence des réalités concrètes, puis, peu à peu, les exercer à en dégager les idées abstraites ; il fallait renoncer au cours parlé qui fatigue un jeune auditoire et au cours dicté qui gaspille un temps précieux. Il fallait recourir aux procédés actifs... Ce sens pédagogique se rencontra chez quelques professeurs, tels que Lacroix, ce qui fait écrire à Vial : « Tous les maîtres manifestent, dans leur enseignement, le sens vif du concret, le désir de fuir le verbalisme et les abstractions, d'employer la méthode expérimentale, c'est-à-dire la méthode exactement contraire à celle des anciens collèges ¹¹⁴. » La généralisation semble hasardeuse : à Lyon, les professeurs de l'Ecole centrale avaient presque tous atteint cinquante ans et s'étaient depuis longtemps créé leur pédagogie en enseignant dans les collèges. Il est difficile de rompre avec ses habitudes, surtout quand on n'a pas de contrôle et peu de directives.

Les ministres adressèrent quelques lettres pour orienter les professeurs. En 1797, François de Neufchâteau sollicita l'envoi des cahiers de préparation en vue d'une publication qui suppléerait à la disette de manuels. Après plusieurs rappels, une cinquantaine de maîtres sur un millier communiquèrent leur travail. Rien ne parvint de Lyon. François de Neufchâteau recommande d'apprendre à résumer plutôt qu'à amplifier, d'habituer à lire à haute voix, à calculer de tête avec rapidité... Il envisage même des « loisirs dirigés » pour visiter des ateliers, souhaite une discipline libérale et interdit les châtimens corporels, « traitements barbares dignes du despotisme ».

Le personnel ne reçut pas d'autre instruction, ni du législateur, ni du ministre, ni du jury... Pas de programmes détaillés, pas d'inspection, peu de livres scolaires, peu de sanctions disciplinaires, tout fut laissé à la disposition des maîtres. La Première Section, destinée aux élèves de douze à quatorze ans, comprend trois disciplines : le dessin qui, selon la doctrine de Condillac, joue un rôle d'initiation ; l'histoire

¹¹³ DAUNOU, *Rapport sur la loi de brumaire an IV* (G. COIRAULT, *op. cit.*, p. 194).

¹¹⁴ F. VIAL, *Trois siècles d'hist.*, 1936, p. 112.

naturelle, science d'observation qui constitue le premier contact avec les nouveautés scientifiques; les langues anciennes qui prouvent le désir de ne pas rompre avec l'humanisme traditionnel. Si les idées viennent des sensations, il est bon que les études débutent par des exercices sensoriels. Comme Rousseau, Lakanal classe le dessin parmi les moyens d'acquérir des connaissances : « Le dessin, qui n'a été considéré jusqu'à présent que relativement à la peinture, sous le rapport du perfectionnement des sens, accoutume les yeux à saisir fortement les traits de la nature ¹¹⁵. »

François de Neufchâteau donna peu de directives pour l'organisation de ce cours, cependant très suivi : « La classe de dessin, écrit-il, n'est pas proprement destinée à développer les talents d'un Raphaël ou d'un Rubens; sans vouloir planer si haut, vous marcherez d'abord avec la multitude. » Lacroix défend le même point de vue : « Tous les jeunes gens ont été enseignés comme s'ils devaient devenir peintres et, sur ce pied, on aurait débuté par la poésie les élèves qui s'exerçaient dans l'art d'écrire. Revenons à des objets d'une utilité plus générale. Exerçons leur jugement en même temps que leurs mains ¹¹⁶. »

Cogell avait déjà enseigné à l'Ecole royale de dessin. En 1796, lors de l'ouverture des cours, il approuva le législateur d'avoir accordé une place essentielle au dessin, car il le juge indispensable aux artisans pour les préparer à leurs professions, aux Lyonnais pour développer leur industrie textile, à tous pour former le goût. Cogell résume sa pédagogie en quelques formules : il faut mêler les cours et les exercices, car « la main se porte d'elle-même à imiter ce qui plaît, mais la réflexion qui la guide prévient ses écarts... La théorie ne doit jamais cesser d'être présente à l'esprit du dessinateur; la lumière des règles est le premier véhicule du génie. La théorie et la pratique doivent se prêter un mutuel secours ». Il faut instruire par l'exemple et « racheter par la douceur l'aridité et la dureté du précepte; encourager en travaillant au milieu de ses élèves; démontrer avec précision et netteté; varier avec discernement les objets pour prévenir l'inconstance et le dégoût ».

Il commence par l'étude de la figure, car sans elle, il est « impossible de parvenir à cette belle et juste régularité des formes, dont le corps humain présente les plus parfaits et les plus difficiles modèles »; la seconde étude est celle des ornements; la troisième, celle de la fleur. En réalité, Cogell s'attachait à l'étude de la figure essentiellement. Il répartissait ses élèves en trois classes : la première réservée aux figures académiques, la seconde aux têtes et aux extrémités, la troisième aux principes ¹¹⁷. Tous les rapports louent les résultats obtenus par Cogell; il savait entretenir une émulation parmi ses élèves et rassembla un matériel intéressant. Mais il resta avant tout un peintre, négligea le côté éducatif du dessin et oublia son utilité professionnelle.

Les sciences naturelles comportent des fins utilitaires et éducatives : elles permettent d'acquérir des connaissances sur les trois règnes de la nature; mais « la chasse est plus intéressante que la prise » et la nomenclature importe moins que le développement des facultés d'observation

¹¹⁵ J. GUILLAUME, *P.-V. du Comité*, Rapport du 16 déc. 1794, V. p. 305-306.

¹¹⁶ S. LACROIX, *Essais*, 1805, p. 218.

¹¹⁷ *Journal de Lyon*, 6 ventôse an V (24 févr. 1797).

et l'éveil de la curiosité scientifique. L'enseignement de cette discipline exige la méthode active souhaitée par Rousseau pour habituer les élèves à observer, décrire, dessiner...

Gilibert souligna, lors de l'inauguration de l'Ecole, la valeur de « cette science aussi agréable que nécessaire » ; elle fournit au « chimiste des minéraux qu'il change en métaux, des terres qui se métamorphosent en vaiselles, des bois pour les ameublements... L'agriculteur apprend du naturaliste l'art de distinguer les plantes alimentaires précieuses dans ses pâturages, et celles qui sont inertes ou dangereuses ». A la séance d'ouverture, Gilbert exposa comment il concevait sa tâche : il est impossible de tout connaître, puisque « la nature est prodigue, qu'elle a jeté plus de seize mille espèces de plantes, presque autant d'insectes, deux mille espèces d'oiseaux, plus de mille poissons... » ; un professeur ne peut le prétendre alors que Linné se reconnaissait des maîtres « pour les poissons et les minéraux ». « En partant de la réalité familière », il suffit de dégager de grands principes. « Nous commencerons par meubler nos têtes de toutes les sensations que nous avons reconnu exister dans celles des paysans. Ces sensations acquises, réunies à la nomenclature vulgaire, nous fréquenterons les savants pour coordonner les idées abstraites d'espèce, de genre, d'ordre. » Gilbert affirme la nécessité des travaux pratiques : « L'amateur qui étudie les plantes de son canton a des connaissances aussi réelles que celui qui a parcouru avec avidité toutes les contrées de la planète. »

A la fin de l'an V, Gilbert rappela sa méthode inductive et progressive : débiter par l'analyse ; s'élever à la synthèse quand les élèves ont l'esprit suffisamment riche en détails, déduire enfin les notions générales des attributs particuliers. Il étudiait pendant l'hiver la minéralogie et la zoologie ; au printemps, la botanique, avec exercices au jardin sur « les trois mille espèces cultivées en insistant sur leur caractère distinctif et leur utilité pour la médecine et les arts ».

C'est autour de la question de la valeur éducative des langues anciennes que semble se cristalliser l'opposition entre la pédagogie des collèges et celle de l'Ecole centrale. Lacroix estimait que l'étude d'une langue morte était périmée : « Quand l'enseignement des sciences se fait dans la langue maternelle, quand cette langue perfectionnée par une succession de bons écrivains dans tous les genres, possède un assez grand nombre d'ouvrages propres à former le cœur, orner l'esprit et occuper les loisirs de ceux qui ne font pas une profession de la culture des lettres, quand il s'agit d'une nation assez riche de ses propres découvertes et assez curieuse de celles des autres pour produire des traités complets sur toutes les branches de nos connaissances, l'étude approfondie du latin ne saurait plus être que l'objet d'une érudition particulière ¹¹⁸. »

Lors de l'ouverture des cours, Besson répliqua : « L'étude des langues anciennes n'est point une étude d'agrément et de curiosité » ; elle est indispensable ; c'est « la clef et l'avenue des sciences », car elle permet de converser avec tous les savants, de comprendre les termes techniques dérivés des racines gréco-latines, d'apprécier « les pensées belles, les images brillantes, les tours fins et délicats, les expressions riches et harmonieuses » de la littérature antique dont aucune traduction ne peut donner l'idée, car « Démosthène, Homère, Cicéron, Virgile

¹¹⁸ S. LACROIX, *Essais...*, 1805, p. 65.

ne savent parler qu'en leur langue. Ce sont des pierres précieuses qui se ternissent sous la main du traducteur ». Enfin, « les langues modernes étant les rejetons des langues anciennes, c'est faciliter la connaissance des langues vivantes que de commencer par la mère commune », car elle accoutume à saisir le mot propre et à mettre de l'harmonie dans la phrase; elle aide à traduire l'italien, l'espagnol, et même l'allemand et l'anglais. Besson conclut : « Jeunes citoyens, ne prêtez pas l'oreille à la voix de l'ignorance qui, voulant vous détourner de cette étude, affecte de publier qu'elle est inutile ¹¹⁹. »

La méthode suivie par les professeurs des Ecoles centrales était celle de l'encyclopédiste Dumarsais. Elle datait de 1722 et avait connu le succès, car elle proposait des moyens rapides : sa principale innovation consistait à substituer à la véritable langue latine, avec ses inversions, ses ellipses, sa construction propre, une langue arrangée et factice, dont les phrases disposées à la française se prêtent à un mot à mot rigoureux. Ce procédé, qui peut sembler ingénieux, en supprimant ou en réduisant l'effort, détruit l'intérêt du latin. Ce sont les travaux lents et laborieux qui développent les facultés. Besson, qui avait enseigné au Petit Collège, garda ses habitudes : la traduction resta l'exercice de base; il imposa aux élèves des commentaires et des versions à préparer — ce qui était rare dans les Ecoles centrales — et leur demanda de rendre compte des caractères des langues anciennes, de leurs différences avec la langue française, de leurs avantages respectifs... Il commençait son cours, se conformant à une circulaire de septembre 1799, par des notions d'idéologie, pour que l'enfant connaisse le mécanisme de son esprit; puis il entraînait ses élèves à « l'analyse logique » et abordait alors les huit parties du discours. Il expliquait principalement Phèdre, Tite-Live, Horace, Salluste ¹²⁰.

A Lyon, comme dans toutes les Ecoles centrales, les résultats furent médiocres. Un rapport du Conseil d'Instruction publique le constata : il fallait parcourir, en un an ou deux, le cycle d'études qui en exigeait six dans les collèges, et avec de jeunes élèves qui ne possédaient aucune notion du grec et du latin. Bénézech s'inquiéta, dès 1797, et proposa de confier la législation au professeur d'histoire et de créer à la place une seconde chaire de langues anciennes. La Commission d'Instruction publique suggéra ce remaniement : trois professeurs enseigneraient le grec, le latin et le français; celui de belles-lettres se chargerait de l'histoire et de la géographie. La grammaire générale serait remplacée par la logique et l'analyse de l'entendement humain. Les autres spécialités, dessin, mathématiques pures et appliquées, morale et législation... seraient maintenues. Un Inspecteur général surveillerait les études et assumerait la police des classes ¹²¹. Rien ne fut fait et Besson n'eut pas le succès qu'il méritait en raison des conditions de travail.

La loi avait prévu, dans cette Première Section, une chaire facultative de langues vivantes « appropriées aux localités ». Cette disposition était nouvelle. Mais le législateur avait songé au but utilitaire et non éducatif de ce cours : il faciliterait les relations commerciales avec l'étranger. Bien que Lyon eût réclamé l'enseignement de plusieurs

¹¹⁹ Ouverture des cours..., 1796.

¹²⁰ Distrib. des prix..., 1797, 1798, 1799..., *passim*.

¹²¹ *Journal de Lyon*, 17 juin 1797.

langues vivantes dans son plan de 1763, aucun professeur ne fut nommé à l'Ecole centrale. Est-ce indigence de crédit ou de personnel ?

A l'âge de 14 ans, les élèves pouvaient continuer, selon leur goût, leurs aptitudes et leur vocation, ces études de la Première Section. Mais ils étaient dès lors admis dans les cours de la Deuxième Section. Avec elle, se poursuivent les sciences d'observation et d'expérimentation — physique et chimie —, et commencent les sciences abstraites — mathématiques. Ces dernières font acquérir des notions indispensables dans la vie et développent le raisonnement, l'esprit de logique, d'analyse et de méthode. Ce sont ces considérations que Lakanal exposa dans son rapport de l'an III. Une seule Instruction officielle se rapporte à cet enseignement : Bénézech recommanda l'usage du tableau noir. Le mathématicien Lacroix conseille « de préparer les jeunes gens à s'instruire par eux-mêmes plutôt que d'accumuler dans leurs têtes des propositions particulières, des faits, des règles que les livres rappellent toujours, lorsqu'on sait les entendre ». Aussi faut-il se contenter d'enseigner un petit nombre de principes fondamentaux, avec prudence et précision.

Roux se préoccupa de rendre les mathématiques attrayantes; il les comparait à « des hommes d'un abord sérieux qui se communiquent lentement et avec précaution », et affirmait qu'elles « captivent par leur méthode, satisfont la raison par l'évidence, charment l'esprit par leurs procédés rigoureux ». Selon l'habitude de l'époque, il se plut, lors de l'ouverture des cours, à démontrer longuement leur utilité pour le commerce, la mécanique, l'art militaire... Il ne sut pas, comme le suggérerait Lacroix, limiter son programme. Ainsi, la première année, il parcourut l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la trigonométrie et les sections coniques. L'année suivante, il développa les leçons des trois tomes du *Cours complet de mathématiques*, d'Etienne Bezout... En 1802, il traita les principes d'arithmétique, la géométrie de Legendre, l'algèbre et son application à la géométrie de Lacroix, la statique de Monge. L'organisation du cours en trois classes était convenable. Des succès répétés à l'Ecole Polytechnique témoignent de la valeur de cet enseignement.

Au moment de la réforme consulaire, Roux présenta une suggestion intéressante : pour pallier le manque de coordination des différents cours de l'Ecole, il propose de centrer tout l'enseignement moderne sur les mathématiques qui rempliraient le rôle tenu autrefois par le latin. Il souligne la liaison entre la logique et les mathématiques et démontre, une fois de plus, qu'elles ont d'innombrables avantages ¹²².

L'enseignement de la physique et de la chimie doit demeurer essentiellement inductif, partir de l'expérience et tendre vers les lois. « Il faut faire semblant d'ignorer et conduire l'élève d'observation en observation, comme si maître et élève faisaient ensemble les découvertes », recommande Condillac. Mollet était physicien. Dès l'ouverture de l'Ecole, il annonça ses intentions : « La chimie et la physique ne peuvent guère aller l'une sans l'autre; elles seront réunies dans ce cours, mais la chimie est une science vaste qui n'entre pas dans le plan de cet établissement; il ne sera question ici que de ce qu'elle renferme de plus élémentaire et de plus général : la chimie sera subordonnée à la physique qui doit faire la base de notre enseignement. » Ce parti-pris

¹²² Distrib. des prix... (an VI-an X).

de n'exposer que sa spécialité déplut aux Lyonnais qui désiraient surtout un cours de chimie appliquée aux teintures. Ils le signalèrent à Mayeuvre, représentant au Conseil des Cinq-Cents, qui conclut, d'après les rapports reçus : « Ce professeur de physique n'est pas capable de faire autre chose que des expériences propres à instruire et à amuser un petit nombre d'amateurs ¹²³. »

Ses programmes, destinés en principe à des élèves de quatorze ans, semblent fort ambitieux : celui de 1796 comprend les phénomènes de cristallisation, de dissolution, d'affinité, l'optique, le magnétisme, l'électricité, la météorologie. La pratique ne le conduisit pas à plus de modération : en 1801 encore, il se propose de traiter les propriétés générales des corps considérés physiquement et chimiquement, la théorie de la chaleur des gaz et la combustion, l'électricité et le système de Franklin ¹²⁴... Mollet faisait deux séries de leçons : d'abord, des cours publics avec expériences spectaculaires qui provoquaient « l'avidité de tous les admirateurs » et attiraient « une élite de femmes aimables, jalouses de pénétrer les secrets les plus ingénieux » ; en second lieu, des entretiens plus familiers où les élèves demandaient des éclaircissements. Ce cas illustre les dangers de la loi : un physicien, qui eut une carrière professorale remarquable, parcourait à la hâte des programmes beaucoup trop étendus et délaissait ce qui n'était pas sa spécialité. Un enseignement du second degré implique un choix judicieux.

Agés de seize ans, les élèves pouvaient fréquenter toutes les classes de l'Ecole centrale. Ils avaient suivi, en principe, des cours d'ordre littéraire, puis scientifique. Ils étaient prêts à recevoir une dernière formation : celle des disciplines, plus abstraites, de la Troisième Section, qui représente dans le cycle des études une sorte de conclusion. Elle tendait à inculquer, après les enseignements de base, plus pratiques, des deux premières sections, une culture supérieure et désintéressée, ainsi qu'une philosophie nouvelle.

La grammaire générale, très à la mode dans la société cultivée à la fin du XVIII^e siècle, était une science récente, que Condillac avait exposée dans son *Cours d'Etudes*. Mais cet enseignement, ne disposant que du français et des langues anciennes, restait dans l'enfance. Une *Grammaire française républicaine*, publiée en 1794, à l'usage des Ecoles nationales, par un Lyonnais, respecte la tradition. Après une préface démontrant que le français est « l'idiome de la liberté et l'accent de la raison », après avoir évoqué la précision spartiate et la pureté athénienne, l'auteur examine le nom, l'article, l'adjectif... en adaptant les exemples : « Le riche et le pauvre sont égaux devant la loi » ; toutefois, il utilise encore à l'étude du participe « aimant Dieu et aimé de Dieu » ¹²⁵.

Le ministre Quinette précisa le sens de ce cours dans sa circulaire de septembre 1799. Il le conçoit comme « le complément et le couronnement de langues anciennes et l'introduction aux cours de belles-lettres, d'histoire et de législation... Des notions d'idéologie et de grammaire générale sont nécessaires pour bien comprendre les règles d'une langue quelconque et pour en abrégier l'étude... Il faut appliquer ces

¹²³ Ouverture des cours..., an V.

¹²⁴ Distrib. des prix..., 1796 et 1800.

¹²⁵ M. H. L., Grammaire franç. républ..., par BULARD (Comm.-Aff., Impr. répub., an II, in-8°, 124 p.), p. 23 et 76.

connaissances à la grammaire française, puisqu'elle est le premier pas vers l'étude de belles-lettres, et enfin, il faut en tirer les règles de l'art de raisonner, puisque c'est là le fil conducteur qui doit aider les jeunes gens à apprécier les hommes et les choses, les faits et les institutions dans les cours d'histoire et de législation ». Le ministre prescrit quatre parties : l'idéologie, la grammaire générale proprement dite, la grammaire française, la logique ou art de raisonner ¹²⁶.

L'idéologie est, selon Destutt de Tracy qui créa le terme, la « science des idées considérées en elles-mêmes, c'est-à-dire comme simples phénomènes de l'esprit humain ». « Nous n'existons, écrit Tracy, que par nos sensations et nos idées; tous les êtres n'existent pour nous que par les idées que nous en avons. Ainsi, la connaissance de la manière dont nous formons nos idées est la base de toutes les sciences. » La substance du cours d'idéologie était partout extraite de Condillac; ses contemporains lui assignent une place prépondérante; les documents relatifs à l'enseignement le citent à propos de toutes les disciplines. « Le nom de Condillac, remarque Coirault, plus que ceux de Rousseau, de Diderot, des encyclopédistes, domine toute la pédagogie révolutionnaire ¹²⁷. » L'ouvrage de Destutt de Tracy, *Eléments d'idéologie pour les élèves de Grammaire générale des Ecoles centrales*, publié en 1801, reprend sous une forme plus claire et plus simple la plupart des questions envisagées par Condillac dans le *Traité des sensations*. Il débute par des notions de psychologie relatives aux facultés et aux opérations de l'esprit. La deuxième partie du cours est constituée par la théorie générale des langues, l'étude des mots considérés comme matière du discours et comme signe des idées, la recherche des caractères spécifiques de la syntaxe et de la construction. Ces problèmes, posés par Condillac dans l'*Art de parler* et dans l'*Essai sur l'origine des connaissances humaines*, ressortissent plutôt à l'Enseignement supérieur qu'à celui du Second degré.

La chaire de grammaire connut deux titulaires à l'Ecole centrale du Rhône; leurs conceptions furent bien différentes. A l'ouverture des cours, Brun définit ainsi sa discipline : « Le recueil des règles et les motifs de ces règles qui se retrouvent les mêmes dans toutes les langues connues. » Il indique sa méthode : « Se procurer des renseignements exacts et des morceaux étendus des langues étrangères, comparer, remonter aux origines mêmes de la parole. » Il annonce ensuite son programme : causes physiques de la parole : les sons, la voix, les mots. Coup d'œil sur l'écriture, son origine probable : éléments de logique, nature de la pensée, origine des sensations et des idées. Analyse du discours : partie pratique avec application à la grammaire française — ce qui facilitera, prétend-il, l'étude des langues étrangères utiles au commerce lyonnais —, « récit succinct des différentes méthodes pour apprendre à parler et à écrire aux sourds et muets » ¹²⁸. Il n'oublie pas d'insérer son projet de réforme de l'orthographe. Brun estime que c'est en raison de ses bizarreries, de ses complications et de ses contradictions que les trois quarts des Français ne savent pas lire et, inlassablement, il tente de faire admettre une simplification... A la fin de l'année, Brun avoue qu'il n'a pu réaliser son programme à la fois philosophique

¹²⁶ G. COIRAULT, *op. cit.*, p. 291.

¹²⁷ G. COIRAULT, *op. cit.*, p. 299.

¹²⁸ Ouverture des cours..., an V.

et grammatical, et qu'il a dû se limiter aux notions élémentaires de grammaire et exercer ses élèves par des compositions. Comme ses collègues, il utilise Condillac, Dumarsais, Beauzée ¹²⁹.

A la mort de Brun, le Jury demanda aux candidats, qui se présentaient au concours, « d'être en état de démontrer le mécanisme du langage fondé sur la nature même et la marche des idées, dont les premiers principes se retrouvent dans toutes les langues; d'appliquer cette théorie à la langue française qui est le principal but de l'enseignement de cette chaire...; d'enseigner la morale républicaine, base des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen, et leur application à la Constitution de l'an III ». Les questions se rapportèrent à l'influence des terminaisons de mots dans toutes les langues sur les idées, aux expressions naturelles et imitatives, au langage prosaïque et poétique ¹³⁰... Cette conception différait de celle de Brun; le Jury désirait des leçons de grammaire générale, mais aussi de grammaire française et de morale républicaine. Le professeur choisi, Ménestrier, entreprit un cours de grammaire française : « Classification des mots d'après leur emploi spécifique dans la phrase; notions de proposition incomplète ou complexe, simple ou composée; liaison des propositions entre elles par les conjonctions; forme des périodes; différents usages d'un même mot; emploi de l'ellipse » ¹³¹...

Un cours de grammaire ne suffisait pas. Le Conseil général s'en rendit compte et sollicita en l'an IX, un professeur supplémentaire d'analyse, de logique et de dialectique pour former les élèves qui se dirigeaient vers la classe de belles-lettres ou la carrière du barreau; à la rigueur, pour ne pas accroître les dépenses, il consentait à ce que le professeur de mathématiques ou de physique fût chargé d'expliquer Dumarsais ou Condillac pendant les deux premiers mois de l'année ¹³². Il eût été bon, en effet, de placer dans les Ecoles centrales, un professeur de philosophie et de réserver celui de grammaire générale pour l'étude du français, car c'est un enseignement fondamental dans un établissement du Second degré.

Le cours de belles-lettres était destiné à préparer au ministère de l'éloquence que les hommes du XVIII^e siècle tenaient tant en honneur. Selon le rapport de Lakanal, elles « ouvrent l'esprit au jour de la raison et le cœur à l'impression du sentiment; elles substituent la moralité à l'instinct; elles polissent les peuples; elles les rendent plus sensibles et en même temps plus dociles aux lois, plus capables de grandes vertus » ¹³³. Un seul conseil fut adressé aux professeurs. François de Neufchâteau suggéra, dans sa longue circulaire de 1799, d'apprendre à analyser plutôt qu'à développer : « Un des meilleurs moyens, disait-il, de disposer les jeunes gens à la précision, c'est de leur donner à extraire de bons discours et de bons livres. En les analysant, ils en expriment la substance et peuvent se l'incorporer. Ils contractent, en outre, l'excellente habitude de ne rien dire que

¹²⁹ C. R. de l'état des cours..., 29 thermidor an V.

¹³⁰ A. D. R., 1 L 1067, P.-V. du Jury d'Inst., 7 et 21 thermidor, 9 fructidor an VII (25 juil., 8 et 26 août 1799).

¹³¹ Distrib. des prix, an IX.

¹³² A. D. R. N, Registre du Conseil général. Rapport du 28 germinal an IX (18 avril 1801).

¹³³ J. GUILLAUME, P.-V. du Comité..., V, p. 304.

d'utile et d'élaguer le superflu. » De tels exercices ne convenaient pas à Béranger. Au contraire, il conçut pour sa première année un vaste programme réunissant la poésie, « la littérature comparée », la grammaire générale et la stylistique; il se proposait d'établir un parallèle entre les richesses littéraires antiques et modernes, et de démontrer l'influence du climat et du gouvernement sur les lettres; « il dicterait pendant les premiers mois un *Précis de grammaire générale*, du Grand Arnauld et un *Précis de Logique*, d'après Dumarsais »; pour l'étude de l'éloquence grecque et romaine, il suivrait la méthode de Hugh Blair, dont les *Cours de rhétorique et de belles-lettres* venaient d'être traduits en français ¹³⁴.

L'échec conduisit Béranger à réduire son programme. Il enseigna alors les règles du style, procéda à des lectures choisies accompagnées de réflexions critiques, morales et littéraires, fortifia l'art du raisonnement par l'analyse de discours, commenta les chefs-d'œuvre des Anciens, en particulier de Démosthène, de Tacite, de Juvénal, en tira des préceptes pour bien écrire... Il se plaignit de l'indifférence de la jeunesse. Pourtant quoi de plus utile que de savoir bien s'exprimer? Si le commerçant soigne sa correspondance, ses « affaires en profiteront ». Un jeune homme qui aspire à « éclairer sa patrie », dans des postes « éminents et suprêmes », doit avoir appris à discourir. « Rassurez-vous donc, pères de famille, qui ne croyez devoir songer qu'à la fortune et à l'avancement de vos enfants. Ils feront aussi leur chemin par la route fleurie des beaux arts » ¹³⁵.

Il promit, en 1797, d'épurer le goût des élèves, de développer le triple talent de penser, de parler et d'écrire, d'organiser des séances publiques pour révéler les résultats de son travail. Il imposa des dissertations; ainsi en 1801 il attribua le prix d'éloquence sur cette question : « Quelle conduite les maîtres doivent-ils tenir pour hâter les progrès des élèves? »; celui d'analyse oratoire sur ce thème : « Les vrais plaisirs ne sont faits que pour la vertu », et celui de style épistolaire sur ce sujet : « Conseils d'un père à son fils en l'envoyant dans la capitale pour achever ses études. » Tout cela n'était pas très nouveau...

Béranger était passionné d'art oratoire; son cours a été peu suivi, comme tous ceux de la Troisième Section. L'étude de la technique du langage et du style n'était pas inutile. Mais ce cours, dans le système des Ecoles centrales, restait trop isolé. Il aurait été lié, avec fruit, à celui de langues anciennes; or, il en était coupé par une interruption de deux ans; il aurait pu être complété par un cours de littérature française... Ce sont ces manques de liaison qui ont porté préjudice à la pédagogie des Ecoles centrales.

Rousseau, prenant position dans le débat sur l'opportunité de l'enseignement de l'histoire, déclare dans *l'Emile* : « Par une erreur encore plus ridicule, on fait étudier l'histoire (aux enfants); on s'imagine qu'elle est à leur portée, parce qu'elle n'est qu'un recueil de faits. Mais qu'entend-on par ce mot de faits? Croit-on que les rapports qui détermineront les faits historiques soient si faciles à saisir, que les idées s'en forment sans peine dans l'esprit des enfants? Croit-on que la

¹³⁴ A. D. R., L 120*, f° 53, Ouverture de l'Ecole centrale, 1^{er} frimaire an V (21 nov. 1796).

¹³⁵ C. R. de l'état des cours..., 1797.

véritable connaissance des événements soit séparable de celles de leurs causes, de celle de leurs effets ? » Dans ses *Leçons à l'Ecole normale de l'an III*, Volney demande de bannir l'histoire des écoles primaires parce qu'elle exige une expérience et de la maturité d'esprit.

En effet, loin d'être une simple chronologie, elle veut risquer une interprétation et, par là, elle dépasse souvent le niveau des élèves; si le professeur tente d'adapter son enseignement en simplifiant son explication, il risque de la déformer. L'histoire devient une grossière philosophie de l'histoire mise, le plus souvent, au service des intérêts patriotiques, religieux ou sociaux. Ces objections démontrent moins l'inutilité de l'histoire que la difficulté de son enseignement. Il faut choisir ce qui peut être présenté d'une manière concrète, vivante, pittoresque; il faut faire appel tour à tour à l'imagination, au jugement et à la réflexion.

Une seule circulaire, adressée par Quinette aux professeurs d'histoire en septembre 1799, indique les avantages de ce cours : « Donner aux citoyens une connaissance générale des événements qui se sont successivement passés chez tous les peuples qui ont mérité des historiens, faire observer la marche de l'esprit humain dans les différents temps et les différents lieux, les causes de ses progrès, de ses écarts, de ses rétrogradations momentanées; les rendre capables de pousser plus loin leurs recherches, s'ils en ont le désir. » Il vante « les précieux essais de Voltaire qui, le premier chez nous, a considéré l'histoire sous un point de vue philosophique ».

Pour cette tâche nouvelle, les matériaux manquaient : « Les meilleurs livres sont bien exempts des préjugés les plus grossiers, mais on remarque encore une foule d'erreurs et de négligences qui font peine aux lecteurs instruits. » Selon Tracy, aucun manuel ne fournit « un tableau complet de la marche de l'esprit humain, qui montre les vraies causes de ses succès et de ses écarts ». Le professeur rencontrait un seul guide : Condillac. Celui-ci, dans son *Cours d'Etudes*, recommande de faire profiter l'élève « de l'expérience des siècles passés, de lui faire démêler avec soin les causes du peu de prospérité et des malheurs infinis que les hommes ont éprouvés, d'étudier enfin l'histoire comme un pilote examine les naufrages de ses prédécesseurs pour en faire son profit et naviguer alors sans crainte et sans danger ». Quant à la géographie, le ministre estime qu'elle doit être « absolument détachée de l'histoire et la précéder de plusieurs années », car elle relève presque uniquement du ressort de la mémoire et, par là, elle est « très convenable à la première enfance »; la géographie physique et la chronologie « doivent entrer dans le programme du cours d'histoire naturelle »; la géographie politique doit être abordée en même temps que les premiers éléments de latin, ou être exposée par le bibliothécaire.

L'Ecole centrale du Rhône connut plusieurs professeurs d'histoire. Le premier, Servan, définit ainsi l'objet de son cours : « La morale réduite en exemples, l'art d'instruire ses contemporains de ce qu'ils doivent faire par le récit de ce que leurs devanciers ont fait... L'histoire est un art et le plus grand de tous; par le choix et l'ordre qu'elle met dans les faits, elle se propose de diriger l'action des hommes dans la politique, la législation, toutes les sciences, tous les arts et surtout l'art de se rendre heureux par la vertu. Ceux qui ont dit de l'histoire qu'elle était une science, en croyant l'honorer, ont méconnu son véri-

table esprit; le mot de science n'exprime qu'un système de connaissances purement spéculatives. » Servan indique son programme et sa méthode. L'exposé chronologique est confus et peu utile; l'histoire « n'est pas une simple nomenclature de dates, ni une futile ostentation de la mémoire ». L'ordre analytique entraîne des répétitions. Il faut « disposer à la fois les faits selon leurs rapports avec le temps et selon leurs rapports naturels, de manière que chacun de ces ordres pût éclaircir l'autre au lieu de l'offusquer ». Après quelques aperçus sur la géographie, le professeur étudiera les Temps Anciens, en montrant ce que « notre monde doit à l'antique Asie », puis abordera le Moyen-Age et l'Epoque moderne. Pour chaque peuple, il envisagera le gouvernement et la politique, la législation, le commerce et l'industrie, les arts et les sciences, les mœurs et les usages. Le programme, établi pour un an, est démesuré. Servan estime que tout maître doit « entrer dans ses fonctions bien pénétré de cette maxime : rien de trop » ¹³⁶.

Bertholon a laissé peu d'indications sur son travail. Il exposait des notions élémentaires de cosmographie et de géographie physique, de la chronologie, des « vues philosophiques qui peuvent jeter quelques lumières sur le chaos de l'histoire des anciens peuples », la vie des Egyptiens, des Grecs, des Macédoniens en révélant à quel point l'amour du merveilleux a conduit la main des premiers historiens ¹³⁷. Les professeurs ne respectaient donc pas le conseil du ministre relatif à la géographie. Quant à leur enseignement de l'histoire, il n'était vraisemblablement pas fructueux, étant donné l'ampleur des programmes. On comprend que les Lyonnais n'aient pas choisi de successeur à Bertholon. Ils préféraient une chaire ayant un but plus pratique.

La législation, introduite à l'Institut de 1792, était une nouveauté dans l'enseignement. Elle était d'actualité et donnait aux élèves une culture civique. « Le cours de législation, écrit Lakanal, a pour objet la Constitution, la connaissance et la discussion des lois, les fonctions ordinaires auxquelles les citoyens peuvent être élevés et la qualité que chacune d'elles exige. Tous les citoyens doivent puiser dans ces instructions un respect religieux, un saint enthousiasme pour la Constitution de leur pays ¹³⁸. » Une circulaire, de décembre 1796, engage « à faire connaître les principes incontestables sur lesquels sont fondées la Déclaration des Droits et la Constitution », en laissant de côté « les théories abstraites ».

En août 1799, Quinette le redit : « Ce cours n'est point destiné à former de profonds jurisconsultes, mais des citoyens vertueux et éclairés sur leurs intérêts et sur ceux de leur pays. » Il doit renfermer « les éléments de la morale puisés dans l'examen de la nature de l'homme » et ce que l'on appelle le droit naturel, « l'application de ces principes à l'organisation du corps politique, au code de ses lois criminelles, civiles et économiques, et à ses relations avec les nations étrangères, c'est-à-dire le droit public, le droit criminel et civil, l'économie politique et le droit des gens » ¹³⁹.

Delandine parut surpris de l'objet du cours dont on le chargeait : « Qui dans des moments encore orageux viendra écouter le professeur

¹³⁶ Ouverture des cours..., an V.

¹³⁷ Distrib. des prix..., an VI.

¹³⁸ J. GUILLAUME, *P.-V. du Comité*, V, p. 661.

¹³⁹ G. COIRAULT, *op. cit.*, p. 327.

de législation ?... Il faut pour le moment des objets d'étude qui captivent plus directement le jeune homme, qui le forcent à s'instruire pour son propre intérêt, qui soient d'une utilité reconnue, locale, directe et évidente. » Il propose de créer plutôt un cours de législation commerciale comprenant la géographie économique de la France, les productions départementales, les lois relatives au négoce¹⁴⁰. Delandine n'abandonna pas ce projet et réserva la moitié de son cours aux questions commerciales. Il traitait le droit naturel : principes moraux et religieux qui doivent diriger l'homme, droits primordiaux tenant à la qualité d'homme reconnus par la Déclaration des Droits; le droit des gens, le droit public général : les états, la propriété...; le droit public particulier : histoire sommaire des peuples anciens et des législateurs célèbres.

Certaines années, Delandine ajouta l'économie politique, analysa les ouvrages des précurseurs de la Révolution : Condillac, Montesquieu, Mably..., des publicistes anglais : Hobbes, Thomas Morus, Adam Smith, Bacon..., des Italiens Machiavel, Gorani..., du Hollandais Grotius, du Suisse Burlamaqui¹⁴¹... Delandine ne négligeait pas la morale : Toutes les législations, disait-il, pourraient se réduire à ces deux prescriptions : « Ne pas empêcher le bien qui se fait tout seul et arrêter le mal qui se fait. » Il démontrait « à ses élèves l'analogie des lois de la République française avec le Droit naturel, afin de leur prouver combien les principes admis dans le corps législatif doivent être chers aux Français puisqu'ils ne sont que la mise en activité des principes les plus sacrés de la Justice ». Mais son programme était beaucoup trop étendu. D'autant plus que le professeur dictait ses leçons !

Le cours de législation introduisait une morale à l'école. « Dans les anciens collèges, la religion était la matière dominatrice et fécondante; dans les Ecoles centrales, cette matière-levain est la législation, autrement dit la Constitution, les lois politiques, civiles, sociales de la République¹⁴²... » Préparer l'enfant à son rôle de citoyen fut un souci constant des hommes de la Révolution; tous les plans successifs exposés dans les diverses assemblées ont prévu un enseignement civique fondamental. Les cours d'histoire et de législation pouvaient dispenser cette éthique, mais l'absence de chaire de philosophie empêcha toute coordination. Les résultats furent médiocres. Duruy impute cet échec à la méfiance des familles qui auraient vu dans cette discipline « une sorte d'usurpation de leurs droits, quelque chose comme une mainmise de la puissance publique sur le domaine de la conscience et de l'autorité paternelles »¹⁴³. En réalité, ce cours se rattachait mal aux autres. C'était un cours d'enseignement supérieur égaré dans l'enseignement secondaire, trop spécialisé pour une nombreuse clientèle, mais insuffisant pour permettre l'entrée dans les carrières juridiques.

Les études de la Troisième Section, relativement nouvelles, auraient mérité d'être définies d'une manière précise par le législateur; elles ne parvenaient pas, malgré l'intérêt que chacune d'entre elles présente, à conférer une cohésion indispensable. Certains ministres songèrent à compléter cette série de neuf chaires par des matières facultatives.

¹⁴⁰ A. D. R., T 261.

¹⁴¹ Distrib. des prix..., *passim*.

¹⁴² E. VIAL, *Trois siècles d'hist.*, 1936, p. 94-96.

¹⁴³ A. DURUY, *L'instr. publ. et la Révol.*, 1882, p. 228.

François de Neufchâteau souhaite, en novembre 1798, l'institution d'un cours de bibliographie. Il aurait eu pour but d'initier les élèves « à la connaissance des livres, de leur donner un fil qui les guide dans le labyrinthe savant de nos bibliothèques, de les mener, comme par la main, dans cet arsenal des sciences, et tracer à leurs yeux la carte de l'esprit humain ». Le ministre rêvait aussi d'ajouter la diplomatique, la paléographie, la technologie... Tabard n'eut pas le temps d'entreprendre ces initiations.

Rien ne fut fait non plus en faveur de l'éducation physique. Dans leurs collèges, les Jésuites et les Oratoriens donnaient des leçons d'escrime, de natation, de gymnastique. François de Neufchâteau ne l'avait pas oublié : « Il faut que vos élèves vous doivent à jamais leur santé physique ou morale... Vous les mènerez dans le cirque public où ils se construiront eux-mêmes une arène imitée des cirques anciens; là, ils s'exerceront à la course et au saut; on décernera aux vainqueurs quelques prix, une cocarde, une médaille et surtout un bon livre¹⁴⁴. » Comme toujours, aucun responsable n'était là pour exécuter ces prescriptions. L'organisation révolutionnaire des écoles nuit à leur valeur pédagogique.

Une révolution est difficile en pédagogie. Ce que l'on nomme ainsi n'est souvent qu'un développement ou une prise de conscience. Il est banal d'opposer les Ecoles centrales aux anciens collèges : enseignement officiel d'une part, privé de l'autre; morale laïque et morale religieuse; externat et internat; culture à dominante scientifique et à dominante littéraire... L'opposition est superficielle. Au contraire, une continuité se retrouve entre l'enseignement des Jésuites, le plan lyonnais de 1763, la pédagogie des Oratoriens, l'Institut des Sciences et des Arts de 1792 et l'Ecole centrale. Il y a progression dans l'introduction des sciences nouvelles : histoire, étude comparée des langues, morale et législation...; dans la place accordée aux disciplines abstraites et aux sciences d'observation et d'expérimentation; dans la recherche d'une méthode active et inductive, dans la constitution d'un matériel pédagogique, dans la satisfaction des besoins locaux... En revanche, les matières littéraires traditionnelles, langues anciennes, rhétorique, philosophie sont en recul. Ceci ne surprend point, ce sont les mêmes hommes qui ont, le plus souvent, professé dans les établissements successifs.

Le système des Ecoles centrales traduit un effort pour rajeunir l'enseignement et le rapprocher de la culture. Les sciences résisteront à la réaction consulaire en faveur des lettres et demeureront une partie fondamentale de la culture moderne. L'ensemble compte cependant des lacunes : aucun cours de langues vivantes, si souvent réclamé à Lyon, ni d'éducation physique, ni d'initiation artistique et, ce qui est plus grave, pas de leçons de philosophie proprement dite, ni de cours élémentaire de français. Ainsi, l'enseignement scientifique et pratique est mieux assuré, mais la formation de l'homme est incomplète.

Du point de vue innovation, il apporte une liberté totale dans l'organisation : pas d'examen, pas de programme, pas d'inspection, pas de direction, ni de coordination... Or, à l'absence de contrôle, sont dus ces projets ambitieux et cet enseignement de spécialités trop élevé pour des adolescents. La suppression des devoirs et des leçons ne permettait

¹⁴⁴ Fr. de NEUFCHATEAU, *Recueil de lettres...* (Circulaires du 20 brumaire et du 17 vendémiaire an VII).

pas au professeur de connaître ses élèves et de les suivre pendant leur scolarité. Quant au manque de coordination, il explique le chevauchement de certains cours et l'aspect fragmentaire de la culture : pas de gradation entre les sections; pas de suite dans l'enseignement, pas de conditions d'admissibilité dans les classes, pas de disciplines obligatoires... Les leçons étaient isolées comme dans nos Instituts, mais l'option s'adressait à des enfants de douze ans. Ce régime de liberté était voisin de celui de la fantaisie : il conduisait à une spécialisation prématurée, non à une culture équilibrée.

Ainsi, malgré ses bons principes initiaux, la pédagogie des écoles centrales aboutit à un échec en raison de sa structure. Ce qu'elle comportait de foncièrement révolutionnaire — sa liberté — n'a pas été excellent. Ce qui s'est révélé excellent — choix des matières et méthode d'enseignement — n'était pas foncièrement révolutionnaire.

5. LE BILAN SCOLAIRE DES IDEOLOGUES

Le Directoire remit en activité les écoles professionnelles créées sous l'Ancien Régime que la crise de l'an II avait ruinées. Un enseignement technique gravita autour de l'Ecole centrale, mais il souffrit des circonstances et ne s'épanouit qu'après la pacification consulaire.

La bourgeoisie s'attacha beaucoup à l'Ecole de dessin qui avait vécu tant bien que mal sous la Révolution. Trois professeurs désintéressés continuaient bénévolement leur service, et Cogell proposa aux représentants de la réorganiser. Une démarche de décembre 1796 provoqua un message du Directoire exécutif au Conseil des Cinq-Cents. La renommée des fabriques lyonnaises y est évoquée, ainsi que la pénurie des artistes due à la Révolution; il précise que l'Ecole centrale assure un enseignement classique du dessin qui ne peut être d'un grand secours pour les dessinateurs d'étoffes à qui il faut enseigner « la fleur et la mise en carte ». Le choix du spécialiste serait confié à un jury composé de fabricants de soieries et d'artistes dessinateurs; son traitement serait égal à celui d'un titulaire de l'Ecole centrale; les fonds seraient prélevés sur ceux du ministère de l'Intérieur affectés à l'encouragement aux manufactures ¹⁴⁵.

A la rentrée suivante, le professeur de dessin pour la fleur n'était pas encore nommé et, dans son rapport d'octobre 1797, l'Administration rappela au ministre ses promesses. De même, le rapport du jury de mai 1798 déclare : « La situation des arts de la ville de Lyon exigerait des professeurs particuliers de dessin pour les arts, auxquels ce talent est absolument nécessaire, et surtout pour le dessin de la fleur, objet si important à la fabrique de Lyon et totalement abandonné depuis quelques années, à défaut de professeur. Le gouvernement a donné sur ce point des espérances que le jury se flatte de voir enfin réaliser ¹⁴⁶. » En 1799, une affiche de l'Administration centrale annonça l'ouverture

¹⁴⁵ A. D. R., T 394, *Le Rédacteur*, 10 pluviôse an V (29 janv. 1797).

¹⁴⁶ *Ib.*, 1 L 1067, Rapports du 27 vendémiaire et du 3 prairial an VI (8 oct. 1797 et 22 mai 1798).

d'un cours gratuit et public de dessin pour la fleur. Il se fera dans « la Maison Pierre » chaque jour non férié; ceux qui le suivront seront soumis au règlement de l'Ecole centrale. Leclerc fut désigné comme professeur, mais en novembre 1798, François de Neufchâteau apprit que ce citoyen manifestait « hautement des principes inconstitutionnels »¹⁴⁷. Le cours fut suspendu.

La seconde requête au Conseil des Cinq-Cents tendait à obtenir la création d'une école spéciale en chargeant les professeurs de géométrie et de chimie à l'Ecole centrale, de cours publics, l'un de mécanique appliquée à la construction et à la conduite des métiers, l'autre de chimie appliquée aux teintures. Le mois suivant, une lettre rappela au ministre l'activité de la région lyonnaise, pour laquelle la chimie est de première importance. Or, l'Ecole centrale « s'honore d'un habile professeur de physique; il joint à son cours un abrégé de chimie expérimentale, mais l'abondance des matières ne peut permettre que l'une et l'autre de ces deux parties si essentielles puissent, dans un même cours, être traitées avec l'étendue qu'elles demandent. Le domaine de la chimie est trop vaste... Malgré le zèle du professeur actuel, malgré ses observations élémentaires, une partie de la théorie de cette science doit rester ou ignorée ou problématique... ». Aussi propose-t-on d'établir un cours de chimie qui, « en détruisant les préjugés, indiquerait la voie » aux tanneurs, aux chefs d'atelier de poterie, aux métallurgistes¹⁴⁸.

Le ministre fit un rapport au Directoire et un projet de message au Conseil des Cinq-Cents. La réponse de Mayeuvre constitua le premier obstacle. Lui qui avait activé la création de l'Ecole de dessin pour la fleur et obtenu « la distraction du jardin de la ci-devant Déserte des Domaines nationaux pour être affecté au jardin botanique », estima que Mollet devait suffire. « On ne peut être bon physicien sans être bon chimiste », et le jury doit exiger du professeur, chaque décade, un certain nombre de séances de chimie. L'affaire tournait court et prenait allure de critique dirigée contre les programmes de Mollet¹⁴⁹.

En 1797, un rapport de l'Administration se borna à rappeler les vœux de l'année précédente. En novembre 1798, l'Administration accorda à Tissier, professeur à l'Ecole centrale de Bourg, un local dans lequel, il pourrait donner « des leçons analytiques et expérimentales de chimie », qui seront « d'une grande utilité pour la commune de Lyon ». Une affiche annonça son cours¹⁵⁰.

Les réalisations restaient minimales. Pis encore, l'Ecole vétérinaire, objet de fierté, qui représentait l'idéologie scientifique, déclinait. Elle vivait autrefois grâce aux « droits de fiacres », que la Révolution avait supprimés et les professeurs devaient se porter garants des dépenses de l'Ecole. Elle souffrit d'un bombardement, Bredin transféra le cabinet dans sa propriété. En janvier 1795, le Comité d'Agriculture de la Convention s'en préoccupa : « L'insouciance la plus absolue, dirent les rapporteurs, ayant toujours présidé à l'entretien de cet utile établissement, il ne s'est soutenu que par une sorte de miracle, et on peut dire

¹⁴⁷ *Ib.*, T 394, Lettre du 4 frimaire an VII (24 nov. 1798).

¹⁴⁸ *Ib.*, 1 L 1067, Lettre du 5 ventôse an V (23 févr. 1797).

¹⁴⁹ *Ib.*, T 272, Réponse de Mayeuvre..., 10 germinal an V (30 mars 1797).

¹⁵⁰ A. N., F 1 C III, Rhône 5, Lettre du Commissaire du Directoire, 11 brumaire an VII (1^{er} nov. 1798).

que le zèle des directeur et professeurs, pour sa conservation, est allé jusqu'à l'obstination. Réduits à des appointements presque nuls, il y a deux ans qu'ils n'ont rien touché, et ce n'est qu'à force de sacrifices personnels qu'ils sont parvenus à prévenir l'anéantissement absolu de cette école. » Le local que l'Ecole partage avec la vitriolerie ne suffit plus : les 140 élèves doivent se loger dans les auberges voisines. « Pour peu que le Rhône sorte de son lit, il inonde l'Ecole qu'on est alors obligé d'abandonner... » Le couvent des Picpus de la Guillotière conviendrait mieux ¹⁵¹.

La Convention en discuta plusieurs séances, assimila Lyon et Alfort et adopta le plan d'études de Vitet, avec cinq professeurs et un jury de médecins, de pharmaciens et de vétérinaires. C'était une victoire de l'économie politique sur les tendances philosophiques : l'art vétérinaire n'était plus rattaché à la médecine, mais aux questions rurales. Le directeur se plaignit de ne pouvoir nourrir ses élèves avec les fonds dont il disposait. En dépit de la loi, les représentants lui versèrent des avances ¹⁵².

Boisset décida de transférer l'Ecole dans le monastère de l'Observance. En attendant que la municipalité ait expulsé les ouvriers qui y logeaient, les élèves cherchèrent des abris à la Guillotière. Le directeur, pour aménager le nouveau siège, sollicita en 1796 des objets appartenant au Mobilier national. L'Administration départementale, « considérant que le gouvernement honore d'une protection spéciale » l'Ecole d'Economie rurale et vétérinaire, lui accorda des draps, des lits, des commodités ¹⁵³... Bénézech approuva parce que le but de cette école « est la conservation d'animaux et la prospérité de l'agriculture ». Mais le ministre des Finances Ramel, moins conciliant, tint à connaître les objets distraits des ventes. En 1798 encore, il réclama des justifications à l'Administration du Rhône ¹⁵⁴.

A cette date, l'école venait de s'installer à Vaise. On lui avait cédé une partie du couvent des Cordeliers : le cellier devint l'écurie; les cabanons, où l'on enfermait les enfants de famille pour les ramener à une conduite régulière, servirent de chenils; l'église, de magasin à fourrage. Ces bâtiments sauvèrent l'école. Hénon enseigna l'anatomie et Louis Bredin la pathologie; en 1795, son fils Claude vint les aider et, en 1799, Grogner leur fut adjoint ¹⁵⁵.

En dépit des difficultés, l'Ecole demeura présente aux cérémonies de la cité et distribua des prix, chaque printemps. En 1796, un exercice public se déroula avec vingt-quatre élèves venus de départements lointains, Gironde, Haute-Marne, Hautes-Alpes ¹⁵⁶... En 1797, la « séance d'émulation », réunie à la fête de la Jeunesse, attira au claustral des

¹⁵¹ Rapport du 28 nivôse an III (17 janv. 1795) (F. LECOQ, *Notice hist. sur l'Ecole vétérinaire*, 1843).

¹⁵² A. D. R., 1 Q 947, Lettre du Directeur à l'Administration départ., 2 floréal an III (21 avril 1795).

¹⁵³ *Ib.*, 2 L 39, Lettre du District à Boisset, 4 floréal (23 avril 1795); 1 Q 947, Corresp. de floréal an IV (avril-mai 1796).

¹⁵⁴ *Ib.*, Lettre du ministre de l'Intérieur à l'Administration départ., 13 messidor an IV (1^{er} juil. 1796); Lettres des 14 et 22 thermidor an VI (1^{er} et 9 août 1798).

¹⁵⁵ MAGNE, *Notice hist. sur L. Grogner* (Lyon, 1838, in-8°).

¹⁵⁶ P.-V. d'exercice publ. à l'Ecole d'économie rurale et vétérinaire, 11 floréal an IV (30 avril 1796) (Lyon, Ballanche, 1796, in-4°, 3 p.).

Deux Amants un « concours nombreux de citoyens, artistes ou fonctionnaires, autres que ceux invités ». Le président de l'Administration départementale loua l'agriculture, « le nerf des Etats et la base de la vraie opulence ». Gilibert démontra l'utilité de la science vétérinaire et de l'économie rurale pour le bonheur des peuples. Carret parla en disciple de Cabanis et compara l'art du médecin à celui du vétérinaire. « Si le médecin doit connaître l'influence des passions sur la santé de l'homme, le vétérinaire, à son tour, doit connaître à fond l'instinct et les habitudes des animaux ! » Ses études doivent comprendre la géométrie et la physique, « le vestibule de la science ». Selon l'usage, Carret célébra Bourgelat qui lut les travaux des Anciens, de Winslow et de Joseph Duverney et consulta la nature qui ne ment jamais. On remit comme prix : le *Dictionnaire d'histoire naturelle*, de Valmont de Bomare, les *Maladies épizootiques*, de Vicq d'Azyr, les *Etudes de la nature*, de Bernardin de Saint-Pierre. Un lauréat exposa les devoirs du vétérinaire : sélectionner les espèces, défendre les animaux contre l'avarice mal entendue des hommes, recourir à la diététique plus qu'à la thérapeutique. « Malheur, conclut-il, à l'être aux yeux duquel les animaux ne sont que des machines organisées ¹⁵⁷. »

L'année suivante, après un défilé, aux sons de la musique militaire, devant le monument de la Souveraineté du Peuple. Carret vanta le courage de la jeunesse et de l'armée qui avait forcé la « gigantesque coalition de Pillnitz à se dissoudre ». L'après-midi, à l'Ecole, Gilibert proclama les résultats des examens; Bredin glorifia les lumières véritablement utiles lorsqu'elles se proposent « la recherche du vrai, le bonheur public et individuel, funestes lorsqu'elles n'ont pour objet que les raffinements du luxe ou des inventions propres à faire supporter aux riches le fardeau de l'existence ». La politique, qui était sous l'Ancien Régime « un tissu odieux de ruse, de politesse, de tracaçseries occasionnées par des ministres ignorants ou par des courtisanes intrigantes », est devenue « l'art d'établir le bonheur des nations » par la pratique de toutes les vertus.

Carret développa des considérations sur l'éducation. Elle doit être en rapport avec le gouvernement : les anciens collèges ont contribué à la Révolution parce qu'ils exposaient, sous la monarchie, la vie des républiques antiques; la culture latine, en exaltant l'indépendance, détruisit la fidélité monarchique. La République doit créer son enseignement approprié, sous peine de s'abîmer dans le despotisme. Il faut montrer que « la connaissance des langues est la clef de toutes les sciences, que la langue nationale doit toujours avoir la préférence », que « tout l'art du beau consiste dans une parfaite imitation de la nature »; Grogner, le bibliothécaire, mit en garde la jeunesse contre « le souffle empoisonné des erreurs et des vices » ¹⁵⁸.

En 1799, le cérémonial ne changea guère. Après la remise des récompenses, Carret montra la nécessité de l'étude pour toutes les professions scientifiques, Béranger déclama des strophes poétiques, Hénon livra ses réflexions sur l'art vétérinaire. Allard, pour une fois, s'avoua satisfait. La fête de la Jeunesse, déroulée le matin, lui parut une des plus intéressantes de celles qu'il avait vues à Lyon. Le soir, il apprécia le

¹⁵⁷ P.-V. de la séance d'émulation, 10 germinal an V (30 mars 1797).

¹⁵⁸ P.-V. de la célébration à Lyon de la Fête nat. de la Jeunesse, 10 germinal an VI (30 mars 1798).

bois attenant à l'Ecole vétérinaire, les arbres portaient des guirlandes, des lampions et des distiques tirés du *Catéchisme républicain*, de la Chabeaussière et des *Conseils*, de François de Neufchâteau ! Une estrade avait été prévue pour une représentation dramatique, « mais la pluie suspendit les jeux et força à rentrer dans l'intérieur de l'établissement où les danses se prolongèrent jusqu'au milieu de la nuit. Un feu d'artifice augmenta les agréments d'une cérémonie qui ne rappelait du moins aucun préjugé sacerdotal ». Pendant ce temps « les professeurs ne vivaient plus qu'avec les subsides donnés par leurs amis » ¹⁵⁹.

La réorganisation consulaire sauva l'Ecole vétérinaire en l'amendant. Elle condamna l'Ecole centrale qui, par son caractère laïc, libéral et scientifique, déconcertait une fraction de la bourgeoisie. Mais il fallut quatre ans pour mettre en place le nouveau régime scolaire. Pendant ce répit, l'Ecole centrale végéta.

Le régime consulaire s'ouvrit à peu près en même temps que la quatrième année de fonctionnement de l'Ecole. Dans son dernier compte rendu, en avril 1800, l'Administration souligna la lacune qui subsistait dans la formation scolaire. « Il existe un intervalle trop grand entre les écoles primaires et l'Ecole centrale. Les Ecoles centrales ne produiraient aucun effet si les professeurs n'y descendaient jusqu'aux premiers éléments. Il faudrait, en diminuant le nombre de ces écoles, placer entre elles et les écoles primaires des écoles secondaires qui éviteraient aux élèves des anticipations funestes ¹⁶⁰. » Le Conseil général rédigea, à la fin de l'année scolaire, en août 1800, un long rapport sur l'enseignement. Il déplore l'absence d'écoles primaires, « décrétées en principe », et d'écoles secondaires, que Lakanal avait jugées inutiles et qu'il avait abandonnées à l'initiative privée. Deux collèges au moins, intermédiaires entre les écoles primaires et l'Ecole centrale, devraient être créés, l'un au Petit Collège et l'autre aux Jacobins. Un pensionnat rendrait de grands services à l'Ecole centrale et, à ce sujet, le Conseil se demande : « Ces écoles font-elles un bien proportionné au grand crédit qui leur est ouvert ? Observe-t-on bien les lois qui obligent les enfants de tous les fonctionnaires d'y puiser l'instruction ? Sont-elles adaptées aux besoins des départements ? Comment peuvent s'y prendre les professeurs qui ont des élèves de toutes les portées, qui leur arrivent sans préparation, et auxquels ils ne donnent qu'une heure par jour ? »

Il propose quelques remèdes : les classes doivent durer « deux heures au lieu d'une ». « Il faut établir des chaires spéciales selon les localités. Le professeur de législation, qui compte trop peu d'élèves, devrait avoir parcouru les lois générales dans son premier trimestre et approfondir spécialement les lois du code commercial ensuite. » Le Conseil souhaite à son tour le transfert de l'Ecole centrale au Grand Collège, émet divers vœux relatifs à la création d'écoles profitables aux arts et métiers, et termine en louant la « modestie de dépense de l'Ecole centrale, le choix heureux et satisfaisant des professeurs, la variété des sciences et arts qui y sont enseignés » ¹⁶¹. Ainsi, sont constatées les

¹⁵⁹ A. N., F1 C III, Rhône 6, Lettre du Commissaire du Directoire Allard au ministre de l'Intérieur, 13 germinal an VII (2 avril 1799); F1 C III, Rhône 5, Situation morale du 9 frimaire an VIII (30 nov. 1799).

¹⁶⁰ A. N., F1 C III, Rhône 5, C.-R. par l'Administration, 8 floréal an VIII (28 avril 1800).

¹⁶¹ A. D. R., N. Registre A. Rapport du 14 thermidor an VIII (2 août 1800).

imperfections du régime pédagogique : difficultés de recrutement dues à l'absence de pensionnat et d'écoles élémentaires et intermédiaires, contact insuffisant entre le professeur et les élèves, manque d'adaptation aux exigences lyonnaises...

La distribution des prix en août 1800 se fit dans la Bibliothèque du Grand Collège, dans le même cadre que l'année précédente et devant un public immense. Toutefois les bustes de Démosthène, Platon, Cicéron... s'étaient substitués aux effigies de philosophes, exposées en 1799 et, pour la première fois, la présidence n'était plus confiée à un professeur, mais au préfet. Gilibert célébra les naturalistes lyonnais : Daleschamps, Bauhin, Jussieu, et analysa le profit que la ville pouvait retirer de l'enseignement. Mollet continua, comme par le passé, à démontrer, avec « élégance et pureté », les avantages de sa spécialité. Les applaudissements qui saluèrent sa péroraison prouvèrent « qu'il n'y a rien d'aride dans les sciences, même les plus abstraites ». Bérenger adressa un discours épisodique en vers, intitulé *Les Lyonnais*, au citoyen Verninac.

L'allocation du préfet est un signe des temps : « L'homme, dans l'état de nature, est commandé par l'amour de soi-même et par le besoin de sa conservation. Livré tristement à de grossiers appétits, qui n'ont ni une fin respectable, ni un délicat mobile, il ne connaît point les vertus, car les vertus sont nées dans la société. C'est par les institutions sociales, par l'éducation que l'homme devient grand. » On ne saurait plus nettement marquer que le mythe de Rousseau s'estompe. Verninac donne le diapason politique : « La Patrie espère trouver parmi les élèves l'heureux guerrier qui aura la gloire d'affranchir les mers du despotisme d'une nation orgueilleuse, le savant que la France opposera avec fierté aux Bacon, Newton, Harvey..., le triomphateur de l'industrie étrangère... » Après avoir réconforté les maîtres, il révèle que « le Gouvernement consulaire, en fixant ses regards sur l'état de l'enseignement public dans cette ville, a reconnu que les premiers et intéressants degrés de l'instruction y manquaient à la jeunesse. Cette lacune sera incessamment remplie. Dès les premiers jours de l'année qui va s'ouvrir, Lyon aura son Prytanée : 50 fondations en faveur d'enfants, auxquels les services de leurs pères ont acquis le droit d'être élevés aux frais de la Patrie, la situation de l'établissement, le choix des maîtres qui seront appelés à le diriger, lui assurent un succès brillant »¹⁶².

L'exemple venait du collège Louis-le-Grand, qui recevait les enfants des citoyens morts au champ d'honneur. Lucien Bonaparte voulut étendre cette institution et en faire profiter ceux qui n'étaient pas pupilles de l'Etat. C'était restaurer l'internat. Un arrêté consulaire de mars 1800 créa des collèges où seraient admis, à titre de récompense, les fils des guerriers disparus au combat ou de fonctionnaires morts en service et, à titre onéreux, des pensionnaires. Le conseiller d'Etat Portalis proposa d'y introduire un cycle d'études rappelant celui des Oratoriens : trois ans de grammaire et deux ans d'humanités. Un arrêté de septembre 1800 attribua un Prytanée à Lyon, pour les pupilles des départements voisins, les internes de l'arrondissement et cinquante « boursiers ».

Le préfet songea à le placer au Grand Collège, qui abritait une partie des foyers des professeurs. Il désigna l'architecte Pérenciol pour étudier

¹⁶² P.-V. de distr. des prix, 30 thermidor an VIII (18 août 1800).

l'état des locaux. Tous les autres bâtiments d'instruction publique avaient été aliénés, il ne restait que le collège Notre-Dame, presque entièrement vide, destiné à une école secondaire, et le collège de la Trinité, mieux situé et fort rempli. Il comptait une quarantaine de locataires et une fabrique de boutons. Verninac demanda de libérer le dortoir pour la rentrée et un appartement que convoitait Béranger. La Régie des Domaines manifesta, une fois de plus, sa mauvaise volonté, employa des manœuvres dilatoires et fit remarquer que l'enseignement accaparait trois édifices. « Si le ministre de l'Intérieur avait connaissance d'un pareil abus, il en serait révolté. » Cogell « ne devrait avoir de logement que dans le claustral. L'on dira vainement qu'il n'est pas habitable. Ils ne le trouvèrent pas tel au commencement de la Révolution : tous les professeurs y avaient des appartements »¹⁶³. Verninac insista, Béranger obtint ce qu'il désirait, mais, pendant tout l'hiver 1801, il fallut expulser les locataires récalcitrants du Grand Collège¹⁶⁴.

« An IX, année mémorable pour la ville de Lyon, par la pose, de la main du Premier Consul Bonaparte, de la première pierre de la réédification de la place Bellecour, par la fondation de l'*Athénée*, par celle du Prytanée et celle d'une chaire de chimie expérimentale applicable aux arts et manufactures », déclare un arrêté préfectoral¹⁶⁵. En fait, le Prytanée ne s'ouvrit jamais et la chaire de chimie attendit longtemps encore un local pour fonctionner. L'Ecole centrale cessait d'être le centre de l'activité intellectuelle de la ville.

L'ouverture de ses cours eut lieu en octobre, et les premiers jours furent consacrés aux dispositions préliminaires, à l'inscription des élèves et à leur répartition. Le personnel n'était toujours pas au complet. L'*Almanach de Lyon* promettait un professeur d'histoire pour cette rentrée, mais la chaire de Bertholon resta vacante et le Conseil général décida, en avril 1801, qu'elle « ne serait pas rétablie, ce genre de connaissance paraissant trop simple et trop facile pour exiger un professeur singulièrement attaché ». Par contre, le Conseil sollicita « un professeur de langue arabe, grec moderne, turque, car la glorieuse et importante conquête de l'Egypte ouvrira au commerce une nouvelle carrière, dès que la paix générale rendra la mer praticable ». Il ajoute : « Une circonstance favorise cette demande : ce professeur remplacera celui d'histoire. » Les Lyonnais tentèrent ainsi de réaliser un de leurs vœux fort ancien : la création d'une chaire de langue vivante utile au commerce. La substitution, qui n'exigeait cependant aucune augmentation de crédit, ne s'effectua pas : l'histoire disparut et aucun professeur de langues orientales ne fut nommé¹⁶⁶.

L'œuvre de Lakanal présentait des vices trop graves et appelait des réformes de structure, qui équivalaient à la suppression des Ecoles centrales et à leur remplacement par d'autres établissements. Ces présences de disparition furent à la fois des signes et des causes de décadence :

¹⁶³ A. D. R., 2 Q 89, Corresp. échangée entre le préfet Verninac, le directeur de la Régie des Domaines, Peyronny, et le receveur Blachier, 26 prairial an VIII (15 juin 1800) au 29 fructidor (15 sept. 1800).

¹⁶⁴ *Ib.*, Corresp. du 15 au 19 brumaire an IX (6-10 nov. 1800); Dossier du 27 nivôse au 8 prairial an IX (17 janv.-28 mai 1801).

¹⁶⁵ Arrêté du 5^e jour compl. an VIII (22 sept. 1800).

¹⁶⁶ A. D. R., N, Registre du Conseil général, séance du 25 germinal an IX (15 avril 1801).

ils attestèrent les points faibles de l'organisation scolaire et révélèrent, par leur nombre et leur ampleur, la nécessité d'une transformation; ils inquiétèrent les familles et les incitèrent à ne pas confier leurs enfants à des écoles dont la condamnation semblait imminente.

Dès 1797, on parla d'un nouveau plan. L'année suivante, la Commission d'Instruction publique envisagea la création d'écoles secondaires, intermédiaires entre les écoles primaires et les Ecoles centrales, dont le nombre était ramené à quarante-deux. En 1799, un nouveau texte fut établi : il maintenait une Ecole centrale par département et transformait certaines écoles primaires, situées en quelques points remarquables, en écoles préparatoires. Jusque-là, il ne s'agissait que de compléter le système thermidorien. En 1800, l'idéologue Destutt de Tracy en reconnut les maladresses : « Sans un ordre parfait et constant, les meilleures instructions ne peuvent produire aucun fruit » : les élèves suivent leur caprice, les parents obéissent aux préjugés, « des professeurs même méconnaissent la différence qu'il peut y avoir entre une école pour des enfants et un établissement pour des hommes, ne songent qu'à faire une belle leçon, sans s'embarrasser si c'est elle qui convient et si leurs jeunes auditeurs en tireront le moindre profit »¹⁶⁷.

Dans ses *Observations sur le Système actuel d'Instruction publique*, il défend les principes de la loi de brumaire tout en proposant des réformes sérieuses. « Il faut à la classe ouvrière, dit-il, une éducation sommaire, mais complète en son genre, en peu d'années », pour que, très tôt, ses « enfants puissent entrer dans les ateliers ou se livrer aux travaux domestiques et ruraux... ». Ceux de la classe savante, au contraire, doivent consacrer plus de temps à leurs études, car « ils ont plus de choses à apprendre pour remplir leur destination ». Les écoles primaires conviennent au peuple; les Ecoles centrales et spéciales, à l'élite, à condition toutefois de supprimer le régime des options et de lui substituer celui des classes.

Tracy suggère l'organisation d'une scolarité répartie sur huit années. Son plan admet les disciplines nouvelles : histoire, législation, idéologie, laisse sa primauté au dessin et accorde une place suffisante aux sciences, tout en redonnant une certaine importance aux langues anciennes et en sauvegardant l'enseignement de base du français et du calcul. Il a surtout pour mérite de coordonner les leçons, d'équilibrer l'enseignement de chaque année, de couronner les études par des cours philosophiques et synthétiques. Du point de vue pratique, Tracy insiste sur la nécessité de « rédiger pour chaque professeur une instruction détaillée, dans laquelle, sans lui dicter positivement sa leçon, on lui dira ce que doit contenir son cours, le temps qu'on peut lui destiner dans l'ensemble de l'enseignement, l'esprit dans lequel il doit être fait, les rapports qui doivent le lier aux autres et, à peu près, la méthode dont on désire qu'il se serve »¹⁶⁸. Il ne s'agissait donc plus d'ouvrir des écoles préparatoires, mais d'améliorer la structure des Ecoles centrales.

En novembre 1800, Chaptal remit au Conseil d'Etat son célèbre dossier contenant une analyse de l'enseignement donné dans les anciens collèges, une critique pénétrante des écoles centrales, un projet de loi sur l'instruction publique.

¹⁶⁷ Mme D. de TRACY, *Notice sur D. de Tracy* (Paris, s. d., in-8°, 92 p.).

¹⁶⁸ G. COIRAULT, *Les Ecoles centrales*, 1940, p. 210-215.

Le système créé en 1795 lui paraît « essentiellement mauvais, non par la matière même de l'enseignement, mais par son organisation. Les écoles primaires n'existent presque nulle part, la masse de la nation croît sans instruction, et par conséquent les Ecoles centrales, qui supposent des connaissances primaires, ne peuvent servir qu'à un très petit nombre d'individus ». La gradation des études, si nécessaire pour développer les facultés de l'enfant, n'est point organisée, « car on ne peut pas appeler organisation les dispositions bizarres de la loi qui distribue l'enseignement d'après la seule considération de l'âge ». L'instruction s'y donne sans surveillance, et elle n'est pas adaptée à l'enfant. « Toutes les parties de l'enseignement n'y reçoivent pas d'assez grands développements : un seul professeur est destiné à enseigner les langues anciennes, ses leçons ne peuvent être profitables ni aux personnes instruites qui désirent se perfectionner dans leurs études, ni à ceux qui commencent. » Aussi, la « génération, qui vient de toucher à sa vingtième année, est irrévocablement sacrifiée à l'ignorance, et nos tribunaux, nos magistratures ne nous offrent que des élèves de nos anciennes Universités ». Chaptal propose de remplacer les Ecoles centrales par des écoles communales recevant les élèves de dix à seize ans, sachant lire, écrire et chiffrer. La culture latine serait renforcée, mais un solide enseignement scientifique serait conservé ¹⁶⁹.

Appelé au ministère de l'Intérieur, Chaptal consulta les Conseils généraux. Celui du Rhône précisa d'abord les buts de l'enseignement : « Maintenir les institutions politiques, perfectionner et communiquer les connaissances humaines, faire concourir tous les talents et toutes les vertus au bien-être privé de chacun et à l'utilité générale de tous. » Adressant les critiques traditionnelles aux Ecoles centrales, il avoue : « Les habitudes les plus chères ont été brusquement interrompues. On a ressenti une répugnance à se plier aux formes hardies qu'on a dû essayer. Mais des améliorations sollicitées et promises vont probablement rapprocher nos besoins et nos opinions. La majorité des départements, en louant le zèle et la capacité des professeurs, sollicité une réorganisation des Ecoles centrales, et quelques-uns même votent leur suppression. »

Elles sont, en effet, « fréquentées par très peu d'élèves; ceux qui s'y présentent sont peu propres à recevoir un complément d'instruction, puisque la plupart n'en ont pas même reçu les premiers éléments par l'absence des écoles secondaires; l'instruction des professeurs centraux paraît en général trop au-dessus de la force commune des élèves, ou trop peu spéciale, ou trop peu relative à leur destination privée et locale. Les Ecoles centrales sans pensionnat — et elles sont en grand nombre — offrent un rassemblement d'élèves en proie à des principes divergents pour les sciences comme pour la morale. Recevant dans leurs pensions particulières une instruction telle que les parents veulent, ils ne se plient qu'avec embarras aux idées et aux formes libérales des petites républiques qu'on appelle classes ». Après avoir répété les vœux en faveur de la création de deux collèges et de chaires spéciales, il constate l'échec de l'Ecole; seules quelques disciplines, comme l'histoire naturelle et les mathématiques, connaissent le succès, « malgré les défauts dus au manque de hiérarchie, de dépendance mutuelle entre

¹⁶⁹ J.-A. CHAPTAL, Rapport et projet de loi sur l'Instr. publ. (Paris, Impr. Rép., an IX, in-4°, iv-82 p.).

les cours »¹⁷⁰. Ces doléances furent générales. Emanant d'organismes départementaux qui suivaient de près ces questions scolaires, elles répandirent le principe, non d'un perfectionnement des écoles, mais d'une réforme totale de l'enseignement.

La distribution des prix, en août 1801, le confirma. Comme les années précédentes, Gilibert dressa le bilan de cette cinquième année de fonctionnement. Il jugea bon, ce qui est significatif, de défendre cette institution « que la malveillance calomnie et que la jalousie, esclave des préjugés et de l'erreur, n'aspire qu'à détruire, comme s'il n'était pas dans la nature des choses utiles de s'améliorer sans cesse... On ne peut se dissimuler les obstacles physiques qui s'opposèrent à l'institution de l'Ecole centrale du Rhône ». L'orateur rappelle la situation au lendemain du siège et la désorganisation de tous les établissements d'instruction; « dès la première année, il fut pourvu à tout : l'Ecole centrale eut un asile »; les collections, la bibliothèque, le Jardin, le matériel furent remis en état. Mais l'effectif demeure insuffisant. Ces paroles révèlent une certaine inquiétude de la part de celui qui fut l'un des animateurs de l'Ecole.

Son collègue Roux proposa de faire des mathématiques l'élément de liaison entre les connaissances, Béranger lut une épître adressée à l'abbé Delille, chaque professeur résuma ses travaux de l'année et le Conseiller de préfecture Defarge signala le projet de réforme du gouvernement : diminuer le nombre des Ecoles centrales, établir des écoles intermédiaires, spéciales et secondaires, coordonner les différentes parties du système pédagogique, instituer une surveillance exacte et une discipline sévère¹⁷¹...

L'aggravation de ces jugements coïncide avec le début du Consulat. Non pas que, de parti-pris, ce régime ait décidé de supprimer tout organisme révolutionnaire, mais parce que, en ce climat nouveau, chacun ose formuler ses critiques. Sous le Directoire, on respectait en l'Ecole centrale une création de la Révolution. Sous le Consulat, cette crainte n'existe plus : on peut attaquer ouvertement le système de Lakanal; d'autant plus qu'en quatre ans, l'Ecole centrale a eu le temps de révéler ses faiblesses. La cinquième année, les reproches sont affermis, l'idée de réforme est admise, on suggère des solutions nouvelles...

Cette institution mit deux ans pour mourir. L'an X apporta son projet, comme c'était l'usage depuis le début de la Révolution. En mai 1802, la loi chargea les villes de fonder les écoles secondaires, rejetées par la Convention et le Conseil des Cinq-Cents, et trente lycées remplaçant les Ecoles centrales. En août, à la dernière distribution de prix, Gilibert « rendit à ses collègues toute la justice qu'ils méritaient et qui fut sanctionnée par les applaudissements du public ». Mollet, qui entrait au lycée, plaida cependant la cause de l'Ecole : bien qu'il y eût « quelque partie faible dans ce genre d'éducation », dit-il, l'Ecole centrale représente la seule solution « qui ait pu compter plusieurs années d'existence au milieu du chaos de la Révolution »; elle « offrit à la jeunesse tous les moyens d'une instruction solide, bien supérieure à l'ancienne instruction. Les reproches prouvent que cette institution a été mal connue et mal jugée. Si l'existence de ces Ecoles n'a pas pu

¹⁷⁰ A. D. R., N, Registre des délib. du Conseil général, 28 germinal an IX (18 avril 1801).

¹⁷¹ P.-V. de la distrib. des prix, 30 thermidor an IX (18 août 1801).

s'accorder avec les vues du gouvernement, cela n'empêche pas qu'elles n'aient rendu pendant leur courte durée des services importants ». L'enseignement des anciens collèges, qui fut si décrié, retrouve de nombreux partisans parce qu'il a formé une foule d'écrivains illustres; cependant, « borné au grec et au latin », il ne pouvait convenir à tous, ni suffire à tout; il est devenu incompatible avec l'état des sciences. En outre, la discipline rigide des collèges convenait aux mœurs de l'époque; elle ne répond plus aux inclinations libérales de l'enfance républicaine.

L'orateur résume les griefs adressés à la loi de brumaire : l'enseignement, composé de parties sans liaison, était hors de portée des élèves, ceux-ci n'étaient pas assez « assujettis », les professeurs songeaient plus à paraître qu'à instruire... Mais les Ecoles centrales ont éloigné « la jeunesse, qui languissait sans maître et sans culture, de la malheureuse oisiveté »; elles « ont conservé le dépôt des connaissances et ont servi à répandre les lumières. La jeunesse sait moins de grec et de latin, mais elle connaît mieux les productions de la nature, les principes des arts; elle sait manier le crayon et le compas; elle connaît les ressources fécondes du calcul. Les Ecoles centrales ont excité parmi les maîtres l'émulation la plus noble et la plus heureuse ».

Après la lecture d'une poésie de Delandine, on proclama les vainqueurs au son des fanfares. « La joie des élèves couronnés, l'émotion des mères firent sur les spectateurs l'impression accoutumée et furent pour les professeurs une honorable et douce récompense ¹⁷². » Pour le prix d'éloquence, on avait proposé ce thème : « La Religion est le plus ferme appui des empires », et pour celui d'analyse oratoire : « Il n'y a point de véritable sagesse sans la religion, parce que la vraie sagesse vient de Dieu ». Les lauréats, Claude Baudrier, Benjamin Lecourt, Achard-James remplirent d'importantes fonctions dans le notariat et la magistrature sous la Monarchie de Juillet ¹⁷³.

L'Ecole ouvrit encore ses portes en octobre 1802. Un arrêté consulaire fixa sa fermeture au 22 mars 1803. Mais les locataires du collège évacuèrent lentement les locaux; ce qui avait paralysé la courte vie de l'Ecole lui valut une prolongation de quelques mois, et elle acheva en juin sa septième année d'existence ¹⁷⁴.

Il est difficile d'apprécier la valeur d'un établissement scolaire; tout système vaut selon les hommes, le temps, le milieu. Après le Conseil général, le préfet s'exprima ainsi : « Les considérations politiques et quelques autres circonstances assez connues expliquent comment l'on n'a pu fonder jusqu'à ce jour en France, ni école primaire, ni école secondaire, et comment les Ecoles centrales ont si faiblement satisfait au vœu de leur institution. Les Ecoles centrales ont des élèves en petit nombre, et ils ne sont point assez forts pour recevoir des leçons trop substantielles qu'on y donne, parce qu'ils n'y sont point préparés dans les écoles secondaires, et il arrive assez ordinairement que ces élèves ne pouvant monter jusqu'aux professeurs, les professeurs sont obligés de descendre jusqu'à eux ¹⁷⁵. » Raymond, qui professa à l'Ecole centrale

¹⁷² P.-V. de la séance publ., 30 thermidor an X (18 août 1802).

¹⁷³ N. A. H. R., II, 1832, p. 206-207.

¹⁷⁴ A. D. R., T 261, Arrêté du 24 vendémiaire an XI (16 oct. 1802).

¹⁷⁵ R. VERNINAC, *Descript. physique*, 1801.

de l'Ardèche puis à celle de Lyon, regrette cette disparition; « Napoléon, en portant une main destructive sur ces écoles, a privé les classes peu aisées d'une grande ressource pour leur instruction. C'est de ces foyers multipliés de lumières que sont sortis une foule de sujets du plus grand mérite dans tous les genres »¹⁷⁶.

L'Ecole centrale du Rhône n'a pas attiré un effectif aussi élevé que celle du Doubs, mais elle n'a pas échoué comme celle du Puy-de-Dôme¹⁷⁷. Elle n'a pas connu le développement que Lyon aurait dû lui procurer. Les causes de cet échec partiel sont d'ordre général : créée par la Convention, l'Ecole subit l'indifférence du gouvernement consulaire, les sarcasmes des ennemis de la Révolution. Elle a souffert également des circonstances; une école ne vit jamais normalement en période de guerre, les budgets s'équilibraient difficilement et l'établissement n'avait ni chef responsable, ni contrôle efficace, ni organisation précise. D'autres faiblesses tiennent à son esprit : sous le Directoire, un enseignement laïque était accepté; en 1799, les prêtres émigrés rentrent en grand nombre et un renouveau catholique s'esquisse; la population, fidèle à ses croyances, juge insuffisante la morale naturelle prêchée à l'Ecole centrale, et les établissements privés mettent à profit cette situation pour accroître leur concurrence¹⁷⁸.

Les raisons de cet insuccès ressortissent à la structure du système : les études sont divisées arbitrairement, une section scientifique isole deux sections littéraires, les cours sont facultatifs, les leçons de langues anciennes et de français sont réduites, il n'existe pas de chaire de philosophie, les programmes sont trop vastes, les maîtres ne reçoivent aucune formation professionnelle... Enfin, l'Ecole centrale du Rhône fut paralysée par une installation provisoire médiocre; le petit nombre d'écoles primaires gêna son recrutement. L'échec ne paraît imputable ni aux membres du Jury, qui furent dévoués, ni aux professeurs, qui furent, de l'avis de leurs contemporains, des hommes compétents et qui tentèrent de remédier aux insuffisances, aux lacunes, aux erreurs de la loi.

Malgré ses imperfections, l'Ecole centrale rendit de réels services. Elle remit à l'étude une jeunesse oisive, avide de saisir les rumeurs de la Révolution et de la guerre. Elle ouvrit la voie au lycée, recueillit le matériel pédagogique dispersé depuis le siège et maintint à Lyon les professeurs des collèges. Elle conserva à la ville ses collections de sciences, sa bibliothèque, son Jardin botanique; elle permit l'éclosion de cours publics utiles à la vie lyonnaise. Ainsi l'Ecole centrale donna naissance d'une part à un enseignement général qui se développa au Lycée, d'autre part à un enseignement professionnel qui resta au bâtiment Saint-Pierre. L'Ecole centrale fut un compromis entre ces deux cultures. Si chaque Ecole possède sa physionomie, celle du Rhône se distingue par sa tendance pratique. La Révolution avait créé son école; les Lyonnais l'entraînèrent peu à peu à satisfaire leurs exigences économiques et, quand elle disparut, la partie la plus viable, représentée par

¹⁷⁶ J. RAYMOND, *Souvenirs*, 1836, p. 90.

¹⁷⁷ A. TROUX, *op. cit.*, p. 212. — C. ORDINAIRE, *Essai sur le départ, du Puy-de-Dôme*, an XI (B. M. Cl.Ferrand, ms. 530, p. 124).

¹⁷⁸ A. BONNEL, *Les écoles à Lyon*, p. 99. — S. CHARLETY, *Hist. de Lyon*, p. 244.

les chaires techniques, survécut. Ainsi s'affirme, sous les différents régimes, la continuité de l'enseignement lyonnais ¹⁷⁹.

**

L'idée que le bonheur dépend de la culture inspira les penseurs du xviii^e siècle. Sous leur influence, les thermidoriens voulurent établir un enseignement polytechnique et civique, voué à la science positive et au service social. Plus rien n'existait qui ne fût guidé par l'Etat, et *Le Catéchisme civique*, de Volney, proclamait l'identité foncière des lois naturelles, des prescriptions sociales et de la morale individuelle.

L'échec s'affirmait. Les seules écoles florissantes échappaient au régime, l'Ecole centrale végétait, l'Ecole vétérinaire survivait par le dévouement des professeurs. L'orientation politique et religieuse inquiétait les familles. Peut-être aussi la conception initiale pêchait-elle. On renonçait à tout effort et, faisant confiance en la nature humaine, on supprimait tout contrôle. La culture générale tendait à s'effacer devant la préparation professionnelle et les nécessités de la politique, toujours fluctuante. L'école doit se situer au-dessus des préoccupations de l'existence quotidienne.

¹⁷⁹ L. TRÉNARD, Une expérience pédagogique de la Convention : l'Ecole centrale du Rhône (*I. H.*, 1948, p. 57-60).

La société nouvelle

La bourgeoisie du XVIII^e siècle, polie et cultivée, cédait la place à une classe de parvenus indifférents aux productions de l'art et de l'esprit. Napoléon chercha à se gagner, par l'intérêt et par la vanité, tous ceux qui exerçaient une autorité; souvent, il se la subordonna en la confirmant. Il se rendit plusieurs fois à Lyon, un excellent relais sur les routes italiennes, et prodigua les marques d'attachement à la métropole de son oncle Fesch. En fin de compte, il ne parvint pas à dominer les bourgeois d'affaires, riches et puissants et supportant mal le joug centralisateur.

1. LES ATTITUDES POLITIQUES

En une ville dépourvue d'ancienne aristocratie, Bonaparte voulut s'associer les notables, maîtres d'un peuple d'artisans, d'ouvriers, de ruraux. Il multiplia les fonctionnaires, non seulement parce qu'il étendait les attributions de l'Etat, mais parce qu'il tenait à créer un corps favorable au régime. Constituer des faisceaux d'intérêts demeurant dans sa dépendance et lui assurant l'obéissance des classes populaires, telle fut sa politique sociale.

Au seuil du Consulat, Lyon semblait devoir accepter aisément ces principes. Le Consul y était connu. Lieutenant d'artillerie, il avait séjourné à Vaise, où cantonnait sa batterie, et un ancien conseiller au Parlement de Dijon, Claude Vouty, qui l'avait fréquenté à Auxonne, le reçut à plusieurs reprises en son château de la Belle-Allemande¹. Il avait participé en 1791 au concours organisé par l'Académie de Lyon et n'avait pas gardé rancune à ses juges. A son retour d'Egypte, les Lyonnais l'avaient chaleureusement applaudi au théâtre, donnant en son honneur une représentation de circonstance. Un disciple de Donat Nonotte, Jean Charvet, en profita pour saisir, en un portrait peu flatteur, l'attitude du général dans sa loge². En brumaire, le Commissaire enregistra, dans son rapport mensuel, les transports qui accueillirent la nouvelle du coup d'Etat : « Que d'espérances les citoyens pai-

¹ F***, Notice sur le baron de la Tour (Paris, 1826, in-8°, 14 p.).

² *Journal de Lyon et du Midi*, 25 vendémiaire an VIII (17 oct. 1799). — R. C., Un portrait inédit de Bonaparte (*R. D. L.*, 1921, p. 265 et 443).

sibles et honnêtes ont conçu sur l'affermissement de la République et le retour de l'ordre... De tous côtés, les citoyens manifestèrent leur allégresse, et les noms de Bonaparte, de paix, de République volaient de bouche en bouche³. »

Le sentiment qui dominait était celui de soulagement. L'anarchie administrative était à son comble, le marasme se prolongeait dans une cité en ruines. L'insécurité sévissait à l'état chronique : les gens sans aveu, forcés en rupture de ban, brigands de grands chemins circulaient librement. La police ne pouvait ou n'osait réprimer les attaques de diligence, les assassinats commis en plein jour, la prostitution qui s'étalait dans les rues. « La révolution du 18 brumaire, dit un rapport de janvier 1800, a porté la joie dans le cœur de tous les bons citoyens. Chacun y a entrevu la fin des malheurs politiques, le terme des vengeances, un retour sincère aux principes immuables de la Justice et de la vraie Liberté⁴. » Le Conseil général déclare de son côté : « Le gouvernement est respecté parce qu'il est protecteur. Il est aimé parce qu'il est bien-faisant », et le préfet estime que ceux dont la fortune est liée à la Révolution reprennent confiance, mais que ceux que la Révolution a froissés se sentent rassurés⁵.

Les poèmes, qui saluèrent l'installation de Verninac de Saint-Maur, gendre du conventionnel Delacroix et beau-frère du peintre, insistent sur cette pacification : Dumas dément le caractère rebelle attribué aux Lyonnais, Piestre décrit la cité industrielle et met en garde contre l'autorité despotique⁶... « Les arts, ajoute le professeur Mermet, attendaient le retour de la paix pour nous donner de nouveaux chefs-d'œuvre, la religion pour régénérer les mœurs, la politique pour affermir la liberté », et tous les discours reflètent ces sentiments⁷. Quelques vers adressés au général Bonaparte, en janvier 1802, pendant son séjour à Lyon, louent « le guerrier magnanime », mais chantent aussi le renouveau des sciences et des arts⁸. L'art officiel traduit cet esprit : Jean Chavane avait frappé en 1798 une médaille en l'honneur de « Buonaparte l'Italique », portant en exergue : « Il ne combattit que pour la paix et les droits de l'homme » ; en 1800, le même graveur célébra la reconstruction de Bellecour et qualifia Bonaparte de « vainqueur et pacificateur ». Mercié commémora le traité de Lunéville en gravant l'effigie de celui qui avait « conquis la paix, restauré le commerce, l'agriculture et les arts »⁹.

³ A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation morale de brumaire an VIII (9 frimaire, 30 nov. 1799).

⁴ *Ib.*, Situation du départ. en nivôse an VIII, exposée au ministre de l'Intérieur, par le Commissaire du gouvernement.

⁵ R. VERNINAC, *Le préfet général du départ. du Rhône aux citoyens de ce départ. Proclamation d'arrivée*, 11 germinal an VIII (1^{er} avril 1800). Lyon, Tournachon, in-f°.

⁶ Au cit. Verninac, préfet, le jour de son installation, par Dumas; — Au cit. Verninac, 2 avril 1800, par Piestre (Lyon, Périsse, s. d., in-8°, 4 p.).

⁷ Discours sur la paix, prononcé à Bourg, par L. MERMET, prof. de Belles-Lettres (*Journal de Lyon*, 7 nivôse an X, 28 déc. 1801). — DELORME, aîné, *Ode sur la paix*, suivie de vers sur le complot du 3 nivôse (Lyon, Bruyset, 1801, in-12, 16 p.).

⁸ Vers adressés au général N. Bonaparte..., 2 pluviôse an X (*Recueil de poésies*, F. C., p. 41).

⁹ A. MILLIN, *Hist. métallique de Napoléon* (Londres, 1819, in-f°).

La bourgeoisie souhaitait un régime qui stabiliserait sa primauté dans une société sans ordres et imposerait le retour à la vie normale, en conservant la structure sociale issue de la Révolution. Elle accueillit favorablement les nouveaux cadres politiques. Le premier préfet, Raymond Verninac, se chargea d'organiser l'administration, de rétablir la concorde et l'amour du travail, de rendre à Lyon sa prospérité. Il confia la police au commissaire François Dubois qui, d'une main ferme, réprima la mendicité, contrôla les maisons de jeu, dénonça les officiers qui menaient joyeuse vie à Charbonnières... Attributions étendues qui déplurent aux édiles, regrettant l'époque où leur cité « se gouvernait très républicainement »¹⁰. Le second préfet, Najac, un ordonnateur de la marine qui avait travaillé aux préparatifs de l'expédition d'Égypte, demeura à Lyon d'octobre 1801 à août 1802. Son successeur, Jean-Xavier Bureaux de Puzy, bénéficia d'une attache lyonnaise : il était le gendre de Poivre. Militaire de carrière, il avait siégé aux Etats généraux et servi sous La Fayette. Emprisonné à Ollmütz, il fut délivré par le traité de Campo-Formio et, après un séjour aux Etats-Unis, fut nommé préfet de l'Allier. A Lyon, on apprécia ses idées libérales. Lors de son installation, le président du Conseil municipal fit allusion à son passé : « La conduite que vous avez tenue au milieu des orages, que les suites de la Révolution ont fait éclater sur votre tête, est un sûr garant de l'esprit qui vous anime »¹¹. »

Les campagnes participaient à l'enthousiasme. En 1800, un maire du canton de Thizy rassembla ses administrés pour fêter l'anniversaire de la prise de la Bastille. « On procéda à la lecture des nouvelles sur les nombreuses victoires remportées par l'armée d'Italie... La joie éclairait tous les visages et les acclamations mille et mille fois répétées de Vive la République ! Vive Bonaparte ! ont souvent interrompu le lecteur. Et l'on a fini par un banquet fraternel, où l'on a porté des toasts à la concorde, à la paix et à Bonaparte, sauveur de la République »¹². En 1803, « la conduite du cabinet britannique vivement sentie et abhorrée par la commune de Denicé ranima le zèle des habitants »¹³; le Conseil municipal vota une imposition extraordinaire pour la construction d'un bateau plat destiné au débarquement en Angleterre. Ces sentiments patriotiques contribuèrent au succès de Bonaparte. « Lyon, ville la plus royaliste de France, n'est pas moins animée contre l'Angleterre qu'un club de Jacobins », disait Mallet du Pan en 1795¹⁴. Saint-Etienne, Roanne, Saint-Chamond... versèrent également une contribution pour reprendre la lutte contre « la perfidie du gouvernement britannique ». Le préfet de la Loire signala au ministre de l'Intérieur cette indignation : « Les habitants de ce département éprouvent vivement le besoin de mettre un terme à cette ambition effrénée. » Il sollicita des fonds pour construire la flottille de Boulogne, en rappelant que la rupture de la paix d'Amiens fut inspirée au cabinet de Londres par la jalousie envers la prospérité industrielle de la France. « C'est surtout aux villes manu-

¹⁰ Corps munic., I, p. 184-185

¹¹ *Journal de Lyon*, 3 nivôse an X (24 déc. 1801).

¹² A. D. R., Z 99, Fête du 25 messidor an VIII (14 juil. 1800), Mardore.

¹³ *Ib.*, R 140, Conseil munic. de Denicé, 16 messidor an XI, 5 juil. 1803.

¹⁴ MALLET DU PAN, *Corresp.*, I, p. 212; lettre de Mallet à Louis XVIII, 3 juil.

1795. — *Mémoires et corresp.*, p. 151.

facturières de seconder de tous leurs moyens les efforts du gouvernement ¹⁵. »

La liste des notables du département précise les soutiens de la République. Ils appartiennent à la bourgeoisie libérale : on dénombre 24 hommes de loi, 24 administrateurs, 7 anciens députés, 4 notaires, 4 négociants, 2 professeurs ¹⁶. La marche à l'Empire inquiéta et les Collèges électoraux témoignèrent quelques réticences. Lors du plébiscite en faveur du Consulat à vie, le préfet dut stimuler ses administrés : « Hâtez-vous de manifester les justes sentiments d'admiration et d'amour dont vous êtes pénétrés. » Quand il fallut se prononcer sur l'hérédité, le commissaire Dubois surveilla l'opposition, bien qu'elle n'eût guère la possibilité de se déclarer ¹⁷.

Les royalistes ne désarmaient pas. Le rapport de janvier 1800 signale une série de « cas effrayants d'insécurité ». Les Compagnons de Jésus reparaissent. « On distingue déjà sur leurs visages une joie féroce et l'envie de se livrer à de nouveaux excès. Il est de toute certitude que c'est cette Compagnie-là qui pille les courriers et les diligences. » En 1802, plusieurs attentats furent commis dans les villages et les chauffeurs dévalisèrent la malle-poste de Paris, dans le Beaujolais ¹⁸. Les symboles républicains étaient particulièrement visés : on détruisait les arbres de la liberté et on n'observait pas le calendrier républicain. Le sous-préfet Sain note, dans son Compte Rendu de 1801, que l'on distribue à Villefranche des cartes incitant les cultivateurs à respecter les traditions, comme avant 1789. « La nuit, le *Réveil du peuple* fut chanté à tue-tête dans les rues... Le 1^{er} germinal, jour fixé sur la nouvelle ère pour la tenue du marché, on vit les habitants des campagnes se réunir » et menacer quelques marchands se disposant à étaler. « Aussi, le marché fut presque nul. Et le lendemain lundi, le marché se tint sans que le maire fit rien pour l'empêcher ¹⁹. »

C'étaient les indices d'un malaise. Prospectant la région, les agents royalistes découvrirent des traces plus sérieuses d'opposition. Selon un négociant d'Amplepuis, qui renseigne Précý, dans le Lyonnais, le Forez et le Beaujolais l'usurpateur est condamné, l'amour de l'autel et du trône l'emporte; on méprise les acquéreurs de biens nationaux, surtout de ceux des émigrés; on se méfie des fonctionnaires. Les complots s'ébauchent. « L'on me confirme, écrit Précý, qu'il sera facile de former un rassemblement imposant au moyen des prêtres, dont on ne saurait trop louer la conduite et qui ont sur les habitants des campagnes une influence au-dessus de toute expression. » Les monarchistes recrutent des éléments sûrs pour encadrer le mouvement. De « bons officiers bien pensants et assez intelligents » se chargent de provoquer la désertion

¹⁵ A D. Loire, K7, Corresp. du préfet de la Loire, lettre du 7 juin 1803.

¹⁶ Liste des notables communaux de l'arrond. de Lyon, 9 messidor an IX (Lyon, Périsse, 1801, in-4°, 63 p.). — Liste des notables du départ. du Rhône... 14 brumaire an X (Lyon, Tournachon, 1801, in-8°, 24 p.).

¹⁷ *Bull. de Lyon*, 29 floréal an X (19 mai 1802). — A. N., F7 8484, Rapport du 1^{er} prairial an X (21 mai 1802); Plébiscite de 1804 : 11 455 oui et 7 non.

¹⁸ A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation du départ. en nivôse VIII; — F7 8484, Rapport du 30 frimaire an XI au préfet (21 déc. 1802).

¹⁹ P.-V. du sous-préfet de Villefr., relativement à l'observation du calendrier republ. aux halles et marchés, 3 germinal an IX (24 mars 1801, F. C., ms. 1226).

dans les troupes républicaines. Les possibilités de conspiration paraissent grandes dans la région ²⁰. L'abbé Claude Rozier voulut organiser cette insurrection, avec l'aide de l'*Institut philanthropique*. Arrêté, il se cacha à Pont-de-Veyle, et cessa son activité au moment du Concordat ²¹.

La tentative de Cadoudal provoqua des protestations officielles. Les autorités vouèrent « à l'exécration générale » le ministère anglais. Le personnel enseignant écrivit au Consul : « Que serait devenu le Lycée de Lyon si l'attentat médité contre vous avait été exécuté ? Nous eussions pleuré un père en attendant le moment de le venger ²². » L'archevêque remercia Dieu d'avoir sauvé Napoléon du plus « exécrable complot ». Son succès aurait rouvert « le chemin à ce char impie, dont les traces, gravées avec le ciseau sur le pavé de notre Métropole, nous annoncent suffisamment de quel affreux abîme nous avons été tirés » ²³. C'était une allusion au culte de la Raison ! La persistance des troubles frappait le préfet : « La Révolution a puissamment agi sur les esprits par une exaltation, démesurée parfois, dans un sens ou dans l'autre... Tout espèce de frein a été brisé pendant plusieurs années... On a contracté l'habitude des passions violentes et des goûts désordonnés. Une certaine audace a été imprimée à tous les caractères ²⁴. »

Les cadres essayèrent de calmer cette effervescence. Deux personnalités occupèrent la préfecture sous l'Empire. Choieses parmi les aristocrates authentiques, elles rehaussèrent le prestige du régime et confirmèrent la fusion des partis. Le comte d'Herbouville, de formation militaire, avait assumé des fonctions à l'Assemblée provinciale de Rouen, puis dans l'Administration de la Seine-Inférieure, enfin à Anvers. Il resta à Lyon de 1806 à 1810. Administrateur de la lignée d'un Beugnot, il prodigua son action vigoureuse dans tous les domaines, sut obtenir des maires des rapports détaillés, activa les opérations cadastrales et l'ouverture des voies de communication ²⁵. Le comte Taillepied de Bondy, maître des requêtes, chambellan de Sa Majesté, ne put de 1810 à 1814, dans le Rhône, donner toute sa mesure. L'ère de prospérité était révolue et, comme tous les préfets, il dut principalement se soucier du maintien de l'ordre, de la rentrée des contributions, du départ des conscrits. Ces administrateurs appelèrent, au Conseil de préfecture, les compétences locales : Defarge, Dechavannes, Cayre... Pour sauvegarder les apparences, le Conseil général représenta les notables, à côté des agents du pouvoir central. Les grands propriétaires et les négociants se mêlaient aux gens à talents : Régny, Couderc, Béranger, Willermoz, Petetin... Au Conseil d'Arrondissement, siégeaient le juge Vitet, le pharmacien Deschamps, Roux, Delandine ²⁶... A Villefranche, autour du sous-préfet, le médecin Sain, se rassemblaient des juristes comme Benoît

²⁰ A. N., F7 6289, Mémoire de Précy à Louis XVIII, 25 nov. 1800. — C. RIFFATERRE, Le mémoire de Précy (*R. H. L.*, 1907, p. 381-391).

²¹ E. PERRIN, Un agent royaliste sous le Consulat (St-Etienne, *Amitiés foréz.*, 1925, in-8°, 60 p.).

²² A. N., F1 C III, Rhône 6, Adresses au Premier Consul, 1^{er} germinal an XII (22 mars 1804), 15 ventôse (6 mars 1804).

²³ N. A. H. R., II, 1832, p. 290.

²⁴ E. d'HAUTERIVE, *La police secrète*, II, Bull. 31 mai 1806, p. 377. —

A. N., F7 8611, Affaires de police, 20 nov. 1809, 20 fév. 1810...

²⁵ *Bull. de Lyon*, 15 mars 1806.

²⁶ *Almanach de Lyon*, 1806, p. xxvii.

Sanlaville. Appartenant eux aussi à la moyenne bourgeoisie, Parent, Sain-Rousset, Bernard de Charpieux dirigeaient les trois fractions de la municipalité lyonnaise, composée de noms connus : Petit, Loyer, Gleizé... Ils souffraient de leur rôle limité : le maire du Midi se plaignait, non sans quelque acrimonie, d'être « circonscrit dans le cercle monotone des actes civils » et « délégué pour quelques objets fastidieux », de jouer « le rôle de tabellion à titre gratuit » et de « commis sans émoluments », en face de « fonctionnaires publics éminents »²⁷.

Une loi de 1805 confia la mairie unique au comte Fay de Sathonay. Il descendait de noblesse consulaire, son père avait été prévôt des marchands de 1779 à 1785. Ses études juridiques lui permirent d'obtenir une charge au Parlement de Paris. Après avoir émigré, il regagna sa ville natale sous le Consulat. Pour faciliter sa tâche, il tenta d'annexer les communes suburbaines où les opérations délicieuses s'ébauchaient, sans craindre la police lyonnaise. La banlieue, toujours méfiante à l'égard de la grande cité, refusa²⁸. Dans les campagnes, les fonctions publiques valaient des ennuis et les hommes instruits se raréfiaient depuis la désorganisation des études. Des incidents surgirent à Chambost, aux Ardillats, à Saint-Cyr-le-Chatoux... Le pouvoir préfectoral déplorait l'incurie généralisée des municipalités. Les registres étaient négligés et les finances mal gérées. Il fallut parfois grouper des circonscriptions. L'enquête de 1812, destinée à assurer le renouvellement quinquennal de ces administrateurs, révéla leur insuffisance²⁹.

Ce personnel impérial chercha des appuis dans la bourgeoisie d'affaires et dans les professions libérales. Les propriétaires terriens, décimés par la Révolution, se montrèrent plus réticents. Beaucoup de notables étaient les survivants de la génération constituante. Au Corps législatif, le Rhône envoya Cayre, Rieussec, le banquier Joseph Fulchiron et Claude Vouty de la Tour³⁰. Celui-ci, dont le père avait été exécuté en l'an II, appartenait à la magistrature. Dans un rapport consacré à la crise industrielle, il proclama que Lyon s'était battu avec une « si rare énergie », non pour un roi, mais pour la liberté³¹. Baron de l'Empire, il présida la Cour d'Appel qui comprenait alors des anciens parlementaires de Grenoble et de Besançon, des éléments de la noblesse locale et des membres des anciens corps lyonnais, Riboud, Pierre-Thomas Rambaud, Jean-Bernard Cozzon³²... Le cas de cet ancien avocat en la Sénéchaussée de Lyon caractérise l'évolution de la magistrature : il participa à la révolution constituante, s'exila dans le canton de Vaud en 1793, reprit à son retour ses fonctions à Ambronay, où la faveur consulaire l'atteignit³³.

« L'édifice social s'organise et se consolide », écrivait Herbouville devant le ralliement de ces groupes éclairés. Ils affermirent le régime :

²⁷ F. DUTACQ, Nap. et l'autonomie communale (*R. E. N.*, 1922, p. 199-204).

²⁸ F. DUTACQ, L'extension du cadre administratif et territorial de la cité lyonn. de 1789 à 1852 (*B. S. L. L.*, 1923, p. 12-18).

²⁹ A. D. R., Z 89, Juliéas; Z 141, Thizy; Z 14, Chiroubles...

³⁰ Liste des députés des provinces de Lyonnais, Forez, Beaujolais dep. 1789, par M. B. et D. V. (*A. H. S. R.*, 1827, VII, p. 43-53).

³¹ H. TOROMBERT, *Eloge hist. de M. Vouty de la Tour* (Lyon, Perrin, 1826, in-8°, 38 p.).

³² L. NIEPCE, *La magistrature*, 1885, p. 100-106.

³³ ONUPHRE, *Nécrologie de M. Cozzon* (Lyon, 1822, in-8°, 22 p.).

le procureur Jean-Baptiste Boissieux commenta, dans ses discours et ses réquisitoires, les décisions du maître; il loua en 1800 le gouvernement de rétablir l'ordre et la sécurité; installant les avoués, il déclara : « Il était temps de faire cesser le chaos et la confusion, qu'avaient produits l'anarchie et l'exaltation de l'esprit démagogique. » En 1804, il annonça la promulgation de « la charte constitutionnelle » : « Cet heureux changement dans les formes de l'administration est, sans contredit, le vœu le plus libre et le plus unanime du peuple français » et, dans son allocution à Pie VII, il se réjouit de « l'alliance sublime et nécessaire du Sacerdoce et de l'Empire »³⁴. Croix d'honneur et titres de noblesse récompensèrent les magistrats : Jean-Louis Coste, le châtelain des Brosses, entra au Conseil d'Etat, Champagneux, qui travaillait au ministère de l'Intérieur depuis 1796, suivit les brumairiens; son fils épousa Eudora Roland³⁵. Jules-Benjamin Delessert, fils du banquier lyonnais, devint régent de la Banque de France. Vincent de Margnolas est le type du grand fonctionnaire : fils d'un banquier exécuté en 1794, il s'enfuit déguisé en paysan et erra à Lausanne, à Saint-Maurice-en-Valais, à Constance, à Venise, relisant les émouvantes lettres d'adieu de son père. En 1800, il regagna Lyon, entra en 1806 au Conseil d'Etat puis servit à Berlin, à l'Intendance de Posen, à Varsovie, au Quartier général de Finkenstein et devint préfet à Turin³⁶.

Les juges, les négociants, les hommes de loi, acquéreurs de biens nationaux, se sentaient solidaires du nouvel ordre. Même leurs attitudes au cours de la Révolution ne parvenaient pas toujours à les séparer. En 1805, Emilie Leroy épousa le banquier Leu Pellapra; or, la famille des Leroy avait participé à l'Administration de l'an II, alors que le receveur de la Loterie André Pellapra était fusillé aux Broteaux, pour avoir combattu contre la Convention. Sous l'Empire, ces deux groupes de parvenus s'unirent. Napoléon connut Pellapra et entretint de telles relations avec la femme de l'agent de change qu'une rumeur lui attribua, en 1806, la paternité d'une « Aiglonne ». Celle-ci se maria, plus tard, avec le prince de Chimay, le fils de Thérèse Cabarrus³⁷.

L'armée consacra aussi les promotions sociales. Louis Suchet, fils d'un fabricant de soieries, participa à toutes les grandes batailles et fut nommé maréchal de France et duc d'Albuféra. Le baron Mouton-Duvernet, né au Puy, se distingua dans toutes les campagnes et commanda la place de Lyon pendant les Cent-Jours. La région fournit les généraux Claude Dallemagne, Jean-Pierre Baillo, Soliman-Pacha, qui réforma l'organisation militaire de l'Egypte, le maréchal de Castellane, le général Pierre Maupetit³⁸... La garde d'honneur rassembla des membres des anciennes familles et des bourgeois; le général Duhesme, gouverneur de

³⁴ J.-B. BOISSIEUX, *Discours et réquisitoires*, 5 janv. 1801, p. 5; 26 mai, 27 juin, 19 nov. 1804, p. 23.

³⁵ Cl. PERROUD, *Le roman d'un Girondin...* (*Rev. du XVIII^e s.*, janv. 1916, p. 61).

³⁶ *Journal de Lyon*, 13, 16, 18 janv. 1810.

³⁷ Princesse G. BIBESCO, *Une fille de Nap., Emilie de Pellapra, comtesse de Brigode, princesse de Chimay* (*R. D. M.*, 1921, II, 319-336). — A. AUDIN, *Recherche de Paternité* (*B. S. L. L.*, 1952, XIX, p. 63-77). — A. FRANCE, *Le Petit Pierre* (Pellapra a fourni les traits du banquier Bellaguet).

³⁸ A. VINGTRINIER, *Soliman-Pacha* (Paris, Didot, 1866, in-8°). — A. CHAGNY, *Le général Baillo* (Belley, Bugey, 1923, in-8°, 204 p.).

Lyon, la présenta au Premier Consul en 1802, et elle défila à toutes les solennités de l'Empire ³⁹.

Malgré les efforts de l'Empereur, la fusion des ordres fut difficile à réaliser. La bourgeoisie impériale subit les railleries de l'aristocratie. Une Vaudoise, cousine de Benjamin Constant, qui avait accueilli à Lausanne les émigrés lyonnais, se montre sévère pour cette société nouvelle. « Le ton est assez commun. Dans les sociétés d'hommes, il manque ce je ne sais quoi d'indéfinissable qui est la marque distinctive de la noblesse ou qui s'acquiert en vivant dans ses rangs... Les affaires dont ils s'occupent restreignent l'esprit; le ton et la plaisanterie s'en ressentent... Les femmes ont généralement une éducation plus soignée, un meilleur ton, des manières douces... Les belles dames de Bellecour sont très légères dans leur conduite, sans y mettre les formes. » Quant aux gens du peuple, « ouvriers, cochers, ils sont encore lourds et peu intelligents, familiers et intéressés » ⁴⁰. En 1806, pour le carnaval, la noblesse organisa un bal, en invitant les personnes de « l'ordre » et en excluant les autres. De son côté, le tiers état s'isola. Pour donner l'exemple, le général commandant la place réunit en une soirée toute la haute société, sans distinction ⁴¹.

Le gouvernement prodigua les faveurs aux royalistes et aux anciens révolutionnaires; le préfet indiquait ceux que l'on pouvait se gagner, ceux qui occupaient naguère des fonctions, ceux qui nourrissaient une ambition. Peine perdue. Dès 1806, d'injurieuses affiches manuscrites furent apposées; on arrêta à Saint-Symphorien-de-Lay « plusieurs individus porteurs d'une quantité considérable de placards et autres imprimés relatifs à une conspiration contre Sa Majesté ». Les perquisitions révélèrent que les animateurs étaient un fabricant de bas, Chazot, officier municipal au temps de la Terreur, et un cartier de Valence. Ils possédaient des écharpes tricolores, des médailles républicaines, des proclamations qui qualifiaient Napoléon d'usurpateur, de monstre, d'anthropophage... Peut-être s'agissait-il d'une manœuvre provocatrice ⁴². Comme partout, ce qui entraîna la désaffection populaire fut la conscription. Le Beaujolais devint un centre de désertion : les communes, rendues responsables, furent soumises à des amendes, et leurs maires, suspendus. La population rossait les gendarmes. Avec les dangers de la guerre, la vocation matrimoniale, qui libérait des obligations militaires, s'accrut. Pour briser la résistance et les complicités, les autorités envoyèrent des garnisaires chez les familles de réfractaires. Une population errante, en marge de la société, se développa. L'économie souffrit de ce manque de main-d'œuvre qui aboutit à de curieux paradoxes : alors que les Foréziens combattaient en Espagne, des prisonniers andalous et tyroliens cultivaient les plaines du Forez ! La fréquence des appels, plus que leur importance, irrita les jeunes en les tenant sous la

³⁹ E. BUCQUOY, *Les gardes d'honneur du 1^{er} Empire* (Nancy, Crépin, 1908; in-8°, xxiv-487 p.).

⁴⁰ A. de CAZENOVE, *Journal de Mme de Cazenove d'Arlens* (fév.-avril 1803, p. 130-143).

⁴¹ E. d'HAUTERIVE, *La police secrète...*, II, Bull. 1^{er} mars 1806, p. 280.

⁴² A. N., F7 3 686 (7).— A. D. R., M, Police gén., lettres des 16 et 25 oct. 1806.

menace constante d'un départ. En mars 1811, la recherche d'un insoumis déclencha une émeute à Saint-Bonnet-le-Troncy ⁴³.

Le malaise économique, la disette, l'augmentation des impôts engendrèrent l'agitation politique. En 1811, le maire exprima ses craintes devant l'accroissement des malheureux. Des foyers libéraux se constituèrent. Mathieu de Montmorency comptait de nombreux amis à Lyon et s'y rendait de temps à autre, Benjamin Constant rencontrait Terrier de Monciel, un agent des Bourbons, chez Camille Jordan, toujours en relation avec son maître l'abbé Poidebard, et sa belle-mère la baronne de Krudener ⁴⁴. Ces groupes préparèrent les revirements politiques.

A Noël 1813, le préfet Bondy insista sur la nécessité de n'accorder aucune foi aux « bruits mensongers » et assura que l'envahisseur serait contenu. Sa proclamation ne put empêcher la panique et le découragement de saisir la population ⁴⁵. « Quelle consternation, quel abattement, quel étonnement, écrivait Bredin. Personne ne comprend rien à ce qui se passe, et on ne peut se résoudre à le croire... Tous les jours, une grande partie de la population (surtout les ouvriers) se porte en masse sur le chemin de Saint-Clair pour voir si les étrangers arrivent. Cette immense procession de curieux (curiosité d'un genre tout nouveau) n'est retenue ni par la pluie, ni par la boue. C'est un singulier spectacle ⁴⁶. » Le Commissaire extraordinaire Chaptal essaya de ressusciter les temps héroïques et de créer une légion, mais Augereau jugea l'esprit public « abattu d'une manière désolante » ; aussi, Bubna espéra-t-il entrer dans la ville sans coup férir, en libérateur. L'approche des Autrichiens réveilla quelque patriotisme, mais les commissionnaires allemands parvinrent à acheminer des soieries à Francfort, causant « un bien infini à Lyon, qui les regarda comme ses anges tutélaires ». En mars, quand Augereau proposa de laisser l'ennemi s'engager dans les rues, dépavées et barricadées, afin de l'écraser, le comte d'Albon lui objecta que « les Lyonnais étaient las de sacrifier leurs ressources et leur sang à un système de guerre perpétuelle... On avait tout à craindre, pendant les désordres, d'un bombardement ou d'un siège » ⁴⁷.

L'occupation autrichienne fut acceptée sans incident. L'ancienne noblesse organisa bals et concerts, la bourgeoisie voulut offrir à Augereau une épée d'honneur pour avoir capitulé, la masse resta indifférente. Quelques résistances eurent lieu à Saint-Etienne et à Roanne ⁴⁸. La municipalité lyonnaise, qui « brûlait de reconnaître et de proclamer les Bourbons », s'attacha sans retard à l'œuvre de restauration monarchique, avec le même zèle qu'elle avait mis à servir l'Empire. Elle n'attendit point les nouvelles de Paris pour rompre avec le gouverne-

⁴³ E. d'HAUTERIVE, op. cit., II, Bull. 4 fructidor an XIII (22 août 1805), p. 55, et 27 vendémiaire an XIV (19 oct. 1805), p. 131. — Ph. GONNARD, La conscription dans la Loire (R. H. L., 1908, p. 81-110).

⁴⁴ R. BOUBÉE, *L'abbé J.-B. Poidebard et la baronne de Krudener*, 1914.

⁴⁵ A. M. L., I², Evénements et troubles polit. Affiche du 30 déc. 1813.

⁴⁶ Lettre de C. BREDIN, directeur de l'Ecole imp. vétér. de Lyon, à M. l'Insp. gén. des Ecoles imp. vétér., 16 janv. 1814 (F. G., ms n° 7).

⁴⁷ J. GUERRE, *Campagnes de Lyon en 1814-1815* (Lyon, Kindelem, 1816, in-8°, p. 61-62); *Souvenirs du comte Chaptal*, 1893, p. 39. — A. N., F 7025, *Lettres de Chaptal* des 28 janv., 4 fév. 1814.

⁴⁸ TÉZENAS de MONTCEL, *Journal de Mlle Audouard de Montviol*, 20 mars-22 avril 1814 (R. H. L., 1911, p. 81-102).

ment impérial. Le comte de Laurencin, Jordan et le banquier Brölemann se rendirent à Dijon, auprès de Metternich et de l'empereur François, pour se renseigner sur « les vues ultérieures des Puissances » touchant le futur régime. Le comte de Fargues alla jusqu'à Nancy « déposer aux pieds de Monsieur l'hommage de la fidélité et des vœux de la Ville pour le Roi et son auguste maison ». Le 8 avril, le Conseil municipal proclama « la nécessité de mettre un terme aux calamités d'une guerre que toute la nation désavoue ». Un conseiller prononça un vigoureux réquisitoire contre l'Empire et fit l'apologie des Alliés ⁴⁹.

Encore une fois, Lyon prenait l'initiative d'une sécession. Des agents parcoururent le Dauphiné, le Forez, le Beaujolais. Le maire communiqua à Montélimar, Boën, Thiers... la délibération lyonnaise. Selon l'avocat Guerre, « des larmes d'une sensibilité touchante humectaient les joues flétries des plus débiles vieillards et coulaient avec abondance des yeux charmants de la beauté ». En l'église Saint-Polycarpe, Bonnevie, un des royalistes les plus ardents du chapitre, dénonça « les charlataneries, les jactances, les égarements » de Napoléon ⁵⁰. Bientôt, tous les corps se déclarèrent chaleureusement bourbonniens, comme ils avaient été chaleureusement napoléoniens. La Cour d'appel, le Tribunal civil, le Parquet... témoignèrent un loyalisme d'autant plus ardent qu'il était récent. « L'âge d'or succède au siècle de fer », dirent les avoués; la Garde royale évoqua le « souvenir éternel des braves Lyonnais tombés en 1793 » et qui, « sous le feu de l'ennemi et jusque sous le fer des bourreaux », avaient clamé leur foi royaliste ⁵¹. Le Tribunal du Commerce exprima sa « plus parfaite confiance en l'auguste maison de Bourbon qui fit si longtemps le bonheur et la gloire de notre France ». La municipalité jugea que l'Acte constitutionnel, voté par le Sénat, portait atteinte au principe essentiel de la monarchie traditionnelle ⁵². Une cérémonie organisée en la Primatiale fêta le retour des Bourbons, et Augereau fut acclamé au Grand Théâtre ⁵³. Une députation exposa au monarque les sentiments des Lyonnais; elle rappela « l'époque mémorable » où ils avaient lutté contre l'armée révolutionnaire, flétrit « la tyrannie d'un gouvernement illicite et oppresseur », se félicita du retour de la paix, qui allait donner à la Fabrique « les plus vastes et les plus heureux développements ». Une adresse supplia Monsieur d'éliminer les régicides du Sénat et du Corps Législatif ⁵⁴.

En réalité, l'occupation étrangère lassa vite : les réquisitions se multiplièrent, la troupe commit des déprédations, l'archevêché ne fut même pas épargné ⁵⁵. Des rixes éclatèrent, fomentées parfois par des bonapartistes. Si le royalisme se réveillait dans les milieux de l'aristocratie et de la bourgeoisie, il ne pénétrait pas chez les petits commerçants, les artisans, les ouvriers. Ces éléments affectionnaient Napoléon, parce

⁴⁹ F. DUTACQ, *Lyon en 1814*, 1935, p. 21-22.

⁵⁰ *Journal des Débats*, 16 juin 1814.

⁵¹ A. M. L., I², Recueil des proclamations, II, 10-12, 14, 19, 71-72.

⁵² J. GUERRE, *op. cit.*, 121-122, 310-312.

⁵³ A. M. L., I¹, Cérémonies et fêtes publ., 1814. P.-V. de la cérémonie..., 11 avril 1814.

⁵⁴ Adresse à S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume, par les habitants de Lyon, membres et députés du corps munic., de la garde nat., du clergé... (Paris, 24 mai 1814, in-8°, 4 p.).

⁵⁵ A. M. L., H², Invasion de 1814. — *Journal de l'Empire*, 7 janv. 1814.

qu'ils le jugeaient d'âme populaire et le croyaient proche d'eux par ses origines et son passé révolutionnaire. En septembre 1814, le préfet signale que pour la Saint-Napoléon, à Thizy, « on a tiré des coups de fusil et de pistolet; il y a eu des décharges de boîtes »; un gendarme a brûlé son ruban blanc, et on a crié « A bas la calotte ! ». Des médailles napoléoniennes circulèrent⁵⁶.

L'accueil réservé à l'empereur au retour de l'île d'Elbe fut enthousiaste. La foule l'acclama de la Guillotière à l'archevêché. Le maire, le comte de Fargues, après avoir honni le 7 mars Bonaparte, « aveugle instrument des ennemis de la France », rappela le 11 les bienfaits que Lyon devait à l'Empire. Les afficheurs eurent la malice de coller les deux textes l'un à côté de l'autre⁵⁷. Aussitôt, les universitaires, « décorés il y a trois jours de la fleur de lys », les médecins, les avocats... vinrent assurer Napoléon de leur loyauté⁵⁸. La fameuse proclamation du 13 mars, « Lyonnais, je vous aime », fut-elle destinée à remercier la population, ou à se gagner les hésitants ?

Sous la direction de Jars, une Fédération groupa des négociants, des membres des professions libérales, des hauts fonctionnaires... Ce fut l'une des plus florissantes de l'Empire, et elle poussa ses ramifications à Mâcon, à Villefranche, à Nantua, à Vienne. Les fédérés lyonnais entrèrent en relation avec ceux de Bourgogne, de Dauphiné, de Provence, et songèrent, une fois de plus, à une dissidence régionale. Les royalistes se déchaînèrent contre ces « odieux conspirateurs », ces « forbans vomis par l'abîme »⁵⁹. Le préfet Pons, se laissant entraîner par cette flamme, déclara que les princes voulaient « détruire toutes nos institutions libérales, replonger le peuple dans l'avisement et régner sur des esclaves ». L'annonce de Waterloo provoqua une explosion d'indignation patriotique. Lyon espéra devenir le « palladium de la liberté française » et résister au rétablissement des Bourbons. Plus qu'un véritable bonapartisme, cette effervescence trahit la persistance de certains sentiments libéraux, voire révolutionnaires⁶⁰. Au début de la seconde Restauration, le préfet Chabrol exposa les dangers passés. Lyon, « boulevard du parti impérial », avait abrité au printemps 1815 « 1 500 révolutionnaires piémontais et un pareil nombre d'officiers à demi-solde fuyant les réactions du Midi... L'état où se trouvait alors la ville de Lyon ne pouvait se comparer qu'à celui de 1793. Tous les citoyens honnêtes avaient fui dans la campagne... Lyon avait été désigné comme centre d'un grand mouvement révolutionnaire qui se liait avec le projet d'une insurrection générale dans la Bourgogne, l'Auvergne et le Vivarais ». La convention survenue entre Suchet et l'armée autrichienne empêcha un nouveau

⁵⁶ A. D. R., ZI 9, Rapport du préfet, sept. 1814.

⁵⁷ Pièces authentiques et notes essentielles pour servir à l'hist. de Lyon, pendant l'année 1815, sous l'administration de M. Joseph de Méallet, comte de Fargues (s. n., in-8°, 23 p.).

⁵⁸ J. AUDIN, Tableau hist. des événements qui se sont passés à Lyon depuis le retour de Bonaparte jusqu'au rétablissement de Louis XVIII (Lyon, Boursy, 1815, in-8°, p. 34-35).

⁵⁹ MOUTON-FONTENILLE, *La France en délire, pendant les deux usurpations de Bonaparte* (Lyon, Guyot, 1815, in-8°, p. 43).

⁶⁰ P. GONNET, *Les Cent-Jours à Lyon* (R. H. L., 1908, p. 50-67, 111-123, 186-210, 286-303).

siège de Lyon, dont les positions se trouvaient inversées par rapport à celles de l'an II ⁶¹.

Faut-il voir dans ces vicissitudes le signe d'une inaptitude lyonnaise à la vie politique, ou le désir de saisir tout prétexte pour s'opposer à la capitale et affirmer ainsi son originalité ? Il semble bien que l'élément explicatif réside dans la conduite de la bourgeoisie. En 1793, satisfaite de ses conquêtes politiques, elle résista au progrès du jacobinisme et se lia aux monarchistes. Elle apprécia l'ordre, bénéfique pour l'industrie et le commerce, qu'apportait le Consulat. La crise économique, la conscription, le despotisme détachèrent le négoce, l'artisanat, les ruraux du régime impérial. Le rappel des Bourbons parut d'abord un retour heureux au libéralisme, mais bientôt il mit en péril les avantages de 1789. Le major Frye constata, à cette date, l'aversion des Lyonnais pour le « système féodal » aussi bien que pour la révolution sociale.

« Bonaparte, écrit Ballanche, avait méconnu le peuple à qui il devait tant de gloire. La France n'avait pas été vaincue; elle s'était retirée de celui qu'elle avait élevé sur le pavois; elle venait d'échanger contre une Charte libérale la vanité de la domination sur le monde; elle gagnait en liberté ce qu'elle perdait en puissance ⁶²... »

2. LES PUBLICATIONS

Une société se caractérise non seulement par son activité politique, mais aussi par ses « techniques de loisir ». Au lendemain des commotions révolutionnaires, la fonction de jeu s'épanouit et s'exprime par le goût de la lecture, par la présence aux fêtes et aux réunions, par la fréquentation des théâtres... Toute une gamme de sentiments se retrouve dans ces manifestations spontanées de la joie, dans ces émotions canalisées, dans ces réflexions schématisées...

Les journaux, les livres, les bibliothèques fournissaient à la fois un moyen de se renseigner, de se cultiver et de se distraire. La presse périodique ne put garder la vitalité qu'elle avait connue sous la Révolution. Elle fut soumise à l'arbitraire gouvernemental et, pour lui enlever un de ses principaux attraits, les commissaires de police reçurent l'ordre de ne plus communiquer de faits divers. Fouché prohiba toute création et détermina les cas de suppression ⁶³.

Sous le Consulat, la presse subit encore une forte instabilité. Le *Journal de Lyon et du Midi*, que Doublier se hâta de créer, salua le passage de Buonaparte, à son retour d'Egypte, l'invita à écraser « les buveurs de sang humain », lui garantit les sentiments d'affection des Lyonnais. Très vite, le ton devint acerbe. Brunel et Molard consacraient leurs articles aux difficultés grammaticales et publiaient des vers

⁶¹ Lettre inédite du préfet CHABROL au ministre de l'Intérieur, 19 juil. 1815 (*R. H. L.*, 1904, p. 233-238).

⁶² F. BAUD, Caractères généraux du parti libéral à Lyon sous la Restauration (*R. H. L.*, 1913, p. 217-226).

⁶³ A. D. R., 1 L 459, Circulaire du ministre de la Police aux Administrations centrales des départ., 3 pluviôse an VIII (23 janv. 1800).

empreints d'afféterie, mais Doublier traitait les gendarmes de tigres, de brigands, d'êtres corrompus. Fouché suspendit le *Journal de Lyon* en janvier 1800⁶⁴.

Dumas et Delandine reprirent ce titre au moment de la Consulte. Quarante-cinq copieux numéros, relatant les événements locaux, parurent chez Barret. Elaborés par Laurencin, Petetin, Fourier, ils offrent le compte rendu des séances de l'Assemblée cisalpine, mais aussi le récit des fêtes, des dissertations scientifiques, des critiques d'ouvrages nouveaux... On s'abonna de tous les points de la France et même de l'étranger. Les *Nouvelles de Paris et de Lyon* vécurent une année en 1802, l'*Esprit des journaux français*, un quotidien composé par Pelzin, s'occupa surtout, de septembre à décembre 1803, de la situation extérieure. Les deux organes fusionnèrent sous le titre de *Journal de Lyon*, et Barret en imprima vingt-six numéros de décembre 1803 à février 1804, à la cadence de trois par semaine. Sous l'Empire, Barret tenta de lancer un *Courrier du département du Rhône*, qui se proposait de diffuser les nouvelles étrangères, les changes des places de l'Empire et des pays alliés, des annonces privées; il prétendait vouloir aider le négoce. Le préfet Herbouville arrêta la circulation du prospectus; l'auteur, convenable « sous le rapport de la moralité », ne possédait pas de talents⁶⁵.

Plus durable fut le *Petit Tachygraphe*, rédigé et imprimé par Roger depuis 1797. Il ruinait, disait le commissaire, la confiance dans le gouvernement, rappelait les plaies du régime révolutionnaire et recherchait ce qui pouvait avilir les institutions républicaines⁶⁶. Il parvint cependant à subsister jusqu'en 1804, et devint alors le *Journal de Lyon*. Son tirage resta faible. Dans les campagnes, seuls quelques maires le lisaient. Il se présentait comme un livret *in-octavo* de huit pages et contenait, à côté des informations politiques, beaucoup de détails d'actualité, de recettes et de faits divers. Pour le contraindre à la prudence, la police le suspendit à plusieurs reprises. En 1808, las de se borner à transcrire les articles puisés dans *Le Moniteur*, il annonça « le rassemblement d'une grande armée en Suède »; Fouché ordonna sa suppression⁶⁷.

Roger fit alors paraître, sous des appellations diverses, plusieurs feuilles, à des époques indéterminées. « Ce moyen de mettre des nouvelles publiques à la portée de la classe nombreuse des citoyens qui ne lisent pas les journaux, disait Sain-Rousset, peut présenter quelque inconvénient qui en nécessite la défense. » Ces publications, de même format que le journal disparu, intitulées *Événements intéressants* ou encore *Actes des Autorités*, donnèrent d'abondantes indications sur les affaires d'Espagne, qui préoccupaient la Fabrique. En 1808, Fouché permit à Roger de reprendre le *Journal de Lyon*⁶⁸.

⁶⁴ *Journal de Lyon et du Midi*, 26 brumaire an VIII (16 nov. 1799), 13 nivôse an VIII (3 janv. 1800).

⁶⁵ A. D. R., T 351, Prospectus du *Courrier du départ. du Rhône*, 4 p.; corresp. entre le préfet et le ministre de la Police, 15 avril-10 juin 1807.

⁶⁶ A. N., F1 C III, Rhône 5, Situation du départ. en nivôse an VIII (janv. 1800).

⁶⁷ A. D. R., T 351, Lettres du ministre de la Police au préfet du Rhône, 31 mars, 5, 11 et 30 mai 1808.

⁶⁸ *Ib.*, T 351, Lettres de l'adjoint S. Rousset, 25 mai 1808; de Fouché, 14 juin 1808.

Il devenait le rival des Ballanche. En 1802, le préfet Najac les avait autorisés à imprimer les *Petites Affiches* et l'*Almanach*, qui existaient depuis une quarantaine d'années. Leur avertissement précise que les *Affiches, annonces et avis divers* inséreront, deux fois par semaine, sur huit pages, sous le titre de *Bulletin de Lyon*, les actes administratifs, les cours des monnaies, l'analyse des nouveautés littéraires, le récit des événements locaux... En vendémiaire, un Annuaire présentera la statistique départementale, la liste des fonctionnaires, des notices sur les écoles... Les collaborateurs appartenaient aux milieux cultivés : Dugas-Montbel, Artaud, Deplace... De jeunes écrivains, comme Bréghot du Lut et Adrien Beuchot, apportèrent leurs premiers essais, Ballanche critiqua le calendrier républicain, Gourju étudia *Le Génie du christianisme* et répondit à Ginguéné, Chénier et Morellet⁶⁹. Le *Bulletin* reflétait ainsi la vie intellectuelle lyonnaise. Aussi fut-il souvent suspecté. Le comte Pelet de la Lozère, chargé de la police, conseilla au préfet de renouveler aux journalistes l'interdiction de parler des mouvements maritimes. Il le redit en 1806 et réclama l'envoi régulier des *Petites Affiches* au ministère⁷⁰.

En 1809, Ballanche décida de conserver les annonces commerciales, mais renonça aux articles de politique, d'administration, de littérature. Les autorités s'en réjouirent : « Toutes les fois que, par hasard, il cessait d'être insignifiant, il était presque toujours rédigé sans mesure, quelquefois même dans un mauvais sens; cette suppression ne peut être qu'avantageuse. » Dumas sollicita l'autorisation de continuer le *Bulletin*, complété par les avis judiciaires. Le rapporteur estima qu'il n'était ni dans les vues, ni dans l'intérêt du gouvernement de doter Lyon de trois journaux, puisque ceux de Paris parvenaient « chaque jour et en très grand nombre. Il ne faut donc à cette ville que des *Affiches* »⁷¹. Le conseiller Defarge défendit la suggestion de Dumas : les *Petites Affiches* constituent un recueil d'informations commerciales, le *Tachygraphe* reproduit les articles parisiens et rien de plus. Le Rhône désire sa feuille. Fouché proposa de laisser Ballanche gérer les *Petites Affiches* et invita Roger à s'adjoindre Dumas, pour les questions intellectuelles; ainsi le *Journal de Lyon* prendra plus d'extension⁷².

En 1810, Roger reprit le titre de Pelzin, *Journal de Lyon et du département du Rhône*. Paraissant trois fois par semaine en *in-quarto*, il était plus varié que le *Tachygraphe* qui se contentait de brefs renseignements, sans réflexion. Jean-Baptiste Dumas, chef de bureau à la préfecture, en fit l'organe officiel du département. Bien que jouissant d'une sorte de monopole, il ne recruta que deux cent soixante-dix abonnés. Il diffusait les nouvelles tirées du *Moniteur*. Roger et Dumas consacraient plusieurs colonnes aux événements survenus à l'étranger, aux publications récentes, à l'activité littéraire, voire à la poésie légère, et aux bravades de la *Société épicurienne*⁷³.

⁶⁹ *Bull. de Lyon*, 27 pluviôse an XI (16 fév. 1803), 8 et 15 frimaire an XII (30 nov. et 7 déc. 1803), 4 pluviôse an XII (25 janv. 1804), 14 mars 1807...

⁷⁰ A. N., F7 8761, Corresp. des 15 juil. 1807, 30 sept., 8 et 31 oct. 1808.

⁷¹ *Ib.*, F7 8761, Rapport de Maillocheau, 10 août 1809.

⁷² A. D. R., T 351, Corresp. des 4, 11, 31 août, 19 oct., 21 déc. 1809.

⁷³ *Journal de Lyon*, 5 fév. 1811, 28 mai 1812.

Quand le ministre de l'Intérieur Montalivet interdit de publier plus d'un journal par département, Lyon possédait donc le *Journal de Lyon et du département du Rhône* rédigé par Dumas, « un des littérateurs distingués » de la ville, et Roger, « un brave homme, et bon père de famille », *Les Petites Affiches et annonces judiciaires*, « feuille très ancienne et très utile » comptant six cents abonnés, imprimée par Ballanche, « un des bons littérateurs du département ». Le décret d'août 1810 permit de conserver un journal et une feuille d'annonces et délimita leurs attributions : Ballanche ne devait pas insérer les actes administratifs et les travaux des sociétés savantes. Il devait demeurer étranger aux questions artistiques et intellectuelles. On lui réservait les mouvements des marchandises et les offres d'immeubles. Roger et Dumas recevaient la belle part⁷⁴. En somme, le feuilleton littéraire quitta l'édition de Ballanche pour celle de Roger. Bien des rancœurs subsistèrent, et souvent Roger et Dumas se plaignirent des empiètements de Ballanche. Au lieu de se borner à énumérer les domaines à céder, les appartements à louer, les appositions de scellés, il mentionnait les ventes de forte-pianos, l'organisation d'un cours privé, la distribution de prix au Lycée... Roger exigea un rappel à l'ordre, et le préfet expliqua à Ballanche que sa feuille ne pouvait « ni annoncer une séance publique à l'Académie des sciences, ni donner des observations météorologiques ». Ce qui n'empêcha pas Ballanche de reproduire, peu après, un règlement académique⁷⁵.

Le baron de Pommereul, directeur de l'Imprimerie et Librairie, définit, dans une circulaire, le rôle du journal politique et de la feuille d'affiches. Il précisa même les conditions techniques de présentation. Le comte de Bondy nomma Dumas rédacteur en chef du *Journal de Lyon* et transmit à Ballanche tous les détails prescrits pour *Les Petites Affiches*. De plus en plus, la surveillance administrative s'alourdissait et la mise en place du nouveau régime de presse exigea un volumineux dossier. L'inspecteur de l'Imprimerie Bruyset accorda aux *Affiches* le droit de publier les taux des changes. Il fallut demander aux syndics de la Bourse de communiquer leurs chiffres à Ballanche. Les courtiers obtinrent le privilège de faire imprimer par Ballanche des extraits des *Petites Affiches* pour faciliter leur négoce. « Toutes les villes de l'Empire français, celles des empires et royaumes éloignés ont des communications avec la nôtre parce qu'elles l'approvisionnent en marchandises de tout genre... La place de Lyon, et surtout en épicerie, n'est qu'un marché de gros détail pour les villes des départements avoisinants »⁷⁶.

En 1813, Dumas renonça à ses fonctions de rédacteur. Bondy, regrettant sa démission, désigna Piestre, qui appartenait aussi à l'administration. Roger devait maintenant faire parvenir, pour examen, au secrétariat de la préfecture, une épreuve soignée de chaque numéro et reproduire les extraits du *Moniteur*. Il s'agissait de cacher nos revers et

⁷⁴ A. D. R., T 351, Lettres de Défarge (23 déc. 1809), de Montalivet (14 août 1810), du préfet au ministre de l'Intérieur (27 août 1810).

⁷⁵ *Ib.*, T 351, Lettres du 23 janv., 20 et 27 févr. 1811; Lettre de Bondy au baron de Pommereul, 14 mai 1811.

⁷⁶ *Ib.*, T 351, Circulaire de la Direction gén. de l'Impr. au préfet, 4 nov. 1811. — Lettres du préfet des 16 et 20 nov. 1811 à Dumas, à Ballanche, au commissaire de police Abrial.

d'expliquer que l'Empereur, « victorieux à Leipzig », avait décidé de se replier sur Erfurt. Néanmoins, les rubriques consacrées aux arts, aux sciences, aux lettres gardèrent leur originalité⁷⁷. Le préfet abonna tous les maires au journal, « moyen peu dispendieux de correspondre fréquemment avec ses fonctionnaires... et de répandre dans les campagnes toutes les nouvelles officielles propres à faire tomber les bruits ridicules et alarmants qui corrompent l'opinion et égarent les esprits ». Cette diffusion, pour être efficace, doit être rapide, « dans les circonstances actuelles surtout ». Or, les communications postales demeurent lentes. Parfois, les réponses exigent quarante jours ! Bondy pria le Directeur de la poste aux lettres d'activer les transmissions. Monicault indiqua son réseau de facteurs, de courriers à cheval, de voitures, qui desservait les communes du Rhône et imputa les retards au nouvel imprimeur Kindelem, qui libellait incorrectement les adresses⁷⁸. Ainsi, pendant le Consulat et l'Empire, un journal officieux parvint à vivre par les soins de Roger, Dumas et Piestre, ce qui est remarquable, étant donné le petit lot de lecteurs.

La police intervint fréquemment à la fin de l'Empire. *La Gazette de Lausanne* pénétrait en France par Genève. « Les cabinets littéraires de Lyon et un grand nombre d'habitants de cette ville y sont abonnés. » Elle diffusait surtout des extraits de la presse allemande⁷⁹. Une littérature plus ou moins clandestine parvenait à entretenir les sentiments d'opposition. En 1810, Roger publia une tragédie intitulée *La mort de Louis XVI*, qu'il avait composée en l'an II. Le *Journal de Lyon* en parla, ce qui déclencha une perquisition. « Cette annonce, faite au moment où tous les bons Français sont dans la joie au sujet du mariage de Sa Majesté, ne peut que produire un mauvais effet et fournir un aliment à la malignité des incorrigibles de Bellecour⁸⁰. » L'imprimeur-libraire Rusand seconda les efforts des opposants catholiques. Le grand vicaire de Chambéry, François Bigex, qui dirigeait pratiquement le diocèse, rédigeait depuis 1801 un almanach intitulé *Etrennes religieuses*. En 1810, le commissaire de police Maillocheau en suspendit l'impression chez Rusand. Portalis, Directeur de l'imprimerie, conseilla d'opérer quelques corrections, mais l'affaire rebondit. On saisit à Louvain une publication analogue dont plusieurs articles, concernant l'autorité du pape, dénotaient un mauvais esprit. Ils avaient été empruntés aux almanachs de Bigex. Le commissaire Abrial perquisitionna chez Rusand : tous les exemplaires imprimés de 1803 à 1809, à raison de deux mille par an, étaient épuisés⁸¹.

Le membre le plus actif de ce groupe catholique et royaliste fut François Aynès. L'ancien principal du collège de Villefranche, que le commissaire du Directoire avait voulu révoquer pour incivisme, s'ingénia, après le transfert du pape à Savone, à divulguer les pièces

⁷⁷ *Journal de Lyon*, 5 janv., 28 févr. 1814.

⁷⁸ A. D. R., T 351, Lettre du Préfet au Directeur de la poste, 2 févr. 1814.

⁷⁹ *Ib.*, T. 351, Lettre du baron de POMMEREUL au préfet, 28 mai 1812. — A. N., F7 8761, *Bull. de police*, 27 nov. au 4 déc. 1813.

⁸⁰ A. N., F7 8611, Saisie faite chez l'impr. Roger de 20 exemplaires d'une tragédie, avril 1810.

⁸¹ *Ib.*, F7 8611, Corresp. relative aux *Etrennes religieuses*, (10 févr. au 28 déc. 1810).

émanant du Vatican. Logeant chez Rusand, il l'aïda à publier la *Correspondance authentique*. Il fut arrêté en avril 1811 et l'interrogatoire révéla qu'il travaillait avec les Franchet d'Espérey et répandait des libelles préparés à Toulouse. L'enquête se poursuivit auprès des libraires, des commissionnaires, des aubergistes. On s'aperçut que la maison Rosset, de Lyon, participait à cette distribution à Lons-le-Saunier et à Paris. Rosset était le beau-père de Rusand. Tout un réseau clandestin stimulait l'esprit de résistance ⁸².

L'Empire avait éliminé les multiples organes aux titres expressifs, que la Révolution avait vu éclore, et laissé subsister deux feuilles en leur enlevant toute personnalité. La première Restauration suscita un regain de démarches. L'avocat Guerre rédigea un *Journal de Lyon*, pendant l'occupation alliée; Ballanche sollicita, dès le 8 avril 1814, l'autorisation de joindre, comme autrefois, des commentaires à ses *Affiches*. Quelques jours plus tard, son *Journal de Lyon* parut en signalant l'ouvrage *De Buonaparte*, de Chateaubriand, et *Sur le système continental*, de Mme de Staël et de Schlegel. Le commissaire Alexis de Noailles soutint, contre le préfet Bondy, l'initiative de Ballanche qui devint le journaliste officiel de la monarchie restaurée ⁸³.

Guerre s'inclina, mais Roger protesta. « Pendant seize ans » il avait publié, sous trois titres successifs, un journal comptant trois cents abonnés. Son entreprise était passée à Piestre et à Kindelem; « le gouvernement juste et tutélaire » devait lui rendre son bien. Royer-Collard, Directeur général de la Librairie, au nom du décret de 1811, maintint le *Journal de Lyon*, joint aux *Affiches*. Kindelem intervint à son tour : il avait imprimé le *Journal de Lyon* en 1814, et il voulait revenir à la situation de 1811, le *Journal* à l'un, les *Affiches* à l'autre ⁸⁴. Royer-Collard enquêta. L'organe de Ballanche suffit pour « diriger et améliorer l'esprit public. Bien loin de pouvoir supporter une concurrence, il serait douteux que, séparé des *Petites Affiches* et confié à une autre imprimerie, il acquit et conservât longtemps le degré de prospérité nécessaire ». Le maire et le préfet sont d'avis qu'il ne faut pas dessaisir les Halles de la Grenette et multiplier les entreprises.

Royer-Collard, pour ne pas « tourmenter l'esprit public en laissant circuler plusieurs journaux politiques », décida d'en tolérer un par département : Kindelem en reçut la concession, Ballanche et Pinet gardèrent les annonces. Roger pouvait publier, sans périodicité, ses *Bilboquets*, empruntés au *Moniteur*. Rien n'était résolu pour les *Annales lyonnaises* du libraire Chambet, qui publiaient chaque semaine des essais littéraires ⁸⁵.

Si ce n'était les changements de noms et de titres, on ne découvrirait pas de solution de continuité avec les Cent-Jours. Le duc d'Otrante nomma l'avoué Butignot rédacteur du *Journal du Rhône*, dont Kindelem assura l'impression. La seconde Restauration renouvela à peine les équipes : Pinet et Ballanche continuèrent leurs *Affiches*, Chambet ses *Annales*. Seul, Kindelem éprouva des difficultés pour maintenir le *Journal du département* que rédigea Grandperret ⁸⁶.

⁸² *Ib.*, F7 8611, Affaire Aynès, 28 oct. 1811 au 20 avril 1812.

⁸³ A. D. R., T 351, Dossier Ballanche, avril 1814.

⁸⁴ *Ib.*, T 351, Requête de Roger, 11 mai; pétition de Kindelem, déc. 1814.

⁸⁵ *Ib.*, T 351, Corresp. du 22 déc. 1814 au 4 mars 1815.

⁸⁶ *Ib.*, T 351, Corresp. du 29 mars au 30 déc. 1815.

Une littérature militante compléta l'action des journaux. « Chacun est devenu un petit Montesquieu, raisonnant à merveille sur les lois, mais n'en suivant aucune. Aussi, grâce au silence momentané de la censure, sommes-nous inondés de brochures, dont les titres, tous plus piquants les uns que les autres, agacent la curiosité du lecteur » ; en une semaine, Lyon vit naître plus de quarante brochures et ces « ménippées nouvelles, tristes avortons de la sottise en travail », évoquent le régime de 1793⁸⁷. Un clerc du Palais, Jean Audin, qui avait fait ses études au séminaire de l'Argentière, se spécialisa dans ces publications royalistes. Dénonçant « les petits ridicules d'une grande ville », il fustigea les collaborateurs du *Journal de Lyon* et les écrivains à la solde du régime impérial. Dans un factum, il rappelle « l'assassinat aussi illégal que barbare, du duc d'Enghien », les six millions de morts, la captivité de Charles IV... Imitant la manière de Révéroni, il publia une *Adresse des ouvriers en soie de Lyon au gouvernement*, prétendue découverte à Saint-Georges, qui déplore le chômage, la mévente des tissus, les droits réunis renchérissant le vin⁸⁸...

Un adversaire railla ce « prestolet imberbe », dont les écrits, comme *L'éloge du duc d'Enghien*, sont sacrifiés « sur l'autel percé de Priape » ; sa *Lanterne magique* est un pot-pourri d'injures, une mosaïque rassemblant des queues de phrases volées. Dans le même style, un libelle relègue « l'écrivain sourd et bas au fond des boursiers du Parnasse » et voue la *Lanterne* « gothique » au pliage dans la boutique du marchand⁸⁹.

Sonnerat qui, sous la Restauration, remplaça Bérenger comme chantre du régime, exalte la religion consolatrice, vitupère « les chefs d'une horde assassine », les fêtes scandaleuses, les déités honteuses ; il s'élève contre « Crancé, monstre vomi par l'enfer dans sa rage », contre « l'affreuse anarchie » qui ruinait l'industrie et empêchait le commerce et les beaux-arts de fleurir. Après une description du siège en alexandrins sans chaleur, il appelle la vengeance divine sur les tyrans de l'an II... Certains couplets revêtent un ton badin et s'adressent à la navette des canuts, mais aussi à la bouteille. Les mêmes thèmes se retrouvent dans le recueil qu'il publia au début de la seconde Restauration. C'est la joie de revoir les Bourbons, « l'auguste fille de Louis », « le roi pacificateur, nouveau Titus ». C'est la tristesse de songer aux victimes du siège et aux mânes du roi martyr. C'est la satisfaction de voir chasser les clubistes et le Corse et disparaître la « guerromanie » qui changeait les Français « en cher à canon » (*sic*). C'est la galanterie qui s'exprime dans *l'Épître aux dames* et dans la *Contre-danse*⁹⁰.

Charles Chambet, dont la librairie servait de lieu de rendez-vous aux lettrés et aux artistes, composa une prétendue comédie retraçant le passage de Napoléon à Lyon en 1815. Les mendiants de Fourvière, le beau sexe de Saint-Georges et les canuts de la Grand'Côte, « républicains, sans-culottes, coupe-jarrets, accapareurs » entourent l'Empereur à la Guillotière. Il promet de fructueux pillages à cette « maudite

⁸⁷ *Annales lyonn.*, 27 août 1814.

⁸⁸ N. Bez, Notice hist. sur J.-M. Audin (*R. D. L.*, 1851, II, p. 202-219).

⁸⁹ Le petit falot de Lyon, ou l'Auteur de la Lanterne magique lyonn. (Lyon, 1814, in-8°, 16 p.).

⁹⁰ A. SONNERAT, *Eloge des martyrs de Lyon*, suivi d'un mélange de poésies analogues aux circonstances (Lyon, Boursy, 1815, 46 p.).

engeance », qu'en lui-même il redoute. A l'archevêché, il reçoit un journaliste, une délégation de catins, une de ses maîtresses, Mme Pellapra, qu'il dédaigne. Hanté par la vision de « la crapule aveugle », il hésite sur la conduite à tenir. En bon comédien, le Père La Violette accueille les députations qu'il traite de caméléons, et répond brutalement aux orateurs qui empruntent un style emphatique. Un ouvrier parle la langue de Guignol et, aux paysans, Napoléon réclame leurs fils comme soldats. La comédie s'achève sur une scène grossière à Bellecour ⁹¹...

Les périodiques sous l'Empire, les brochures de circonstance sous la Restauration, révèlent l'état d'esprit de la fraction instruite de la société. Ils représentent aussi, par leur exécution, souvent par leur rédaction, le travail des imprimeurs. Au seuil du Consulat, ceux-ci se sentaient désemparés. Verninac, dressant son tableau, évoque la « prospérité d'antan », les ventes en Allemagne, qui échangeait ses ouvrages de médecine, de botanique, de science contre nos livres de littérature. Il attribue la décadence à la disparition des traités de théologie et au renouvellement de la jurisprudence. Il espérait la reprise du commerce avec la stabilisation des institutions et la réorganisation de l'instruction publique ⁹².

Le mal était plus profond. Il atteignait non seulement l'économie, mais les hommes. Le corps des imprimeurs se trouvait désorganisé : la corporation avait disparu, mais huit maisons étaient nées entre 1790 et 1793. Or, on lisait peu en cette période troublée. Les papetiers d'Ambert, qui travaillaient pour Lyon, se plaignaient de « la stagnation du commerce de la librairie » ⁹³. La législation révolutionnaire avait compliqué l'ancien problème des contrefaçons. Un litige survint, à propos du *Cours d'Agriculture*, rédigé par Rozier, entre le libraire parisien Dugour et les frères Leroy. Jeudy Dugour, un idéologue, avait acquis l'œuvre à un confrère. Étonné de ne pas vendre cet ouvrage, « célèbre dans l'Europe savante », il apprit que les Leroy en avaient contrefait huit tomes et les écoulaient dans le Midi et chez les étrangers. Il fit procéder à une saisie, mais ne découvrit rien et ses adversaires prétendirent qu'on avait violé leur domicile. La garde surprit alors les éditeurs lyonnais chargeant des ballots sur un bateau, et le juge de paix mit les scellés sur une chaumière de batelier contenant deux cent huit ballots. Selon Dugour, l'opération était répréhensible. De même que la liberté commerciale ne permet pas le vol des marchandises, la liberté de presse, qui a délivré les gens de lettres des entraves d'Ancien Régime, n'autorise pas la contrefaçon. « La propriété littéraire devrait être la plus sacrée de toutes », car elle exige des connaissances, du génie, des capitaux. Il faut, « pour être en état d'écrire un ouvrage, renoncer aux emplois éminents de la société, aux spéculations lucratives du commerce ». L'audace des « Cartouches littéraires », comme les appelait le publiciste Linguet, décèle une ambition effrénée. Le législateur, de 1778,

⁹¹ *Bonaparte à Lyon ou mon rêve de la nuit du 9 au 10 mars dernier*, en 5 actes, scènes burlesques, prélude d'une gr. tragédie. Cette pièce n'a été représentée qu'une seule fois par des Arlequins de passage auxquels se sont joints les Pasquins de la cité (Lyon, Boursy, 1815, in-8°, 56 p.). — H. JACQUET, Charles Chambet (*R. D. L.*, 1880, X, 283-289).

⁹² R. VERNINAC, *Descript. physique*, an X, p. 86.

⁹³ A. D R., 1 L 1081, Corresp. des 24 prairial et 20 messidor an II (12 juin et 8 juil. 1794).

à 1791, a prévu des peines pour ce délit, et la loi de 1793 ordonne le dépôt légal pour faciliter le contrôle. Le poète François Andrieux a déposé au Conseil des Cinq-Cents un projet de loi contre les « forbans de la littérature », et Dugour s'en réjouissait ⁹⁴.

Leroy recourut d'abord aux arguments *ad hominem*. Dugour, « se disant homme de lettres », combat ce qu'il a encensé la veille. Il est « célèbre dans le commerce des contrefaçons » : il a, entre autres, contrefait le *Voyage d'Anacharsis...*, les *Etudes de la Nature*, de Bernardin de Saint-Pierre, le *Dictionnaire* de Richelet, édité par Bruyset. L'intérêt des écrivains n'est qu'un prétexte. « Un odieux monopole est l'unique but de toutes ces clameurs. » Dugour veut perpétuer le système des privilèges parisiens. L'arrêt du Conseil de 1777 limitait à la vie de l'auteur, le monopole d'édition. Le décret de 1789 abolit les exclusivités et concéda à chaque libraire la possibilité d'exercer son métier sur tous les livres connus. La loi de 1793 rétablit les droits d'auteur et soumet les contrevenants à des amendes élevées. L'excès de ces indemnités fait naître la spéculation. « Une espèce nouvelle d'agioteurs se préparent à élever leurs fortunes colossales sur la ruine de la librairie française... » Ainsi, Dugour a acheté le privilège afin de poursuivre les contrefacteurs, à l'aide de ses limiers, et se faire verser des dédommagements. Leroy estime pouvoir imprimer le livre de Rozier. Publié en 1781, il appartient au patrimoine, comme les œuvres de Rousseau, Raynal, Mably, « et de tous les savants qui dotèrent de leurs productions immortelles la république des lettres et la philosophie ». Quand la Constituante libéra l'industrie et supprima les maîtrises, Leroy, pour occuper trente ouvriers en chômage, demanda à Rozier un exemplaire corrigé. Les huit tomes furent imprimés avant 1793, pendant la période de libre entreprise. La démarche de Dugour est injustifiée, et il importe de reviser la législation. « La librairie, ce commerce qui a tant fait et tant souffert pour la Révolution, est incessamment livrée à d'affreux déchirements ⁹⁵. »

Dugour riposta. Il nia le don de Rozier, rappela l'affaire Duplain de 1777 et se plaignit des complaisances de la police lyonnaise pour ses compatriotes. Il reprit sa thèse pour définir la propriété littéraire et démontrer que la contrefaçon relève des tribunaux correctionnels ⁹⁶. Le débat alimenta pendant plusieurs années les réflexions des spécialistes. Bruyset, à son tour, entra en lice. La propriété littéraire ne peut se comparer à aucune autre et ne peut être assimilée au système des privilèges parisiens; elle « est toujours incontestable entre les mains de l'auteur, ou de son concessionnaire, et le droit d'en faire un usage public dépend du gouvernement ». Il constate, lui aussi, « l'état désastreux » de la librairie. Il faut un long délai à l'éditeur pour retrouver ses capitaux. « Dans les commerces de manufacture, où la fabrication

⁹⁴ Mémoire pour le cit. A.-J. Dugour, homme de lettres, libr. propriétaire du Cours d'Agric., par Rozier, contre les cit. Leroy frères... (s. l., an VII, in-4°, 20 p.).

⁹⁵ Premier mémoire et consultations pour le cit. Leroy, impr.-libr. à Lyon, propriétaire d'une édition du Cours d'agric., par ROZIER, servant de réponse au mémoire publié contre lui..., sous le nom d'A.-J. Dugour (Lyon, Leroy, an VII, in-4°, 26 p.).

⁹⁶ J. DUGOUR, *La contrefaçon est-elle un délit ?* (s. l., an VII, in-4°, 8 p.).

suit et ne devance jamais les progrès plus ou moins rapides de la consommation, les ressources du fabricant croissent avec sa prospérité. » Au contraire, plus l'imprimeur entreprend, plus il doit s'adresser aux usuriers. La liberté établie par la Constituante multipliant les ateliers, chacun a vu décliner son chiffre d'affaires. La loi de 1793, rédigée à la hâte, est à corriger. Il faut un règlement sage qui évitera les doubles emplois; trois dictionnaires d'histoire naturelle se concurrencent. Il faut une censure préventive, et non tardive, pour éclairer sur les mérites du livre à publier. « Que les défenseurs ardents de la liberté de la presse ne s'alarment point des précautions que sollicite la sûreté du commerce. Ce n'est pas la censure qui peut nuire à la liberté de la presse, c'est la manière de l'exercer. » Pour régir « ce commerce avili », qui pose des problèmes délicats que méconnaissent les tribunaux courants, il faut fonder une administration spéciale, comme cela a été fait pour l'enseignement ⁹⁷.

Pour contrôler les publications, Napoléon contraignit, en 1805, les imprimeurs à prêter serment et à prendre un brevet personnel révocable. Sur les indications du Bureau de consultation, où siégeait Lemontey, la police saisissait les livres. Une censure officielle parut préférable à l'arbitraire et, en 1810, l'empereur se décida à la rétablir; il nomma Portalis directeur de l'Imprimerie ⁹⁸. L'encyclopédiste Bruyset, qui avait fait créer naguère l'inspection lyonnaise par Malesherbes, se vit confier ce poste par le gouvernement impérial en 1812. Ses fonctions s'étendaient aux départements issus du Lyonnais, du Forez et de l'Auvergne. Il en remercia Montalivet et François de Pommereul : « L'étude du commerce de la librairie, qui fut l'état de mes pères et le mien, a occupé la plus grande partie de ma vie. Victime des maux qu'a éprouvés cette profession trop longtemps abandonnée à elle-même, je n'en ai que mieux appris à apprécier les bienfaits qu'elle peut attendre d'une administration ferme et bienveillante » ⁹⁹.

Bruyset s'était associé son gendre Buynand des Echelles, en 1803, et après une faillite en 1808, l'établissement survivait sous la raison sociale de Buynand. En 1810, une seule presse sur sept fonctionnait. Ces difficultés, qui éteignaient la plus ancienne des firmes lyonnaises, sont éloquentes. Les frères Périsset connaissaient la même situation : neuf ouvriers, deux presses actives. Ils éditaient surtout des classiques et des *Heures* qui n'avaient plus cours. Roger, installé depuis 1792, confec-tionnait péniblement son journal qu'il faisait vendre par des crieurs. L'imprimerie Barret avait été détruite pendant le siège, et le fils Jean-Marie, le descendant d'une dynastie d'imprimeurs lyonnais, fonda un modeste atelier. Les Halles de la Grenette avaient appartenu, en 1796, à l'association Hugues Ballanche et Nicolas Barret. Des différends surgirent entre eux. En 1802, la société se disloqua et Ballanche s'adjoignit son fils. Sur douze presses, trois seulement imprimaient, en dehors

⁹⁷ J.-M. BRUYSET, *Caractères de la propriété litt. De la nécessité d'une administration particulière de la libr.* (Lyon, Bruyset, 1808, 13 p.) (A. N., F 17, 1455, Dossier 1).

⁹⁸ DUGAS-MONTBEL, *Lemontey* (in A. MAHUL, *Annuaire nécrologique*, Paris, Fournier, 1830, p. 183-198).

⁹⁹ A. N., F18 30, Lettre de J. BRUYSET aîné à M. le baron de Pommereul, 16 janv. 1811.

des *Petites Affiches*, les publications de la ville et du clergé, des classiques, des livres de dévotion, les *Annales de la Société d'Agriculture...* Comme leurs confrères, les Ballanche se souciaient peu de la perfection des tirages, cependant on peut les compter comme les meilleurs typographes d'une époque assez médiocre. Ils eurent le mérite de faire de leur magasin le rendez-vous du *sodalitium lugdunense*, comme Sébastien Gryphe au temps de Maurice Scève. Les Leroy publiaient tous les genres, en dépit des constantes contraventions aux règlements. Mathieu Rusand, qui avait servi dans l'armée de Condé, imprimait des classiques et des livres de dévotion. Mais il recourait aussi à ses confrères pour sa librairie. Il avait sept presses actives et son succès paraît exceptionnel. En relation avec des membres de la Petite Eglise, il appartenait à l'opposition; bien qu'il eût affirmé « ne vendre aucune brochure prohibée ou suspecte », il fut impliqué dans des affaires de publications anti-gouvernementales¹⁰⁰. Pelzin, un des chefs de la réaction thermidorienne, acheta, en 1800, une imprimerie. Parmi les nouveaux venus, Kindelem, successeur de Delamollière, réussissait bien. Au total, sans compter ceux de Bourg, Trévoux et Villefranche, neuf imprimeurs libraires et dix imprimeurs, chacun d'eux disposant de cinq presses en moyenne, dont deux utilisées. Reprenant le chiffre du XVIII^e siècle, Napoléon voulut ramener l'effectif à douze¹⁰¹.

Le comte de Sathonay se montra gêné pour désigner les condamnés. Des lettres de recommandation parvinrent à la préfecture. Delandine signala que Claude Mistral, arrivé de Montélimar en 1802, imprimait dans d'excellentes conditions le catalogue des manuscrits de la Bibliothèque municipale. Le conseiller de préfecture transmit au directeur de la Librairie les dossiers de Cutty et de Buynand. L'arrêté de juillet 1812 fixa la liste des douze imprimeurs retenus : Rusand y figurait; cinq, dont Mistral, étaient autorisés à continuer leur métier pendant leur vie; seul, Tournachon-Molin vit apposer les scellés sur ses sept presses. Le préfet dut enquêter sur l'activité de deux fondeurs de caractères, mais ne poussa pas trop loin son indiscrétion pour ne pas « alarmer inutilement ». Quant aux graveurs, il en existait une trentaine. Le préfet rédigea une note relative à leur travail et à leur réputation même privée. Bruyset devait contrôler les gravures et interdire la vente si le sujet blessait la morale ou la politique. Aucune estampe sans légende ne devait circuler. Bondy rassura Portalis : « Un très petit nombre d'entre eux sont dans le cas de publier des gravures sans texte. Presque tous travaillent pour les orfèvres, les bijoutiers et les fondeurs de métaux¹⁰². »

Comme pour les périodiques, l'administration s'immisça dans l'imprimerie. En 1812, Bondy affirma que les règlements étaient exécutés, que rien ne s'imprimait et ne se distribuait sans permission légale. Après Tournachon-Molin, un autre de ses collègues fut condamné à disparaître : il ne produisait presque plus rien et déconsidérât la profession « en y joignant le métier d'escamoteur »¹⁰³. Les événements de 1814

¹⁰⁰ A. N., F7 6439, Requête du 4 ventôse an XIII (23 févr. 1805).

¹⁰¹ A. D. R., T 306, Etat des impr., libr. ou bouquinistes existant à Lyon en 1809.

¹⁰² *Id.*, T 306, Lettre de Delandine au conseiller de préfecture, 20 mars 1810; Corresp. du 11 avril au 7 déc. 1810.

¹⁰³ A. N., F1 C III, Rhône 5, C. R. du premier trimestre 1812.

ne modifièrent guère cette situation. Vingt libraires n'imprimaient pas. Parmi eux, figure Robert Babeuf, fils de Gracchus, et père de l'éditeur républicain, établi à Lyon à la fin de l'Empire. Il fallut attendre Louis Perrin pour assister, sous le second Empire, à une renaissance de la typographie lyonnaise.

L'organisation des bibliothèques relevait du même désir d'information, de culture et de délassement. Au moment du coup d'Etat, Tabard gérait celle de l'Ecole centrale. L'installation matérielle restant déficiente, Tabard sollicita la boiserie de la Bibliothèque des Recollets. Le préfet appuya sa demande pour sauvegarder le mobilier des monastères, exposé à de « fréquentes dilapidations »¹⁰⁴. Le Conseil général constata, en avril 1801, que la « Bibliothèque de Lyon est, comme toutes les autres, un dépôt de sagesse et de doctes folies »; elle réunit 60 000 volumes, mais « il est urgent de la remettre en ordre et de l'enrichir de tout ce que le siècle précédent a produit de mémorable; elle ne possède ni récits de voyages, ni traductions, ni catalogue précis et détaillé »¹⁰⁵.

Tabard subissait la méfiance qui entourait l'Ecole centrale. La crise révolutionnaire avait avivé les rivalités personnelles et les différends se prolongeaient entre Ballanche et Roger pour la presse, Gilibert et Dejean pour le Jardin botanique, Tabard et Delandine pour la Bibliothèque. Quand l'Académie se reconstitua, elle réclama le legs Adamoli qui, déposé dans les combles du bâtiment Saint-Pierre, avait été épargné. Tabard transporta les livres au collège; beaucoup disparurent, en particulier le manuscrit de Bonaparte qui figurait dans les archives académiques. Il est « peu de bibliothèques particulières, dit Bregnot du Lut, où il ne se trouve quelques livres provenant de cette collection »¹⁰⁶. Cette négligence nuisit à Tabard, mais il commit des maladresses : l'héritage de La Valette, contenant quatre mille ouvrages, avait suivi un descendant au château de Thorigny, près de Sens. Le marquis de Maubec ayant émigré, le ministre de l'Intérieur signala à Tabard la présence de manuscrits concernant Lyon, entre autres les privilèges de la commune, les études de Samuel Guichenon sur la Bresse... Il proposa un échange que refusa Tabard¹⁰⁷.

En janvier 1803, le gouvernement plaça les bibliothèques sous la surveillance des municipalités et demanda d'inventorier les livres. Le Conseil municipal examina la situation, Charpieux rappela le tableau rédigé par Jousset en 1794, les prélèvements opérés dans les richesses de la « ville rebelle », les pillages du public et des militaires... Le Conseil confia la charge de Conservateur à Delandine¹⁰⁸. Tabard, qui la détenait, se justifia. C'est lui qui avait installé les ouvrages de l'Académie dans la salle Villeroy, organisé un cabinet de lecture, rassemblé les confiscations des Augustins, du Chapitre, des Carmes-Déchaussés, de l'Académie de musique... Il les avait classées d'après les sept volumes

¹⁰⁴ A. D. R., I Q 947, Lettres de Tabard au préfet, 22 vendémiaire an IX (14 oct. 1800) et du préfet au ministre de l'Intérieur, 16 brumaire (7 nov.).

¹⁰⁵ *Ib.*, N, Conseil général. 28 germinal an IX (18 avril 1801).

¹⁰⁶ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, p. 15, 141. — B. du Lut, *Catalogue de la Bibl. Adamoli* (A. H. S. R., 1828, VIII, p. 99-115).

¹⁰⁷ F. ROLLE, *Inv. sommaire des Arch. communales*, 1865, p. 14.

¹⁰⁸ Cons. munic., I, 357 : Séance du 18 pluviôse an XI (7 févr. 1803).

d'anciens catalogues, ne pouvant entreprendre une nouvelle répartition ¹⁰⁹.

Il semble que la Ville tint surtout à marquer sa reprise sur ses richesses, par la nomination d'un nouveau Conservateur et d'une Commission de surveillance. L'adjoint Rambaud-Brosse évoqua, en installant Delandine, les dilapidations révolutionnaires et l'envoi de livres à l'Angleterre ! Il espérait combler les vides avec les séquestres des corporations séculières. « Votre attention, disait-il à la Commission, se portera sur les nouveautés que la fin du XVIII^e siècle a vu éclore et qui, par l'importance ou la nature des matières qui y sont traitées, vous paraîtront devoir figurer honorablement dans la Bibliothèque de la seconde ville de France ¹¹⁰. » Comme au temps de la Révolution constituante, Delandine élabora un règlement, prit des dispositions pratiques pour les travailleurs et pour la sauvegarde des imprimés, manuscrits ou estampes. Jouissant de solides appuis, ami de Sain-Rousset, il reçut l'appartement occupé par Blachier au Grand Collège ¹¹¹. Le Conseil général apprécia son labeur. « La propriété de la grande bibliothèque est enfin rendue à la ville. » Un bibliothécaire « exact et laborieux », secondé par Laurencin, Caminet et Mayeuvre-Champvieux, débrouille le chaos qui subsiste en l'église Saint-Bonaventure et prépare l'inventaire ¹¹². Le vaisseau « noir, obscur, sans ordre d'architecture, au moins figuré », rappelle trop qu'il fut construit « par des religieux, sombres et modestes, et non par une ville opulente et qui aime les lettres et les arts ». Delandine souhaitait le décorer; citant en exemple Strasbourg et Grenoble, qui consentaient de larges dépenses pour ce service public, le Conservateur obtint une réfection partielle ¹¹³.

L'installation dans le lycée provoqua des incidents. En 1804, Delandine s'aperçut que des élèves, « entraînés par l'effervescence de leur âge », se promenant sur les toits, avaient crevé le plafond, bouleversé les collections en cours de tri, renversé des balles pleines de brochures... La Commission administrative exigea des réparations et l'exclusion des délinquants ¹¹⁴. La rivalité s'accrut entre le Lycée impérial et la Bibliothèque municipale. Un arrêté consulaire de décembre 1802 prévoyait la constitution de bibliothèques dans les lycées. Le proviseur Coster avait été conservateur en Lorraine et commissaire pour l'aménagement des bibliothèques nationales. Désireux de reprendre son « dernier métier », il exposa la situation au préfet : à Saint-Pierre, l'Ecole centrale a légué « un amas de livres de toute espèce, de tout format, presque tous amoncelés sans précaution ». Les restes de la congrégation, dont on a amorcé l'inventaire, n'atteignent pas la cen-

¹⁰⁹ A. D. R., 1 L 1072, Rapport de TABARD au maire, 1^{er} messidor an XI (20 juin 1803).

¹¹⁰ *Ib.*, T 287, Installation de la Commission de la Bibl., 2 messidor an XI.

¹¹¹ *Ib.*, T 287, Règlement pour la Bibl. publ. et corresp. relative à son élaboration, 24 floréal-1^{er} thermidor an XI (14 mai-20 juil. 1803).

¹¹² *Ib.*, N, Conseil général, 23 germinal an XII (13 avril 1804). — F.-Z. COLLOMBET, A.-F. Delandine (R. D. L., 1843, XVIII, p. 406-424).

¹¹³ *Ib.*, T 287, Rapport de Delandine au maire, brumaire an XIII (oct. 1804).

¹¹⁴ *Ib.*, T 287, Lettre de Delandine à l'adjoint de la Commission, 8 messidor an XII (27 juin 1804).

taine ¹¹⁵. Le dépôt « le plus vaste, le plus riche, sans contredit, est dans le comble de l'église du Lycée ». Il est « dans une horrible confusion »; Delandine le classe et a promis de remettre les doubles au proviseur. Mais il faudrait établir quatre bibliothèques : celle de la Ville, une au Séminaire, une autre pour les lycées, une dernière pour les professeurs.

Ce zèle déplut à Delandine qui conseilla à Bureaux de Puzy de tout grouper; quand on rendit à la Ville les bibliothèques scolaires, l'administration du lycée préleva les ouvrages avantageux ou agréables aux professeurs. Quand il fut nommé proviseur, Coster promit de rétrocéder les volumes; comme la rumeur publique annonça sa retraite, il serait opportun d'exiger la restitution, avant la nomination d'un autre fonctionnaire. Il paraît illogique de dissocier trois bibliothèques, pour le public, les professeurs et les élèves. Coster accepta de tout rendre à la Bibliothèque municipale, à condition que le personnel enseignant en ait le libre accès. Le préfet décida alors la réunion de tous les fonds sous la direction de Delandine, qui l'emportait dans son œuvre de reconstruction ¹¹⁶.

Il put mener à bien sa besogne : inventorier les livres, compléter les collections, profiter des ventes, comme celle des biens de l'abbé Lacroix. Quand Millin passa à Lyon en 1804, il admira le vaisseau contenant 120 000 volumes. Chaque année, le Conservateur indiquait au public les achats et les dons récents; l'état de 1810 analyse soixante-seize ouvrages entrés sous les rubriques : bibliographie, voyages, sciences..., englobant les œuvres de d'Alembert, de Barthez, de Marmontel, de Young, de Philippon de la Madelaine ¹¹⁷...

Les mêmes règles d'ordre furent introduites dans les livraisons. Le besoin s'en faisait sentir : un libraire signala en 1806 que des factures n'avaient pas été réglées depuis « le temps où M. Gilibert était professeur au Muséum central ». Bientôt, le gouvernement impérial envoya *Les maladies de la peau*, par Jean Alibert, le *Journal des Mines*, la *Géographie* de Strabon... D'année en année, le courrier relatif à ces envois croît : Delandine note les numéros des revues manquantes, accuse réception, dresse des états... Grâce à son activité, les Lyonnais purent suivre les travaux de Cuvier sur les fossiles, de Sylvestre de Sacy sur l'Égypte, de Say sur l'économie politique ¹¹⁸... Le proviseur Béraud se plaignait d'être oublié : « L'avantage d'avoir part aux diverses distributions de ce genre a été ravi à l'éducation publique dès le moment que la bibliothèque des Ecoles centrales a été mise à la disposition des villes ¹¹⁹. » Delandine publia les catalogues : trois volumes pour les manuscrits parurent en 1812. Il poursuivit sa tâche sous la seconde Restauration ¹²⁰.

¹¹⁵ *Ib.*, T 262, Lettres du proviseur au préfet, 26 janv. 1804, 14 janv. 1805.

¹¹⁶ *Ib.*, T 287, Lettres de Delandine au préfet (19 juil. 1805), de Coster au préfet (23 juil.); arrêté du 26 juil. 1805.

¹¹⁷ *Ib.*, T 287, Etat de la Bibl. publ. de Lyon en 1810, par Delandine.

¹¹⁸ *Ib.*, T 288, Etat des ouvrages donnés par le ministre de l'Intérieur à la Bibl. de Lyon, 7 janv. 1815.

¹¹⁹ *Ib.*, T 262, Lettre du proviseur au préfet, 6 sept. 1813.

¹²⁰ A. DELANDINE, *Bibl. de Lyon. Catalogue des livres* (Lyon, 1816, 2 vol.). — B. du LUT, *Bibl. de Lyon. Catalogue* (A. H. S. R., 1827, VI, p. 117-128).

Les cabinets de lecture, survivance du XVIII^e siècle, tenaient à la fois de la librairie, de la bibliothèque et du cercle. Un des libraires les plus cotés, Anne Bohaire, qui acquit son magasin à la fin de la Révolution, organisa un système de prêt. Maucherat présentait dans son Bureau d'écriture des estampes, des journaux, des pièces de théâtre. Son confrère Izouard Delivani, qui professa les belles-lettres avant de s'établir à Lyon en 1798, dirigeait un salon de lecture¹²¹. Son successeur, Joseph Targe, assurait à ses abonnés la communication des principaux journaux et des livres anciens et modernes. Son catalogue, imprimé en 1815, indique 2 317 titres. La rubrique *Romans ou livres d'amusement* en totalise la moitié; elle surprend par sa variété et par ses acquisitions récentes. On y rencontre les *Souvenirs* de la comtesse de Caylus, les ouvrages des encyclopédistes, voire ceux de Sylvain Maréchal. *Les liaisons dangereuses*, de Laclos, et *Les crimes de l'amour*, du marquis de Sade, côtoient une importante série de contes éducatifs de Mme de Genlis. Ce qui frappe, c'est le nombre des traductions : 237 tirées de l'anglais, 74 de l'allemand. On lit Goldsmith, Schiller, Kotzebue, et on apprécie les récits arabes, persans, tartares... Le temps de la royauté française s'efface, l'exotisme et le goût des littératures nationales la remplacent.

La catégorie *Sciences, arts, belles-lettres* rassemble le quart des volumes. Les sciences sont représentées par Bezout, Romé de Lisle, Fourcroy... Les ouvrages d'art sont rares. Les plus abondants se rattachent à la littérature : Fontenelle, Condillac, Mme de Staël, Charles Millevoye... figurent en bonne place, ainsi que le martiniste Cazotte, l'érudit protestant Court de Gebelin, le théologien lorrain Nicolas Bergier... A nouveau, dans ce groupe sont inscrites des traductions de Pope, Goethe, Camoëns...

La troisième série *Histoire et voyages* comprend le dernier quart des livres. L'histoire se réduit souvent aux mémoires de Louise de la Vallière, de Dugay-Trouin, de Pombal... et aux biographies de Pompée, de Mazarin, de Cagliostro... Les essais d'histoire littéraire étaient fort goûtés. On s'intéressait aux témoignages relatifs à la crise révolutionnaire, qu'il s'agisse de ceux de Lacretelle ou de l'abbé Barruel; l'érudition locale, avec Delandine et Mazade d'Avèze, ne touche que cette période. Après l'histoire générale et l'histoire religieuse, c'est l'Antiquité romaine qui l'emporte; pour les pays étrangers, c'est l'Angleterre, suivie de la Turquie, l'Italie, la Russie... La vague d'exploration qui avait marqué le XVIII^e siècle survivait sous la forme de récits de voyage, qui tenaient lieu de géographie : Mungo Park, Bougainville, La Pérouse... Quelques livres, comme ceux de l'abbé Barthélémy, de Vivant-Denon, de Volney, fournissaient des descriptions plus méthodiques. Enfin, divers traités se rapportent aux problèmes commerciaux. C'était là un cabinet littéraire bien équipé et fort au courant des nouveautés, en particulier dans le domaine des romans¹²².

Ainsi l'usage des loisirs, conciliant la distraction et l'information, inclinait vers les lettres et les arts, signes d'une culture désintéressée et du délassement.

¹²¹ A. D. R., T 306, Déclarations faites par MM. les Impr. et Libr.

¹²² Catalogue de M.-J. Targe, successeur de Delivani (Lyon, Barret, 1815, 102 p., Coll. Godart).

3. FETES ET CEREMONIES

Les solennités consulaires prolongèrent celles du Directoire. Au lendemain du coup d'Etat, le ministre de l'Intérieur conseilla aux administrations locales de faire observer, « avec la plus scrupuleuse exactitude », les fêtes nationales et décadaires, afin d'affirmer la persistance des institutions républicaines. Peu après, le ministre de la Police transmitt un arrêté des Consuls maintenant le simultaneum : les édifices devaient servir à la fois aux réunions décadaires et à celles du culte catholique ¹²³.

Respectant le cycle des cérémonies, Verninac organisa un rassemblement, le 14 juillet 1800, mais le souvenir de la Bastille s'estompait. Pour honorer ceux qui étaient morts pour la patrie, des veuves et des mutilés se rendirent, au son « d'une musique douce et mélancolique », place de la Liberté, où l'on devait ériger une colonne en leur mémoire; comme naguère, la journée s'acheva par le théâtre, les danses et le feu d'artifice ¹²⁴. L'anniversaire de la Fondation de la République révèle les mêmes tendances : on interprète l'*Hymne du 1^{er} vendémiaire*, de Martini, on procède aux salves, mais aussi on proclame la liste des départements qui ont payé l'arriéré de leurs contributions et fourni le plus de conscrits; on ouvre le chantier qui dotera d'un quai la rive droite de la Saône ¹²⁵.

Quand on ne découvre pas de but pratique, on se contente d'oriflammes tricolores, d'illuminations, de mâts de cocagne aux Broteaux. Les considérations philosophiques disparaissent des discours et l'idéalisme révolutionnaire s'affaiblit : en 1801, pour rappeler la proclamation de la République, on prévoit des manifestations spectaculaires, entre autres l'assaut du mât, place Bonaparte. Rien de plus pour la paix de Lunéville ou la commémoration du 18 brumaire. Le 14 juillet 1802 fournit l'occasion de lire aux principaux points de la ville une harangue de Bonaparte et d'assister aux manœuvres de l'armée ¹²⁶. L'élément militaire se substituait ainsi à la partie idéologique. Bientôt l'exaltation du régime fournit la note dominante. Dès juin 1800, une allégresse spontanée marqua le séjour du Premier Consul. Dans l'enthousiasme, il passa les troupes en revue. La foule l'acclama, les corps constitués le saluèrent, les propriétaires de Bellecour le prièrent de poser la première pierre des reconstructions. Chinard pour la figure, Delandine et Béranger

¹²³ A. D. R., 1 L 435. Circulaire du ministre de l'Intérieur, 30 brumaire an VIII (21 nov. 1799); 1 L 436, Circulaire du ministre de la Police..., 8 pluviôse an VIII (28 janv. 1800).

¹²⁴ Lettre circulaire du préfet aux maires du départ., pour les engager à célébrer la fête de la Concorde (Lyon, 7 messidor an VIII, in-4°, 1 p.).

¹²⁵ Discours prononcé par le préfet à la fête du 1^{er} vendémiaire an IX (Lyon, Périsse, 1800, in-4°, 4 p.).

¹²⁶ M. H. L., Arrêté du préfet, célébration de la fête du 1^{er} vendémiaire an X (29 fructidor an IX, 16 sept. 1801); Arrêté du préfet du 22 messidor an X (11 juil. 1802).

pour l'inscription se hâtèrent de composer une médaille dédiée au « réédificateur de Lyon » ¹²⁷.

En décembre 1801, la réunion de la Consulte cisalpine, dans la chapelle du Grand Collège, parut redonner à Lyon son rôle de capitale. Malgré les difficultés qu'offrait, en cette saison, le passage du Mont Cenis, les députés eurent bonne impression à leur arrivée. Ils furent frappés de la beauté des monuments et apprécièrent le travail des canuts, l'élégance des toilettes féminines, les promesses que la municipalité leur adressait. Bien vite, les désagréments surgirent : le brouillard s'agrémenta de pluies torrentielles et de froids vifs. La cathédrale servait de temple décadaire, alors que les prêtres devaient célébrer la messe dans leur chambre. La cuisine ne plut pas et le logement parut obscur. Les commerçants exploitèrent abominablement leurs hôtes ¹²⁸. Les Lyonnais se réjouissaient de la prochaine venue de Bonaparte. « Lyon était hier une arène où des tigres assouvissaient leurs fureurs; aujourd'hui, c'est le temple où Trajan promet au monde de se sacrifier à sa félicité. » On s'empressa d'orner les édifices, comme jadis pour une « entrée » royale. A Vaise, un arc de triomphe, en feuillage, portait une inscription rappelant le séjour du lieutenant Bonaparte en 1786. Un autre devant le Pont de Pierre reproduisait celui de Septime Sévère. Deux quatrains, rédigés par Delandine, comparaient le héros à Titus pour la bonté, à Alexandre pour la vaillance ¹²⁹.

Au soir du 11 janvier 1802, à la rencontre du Premier Consul, partit, un escadron de gardes d'honneur, en dolman et panache blanc et bleu. La cavalerie faisait la haie en banlieue, l'infanterie en ville. Les salves de batteries échelonnées sur le parcours signalaient de loin le cortège. Malgré la neige, la foule attendait. Enfin surgirent les cavaliers, puis les torches, les voitures. Bonaparte et Joséphine arrivaient ¹³⁰. Au théâtre, quand le Consul entra, un tableau descendit sur la scène : il représentait la place Bonaparte restaurée avec, en son centre, la statue du général caressant un lion. Quelques jours plus tard, nouvelle allégorie en l'honneur de Joséphine : sur la toile était peint Androclès tirant l'épine de la blessure du fauve. L'Académie organisa deux séances solennelles, auxquelles assistèrent des députés italiens, en particulier l'ambassadeur Marescalchi. Mollet discourut sur la météorologie et Petit sur la médecine, Béranger célébra Delille, Martin aîné récita des stances sur Bonaparte ¹³¹. Les artistes furent mis à contribution : des médailles commémoratives, gravées en hâte, remises aux Cisalpins, montre la République couronnée d'épis, la main sur une charrue; dans les airs, un génie délie la balance de la Justice, un autre brandit un caducée, un troisième porte le recueil des lois. Lyon avait servi de berceau à la

¹²⁷ L.-P. BÉRENGER, Lettre à un ami sur la fête du 10 messidor an VIII. donnée à l'occasion du passage de Bonaparte (F. C., ms., in-4°, 4 p., 29 juin 1800).

¹²⁸ ROBERTI, Les Cisalpins à Lyon en 1802 (*Minerva*, 1902, V, p. 76-97).

¹²⁹ H. VIEUX, Nap. à Lyon, recherches hist. sur ses passages et séjours en cette cité (Lyon, 1848, in-8°, 83 p.).

¹³⁰ A. FUGIER, *Nap. et l'Italie*, p. 121.

¹³¹ *Journal de Lyon*, 22 déc. 1801.

République italienne et le départ de ses hôtes plongea la ville dans « le deuil et l'abattement »¹³².

La première cérémonie à caractère monarchique se déroula le 15 août 1802, pour l'anniversaire du Consul et la proclamation de la Constitution de l'an X. Chinard éleva, au milieu du Pont de Pierre, un temple abritant le buste de « Napoléon Bonaparte, Premier Consul à vie ». Le prénom apparaissait et l'on reprenait la tradition du temps de Louis XVI : trois filles dotées se marièrent ce jour-là¹³³. L'ancien type de fêtes républicaines ou à tendance idéologique disparaissait. En 1803, la joie provoquée par la paix d'Amiens se manifesta pour l'anniversaire du 18 brumaire. On plaça des branches de laurier et d'olivier sur le front des guerriers, on assista au *Te Deum* et on illumina¹³⁴.

Après le séjour du Souverain Pontife, en novembre 1804, l'avènement de l'Empire s'accompagna, selon le vœu de Napoléon, « d'actes d'indulgence et d'humanité ». Bureaux de Puzy conseilla de choisir dans les familles, dont les membres étaient aux armées, ou « morts pour la défense de la Patrie », des filles pauvres et honnêtes afin de les doter et de les marier. A Vaise, les jeunes époux furent escortés « au son de la caisse et au bruit des différentes salves de boettes » ; à la Croix-Rousse, on cria : « Vive l'Empereur et toute sa famille », le beffroi retentit et on défila¹³⁵.

L'Empereur allait traverser Lyon, se rendant à Milan, ceindre la couronne des Lombards. Pour sa suite nombreuse, le maire Sain-Roussel ne parvenait pas à découvrir les calèches nécessaires. Le préfet suggéra de recourir aux particuliers, « persuadé que le désir de marquer à l'Empereur la reconnaissance, que lui doivent les Lyonnais pour toutes les faveurs dont il a comblé leur ville..., lèvera les obstacles ». Il s'illusionnait. Beaucoup déclinèrent l'honneur de participer aux fêtes, sous les prétextes les plus variés¹³⁶. Par contre, le général Dacier de la Chassagne, ancien maréchal de camp du roi, voulut se mettre à la tête du service d'honneur. Napoléon aimant se renseigner rapidement, le préfet fit préparer au Palais des Arts une exposition des produits locaux et rédiger, « sous la forme la plus concise », des notices sur les affaires à soumettre au souverain. Le couple impérial arriva, par la route de Bourg, le 10 avril. A la Boucle, Chinard avait élevé un arc de triomphe ; le bronze des colonnes symbolisait la fidélité des Lyonnais et, le marbre, la magnificence de la cité. La foule se pressait dans les rues. A l'Empereur, le maire du Nord, Parent, présenta les clés de la ville, puis le cortège se rendit à l'archevêché. Napoléon reçut de nombreuses délégations. Le président de l'Académie, Béranger, lui adressa un discours dans lequel il fit allusion à la prise de la Dominique dont on venait d'apprendre la nouvelle. L'Empereur ne montra pas une humeur égale : à Caminet, sollicitant de façon trop instante le paiement de marchan-

¹³² A la Consulte cisalpine, à Bonaparte pacificateur..., 21 ventôse an X (12 mars 1802), dessiné et gravé sous la direction de Gaucher (F. C. 745).

¹³³ *Bull. de Lyon*, 30 thermidor an X, 18 août 1802.

¹³⁴ Ph. GONNARD, Mœurs administratives du premier Empire (*R. H. L.*, 1908, p. 83).

¹³⁵ A. M. L., I 1, Cérémonies et fêtes publ., 11 messidor an XII (30 juin 1804).

¹³⁶ *Ib.*, I 1, Lettre du préfet au maire du Midi, 8 germinal an XIII (29 mars 1805).

disées saisies, Napoléon répondit que le gouvernement ne pouvait rembourser tout ce que la Révolution avait confisqué. Il recommanda aux magistrats de bien suivre le Code civil, garantie des propriétés et frein des passions, se documenta sur la situation des hospices, sur les besoins des fabriques, sur la salubrité de l'agglomération qu'il parcourut à cheval ¹³⁷.

Le soir, l'Impératrice tint « grand cercle », et on vit les dames de la noblesse se rallier au vainqueur ¹³⁸. Les notables Cazenove, Pernon, Régny organisèrent au Grand-Théâtre un bal somptueux, où on déclama *Le Songe d'Ossian*, composé par le chirurgien Aimé Martin et l'artiste lyrique Etienne Fay. Le barde chante sur sa harpe, en vers plats ou ampoulés, l'épopée napoléonienne qu'il voit en rêve. Après avoir évoqué « les horreurs de l'anarchie », il loue le maître dont l'autorité repose sur la religion et avertit « les fils d'Albion » qu'en France « le commerce et les arts reprennent leur splendeur » ¹³⁹. Une promenade à l'Île-Barbe, où à Pâques se tient une « vogue » séculaire, devait clore ces journées. Des mariniers, « vêtus de blanc », devaient conduire les barques. La pluie empêcha ce pèlerinage à l'ancien monastère. Avant de prendre la route d'Italie, Napoléon distribua des tabatières à son chiffre. On était sensible à ces témoignages. Le commissaire de police, « chargé de la responsabilité la plus pénible », se plaignit d'avoir été oublié. Le substitut du procureur, lui, déplora les dégâts survenus dans son appartement réquisitionné pour abriter la suite de Fesch ¹⁴⁰.

En janvier 1806, le maire manda au préfet que la ville éprouvait, à la suite des victoires d'Ulm et d'Austerlitz, « le besoin de porter aux pieds du trône l'hommage de son admiration ». Napoléon-le-Grand « maîtrisant les temps, les lieux et les hommes, a fait plier tous les événements sous les vastes conceptions de son génie » ¹⁴¹. Pour en fixer le souvenir, Barret composa un poème latin sur la Grande Armée et loua l'artillerie moderne dans la langue de Virgile ¹⁴². Le jour de l'Assomption devint cette année la Saint-Napoléon, et Fesch retraça les souffrances de Népole, à Alexandrie sous Dioclétien et Maximien ¹⁴³.

Plus spontanément, la foule accourut, comme au passage de Pie VII, pour célébrer la paix de 1807. Le préfet invita Fay de Sathonay « à prendre les mesures convenables pour que la publication en soit faite avec toute la solennité et tout l'appareil qu'exige une telle circonstance et que comporte une ville comme Lyon » ¹⁴⁴. Le Conseil, appréciant la pacification « noble, généreuse, digne en tout du héros qui l'a donnée », le sollicita de consentir à ce que le nom de Tilsit soit attribué au pont de la Saône, « qui serait encore sous les eaux », sans son « regard pro-

¹³⁷ *Moniteur*, 14 avril 1805.

¹³⁸ *Bull. de Lyon*, 25 et 28 germinal an XIII (15 et 18 avril 1805).

¹³⁹ *Le Songe d'Ossian*, cantate allégorique offerte à S. M. Nap. I^{er}. Paroles de M. Martin aîné, in-4°, 7 p. — A. SALLES, *Le Songe d'Ossian* (Trévoux, 1907, 38 p.).

¹⁴⁰ E. d'HAUTERIVE, *Police secrète*, I, 390, et II, 339.

¹⁴¹ A. M. L., I 1, Cérémonies et fêtes publ., lettre du maire au préfet, 16 janv. 1806.

¹⁴² Una dies. Carmen triumphale..., cantabat Barret Lugduni ductus ad Aram (Lugduni, anno 1806, in-8°, 46 p.).

¹⁴³ *Bull. de Lyon*, 26 juil. 1806.

¹⁴⁴ A. M. L., II, Lettre du préfet d'Herbouville, 28 juil. 1807.

tecteur »¹⁴⁵. Le 30 juillet, au soir, les conseillers municipaux et les membres de la Chambre de commerce parcoururent la ville, « à la lueur de cent flambeaux et d'une illumination générale ». Fay de Sathonay proclama les clauses du traité... Le public, qui emplissait les rues, mêlait ses acclamations « aux accords d'une musique guerrière, aux sons de cloche de l'église paroissiale et de toutes les paroisses... »¹⁴⁶.

L'organisation des cérémonies militaires de décembre 1808 révèle un mélange de zèle et de parcimonie qui indique une phase nouvelle dans l'esprit public. Les divisions des généraux Boudet et Molitor, revenant de Poméranie par Strasbourg, se dirigeaient sur Lyon. La municipalité établit un programme avec distributions de subsistances aux soldats, banquet pour les officiers et spectacles gratuits. En transmettant la délibération au préfet, le maire insista sur la munificence d'une ville obérée, contrainte de réparer ses ruines, qui avait « moins consulté ses véritables forces que les sentiments qui l'attachent au plus grand des monarques »¹⁴⁷. Un arc de triomphe monumental fut élevé à la Porte de Saint-Clair. Son entablement supportait une frise ornée de sculptures : sur l'une des faces, la Victoire annonçait l'approche des troupes, sur l'autre, la ville de Stralsund remettait ses clés à l'armée française. Le jour de Noël, les autorités accueillirent les premières compagnies pendant que la musique exécutait *Veillons au salut de l'Empire*. Après les harangues, le maire couronna l'aigle de lauriers et un gala au Théâtre des Terreaux termina la journée. Le lendemain et le surlendemain, Fay de Sathonay salua les bataillons suivants. Le 31 décembre, ce fut le tour des chasseurs à cheval, pelisse à l'épaule et bonnet d'ourson en tête. Le jour de l'An, les derniers escadrons arrivèrent alors que les édiles déjeunaient ! Comme toujours, il y eut des mécontents ; car les dépenses parurent excessives¹⁴⁸.

L'union de Napoléon et de l'archiduchesse Marie-Louise fut l'occasion de réjouissances, car c'était un « présage de bonheur et de prospérité », qui assurait la paix. L'adjoint Charrier de Sainneville proposa de marier, en souvenir, douze ouvriers « ayant leurs frères ou proches parents dans les armées de l'Empire et d'une conduite irréprochable » ; des prisonniers pour dettes seraient libérés et un prix annuel serait fondé pour encourager la perfection des industries locales. Les dispositions furent prises pour rehausser l'éclat de la solennité : les cloches, l'illumination... accompagnaient, comme d'habitude, les manifestations¹⁴⁹. La municipalité envoya à celle que l'hymen chargeait « de consoler un héros des fatigues de la victoire », un manteau de satin et une robe de tissu d'argent fin. Le 7 avril, Sainneville présida à la libération des détenus en leur prodiguant les conseils pratiques. Le lendemain, il célébra les mariages, le vicaire général Courbon les bénit et la pièce principale du feu d'artifice représenta un Temple de l'hyménée¹⁵⁰. On

¹⁴⁵ Cons. munic., II, p. 228

¹⁴⁶ A. M. L., II, P.-V. du 30 juil. 1807.

¹⁴⁷ *Ib.*, I 1, Lettre du maire, 14 déc. 1808.

¹⁴⁸ *Ib.*, II, P.-V. du 11 janv. 1809. — Note du 22 janv. 1809.

¹⁴⁹ Fêtes munic. à Lyon pour le mariage de S. M. l'Empereur..., 5 avril 1810 (Lyon, Roger, 1810, 8 p.).

¹⁵⁰ P.-V. du 7 avril 1810. Rapport sur les fêtes célébrées à Lyon à l'occasion du mariage de S. M. l'Empereur et Roi, 14 sept. 1810, rédigé par A. HODIEU.

renouait ainsi la tradition d'Ancien Régime, mais en empruntant des épisodes aux fêtes révolutionnaires.

Le 20 mars 1811, le télégraphe apprenait au comte de Bondy la naissance du roi de Rome. Il avisa Sain-Rousset, qu'on appelait maintenant baron de Vauxonne. Aussitôt, le maire fit tirer le canon. Le Conseil municipal s'empessa d'exprimer à l'Empereur sa joie profonde et l'hommage de ses « sentiments inaltérables » : « Le jour qui voit naître un prince de votre sang est le plus fortuné qui pût luire sur la France... L'héritier de votre sceptre assure à nos enfants cette même félicité que nous devons à vos bontés paternelles ¹⁵¹. » Le programme, réparti sur deux jours, ne faisait plus appel à l'enthousiasme, à peine au patriotisme, un peu à la fidélité. A nouveau, les fêtes prenaient une nouvelle allure. L'essentiel résida dans la libération d'endettés, la célébration de mariages dotés, les distributions de comestibles ¹⁵². Les candidatures aux épousailles furent examinées avec soin. Le 9 juin, le baron de Vauxonne incita les époux à ne jamais oublier qu'ils devaient leur bonheur à l'Empereur : « Entretenez par ce souvenir les sentiments de gratitude, de respect et d'amour qui doivent porter le tribut de vos affections au pied du trône, d'où part le jour radieux qui luit sur l'Empire. Transmettez ces sentiments à vos enfants, et qu'ils les sucent avec le lait ¹⁵³. »

Le secrétaire de l'Académie, Dumas, chanta « le fils de l'Amour et de la Victoire » et lui prédit d'éclatantes destinées : il régnera un jour « sur le double hémisphère », sera « César et Charlemagne, Alexandre et Titus », et, comme Scipion, il ruinera « Carthage » ¹⁵⁴. Devant ces témoignages prétentieux de servilité, le Conseil municipal de la Croix-Rousse risqua un geste inattendu. A la circulaire du préfet sollicitant une dot pour une orpheline qui devait épouser un militaire, le Conseil répondit que la médiocre situation budgétaire et la gêne des ouvriers interdisaient toute dépense somptuaire. Au surplus, le voisinage de la ville laissait la faculté de partager avec les Lyonnais la joie que leur inspire la naissance du prince ¹⁵⁵.

Il semble que le seul anniversaire respecté en ce crépuscule de l'Empire fut la Saint-Napoléon. Il se célébrait surtout par la promenade à l'Île-Barbe qui connaissait un succès croissant. Chaque année, le programme rituel se répétait : cérémonie religieuse, joutes sur la Saône, mâts de cognac, feu d'artifice ¹⁵⁶. En 1812, on promit une reprise des affaires : « Vos manufactures recueilleront le fruit des vastes conceptions émanées d'un génie qui sait leur subordonner les événements. Un jour, aux triomphes dont s'honorent actuellement nos guerriers, on verra dans l'Europe pacifiée succéder la prééminence plus douce que vous obtiendrez par votre industrie. » Le procès-verbal, qui relate la fête, ajoute : « Depuis quelques mois, les pluies n'avaient pas cessé à Lyon :

¹⁵¹ Conseil munic., III, p. 69-70.

¹⁵² M. H. L., Programme des fêtes du 9 juin pour le baptême du Roi de Rome.

¹⁵³ A. M. L., II, P.-V. des fêtes célébrées à Lyon, le 9 juin 1811, jour du baptême de S. M. le Roi de Rome.

¹⁵⁴ *Ib.*, II, Cantate pour la naissance de S. M. le Roi de Rome.

¹⁵⁵ *Ib.*, D, Cr.-Rousse, 4 et 13 mai 1811.

¹⁵⁶ M. H. L., Ordonnance de police, 12 août 1811. — Programme, 15 août 1811.

le jour de la Saint-Napoléon a vu commencer le retour du beau temps ¹⁵⁷. »

En octobre, Fesch ordonna un *Te Deum* pour commémorer la victoire de la Moskowa. « Le vol rapide d'une armée si nombreuse aux extrémités de l'Europe, la défaite complète d'un ennemi si redoutable dans le sein de ses Etats, presque sous les murs de sa capitale, à la première bataille qu'il ose accepter, l'entrée triomphante des Français dans Moscou, ont surpassé votre attente, excité votre surprise, ravi votre admiration ¹⁵⁸. » En mai 1813, on chanta sans grande conviction un cantique pour les premiers succès de la campagne d'Allemagne. On se trouva embarrassé pour tirer les salves obligatoires : le général ne disposait ni de canon, ni de poudre. Le préfet suggéra de se contenter d'un pis-aller : « Vingt-cinq à trente boîtes suffiront parce qu'on les rechargera à mesure ¹⁵⁹. » La désaffection croissait. Les régimes révolutionnaires n'étaient point parvenus à discipliner les émotions collectives. Napoléon avait paru réussir, mais quel « napoléonisme » subsistait en 1813, lors de l'Assomption ? Un mariage, une procession, des danses et surtout des joutes nautiques attirèrent « une affluence considérable » ¹⁶⁰.

Les notables rêvaient de rétablir leur fête, celle qui accompagnait autrefois l'installation des échevins nouvellement élus. Certes, elle ne gardait plus sa raison d'être, mais pour les survivants de l'Ancien Régime, elle demeurait la solennité de l'Eloquence. C'est au sein de l'Académie que fut lancée, en 1800, après douze ans de suppression, la motion de rétablir la fête dite de Saint-Thomas. Béranger proposa de mettre à profit la restauration du monument funèbre de Thomas, en l'église d'Oullins, pour revenir aux anciens usages. L'Académie, prenant ce vœu en considération, adjoignit à son auteur une Commission comprenant Béraud, Rambaud et Rieussec. Le préfet Verninac, saisi de la question, n'y donna pas de suite. On crut s'apercevoir que cet échec provenait de ce que la forme de cette reconstitution se décalquait trop sur le passé, et on espéra un sort plus favorable en l'adaptant aux idées nouvelles.

Marc-Antoine Petit, académicien et conseiller municipal, entreprit une nouvelle démarche en 1809. Il sut développer habilement sa thèse. « Les époques marquées par de grandes révolutions politiques amènent des changements nécessaires dans les institutions des peuples. Il faut de nouvelles lois pour de nouvelles mœurs. » Mais il ne faut pas négliger les regrets qui suivent la destruction d'institutions qui furent chères. Retraçant les fastes d'antan, il rappela le souhait de « l'éloquent auteur des *Soirées provençales* » et ébaucha un nouveau programme. La fête aura lieu en mai et s'accompagnera de jeux. On prononcera le panégyrique d'un homme célèbre, dont on donnera le nom à une rue. La journée revêtira un caractère civique. « L'éloquence louera dignement,

¹⁵⁷ A. M. L., II, P.-V. de la fête du 15 août 1812.

¹⁵⁸ Mandement de S.A.E. Mgr le cardinal FESCH..., qui ordonne un *Te Deum* en actions de grâces de la victoire éclatante de la Moskowa... (Lyon, Rusand, 1812, in-4°).

¹⁵⁹ Mandement de S. E. Mgr le cardinal FESCH, en actions de grâces de la victoire de Wurtschen (Lyon, Rusand, 1813. in-4°, 4 p.).

¹⁶⁰ M. H. L., Fête du 15 août 1813.

du haut d'une tribune épurée, le gouvernement monarchique, seul propre à des Français », et glorifiera tous ceux qui encouragent les sciences et les arts, bases de l'agriculture et du commerce, moyens de satisfaire les besoins comme les « délices de la vie sociale » ¹⁶¹.

En 1811, pour la troisième fois, l'idée d'une fête de l'Eloquence reparut. Le baron de Vauxonne préconisa de rétablir la harangue de la Saint-Thomas à l'occasion de l'anniversaire du sacre, le 2 décembre. L'orateur commentera cet événement dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, que l'on réparera à cet effet. La tribune sera placée face au portrait de Napoléon. Les autres décorations se rapporteront aux faits éclatants du règne. Bondy soumit le vœu au ministre de l'Intérieur. Il substituait une cérémonie napoléonienne à une action oratoire d'inspiration locale. Rien n'aboutit ¹⁶². Béranger ne se découragea pas et reprit le projet en 1814. Les événements condamnèrent cette initiative. Le retour au passé s'avérait impossible.

4. LA VIE DE SOCIÉTÉ

La bibliothèque publique, le cercle de lecture, les solennités rappelaient les agréments du XVIII^e siècle finissant. Avec les salons, qui remettaient en honneur les traditions d'amabilité et d'esprit de l'ère encyclopédiste, on pouvait envisager la résurrection de l'Académie.

Verninac convoqua, en 1800, des savants, des littérateurs, des artistes pour réédifier le « temple des muses ». Dans un discours, caractéristique de l'éloquence officielle, il déplora que la seconde ville de la République, la première par son industrie, ne dispose pas d'un « foyer de lumières propre à éclairer les divers domaines de l'esprit humain ». En un style lyrique, chargé d'images, il évoqua « les ruines accusatrices » de Lyon, les « ateliers renversés ou languissants », « les débris épars et mutilés » de l'Académie. Il convenait « de donner le signal de la reconstruction » ; une société des sciences, lettres et arts contribue à la prospérité et à l'ornement des Etats, corrige les inventions, épure la législation et popularise les secrets de la nature mieux observée. L'optimisme du siècle revivait en ces propos ¹⁶³.

Le règlement reprit, en grande partie, les dispositions d'autrefois. Les membres devaient fournir un tribut annuel, les émules devaient en présenter deux, les associés libres un tous les trois ans. Le recrutement se faisait par cooptation, au scrutin secret. Comme par le passé, l'*Athénée* tenait des séances privées et publiques, organisait des concours sur des sujets relatifs aux besoins de la région lyonnaise ¹⁶⁴. Verninac

¹⁶¹ L.-P. BÉRANGER, *C. R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. 48.

¹⁶² Cons. munic., séance du 29 mars 1811.

¹⁶³ A. D. R., T 302, Circulaire du préfet, 23 messidor an VIII (12 juil. 1800); Discours de VERNINAC et Règlement de l'Athénée, 24 messidor an VIII.

¹⁶⁴ Acad. des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, fondée en l'an 1700, rétablie en l'an VIII, sous le nom d'Athénée. Statuts (Lyon, Ballanche, an XII, in-8°, 24 p.).

reçut la présidence, Laurencin l'assista, Roux et Pitt se chargèrent du secrétariat. Les médecins fournirent la majorité des recrues pour les sciences, tandis que pour les lettres le choix se porta sur des législateurs, comme Reyre, des négociants, comme Pernon, le commissaire de police Noël... Les arts furent représentés par Boissieu, Chinard, Lamanière... Les émules comptèrent Ampère, Grogner, le peintre Grobon... Parmi les associés, on admit Berchoux, l'idéologue Gérando, l'intendant du commerce Tolozan... La classe des membres honoraires rassembla des célébrités françaises et étrangères et des Lyonnais établis dans d'autres villes : Philipon de la Madelaine à Besançon, Messance à Saint-Etienne, Mayet à Berlin... D'emblée, l'*Athénée* accueillit près de deux cents membres. On élimina quelques royalistes qui, en revanche, taquinèrent les « athées-nés ». D'année en année, il se compléta et s'adjoignit Jordan et Raymond en 1809, Dugast de Bois Saint-Just en 1811 ¹⁶⁵.

Cette reconstitution souleva l'enthousiasme. Le conseiller d'Etat Claret-Fleurieu en félicita les promoteurs, l'avocat Servan, Ducis, Fontanes s'en réjouirent. Le traducteur d'Ovide, Fariau de Saint-Ange, espérait que ses confrères, en « Athéniens modernes », répareraient « les ravages du vandalisme révolutionnaire ». Le tribun Say envoya son *Essai sur les moyens de réformer les mœurs d'une nation* et proposa d'étudier la vie de Poivre, « qui, au péril de sa vie, est parvenu à enrichir nos colonies de plusieurs cultures nouvelles », et à qui nous devons « la prospérité de nos îles de France et de la Réunion ». Delisle de Sales, auteur de la *Philosophie de la Nature*, souhaitait voir les sociétés littéraires fonder la paix universelle. Laharpe affirma que la religion et les lettres avaient été « en tout temps la seule barrière contre la barbarie » ¹⁶⁶.

En 1807, le ministre Champagny sollicita l'envoi d'un compte rendu, sous prétexte d'encourager les jeunes talents, et conseilla d'orienter les productions « vers la description statistique du département, les antiquités qu'il peut renfermer et l'histoire locale ». A vrai dire, depuis 1802, les secrétaires Roux, Pitt, Mollet dressaient le bilan des réunions. Celui de 1809, rédigé par Béranger, constate que l'Académie compte presque autant de médecins que toutes les autres facultés réunies rassemblent de membres; il les en loue : « Qu'on se rappelle la réputation de Le Cat, Vicq d'Azyr, Barthez, Cabanis, Vitet, Petetin. Ce sont les médecins qui ont conservé le feu sacré dans les jardins d'un Academus, Gavinet. » C'est là que Verninac et Noël le découvrirent. Avec eux, les avocats, les professeurs et les ministres de l'Evangile détiennent toutes les lumières. Le ministre Montalivet félicita l'Académie de porter « ses vues vers les sciences utiles en même temps que vers les belles-lettres », et de ne négliger aucune des connaissances pouvant servir la société ¹⁶⁷.

Elle reprit son rôle d'antan. En 1803, elle accueillit Delambre et Villar, commissaires de l'Instruction publique; devant eux, Mollet et Guidi discutèrent les effets d'optique provoqués par l'apparition des astres. A la séance solennelle de juillet 1804, le prince polonais Sapieha

¹⁶⁵ *Annales lyonn.*, 24 et 31 déc. 1814.

¹⁶⁶ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, I, p. 370-386.

¹⁶⁷ L.-P. BÉRANGER, *C. R. de l'Acad.*, 1809, p. 24-25. — B. D., *L'acad. de Lyon en 1809*, ou Analyse raisonnée du C. R. des travaux (Lyon, Maucherat, 1810, 58 p.).

analysa la géologie du Mont Cenis et décrivit la nouvelle route du Simplon; il ne ménagea pas les critiques pour les coûteux travaux napoléoniens. En 1809, le prince Lebrun récompensa le teinturier Gonin, Cartier prononça un discours sur la sensibilité, Martin aîné sur le caractère lyonnais ¹⁶⁸...

Les prix révèlent les tendances des académiciens. Sur treize sujets, quatre se rapportent à l'économie, trois à l'urbanisme, trois à la physique, trois aux arts et aux lettres. On demandait de rechercher les meilleures substances tinctoriales, d'examiner l'influence du monopole sur la prospérité, de délimiter le rôle de l'inconstance de la mode. Le problème des quais et des eaux potables retenait l'attention. Plus rares furent les thèmes usés, comme la querelle des Anciens et des Modernes; Amaury-Duval l'emporta en précisant « les causes de la supériorité des Grecs dans les arts ». Millevoye traita, en 1802, « la satire des romans du jour considérés dans leur influence sur les mœurs et le goût de la nation » ¹⁶⁹. Chaque année, le ministre de l'Intérieur exprimait sa satisfaction en recevant le compte rendu de l'activité académique et ne manquait pas d'insister sur le caractère positif qu'il fallait donner aux travaux ¹⁷⁰.

Le gouvernement tolérait les associations dans la mesure où elles secondaient ses vues et où elles procuraient de saines distractions. Le *Cercle Bellecour*, ouvert en 1801, compta cent hommes et cent dames. On y lisait, on y jouait les « jeux de commerce » seulement, car « ceux de hasard étaient interdits ». C'était le rendez-vous des bourgeois et des rentiers, et les mères y menaient leurs filles. En 1811, Camille Jordan, Fay de Sathonay, Fargues... le fréquentaient ¹⁷¹. Les professeurs, les écrivains, les juristes, qui se rencontraient aux Halles de la Grenette, ressuscitèrent le *Cercle littéraire* en 1807. Héritier de la *Société littéraire*, il accueillit quarante-cinq titulaires, des membres honoraires et des correspondants. Les restaurateurs appartenaient à la jeune génération : Bréghot du Lut, Jean Coste, Dugas-Montbel, Clément Reyre... Ce fut une sorte d'Académie des inscriptions ¹⁷². Les négociants se retrouvaient au *Cercle du commerce*, qui groupa cent soixante-dix membres en 1811, et les commerçants au *Cercle des Terreaux* qui, la même année, approcha de la centaine. En 1812, se créa encore le *Cercle du Midi*. Prony, Parmentier, Duhamel envisagèrent de coordonner l'activité de ces sociétés et de publier un recueil général de leurs travaux.

Les réunions maçonniques figurent, sous l'Empire, parmi les moyens de distraction et, à la rigueur, d'information. Napoléon, qui avait peut-être été initié à Malte, favorisa la renaissance des loges, sous l'égide de Cambacérès et de Joseph Bonaparte. Dans les principaux orients, les ateliers s'animèrent dès le Consulat. Lyon bouda cette maçonnerie conformiste ¹⁷³. La réouverture des temples fut lente. Bien des

¹⁶⁸ T. GRANDPERRET, *Hist. de l'Acad.*, 1845.

¹⁶⁹ *Almanach de Lyon*, an IX, p. 97; an X, p. 93; an XII, p. 169.

¹⁷⁰ A. D. R., T 302, Lettres du ministre de l'Intérieur au préfet, 8 avril 1809, 27 août 1811; — Lettre au ministre de l'Intérieur, 13 août 1812.

¹⁷¹ A. REGNY, *Notice nécrolog. sur M. le comte de Fargues, maire de Lyon* (Lyon, Ballanche, 1818, in-8°, 32 p.).

¹⁷² Règlement du Cercle litt. de Lyon (Lyon, Ballanche, 1814, in-8°, 9 p.).

¹⁷³ J. CHERPIN, *La Fr.-Maçonnerie sous le Consulat* (*Rev. Maçonnique*, Lyon, 1852, p. 3-10).

frères avaient payé de leur vie leur attitude politique; les autres, déçus, cherchaient d'autres voies. Bacon-Tacon, un Oyonnaxien que le Directoire chargea d'une mission secrète dans le Rhône, reproduisit dans un pamphlet les arguments de Cadet de Gassicourt contre la Franc-Maçonnerie¹⁷⁴. En 1800, la loge de Villefranche-sur-Saône se reconstitua. Mais il faut attendre 1802 pour voir réapparaître à Lyon la *Parfaite-Harmonie*; l'année suivante, la plus ancienne fondation lyonnaise, le *Parfait-Silence*, amorça ses travaux : neuf survivants procédèrent à la cérémonie (il en faut au minimum sept)¹⁷⁵. En 1805, il inaugura son nouveau local aux Brotteaux et, dès lors, il reçut du Grand-Orient la mission d'installer les nouvelles loges : la *Saint-Napoléon de la Bonne Amitié*, la *Concorde*, annexée au régiment de dragons, les *Amis des Hommes*, à l'orient de Condrieu... En 1809, sept loges avaient repris leur activité, dont cinq anciennes, qui n'étaient pas avant la Révolution parmi les plus importantes. En 1810, Lyon possédait une dizaine d'ateliers. La reconstruction resta incomplète et ne s'accomplit pas à la cadence des créations du XVIII^e siècle.

En revanche, ces groupes comptèrent des effectifs plus élevés : la *Sincère Amitié* recruta en 1806 quatre-vingt-deux membres et, en 1808, cent treize; la *Saint-Napoléon* passa de cinquante en 1807 à soixante-dix en 1809; la *Parfaite Harmonie* détint le record en 1809 avec cent cinquante et un adeptes et cinquante-trois enfants de la loge¹⁷⁶. Elles ne représentent plus, comme autrefois, de petites cellules d'amis résidant dans le même quartier ou exerçant la même profession. La courbe des adhésions traduit les fluctuations de l'esprit public. Le maximum, atteint en 1808, correspond à une ère de prospérité de la Fabrique, à l'époque où, après Tilsit, l'Europe centrale et septentrionale s'ouvre à la soierie, où la ville est administrée par Herbouville et Fay de Sathonay. Les loges reflètent les sentiments de la bourgeoisie.

C'est toujours dans cette classe qu'elles puisent leurs fidèles. D'anciens frères, comme Pelzin, reprirent leurs habitudes. En général, le personnel se renouvela : certains avaient été inquiétés pour leurs convictions et gardaient un sentiment de crainte; d'autres s'étaient compromis avec les terroristes et n'osaient pas revenir aux tenues; certains ne s'y rendaient pas pour ne pas fréquenter les frères dont ils désapprouvaient la conduite. Ainsi le groupe des médecins et des chirurgiens participa peu au renouveau maçonnique : les uns, comme Champeaux, étaient partis aux armées; d'autres se consacraient à leur activité professionnelle; beaucoup retrouvaient leur foi chrétienne. L'ancienne noblesse et le clergé ne figurent plus sur les tableaux. Le fonctionariat fournit les contingents les plus élevés. En 1813, les trois vénérables de *Saint-Napoléon* appartiennent à la justice, comme Jean-François Vitet; plus de la moitié des membres sont avocats, procureurs, secrétaires de

¹⁷⁴ Mémoire ou Réponse de J.-J. BACON-TACON aux dénonciations de Sonthonnax, 1801; — J. J. BACON-TACON, *Coup d'œil sur la polit. de la France* (Lyon, 1804, in-8°, 57 p.).

¹⁷⁵ Notice hist. sur la loge le Parfait-Silence, de l'Orient de Lyon (*Rev. Maçonn.*, mars 1852, p. 86).

¹⁷⁶ Tableau des frères composant la R. L. de la Sincère Amitié (Lyon, Pelzin, 1808, in-8°); — Tableau des frères composant la loge de Saint-Napoléon (Lyon, Pelzin, 1806-1809, in-8°, 4 cahiers).

mairie, comme Claude Hodieu. Les négociants, les professions libérales, en particulier les architectes, entrent dans ces associations. Les militaires dominent le mouvement; parfois, ils disposent de sections spéciales, comme celle de *Saint-Jean des Volontaires*, sorte de loge ambulante attachée à un régiment. On rencontre beaucoup d'artistes : Etienne Lainé, de l'Académie de musique, Jean-Jacques Dreuilh, compositeur, Brûlo, acteur... Comme par le passé, les cotisations, déterminées par le Grand-Orient, opéraient une sélection ¹⁷⁷.

En raison du nombre élevé de fonctionnaires, les loges revêtirent un caractère officieux. Au lieu des grands noms de l'intelligenza, ce sont les dirigeants politiques de l'Empire qui paraissent sur les listes maçonniques : le commissaire de police Gabriel Janin réorganisa la *Sincère-Amitié*, le maire, Fay de Sathonay, qui n'était pas initié avant la Révolution, devint vénérable de *Saint-Jean d'Ecosse*, qui accueillait tous les anciens vénérables et constituait une sorte de Directoire. Les cadres furent stables : Aimé Martin dirigea la *Parfaite-Harmonie*, deux frères se relayèrent à la tête de la *Candeur*... Au besoin, le gouvernement utilisa la rivalité entre la *Parfaite-Harmonie* et le *Parfait-Silence*. Pendant les Cent-Jours, Napoléon nomma à Lyon, chef de la police du Sud-Est, Jean-Baptiste Teste, qui devait se rendre célèbre sous la Monarchie de Juillet. Dignitaire de la Franc-Maçonnerie, il établit, grâce aux loges lyonnaises, un véritable réseau de surveillance ¹⁷⁸.

Le symbolisme se renouvela peu; les devises restèrent du même type; plusieurs temples arborèrent la croix à sept branches. Ils étaient toujours attentifs à leur installation matérielle : la *Parfaite-Harmonie* se fit construire par Cochet « un ouvrage élégant dans sa simplicité, au goût pur et sévère, qui donne une idée des monuments des siècles d'Auguste et de Périclès ». L'activité maçonnique consista en une série d'agapes : en 1805, le *Parfait-Silence* convoqua quatre loges pour accueillir Lalande, orateur du Grand-Orient; peu après, les frères et les fonctionnaires se réunirent à la *Parfaite-Harmonie* pour célébrer la paix; en 1809, la *Sincère-Amitié* organisa un service funèbre pour le maréchal Lannes... A chaque saison, les loges honoraient la Saint-Jean d'hiver et celle d'été, parfois la Saint-Napoléon. Le frère Pelzin, journaliste, ne manquait pas de donner une grande publicité à ces cérémonies ¹⁷⁹.

Cette servilité à l'égard du pouvoir déplut à de nombreux Lyonnais. Plus tard, ils reprochèrent à leurs aînés d'avoir négligé les travaux d'ordre spirituel pour rechercher les honneurs. Dans les « loges, sous les dénominations de *Saint-Napoléon* et de *Sainte-Joséphine* », les maçons acceptèrent « avec joie le servage fastueux du dominateur »; toutes les notabilités, « tous les hommes de gouvernement voulurent faire partie de cette noble association ». La maçonnerie lyonnaise, qui

¹⁷⁷ M. H. L., 1206 (7), Loge de St-Napoléon de la Bonne-Amitié, 1807; — 1244, Tableau des frères composant la R. V. L. de St-Napoléon (Lyon, Pelzin, 1813, in-8°, 16 p.); — 1207 (9), Loge de la Candeur, 1812.

¹⁷⁸ Tableau des frères composant la R. V. L. du Parfait-Silence, pour 1808 et 1809 (Lyon, Pelzin, 2 cahiers); — Tableau des frères composant la R. V. L. écossaise de St-Jean d'Ecosse, 1806-1812 (Lyon, Pelzin, in-8°, 6 cah.).

¹⁷⁹ *Bull. de Lyon*, 28 avril 1805, 16 sept. 1806. — Discours prononcé à la fête célébrée en l'honneur du mariage de S. M. l'Empereur des Français, dans la loge la Parfaite-Harmonie (1810, in-8°, 15 p.).

s'était souvent désolidarisée du centre parisien, garda une défiance à l'égard de la centralisation¹⁸⁰.

De nombreuses loges suivaient toujours le rite écossais; il progressait en cette époque où la société revenait aux idées de classement et de hiérarchie. En 1799, le Grand-Orient et la Grande Loge de France fusionnèrent; en 1804, le Grand-Orient admit tous les grades; il n'avait reconnu jusqu'alors que la maçonnerie bleue et les sept premiers degrés jusqu'à celui de Rose-Croix. L'accord ne dura pas : dès 1805, les ateliers écossais reprirent leur liberté et, pendant tout l'Empire, les obédiences dissidentes continuèrent à exercer leur autorité. En 1811, une convention décida que les directoires écossais enverraient des députés au Grand-Orient pour tenter une nouvelle expérience d'union. Lyon accueillit enfin, en 1814, deux commerçants napolitains qui introduisirent en France le rite de Misraïm; disparu à la mort de Cagliostro, il avait reparu en 1805 à Milan. Le Grand-Orient condamna cette maçonnerie égyptienne, qui constitua néanmoins une loge *La Puissance*, à Lyon¹⁸¹.

La Franc-Maçonnerie lyonnaise réduisit son activité philanthropique et abandonna cette tâche aux milieux industriels et protestants qui ne se réclamaient pas du même idéal. Les gestes de secours se raréfièrent, et les crises de 1806 et de 1810 n'éveillèrent pas la même générosité que la grève de 1786. Les querelles intestines ne cessaient pas, malgré la surveillance impériale : la *Candeur* dénonça le vénérable du *Parfait-Silence* qui conférait des grades à tout venant, la *Concorde* fut désavouée parce qu'elle avait pris, sans autorisation, le titre de *Marie-Louise*...

Si elle n'instaura pas l'harmonie, la Franc-Maçonnerie facilita les relations sociales. Elle délivrait des brevets, « d'un lieu sûr où règnent la paix, la bienfaisance et l'égalité », qui pouvaient servir de lettres d'introduction. Ainsi, en 1806, un jeune négociant reçoit, d'un seul coup, les trois grades de la *Parfaite-Harmonie*; il part aussitôt en Italie et fait viser son brevet à la loge de *Saint-Jean de Napoléon*, à Gênes, à celle de *Joseph 1^{er}* à Naples, à celle de *Marie-Louise* à Rome, dont le général Radet est vénérable. Inversement, à Lyon, on accueille un Napolitain, un Romain, des officiers portugais, comme cela se pratiquait au XVIII^e siècle¹⁸².

Les loges abandonnèrent leurs débats philosophiques : elles ignorèrent le fouriérisme, qui poursuivait les rêves de Pasqually sur l'âge d'or, elles négligèrent le compagnonnage qui revêtait des formes voisines. Selon Bernard Fay, elle avait espéré établir une religion extérieure aux dogmes, supérieure à la hiérarchie et se rattachant à la vie sociale. Le Grand-Orient fut déçu de voir la résistance opposée à la Constitution civile. La vitalité du catholicisme fut pour lui la grande surprise de 1790 à 1800, et c'est ce qui l'orienta vers l'anticléricalisme. Il voulut détruire cette puissance avec d'autant plus d'âpreté qu'il eut l'impression d'être dupé¹⁸³. Il semble que seule l'idée d'une transfor-

¹⁸⁰ Coup d'œil sur le passé de la maçonnerie (*Rev. Maçonn.*, 1842, p. 289-300).

¹⁸¹ LEBLANC de MARCONNAY, *Du Gr. Collège des Rites* (*Rev. Maçonn.*, déc. 1851, p. 341-353).

¹⁸² M. H. L., 1239, Loge écossaise de *St-Jean d'Ecosse*, 15 janv. 1810; — 1241, Loge de *St-Jean Parfaite-Harmonie*, 1806.

¹⁸³ B. FAY, *La F.-Maçonnerie et la révol. intellect.*, 1935, p. 252.

mation est à retenir. La Franc-Maçonnerie prérévolutionnaire, avec son optimisme, ses préoccupations sociales, ses soucis métaphysiques disparut sous les boulets du siège. La sagesse maçonnique, subtile et aristocratique, n'avait pas suffi aux jours de bataille et aux hommes éperdus. Mais elle n'engendra aucune hostilité envers l'Eglise : le *Parfait-Silence* utilise toujours, dans son symbolisme, le pélican et la croix, la loge *Saint-Napoléon* affilié un chanoine de Rome, la *Parfaite-Harmonie* admet un prêtre en 1809. La théurgie et l'illuminisme s'effacent. La Franc-Maçonnerie n'est plus spéculative, mais opérative¹⁸⁴.

Parmi les réunions d'intimes, qui alliaient les plaisirs de la table et de la conversation, figurent celles qui s'inspiraient du « Caveau », fondé sous Louis XV, reconstitué en 1805 avec Philipon de la Madeleine, Cadet de Gassicourt, Grimod de la Reynière... A ces dîners, on glorifiait, en octosyllabes, chargés d'expressions recherchées, « Bacchus et son divin jus », « le bonhomme Silène », les vins de Constance et de Malvoisie¹⁸⁵... En 1810, quelques Lyonnais fondèrent la *Société épicurienne*. Peu nombreuse, présidée par l'auteur dramatique Jean Monperlier, elle compta parmi ses membres Cottenet, Jean-Félix Pitt, l'avocat Tézenas, rédacteur du *Journal de la Loire*... Ils se réunissaient chez un traiteur, un dimanche par mois, « pour offrir leur encens au dieu des vendanges ». Chaque convive devait entonner « la sienne » au dessert sur un thème donné¹⁸⁶.

Dès la fondation, l'un d'eux invita ses collègues à « chanter, boire et rire » ; un autre clame les talents de l'hôte « du caveau lyonnais » et, dans une *Boutade*, il explique que la chère soignée alimente la poésie. Tantôt, une plaisanterie forme l'essentiel du *Conte épigrammatique*, tantôt une note sentimentale se dégage, quand Monperlier chante « Lise aimable, belle et sage ». Le plus grand nombre de ces compositions commentent les consignes du « bon vivant » : honorer Bacchus, fuir la solitude, goûter l'amour, « voir les pédants avec pitié »... Tous insistent sur leur indifférence à la gloire, à l'honneur, à la richesse¹⁸⁷.

Les angoisses de la Révolution expliquent cette forme d'hédonisme. Après les années de Terreur, l'insécurité du Directoire, les projets et les déceptions, les Lyonnais timorés refusaient de s'engager et retrouvaient les réflexions d'Epicure, ou plus souvent d'Horace. Parfois, un aveu échappe : l'un avoue son anglophobie, l'autre critique la puissance de l'or, un correspondant admire la perfection divine dans la nature « au lever de l'aurore »¹⁸⁸. Ils utilisent l'actualité, les travers humains, les joies de la vie pour provoquer le rire. Cette gaieté, faite de résignation, trahit parfois une mélancolie profonde : l'idée de la mort qui nous guette revient souvent et, si l'on affecte la désinvolture à son égard, le scepticisme cache mal d'amers regrets¹⁸⁹.

Les convives adaptaient des paroles aux airs connus, généralement

¹⁸⁴ G. BOURGIN, Contribution à l'hist. de la Fr.-Maçonnerie sous l'Empire, l'enquête de 1811 (*R. R. F.*, 1905, II, p. 59).

¹⁸⁵ A. D. R., F. G., ms, n° 51, Chanson bachique, 1807; chanson de table s. d.

¹⁸⁶ L'Epicurien lyonnais (Lyon, 1810, coll. Godart), préface, p. 44.

¹⁸⁷ Recueil de chansons et de poésies fugitives de la Soc. Epicurienne (Lyon, Maucherat-Longpré, 1813).

¹⁸⁸ L'Epicurien lyonn., 1810, p. 35, 70, 51, 49, 76.

¹⁸⁹ *Journal de Lyon*, 17 et 19 janv. 1811, 2 janv. 1813.

tirés des vaudevilles. Leur structure ne varie guère : l'auteur se plaint du sujet infligé, consacre quelques couplets plaisants aux femmes, au bon vin, aux aventures, ramène périodiquement la phrase retenue comme thème et termine en narguant les Parques.

La *Petite Table* organisa de la même manière des soirées amicales. Elle groupa une dizaine de frères qui portaient des titres et des pseudonymes parfois inspirés de la Franc-Maçonnerie : Aimé Martin, Clément Maucherat-Longpré, Paul-François Castellan, un marchand de coton qui excellait dans les charades... Le cénacle s'assemblait au café Grand, place des Terreaux, ou chez un frère. On accueillait les nouveaux membres, on célébrait la fête de l'un ou de l'autre, on se séparait en chantant *La trompette guerrière*. Quelquefois, on jouait un imprromptu. Tous, chirurgiens, avocats, négociants rédigeaient des couplets gais, satiriques et spirituels. Fervents du vaudeville, disciples du Caveau parisien, ils abusaient des clichés en vogue : ils invoquent la Muse, enfourchent Pégase, vantent leur Iris... Second aime une jeune beauté « aimable et lutine », Rast-Maupas préfère les plaisirs de la *Petite Table* à ceux du Palais-Royal¹⁹⁰.

Pitt présidait la *Société des Diners*, que fréquentaient de nombreux médecins. Quand elle reçut Cartier, des « stances irrégulières » énumérèrent ses confrères assidus, Bugnard, Parat, Martin..., ses maîtres Gavinet, Renaudin, Desault, et lui promirent des joies dignes d'Horace. Ceux qui ne participaient pas à ces réunions, composaient volontiers des chansons sur les menus événements de leur vie familiale¹⁹¹.

Malgré leur insouciance, ces notables créèrent des œuvres d'inspiration politique. A la *Société épicurienne* et surtout à la *Petite Table*, des refrains accompagnèrent les fêtes officielles. Le chant refléta les courants d'idées : en 1802, Béranger composa une cantatille au « Dieu de la victoire », avec la collaboration du musicien Louis Jadin; une chanson exalta la gloire des soldats de la Grande Armée, « immortels vainqueurs du Nord »¹⁹². Au contraire, l'opposition exprima les griefs populaires sous forme de plaintes. En 1814, l'approche des Alliés suggéra au libraire Maucherat de Longpré des quatrains manifestant sa satisfaction de voir fermer le temple de Janus. Mais Dreuilh tenta de réveiller les énergies : « C'est la paix qu'il faut conquérir », chantait-il, et un pot-pourri railla la timidité du maire, le marquis d'Albon, et la joie des royalistes à l'arrivée des Autrichiens. On chansonna ensuite les occupants, « les buveurs de la Germanie » et, dès qu'ils furent partis, Castellan se moqua d'une marquise qui avait trouvé un Sigisbée en la personne d'un officier prussien¹⁹³.

La première Restauration libéra les chansonniers royalistes. Un capitaine de la Garde nationale remercia, par des stances, le commissaire du roi, Alexis de Noailles, de rendre aux Lyonnais « le calme et

¹⁹⁰ L. TRÉNARD, Les Caveaux lyonnais sous l'Empire (*Technique, Art, Science*, juil. 1957, p. 35-39).

¹⁹¹ Au docteur Pitt, rédacteur du *Journal de Médecine de Lyon* (Lyon, 1800, in-8°, 8 p.); Almanach des Muses, 1810, p. 71-72.

¹⁹² Couplets chantés à l'occasion des réjouissances de la Paix (F. C., ms. 1489, 1802); — Chanson dédiée aux soldats de la Gr. Armée (F. C., 1 f.).

¹⁹³ *Journal de Lyon*, 28 fév., 3 mai 1814. — Les Autrichiens près de Lyon, pot-pourri hist., mai 1814 (F. C., ms. 1076, in-4°, 4 p.).

l'indépendance ». Une romance célébra « l'empire des lys » et « les preux chevaliers » ; une autre évoqua le siècle de Louis-le-Grand et se réjouit du retour des Bourbons qui favorisera les arts. Au théâtre, une cantate raviva le souvenir des gloires de l'Ancienne Monarchie, Roland, Duguesclin, Bayard... On consacra des chansons de table aux vertus de Louis XVIII, et sa « nièce chérie, fidèle Antigone », fut louée sous le nom de « l'héroïne de Bordeaux »¹⁹⁴.

En décembre 1814, les membres de la *Petite Table* affirmèrent leur espoir de voir revenir le héros exilé et Castellan blâma Augereau, « le Raguse de province ». Quelques mois plus tard, « le Béranger lyonnais » porta à l'archevêché les aigles offertes par les Lyonnais à la Garde impériale, et Second composa une chanson sur le « bon luron » de Napoléon¹⁹⁵. Les palinodies du comte de Fargues, les tentatives de résistance du comte d'Artois, sa fuite alimentèrent la verve des chansonniers bonapartistes pendant les Cent-Jours. Ils exprimèrent tantôt l'allégresse, tantôt l'ardeur guerrière. Au Grand-Théâtre, on entonna un « Hymne en mémoire du pacte d'union fédérative » ; le *Chant de la Fédération du Rhône* orchestra la déclaration d'affection, que Napoléon avait faite à son passage, au retour de l'île d'Elbe¹⁹⁶.

Ses adversaires continuèrent leur propagande par le même moyen. Ils comparaient la paix des lys à « l'aigle, sanglante idole », et souhaitaient le retour du monarque, « père adoré », qui ramènera la gaieté. L'une d'elles, jouant sur l'expression, implore : « Rendez-nous notre Père de Gand », et insiste sur le caractère pacifique de la royauté. Un des thèmes les plus utilisés fut celui de l'absence de l'Impératrice : « Père La Violette, chante Madame Angot, dis-nous donc où c'est ta Mari'-Louise. » Sa venue aurait garanti les bons sentiments du beau-père. On reproche au « fanfaron de race étrangère » d'avoir établi la conscription et les impôts, de n'avoir pas laissé le commerce s'exercer librement. On associe les Jacobins et « les insensés bonapartistes », et on glorifie le tyrannicide. On accuse l'ogre de Corse d'être ambitieux et de se croire Charlemagne ; on stigmatise sa politique autoritaire et son passé révolutionnaire. Un poème décrit le Champ de Mai : tour à tour parlent « Bonaparte », Cambacérès, les membres de l'Assemblée qui ne peuvent qu'opiner, filer doux et s'esquiver... Le *Discours d'un petit homme à une grande armée* engage les grenadiers à mourir pour sa gloire : « Qu'est c'qu'ça fait à moi que l'on dévaste la France. » Le Grand Chapitre de l'Ordre de la Girouette intronise Napoléon : successivement terroriste, mitrailleur, anarchiste, grand seigneur, catholique, musulman, il passa aussi facilement de Joséphine à Marie-Louise. Parmi les griefs, figurent ceux de « traîner à terre le pontife romain », d'être « un héros de coulisse » singeant Talma, de jouer « le fanfaron sans pudeur et sans foi ». Les Lyonnais blâmèrent la lâcheté du « grand Nicolas », qui envoie au carnage et au pillage filous, escrocs, voleurs... alors qu'il reste aux Tuileries. La satire des *Hommes à la mode* constate que « s'évader en poltron »

¹⁹⁴ P.-F. CASTELLAN, *Hist. de Lyon, sous la Restauration à l'aide des chansons* (Lyon, Boitel, 1848, in-12, 84 p.).

¹⁹⁵ Arrivée subite de Napoléon à Lyon (R. D. L., 1847, XXVI, p. 459-464).

¹⁹⁶ Couplets chantés au Gr.-Théâtre de Lyon, 7 mai 1815, en mémoire du pacte d'union fédérative ; Hymne chanté le 14 mai 1815 sur le Gr.-Théâtre. Chant de la Fédération du Rhône (F. C., in-8°, 4 p.).

est le propre de l'Empereur, et *Sauve qui peut* récapitule ses désertions : près de Memphis, dans l'antique Ibérie, en Russie... Mme Angot salue une dernière fois Nicolas et lui souhaite bon voyage chez Beizébuth¹⁹⁷.

« Le contentement naît du bien-être », déclarait le sous-préfet de Saint-Etienne en 1802, en se félicitant du « retour des Français à la gaieté, à la légèreté aimable, au cercle des plaisirs, hors duquel les avait jetés l'influence de la Révolution ». Il ajoutait : « On s'amuse beaucoup ici et, ce qui est d'un agréable augure, c'est que ces amusements sont partagés par toutes les classes des citoyens¹⁹⁸. » Chaque village organisait ses réjouissances, soit à l'occasion d'une date officielle, soit pour la fête patronale. Sonnerie de cloches, salves de boîtes, distribution de vin en constituaient les éléments. Les jeunes aimaient la danse, « avec passion », et partout s'ouvraient des salles, plus ou moins permanentes, au grand effroi des desservants. Partout reparaissaient les « vogues » satisfaisant le culte des traditions et le penchant pour les jeux en plein air. Ces réunions tapageuses ne plaisaient pas à tous les grands propriétaires; à la *Société d'Agriculture*, le comte de Laurencin en souligna les inconvénients : « Des apprêts plus ou moins longs les annoncent, un tumulte plus ou moins général en marque la durée; la lassitude et le repentir les suivent. Les villages des environs y fournissent ce que leur jeunesse a de plus effervescent. Des rixes s'engagent. » Souvent, les communes en profitent pour vider leurs querelles, la secousse révolutionnaire ayant accru la violence des caractères¹⁹⁹.

Les Lyonnais avaient aussi leurs distractions. Tous les ans, à Pâques, à l'Ascension, à Pentecôte, ils se portaient en foule à l'Île-Barbe dans des barques ornées de banderoles. « Des groupes de villageois, accourus de tous les environs, buvaient, chantaient et formaient des scènes à la Teniers »; des joutes se déroulaient sur la Saône au son d'une musique bruyante²⁰⁰. Pie VII fut choqué de voir un lieu de pèlerinage devenir un centre de fêtes baladoires. Des mesures de police cherchaient à empêcher la spéculation sur les bacs de passage, la dégradation des rives et surtout les accidents et les altercations²⁰¹. A Saint-Clair, une grande salle, édifiée en 1810, pouvait contenir sept cents personnes : on y donnait des concerts et des bals qui connurent un réel succès. Dans la ville, la municipalité et la police s'efforçaient de fermer les maisons de jeux de hasard; mais il subsistait « plusieurs tripots obscurs et sans aveu, et cinq ou six coupe-gorge » où la passion du jeu se déployait sans contrainte²⁰². On jouait au brelan, à l'écarté, au loto, mais surtout à la roulette²⁰³.

Aux Broteaux, le public trouvait le *Vauxhall*, le *Jardin de Paphos*, au titre alliciant, *l'Elysée*, aux attractions multiples... En 1810, deux

¹⁹⁷ Le chansonnier des Amis du Roi (Lyon, Chambet, 1815, 104 p., Coll. Godart).

¹⁹⁸ P. GONNARD, La conscription dans la Loire (*R. H. L.*, 1908, p. 99).

¹⁹⁹ E. LAURENCIN, *Observations sur les fêtes baladoires* (C. R. des travaux de la Soc. d'Agric., 1808).

²⁰⁰ MAZADE D'AVÈZE, *Lettres à ma fille*, 1810, I, p. 30.

²⁰¹ M. H. L., Ordonnance et arrêtés des 26 mars 1807, 27 mai 1808.

²⁰² E. d'HAUTERIVE, *La police secrète*, II, 12 févr. 1806, p. 259; 12 avril, p. 325; 1^{er} mai, p. 346.

²⁰³ G. VAUTHIER, Les maisons de jeu en province sous le Consulat et l'Empire (*Ann. Révol.*, 1918, X, p. 327-340), p. 333-337.

entrepreneurs présentèrent des marionnettes et ouvrirent un bal champêtre, où ils attirèrent, selon le commissaire de police, « tout ce qu'il y avait de plus abject tant en hommes qu'en femmes » ; le maire ajoutait que ces « gens du peuple » ne craignaient pas de blesser « les bienséances et les bonnes mœurs ». En cette même saison, Martin aîné présida l'inauguration d'une salle de danse ; des exercices équestres et un feu d'artifice accompagnèrent la soirée. Le tir à l'oiseau reparut en 1811 et rappela les anciens tournois « de nos preux chevaliers »²⁰⁴. Ces divertissements assuraient des ressources aux habitants des Broteaux qui restaient coupés de Lyon pendant l'hiver.

Là naquit un des premiers cirques français. A la veille de la Révolution, Antonio Franconi était parti à Paris louer le cirque Astley. Assisté de ses élèves et de ses enfants, il dirigeait « des exercices, avec plusieurs scènes et entr'actes amusants ». Il avait gardé, semble-t-il, la propriété de son entreprise lyonnaise puisqu'il demanda au Comité de Salut public un domaine national à Paris, où il dresserait les amateurs d'équitation, pour compenser les pertes subies à Commune-Affranchie. La Convention autorisa cet « excellent patriote » à se rendre à Lyon vérifier l'état dans lequel se trouvaient son manège, son théâtre, son magasin de costumes²⁰⁵. Ses fils poursuivirent leur carrière sous l'Empire. En 1806, Laurent accomplit une tournée provinciale de pantomime ; il s'occupait des chevaux et son frère Jean, dit Minette, préparait les scénarios²⁰⁶. A Lyon, il exécuta avec sa troupe *La fille hussard et le sergent suédois*, qui met en scène de nombreux militaires combattant les Turcs près de Belgrade. L'œuvre mêle les épisodes grotesques, la danse villageoise, les dialogues d'amour, les instants mélodramatiques²⁰⁷.

Plus caractéristique de l'esprit lyonnais fut l'apparition de Guignol. Elle est peu connue puisque le créateur n'écrivait pour ainsi dire pas. Ce qui est certain, c'est que ce divertissement est dû à la misère de son père spirituel, à la détresse provoquée par le siège, à l'amour du public pour les grivoiseries, les farces renouvelées des foires, les types populaires. Né dans le quartier laborieux de Saint-Nizier, dans une famille de canuts, Laurent Mourguet connut une vie difficile. Son oncle, instituteur, le forma quelque peu, mais l'enfant préférait flâner devant les échoppes d'artisans. A la veille de la Révolution, il s'installa comme taffetier à Saint-Georges. Chargé d'enfants, il subit les angoisses du temps, le déséquilibre du budget, le spectre du chômage. En 1795, établi à Saint-Paul, il se livra à toutes sortes de besognes. Marchand forain dans les campagnes, il vendit des remèdes souverains pour conjurer le mauvais sort ou guérir les entorses. Avec son imagination fertile, il soutira les assignats.

Sous le Directoire, il est dentiste et opère tantôt chez lui, tantôt en plein vent. Pour attirer les patients et leur faire oublier leurs souffrances, il monte un théâtre analogue à celui de Brioché au siècle pré-

²⁰⁴ A. D. R., T 435, Dossier Tamet et Coquet, 3 mai-28 juin 1810 ; — Requête au maire de la Guillotière, 20 juin 1811.

²⁰⁵ Arch. parlement., LXXVIII, p. 391. 17 brumaire an II (7 nov. 1794).

²⁰⁶ A. N., F. 17A 1293, Lettre des frères Franconi au ministre de l'Intérieur, 13 sept. 1806.

²⁰⁷ J.-G. CUVELIER, *La fille hussard* (Paris, Barba, 1805, 16 p.),

cèdent. Peu à peu, ce qui était accessoire publicitaire et anesthésie sommaire devint la ressource principale. En 1804, Mourguet dressa aux Broteaux, dans le jardin du Petit Tivoli, un bâti léger de perches et de toiles peintes, une scène avec fronton, une bande servant de proscenium. Il découvrit un collaborateur habile en la personne de Lambert Ladré, surnommé le Père Thomas. Avec ce comédien ardennais, il joua des scènes burlesques et des farces improvisées, comme le faisaient à Paris Nicolet et Galimafré. C'était la mode : Mourguet interpréta, avec verve et gaieté, le répertoire habituel, greffant des réparties sur un canevas conducteur.

En 1805, à la suite d'un incident, les deux compères se séparèrent. Mourguet partit au Jardin chinois, en face du Tivoli, où Thomas continua à séduire le public par ses pantomimes. Par jalousie, Mourguet aurait conçu Gnafron, le savetier amoureux de la bouteille, à l'image de son rival. Il le présenta dans son castelet à Saint-Paul, près de l'endroit où Molière avait joué en 1653. Bientôt, Thomas le rejoignit; la querelle n'avait pas été grave, ni la vengeance terrible. Ils donnèrent des spectacles variés, ombres chinoises, très en vogue, et marionnettes traditionnelles. Cherchant toujours sa voie, Mourguet s'embaucha comme machiniste dans une Crèche, où l'on représentait des pastorales et des épisodes bibliques; il se chargea de la mise en scène, toujours compliquée, avec apparition d'anges et d'étoiles. Tenant le rôle du Père Coquard, l'homme du peuple qui commente le mystère, il analysa les goûts du public. L'accorte Colombine, le poltron Gilles, le niais Jocrisse commençaient à lasser. Le succès de Gnafron encourageait. Peu à peu, Mourguet sculpta ses poupées et, en 1808, s'ouvrit le *Théâtre du Guignolant*.

Animer des marionnettes ne constitue pas une nouveauté : Voltaire et Mme du Châtelet s'en divertissaient et, au XVIII^e siècle, Lille, Amiens, Marseille créèrent les leurs. Mais en Guignol transparait l'âme d'une classe et se réfléchissent les mœurs d'une époque. Le nom lui-même déroute les étymologistes, et ce peut être, comme Harpagon ou Tartufe, un assemblage de syllabes choisies pour leur sonorité. Son visage est narquois, sa voix aiguë, ses gestes sobres. Sa queue de cheveux nattés, trace d'Ancien Régime, a résisté à la Révolution. Les sourcils arqués donnent l'impression d'insouciance et d'étonnement; alors que les marionnettes amusent par leur nez, crochu ou pointu, Guignol possède un petit nez camard qui provoque un effet de surprise. Son costume consiste en une souquenille de serge, un paletot marron et surtout cette invraisemblable coiffure que l'on a considérée comme une parodie du chapeau impérial.

Guignol symbolise la jeunesse impulsive, sans méchanceté, ironique et goguenarde. Certes, ce bon garçon cogne avec sa trique, mais il fait plus de bruit que de mal, des mots plaisants rythment ses coups et il aime tant se réconcilier ! Canut de la montée du Gourguillon, il vit dans son atelier et garde ses apparences simples, mais pas à la manière de Jocrisse. Son esprit, prompt à la réplique, se révèle fertile en expédients. Même dans ses souffrances, il témoigne un remarquable souci de dignité personnelle, faite d'amour du travail, de goût de l'ordre, de probité sans tache. Il reste fidèle à Madelon et le théâtre de Mourguet ne réserve aucune place à l'adultère, au mari trompé, à la fille séduite. Son existence paraît difficile; il se nourrit mal et soulage sa bile par

des imprécations, voire des bastonnades, contre « les gredins de propriétaires et les scélérats de regrattiers » ; le plus souvent, il lance une « gognandise ». Quel que soit son état dans la pièce, domestique, ouvrier ou paysan, il ne montre jamais le machiavélisme d'Arlequin, ni le désenchantement de Pierrot. Plus sain, plus optimiste, il ne renonce jamais à la lutte. Peut-être s'apparente-t-il en certains moments à Figaro, qui fut presque son contemporain.

Son partenaire est plus âgé. Gnafron porte une redingote longue, un tablier de cuir, un immense chapeau haut de forme, en poil de lapin. Son nom paraît emprunté à Plaute. Il ne soigne pas son physique : ses dents sont laquées par le tabac, son nez est cardinalisé, sa voix atteste une laryngite chronique, qui peut provenir du climat lyonnais aussi bien que de son intempérance. Gnafron ne verse cependant pas dans l'alcoolisme banal. Fils de Rabelais, il est beau parleur, tour à tour grave, sentencieux, aphoristique ; il conserve un levain de parler auvergnat, car il vient de cette province, comme tous les savetiers.

Madelon possède une chevelure blonde et des yeux assez inexpressifs. Elle a des qualités : elle est sage, économe, proprette ; mais elle est nerveuse, acariâtre même. De sa voix de fausset, elle gronde sans cesse. Autour de ces trois héros, évoluent les comparses. Le propriétaire avare ressemble un peu à Cassandre, la dupe de Colombine, dans la comédie italienne. Le Bailli, avec ses fortes lunettes, offre une cible aux lazzi dirigés contre la justice et l'autorité. Ce qui frappe, ce sont les lacunes de cette galerie. Les types classiques de la *commedia dell'arte* ne sont pas là : Pédant, le discoureur ou Léandre, l'amant professionnel. Peu de femmes aussi, pas de Sérafine ou d'Isabelle. Pas de coquettes, d'ingénues enfantines. Mourguet, père d'une nombreuse famille, n'a mis en scène ni mère, ni enfants. Aucune belle-mère ne lui fournit le nœud d'une intrigue.

Le répertoire ne fut rédigé que longtemps après sa mort, d'après la tradition conservée par ses descendants. Laurent Mourguet bâtissait seulement le canevas de ses œuvres, et les acteurs brodaient au gré de leur inspiration. Tantôt il puisait ses éléments dans l'observation des mœurs, tantôt il empruntait ses sujets au répertoire des foires, à celui de Molière ou de Régnard. *L'habitant de la Guadeloupe* lui suggéra son chef-d'œuvre, *Les frères Coq*. Dans *Le pot de confiture*, il imite *Le désespoir de Jocrisse*. *Le marchand d'aiguilles* se situe dans la lignée du *Bourgeois gentilhomme*, et *Le testament* dans celle du *Légataire universel*. La pièce, *Les couverts volés*, s'apparente à une féerie allemande du XVIII^e siècle. De sa propre expérience, il tira *Le dentiste*... La plupart des pochades attribuées à Mourguet séduisent par le naturel des situations, la peinture des caractères, la bonhomie des accents²⁰⁸.

La langue représente le premier élément du comique. Le vocabulaire comprend de multiples termes de métier, mais Guignol invente des mots pour leur harmonie, Gnafron déforme des expressions savantes, que l'habitude des réunions publiques et la lecture du journal ont pu lui enseigner. Les métaphores et les comparaisons enchantent par leur imprévu, leur vivacité, leur fantaisie. A cet égard, les scènes d'injures, comme celles de la *Brouille*, sont particulièrement riches. L'accentuation

²⁰⁸ J.-B. ONOFRIO, *Le théâtre lyonn. de Guignol* (Lyon, Scheuring, 1865-1870, 2 vol.).

ajoute son charme : la gaieté des intonations naïves, malicieuses et chantantes distingue Guignol, et la voix de rogomme caractérise Gnafron.

Comme dans les farces de Molière, ce langage, plein de verdeur, s'adapte à merveille aux évolutions. Techniquement, la marionnette de Mourguet est supérieure à ses devancières, pendues au plafond. C'est un pantin sans fil : l'index dans la tête, le pouce et le médius glissés dans les manches, l'acteur insuffle la vie à la poupée. Mourguet recourt rarement aux procédés faciles : le comique de répétition apparaît dans *Le portrait de l'Oncle*, la vantardise dans les *Souterrains du château* ; c'est peut-être une intention satirique, à l'adresse des auteurs de mélodrame, qui explique la cascade de reconnaissances qui termine le *Déménagement*. Mourguet a ainsi renouvelé un genre en lui conférant un cachet local et une valeur humaine. Il a utilisé la verve populaire qui fleurissait alors. Pendant la crise révolutionnaire, une foule de pamphlétaires l'avaient exploitée. Le maître ouvrier Satinard ne semble-t-il pas de la même famille quand il raconte à M. de l'Aunage, marchand fabricant, l'élection qui vient d'avoir lieu pour la garde nationale ? La « mare Téta » se moque des Parisiens d'une façon qui annonce Madelon, le père Mathurin raille ceux qui voient partout des « socrates », un mandement parodique dénonce la gourmandise de Marbeuf, et une déclaration des droits de la femme enregistre leur loquèle... Une parenté de Guignol pourrait se découvrir ²⁰⁹.

Comme les Lyonnais, il est marqué par son dur labeur, exigeant force et habileté ; il vit au battement de son métier, s'efforce de surmonter sa misère et allie volontiers à l'esprit pratique l'amour de l'idéal. Les contrastes et les réactions déconcertantes de la cité se reconnaissent dans les propos de Gnafron, voire dans l'asymétrie du visage de Guignol ²¹⁰.

5. LES SPECTACLES

Le théâtre l'emportait encore sur toutes ces distractions. Le régime de liberté, établi en 1791, avait provoqué une multiplication des salles qui inquiéta Prat, directeur du théâtre principal sous le Consulat. L'un des concurrents les plus sérieux était le *Théâtre d'Emulation*, installé dans le couvent des Bleues-Célestes, qui attirait par son modique prix d'entrée les « citoyens peu aisés » ²¹¹. Au pied de la Croix-Rousse également, des amateurs composaient la troupe du *Théâtre de la Sphère*, parfois dénommé Saint-Marcel, et le *Théâtre du Petit Forez* comptait lui aussi une clientèle d'origine modeste. D'autres entreprises prodiguaient les visions mystérieuses avec jeux d'ombre et apparitions de revenants, les exercices de funambules, les exhibitions d'automates ²¹²...

²⁰⁹ Les électeurs ignorants, dialogue entre M. de l'Aunage, marchand fabricant, et le sieur Satinard, maître-ouvrier en soie, 1790.

²¹⁰ J. GODART, Guignol et l'esprit lyonn. (*R. H. L.*, 1909, p. 241-254).

²¹¹ A. D. R., T 420, Lettre de Prat au Préfet, 1^{er} nivôse an IX (22 déc. 1800).

²¹² G. VÉRICEL, Tableau des spectacles et des plaisirs de Lyon, 1804 (*Lyon-Revue*, 1887, XII, p. 160-163).

Une circonstance matérielle aggravait la situation du Grand-Théâtre. L'acquéreur du bâtiment, Aymar de Saint-Ferréol, en avait rétrocédé la moitié à plusieurs personnes, en particulier au maire de l'Arrondissement du Nord, Parent. Les propriétaires le louaient à une Compagnie de vingt-deux actionnaires qui se chargeaient de la partie artistique. Chacun voulait réaliser un bénéfice et la gestion fut délicate. Prat se plaignit de l'abus des billets de faveur et en vint à réclamer au préfet Verninac le montant de la location de sa loge. Son successeur Perlet, qui gérait en même temps le *Théâtre des Célestins*, adressa même une réclamation au ministre de l'Intérieur à ce sujet ²¹³. Quand Bureaux de Puzy arriva en 1802 à la Préfecture, Perlet en profita pour lui énumérer ses difficultés en insistant sur le succès des théâtres secondaires, comme celui des Annonciades, et sur la médiocrité de leur répertoire ²¹⁴. Alors que la ville a perdu sa richesse et une partie de sa population, le nombre des salles s'est accru. « On fait la queue à la porte » du *Théâtre des Célestins*, les canuts fréquentent le *Théâtre d'Emulation*, deux jolies actrices ravissent les habitués du *Théâtre des Capucins*. Dans ces conditions, le *Théâtre des Terreaux* subit un déficit annuel de l'ordre de 20 %. Perlet souhaitait une réglementation : il faudrait interdire ces petits spectacles, comme le préfet l'a décidé à Rouen, ou les contraindre à verser un tribut à la scène principale, comme cela se fait à Besançon ²¹⁵.

Le commissaire de Police soutint cette proposition et conseilla d'éliminer les « théâtres obscurs et économiques qui corrompent le peuple en l'habituant à des plaisirs factices ». En 1806 seulement, le maire et le préfet fermèrent les théâtres de la *Gaieté* et de l'*Emulation* en alléguant l'insécurité des salles. A vrai dire, la mesure avait été motivée par le choix des pièces qui tendaient « plus à détruire les bons principes qu'à corriger les vices des ouvriers » ²¹⁶.

Afin d'élaborer un règlement, le gouvernement sollicita un rapport circonstancié sur les deux théâtres. Celui des Terreaux représentait les grands genres devant un public de huit cents personnes; celui des Célestins, avec un programme de variétés, en recevait quatre cents; le mélodrame et les pièces à décoration constituaient sa recette essentielle, et le comte d'Herbouville estimait qu'il fallait, malgré les moments difficiles, maintenir les deux troupes ²¹⁷. Au contraire, les actionnaires du Grand-Théâtre tentèrent de s'assurer le monopole des spectacles, la liberté, « qui devait aiguillonner le génie et faire éclore le talent », a abouti à un gaspillage de la clientèle. Dans une cité manufacturière, comme Lyon, « le nombre des riches est fort petit » et l'économie est « le principe de toutes les fortunes » : les spectateurs se dispersent au lieu de venir applaudir les chefs-d'œuvre de la scène au Grand-Théâtre. La Compagnie, qui avait voulu « rendre à une ville, naguère la seconde de l'Europe, un spectacle digne d'elle », supporte un déficit croissant.

²¹³ A. N., F21 1209, Lettre de Perlet au ministre Chaptal, 15 frimaire an XI (6 déc. 1802).

²¹⁴ A. D. R., T 416, Lettre de Perlet au préfet, 30 ventôse an XI (21 mars 1803).

²¹⁵ *Ib.*, T 420, Lettre de Perlet au préfet, 7 germinal an XII (28 mars 1804).

²¹⁶ *Ib.*, T 416, Ordonnance concernant les spectacles, 19 avril 1806.

²¹⁷ *Ib.*, T 416, Rapport du préfet à Pelet de la Lozère, 29 mai 1806.

Il faut lui réserver l'exclusivité ou condamner les rivaux à remettre le quart de leurs recettes. Sans cela, le Grand-Théâtre fermera ses portes et « le public ne perd pas ses jouissances sans murmurer » ²¹⁸.

La lutte se circonscrivait entre le Théâtre des Terreaux, protégé par le gouvernement et la police, et l'Ecole des mœurs, soutenue par le public, le maire, le préfet même. Soupçonnant cette hostilité, Perlet pria le comte d'Herbouville d'acquitter le prix de sa place, ce qui aggrava la situation ²¹⁹. Quand le décret du 8 juin 1806 accorda des avantages aux scènes principales et délimita l'activité des troupes à Paris, les autorités lyonnaises proposèrent d'étendre cette mesure à la province. Le ministre Champagny admit ce principe, mais conseilla de racheter le bâtiment des Terreaux; pressentis, les propriétaires manifestèrent des prétentions excessives, et la Compagnie dut poursuivre son exploitation. Selon le règlement du 25 avril 1807, elle devait puiser ses œuvres dans les répertoires des théâtres de l'*Empereur*, de l'*Impératrice*, de l'*Opéra*, le programme des *Célestins* comprenait les genres interprétés au *Vaudeville*, aux *Variétés*, à la *Porte Saint-Martin* ²²⁰.

Comme pour la presse, cette législation aviva les jalousies. Désormais, les deux concurrents surveillèrent leurs affiches respectives. Philippe Brûlo, le directeur du Grand-Théâtre, dénonça à la préfecture les irrégularités commises par son confrère. Lui-même se présentait comme une victime : il s'efforce de « faire fleurir l'art dramatique qui, en améliorant les mœurs, répand encore la lumière de l'instruction et propage les lettres »; sa troupe honore « une cité que l'auguste chef de l'Etat illustre quelquefois de sa présence ». Or, il se heurte à la concurrence ruineuse du théâtre secondaire qui fait représenter des pièces des premiers genres, possède passagèrement des artistes de la capitale et même de l'Ecole impériale de musique. La clientèle ne suffit plus : depuis l'ouverture de la seconde scène, la population lyonnaise a diminué d'un tiers et elle comprend maintenant des « industriels, manufacturiers occupés à réparer leurs fortunes renversées par les orages politiques... Une faible portion peut jouir du délassement des spectacles ». Si l'administration n'élimine pas le rival, le Grand-Théâtre renoncera à la lutte. Appuyant cette pétition, les administrateurs retracèrent l'histoire de la question, déplorèrent l'augmentation des charges et conclurent à la nécessité de fermer la scène des *Variétés* ²²¹.

Le Grand-Théâtre n'obtint pas le monopole convoité. Le préfet rappela que les bals, les concerts, les courses équestres étaient soumis au droit des indigents et nomma Pierre Séran, gérant des Célestins pour la saison 1808. Déçu, Brûlo renouvela ses doléances auprès du commissaire de police; au temps de la prospérité, disait-il, un seul théâtre fonctionnait et, cependant, les directeurs ne s'enrichissaient pas, « si l'on excepte Mlle Lobreau qui, la première, a exploité ce théâtre avec des avantages tout particuliers ». La création d'une seconde salle pro-

²¹⁸ A. N., F21 1209, Pétition de Ch. Caillat et d'H. Deloche au ministre de l'Intérieur, 1806.

²¹⁹ A. D. R., T 420, Lettre de Perlet au préfet, 13 janv. 1806.

²²⁰ A. N., F17 A 1293, Règlement pour les théâtres (Paris, Impr. nat., 1807, 20 p.).

²²¹ *Id.*, F21 1209, Observations des administrateurs du Gr.-Théâtre à l'appui de la pétition présentée le 16 oct. 1807 à M. le Ministre.

voqua la ruine des administrateurs successifs. Actuellement la Compagnie, qui tente sans but lucratif de maintenir le spectacle, abandonnera la partie si on laisse le *Théâtre des Célestins* accaparer les genres goûtés des Lyonnais ²²².

Le commissaire en référa au conseiller d'Etat. Il se défendit d'épouser les vues du directeur relatives à la partialité du préfet. « Ce magistrat a trop de sagesse, trop d'expérience pour prendre d'autres déterminations que celles de la justice et des convenances. » Mais il est vrai que les deux troupes se disputent un public trop restreint de l'ordre de 4 000 personnes. L'autorité doit intervenir, comme à Bordeaux, si elle veut sauvegarder à côté « des mélodrames et des plates arlequinades » une « école des arts et des talents dramatiques » ²²³.

Chacun protégeait ses intérêts sous le couvert de principes : la valeur des grands genres pour le *Théâtre des Terreaux*, la nécessité de distractions dans une cité populeuse, pour celui des Célestins. Le principal se plaignait de la concurrence du secondaire, celui-ci du foisonnement des divertissements. En 1807, le directeur des actionnaires des Célestins plaida sa cause à son tour : il attire un public d'habitues par la variété et surtout la nouveauté de ses programmes, il dispose de 48 acteurs, danseurs, figurants, de 18 musiciens, 28 accessoiristes, soit près de cent personnes, et ses charges s'alourdissent : le loyer a été augmenté depuis le départ d'Armand qui a laissé la comptabilité en désordre; le déficit représente 18 % des recettes. En avril 1808, un nouveau bilan fut dressé : pour les cinq derniers mois, les ressources et les dépenses s'équilibraient à peu près, mais les remarques pessimistes persistent : Armand a emporté le montant des abonnements, la municipalité n'a autorisé que quatre bals parés; pour garnir le parterre, il faut distribuer beaucoup de billets gratuits... Il semble difficile de faire vivre deux théâtres à Lyon, « tant que la paix n'existera pas » ²²⁴.

André Devouge, qui avait acheté en 1785 le ténement des Célestins, montra que la réunion des deux gestions avait nui à la scène secondaire, et que leur rivalité s'affirmait salutaire; il fit valoir que le *Théâtre des Célestins* vivifiait « un quartier agréable, salubre et plein de mouvement » ²²⁵. Le ministre Crétet consulta le préfet qui, répétant les mêmes arguments, conclut à l'utilité des deux troupes, et le chef de la Division des Beaux-Arts admit ce point de vue : Lyon peut faire vivre deux entreprises et il ne faut pas oublier que, « de tous les divertissements, le moins dangereux pour le peuple est celui du spectacle » ²²⁶.

En réalité, les actionnaires du Grand-Théâtre s'estimaient dupés. Ils avaient espéré ranimer l'activité théâtrale; « un dévouement aussi généreux aurait dû leur concilier la bienveillance et même une protection toute particulière des autorités administratives. Ils n'éprouvèrent que des tracasseries ». La municipalité repoussa toutes les solutions qu'ils

²²² *Ib.*, F21 1209, Lettre de Brûlo au commissaire de police, 3 nov. 1807.

²²³ *Ib.*, F21 1209, Lettre du commissaire Dubois au conseiller d'Etat, 7 nov. 1807.

²²⁴ A. D. R., T 420, Tableaux raisonnés de la situation du Théâtre des Célestins, dit des Variétés, nov. 1807.

²²⁵ A. N., F21 1209, Pétition présentée par A. Devouge, co-propriétaire et administrateur des Célestins, 12 fév. 1808.

²²⁶ *Ib.*, F21 1209, Rapport présenté par le chef de la 3^e Division des B.-Arts au ministre de l'Intérieur, s. d.

proposèrent pour assurer la rentabilité de l'entreprise. Ils redoutent maintenant la faillite. Le Bureau des Arts conseilla de racheter le local pour réduire les frais ²²⁷.

En mars 1808, Fay de Sathonay accepta le principe du rachat. « Ce n'est plus aujourd'hui, écrivait-il au préfet, une question de savoir si, dans une grande ville, le spectacle est de nécessité publique. » La municipalité doit posséder elle-même le bâtiment pour ne point subir le caprice des propriétaires et des locataires. Elle évalua le prix du théâtre en tenant compte que les acquéreurs avaient payé la majeure partie en mandats territoriaux et que les événements de l'an II avaient dégradé la construction. Ses propositions parurent dérisoires et les propriétaires restèrent intransigeants ²²⁸.

Devant le déficit avoué par la Compagnie des actionnaires, le préfet lui demanda si elle espérait poursuivre son entreprise et continuer de jouer les quatre genres qui lui étaient réservés. Le fondé de pouvoir du Grand-Théâtre n'osa s'engager : il ne recevait aucune aide et des charges croissantes pesaient sur sa gestion. Le maire redoutait une fermeture qui compromettrait les recettes du Bureau de Bienfaisance, et déjà il envisageait d'augmenter la perception à l'entrée des Célestins. Immédiatement, le directeur de cette salle reprit ses plaintes : « La classe ouvrière ne remplit pas comme autrefois notre enceinte. De nouveaux spectacles établis dans notre voisinage ont encore diminué nos bénéfices ²²⁹. »

En avril 1808, à la fin de la saison théâtrale, Brûlo abandonna la partie, rejetant la responsabilité sur la mauvaise volonté de la municipalité. Le ministre déplora cette situation qui privait Lyon de « la représentation des chefs-d'œuvre de la scène française » et conseilla de rechercher une troupe susceptible d'interpréter la tragédie, la comédie et le drame, sans négliger l'opéra-comique. Le gestionnaire du Grand-Théâtre suggéra de faire appel à l'équipe de Genève, à laquelle pourraient se joindre des artistes de l'Opéra-Comique, comme Elléviou. Le conseiller de préfecture écarta cette solution ²³⁰.

Après diverses négociations, un arrêté préfectoral, en août 1808, confia la direction à Michel Delisle et à Philippe Brûlo et réduisit d'autorité le montant du loyer. Les actionnaires, sorte d'intermédiaires entre les propriétaires et la troupe, protestèrent contre cette décision ²³¹.

Le directeur des Célestins, Louis Ribié, profita des difficultés de son rival. Malgré l'arrêté de juillet 1807 spécialisant les scènes, il présenta une vedette parisienne qui excellait dans les grands genres, mais il réagit quand son confrère monta une pantomime. « Le Grand-Théâtre est trop riche de son propre fonds pour vouloir s'approprier une portion des futilles attributions du petit : ce serait placer un Callot à côté d'un Corrège ²³². » Ribié tenta même, pour diminuer ses frais, de s'appuyer sur la loi de 1799 relative aux divertissements, pour échapper à la taxe destinée aux indigents. Mais Delisle veillait et il dénonçait

²²⁷ *Ib.*, F21 1209, Rapport du Bureau des B.-Arts à l'Empereur, févr. 1808.

²²⁸ A. D. R., T 417, Lettre du maire au préfet, 30 mars 1808.

²²⁹ *Ib.*, T 415, Corresp. du 8 au 11 avril 1808.

²³⁰ A. N., F21 1209, Lettres du directeur du Gr.-Théâtre au ministre de l'Intérieur, 26 avril 1808; du ministre de l'Intérieur au préfet, 25 mai 1808.

²³¹ A. D. R., T 420, Arrêté du maire, 11 nov. 1808.

²³² *Ib.*, T 420, Corresp., juin à oct. 1809.

au préfet les empiétements de Ribié : celui-ci intitulait mélodrames des ballets du genre noble et au besoin modifiait les actes, il invitait des artistes appartenant à l'Opéra et à l'Académie impériale. Delisle voulut puiser à son tour dans le répertoire de son adversaire et jouer deux mélodrames de Louis Caignez, avec un acteur du *Théâtre Feydeau*. Ribié l'apprit, en avisa le préfet et le ministre de l'Intérieur. Celui-ci condamna Delisle. « Le Racine des boulevards », comme on avait surnommé Caignez, n'était pas destiné au Grand-Théâtre. La réglementation impériale se propose avant tout de sauvegarder l'art classique, il faut la respecter et empêcher Delisle de choisir des mélodrames et des vaudevilles ²³³.

Cette concurrence engendra des soirées agitées au *Théâtre des Célestins*. Au printemps 1810, des jeunes gens du barreau firent du tapage à l'instigation de Delisle. En ce véritable « rendez-vous du peuple », la licence régnait ²³⁴. Le maire dut envoyer désormais deux agents au Grand-Théâtre et six aux Célestins, il en restait peu pour les autres services, et il s'en préoccupait car l'heure des spectacles coïncidait avec le moment où les ouvriers quittaient leurs ateliers ²³⁵.

Ces « fureurs indiscrètes » ne parvinrent pas à sauver Delisle. Les locataires prétendaient que les autorités locales cherchaient à ruiner l'entreprise pour rendre les vendeurs plus traitables. « Dans toutes les circonstances, disaient-ils, on ne cessa de protéger sur le théâtre secondaire la confusion des genres. La foule déserta le théâtre persécuté pour se porter au théâtre favorisé. » Ils obtinrent le renvoi de Delisle et une saisie révéla son insolvabilité ²³⁶.

Ribié sollicita la direction des deux théâtres, vantant sa réussite aux Célestins : il faisait vivre cinq cents personnes ! Un arrêté préfectoral, en février 1811, lui accorda satisfaction. Delisle se contenta de lui écrire : « Des propos peuvent empoisonner les meilleures intentions. Je vous prie de vous mettre en garde contre les flatteurs, et il y en a beaucoup dans la caste dramatique ²³⁷. » Depuis octobre 1810, le Conseil municipal avait repris les négociations pour acquérir le Grand-Théâtre, mais il était difficile de convertir le papier-monnaie de l'an IV en francs de germinal, et les experts ne parvinrent pas à mettre les parties d'accord. Une fois de plus, la municipalité manifesta une extrême parcimonie qui aboutissait à maintenir la situation compliquée d'une salle louée par les propriétaires à une Compagnie qui la sous-louait au directeur de la troupe ²³⁸.

Ribié éprouva vite les mêmes difficultés que ses prédécesseurs : le droit des indigents lui paraissait excessif, la concurrence des petits spectacles des Broteaux le privait de la clientèle populaire. Ayant présenté une danseuse de l'Opéra, il la produisit aux Célestins, malgré l'interdiction municipale; arrêté, il fut bientôt relâché, car il jouissait

²³³ *Ib.*, T 420, Lettres du fondé de pouvoir et du directeur du Gr.-Théâtre au préfet, 19 et 26 fév. 1810, de Ribié au préfet, 19 mars.

²³⁴ A. N., F7 8611, Troubles aux Célestins (Bull., 21 mars 1810).

²³⁵ A. D. R., T 426, Lettre du baron de Vauxonne au préfet, 13 févr. 1811.

²³⁶ *Ib.*, T 417, Rapport des actionnaires du Gr.-Théâtre au préfet, 1^{er} févr. 1811.

²³⁷ *Ib.*, T 420, Lettre de Delisle à Ribié, 28 févr. 1811.

²³⁸ *Ib.*, T 417, Arrêté préfectoral du 15 févr. 1811, rapports des experts, 20 janv. et 17 mars 1812.

de hauts appuis. Il a « une grande activité, reconnaissait le maire, et beaucoup d'amour-propre. Il conduit très bien son théâtre, mettant une très grande importance à faire donner les acteurs qu'il a amenés de Paris »²³⁹.

Ribié sollicite une subvention auprès de la municipalité. Fay de Sathonay rappela d'abord à ses collègues, en février 1812, les vicissitudes du Grand-Théâtre, la création de la Compagnie d'actionnaires, la fermeture de 1808, la direction de Delisle, le privilège de Ribié... Puis il aborda la question financière : Ribié avait fourni des estimations pessimistes et annonçait une faillite imminente; or, la Commission désignée pour apurer son budget trouva une comptabilité en désordre et une situation moins dramatique. Elle fit remarquer au Conseil : en novembre, Ribié « ne voyait rien qui pût parer sa chute; il s'est écoulé quatre mois et demi et il est encore sur ses pieds ». On lui accorda néanmoins un secours²⁴⁰.

Il fallait faire approuver le principe par le baron Quinette qui contrôlait les comptabilités communales. Le préfet alléguait la nécessité d'assurer des ressources au Bureau de Bienfaisance. « Le plus léger retard peut enlever au directeur les derniers restes de son crédit artificiel et faire crouler entièrement une entreprise qui ne se relèverait plus qu'à grands frais. » Il fit part de ses inquiétudes. « Le Grand-Théâtre est fermé à l'occasion de la fin de l'année théâtrale. Mais il ne peut se rouvrir faute de ce secours impatiemment attendu. » Non payés, les fournisseurs, les acteurs, les gagistes s'approprient à quitter Lyon. Or, « la conservation de ce Grand-Théâtre est impérieusement prescrite par le bon goût et l'ordre public ». Il faut subventionner l'entreprise²⁴¹. Le Bureau des Sciences et Beaux-Arts essaya d'apitoyer le ministre de l'Intérieur en rappelant que le préfet avait promis à Ribié de le seconder quand il le pria de cumuler les deux directions. Le directeur a sacrifié sa fortune sans pouvoir acquitter ni le loyer, ni le droit des pauvres; le Conseil municipal, n'ayant pu racheter la salle, consent à verser une maigre somme à Ribié. Il faut l'admettre, car dans la seconde ville de l'Empire, il serait « peu convenable et peut-être dangereux que le Grand-Théâtre ne fût pas ouvert »²⁴². En vain. Il fallut abandonner Ribié.

Le préfet entra aussitôt en pourparlers avec Lainé, un ancien acteur de l'Académie impériale. Il lui attribua la double direction et un droit de prélèvement sur les bénéfices des concurrents, mais Lainé dut se rendre au ministère pour mettre au point les clauses de son contrat. Le second théâtre se trouvait seul en activité, « en opposition aux précédents arrêtés qui avaient toujours eu pour but le soutien du Grand-Théâtre »; il importait de reprendre « la représentation des chefs-d'œuvre de la scène française » et, en juin 1812, un arrêté fixa la double mission de Lainé²⁴³.

²³⁹ A. N., F7 8611, Mise en détention de Ribié, 19 août 1811.

²⁴⁰ A. D. R., T 421, Situation de Caisse au 20 oct. 1811, par Ribié; rapport sur la situation du Gr.-Théâtre, par F. de Sathonay, 18 févr. 1812.

²⁴¹ A. N., F21 1209, Arrêté de Bondy, 22 mars; lettres du préfet au directeur gén. de la Comptabilité, 24 mars 1812, au ministre de l'Intérieur, 24 avril 1812.

²⁴² *Ib.*, F21 1209, Rapport du Bureau des Sciences et B.-Arts au ministre de l'Intérieur, s. d.

²⁴³ *Ib.*, F21 1209, Arrêté préfectoral du 12 juin 1812.

L'obstacle habituel reparut : les actionnaires refusèrent la salle au nouveau directeur. Ribié, qui avait accepté de payer l'arriéré du loyer par tranches en 1811, n'avait pu respecter ses engagements. Cette fois, en 1812, ils exigeaient des garanties, une indemnité immédiate et la résiliation du bail. Au fond, ils cherchaient à ne plus jouer ce rôle d'intermédiaires entre les propriétaires et le directeur. L'expulsion, exécutée par le commissaire de police, mit fin à leurs transactions. Ils se montrèrent ensuite plus conciliants pour louer le magasin, la bibliothèque et les accessoires à Lainé, à condition qu'il n'utilise pas les vêtements pour les représentations aux Célestins²⁴⁴.

Le préfet tenta de régler les démêlés financiers et de faire procéder au rachat du bâtiment. La municipalité demeura sur ses positions, refusa toutes dépenses et ne versa à Lainé que la moitié de la prime promise. Assez curieusement, le cumul entre les mains de Lainé ne supprima pas la vieille rivalité entre les deux scènes. Celle des Célestins monta plusieurs œuvres, en particulier *Le mariage de Figaro*, inscrites au répertoire du théâtre principal. Le maire et le préfet invitèrent Lainé à ne pas enfreindre la réglementation à l'insu de l'autorité municipale; néanmoins, ils lui permirent d'ouvrir chaque soir le petit théâtre²⁴⁵.

Les difficultés s'accrurent pendant l'hiver 1814. Lainé avait obtenu en 1812, par arrêté préfectoral, une exonération partielle des droits d'auteur; le gouvernement annula la mesure. Sous la première Restauration, il cessa à nouveau de les payer. Les écrivains protestèrent. Il fit de même pour le droit des pauvres. Le fermier, se trouvant en retard des paiements depuis mai 1812, accusa de négligence le directeur des spectacles. Celui-ci fit valoir les pertes que l'occupation alliée avait provoquées. Il rappela que le maire lui avait promis de l'affranchir de cette servitude et affirma qu'il avait dû emprunter et vendre ses effets pour boucler son budget²⁴⁶. Il sollicita un abonnement au Bureau de Bienfaisance, exposant les inconvénients de la perception de la taxe à l'entrée. « Il a été reconnu de tous les temps que la porte des spectacles est la chose qu'il fallait le plus surveiller »; les six cents abonnés du théâtre n'acquittent pas immédiatement leur cotisation, et le directeur se voit contraint d'avancer leur taxe. De même, pour assurer le succès des bals, il faut prodiguer les invitations, or, le Bureau de Bienfaisance exige la contribution de tous les présents. Un abonnement faciliterait la comptabilité²⁴⁷.

Le préfet défendit cette solution auprès du ministre. Les taux des places n'ont pas varié depuis trente ans, alors que les appointements des acteurs, les décors, les frais accessoires ont plus que doublé. Les « recettes ont diminué par suite des calamités publiques qui ont pesé et pèsent encore sur cette ville ». Le Conseil de préfecture ajouta que, de toute façon, le Bureau de Bienfaisance devait recevoir son dû. « Les besoins des malheureux ne furent jamais plus étendus et, diminuer leurs ressources, ce serait aggraver leur position. » Les théâtres ont

²⁴⁴ A. D. R., T 417, Lettres des actionnaires au préfet, 3 juin 1812; du préfet à l'adjoint Laurencin, 5 juin; P.-V. du commissaire, 6 juin.

²⁴⁵ *Ib.*, T 421, Lettre du comte de Bondy à F. de Sathonay, 1^{er} déc. 1812.

²⁴⁶ *Ib.*, T 421, Lettre de Lainé au maire, 14 avril 1814.

²⁴⁷ A. N., F²¹ 1209, Pétition de Lainé au ministre de l'Intérieur, 15 juin 1814.

été boudés depuis janvier, désertés pendant l'occupation autrichienne, mais le retard dans les versements date de Ribié. Il convient de ne point ralentir les secours. D'ailleurs, « l'heureux avènement de Louis le Désiré au trône de ses ancêtres, l'affluence des étrangers à Lyon occasionnée par l'arrivée et le séjour des princes et princesses de la famille royale, leur assistance au spectacle, les représentations données pendant plus d'un mois par les acteurs et les actrices de la capitale ont infailliblement procuré des recettes considérables ». Aussi, le maire ne consentit point à dégrever Lainé ²⁴⁸.

Pour compenser, Lainé sollicita à nouveau une subvention en insistant sur ses pertes : pendant cinq mois le public a fui les distractions, la faillite qui menace atteindra trois cents personnes. Le préfet soutint cette revendication en répétant les arguments habituels : les théâtres maintiennent le bon goût et l'ordre public, la troupe se classe par ses talents immédiatement après celle de la capitale, les levées extraordinaires d'hommes en 1813, la paralysie du commerce pendant l'hiver au moment des bals et des fructueuses recettes, la fermeture pendant l'occupation alliée... ont nui à Lainé, très dévoué « à l'auguste famille des Bourbons » ²⁴⁹. Le nouveau maire, le comte de Fargues, fit remarquer que la présence des princes avait été avantageuse à son entreprise. Quant au commissaire de police, il se plaignit d'incidents survenus aux Célestins : avec trois ou quatre pièces, la séance se terminait trop tard et les cabarets du quartier restaient ouverts après vingt-deux heures, contrairement au règlement ²⁵⁰.

Au retour de Napoléon, Lainé reprit aussitôt ses doléances : l'approche des armées étrangères provoqua des pertes; « depuis plus de deux mois, les spectacles sont peu fréquentés »; il a dû confier ses effets précieux au Mont-de-Piété au moment où les arts s'apprêtent à refleurir à jamais; sous l'Empereur, « leur temple ne sera plus abandonné » ²⁵¹. Et, une fois de plus, le commissaire Roederer vanta les mérites de Lainé : « Les soins qu'il donne à la représentation des pièces de théâtre qui peuvent contribuer à la direction de l'esprit public, ses efforts constants pour satisfaire aux désirs de l'autorité lui acquièrent chaque jour de nouveaux droits à la bienveillance du gouvernement. » L'affaire se prolongea sur le même mode après Waterloo ²⁵².

A ces difficultés s'ajoutaient les exigences du public à l'égard du répertoire et les caprices des artistes. La crise révolutionnaire avait accru leur indiscipline en relevant leur condition sociale. Aussi, l'administration napoléonienne surveilla-t-elle leur activité et contrôla-t-elle leurs déplacements. Les Lyonnais appréciaient particulièrement les tournées de Parisiens : ils applaudirent, en 1804, Louise Contat, la Suzanne du *Mariage de Figaro*; en 1805, Pierre Elléviou, un chanteur rennais; en 1806, Caroline Vanhove, la fille d'un comédien lillois qui

²⁴⁸ A. D. R., T 435, Délib. du Conseil de préfecture, 2 sept. 1814.

²⁴⁹ A. N., F²¹ 1209, Lettre de Bondy au ministre de l'Intérieur, 4 juil. 1814.

²⁵⁰ A. D. R., T 416, Lettre du maire au préfet, 26 déc. 1814.

²⁵¹ A. N., F²¹ 1209, Supplique de Lainé au comte Roederer, commissaire extraordinaire de S.M. l'Empereur à Lyon, 14 avril 1815.

²⁵² *Ib.*, F²¹ 1209, Lettre de Roederer au ministre de l'Intérieur, 26 avril 1815.

épousa Talma ²⁵³. Le plus étonnant triomphe fut celui de Talma au cours de la saison 1809. Pendant seize représentations, incarnant Coriolan, Arsace, Orosmane et surtout les héros de Shakespeare, il fit « assiéger le temple de Melpomène » et séduisit par le renouvellement qu'il introduisait dans le costume, les décors et la déclamation ²⁵⁴.

Le public n'approuvait pas systématiquement ces vedettes. S'il loua Catherine Duchesnois, la rivale de Mlle Georges, il fit des réserves sur les talents d'une tragédienne du *Théâtre Feydeau* qui interpréta *Clytemnestre* et *Iphigénie en Aulide*; le *Journal de Lyon* rappela aussi à Mlle Henry que « les Clairon, les Dumesnil, les Contat, après avoir étudié toute leur vie », ne pensaient point être des comédiennes sans défaut ²⁵⁵.

À côté des célébrités parisiennes, les provinciaux paraissaient maladroits. Mme de Cazenove note, après une représentation de *Fanchon la Vielleuse*, en 1803 : « C'était bien mal joué, l'actrice mal costumée, froide et gauche, mais elle chante bien. Il manque à Lyon cet ensemble parfait qui fait réussir les plus mauvaises pièces. » Un acteur manqua son entrée, « l'actrice ne savait que faire, le parterre se fâchait. Il était gris; à force de tapage, il fit des excuses au public »; un plancher tomba sur une des danseuses qui représentait une Muse. Elle ajoute : « Les rôles de petits maîtres sont exécrablement chargés. On reconnaît le perruquier quand il fait le marquis; trop de gestes, de manières ignobles, des costumes gauches et mal imités ²⁵⁶. » La critique lyonnaise ne leur épargnait pas ses sévérités : Mlle Marigny, qui était aux Célestins un des plus fermes soutiens du mélodrame et qui participait à toutes les pantomimes, se vit traiter de Protée et de « Maître Jacques en fait de talents dramatiques » ²⁵⁷.

Les meilleurs étaient sollicités par Paris. Etienne Fay et sa femme Jeanne Rousselois ne restèrent à Lyon que deux saisons, de 1803 à 1805 : ils montèrent *Une Folie*, de Méhul, *Œdipe à Colone*, de Sacchini, *Le Médecin turc*, de Nicolas Isouard, dit Nicolo... Paris appela en 1807 Louis Perrin et Thénard aîné, puis Jean-Bernard Brissebarre, dit Joanny. Le directeur ressentit la perte de cet artiste : « Le Grand-Théâtre, écrivait-il au préfet, avec une tragédie et une comédie complète, ne peut, sans premier rôle en homme, en attendre aucun service. Ce genre devient absolument nul sans les talents de M. Joanny. » Fasciné par Lekain, guidé par la cadette des Sainval, il avait été surnommé « le Talma des provinces ». C'était un grand travailleur, un artiste honnête, mais sans génie ²⁵⁸. L'Italie enlevait aussi ses sujets à la scène lyonnaise : le Théâtre de Pise engagea en 1812 Jean-Blaise Martin; c'était un baryton d'une qualité exceptionnelle qui joignait aux notes graves de la basse les notes élevées du registre du ténor; il rivalisa avec

²⁵³ Mme DUSSANE, *La Célémène de Thermidor*; Louise Contat (Paris, Impr. Lib., 1929, in-16, 280 p.); — Notice sur Elléviou (*Journal de Villefr.*, 5 juin 1842).

²⁵⁴ *Bull. de Lyon*, 7 juin 1809. — A. AUGUSTIN-THIERRY, *Le tragédien de Nap.*, J. F. Talma (Paris, Michel, 1942, in-8°).

²⁵⁵ *Bull. de Lyon*, 21 août 1809; — *Almanach des Muses*, 1810, p. 134.

²⁵⁶ A. de CAZENOVE, *Journal de Mme de Cazenove*, 1803, p. 128-130.

²⁵⁷ *Journal de Lyon*, 6 et 15 févr. 1810.

²⁵⁸ M. DESCOTES, *L'acteur Joanny et son Journal inédit* (Paris, P. U. Fr., 1955, in-8°, 75 p.), p. 3-14.

Elléviou et remporta de véritables triomphes à l'Opéra-Comique. Dans l'ensemble, ces artistes se montraient susceptibles et fantasques. Ils modifiaient à leur gré les pièces ou introduisaient des couplets de circonstance dans l'œuvre interprétée. Ainsi, au Grand-Théâtre, dans le vaudeville de Sedaine *Le diable à quatre*, on fit allusion à la célébrité du Père Thomas, le grimacier des Broteaux ²⁵⁹.

Le Grand-Théâtre disposait en 1812 d'une dizaine d'acteurs (dont Revelle) et de neuf actrices (Thénard, Vanhove...) pour la comédie et la tragédie, de neuf hommes (Joseph, Darius...) et six femmes pour l'opéra, dix-huit choristes, six danseurs, vingt figurants, vingt-huit musiciens, trente-sept employés divers ²⁶⁰. En 1815, la troupe comptait dix-neuf acteurs pour la comédie, dix pour l'opéra, trente-six pour les ballets, vingt-trois choristes et vingt-neuf musiciens; celle des Célestins se réduisait à vingt-deux artistes et treize musiciens ²⁶¹.

Ils se rendaient quelquefois à Villefranche où un négociant avait aménagé une salle. Le maire insista au moment de la réglementation pour conserver cet établissement fournissant « des plaisirs et des délasséments qui propagent l'industrie et les sciences ». Le préfet soutint cette requête. « Les habitants y ont le goût et l'amour des arts. La salle de spectacle est assez agréable. » Mais en 1813, il fallut reconnaître que Villefranche offrait « si peu de ressources que les comédiens n'y faisaient pas un long séjour » ²⁶². Mâcon, Bourg, Belley recevaient aussi des troupes de passage.

Les directeurs devaient tenir compte, dans le choix de leur répertoire, des consignes imposées par la censure. Elle corrigeait Racine et faisait revivre Pradon ! La police se montrait soucieuse d'ordre et de centralisation alors que le public avait goûté, sous la Révolution, d'un théâtre militant. Ainsi s'organisa un contrôle minutieux des programmes, surtout des pièces récentes, comme la comédie *Les frères à l'épreuve*, de Pelletier-Volméranges, ou *La jeune femme colère*, de Charles Etienne, le vaudeville historique *Bayard à Lyon*, de Marie-Emmanuel Théaulon, *L'honnête criminel*, de Falbaire de Quingey ²⁶³...

Si elle ne parvint pas à façonner les goûts du public, la censure modéra tout de même les initiatives des artistes et imposa des ouvrages d'actualité. Ainsi, en 1802, Deveille célébra le Premier Consul dans une comédie intitulée *Les hommes comme il y en a peu*. Il fait le procès de la philosophie qui conseilla de se livrer aveuglément à ses passions et devint une école de tous les vices; il regrette que Rousseau n'ait pas réservé son originalité à ses herbiers et aux sciences exactes; il affirme que les gens d'affaires sont rebelles à la culture. Le peintre lance à son apprenti : « Tu ne vaux rien pour être peintre. Le commerce te conviendra mieux. » La comédie, illustrée par l'orchestre et les chants,

²⁵⁹ *Journal de Lyon*, 7 oct. 1813.

²⁶⁰ A. D. R., T 420, Tableau de la troupe du Gr.-Théâtre, 1811-1812.

²⁶¹ A. N., F²¹ 1209, Etat du personnel, 1815.

²⁶² *Ib.*, F²¹ 1209, Requête du maire de Villefr., 17 août 1807; Lettres du sous-préfet, 19 août; du préfet au ministre, 7 sept.

²⁶³ A. D. R., T 436, Etat dressé par Brûlo, directeur du Gr.-Théâtre pour la saison 1807-1808; état dressé par Mayeuve, directeur des Célestins, pour la saison 1808-1809.

s'achève par un cantatif de reconnaissance qui fait appel à une savante machinerie ²⁶⁴.

L'actualité inspira des œuvres médiocres et artificielles. Un vaudeville met en scène plusieurs conscrits : un fils de famille cherche à ne pas partir; un berger, dont le père est mourant, ne peut se faire suppléer; un amant vertueux désire remplacer un appelé pour remettre la somme à la mère de sa fiancée; un décrotteur, devant la pénurie de clients au Palais-Royal, s'enrôle, espérant devenir général... Avec des formules moralisantes, un riche militaire en retraite arrange pour le mieux toutes ces situations ²⁶⁵. Les Bourbons utilisèrent d'ailleurs le même moyen de propagande et, dès la première Restauration, les répertoires s'enrichirent de *Richard Cœur de Lion*, *Henri IV* et *d'Aubigné*, *La bataille d'Ivry* ²⁶⁶...

Parmi les genres attribués à la scène principale, la tragédie est représentée surtout par les œuvres de Racine et de Voltaire. Parfois, la tragédie se dénoue sur un spectacle à effet : *Médée et Jason*, que le baron de Longepierre emprunta aux Grecs, se termine par une pluie de feu embrasant le Palais de Créon ²⁶⁷.

Molière amusait toujours avec *l'Ecole des Maris*, *Le Médecin malgré lui*, *Monsieur de Pourceaugnac*... et Beaumarchais avec *Le Barbier de Séville*, *Le Mariage de Figaro*... Les comédies contemporaines, comme celles de Réveroni Saint-Cyr, comportaient plus de scènes sentimentales et de remarques moralisatrices que d'épisodes véritablement comiques ²⁶⁸. Les comédies que composait André Jars, le fils du technicien de la métallurgie, sont plutôt des tableaux de mœurs qui s'apparentent à ceux de Louis Picard, un amuseur honnête et spirituel ²⁶⁹. Ce sont aussi des types sociaux que l'on présente entourant *Fanchon la Vielleuse*. Cette artiste foraine, d'origine savoyarde, très connue des Parisiens à la fin du XVIII^e siècle, conserve, dans la fortune et le succès, toute sa simplicité; elle fait le bien autour d'elle avec grâce et enjouement; elle attire un jeune noble, un abbé, bon vivant, un officier brillant et généreux... Les scènes chargées de sensiblerie, qui avoisinent les situations grotesques, plurent particulièrement au public. Deux comédies mirent en scène Fanchon en 1800, quatre en 1803, une en 1804 ²⁷⁰. Dans *Fanchon la Vielleuse à Lyon*, Emmanuel Dupaty rassemble des souvenirs locaux, évoque les lieux de plaisir, loue les célébrités, comme Richard et Revoil ²⁷¹. Jean Bouilly, un ancien avocat tourangeau, et

²⁶⁴ P. DEVEILLE, *Les hommes comme il y en a peu, ou les Préparatifs* (Paris, Lib. assoc., 1802, in-8°, 75 p.).

²⁶⁵ Mme REYNERY, *Les conscrits ou le Triomphe de la vertu* (Lyon, Chambet, 1803, 32 p.); — A. PELZIN, *La paix de Schoenbrunn*, pièce lyrique, musique de Dreuilh (Lyon, Pelzin, 1809, in-4°, 11 p.).

²⁶⁶ A. N., F²¹ 1209, Répertoire du Gr.-Théâtre, 24 avril 1814-20 janv. 1815.

²⁶⁷ *Journal de Lyon*, 16 janv. 1810.

²⁶⁸ REVERONI SAINT-CYR, *Le délire ou les suites d'une erreur*, comédie en un acte, mêlée d'ariettes (Paris, Dupont, 1799, 24 p.).

²⁶⁹ A. JARS, *Julie ou le Pot de fleurs*, comédie mêlée de chants, musique de Fay et Spontini (Paris, 1805, in-8°, 33 p.).

²⁷⁰ J. BOUILLY et J. PAIN, *Fanchon la Vielleuse*, comédie mêlée de vaudevilles (Paris, Barba, 1804, in-8°, 56 p.).

²⁷¹ E. DUPATY, *La petite Revue Lyonn. ou Fanchon la Vielleuse à Lyon*, comédie vaudeville impromptu (Paris, 1811, in-8°, 66 p.).

Joseph Pain, un membre du Caveau parisien, écrivirent une comédie en l'honneur du poète Berquin; c'est l'occasion de faire défiler de nombreux personnages — même populaires, comme une dentellière — qui résident dans le même hôtel que « l'Ami des enfants »²⁷². Avec ces créations, la comédie dès l'Empire annonce la manière de Labiche.

L'opéra figure parmi les genres en plein renouvellement. Gluck tenait encore l'affiche, et on applaudissait toujours l'*Apothéose de Grétry*, *Paméla*, *Jean de Paris*, l'œuvre de Boieldieu créée par Elléviou, l'*Irato*, un des chefs-d'œuvre de Méhul dont Marsollier des Vivetières avait rédigé le livret. On aimait aussi *Joseph*, du même musicien, et on compara *Les Bayadères*, d'Etienne de Jouy, à l'*Alceste*, de Gluck. Dans les chœurs des Bayadères, on discerna des réminiscences de *La Flûte enchantée* et d'*Armide*, l'opéra que Gluck avait puisé dans la *Jérusalem délivrée*. L'œuvre de Jouy, interprétée par la première danseuse de l'Opéra, attira une grande affluence au Grand-Théâtre²⁷³.

L'art dramatique submergeait la vie musicale. Les préférences allaient alors à l'opéra chargé d'éléments affectifs soit comiques, soit pathétiques. Lemontey, devenu censeur des pièces de théâtre sous l'Empire, composa l'opéra-comique *Palma ou le Voyageur en Grèce*, tant joué à Lyon²⁷⁴. Etienne et Nicolo choisirent un sujet dans les *Contes de La Fontaine*; interprété par Darboville et Mme Lemesle, il réunit tous les suffrages. « Paris excepté, il n'est point en France de ville où l'opéra-comique soit aussi bien monté qu'à Lyon²⁷⁵. » L'opéra plaisait davantage s'il était romanesque. C'était le cas de *Lina ou le Mystère*, que Réveroni créa à l'image de l'œuvre de Pixérécourt et de *Félix ou l'Enfant trouvé*, l'opéra de Monsigny, qui jouissait d'une étonnante popularité²⁷⁶.

Napoléon jugeait la société trop frivole et, fidèle à la conception formulée par Barère, il considérait le théâtre comme une école de mœurs. Il voulait insuffler une passion pour les spectacles triomphaux. En réalité, le public raffolait surtout de ballets dont les thèmes étaient empruntés à la mythologie : l'*Apothéose des Grâces* fut tirée en partie du poème de Wieland, *Mars au Parnasse* fut offert aux membres de la Consulte cisalpine, Prat monta la même année *Daphnis et Chloé* qui met en scène tour à tour l'amour et la vengeance, les furies et les démons, les danses guerrières et voluptueuses²⁷⁷. Les mêmes caractères se retrouvent dans *Scylla et Glaucus*, créé par Perlet au Grand-Théâtre en 1804; le thème banal exige une mise en scène féerique et de riches décors : les Tritons, les Ondines et les Naiades agitent les flots, on

²⁷² J. BOUILLY et J. PAIN, *Berquin ou l'Ami des enfants*, comédie (Paris, Barba, 1802, in-8°, 40 p.).

²⁷³ *Journal de Lyon*, 7, 11, 16 janv. 1812.

²⁷⁴ Portrait de P.-E. Lemontey (A. H. S. R., 1829, IX, p. 452-455).

²⁷⁵ ETIENNE et NICOLO, *Joconde ou les coureurs d'aventures* (*Annales lyonn.*, 16 juil. 1814, p. 13).

²⁷⁶ REVERONI ST-CYR, *Lina ou le Mystère*, opéra, musique de Dalayrac (Paris, Barba, 1807, in-8°, 43 p.); — *Journal de Lyon*, 2 janv. 1812.

²⁷⁷ *L'Apothéose des Grâces*, ou Bacchus et Vénus, ballet d'action (Lyon, Pelzin, 1801, in-8°, 20 p.); — AMAR-DURIVIER, *Mars au Parnasse ou la paix partout*, comédie en vers libres, avec chants, danse, musique de Jadin (Lyon, Ballanche, 1802, in-8°, 30 p.); — *Daphnis et Chloé ou les Vengeances de Vénus et de Circé* (Lyon, Pelzin, 1802, 16 p.).

entend l'ouverture de la *Chasse du jeune Henri*, le son du cor, l'aboïement des meutes, le hennissement des chevaux ²⁷⁸...

Le public goûtait davantage encore les comédies à couplets, les mélodrames, les grivoiseries. Le répertoire du Théâtre des Célestins qui glanait ses titres à l'*Ambigu-Comique*, à la *Gaieté*, aux *Variétés Montansier*, compte, pour la saison 1810, 37 pantomimes et ballets (*Le Troubadour*, *l'Homme de la Nature*, *Sophie de Brabant*...), 244 drames, comédies et variétés, 356 mélodrames et pièces à spectacle (*Guillaume le Conquérant*, *La Pucelle d'Orléans*, *Le pied de mouton*...) ²⁷⁹.

Un drame caractéristique du goût lyonnais exploite le suicide des deux amants, survenu en 1770, dans des circonstances spectaculaires. Bien des traits dérivent de *La Nouvelle Héloïse*. Après avoir conseillé l'oubli des conventions sociales et célébré la valeur des industriels, le curé, disciple du Vicaire savoyard, invoque « l'Etre immortel qui régit l'Univers ». Avant d'aller à la mort, Thérèse implore « les bosquets paisibles, témoins muets de ses malheurs » ²⁸⁰. L'œuvre connut un tel succès que le Grand-Théâtre en adopta une contrefaçon et qu'un descendant de la famille Lortet, membre du Collège électoral du Rhône, intervint auprès du préfet pour obtenir l'interdiction d'un drame injurieux à la mémoire de son père et de sa sœur ²⁸¹. L'auteur Augustin Hapdé changea un prénom et introduisit quelques variantes; sa nouvelle version, sans étude approfondie de caractères, sans véritable émotion, fut discutée mais très suivie ²⁸². Lortet ayant repris ses démarches, Hapdé s'en moqua dans une parodie, *Galantine et l'Endormi ou les Marrons de Lyon*. Les premières pages du livret plaisantent les articles des journaux consacrés à *Célestine et Faldoni* et la pièce ridiculise le goût du romanesque ²⁸³.

Hapdé utilisa encore les annales locales pour composer d'autres mélodrames. L'un présente Cléberger, le banquier nurembergeois établi à Lyon au xvr^e siècle, comme un magistrat éclairé et généreux ²⁸⁴. Audin s'inquiéta de cette vogue du mélodrame : « Négociants, bourgeois, rentiers, petites maîtresses, commis, chacun ici en raffole... Les braves retentissent quand le tyran, persécuteur de la vertu, tombe baigné de son sang. » Ce serait là l'influence du « génie immortel » de Shakespeare ²⁸⁵.

Du dramaturge britannique, on représentait avec le plus de succès *Hamlet*, *Othello* et surtout *Roméo et Juliette* qui concurrençait l'opéra sur le même sujet mis en musique par le compositeur berlinois Daniel Steibelt. Voltaire avait commenté Shakespeare dans divers écrits, il lui avait emprunté des traits, mais il l'avait critiqué. Des écrivains, comme

²⁷⁸ BLACHE, *Scylla et Glaucus*, grand ballet d'action (Lyon, 1804, 31 p.).

²⁷⁹ A. D. R., T 420, Répertoire pour le théâtre des Célestins, 1810-1811.

²⁸⁰ A. HAPDÉ, *Thérèse et Faldoni, ou le Délire de l'Amour* (Lyon, Maucherat, 1809, in-8°, 52 p.).

²⁸¹ M***, *Clarisse et Faldoni, ou le Pouvoir de la Séduction*, drame, 1809. — A. D. R., T 436, Lettres du ministre de l'Intérieur, 7 déc. 1809 et 23 janv. 1810.

²⁸² A. HAPDÉ, *Célestine et Faldoni, ou les Amants de Lyon*, drame hist. (Paris, 1812, in-8°, 48 p.).

²⁸³ H. SIMON, *Galantine et l'Endormi, ou les Marrons de Lyon*, parodie folie arlequinade (Paris, Martinet, 1812, in-8°, 35 p.).

²⁸⁴ *Journal de Lyon*, 20 janv. 1810.

²⁸⁵ J. AUDIN, *Lanterne magique*, 1814.

Sébastien Mercier, le préféraient aux tragiques français du grand siècle. Les convertis admiraient l'originalité de la révélation shakespearienne, la vérité des caractères, la force des passions. Mme de Staël, qui assista à Lyon en 1809 à une représentation de *Hamlet*, écrit à Talma : « Votre talent m'est apparu dans ce rôle d'Hamlet comme le génie de Shakespeare, mais sans ses inégalités, sans ses gestes familiers, devenu tout à coup ce qu'il y a de plus noble sur la terre. Cette profondeur de nature, ces questions sur notre destinée à tous, en présence de cette foule qui mourra et qui semblait vous écouter comme l'oracle du sort..., c'est admirable. C'était une poésie de regards, d'accents, de gestes²⁸⁶. » Devançant les célèbres représentations parisiennes de 1822 et 1827, Lyon goûta très tôt ce génie plein de sève.

Les programmes de variétés plaisaient aussi parce qu'ils rompaient avec la rigidité des principes classiques. Le vaudeville, comédie musicale, moitié parlante, moitié chantée, qui se situe à l'origine du mélodrame et de la comédie du XIX^e siècle, attirait le public. Les écrivains locaux en composaient. Revoil et Forbin en rédigèrent un en l'honneur de Laurent Sterne, le presbytérien qui avait voyagé en France et en Italie; utilisant le récit de Sterne, Revoil mit en scène un incident survenu à Paris : le « voyageur sentimental » perd ses tablettes et son passeport, on le menace de la Bastille; au hasard des entretiens, on parle de Shakespeare, de la Caisse d'Escompte, de la tolérance et, bien entendu, on prononce l'éloge de Sterne²⁸⁷. Théaulon donna aux Célestins *Feldero ou Armide à l'Isle-Barbe*, un vaudeville qui recueillit les applaudissements; Emile Cottenet décrivit les milieux populaires dans *Dumololet à Lyon*²⁸⁸. Monperlier profita du succès accordé aux troubadours pour évoquer une cour d'amour à Toulouse au X^{ve} siècle; l'anneau de la reine Berthe, qui tombe du doigt de l'infidèle, fait naître des soupçons dans l'esprit de deux fiancés. L'essentiel réside dans les chants, les romances accompagnées du luth, l'air de la *Chasse du jeune Henri*. Selon un usage courant, les épisodes grotesques sont fournis par un écuyer d'origine allemande et par les paysans qui estropient la syntaxe²⁸⁹.

Au total, le Théâtre des Célestins monta, en 1810, 538 opéras et vaudevilles (*Le mariage de Buffon*, *Voltaire chez Ninon*, *Les amours de Bayard*, *La Théâtromanie...*). Parmi les pièces les plus applaudies figurent *Les Prétendus*, *Soliman*, *Le Pied de Mouton*, « dont la foule ne peut se rassasier »²⁹⁰.

La critique surveillait attentivement l'évolution du répertoire. Sans craindre de déplaire à l'Empereur qui raffolait de musique italienne, elle blâma l'engouement lyonnais pour l'italianisme. Le *Bulletin de Lyon* accorda un entrefilet dédaigneux à *La Serva Padrona*, du Napolitain Paesiello, et lança quelques jours plus tard : « Les gens du bon ton

²⁸⁶ L. BLENNERHASSET, *Mme de Staël*, 1890, III, p. 343-346.

²⁸⁷ A. G. B., P. REVOIL, *Sterne à Paris en 1762 ou le Voyageur sentimental*.

²⁸⁸ M. THEAULON de LAMBERT, *Feldero ou Armide à l'Isle-Barbe*, opéra vaudeville (*Annales lyonn.*, 24 déc. 1814, p. 16); — E. COTTENET et BEUZEVILLE, *Dumololet à Lyon, ou bêtise sur bêtise*, folie vaudeville (Lyon, Mauchérat, 1813, 35 p.).

²⁸⁹ J. MONPERLIER, *Les femmes infidèles ou l'anneau de la reine Berthe*, opéra vaudeville, musique de Dreuilh (Lyon, Mauchérat, 1812, in-8°, 68 p.).

²⁹⁰ *Journal de Lyon*, 10 janv. 1811.

vont alternativement entendre les Bouffons et Elléviou qui est lui-même très bouffon dans l'opéra de *l'Irato* ²⁹¹. » La presse estimait que les préoccupations mercantiles présidaient souvent à l'établissement des programmes, et elle manifesta plusieurs fois une grande sévérité pour la direction du Grand-Théâtre. Des discussions violentes surgirent. Ainsi le mélodrame *Barbe et Saint-Rambert* fut parodié en *Barbe et Galantine ou la noce chez Jean de la Voute*, ce qui entraîna une polémique entre l'auteur et un journaliste. Audin critiqua même les opéras qui, comme *Le Joueur de flûte*, de Monperlier, avaient été vivement applaudis; la musique légère de Dreuilh méritait de l'être, selon lui, mais « la disette d'action et d'intérêt, une intrigue péniblement embrouillée répandent sur la pièce un froid mortel ». Un mélodrame de Monperlier fit encore l'objet d'une altercation, sous la première Restauration, entre le *Journal de Lyon* et les *Annales lyonnaises* ²⁹². Le *Journal de Lyon* regrettait l'abandon des œuvres classiques : à une âme pleine de sentiments profonds, tendus, terribles, a succédé un débit vif, rapide, aux inflexions douces et gracieuses; à la pantomime savante et brillante a succédé un jeu lourd et roide. Cette transformation du goût, il l'attribuait à la vulgarisation provoquée par la crise révolutionnaire. « L'éducation étant généralement négligée depuis la Révolution, la jeunesse goûte moins les beautés dramatiques et lyriques ²⁹³. »



Transformée, cette société l'était. Néanmoins, en dépit de leurs souffrances, de leurs exils, de leurs pertes, les bourgeois lyonnais gardaient bien leurs traits distinctifs. « Ils donnent difficilement leur confiance, écrit Mazade d'Avèze, mais elle est entière dès qu'ils l'accordent. Ils sont humains, bienfaisants, charitables... Ils sont aptes aux sciences et aux beaux-arts, mais les cultivent peu... Ils sont magnifiques dans les occasions d'éclat, mais on leur reproche, peut-être avec juste raison, d'être un peu intéressés et quelquefois parcimonieux dans les plus petits détails. Les Lyonnais en général sont imprégnés d'un esprit calculateur et mercantile. Ils sont très religieux. Le peuple est superstitieux ²⁹⁴. ». En 1815, un Anglais apprécia leur accueil : « Les hommes sont francs dans leurs manières, polis, instruits et dégagés de toute frivolité. Les femmes sont, en général, bien faites, très gracieuses et extrêmement bien élevées... Les deux sexes paraissent posséder beaucoup de ce que le Français appelle le caractère ²⁹⁵. »

²⁹¹ *Bull. de Lyon*, 5 et 8 thermidor an XIII (24 et 27 juil. 1805). — A. SALLES, *L'opéra ital. et allem. à Lyon* (Paris, Fromont, 1906, in-8°, 122 p.), p. 10.

²⁹² *Annales Lyonn.*, 24 déc. 1814, p. 14.

²⁹³ L. TRÉNARD, *Le théâtre lyonnais sous le Consulat et l'Empire (Cahiers d'Hist., 1958, p. 165-189.*

²⁹⁴ M. d'AVÈZE, *Lettres à ma fille*, 1810, IV, p. 85-87.

²⁹⁵ L. LEVY-SCHNEIDER, *Le major Frye à Lyon (R. H. L., 1909, p. 145).*

XII

Les conceptions économiques

Cette vie de société gardait parfois des apparences de gaieté, de cette exubérance qui faisait songer naguère à l'âme italienne. Depuis le siège, l'ardeur à la tâche, secondée par la foi, se répandait dans tous les milieux; elle surprit Schopenhauer au cours de son voyage en 1804. « Cette grande et magnifique ville a été le théâtre d'horribles exploits. Il n'est presque pas une famille qui n'ait perdu quelques-uns de ses membres ou même son chef et les survivants se promènent maintenant sur cette même place où leurs parents et leurs amis ont été mitraillés en masse ¹. » Ce n'était pas seulement l'invasion d'une mélancolie nordique, comme l'écrivit le jeune Hambourgeois, c'était le souci de ranimer l'activité de la cité qui saisissait la pensée lyonnaise.

1. L'ENVIRONNEMENT RURAL

Les réactions lyonnaises préoccupaient le gouvernement impérial en raison du passé de la ville, du nombre de ses habitants, de son emprise sur une vaste région. La population s'accroissait. La crise aiguë de l'an II avait suspendu les migrations; depuis le Directoire, elles recommençaient. Aux motifs anciens, colportage, petits métiers manuels, étape du Tour de France, s'en ajoutaient de nouveaux : la guerre introduisait ses prisonniers et ses déserteurs. Les reconstructions, exigées par les ruines révolutionnaires, nécessitaient des maçons, des terrassiers, des charpentiers. La reprise des industries de luxe, sous le Consulat, sollicita les travailleurs. La main-d'œuvre se raréfiait, malgré le taux élevé de natalité : les troubles et les guerres civiles avaient causé des vides qu'aggravèrent les levées conscriptionnelles. Par suite du blocus, le trafic terrestre se développa et Lyon devint un actif centre de roulage ².

Plusieurs régions alimentèrent l'agglomération. Venus des zones septentrionales, des migrants se rendaient dans le Midi. « Il y a, de tous les départements, dit le préfet du Rhône en 1811, des compagnons

¹ A. BERTRAND, Schopenhauer et la vertu lyonn. de la pitié (*Rev. de Lyon et du S.-E.*, 1906, p. 161-172), p. 162.

² A. N., F12 1631, Rapport de la Ch. de Commerce à l'Empereur, 10 juin 1810.

ouvriers des divers arts et métiers, qui viennent les exercer chez les maîtres établis dans la ville et qui arrivent, partent et se succèdent continuellement. » La circulation fluviale occupe un abondant personnel. Des centaines de bateliers de Vernaison et de Givors s'emploient à la remonte du Rhône. Les rouliers de Grandvaux considèrent Lyon comme un relais important. « Les voituriers, qui fréquentent la place de Lyon, selon le rapport du 28 juin 1811, viennent des départements du Nord, des départements méridionaux, de ceux du Doubs et autres environnants. » Avant la Révolution, six cents, originaires du Nord, atteignaient Lyon; sous l'Empire, ils s'arrêtent à Chalon, où ils embarquent leur cargaison. Pendant l'hiver, des bouviers, partis des arrondissements de Roanne, de Montbrison et de Saint-Etienne, « amènent par terre des charbons et autres productions territoriales et chargent à Lyon des fers, des épicerie et autres marchandises qui s'embarquent sur la Loire »³. Les ruraux des montagnes lyonnaises et beaujolaises participent à ce trafic : ils acheminent les vins et les étoffes à dos de mulet ou en charrette. Le nombre des transporteurs « pris dans les parties méridionales de la France, augmente considérablement aux mois d'octobre et de novembre, époque à laquelle les travaux de l'agriculture exigeant un nombre moins considérable de bras, la plupart des agriculteurs deviennent voituriers »⁴. Cette population instable colporta des nouvelles, des rumeurs, des idées recueillies au cours de ses déplacements. On l'écoutait volontiers et elle agit sur le loyalisme des canuts.

Les migrants de l'Ouest pratiquaient des métiers variés. Parfois, ils se fixaient en Beaujolais ou en Dombes; leurs descendants gagnèrent Lyon sous la Restauration. Les campagnes avoisinantes constituèrent une étape. « Il arrive, constate le préfet, des départements du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Loire, à l'entrée de chaque hiver, pour s'en retourner aux approches de l'été, un assez bon nombre d'ouvriers-cultivateurs, vulgairement appelés pionniers, employés aux travaux les plus pénibles de l'agriculture, tels que défrichements, transports de terre... » Des maçons affluent « des mêmes départements, et particulièrement de celui de la Haute-Vienne, vers le mois d'avril, et s'en retournent au mois de décembre »⁵. La Dombes attirait aussi des terrassiers et des scieurs de long, nés dans le Velay et l'Auvergne. Les pionniers-terrassiers paraissent « ordinairement dans les premiers jours du printemps par détachements de cinq à six, sous la direction d'un chef ». Ils s'établissent auprès des étangs, où ils réparent les chaussées. « Pendant les moissons, ils s'occupent de celles des avoines, et même des battaisons. Leur présence dans cette partie du département est d'autant plus précieuse, qu'elle est la plus dépeuplée et que l'exploitation des biens serait impossible, sans le secours de cette classe d'ouvriers, de ceux de la haute Bresse, et des montagnes, qui descendent en Dombes à cette époque. » Certains régagnent en hiver leur pays d'origine, d'autres hivernent sur place⁶. Quelques-uns sortaient « de la partie

³ A. N., F14 1269 et F14 1270; Enquête sur le roulage; — M. BLANCHARD, L'enquête sur le roulage (*Rev. Géo. Alpine*, VIII, p. 585-626).

⁴ Rapport du maire de Vienne (A. CHATELAIN, Les migrations temporaires anc. à Lyon, *R. G. L.*, 1949, p. 42).

⁵ A. N., F20 435, Rapport de 1811.

⁶ G. MAUCO, *Les migrations...*, 1932, p. 64.

montueuse de l'arrondissement de Montbrison ». Beaucoup habitaient les cantons d'Yssingaux et du Puy. Ambert envoyait des peigneurs de chanvre, Clermont des maçons et des équarrisseurs. Riom des terrassiers..., le Limousin des charpentiers, des tuiliers, des couvreurs 7...

Le Massif Central formait ainsi un vaste réservoir humain et fournissait annuellement aux plaines, moissonneurs, vendangeurs et autres journaliers, tous réputés pour leur courage, leur endurance et l'extrême sobriété de leur rude existence.

L'agglomération reçut aussi ces apports. Le comte de Bondy note, en 1811, que du Livradois et du Gévaudan, « des maçons arrivent avec la belle saison et partent aux approches de l'hiver. Leur nombre, qui varie extrêmement, en raison du plus ou moins d'ateliers de construction, ne peut être évalué. Cette classe d'individus vit avec beaucoup moins d'économie que les gens des départements alpins, et la plupart d'entre eux n'emportent guère que l'argent nécessaire pour leur route ». Ils quittent leurs communes, par groupes de vingt à trente guidés par un chef, ne sollicitent pas toujours de passeports pour échapper à la surveillance administrative et souvent à la conscription, et s'entassent dans les taudis de Lyon et de la banlieue, à Caluire ou à la Guillotière... L'Ouest alimente aussi les petits métiers : le Cantal envoie des cordonniers, des chaudronniers, des savetiers, Brioude des ramoneurs, Issoire des colporteurs. Du Puy-de-Dôme, des émigrants sans profession définie, munis de faux papiers, « vont à la pique », vendent des chapelets, disent la bonne aventure, prétendent être « des émigrés rentrants, des colons réfugiés, des prêtres déportés ». Les allées et venues de ces aventuriers favorisèrent l'insoumission et la désertion des conscrits. Elles introduisirent dans les milieux populaires lyonnais des ruraux, peu instruits et profondément crédules 8.

Deux catégories représentent l'émigration venue de l'Est : les gagne-deniers et les ouvriers du textile. « Chaque année le Mont-Blanc, les Hautes et Basses-Alpes nous envoient des ramoneurs », ainsi qu'un nombre très indéterminé d'hommes, de femmes et d'enfants, « jouant de l'orgue, de la vielle, montrant la lanterne magique. Dans le courant de l'année, dix à douze individus des départements allemands montrent des horloges mécaniques de musique et vendent des figures sculptées sur bois. Il peut y avoir, dans la ville, une quarantaine de jeunes décrotteurs fournis par les départements du Mont-Blanc, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes ». Les colporteurs, avec leur petit éventaire, les commissionnaires, les garçons de recettes... restaient souvent plus d'une saison. Ils s'organisaient en îlots très homogènes, avec une discipline rigoureuse, apprenaient rapidement la langue française et parfois demeuraient dans leur ville d'adoption. « Les nombreuses manufactures, consigne le même rapport, offrent dans les temps ordinaires des moyens d'existence assurés, non seulement aux Lyonnais, mais encore à un nombre considérable d'étrangers à la ville, dont une bonne partie finit par y résider 9. » Des chapeliers venaient de l'Ain, les ouvrières et les

7 Ph. ARBOS, *L'émigration temporaire sous le premier Empire* (Brioude, Watel, 1932, in-8°, 14 p.).

8 C. ORDINAIRE, *Essai sur le départ. du Puy-de-Dôme* (B. M. Cl.-Ferrand, ms. 530, 99 f., an IX), p. 66.

9 Rapport du préfet, 13 sept. 1811 (A. CHATELAIN : *Les migrations temporaires*, R. G. L., 1949, p. 39).

ouvriers du textile de Savoie. Beaucoup introduisaient un esprit revendicatif au sein des milieux lyonnais. Le courant de l'Est vers Lyon se développa pendant la première moitié du siècle et engloba bientôt les Italiens. En 1799, le ministre de la Police signalait qu'un grand nombre de Napolitains et d'Italiens se réfugiaient à Lyon; des agents des coalisés pouvaient se glisser parmi ces médecins, juristes, officiers, persécutés pour leurs idées politiques¹⁰.

L'élément alpin valut à la bourgeoisie lyonnaise des cadres dont l'importance s'accrut au XIX^e siècle. Duport, originaire de la Tarentaise, quitta sa filature d'Annecy pour Lyon, où il devint négociant et membre de la Chambre de Commerce. Le grand-père de Pierre-Marie Termier, né à Chambéry, entra dans le négoce lyonnais. Passet, bâtonnier de l'ordre des avocats, un des fondateurs de la *Société littéraire*, venait du Dauphiné. Joseph Socquet, un médecin qui acquit une grande fortune sous l'Empire, était né à Megève¹¹... Les Savoyards fournirent des fonctionnaires, des manufacturiers, des magistrats... Il semble qu'à partir de l'Empire les courants démographiques se soient modifiés : jusqu'alors l'Ouest l'avait emporté, désormais c'est l'Est.

La société lyonnaise gardait ainsi ses prises sur le monde rural. Les contacts tendaient à s'accroître : des citoyens s'étaient cachés à la campagne pendant la tourmente; ils y possédaient leur maison de repos et y puisaient leur domesticité. A côté des 32 000 enfants, Lyon occupait 5 800 ouvriers, 5 700 ouvrières et 5 200 domestiques¹². Ils aimaient, comme à la veille de la Révolution, se retrouver dans leurs belles demeures : le baron Rambaud obtint, en 1808, un majorat au titre de la Sablière, Claude de Monicault épousa Félicité Régnier au château du Vernay, Dechazelle résidait à Parcieux, dans l'ancien domaine de Louise Labé¹³.

L'agriculture conserva sa place dans leurs préoccupations. L'agglomération stimulait les productions vivrières. Le département comptait 136 habitants au kilomètre carré et un tiers d'entre eux, soit plus de 100 000, vivaient à la ville, même après les pertes dues à l'émigration et à la répression. La récolte en grains couvrait à peine le tiers des besoins, l'Isère donnait un premier complément, l'Ain et le Jura alimentaient le deuxième trimestre, la Côte-d'Or et surtout la Haute-Saône le dernier semestre. En cas de disette, il fallait découvrir de nouvelles ressources pour ne pas augmenter le prix du pain et ne pas diminuer la ration¹⁴.

Les conditions géographiques ne favorisaient guère l'agriculture. Dans le canton de Tarare, on semait certaines parcelles tous les dix, quinze et même vingt ans. Le climat est capricieux et, presque chaque année, un mandement du cardinal Fesch ordonnait des « prières publi-

¹⁰ P. GUICHONNET, L'émigration saisonnière en Faucigny... (1783-1860) (*Rev. Géo. Alpine*, 1945, p. 465-534).

¹¹ A. CHATELAIN, La formation de la popul. lyonn. L'apport d'origine montagnarde (XVIII^e-XX^e s.) (*R. G. L.*, 1954, p. 91-116), p. 111.

¹² *Journal de Lyon*, 8 févr. 1810.

¹³ PERRIN-DULAC, Descript. gén. du départ. de l'Isère (Grenoble, 1806, 2 vol.).

¹⁴ A. D. R., Z 26, Tableau de l'an VIII; N, Registre du Conseil général, germinal an IX (avril 1801).

ques pour obtenir du Ciel la pluie et un temps favorable à la récolte »¹⁵. Les rendements atteignaient en plaine sept à neuf fois la semence, ailleurs quatre à cinq fois... Ils étaient proches de ceux de la France capétienne et s'expliquent par l'archaïsme des techniques culturales, assolements vicieux, mauvais instruments aratoires, absence d'irrigation et d'engrais liée à la déficience du troupeau¹⁶. Aussi, le déficit en grains était-il habituel à cette époque où chaque individu consommait une livre de pain par jour. Tout en ayant le souci d'assurer cette base alimentaire, à bon marché, dans les villes ouvrières comme Lyon, Napoléon ne pratiqua pas une politique agricole. Lors des crises de subsistances, en 1802, 1803 et 1811, il restaura partiellement la législation conventionnelle sans parvenir à la faire appliquer. En 1810, des spéculateurs acheminaient du blé de Provence en Angleterre pour recevoir du coton destiné à Tarare, et le maire de l'Arbresle estima « factisse » la disette de 1812¹⁷.

La pomme de terre suppléait aux insuffisances, grâce aux efforts de Tabareau qui introduisit des variétés américaines et anglaises. Le vignoble, spéculation de luxe, qui avait pris son essor au moment de la prospérité sous Louis XV, rapporta jusqu'en 1805. Ensuite, tantôt les intempéries et la pyrale affaiblirent la production, tantôt l'abondance des stocks et la mévente, à l'étranger comme à Paris, avilirent les cours. L'élevage ne se développa pas. Manquant de prairies naturelles et de fourrages artificiels, le bétail était mal soigné, mal nourri, dévasté par les épizooties, comme celles de 1800 et de 1814. Les vétérinaires, peu nombreux, étaient happés par l'armée; le haras de Saint-Georges-de-Reneins, réputé avant la Révolution, avait disparu; le troupeau ovin, naguère considérable, déclina, privant de matières premières la filature de Vaugneray et la fabrique de Vienne¹⁸.

Selon les traditions d'Ancien Régime, les notables fondèrent une société qui tenta de répandre des notions d'agronomie. Elle résulta de la fusion, opérée en 1798, de l'ancienne *Société royale d'Agriculture*, qui datait de 1761, et de la *Société philosophique des Sciences et Arts*. Le Bureau comprit Rieussec, Mouton-Fontenille, Gilibert. Les soixante-dix-neuf associés se recrutèrent dans l'élite bourgeoise : Cayre, Peyronny, Tabard... Les vétérans représentaient la génération encyclopédiste : Jars, Tolozan de Montfort, Le Camus... Les trente-trois membres de la *Société d'Agriculture* de Villefranche assistaient aux séances lyonnaises, et l'on retrouve là les noms des vieilles familles de la région : Brac de la Perrière, Leviste de Montbrian, Louis de Monspey... Outre ces cent vingt-cinq membres actifs, grands propriétaires ou intellectuels, la Société comptait cent vingt-cinq correspondants : Riboud, Vaivolet, Cochard qui avait hérité du domaine de l'abbé Rozier... C'était des cémentés, comme Chaptal, des Lyonnais établis dans la capitale, comme Gérando, des savants en relation avec Lyon depuis longtemps, comme

¹⁵ Mandements de S. A. E. le cardinal Fesch..., 26 juil. 1807, 26 oct. 1808, 15 juil. 1813...

¹⁶ L. GROGNIER, C. R. des travaux de la Soc. d'Agric. (Lyon, Ballanche, 1810, 171 p.), p. 8-12.

¹⁷ P. LÉON, *La crise des subsistances de 1810-1812 dans le départ. de l'Isère* (A. H. R. F., 1952, p. 289-309).

¹⁸ J. VASCHALDE, *Aspects de la vie rurale dans le départ. du Rhône*. 1799-1815 (D. E. S., Lyon, 1943).

Flaugergues¹⁹. Les uns possédaient des patrimoines ruraux, d'autres avaient acquis des biens, certains avaient conscience de l'importance de la paysannerie dans la nation. Tous espéraient perfectionner les techniques agraires et s'intéressèrent à la fois à la géographie, aux sciences naturelles, à l'économie politique. Chaque décade, ils se réunissaient pour entendre la lecture de mémoires scientifiques, ouvrir des concours primés, publier le compte rendu de leurs travaux²⁰.

Tandis que la filiale caladoise s'occupa surtout d'agronomie, d'analyse de terroirs, de méthodes culturales, la Société lyonnaise proposa des enquêtes sur les chaînes de montagnes, les crues des rivières, l'influence des marais sur la salubrité, la répartition des soles cultivées... Les communications révèlent la variété des préoccupations et le désir de mettre en valeur, grâce à la science, les richesses naturelles du département. En un certain sens, cette génération fait figure de pré-saint-simonienne. Poursuivant les spéculations des physiocrates, au-delà de la « parenthèse révolutionnaire », elle s'efforça de rénover l'économie rurale. Ainsi, elle insiste sur l'urgence de protéger les récoltes et de prohiber absolument « le pâturage des moutons et des chèvres dans les vignes, les bois et les lieux plantés d'arbres ». Elle recommande d'aménager les chemins, de les élargir, de supprimer en revanche les sentiers inutiles qui gaspillent du terrain, de mettre en vigueur les lois répressives sur les empiétements et les dégradations des routes, d'assujettir les propriétaires à élaguer les haies... Elle conseille principalement de maintenir les travaux, faits à grands frais, le long de l'Azergues, pour isoler la route de Paris, et de réparer la chaussée d'Anse à la Saône, où l'on embarque les vins. Le registre ajoute : « Faire un code complet et bienfaisant de voirie, code qui n'a jamais existé en France où toutes les lois sur cette matière sont éparses et incohérentes, comme l'étaient autrefois ces juridictions²¹. »

Elle lutta contre la routine paysanne. Le cultivateur tournait dans un double cercle vicieux : sans engrais minéraux, pas de fécondes prairies artificielles; sans elles, pas de bétail suffisant, peu de fumier donc, pas de culture intensive, pas d'amélioration de rendement, impossibilité d'abandonner la jachère. Monspey suggéra aux paysans de soigner leurs fumures et d'utiliser la chaux. Il donna des directives aux viticulteurs, qui songeaient plus à la quantité qu'à la qualité, et fit connaître le *Traité théorique et pratique sur la culture de la vigne et l'art de faire les vins*, publié par Chaptal en 1801²². En 1808, La Chapelle exposa la nécessité de conduire rationnellement une exploitation. « Chacun fait de brillants calculs et se promet d'énormes bénéfices. Tout est jouissance dès le début... Le propriétaire monte à grands frais tout un train de ferme. Il manque d'expérience, il a mal calculé ses dépenses. Le prix exorbitant des salaires, la négligence des valets, le peu d'habitude du maître qui

¹⁹ Soc. libre d'Agric., Hist. nat. et Arts utiles du départ. du Rhône, an XIII (Lyon, Ballanche, 1805, 15 p.).

²⁰ Soc. d'Agric., Hist. nat. et Arts utiles de Lyon. Règlements arrêtés dans sa séance du 25 nivôse an VII (14 janv. 1799, Lyon, Bruyset, in-8°, 12 p.).

²¹ A. D. R., T 303, Extrait des registres de la Soc. libre d'Agric., 27 germinal an IX, 17 avril 1801; Registre de la Soc. d'Agric., 20 floréal an XI, 10 mai 1803.

²² P. RIEUSSEC, *Programme du prix proposé par la Soc. d'agric. « Quelle est la meilleure manière de cultiver la vigne dans le départ. du Rhône ? »* (an XII, in-4°, 4 p.).

n'a puisé dans les auteurs qu'une théorie, qui n'est rien sans la pratique, contribuent à faire du citadin un très mauvais fermier ²³. » La propriété terrienne exerçait toujours sur le bourgeois enrichi un attrait irrésistible, mais il lui fallait s'initier à sa nouvelle besogne. Vers la fin de l'Empire, les prairies artificielles permirent de modifier l'assolement : autrefois, après une année de seigle et une d'avoine, on laissait le sol en jachère; maintenant, on fumait en semant des graminées la première année, puis venait le trèfle, ensuite le froment, enfin le seigle. Le préfet organisa des pépinières dans la campagne, à Villefranche et à Lyon, administrées par des membres de la *Société d'Agriculture*, afin de restaurer les forêts dévastées par l'exploitation anarchique des nobles et disloquées par les ventes révolutionnaires ²⁴.

La Société essaya de préserver les usages communautaires. Devant les progrès de l'individualisme agraire, elle pria le gouvernement de prévenir l'excessif morcellement du terroir. Elle voulait « empêcher les plaines de se couvrir de portioncules de terres trop petites pour que la charrue puisse y tourner ». Selon les principes de l'agronomie du XVIII^e siècle, la Société estimait que les grandes propriétés étaient mieux cultivées. Elle demanda de planter des arbres le long des routes, de faire des sondages pour reconnaître les richesses du sous-sol, de supprimer l'impôt des barrières. Les arrondissements ne devraient point être trop étendus afin de limiter les déplacements du juge et des parties pour que, enfin, naissent des affinités communales. Les contrats de service interdiraient aux domestiques de quitter leurs maîtres au moment des travaux, et aux maîtres de renvoyer ceux qu'ils ont utilisés quand vient le temps des frimas. Que l'on secoure les indigents, qu'on leur accorde des soins médicaux; le vagabondage et la mendicité créent une lourde charge pour les paysans et une atmosphère d'insécurité dans les villages : on n'ose refuser le gîte et le pain à ces errants qui menacent parfois les fermiers ²⁵.

La répartition de l'impôt foncier préoccupa la Société. Elle réclama la suppression de la taxe annuelle sur les hautes futaies pour favoriser le reboisement. Avant la Révolution, les forêts, appartenant aux privilégiés, n'étaient pas soumises aux impositions. Il suffit de prévoir un droit percevable au moment des coupes. La valeur locative des maisons ne doit pas être surestimée : si l'impôt est trop élevé, le propriétaire ne construira plus de « maisons des champs »; les ouvriers seront privés d'un gain et les villages d'une circulation d'argent qui les enrichit. L'impôt, déterminé par le cadastre, pour éviter les injustices et les variations vexatoires des répartiteurs, doit rester fixe pendant quarante ans, sans cela les propriétaires n'amélioreront pas leurs biens, de crainte d'être taxés davantage. La Société voulait interdire le système de rétribution en nature des batteurs et des moissonneurs : ils s'opposaient quelquefois à ce qu'un champ soit converti en herbages ou livré à d'autres cultures que les grains. Elle condamnait toute coalition de jour-

²³ M. de la CHAPELLE, *Réflexions sur l'exploitation des terres par des propriétaires riches* (*Almanach hist. de Lyon*, 1809).

²⁴ L. GROGNIER, *C. R. des travaux de la Soc. d'agric.*, 1812 (Lyon, Pelzin, 1812, 106 p.), p. 6-9.

²⁵ A. D. R., T 303, Extrait des registres de la Soc. d'Agric., 5 thermidor an VIII (24 juil. 1800).

naliers. On devine, dans ces propositions, le désir de sauvegarder les droits du propriétaire et d'améliorer la production ²⁶.

La Société suivit les expériences agraires que détermina le blocus. En 1808, le gouvernement intervint pour obtenir du sucre de raisin, selon la méthode de Jean Darcet et de Parmentier. En 1810, Montalivet insista pour décider les Lyonnais à entreprendre cette fabrication. Le préfet allégua la faible récolte en vins et leur qualité qui n'incitaient pas le vigneron à se livrer à cette production. La tentative n'aboutit pas et le gouvernement s'orienta bientôt vers la solution du Lyonnais Delesert, le novateur de Passy. Le décret de 1811 imposa la culture de la betterave blanche de Silésie. « Quel que soit le zèle des habitants, répondit le préfet, leurs efforts seront réellement efficaces et utiles lorsqu'ils seront, par l'effet d'une mesure générale, provoqués, éclairés et dirigés. » Après examen, on assigna une surface à réserver et on distribua des graines. Malgré les soins de la *Société d'Agriculture*, le succès fut limité ²⁷.

L'élevage du mérinos ne dura pas davantage. En 1797, Bénézech en organisa une vente. En 1800, Flandre Despinay de Laye, un gros propriétaire, amateur d'exotisme, tenta l'expérience. En 1803, l'Ecole vétérinaire éleva des béliers et des brebis mérinos d'origine espagnole. En 1804, le Premier Consul décida de confier une Bergerie nationale au département du Rhône. Despinay suggéra au préfet de l'établir à Blacé. Malgré l'avis défavorable des notables et de la *Société d'Agriculture*, l'Empereur accepta. Toujours à la recherche d'innovations autarciques, le gouvernement songea à tisser des châles, « aussi beaux que ceux du Cachemire », avec les poils des chèvres du Mont-d'Or. Le cachemire connaissait une vogue extraordinaire et Ternaux, le grand filateur d'Auteuil, cherchait à suppléer à l'absence des pièces de l'Inde ²⁸. Mayeuvre de Champvieux et Jambon désiraient acclimater une race thibétaine dans la banlieue lyonnaise; Louis Grogner compara « le duvet » des chèvres locales et le pushum de l'Asie, et l'Ecole vétérinaire se vanta de fournir des bœufs de Syrie au poil superfin, propre à faire des châles, et qui pouvaient se croiser avec des types indigènes ²⁹.

La même pénurie, causée par le blocus, conduisit les autorités à conseiller la culture de plantes tropicales. En 1809, Herbouville rendit compte au ministre de l'Intérieur des essais pratiqués au Jardin botanique, à la Pépinière départementale, en divers lieux par la *Société d'Agriculture* sur les graines de cotonnier. On voulut y intéresser des « propriétaires éclairés, mais les résultats furent négatifs, ce que M. d'Herbouville attribua à l'intempérie des saisons ». Son successeur, le comte de Bondy, confirma la vanité de cet espoir ³⁰.

²⁶ *Ib.*, T 303; Registre Soc. d'Agric., 15 floréal an XI (5 mai 1803), 14 germinal an XII (4 avril 1804).

²⁷ MOUTON-FONTENILLE, *C. R. des travaux de la Soc. d'Agric.*, 1811 (Lyon, Kindelem, 1811, 139 p.).

²⁸ *Journal de l'Empire*, 16 juil. et 21 nov. 1808.

²⁹ L. GROGNIER, *Notes sur les chèvres de Cachemire importées en France* (Lyon, Barret, s. d., in-8°, 4 p.).

³⁰ A. D. R., 26 K 21, Rapport du préfet, 20 avril 1812; — *Journal de Lyon*, 1^{er} janv. 1811.

Ainsi, résultats médiocres quant aux améliorations culturelles, nuls quant aux spéculations de remplacement. Cependant, les Lyonnais ne se découragèrent pas. La Chambre de Commerce adressa aux municipalités un questionnaire sur les ressources communales en blé, vin, bois. En Bresse, on examina la fameuse question des étangs, déjà abordée à la veille de la Révolution³¹. D'autres notables se préoccupèrent des fermes et des conditions d'existence des ruraux, les uns par charité, les autres par confiance dans les progrès techniques. François Cointeraux, spécialiste en architecture rurale, proposa d'ouvrir une Ecole d'architecture dans le clos des religieuses annonciades; l'Administration centrale accepta, considérant que « les constructions en pizay, connues depuis plusieurs siècles, peuvent être susceptibles de perfection »³². Des travaux furent entrepris sur l'élevage. Originaire d'Aurillac, Grogner publia des études sur la race de Salers, « l'éducation des pourceaux », l'influence du sel de nitre sur les animaux³³...

Beaucoup de ces possédants songeaient à consolider leurs positions. Leur projet de Code rural défend à la fois le droit de propriété et l'individualisme libéral. Il prévoit la liberté complète des assolements, la répression des droits de parcours et de vaine pâture, la réparation des dégâts commis aux forêts. Il cherche à faciliter le groupement des parcelles en supprimant les taxes d'enregistrement sur les échanges de terres. Il prescrit des sanctions contre les manouvriers en fuite ou en coalition... On envisagea même l'obligation du livret pour eux, mais on fit remarquer les obstacles : « Beaucoup de propriétaires ne savent ni lire, ni écrire. La plupart des maires ne sont guère plus savants³⁴. » Ce ne fut là qu'un exposé théorique des principes chers à la bourgeoisie lyonnaise. Le gouvernement ne promulgua pas le Code, ne ruina pas les usages collectifs et ne profita pas des opérations cadastrales pour imposer le remembrement.

L'industrie lia aussi la ville à ses campagnes. La « région économique lyonnaise » s'ébauchait et se substituait aux anciennes circonscriptions. Au cours de la crise révolutionnaire, Lyon cessa d'être la ville de la soie, le marchand fabriquait encore, mais déjà il « éditait » des étoffes, en se détachant des soucis de l'exécution. Un soyeux, comme Hugues-Louis Guérin, descendant d'une longue lignée de mouliniers et de marchands de soie d'Annonay et de Saint-Chamond, devint le régulateur entre d'innombrables éleveurs de cocons, fileurs, producteurs et les maîtres fabricants, consommateurs de soies ouvrées³⁵.

³¹ VARENNE de FENILLE, *Nouv. observations sur les étangs* (Bourg, Philippon, 1791, in-8°, 75 p.); — GREPPO, *Observations sur les étangs d'une partie du départ. de l'Ain* (Lyon, Tournachon, an XIII, in-4°, 36 p.).

³² FR. COINTERAUX, *La bonne et unique méthode pour faire les toits des bâtiments* (Paris, 1806, in-8°, 32 p.); — RAST de MAUPAS, *Mémoire sur une nouv. manière de couvrir les murs de clôture construits en pisé* (Paris, Huzard, 1808, in-8°, 14 p.).

³³ L. GROGNER, *Recherches hist. et stat. sur le mûrier* (Lyon, Barret, s. d., in-8°, 72 p.); — J.-B. GOHIER, *Mémoire sur les causes qui, dans la cavalerie, donnent lieu à la perte d'une gr. quantité de chevaux* (Lyon, Reyman, 1804, in-8°, 62 p.).

³⁴ T. RIBOUD, *Considérations sur la confection d'un Code rural* (in-12, 124 p.).

³⁵ J. LABASSE, *Le commerce des soies*, 1957, p. 36.

La migration des métiers vers les cantons ruraux caractérise surtout la Restauration. Peut-être même, dans certains secteurs comme en bas Dauphiné, après l'active participation du XVIII^e siècle et avant l'intervention massive du XIX^e siècle, l'influence lyonnaise semble marquer un temps d'arrêt. Néanmoins, des signes précurseurs se relèvent : des Lyonnais commanditent une indienne à Villeurbanne, recherchent l'anthracite à Ternay et à Communay, établissent à Saint-Nazaire-en-Royans une fabrique d'étoffes de soie qui attira en 1812 cinq cents ouvriers ³⁶.

La soierie gagnait la banlieue : à Saint-Alban-sur-la-Guillotière, Poidebard, dans sa grande magnanerie, utilisa un appareillage moderne, entre autres l'appareil de Gensoul pour trier les cocons, se chargea aussi de la filature et se proposa de lutter contre les organsins piémontais ³⁷. Le pays stéphanois représenta l'autre pôle des industries de la soie. Entre Lyon et Saint-Etienne, les villages, avec leurs bras excédentaires, optèrent pour le textile et abandonnèrent leurs archaïques et modestes ateliers de clouterie, de tannerie, de chaussures... La chappellerie maintenait aussi le contact avec Lyon. Les bouleversements avaient atteint la riche clientèle, mais la démocratisation du chapeau de feutre ranima Chazelles-sur-Lyon, Mornant, Saint-Andéol ³⁸...

Plus que la soie, plus que l'artisanat rural, l'industrie cotonnière rattachait les dépendances à la ville. En 1801, Mayeuvre proposa de rénover l'économie en s'orientant vers le coton; cette révolution de la mode peut permettre à Lyon de devenir « un nouveau Manchester » ; il suffit de perfectionner la filature, d'améliorer l'apprêt et d'adapter le décor ³⁹. Le coton parvenait en bourre du Levant, par Marseille ou Bordeaux; Lyon le redistribuait. L'habitant isolé se consacrait surtout à la filature, le tissage exigeant un matériel trop coûteux. Depuis 1794, on avait adopté la mule-jenny et la navette volante. De petits centres s'étaient constitués : Neuville-sur-Saône, depuis 1780, avec 150 métiers occupant huit cents ouvrières et enfants, filait le coton et destinait ses fils à l'Espagne, au Languedoc, au Beaujolais... Thizy et Amplepuis tissaient des toiles, qui étaient imprimées dans des manufactures d'indiennes, en un style colonial. La plus ancienne comptait, en 1801, soixante-dix ouvriers, la plupart alsaciens ou suisses; le blocus la condamna en 1806. Celle de Vernaison, avec une centaine d'ouvriers, produisait des mouchoirs. Celle de Tarare vivait difficilement. La spécialité tararienne restait la mousseline. Six cents métiers battaient en 1789 et trois cents seulement sous le Consulat. Ils avaient été sacrifiés par la politique protectionniste. Pour favoriser les filatures françaises, les cotons filés étrangers subissaient des droits prohibitifs. Or, les fils français, médiocrement fins, coûtaient beaucoup plus que ceux de Suisse et d'Angleterre. En fait, ils pénétraient toujours en fraude. En 1805, l'Empereur visita les fabriques de Simonet et le décret, instaurant le blocus, permit l'approvisionnement en fils étrangers. Dans ces conditions, le travail de la mousseline progressa, groupant sept mille ouvriers. Les produits

³⁶ P. LÉON, *La naissance de la gr. industrie en Dauphiné*, 1953, p. 431.

³⁷ Industrie lyonn. : St-Alban (A. H. S. R., 1825, I, p. 46 et 81).

³⁸ C. BEAULIEU, *Hist. du commerce*, 1838, p. 111, 118.

³⁹ J. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, II, 396.

se vendaient à la foire de Beaucaire aux Espagnols et aux Génois. Deux maisons genevoises vinrent s'établir à Tarare sous l'Empire ⁴⁰.

L'aire économique lyonnaise s'étendait ainsi aux bourgades voisines, dotées de nombreuses entreprises : mines de houille de Sainte-Foy-l'Argentière, exploitation du cuivre de Chessy et Sain-Bel, papeteries Montgolfier aux Ardillats... Cette sorte d'artisanat travaillait aussi bien les matières indigènes que les apports exotiques. Il établissait un lien entre la place commerçante et le village. Certains s'inquiétèrent de la transformation des genres de vie. A la *Société d'Agriculture*, Monspey déplora ce début d'industrialisation. « Des hommes grossiers se sont réunis pour détruire la simplicité de ces bons habitants de la montagne et ils ont abandonné leur vie agricole... Les hommes étaient plus robustes, les femmes plus saines, la population plus heureuse, le pays mieux cultivé présentait une richesse réelle au lieu d'une richesse factice... L'agriculteur passait moins de temps aux foires et marchés, partant, à la taverne. Il était moins ivrogne, moins crieur ⁴¹. » Echo des physiocrates et de Rousseau dans cet éternel débat.

Le transit lyonnais, qui reprit son ancien lustre pendant la reconstruction napoléonienne, rattacha étroitement la capitale lyonnaise à sa région économique. La position de la ville au point de croisement de nombreuses routes, l'industrie et la banque, l'esprit d'initiative des négociants contribuèrent à animer la métropole commerciale. Mais il fallait remettre en état les chemins qui rayonnaient en étoile autour de Lyon et améliorer les voies d'eau.

L'aménagement du Rhône préoccupa les techniciens. Bénédicte de Saussure avait exploré la Perte du Rhône en 1779 et soigneusement observé la structure du lit. Jacques Guettard avait envisagé d'utiliser le fleuve. La Convention thermidorienne envoya Boissel de Monville, mécanicien et ingénieur, étudier les moyens de rendre le haut Rhône navigable. Il s'embarqua à Collonges, sur un bateau qu'il avait fait construire à Seyssel. Sa relation évoque, avec des accents imités de Rousseau, l'exploration du cañon, « où la nature n'a point été troublée, dans son sublime désordre, par la main des hommes » ⁴². Cette reconnaissance périlleuse devait permettre de préciser le projet de creusement d'un canal latéral de Génissiat à Genève. En 1798 et en 1803, la Suisse insista pour que l'on réalise l'entreprise. Elle dépassait sans doute les possibilités techniques, mais elle suscita des observations géographiques. En 1812, Riboud présenta à l'Académie de Lyon une mise au point du problème, conseilla de profiter de l'annexion de la Savoie pour exécuter les travaux, émit diverses hypothèses sur la perte de Bellegarde. Là, écrit-il, tout révèle « l'empreinte de la main de la nature. Des sites âpres et sauvages portent dans l'âme un sentiment de mélancolie ». Il décrit l'érosion comme une sorte de combat entre le fleuve et les forces naturelles et recherche comment « obvier à l'interruption de la navigation entre Fort-l'Ecluse et Seyssel » ⁴³. On

⁴⁰ Consultation sur les retards, les avaries et les déficits des cotons expédiés en France par la voie d'Italie (Lyon, 1812, in-4°, 19 p.).

⁴¹ Soc. libre d'Agric., Compte Rendu, 1805, 15 p. (F. C.).

⁴² T. BOISSEL, *Voyage pittoresque et de navigation exécuté sur une partie du Rhône, réputée non navigable* (Paris, Pont, 1795, in-4°, 156 p.).

⁴³ T. RIBOUD, *Observations sur le cours et la perte du Rhône* (1812, in-8°, 67 p.), p. 3-8, 51.

compléta les liaisons par canaux et on développa les services de messageries : deux compagnies fluviales se concurrencèrent pour assurer la correspondance de Lyon à Chalon ⁴⁴.

Les routes étaient en très mauvais état : de Lyon à Saint-Etienne, la chaussée provoquait tant d'accidents que les voitures préféraient rouler dans les champs voisins. Le préfet constate en 1807 : « Avant la Révolution et pendant la trop courte durée des Assemblées provinciales, les routes de France étaient renommées par le luxe de leur construction et la solidité de leur entretien. La Révolution n'a songé qu'à détruire ⁴⁵. » En dehors des mobiles politiques et militaires, des considérations économiques orientèrent le Premier Consul vers les routes alpestres. Le Piémont fournissait, au XVIII^e siècle, une part considérable des grèges. Les liens, qui unissaient les soyeux lyonnais aux sériciculteurs piémontais, représentaient le type même de ceux que Bonaparte désirait établir entre la production italienne et la manufacture française. Par le Cenis, les Lyonnais allaient chercher leur matière première, non seulement dans le Piémont, mais en Lombardie et à Parme. De là, ils tentaient de toucher Ancône et l'Adriatique pour obtenir les grèges du Levant ⁴⁶. Cet itinéraire terrestre ruina les anciennes relations maritimes, mais affermit le rayonnement de la région économique lyonnaise. A la fin de 1801, des capitalistes chambériens proposèrent d'améliorer la route de la Maurienne. Le préfet de l'Isère, Joseph Fourier, traça l'itinéraire de Grenoble à Turin, par le Lautaret et le Mont Genève, et fit assécher les marais de Bourgoin ⁴⁷.

Ce système continental infusa une vitalité nouvelle au commerce, et l'agglomération bénéficia des circuits terrestres. Le roulage connut une éclatante prospérité, et certaines maisons, comme la firme Bonnafous, devinrent des puissances. Deux cents entreprises relièrent les provinces méridionales aux Etats allemands et nordiques, et utilisèrent la ligne transversale du Mont Cenis, route de la soie puis du coton. Sept routes impériales conduisaient de Lyon à l'Est (Strasbourg, Genève), au Sud (Nice, Beaucaire, Béziers), au Sud-Ouest (Toulouse, Bordeaux). Ces efforts aboutirent à la renaissance des foires rurales, que les troubles avaient contribué à faire désertier. Le rétablissement du calendrier grégorien élimina les incidents que l'ère républicaine avait fait naître. L'instauration du système métrique pouvait faciliter les échanges. En réalité, les marchés de Beaujeu et de Chauffailles l'ignoraient encore en 1813, et les vendeurs profitent toujours de la variété des poids et mesures pour essayer de duper le client. En tout cas, le nombre des foires s'élève : six à Anse, sept à Neuville, douze au Bois-d'Oingt et à Thizy... Partout, les autorités cherchent à recréer l'activité commerciale. Simonet déclare à la Chambre de Commerce de Tarare : « La concurrence est un frein à la cupidité des fabricants », à condition que le gouvernement ne contrarie pas « les moyens de se procurer les matières premières dont ils ont besoin » ⁴⁸. A Lyon, le commerce de transit occupa

⁴⁴ *Journal de Lyon*, 2 janv. 1812; — A. N., F7 8611, Corresp., 1809-1811.

⁴⁵ C. d'HERBOUVILLE, *Rapports administratifs présentés les 15 oct. 1807 et 10 janv. 1809 au Conseil général...*

⁴⁶ M. BLANCHARD, *Les routes des Alpes occidentales*, 1920, p. 86.

⁴⁷ Notice sur J. Fourier (*Constitutionnel*, 15 et 22 juil. 1838).

⁴⁸ E. VIAL, *Les anc. mesures du vin à Lyon* (Paris, Impr. nat., 1907, in-8°, 28 p.); — E. d'HAUTERIVE, *La police secrète*, II, Bull. 16 sept. 1806, p. 499.

15 000 personnes, soit un sixième de la ville. Par la vallée du Rhône arrivaient les produits du Midi, les soies et les laines, les drogues pour la teinture, les lingots d'or et d'argent provenant d'Espagne. Par cette voie repartaient les soieries, les draperies, le papier. Par les routes alpines, Lyon s'approvisionnait en organsins de Lombardie, en coton illyrien et levantin, en riz piémontais. La cité renvoyait des draps, des toiles, des dentelles, des livres; ce fut une véritable « conquête lyonnaise du marché péninsulaire de l'Empire »⁴⁹. Deux tableaux du Nancéen Charles Nivard concrétisent ce commerce florissant et cette vie fluviale active. Sur la Saône, en plein cœur de Lyon, circulent les pénelles de Vernaison, les barques de Givors, les seysselanes de Condrieu. L'aspect est celui d'un marché rural. Les rives du Rhône sont garnies d'entrepôts, d'ateliers, de moulins⁵⁰... Lyon faisait ainsi figure de capitale d'une de ces grandes unités économiques qui se créaient sur le marché continental.

2. LES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES

Un débat d'idées s'engagea sur les conditions du renouveau économique de la ville. En 1800, Lyon avait perdu 20 000 producteurs, selon Verninac. La moitié des métiers avait disparu et 5 000 seulement battaient. Pour la passementerie, il ne subsistait que le tiers des maisons, et le tirage d'or était presque anéanti. Les causes de ce marasme résidaient dans la situation générale : la guerre avait fermé à nos rubans, le Levant, l'Espagne, l'Allemagne, la Russie, et notamment l'Amérique méridionale. Les fortunes avaient sombré et les nouveaux ateliers se dotèrent d'un outillage permettant de produire à bas prix. Les tissus destinés à la classe populaire s'améliorèrent, ceux de la bourgeoisie se simplifièrent. En 1802, sur 8 500 métiers en activité, 6 000 tissaient du taffetas, 1 100 des brochés à la grande et à la petite tire. Seules les cours étrangères, bientôt la Cour impériale, puis celles des napoléonides, commandèrent quelques façonnés pour la robe et l'ameublement. Lyon livra en faible quantité des brochés à petit dessin, des rayés obtenus par des effets de poil, de velours, d'entrelacs formant armure. Lyon perdit le monopole de la broderie qu'il détenait depuis le xvii^e siècle. Aucune branche de l'industrie n'avait autant souffert de la Révolution que la broderie. « Le luxe des cérémonies religieuses, le faste de la Cour, l'orgueil des grandes fortunes, tout lui manqua à la fois. » La concurrence s'accrut et, surtout, le changement de mode entraîna la mévente de nos productions. Le goût féminin délaissa les étoffes brochées pour les mousselines, les linons, les basins. Les hommes portèrent du drap, comme en Angleterre, et renoncèrent au velours, au satin et au taffetas.

Le préfet conseilla de développer d'abord la production de grège. Les organsins du Vivarais, du Dauphiné, de Provence, les trames du

⁴⁹ F. RIVET, Problèmes du transit rhodanien (*Cahiers Hist.*, 1956, IV, 365-392), p. 366.

⁵⁰ H. HOURS, La vie des fleuves dans Lyon en 1804, d'après deux tableaux de Ch. Nivard (*Arts et Traditions popul.*, oct. 1954, p. 332-336).

Languedoc l'emportent sur les matières premières étrangères pour leur valeur. Malheureusement, elles ne suffisent pas, et il faut importer du Piémont, des Deux-Siciles, du Levant, de Nankin; on gaspille du numéraire, compensé il est vrai par les ventes en Allemagne et dans le Nord. L'Etat doit protéger la culture des mûriers, l'éducation des vers à soie, la filature. Il faut ensuite soumettre le moulinage et le tirage à des règlements sévères pour garantir une bonne qualité. Ceux de 1744, qui déterminaient les conditions de fabrication, assurèrent aux ballots de soieries lyonnaises une telle confiance que les clients étrangers ne les vérifiaient pas. Il faut revenir à ces principes conservateurs. Pour remettre les velours et les gros de Tours à la mode, le gouvernement doit imposer des uniformes à ses fonctionnaires. Enfin, le Consulat doit défendre les crêpes lyonnais en frappant ceux de Bologne d'un droit élevé. En revanche, il peut obtenir de l'Espagne une réduction des taxes sur nos produits ⁵¹.

La chapellerie, un des secteurs les plus considérables de l'économie locale, faisait vivre naguère 8 000 ouvriers et, aujourd'hui, à peine 1 500. Plusieurs raisons expliquent cette décadence : le prix des poils de lapin s'est élevé ainsi que les salaires. Mais surtout, les débouchés se sont restreints : l'Italie a réduit ses commandes, les Anglais ont repris la clientèle nord-américaine, Madrid a prohibé les chapeaux français dans les Indes et a fondé des manufactures concurrentes en appelant nos ouvriers. Verninac suggère d'acheter la matière première en Autriche et au Wurtemberg, de négocier avec Charles IV, de gagner des clients en Suisse, à Venise, dans les Deux-Siciles. La bonneterie comptait 2 500 métiers actifs en 1789, avec plus de 4 000 ouvriers en tout genre. Au seuil du Consulat, 1 800 métiers seulement travaillent : la consommation des bas a diminué parce que l'usage des bottes se généralise. Louis XV porta le coup le plus sensible en permettant l'exportation des métiers, ce qui provoqua les concurrences de l'Espagne, de l'Allemagne, de la Russie ⁵². La corroirie, qui souffre de l'état de guerre en Allemagne et en Suisse, ne peut renaître que si l'on restaure les règlements. Deux secteurs seulement prospèrent : le commerce des fers bénéficie de l'impossibilité d'importer les métaux suédois, car les hostilités rendent « les transports par mer dispendieux et dangereux » ; l'épicerie a pris aussi « un accroissement considérable », des négociants ont « tourné leurs spéculations et leurs capitaux » vers elle, à la suite de la crise de la Fabrique ⁵³.

Le redressement économique devint un des thèmes de la pensée lyonnaise. Le magistrat Boissieux ne manqua aucune occasion d'y faire allusion. En installant le Tribunal en 1800, il annonce : « Tout nous promet, avec la paix, le rétablissement des arts et du commerce dans cette cité, aussi célèbre par ses malheurs que par l'antique splendeur de ses manufactures. » Au retour de Marengo, Bonaparte s'engagea à relever avant deux ans « le commerce de cette ville dont s'enorgueillissait l'Europe entière ». Saluant Najac, Boissieux se réjouit de voir « luire les rayons de la paix » et rappela que Lyon était réputé pour « l'industrie de ses habitants et sa situation topographique, qui en fait l'entrepôt

⁵¹ R. VERNINAC, *Descript. physique*, 1801, p. 60, 69.

⁵² J. CHAPTAL, *De l'industrie franç.*, II, p. 116.

⁵³ R. VERNINAC, *Descript. physique*, 1801, p. 81-82.

nécessaire de toutes les productions de l'Ancien et du Nouveau Monde ». A nouveau, dans son compliment adressé à Talleyrand, lors de la Consulte Cisalpine, il évoqua « les malheurs de cette cité et la stagnation de son commerce », et félicita Chaptal, en 1802, de l'intérêt qu'il portait à l'économie. Grâce à lui, Lyon allait « bientôt reprendre son premier essor et rivaliser avec les nations commerçantes des Deux Mondes » ⁵⁴.

Les Lyonnais songeaient avant tout à ranimer la Fabrique. La municipalité, discernant un lien entre la réglementation et la prospérité d'antan, s'imaginait que seul le retour aux corporations rendrait à « la commune de Lyon, la haute réputation dont elle jouissait avant la Révolution.... pour la supériorité des étoffes qu'elle fabriquait ». Un membre fit le procès de « l'inobservation des règlements », qui déclencha « les désordres de l'anarchie » ; non seulement il déplora « la funeste liberté de faire comme chacun l'entend », mais demanda que tout individu, pour s'établir à son compte, rapportât « du chef chez qui il aura travaillé » un certificat de capacité professionnelle, et qu'un « jury de conservation » veillât à l'observation des consignes ⁵⁵. Se souvenant des foires, les édiles sollicitèrent la création d'un entrepôt de produits étrangers et coloniaux, bénéficiant de la franchise. Ainsi, « Lyon deviendrait le dépositaire, l'agent, le comptoir toujours agissant des villes qui l'entourent, le marché toujours ouvert des productions de l'agriculture et des denrées des départements situés dans l'intérieur de la France, relégués par leur position loin des ressources du commerce, éloignés de la visite et de la correspondance de l'étranger » ⁵⁶.

Gilbert présenta, à la *Société d'Agriculture*, « les moyens de développer et de restaurer la Fabrique », et signala les entreprises et les banques qui lui paraissent avoir « droit à la protection du gouvernement ». En supprimant les jurandes et les maîtrises, on a rendu à l'industrie une liberté qui n'exclut pas les contrats et les règlements. Il faut préciser les droits réciproques du manufacturier et de l'ouvrier, conserver « à l'innovateur ses idées mécaniques dont l'exécution est sa propriété », garantir l'emploi des fils d'or et d'argent, prévoir « une surveillance active contre les infidélités de matières, fléau terrible qui amènerait la ruine de toutes nos fabriques, s'il n'est pas arrêté dans ses ravages ». Un dépôt de toutes les mécaniques, confié à des artistes, permettrait d'expérimenter les trouvailles des fabricants; certains d'entre eux ne peuvent pas toujours en risquer les frais. Pour sauvegarder son crédit, la place doit respecter ses engagements, reprendre le système des paiements trimestriels, ou même mensuels, éviter par excès de prudence l'immobilisation des espèces. La loi contrôlera les fonctions de courtier; le Code civil, attendu avec tant d'impatience, fixera la ligne de conduite des tribunaux consulaires, qui sont forcés de suivre des ordonnances anciennes, parfois contradictoires. Comme partout, une mise en ordre s'impose ⁵⁷.

⁵⁴ J.-B. BOISSIEUX; *Discours et réquisitoires*, 5 mai 1800, p. 2; 2 févr. 1801, p. 7; 7 janv. 1802, p. 10.

⁵⁵ A. M. L., D : Nord, 3 et 23 nivôse an VIII (24 déc. 1799 et 13 janv. 1800).

⁵⁶ Cons. munic., I, p. 289.

⁵⁷ A. D. R., T 303, J.-E. GILBERT, *Rapport sur les moyens de développer et restaurer la Fabr. de Lyon*, 10 thermidor an VIII (29 juil. 1800).

Le Conseil général suggéra au Consulat un indispensable programme. Le traité de Lunéville vient d'instaurer la tranquillité intérieure, d'écarter l'étranger des frontières, d'assurer la paix continentale... Il faut maintenant « relever le commerce, établir par des traités... des relations solides et durables avec les divers peuples, encourager tous les arts, vivifier l'agriculture en améliorant la navigation intérieure »⁵⁸. La Fabrique se reportait vers l'ancienne législation, compliquée, mais appropriée par une pratique séculaire. Le préfet désigna une Commission, en 1801, pour rédiger un code professionnel. Déjà ébauché par Déglise, un projet fut transmis par le président Terret au gouvernement. Copieux et minutieux, il soumet à la réglementation tous ceux qui travaillent pour la Fabrique. Il les défend, mais les dirige. Un jury conservateur se chargera d'aplanir les litiges professionnels et veillera sur l'ensemble, car « une trop grande liberté entraînerait la ruine d'une industrie intéressante pour le commerce national ». Il comprendra quatre manufacturiers marchands et quatre chefs d'atelier, choisis par le préfet en tenant compte des diverses spécialités : uni, broché, façonné...

Les manufacturiers, les commis, les apprentis seront tenus de s'inscrire au Bureau. Les contrats d'apprentissage seront contrôlés et prescriront une durée d'au moins quatre ans. Les étrangers devront se faire agréer. Les maîtres-ouvriers pourront travailler à leur compte avec une autorisation spéciale. Sans « apporter des entraves au génie des dessinateurs ni comprimer l'essor de l'invention », ce règlement cherche à garantir la qualité des soieries. Il reprend les dispositions de 1744 et fixe les portées de chaîne pour les différentes catégories d'étoffes. Manufacturiers et chefs d'atelier tiendront registre des tissages en cours d'exécution. Le prix des façonnés sera débattu de gré à gré. Toutefois, un tarif minimum est prévu pour les unis, satins et taffetas. Le marchand garde un incessant droit de surveillance, et il importe de maintenir l'ancienne distinction entre manufacturier et canut. Les matières premières seront strictement conditionnées et un pourcentage de déchet sera toléré pour le tisseur. Celui-ci ne peut ni donner, ni prêter, ni copier les dessins qu'on lui remet. Les brodeurs, les dessinateurs, les manufacturiers déposeront, entre les mains du jury, un exemplaire de leurs compositions pour s'en assurer la propriété. Les teinturiers, eux aussi enregistrés, travailleront selon les consignes imposées.

Tous les chefs d'atelier prendront au Bureau un billet d'acquit mentionnant le nombre de leurs métiers et le nom du fabricant qui leur fournit l'ouvrage. Il permettra de contrôler la comptabilité du canut, en particulier facilitera les règlements de dettes. Il est interdit aux manufacturiers d'employer un ouvrier à façon sans livret. Tout travail clandestin, tout « avouage » sera réprimé sévèrement. Pour éviter le « piquage d'once », les mouliniers, les écacheurs, les fileurs d'or... ne pourront vendre ou échanger les déchets de matières premières. Dans son discours de clôture, Terret insista sur la nécessité de faire approuver par le Consulat cette codification des divers emplois de la Fabrique⁵⁹.

Une large fraction de la bourgeoisie se prononçait donc pour un renouveau colbertiste. Une brochure réclama des commissaires spéciaux

⁵⁸ Rapport d'avril 1801 (N. A. H. R., II, 1832, p. 187).

⁵⁹ TERRET, *Projet de règlement pour la Fabr...* (Lyon, Leroy, 1801, in-8°, 96 p.).

pour rechercher les délits de fabrication, les fraudes, les contrefaçons, et réviser annuellement le barème des salaires, après consultation d'une assemblée de fabricants, chefs d'ateliers et compagnons. C'était vouloir la résurrection plus ou moins déguisée des maîtrises et des jurandes⁶⁰. Les manufacturiers tenaient à établir eux-mêmes leur réglementation et refusaient toute directive d'inspiration parisienne. Au contraire, les négociants se ralliaient aux conceptions libérales et pensaient que la « régénération du commerce » déterminerait la reprise économique de toute la cité. Dès l'été 1800, espérant une paix prochaine qui réparera « les maux sans nombre » subis « depuis le commencement de cette guerre funeste », les marchands de Francfort et de Lyon entreprirent une démarche commune auprès du Premier Consul : ils souhai- taient que les foires hessoises de septembre bénéficient de franchises spéciales. « C'est le principal débouché, écrivaient les Francfortois, que vous avez en Allemagne et dans le Nord pour le débit des produits de vos fabriques et de toutes celles de la France. » Les pétitionnaires lyonnais, Brolemann, Bissardon, van Risamburgh... ajoutent : « Depuis le commencement de la Révolution, nos manufactures d'étoffes de soie ne travaillent qu'à l'aide des commissions de l'Allemagne et principale- ment des villes de Francfort et de Leipzig. C'est à ces deux villes que nous sommes en partie redevables de l'activité de notre commerce, et si nous étions privés de ces débouchés, notre industrie languirait et plusieurs milliers d'ouvriers seraient réduits à la plus affreuse misère⁶¹. » Le Bureau consultatif du commerce de Lyon appuya cette demande. « Francfort est le passage et presque l'entrepôt des marchandises que Lyon expédie dans toute l'Allemagne » ; si elles subissaient des retards dans leur acheminement, elles risquent de se démoder. Déjà les achats de soie se ralentissent à Lyon, les manufacturiers sont prêts à arrêter les travaux de leurs fabriques, ce qui laisserait les malheureux ouvriers sans ressource. Le gouvernement consulaire doit protéger les opérations commerciales entre ses ressortissants et ceux des nations belligérantes, puisqu'elles font rentrer les capitaux qui alimentent les ateliers et, en fin de compte, le Trésor. Verninac insista pour obtenir la libre circula- tion des courtiers et des étoffes en Allemagne⁶². Apprenant en 1801 qu'on voulait imposer des inspecteurs, Vouty signala l'inquiétude du négoce : « Il aime la liberté, et quand on le gêne, il cherche un asile qui lui plaise. Venise, la Hollande, les villes hanséatiques, Gênes, Genève en sont de frappants exemples. Lyon même n'a fleuri sous les rois que parce qu'il avait une liberté réelle sous le nom de franchises⁶³. »

Bruyset, en 1802, rappela que la cité, subissant « la haine du gou- vernement destructeur auquel elle a eu le courage de résister, a vu moissonner ses habitants, renverser ses édifices, disparaître un tiers de sa population, ses impositions s'accroître avec le renchérissement des

⁶⁰ TOLOZAN, *Observations sur le projet de règlement pour la fabr. des étoffes d'or, argent et soie* (Lyon, 1802, in-8°, 79 p.).

⁶¹ A. D. R., F. G., ms. n° 1, Lettres des négociants établis à Francfort, 23 juil. 1800; des négociants lyonn. au Premier Consul, 18 thermidor an VIII (6 août 1800).

⁶² *Ib.*, F. G. ms. n° 1, Lettre du Bureau consultatif du commerce de Lyon, 19 thermidor an VIII.

⁶³ C. VOUTY, *Observations sur le commerce*, adoptées par le Conseil gén. du départ. du Rhône, 26 germinal an IX (16 avril 1801, in-4°, 16 p.).

denrées, les fortunes de ses capitalistes diminuer des trois quarts et l'empire léger de la mode, auquel rien ne résiste..., lui enlever les ressources de son industrie manufacturière... ». Bruyset évoque ensuite les luttes commerciales menées contre les rivales étrangères, telles que Venise. Bien situé, Lyon doit maintenir sa primauté. « Anvers est prêt à voir flotter dans ses ports le pavillon de toutes les nations. Marseille... va reprendre son empire en Méditerranée. Dunkerque, Bayonne, Bordeaux, Nantes, Le Havre sollicitent tous les avantages de leur position. Strasbourg améliore la sienne. » Il ne faut pas négliger Lyon, qui arrivait en tête en 1787 pour son contingent d'exportation, et fournissait à lui seul le quart des ventes en objets manufacturés, comme Alexis Vandermonde l'exposa à la Convention. Ses manufactures constituent ainsi « un accessoire brillant du commerce ».

Autrefois, les gouvernements favorisèrent le négoce lyonnais : François I^{er} créa la Douane, Colbert limita les taxes, les foires franches attiraient un afflux de produits et déterminaient les cours, « par la concurrence naturelle et la loi de l'offre et la demande ». Anvers et Beaucaire durent leur renommée à une franchise analogue, et les Anglais accordent même des primes à l'exportation. La disparition des foires a provoqué la ruine de toute l'économie. Il convient d'établir à Lyon un dépôt de marchandises étrangères, exemptes de tous droits d'entrée. Lyon servirait de marché permanent à la Bourgogne pour ses vins, ses glaces et ses fers; à la Provence pour ses huiles, ses fruits et ses étoffes; au Beaujolais pour ses toiles — les vins ne sont pas cités. La navigation intérieure serait stimulée, les ateliers travailleraient et la présence des entrepôts, près de Bellecour et dans le quartier de Bourgneuf, entraînerait un surhaussement des loyers⁶⁴...

Le régime consulaire recevait ainsi des suggestions contradictoires provenant des fabricants et des marchands. Comme tous les despotes éclairés, Bonaparte prêta grande attention à tous ces problèmes : la prospérité assure de saines finances et garantit l'ordre social. Mais il comprenait mal la complexité du négoce et ne défendait aucune théorie précise. Pour remédier à l'insuffisance de numéraire, il inclinait vers le mercantilisme. Il eût volontiers rétabli l'armature corporative : les artisans auraient récupéré leur monopole et les négociants n'auraient pas été fâchés d'obtenir des règlements contre les faconniers. En tout cas, il prit rapidement des mesures protectionnistes. Au lendemain de la paix de Lunéville, les milieux lyonnais redoutèrent les importations de marchandises étrangères. Le ministre de l'Intérieur calma ces appréhensions : le gouvernement était bien décidé à protéger les fabriques « de tout son pouvoir..., à écarter toute concurrence » et à ne faire aucune démarche, à ne consentir aucun acte qui puissent « leur être contraires ». Un arrêté en août 1801 décida de confisquer comme produits d'origine britannique les basins, piqués et mousselinettes non estampillés⁶⁵. Il prescrivit de n'employer « dans les fêtes, ameublements, décorations et généralement dans tous les ouvrages ordonnés par les autorités constituées... que des produits des fabriques françaises ».

⁶⁴ J.-M. BRUYSET, *Sur la régénération du commerce dans la ville de Lyon*, thermidor an X (juil. 1802).

⁶⁵ A. M. L., F2, Ind. et commerce : arrêté du ministre de l'Intérieur, 3 fructidor an IX (21 août 1801).

Le préfet commenta cette décision, dans une circulaire adressée aux maires des trois divisions communales, et montra que, parmi les encouragements possibles, il n'en était pas « de plus puissant que celui de se parer de ses produits et d'en décorer ses habitations »⁶⁶. Pendant son séjour à Lyon pour les travaux de la Consulte, le Premier Consul fit savoir aux maires, par Talleyrand, ministre des Relations extérieures, que le Tsar consentait à faciliter le commerce des soieries dans son empire. Il accepta encore une pétition des soyeux lyonnais tendant à régulariser le contrôle des arrivages de soie grège italienne — la douane se faisait toujours à Lyon et non aux frontières. L'exportation des soies teintes, préjudiciable aux manufactures, fut interdite par un arrêté de mars 1803⁶⁷.

Bonaparte fut mis au courant de la situation désastreuse de la Fabrique. Il visita les manufactures, vit fabriquer un écran portant son chiffre, reçut en présent un tableau sur velours exécuté par Terret, et un magnifique habit de soie violette offert par la ville... Sa sollicitude s'accompagna d'interventionnisme. Pour remplacer le Bureau du Commerce, substitué après le 9 thermidor à l'ancienne Chambre de Commerce, disparue avec les corporations, un arrêté institua, en juin 1801, un Conseil présidé par le préfet et composé de membres nommés, sur sa présentation, par le ministre de l'Intérieur. Il comprit des fabricants, des banquiers, des propriétaires et même des savants. En décembre 1802, il devint la Chambre de Commerce, dont les membres étaient choisis par soixante électeurs, eux-mêmes désignés par le préfet. Elle devait « présenter des vues sur les moyens d'accroître la prospérité du commerce, faire connaître au gouvernement les causes qui en arrêtent le progrès, indiquer les ressources qu'on peut se procurer, surveiller les lois et arrêtés concernant la contrebande ». Ce fut une sorte de Parlement commercial qui examina toutes les questions intéressant l'économie de la cité, discuta les tarifs douaniers, les traités commerciaux, la liberté du travail... et se fit l'intermédiaire entre la Fabrique et le gouvernement⁶⁸.

Dechazelle transmitt aussitôt plusieurs rapports à la Chambre de Commerce. Les métiers manquent : pendant la Terreur, des chefs d'atelier les ont brûlés comme des instruments devenus inutiles, les ouvriers ont péri ou se sont exilés, ceux qui sont retournés dans les campagnes répandent la suspicion sur la Fabrique, et il devient impossible d'attirer à Lyon une main-d'œuvre nouvelle. L'effectif de la Fabrique s'est réduit de moitié. Il faut recruter des aides, relever le **prix des façons**, accorder des primes. Dechazelle souhaite voir renaître la mode des étoffes d'ameublement : le gouvernement doit aider le fabricant à reprendre l'exécution des satins à ramages et à figures. De même, il faut lutter contre l'usage du costume athénien et remettre en honneur les somptueux habits. Le travail décuple parfois la valeur intrinsèque des matières, et ces étoffes se vendent à l'étranger. Le Consulat doit soutenir les manufacturiers, veiller à la formation des

⁶⁶ *Ib.*, F2, Fabr. de soie, règlements et tarifs : Lettres du préfet Najac au maire du Midi, 24 vendémiaire an X (16 oct. 1801), aux maires de Lyon, 1802.

⁶⁷ *Journal de Lyon*, 5 nivôse an X (26 déc. 1801); *Almanach de Lyon*, 1806, p. 128.

⁶⁸ *Bull. des Lois*, 3^e série, an XI, n° 238.

dessinateurs, organiser des concours ⁶⁹. Dechazelle analysa la situation des manufactures de toiles peintes; malgré la qualité de leurs produits, les dix entreprises de la région lyonnaise connaissent la concurrence anglaise, par l'intermédiaire de la Suisse. La solution consisterait à interdire absolument toute indienne d'origine étrangère, mais elle est inapplicable. Les produits britanniques sont recherchés et les contrebandiers sont trop ingénieux. Il faut stimuler nos techniciens, nos artistes, nos chimistes et prévoir des droits d'entrée variables selon les circonstances ⁷⁰. La Chambre de Commerce se préoccupa de la hausse du coût de la vie, qui élevait le prix de la main-d'œuvre; elle rappela qu'autrefois le Consulat fixait les cours du pain et de la viande quand le grain et le bétail subissaient des variations en hausse ou en baisse pendant trois marchés consécutifs ⁷¹. Ces débats guidèrent le gouvernement consulaire dans son œuvre de réorganisation.

Le rapport de Terret inspira le conseiller d'Etat Regnault de Saint-Jean-d'Angély. Signalant les abus nés de la loi Le Chapelier et les malfaçons résultant de la concurrence illimitée, son projet, discuté au Tribunal, puis au Corps législatif, devint la loi organique du 12 avril 1803, qui assure la propriété des marques, détermine les juridictions, impose le livret d'acquit. Ces mesures se rattachaient à la politique de Bonaparte. Les Chambres de Commerce et de manufactures, les compagnies d'agents de change, la désignation de courtiers ne répondaient pas seulement à des besoins techniques, mais aussi à un dessein social : fonder une hiérarchie sur la richesse. La Chambre lyonnaisé présenta ses observations. Tout en approuvant le principe de la réglementation, Dechazelle fit remarquer que la loi de 1803 ne tenait pas compte du régime particulier de la Fabrique. « Les artisans en passementerie, bonneterie ou fabricants d'étoffes de cette ville ne sont pas rassemblés dans un même local sous l'immédiate dépendance du propriétaire de la manufacture. Les ouvriers sont dispersés dans un nombre infini de petits ateliers, dont le chef, artisan lui-même, possesseur de quatre ou cinq métiers, est absolument libre et indépendant chez lui. » Il faut, de ce fait, prévoir deux systèmes de livrets : un pour les chefs d'atelier et un pour les compagnons ⁷².

En juillet 1804, Régné répéta ces considérations dans un mémoire adressé au ministre de l'Intérieur. Après avoir évoqué, selon l'usage, la splendeur passée, l'intérêt commercial, l'activité des manufactures, il énumère les obstacles à la reprise économique. La Fabrique manque d'ouvriers : beaucoup se sont expatriés, et l'on ne forme plus d'apprentis. Cette pénurie oblige à refuser la moitié des commissions. Elle s'explique par la crainte de la conscription. Les jeunes gens de la classe indigente savent que ce métier ne leur vaut aucun avantage une fois incorporés. « Le travail de nos ouvriers est purement mécanique; l'intelligence ne peut pas suppléer à l'exercice, et le temps seul peut

⁶⁹ A. G. B., Déchazelle, Rapport fait au Conseil du Commerce sur un mode d'encouragement propre à ramener l'usage des étoffes de soie (s. d.).

⁷⁰ *Ib.*, Déchazelle. Rapport sur les manuf. de toiles peintes.

⁷¹ Au ministre de l'Intérieur : Pétition de la Ch. de Comm. de Lyon (Lyon, Bruyset, an XI, in-4°, 8 p.).

⁷² A. G. B., Lettre de Déchazelle, au nom de la Ch. de Comm., au cit. ministre, 13 prairial an XI (2 juin 1803).

donner l'habitude et la petite connaissance pratique qui sont nécessaires pour former un bon ouvrier. » D'où la longueur de l'apprentissage, car le manufacturier ne peut confier des matières précieuses à un novice. Ainsi, les apprentis passent cinq années sans rien gagner. Pour en recruter, il faudrait les exempter du service, à condition qu'ils travaillent un certain nombre d'années à la Fabrique.

Une autre cause qui s'oppose à la formation de la main-d'œuvre, c'est l'insuffisance des règlements. En élaborant la législation ouvrière de germinal et de frimaire an XI, Regnault n'a pas tenu compte des particularités lyonnaises. Le fabricant traite avec le maître-ouvrier, lui consent des avances, lui remet la matière première. Autrefois, quand un chef d'atelier était débiteur, celui qui l'employait devait verser à son créancier une partie du salaire. Actuellement, la liberté indéfinie retient les manufacturiers qui craignent de ne pas rentrer dans leurs fonds; or, les maîtres-ouvriers ont besoin de crédit pour racheter les métiers qu'ils ont vendus pendant la crise. Ce défaut d'équipement empêche la reprise. La Chambre propose de soumettre les chefs d'atelier à l'obligation d'un livret spécial, délivré par la police; il consignera les travaux, les salaires, les dettes du détenteur. Tout employeur s'engagera à solder les créances en souffrance.

La Chambre n'est pas encore parvenue à trancher la question des règlements de fabrication. Certains veulent des règles sévères, d'autres la liberté totale. L'institution d'un Conseil de prud'hommes pourrait assurer le contrôle et être un bureau de conciliation. Il faut surtout répandre le goût des brochés. Le gouvernement doit donner l'exemple par ses commandes officielles et fonder une école de dessin et de peinture. Il ne reste que très peu de « metteurs en carte », et il importe de transmettre cette technique aux jeunes générations. Enfin, des remèdes d'ordre social s'imposent : les objets de consommation journalière ont subi, depuis quelques années, une augmentation alarmante; les impôts renchérissent les locations déjà onéreuses, le logement des gens de guerre est une lourde charge que Lyon ne supportait pas sous l'Ancien Régime... La Chambre termine en évoquant ses douze ans de malheurs et la perspective d'une ruine totale ⁷³.

L'ordre aidant et la confiance renaissant, la ville se ranima. Depuis le traité d'Amiens, 9 500 métiers battaient et faisaient vivre 40 000 personnes. Ce n'était pas la véritable prospérité, mais ce n'était plus l'atroce misère des années révolutionnaires. La Chambre de Commerce profita de la présence de l'Empereur à Lyon, au printemps 1805, pour organiser une Exposition publique des produits des arts et de l'industrie. Il avait fallu vaincre une répugnance bien lyonnaise : les créateurs redoutaient le plagiat des dessins. On rassembla du velours sorti des ateliers de Bony, des étoffes fabriquées par Lasalle, du tulle de Gonin..., mais aussi des mousselines de Tarare, des chapeaux confectionnés à Vaise, des gobelets de cristal venus de Givors ⁷⁴...

L'exposition de 1806 permit d'apprécier la vitalité de l'économie rhodanienne. Dans toute la région, on tissait des laines d'Espagne et de

⁷³ A. G. B., Copie du mémoire adressé au ministre de l'Intérieur par la Ch. de Comm., Lyon, thermidor an XII (juil. 1804, ms., in-f°, 10 p.).

⁷⁴ Exposition des produits de l'ind. lyon., 22 germinal an XIII (12 avril 1805) (*Almanach*, 1806, p. xxiv-xxvi).

Provence, on fabriquait des chapeaux de feutre, on faisait du papier. Les paysans surveillaient les mûriers, élevaient les vers, dévidaient les cocons. Les bourgades abritaient des filatures ou des ateliers de moulinage. La métropole se réservait le travail de l'or, de l'argent et de la soie. 80 000 personnes peut-être produisaient le taffetas, les satins, les velours, qui se distinguaient par leurs broderies et leurs dessins. Le jury remarqua surtout les damas de Camille Pernon, les soieries ciselées en dorure de Bissardon, les étoffes chinées de Terret, les lustrines et les gazes de Seguin... Lyon ne se contentait plus de l'industrie qui, depuis des siècles, assurait sa gloire. Selon la mode, des manufacturiers livraient des toiles de coton; le jury accorda des récompenses à trois entreprises de mousseline de Tarare. Au total, depuis 1786, neuf filatures s'étaient créées⁷⁵.

« L'empereur avait une prédilection marquée pour la Fabrique de Lyon. Selon Chaptal, il y prenait le plus vif intérêt et, lorsque les événements ralentissaient cette précieuse branche de notre industrie, il ne négligeait rien pour venir à son secours⁷⁶. » Restaurée sous le Consulat, la prospérité gagna le textile comme le négoce. Les manufactures rhénanes, suisses et lyonnaises furent soumises au même régime pour l'approvisionnement en matières premières. Le marché s'accrut avec l'extension du Grand Empire, et le blocus orienta les axes de circulation de façon favorable à Lyon. Les riches étoffes se vendirent dans les colonies espagnoles, en Russie, en Allemagne. L'Europe centrale constitua le débouché fondamental. Les foires de Leipzig, Francfort et Hambourg permirent le contact entre négociants lyonnais et courtiers allemands, russes, polonais. Ainsi, le Genevois Louis Pons, appartenant à une famille protestante naguère languedocienne, fonda à Lyon en 1805 un comptoir où il escompta les effets de commerce, mais il s'occupa aussi de draps pour Lubeck, de coton pour Saint-Gall, de savon pour Beaucaire⁷⁷...

L'heureuse conjoncture ne dura pas. Les consommateurs, appauvris par la crise révolutionnaire, achetèrent de plus en plus des unis, des indiennes, des taffetas légers. Les relations avec le monde anglo-saxon s'interrompirent. Les Lyonnais, qui avaient refusé une banque associée à celle de Paris, se plaignirent de « l'excessive rareté de l'argent ». Jointe à « l'événement de Cadix », en novembre 1805, elle répandit de vives inquiétudes. En décembre, les nouvelles militaires déchainèrent l'enthousiasme, car on considéra les victoires comme un présage de paix. Le numéraire reparut, et les fabriques retrouvèrent leur activité⁷⁸. La guerre contre la Prusse entrava les foires allemandes et, par là, les plus fructueuses commissions. Les chapeliers, excités par des agents étrangers, partaient en Espagne. La maison Regny suspendit ses paiements, les rumeurs circulèrent : on accusa Pernon d'ouvrir une filiale dans la péninsule ibérique, on rapporta que les soies teintes gagnaient l'Angleterre par Genève... En août 1806, la situation diplomatique parut meilleure. « Les bruits de paix s'accréditèrent, principalement dans le

⁷⁵ O. VIENNET, *Nap. et l'ind. franç.*, 1947, p. 94-96.

⁷⁶ J. CHAPTAL, *Souvenirs*, p. 284-285.

⁷⁷ FR. MORIN-PONS, *Vve Morin-Pons* (Lyon, Lardanchet, 1955, 53 p.).

⁷⁸ E. d'HAUTERIVE, *La police secrète*, II, Bull. 20 juil. 1805, p. 14; 26 sept., p. 99; 12 oct., p. 121; 20 nov., p. 166.

commerce. On n'est pas satisfait du résultat de la foire de Beaucaire. Il y a eu beaucoup de marchandises, mais peu d'acheteurs. Les marchands de drap, surtout, et les chapeliers ont très peu vendu. » C'est l'idée dominante : seule la pacification peut ranimer le commerce, la Fabrique et la Bourse ⁷⁹.

Le maire le déclara : « Toutes les branches du commerce de la ville, et principalement celle des étoffes de soie, se trouvent dans un état de stagnation que la paix seule peut faire cesser. » La Chambre de Commerce s'adressa à Napoléon avec une liberté de langage à laquelle il n'était pas accoutumé. Elle demanda que Leipzig et Hambourg, « si utiles l'une et l'autre à notre commerce, obtiennent, aux mesures rigoureuses dont elles sont enveloppées, tous les adoucissements qui puissent se concilier ». Selon elle, il fallait à Lyon « la liberté des communications commerciales avec la Russie » ⁸⁰. Le cosmopolitisme des intérêts poussa Genève et Lyon à s'unir pour intercéder en faveur des villes allemandes avec lesquelles ils entretenaient des relations de négoce ⁸¹. De son côté, Terret, dans un précis lu à la *Société des Amis du Commerce*, en juillet 1806, évoqua « le despotisme insensé de Louis XI » et sollicita des traités avantageux pour l'exportation lyonnaise ⁸².

Le Conseil municipal songea à convertir son industrie textile et émit le vœu « qu'il plaise à Sa Majesté d'accorder à sa bonne ville... un assortiment complet de mécaniques pour la filature de laines fines ». Mayeuvre de Champvieux proposa à la municipalité de limiter la « liberté dans la carrière industrielle... », d'empêcher l'émigration des ouvriers, l'exportation des soies teintes et « de tous les objets matériels servant aux manufactures », d'interdire aux étrangers de « venir prendre des instructions dans les écoles de fabrication de Lyon » ⁸³. Le maire, Fay de Sathonay, s'inquiéta lui aussi de la présence de sujets suisses, allemands, voire anglais qui, compagnons ou apprentis, cherchaient à « étudier et connaître les procédés de nos manufactures et rapporter ensuite dans leur pays les divers genres d'industrie qui, jusqu'à ce jour, les ont rendus nos tributaires ». Les Lyonnais obtinrent une ordonnance du Commissaire général de police, en mai 1805, qui réglementa les conditions de travail. Elle autorisa les patrons des diverses professions à désigner des préposés qui surveilleraient les malversations et s'occuperaient des livrets, des délais de congé et des groupements contraires à la liberté commerciale. En mars 1806, une loi prescrivit un livret spécial pour la Fabrique. Le maître-marchand dirigeait la communauté et le maître-ouvrier conduisait son atelier familial, comme autrefois ⁸⁴.

La crise faisait réapparaître les mêmes vœux : libérer le négoce, réglementer la fabrication. Une série d'institutions, appelées à subsister, naquirent des suggestions lyonnaises. Le conditionnement des grèges

⁷⁹ E. d'HAUTERIVE, *op. cit.*, II, Bull. 26 mars 1806, p. 309; 11 juil., p. 424; 7 mars, p. 287; 10 mai, p. 354; 22 juil., p. 436; 1^{er} août, p. 447.

⁸⁰ E. PARISSET, *Hist. de la Ch. de Commerce...*, II, p. 97-105.

⁸¹ A. FUGIER, *La Révol. franç. et l'Empire napoléonien* (Hist. des relations internat., IV, 1954, p. 402).

⁸² TERRET, *Précis hist. sur la manuf. d'étoffes...*, 1806, p. 18.

⁸³ Cons. munic., II, p. 156, 300, 436, 454; I, p. 625.

⁸⁴ E. PARISSET, *op. cit.*, p. 265-267.

et filés avait été envisagé au XVIII^e siècle, mais laissé à l'initiative privée. La Chambre de Commerce avait objecté que son emploi nuirait au secret des transactions. Les conditions, établies depuis 1779, utilisaient le procédé turinois de dessiccation, importé à Lyon par Jean-Louis Rast-Maupas. Sur demande des négociants, le décret du 13 avril 1805 autorisa la fondation de la Condition publique des soies. Administrée par Révéroni, sous la direction de la Chambre de Commerce, elle garantit les tractations ⁸⁵.

Le Conseil des Prud'hommes apparaît comme une survivance caractéristique du régime corporatif. « La Loge des Changes, déclare un rapport de 1802, était en quelque sorte un théâtre public sur lequel chaque négociant venait librement, et de son plein gré, se faire juger par ses pairs et mériter, riche ou non, leur confiance ou leur estime par la manière avec laquelle il satisfaisait ses engagements ⁸⁶. » Dans son mémoire, transmis en juillet 1804 au ministre de l'Intérieur, Régnny regrettait, « ainsi que d'autres négociants éclairés et philanthropes », l'ancien tribunal des jurés-gardes. Composé de marchands et de maîtres-ouvriers, il jugeait sans intermédiaire, sans délai et sans frais, les menus litiges survenus dans les manufactures. En 1805, quand Napoléon passa à Lyon, Pernon renouvela ces propos. Il commença, selon l'usage, par évoquer les « hommes industriels » qui avaient « péri en défendant avec courage des coutumes et des lois, protectrices des mœurs et de la prospérité publique ». Elles avaient assuré la renommée de Lyon sous Louis XVI. Depuis, « des hommes pervers ont voulu introduire jusque dans la fabrication des étoffes la licenciuse liberté du temps » ⁸⁷.

Les Lyonnais insistèrent auprès de leur compatriote Gérando, devenu Secrétaire général au ministère de l'Intérieur, pour obtenir la création d'un Conseil des Prud'hommes. Au Corps législatif, Regnault reconnut leur rôle. « Ce sont les Lyonnais qui ont invoqué cette espèce d'institution, et la pensée en a semblé si heureuse que Sa Majesté a cru devoir en ménager les bienfaits aux autres villes industrielles et manufacturières ⁸⁸. » Ce Conseil reçut, en mars 1806, les attributions exercées autrefois par le Consulat et les maîtres-gardes de l'ancienne Communauté; il comprit cinq fabricants et quatre chefs d'ateliers; les compagnons n'étaient pas représentés. Il devait trancher les différends entre employeurs et salariés, dans la forme la plus simple et la plus expéditive, statuer sur les contraventions aux règlements industriels, la soustraction des matières premières, les « infidélités » commises par les teinturiers. La loi lui accorda le droit de visite et de perquisition, sous réserve de la présence d'un officier public. Il tenait le dépôt des dessins dont les fabricants désiraient conserver la propriété légale, et enregistrait les livrets d'acquits attestant les contrats convenus. Par l'intermédiaire de Pernon, membre du Tribunal, la Fabrique avait fait revivre un organe favorable à l'élément patronal et pouvant intervenir dans toutes les questions professionnelles. Le conseiller de préfecture Cochard estimait

⁸⁵ Aux citoyens négociants en soie. Observations du cit. RAST-MAUPAS, Inventeur et auteur de la Cond. publ. des soies (Lyon, Cutty, 1800, in-4°, 20 p.).

⁸⁶ Mém. du Conseil du Comm., 15 mars 1802 (COURTOIS, *Hist. des banques en France*, 1881, p. 335-336).

⁸⁷ A. POIDEBARD, *Camille Pernon*, 1912, p. 21.

⁸⁸ L. GROGNIER, *Le Conseil des Prud'hommes* (A. H. S. R., 1825, IV).

que cette création représentait l'un des plus grands bienfaits du gouvernement « envers Lyon, puisqu'elle tendait à faire prospérer sa manufacture en y maintenant l'ordre, la bonne foi et les mœurs »⁸⁹.

Le négoce ne fut pas oublié au bénéfice de la production. Là aussi, les suggestions lyonnaises aboutirent à des restaurations déguisées. Le décret de 1805, daté de Milan, créa un Entrepôt des denrées coloniales, destiné à recevoir les produits exotiques, particulièrement ceux du Levant. Comme l'avait suggéré le mémoire sur la *Régénération du commerce*, les droits de douane se percevaient seulement après un an de magasinage, ou au moment de la redistribution. Il fonctionna d'abord comme organe répartiteur de coton, café, cacao, sucre, en provenance de Marseille, puis, après 1810, de produits importés par Bordeaux, Nantes, Le Havre, Gênes, et de coton venu d'Italie par voie de terre⁹⁰. Un Tribunal de Commerce remplaça la Conservation des privilèges royaux des foires : la loi de 1807 fit élire les juges par « des commerçants notables et principalement par les chefs des maisons les plus anciennes et les plus recommandables par la probité, l'esprit d'ordre et d'économie ». Non seulement l'Empereur donna une armature et des privilèges à la Fabrique, mais il lui ouvrit la clientèle de la Cour. Dès 1806, il exigea aux cérémonies « la soie, le satin et le velours », imposa aux femmes « les fourreaux à queue en étoffes de Lyon » et aux hommes « les habits de soie brodée de Lyon »⁹¹. Daru, l'intendant de la Maison de l'Empereur, commanda à Pernon des tentures pour les Tuileries, Fontainebleau et Versailles. Geste généreux, puisque les soieries, fournies en 1803 pour le château de Saint-Cloud, n'avaient pas résisté⁹².

Réorganisée, l'industrie lyonnaise bénéficia de la paix de Tilsit. Par l'entremise des Israélites du Grand Duché de Varsovie, les étoffes à dorures pénétrèrent dans le Levant, et les relations avec l'Asie antérieure furent assurées par voie de terre. Les riches façonnés, prohibés par une loi somptuaire de Catherine II en 1793, gagnèrent la Russie d'Alexandre. Des relations se renouèrent avec les Etats-Unis et des fabricants achetèrent à des prix avantageux des grèges italiens qui n'avaient plus leur débouché anglais. « Une suite de victoires, disait Fay de Sathonay, a rouvert dans le Nord les canaux de notre industrie⁹³. » L'Académie exulta : il faut, disait-elle à propos d'un concours, démontrer les funestes effets du monopole, « monstre insatiable d'or et de sang, qui menaçait l'univers, si le génie de Napoléon ne lui faisait la guerre à outrance pour stipuler à la paix les droits imprescriptibles de la France et du genre humain »⁹⁴.

Le voyageur hambourgeois Philippe-André Nemnich admira, en 1809, la vitalité de Lyon. « C'est, après Paris, la ville la plus active de la France actuelle et la moins malheureuse, à cet égard, du continent européen. » Elle redistribue la matière première venue de Beaucaire et

⁸⁹ *Journal de Lyon*, 6, 20, 30 janv. 1810.

⁹⁰ Rapport et avis du Conseil de Commerce sur un entrepôt général, 10 vendémiaire an XI (2 oct. 1802, ms. F. C., in-f°, 4 f.). — Arrêt notable pour le commerce, et notamment pour la ville de Lyon (16 juin 1807, in-4°, 7 p.).

⁹¹ *Journal de l'Empire*, 15 avril 1806 et 15 janv. 1811.

⁹² Relevé des fournitures faites par la manuf. de Lyon pour le Mobilier impérial (1807, ms., F. C., in-f°, 4 p.).

⁹³ Cons. munic., mai 1808, II, p. 300.

⁹⁴ L.-P. BÉRENGER, C.-R. des travaux de l'Acad., 1809, p. 16.

d'Italie. Ses fabricants répartissent et harmonisent les tâches, leurs articles se multiplient, selon la mode : les châles de soie sont devenus une spécialité très recherchée. Tarare, Saint-Etienne, Saint-Chamond s'associent à ce travail textile si diversifié. Quant à la banque, elle traite d'importantes affaires avec l'Italie, sa chasse-gardée, l'Allemagne et la Hollande⁹⁵. Au Collège électoral, en janvier 1810, Mayeuvre de Champvieux célébra la fortune de Lyon. « La prospérité de l'agriculture est liée à celle du chef-lieu qui en consomme les productions. » Des écoles épurent le goût et perfectionnent la main-d'œuvre. Le commerce est vivifié par le Code « qui le régularise et en bannit la fraude »⁹⁶.

En réalité, le traditionalisme des structures et des usages pesait lourdement sur l'économie. Le gouvernement créa en 1808 une succursale de la Banque de France pour développer le crédit et réduire le loyer de l'argent. Elle suscita la méfiance des milieux d'affaires lyonnais, jaloux de leur indépendance et obnubilés par le précédent des assignats. Les « capitalistes » protestèrent aussi contre l'apparition d'un Comptoir d'Escompte. Ils n'appréciaient pas les avantages de la monnaie fiduciaire et s'effrayèrent des émissions de billets, alors que les espèces métalliques ne suffisaient plus aux besoins du commerce et qu'elles étaient souvent rognées ou de titre suspect. En 1810, Fay de Sathonay annonça que ceux qui refusaient les écus, imposés comme pièces courantes par décret, risqueraient la prison. A la demande du ministre de la Police générale, le duc de Rovigo, il précisa que des maisons genevoises exportaient les louis et les écus en Suisse et au-delà du Rhin, « où ils jouissaient encore de leur valeur nominale »⁹⁷. Barante, préfet du Léman, alléguait, pour justifier ce trafic, les relations étroites entre Lyon et Genève, aussi bien pour la banque que pour le textile. En tout cas, le numéraire se réduisit considérablement sur la place lyonnaise⁹⁸.

Or, le crédit vivifiait la Fabrique. Le commerce des soies, produit de luxe, doit accomplir de longues distances et subir de nombreuses manipulations. Le marchand de grège, en remettant au consignataire sa marchandise, sollicitait des avances et le soyeux devait disposer de substantiels roulements. Ces quelque trois cents marchands et fabricants, pour assumer les principales transactions entre fileurs, mouliniers, tisseurs..., avaient besoin d'une stabilité monétaire, d'un approvisionnement régulier en matières premières, de larges débouchés. Le marchand de soie, élément moteur de l'ensemble des activités groupées sous le vocable de la soierie, intervenait à la fois du côté de la production et du côté de la fabrication. Les foires de Beaucaire d'une part, de Leipzig d'autre part, régissaient cette double dépendance⁹⁹.

Au moment où la pénurie de numéraire paralysa le marché, ébranla la confiance, provoqua des faillites dans l'épicerie et la droguerie, une mauvaise récolte raréfia les cocons et les grèges. Les pluies froides et abondantes dans le Sud-Est français et en Italie détruisirent une partie

⁹⁵ O. VIENNET, *Une enquête économique dans la France*, 1809, p. 181-186.

⁹⁶ *Journal de Lyon*, 11 janv. 1810.

⁹⁷ A. N., F7 6556, Lettre de l'inspecteur Morin, nov. 1810. Corresp. des 8, 13, 17 nov. 1810.

⁹⁸ A. D. R., 2F 28 f° 297, Lettre de la maison Guérin du 30 oct. 1810 ; 2F 404, *ib.*, 17 nov. 1810.

⁹⁹ P. LÉON, Vie et mort d'un gr. marché international, la Foire de Beaucaire (XVIII^e-XIX^e s.) (*R. G. L.*, 1953, p. 309-328).

des vers ¹⁰⁰. Le facteur saisonnier jouait ainsi un rôle capital dans les crises de l'ancien type. En présence de cette hausse, les marchands s'abstinrent de prendre des consignations. L'Empereur s'en étonna et fit demander à la Chambre de Commerce « les renseignements les plus complets et les plus authentiques » sur la cause « du peu d'empressement » et « de la faible quantité des produits, pour être à même de faire cesser les obstacles ». Le préfet pria le maire de lui communiquer ses vues « sur le défaut d'activité suffisante des fabriques et sur les moyens de leur donner une impulsion plus productive » ¹⁰¹. Un décret, en août 1810, interdisant la sortie des soies piémontaises hors du territoire national, visa à faciliter le ravitaillement lyonnais et à priver les concurrents de matière première ¹⁰².

La Fabrique dépendait surtout de la clientèle, et c'est là un trait moderne de son mécanisme. Une inquiétude, d'origine psychologique, poussa à la thésaurisation, accentua les méfaits de la déflation et paralyssa la demande. L'évolution du blocus continental restreignit le marché; l'acte de non-intervention avait suspendu en 1807 les affaires avec l'Amérique, et la flotte britannique rendait inaccessible le Levant, principal débouché pour les dorures. L'Espagne se révoltait ¹⁰³. L'atonie gagna les trois places : Leipzig pour les tissus, Lyon pour les ouvrés, Beaucaire pour les grèges. Pendant l'automne 1810, le climat d'agiotage et d'insécurité se généralisa et la hausse des droits de douane en Allemagne gêna les ventes ¹⁰⁴. « Le coup de massue porté à nos manufactures » survint à la fin de l'année : un oukase, sous prétexte d'améliorer le change, prohiba l'importation des marchandises de luxe. Or, depuis longtemps, la Russie absorbait une grande partie de la production lyonnaise, par l'intermédiaire des courtiers allemands. Financière et commerciale, la crise devenait industrielle. La moitié des métiers, soit 6 500, s'immobilisèrent en novembre 1810. Au printemps 1811, 3 500 seulement battaient. La main-d'œuvre allemande et italienne affluait néanmoins, et près de 23 000 personnes qui travaillaient la soie, massées au pied de la Croix-Rousse et surtout à Saint-Georges et Saint-Jean, subirent de dures privations ¹⁰⁵.

Pour ranimer la Fabrique, un mémoire conseilla de réglementer sérieusement la profession. Son auteur, Fleury Meunier, avait toujours suivi avec attention les vicissitudes de la soierie. Sous le Consulat il se spécialisa dans les crêpes et sous l'Empire occupa plus de mille métiers et alimenta le marché espagnol. Dans son mémoire adressé au comte de Montalivet en 1810, il peignit la détresse de la Fabrique : elle représente le tiers de ce qu'elle était en 1786, le goût de la clientèle s'avilit, les étrangers se sont équipés... Il faut s'armer pour cette concurrence et désigner un conservateur qui tiendra un registre du personnel et des contrats d'apprentissage. Un jury examinera les apprentis après trois ans de travail, un nouvel examen sanctionnera les deux années de com-

¹⁰⁰ A. N., F12 1602, Rapport du préfet du Rhône à Montalivet, juin 1810.

¹⁰¹ A. M. L., F2, Fabr. de soie. Lettre du préfet au maire, 27 juin 1810.

¹⁰² A. FUGIER, *Napoléon et l'Italie*, 1947, p. 260-263.

¹⁰³ A. N., F12 1602, Rapport gén. sur la situation des fabr. et manuf. de soieries de l'Empire, ms. s. d.

¹⁰⁴ A. N., AF IV 1508, *Bull. de police*, 24 mai 1810.

¹⁰⁵ C. RIFFATERRE, *La Fabr. lyonn. en 1810-1811* (*R. H. L.*, 1908, p. 359-372).

pagnonnage, un délai de dix ans sera exigé de tout chef d'atelier qui voudra diriger une entreprise. Aucune patente ne sera délivrée tant que le nombre des manufactures ne sera pas ramené à cent cinquante ¹⁰⁶.

Alexandre Messance suggéra de créer des Caisses de Prévoyance alimentées par les versements des travailleurs. Chaque membre qui changera d'état, paiera un droit; ainsi on parviendra à limiter les effectifs sans exercer de contrainte. Alors que les marchands voient leurs affaires soumises aux variations politiques, les chefs d'atelier, qui engagent moins de dépenses, jouissent d'une fortune plus assurée : il faut les assujettir au paiement d'une taxe. Les ouvriers et les compagnons verseront également une somme selon leur gain. Les apprentis en seront exemptés. La Caisse, régie par les prud'hommes, soulagera les malades, les chômeurs, les vieillards, en tenant compte de leurs bonnes mœurs. « Pour la prospérité des fabriques, il est avantageux d'établir des règlements. L'on cessera de voir des familles courir les rues et chercher par leurs chants à émouvoir le cœur de leurs concitoyens. » Messance se défend de vouloir recréer un corps avec des privilèges; il ne faut enchaîner personne, laisser libre l'industrie, mais il faut fixer des limites ¹⁰⁷.

Pour remédier à la misère, le maire distribua quelques secours et, sans recevoir de commandes, des fabricants accrurent leur stock, « pour ne point laisser sans travail des ouvriers recommandables, par leurs talents et leur moralité ». De concert avec le préfet, la Chambre de Commerce élaborait un plan de redressement où figuraient comme moyens les primes à l'exportation, l'encouragement à porter des vêtements de velours à la Cour, le relèvement du change russe par des achats de l'Etat français, la faculté pour les négociants allemands d'introduire en France les denrées coloniales arrêtées par le blocus, à charge d'en réexporter la valeur en soieries ¹⁰⁸.

Le système des licences, établi en janvier 1811, accorda satisfaction à ces demandes et obligea les navires, à destination de la Turquie et de l'Amérique, à exporter la moitié ou le tiers de leur cargaison en soieries. Ces mesures permirent d'écouler des marchandises, en particulier « les rebuts », que les Américains acceptaient volontiers. Un décret imposa le port d'habit de soie à la Cour, Napoléon acquit, pour son garde-meuble, des étoffes les plus somptueuses et consentit des prêts ¹⁰⁹.

En août, les affaires s'animèrent à Turin, d'autres à Crefeld au moment où la guerre avec la Russie paraissait décidée. La reprise fut-elle due aux ventes américaines, à l'épuisement des stocks, au fléchissement des mouliniers ? « Avec une ingratitude constante les Lyonnais continuent à méconnaître les efforts du pouvoir impérial en leur faveur » ; ils estiment que « ces mesures, commandées et de circonstance, n'ont jamais une grande influence sur les consommateurs » ¹¹⁰. Dans cette économie compartimentée, les facteurs psychologiques jouaient un grand rôle.

¹⁰⁶ Mémoire adressé par F. Meunier au ministre de l'Intérieur, 25 juil. 1810 (C. RIFFATERRE, op. cit., p. 401-429).

¹⁰⁷ A. M. L., F2. Ch. de Commerce, A. Messance, Caisse de Prévoyance dans la fabr. des étoffes de soie, s. d.

¹⁰⁸ E. PARISSET, *Hist. de la Ch. de Commerce*, p. 113-115.

¹⁰⁹ C. BALLOT, Les prêts aux manuf. sous le premier Empire (*R. E. N.*, juil. 1912, II, p. 42-77).

¹¹⁰ A. D. R., 2F 31, f° 205, Lettre de D. Guérin, 19 sept. 1811.

L'année suivante sévit la crise des subsistances. Les arrivages de céréales se rarifièrent, le prix du pain s'éleva; la municipalité acheta des grains, réglementa le travail des boulangers, procéda à de minutieuses enquêtes sur les disponibilités et empêcha l'écoulement exagéré des céréales vers le Midi et l'Italie. « L'esprit d'inquiétude étant alors calmé, note le maire en mai 1813, la circulation a été libre, les arrivages ont afflué, les prix ont baissé, les spéculations des calculateurs sur la misère publique tournent à leur détriment ¹¹¹. »

En 1814, la crise redevint générale. Le crédit fléchit à nouveau. « Quelques malheurs particuliers viennent d'affliger le commerce de cette place. Un petit nombre de maisons, respectables par leur probité, importantes par leur fortune », ont suspendu les paiements. Le *Journal de Lyon* s'empressait d'ajouter que la gêne financière ne se prolongerait pas et n'atteindrait pas le renom lyonnais. Des alarmes indiscrètement accueillies provoquent des remboursements imprévus. Mais partout, on espère que la paix viendra « consoler par ses bienfaits ceux qui auront lutté avec tant de courage contre les calamités inséparables d'un long état de guerre » ¹¹². En réalité, Chaptal, Commissaire extraordinaire, enregistra une profonde lassitude : « L'alarme est ici à un tel point que vous ne trouveriez pas dans les magasins une aune de drap de soie. Tout est déjà transporté dans les montagnes où les habitants se retirent en grand nombre... Tous les ateliers sont fermés... Lyon est un tombeau... » 25 000 à 30 000 ouvriers, à l'esprit « mauvais et turbulent », n'attendent qu'un « léger prétexte pour piller ». Cette angoisse poussa à la hardiesse. La Chambre de Commerce, s'adressant au ministre de l'Intérieur Montalivet, lui dépeignit la position fâcheuse de la Fabrique, sans commande, sans crédit, proche de la ruine. « Quel remède à tant de maux ? Un seul, c'est la Paix. Nous savons que l'Empereur la veut, nous sommes persuadés qu'il la veut, même aux dépens de sa gloire personnelle. Toute la reconnaissance et toute l'affection des peuples s'offrent à lui pour le dédommager de ce sacrifice. Qu'il sache par vous que ces sentiments ne sont nulle part plus exaltés que chez ses fidèles Lyonnais ¹¹³. »

La soierie apprécia les larges débouchés que lui valaient les conquêtes napoléoniennes, mais elle souffrit de l'instabilité financière, des représailles commerciales des nations irritées, du blocus que les guerres impliquaient. Cette exhortation à la paix montre que les Lyonnais allaient au cœur du problème. Ils comptaient que la Restauration rétablirait la réglementation. La Révolution avait bouleversé les structures économiques et les cadres sociaux. L'Empereur n'avait guère innové. Par leur attitude et leur mentalité, les soyeux et les banquiers restaient fidèles aux conceptions de leurs ancêtres. Leur industrie se dispersait toujours en ateliers minuscules, sans progrès dans la concentration. Elle gardait ses trois éléments fondamentaux : négociants, « tisseurs domiciliés et propriétaires de métiers », « ouvriers sans domicile travaillant chez les maîtres-ouvriers ». Les dirigeants souhaitaient revenir aux conditions de travail qui avaient valu, sous Louis XV, l'âge d'or à la

¹¹¹ A. M. L., Ordonnance de police du 28 mars 1813 et loi du 6 nov. 1813.

¹¹² *Journal de Lyon*; 5 janv. 1814.

¹¹³ Lettres du 4, 9, 12, 15, 21 janv. 1814 (L. BENAERTS, *Les Commissaires... en 1814*, p. 156, 160, 163, 165).

soierie lyonnaise. Les chapeliers et les doreurs se lamentaient aussi sur la suppression des maîtrises et des jurandes. Les prud'hommes remirent au préfet provisoire, le comte Alexis de Noailles, un mémoire demandant le retour à l'ancienne législation. En septembre 1814, la Chambre de Commerce rédigea, de son côté, un projet prévoyant un Bureau des conservateurs, interdisant aux chefs d'atelier de travailler pour leur propre compte, fixant des délais et des examens pour devenir teinturier... La Fabrique serait redevenue un corps fermé. Le projet fut repoussé : l'œuvre sociale de la Révolution interdisait cette restauration ¹¹⁴.

La chute du système napoléonien releva les barrières douanières. Les grèges du Piémont et de Lombardie n'arrivèrent plus aux filatures lyonnaises sans acquitter de droits. L'industrie anglaise s'était développée, les cotonnades se multiplièrent, les ports de l'Atlantique captèrent le courant commercial qui enrichissait Lyon. Une crainte, qui avait disparu sous l'Empire, reparut : la concurrence étrangère productive de tissus légers, à meilleur prix ¹¹⁵. Les temps difficiles se prolongeaient.

3. TECHNICIENS ET ECONOMISTES

Comme à la veille de la Révolution, l'industrie comptait sur la technique pour recouvrer sa prospérité. Les savants ne s'intéressaient pas encore aux applications pratiques. Les inventeurs étaient le plus souvent de simples ouvriers, vivant dès l'enfance au milieu des machines, connaissant de près les défauts de chaque outil et les essais déjà tentés pour y porter remède. Une intuition soudaine les amena quelquefois à découvrir le secret vainement cherché avant eux. Habituellement, il leur fallait de longs tâtonnements pour mettre au point la première découverte, pour amener à sa complète réalisation l'idée restée d'abord confuse. Le perfectionnement d'un rouage en faisait imaginer d'autres, qui suscitaient à leur tour de nouvelles trouvailles.

Pour encourager la pratique des vertus sociales, le préfet Najac suggéra de publier les actes de générosité, les services rendus à l'Etat, les inventions utiles; un orateur les célébrerait, et les noms seraient gravés sur une table de marbre à la préfecture ¹¹⁶. Quand Napoléon vint à Lyon en 1805, il examina les produits de l'industrie et accorda des médailles aux auteurs de découvertes techniques ¹¹⁷. L'Académie accueillait les novateurs. Le consul Lebrun fonda un prix destiné à ceux qui parviendraient à abaisser le coût de la main-d'œuvre, à économiser du temps, à introduire de nouvelles industries. Les sujets de concours incitaient à cette recherche. Dès 1800, l'Athénée proposa d'indiquer « les substances minérales, animales et végétales qui peuvent fournir un principe colorant, applicable aux soies, cotons, lins, chanvres, laines, papiers et d'exposer les

¹¹⁴ J.-A.-F. OZANAM, *Mémoire présenté à MM. les fabricants d'étoffes de soie...* (A. H. S. R., 1827, VII, p. 190-193).

¹¹⁵ P. TRUCHON, *La vie intérieure de la Fabr...* (R. H. L., 1910, p. 424).

¹¹⁶ A. M. L., F2, Soc. d'encouragement pour l'ind. nat., arrêté préfectoral du 2 thermidor an X (21 juil. 1802).

¹¹⁷ Bull. de Lyon, 28 germinal an XIII (18 avril 1805).

procédés pour extraire, fixer, aviver les couleurs que peuvent fournir des substances indigènes », encore inconnues dans l'art de la teinture. Le blocus anglais handicapait l'industrie, et Mayevre rappela que « c'est souvent à la nécessité que l'on a dû les plus intéressantes découvertes ». En 1809, l'Académie demanda d'examiner si « l'inconstance de la mode, depuis François I^{er} jusqu'à nos jours, avait été utile ou nuisible à la prospérité des manufactures ». Les artistes lui soumettaient leurs réussites : une roue à réaction centrifuge, une machine hydraulique, une pompe à incendie... Déjà, on discutait les bienfaits et les inconvénients de cette technicité; Dumas avança les arguments classiques : sur-production, chômage, écrasement de l'artisanat ¹¹⁸.

A la fin de 1801, Chaptal fonda une *Société pour l'encouragement de l'industrie nationale*, destinée à mettre en valeur les travaux des techniciens et à renseigner les industriels sur les meilleurs moyens de fabrication. Sous l'action de Bureaux de Puzy, la section lyonnaise comprit six commissions spécialisées pour le commerce, la chimie, le dessin et un Conservatoire présidé par Régny, comptant Boissieu, Gérando, Dechazelle comme membres. Elle devait favoriser les recherches, fournir des éléments pour les fêtes nationales, des matériaux pour les musées. Elle prépara les expositions de produits industriels et seconda la Chambre de Commerce. Elle étudia les possibilités de rénover l'industrie, d'aider les techniciens ingénieux et mit au concours des sujets relatifs aux manufactures : rédiger le meilleur mémoire sur « l'état actuel de l'industrie dans le département » ou perfectionner la navette volante, de manière qu'un ouvrier puisse surveiller plusieurs métiers à la fois. Un de ses membres, Pernon, proposa la création d'un musée industriel propre à former le goût et à développer les techniques ¹¹⁹.

Aiguillonnés par la gravité des crises, soutenus par les sociétés locales, les techniciens parvinrent à améliorer les conditions de travail du textile. En 1805, le négociant Ferdinand Gensoul obtint un brevet pour sa machine qui révolutionnait la filature en permettant le chauffage des bassines à la vapeur. Des étoffes nouvelles apparurent : François-Marie Chenavard, qui avait dirigé aux Broteaux une manufacture de papiers peints et que le siège avait chassé, créa en 1805 la dravanche; composée d'un fond de laine imitant le feutre, elle avait l'avantage de n'employer que des matériaux français et pouvait servir de tapis et de housses. Chenavard installa sa manufacture à l'Hôtel Soubise ¹²⁰. Un des plus importants artistes de la Fabrique, Revilliod père, remplaça le chiné par l'impression sur chaîne, et son fils, François Revilliod, créa la gaze diaphane. Gabriel Dutillieu, réputé pour « les articles de goût et de nouveauté », utilisa le premier en 1811 le « matelassé », inventé quelques années avant la Révolution. Beauvais lança les chinés à petits dessins et introduisit le crêpe de Chine en soie écrue, tordue à droite et à gauche, crêpée par la cuisson. Le *Journal de Lyon* signalait les communications du physicien Quatremère-Disjonval à l'Académie sur la fabrication du cordonnet, les concours de la *Société pour l'encouragement de l'industrie*

¹¹⁸ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, II, p. 555-561.

¹¹⁹ C. R. des travaux de la Soc. des Amis du Commerce et des Arts, 1808 (Lyon, Ballanche, 1808, in-8°, 22 p.).

¹²⁰ Prospectus d'une étoffe de longueur et de largeur illimitées, nommée Dravanche, inventée par le Sr F.-M. Chenavard (22 févr. 1805, Coll. Godart).

sur le peignage de la laine, le brevet accordé à Dutilleu pour sa fabrication d'une peluche en soie imitant l'agneau d'Astrakhan ¹²¹...

Améliorer le métier à tisser restait le problème fondamental. Pour les tentures d'ameublement, on utilisait le métier à la grande tire et, pour les étoffes plus courantes, à sujets décoratifs, on tissait sur un métier dit à la petite tire, sensiblement du même type. Le peigne, qui pouvait compter jusqu'à 1 400 dents, jouait un rôle capital. C'est de sa valeur « que dépend en grande partie la perfection de l'étoffe » ¹²². Malgré les perfectionnements apportés au XVIII^e siècle, les mécaniques en usage présentaient des inconvénients. Les longues et minutieuses opérations de lisage et de confection des lacs, l'organisation des lisses, du rame et du semple, immobilisaient les métiers. Le semple était lourd à lever, et les tireuses contractaient des maladies et mouraient jeunes. La Fabrique exigeait ainsi une abondante main-d'œuvre ¹²³. Les difficultés, qu'offrait la commande des fils par le rame, et l'effort physique, qu'imposait la traction exercée sur ses cordes, limitaient la fantaisie créatrice. Pour alléger la tire, les fils étaient groupés dans un même maillon, le nombre des cordes du rame était aussi restreint que possible, leur action se cantonnait à la formation des effets du dessin, et les croisures étaient confiées à des lisses sur lesquelles l'ouvrier agissait par des pédales.

Sous la pression des fabricants, le Consulat rendit hommage à l'œuvre de Lasalle. Octogénaire, ayant vu son atelier dévasté par le siège, cet artiste travaillait toujours : il confectionna un métier sans pontaux; ces pièces de bois, fixées au bâti supérieur et au plafond, détérioraient les bâtiments, transmettaient les bruits, pouvaient ébranler l'équerre du métier... Il mit au point un four et un moulin à ouvrer les soies... Dechazelle dressa le bilan de son œuvre au Conseil du Commerce : le perfectionnement du métier à la tire et la machine destinée au lisage ont épargné la main-d'œuvre et ont ouvert un champ libre à l'essor des talents; avant lui, vingt semples représentaient un maximum et le dessinateur devait subir ces entraves. Pour multiplier les pièces du rame, du semple et les crochets, de nouvelles matrices étaient nécessaires. Lasalle les inventa après coup. Primées à un concours à Paris, elles furent connues du préfet Najac par le secours officieux de Laurencin et de Tolozan, l'ancien intendant du commerce. Plusieurs manufacturiers apportèrent leur témoignage à la Commission. Le conseiller de préfecture Defarge, ancien négociant, employa les mécaniques de Lasalle de 1774 à 1788, Gantillon, Rast-Maupas, Terret en vantèrent les mérites ¹²⁴. Sur proposition de ces notables, le Conseil municipal acheta en 1803 les machines et les matrices pour venir en aide à ce mécanicien ¹²⁵. Il avait marqué la phase de recherches du XVIII^e siècle, celle du début du XIX^e siècle allait être orientée par Jacquard.

¹²¹ *Journal de Lyon*, 3, 8, 13 févr. 1810.

¹²² M***, *Descript. raisonnée du Métier dit à la petite tire...* (Lyon, Balanche, 1805, in-8°, 70 p.), p. 15, 35.

¹²³ A. N., F12 503; J.-C. DÉGLISE, *Statistique des manuf., fabriques, arts et métiers de la ville et faubourgs de Lyon...*, an XII.

¹²⁴ A. G. B., Rapport fait au Conseil de Commerce, 6 germinal an X (27 mars 1802).

¹²⁵ A. N., F12 2199, Décision du 5 germinal an XI (26 mars 1803).

Ce ne fut ni un saint laïque paré de toutes les vertus, ni un détestable plagiaire, un menteur impudent et ambitieux. Ce fut un mécanicien, non point génial, mais intelligent, fertile en idées ingénieuses. D'une pauvre famille de Couzon, élevé sans instruction, il travailla comme tireur de lacs chez son père, puis comme imprimeur chez Barret. Là, il se forma en autodidacte. Il fut tour à tour relieur, fondeur de caractères, chaudournier; il tenta de confectionner une machine susceptible de faciliter l'art du coutelier et connut aussitôt un geste de luddisme. Redevenu tisseur, il poursuivit ses recherches en dépit de graves difficultés matérielles. La crise révolutionnaire le trouva dans l'armée girondine d'abord, dans celle de Hoche ensuite. A son retour, il reprit ses rêves : alléger le travail du tisseur, supprimer les tireurs de lacs, abaisser le prix de revient. En 1801, il présenta à l'Exposition de l'Industrie, qui se tenait à Lyon, une ébauche qui lui valut une médaille; dans son système, le mouvement est communiqué par l'ouvrier avec le pied et les lacs sont manœuvrés en même temps que les marches ¹²⁶.

En 1802, sur l'invitation de Pernon, Chaptal et la Commission exécutive cisalpine examinèrent les réalisations de Jacquard. En 1803, suivant l'exemple anglais, la *Société pour l'encouragement de l'industrie* proposa de construire un métier susceptible de fabriquer un filet de pêche. Jacquard obtint le prix et la Société l'appela au Conservatoire des Arts et Métiers. Analysant les mécaniques réunies dans l'établissement parisien, il travailla sans répit. Il ne parvenait pas à améliorer ce qu'il avait présenté en 1801. Son compatriote, Dutilleul, lui suggéra d'étudier le métier de Vaucanson. Le principe lui parut excellent : les dessins étaient lus par un cylindre percé de trous qu'un va-et-vient amenait, à chaque coup de pédale, devant des aiguilles ¹²⁷.

Jacquard ajouta les aiguilles inventées par Basile Bouchon, les cartons par Falcon et remplaça le cylindre par un parallélépipède qui appliquait contre la planche d'aiguilles, un parallélogramme de carton sur lequel le dessin était lu par des trous; à chaque révolution du chariot, le parallélépipède, accomplissant un quart de tour, présentait sur sa nouvelle face un autre carton, pour le coup suivant. Zacharie Grand, le successeur de Pernon, qui siégeait au Tribunat, Laselve, professeur au Conservatoire lyonnais, Breton, un spécialiste des dévideuses à Privas, aidèrent Jacquard à confectionner son métier ¹²⁸.

L'aménagement se fit progressivement. En 1804, la mécanique Jacquard restait proche de celle que Verzier avait mis au point en 1798 et qui offrait deux inconvénients : le tambour n'admettait, par ses dimensions, qu'un dessin assez court et il fallait changer plusieurs fois de cylindre pour obtenir un dessin plus orné; les aiguilles ne pouvaient, en raison de leur disposition, dépasser une quantité assez minime et, par là, l'importance de l'armure était réduite. Jacquard franchit ce stade qui confinait à l'uni : il multiplia les aiguilles, disposées horizontalement et mues par l'appel du pied. Le tisseur garda ses mains libres pour lancer la navette et régler le mouvement de chasse du battant.

La mécanique n'était pas encore parfaite; en particulier, « l'épinglerie » exigeait des retouches. Cependant, passant par Lyon, pour aller

¹²⁶ Comte de Fortis, *Eloge hist. de Jacquard* (Paris, 1840, in-8°, 125 p.).

¹²⁷ L. FAUCHER, Notice sur Jacquard (*R. D. L.*, 1835, I, p. 52-60 et 166-167).

¹²⁸ P. EYMARD, *Hist. du métier Jacquard* (Lyon, Barret, 1863, in-8°, 23 p.).

se faire couronner à Milan, Napoléon alloua à l'inventeur une prime par métier livré ¹²⁹. En 1806, un nouveau décret le gratifia d'une pension à condition qu'il cède à la ville toutes ses trouvailles et consacre tout son temps à les compléter. Jacquard subit bien des remarques hostiles de la part des façonniers, qui se voyaient dans l'obligation de renouveler leur équipement; outre une dépense considérable, ils devaient changer leurs habitudes et congédier tireurs et liseuses. Certains com mirent des maladresses volontaires pour démontrer les inconvénients du métier. L'hostilité crut à tel point que des canuts, menacés de chômage, tentèrent de jeter Jacquard au Rhône. En 1808, la *Société pour l'encouragement de l'industrie* le récompensa. Il avait orienté un mouvement de recherches : Fétinet et Colas réalisèrent une « serinette fabricante » qui fonctionnait sans tireur, au moyen de baguettes agissant sur les mentonnets, Breton construisit une machine avec un manchon à bandes, un battant à courtes oscillations, des ressorts à boudin remettant les mentonnets en place ¹³⁰. En 1809, le duc de Plaisance lui rendit visite au Palais Saint-Pierre. Peu après, l'inventeur se retira à Oullins, dans la maison du poète Thomas. C'est là qu'Augereau, Bubna, Lamartine le saluèrent ¹³¹.

La diffusion de ses métiers se fit lentement. Des soyeux compréhensifs, comme Pernon et Grand, s'efforcèrent de montrer les progrès qu'apportait la mécanique : elle réduisait le personnel, évitant l'emploi de l'appareilleuse, la remetteuse, la liseuse, la faiseuse de lacs, limitait les possibilités de pannes et augmentait la régularité du tissage. Ce que le métier à la tire interdisait, ou rendait pratiquement inexécutable, « le Jacquard » le permettait en simplifiant les procédés de fabrication, et en supprimant semple et rame. Il allait implanter de meilleures méthodes de tissage et favoriser d'excellentes formules décoratives, grâce à l'exécution simultanée de nombreux effets avec leur armurage. La technique conduisait donc à un renouvellement du dessin. Ainsi, trois noms dominent l'évolution du métier au moment de la crise révolutionnaire : Vaucanson, Lasalle, Jacquard. Le premier ne put imposer ses innovations, le second provoqua quelques progrès, le troisième hérita des efforts de ses prédécesseurs et, par son obstination, parvint au succès. En 1812, 18 000 mécaniques Jacquard battaient à Lyon. Sous la Restauration, l'usage se répandit, modifia les conditions de travail et, libérant le travailleur, facilita peut-être l'évolution de sa mentalité ¹³².

Cette collaboration de chercheurs, cette pensée orientée vers la pratique, ces prises de l'esprit sur le réel se retrouvent également dans l'œuvre d'autres artisans. La carrière de Barthélémy Thimonnier paraît une réplique de celle de Jacquard. Son père, géomètre greffier et commissaire terrier, perdit sa situation sous la Révolution, et s'installa à l'Arbresle, où il entreprit un peu tous les métiers, entre autres celui de teinturier. Barthélémy commença ses études au séminaire de Lyon sous l'Empire, puis, se mariant pour échapper à la conscription, il se fixa comme tailleur d'habits à Amplepuis. Regardant les femmes broder au

¹²⁹ *Moniteur*, 8 floréal, 28 avril 1805.

¹³⁰ Rapport fait par M. Eynard, à l'Acad., 22 déc. 1809, présidée par M. l'Archichancelier de l'Empire (*Journal de Lyon*, 27 janv. 1810).

¹³¹ A. GRANDSARD, *Jacquard, sa vie* (Paris, 1869, in-16, 144 p.).

¹³² J.-B. MONTFALCON, *Hist. monumentale*, III, p. 365.

crochet, il songea à une machine qui réduirait leur fastidieuse besogne. Sous la Monarchie censitaire, il réalisa ses couseuses mécaniques, qui lui valurent l'hostilité des tailleurs ¹³³.

Des efforts analogues portèrent sur les opérations chimiques auxquelles on soumettait les tissus. Des savants comme Claude Berthollet et Chaptal lançaient alors la chimie sur le terrain industriel. Un ancien élève du séminaire Saint-Irénée, qui avait étudié la médecine à Montpellier et à Paris, Jean-Michel Raymond, renonça à sa carrière médicale pour se consacrer à la chimie appliquée aux arts. Il fonda un établissement pour le blanchiment des toiles, puis reçut du Comité montagnard l'ordre de diriger, dans les départements méridionaux, la fabrication des poudres et des salpêtres. Il suivit, en 1795, les cours de l'Ecole normale, puis devint répétiteur à l'Ecole polytechnique. Il connut Thénard, Vauquelin, « flambeau de l'industrie manufacturière », Bernardin de Saint-Pierre, « habile peintre de la nature », l'auteur de *Paul et Virginie* qui faisait ses délices. Professeur à l'Ecole centrale de l'Ardèche, il fut chargé par Chaptal de rénover l'art de la teinture. Installé à Lyon, il se fit remarquer par sa polémique avec Tissier, qui s'affirmait comme l'un des plus chauds partisans de la doctrine de Stahl. Raymond se posa en novateur. Il se gagna des amitiés dans les milieux de la Fabrique ¹³⁴.

Le blocus continental lui valut une gloire imprévue. La pénurie de matières premières d'origine coloniale activa les recherches de Guyton, de Parmentier, et même d'obscurs amateurs. Les teinturiers lyonnais présentèrent à la *Société des Amis du Commerce* des teintures nouvelles, extraites de produits indigènes. Gonin, un des plus habiles, obtint avec la garantie une teinte écarlate ayant l'éclat de la cochenille ¹³⁵. Napoléon offrit un prix élevé, en 1810, au chimiste qui découvrirait le moyen de teindre en bleu, sans employer l'indigo. Pierre Macquer avait déjà tenté, à la veille de la Révolution, de recourir au prussiate de fer, et Roland de la Platière répéta ses expériences. A son tour, Pernon adopta les procédés admis aux Gobelins. Ils ne donnaient pas entière satisfaction.

Dans un mémoire, Raymond expliqua d'abord la médiocrité des réalisations modernes. Autrefois, on n'utilisait que les couleurs fondamentales, et les pratiques, simples mais efficaces, se transmettaient de père en fils. Aujourd'hui, on aime les nuances fugitives et changeantes, et ce raffinement conduit à la fragilité. Chaque teinturier expérimente une nouvelle méthode qui ne s'avère pas toujours heureuse. Il convient, étant donné la raréfaction des substances tinctoriales, de réserver les tons délicats aux étoffes de luxe, et de se contenter des couleurs principales pour l'usage courant. Le rétablissement des maîtrises et la présentation d'un chef-d'œuvre par les apprentis garantiraient les connaissances du teinturier ¹³⁶.

¹³³ A. du SAUSOIS, *Thimonnier* (Lyon, Gallet, s. d., 32 p.).

¹³⁴ J. RAYMOND, *Souvenirs*, 1836, p. 85-86, 94.

¹³⁵ Rapports de la Commission de Chimie à la Soc. des Amis du Commerce, sur les boules de bleu inventées par M. Raymond, sur une nouv. teinture en cramoisi, inventée par M. Guillermin, et sur une nouv. teinture, extraite de la pellicule de raisin noir, par M. Deschamps (Lyon, Ballanche, 1808, in-8°, 31 p.). — J.-F. GONIN, *Rapport fait à la Soc. des Amis du Commerce, sur des échantillons de laine, teinte en écarlate* (Lyon, Ballanche, 1809, in-8°, 11 p.).

¹³⁶ J. RAYMOND, *Considérations sur la solidité des teintures en général*,

Après trois ans d'essai, Raymond mit au point un excellent bleu de Prusse. Des démonstrations publiques, en présence de spécialistes, prouvèrent sa supériorité sur l'indigo des Indes. Une brochure vulgarisa aussitôt la couleur qui porta désormais le nom de son inventeur. En 1813, dans une lettre enthousiaste et intéressée, un fabricant déclare au Conseil de préfecture : « Mon bleu de Prusse est recherché en Italie. J'en expédie jusqu'à Rome et sur tous les points de France. » En 1814, Raymond perfectionna les teintures rouges et jaunes extraites de la fleur de carthame; le résidu, ou « rouge végétal », servait au fleuriste et au parfumeur. Il essaya encore de tirer un colorant rouge de la chicorée sauvage, de la mélisse et du bleuet. Il discuta les procédés de décreusage, de soufrage et de blanchiment des soies : ceux des Gobelins ne convenaient pas aux satins et aux taffetas blancs; la *Société des Amis du Commerce* provoqua des recherches sur ce point¹³⁷.

Ces travaux favorisèrent la naissance de l'industrie chimique lyonnaise : une vinaigrerie, sise dans le tènement Tête d'Or, servait de féculerie, des indigoteries mettaient en œuvre l'orseille et l'orcanette; ces teintures manquaient de fixité — Willermoz s'en inquiéta —, et elles garnissaient peu la palette. A la fin de l'Empire, Jean-François Baille installa une fabrique de vitriol « à la ci-devant verrerie de Perrache »¹³⁸. Lyon dut son rayonnement, en ce domaine, à la collaboration des savants, des techniciens et des fabricants.

Le même esprit pratique se manifesta dans d'autres secteurs. La proximité du bassin stéphanois et de la métallurgie dauphinoise, l'aménagement des routes alpines provoquèrent des articles d'information dans la presse lyonnaise. Joseph Desblanc poursuivit les expériences de Jouffroy d'Abbans, à Trévoux. Il munit d'une « pompe à feu », un bateau qui remonta la Saône, en 1802. Le ministre de l'Intérieur lui décerna un brevet « pour l'invention d'une machine à feu horizontale destinée à la remontée des bateaux, coches et diligences ». Robert Fulton vit son modèle au Conservatoire des Arts et proposa un contrat d'association à Desblanc qui refusa. En 1807 Fulton, en 1811 Bell allaient réaliser un exploit identique, et l'appareil de Desblanc fut vendu à la ferraille en 1812¹³⁹.

Le marquis de Jouffroy d'Abbans, né à Ecully en 1785, fils de l'inventeur du pyroscaphe, consacra sa carrière aux recherches techniques. Il émigra à Ettenheim et à Fribourg; revenu en 1802, incorporé en 1804 dans un régiment cantonné dans les états vénitiens, il se distingua par son talent d'ingénieur et devint directeur des mines de plomb et de charbon¹⁴⁰. Gaspard Riche, baron de Prony, œuvre dans la campagne romaine; né dans le Beaujolais, ancien élève de l'Ecole des Ponts et Chaussées, il participa à la construction du pont de la Concorde puis

et sur quelques mesures propres à leur procurer cette précieuse qualité (in J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, II, 399).

¹³⁷ J. RAYMOND, *Observations faites sur le rapport de M. Bardel...*, relativement au procédé de décreusage de la soie (Lyon, Ballanche, 1809, in-8°, 36 p.).

¹³⁸ M. LAFERRÈRE, Les ind. chimiques de la région lyonn., (*R. G. L.*, 1952, p. 222-224).

¹³⁹ BAUSSET-ROQUEFORT, L'invention de la navigation à vapeur (*B. S. L. L.*, 1863, p. 284).

¹⁴⁰ BAUSSET-ROQUEFORT, Notice sur le marquis Achille de Jouffroy d'Abbans, (*B. S. L. L.*, 1863, p. 315-338).

dirigea les services du cadastre. Napoléon le chargea de régulariser le lit du Pô, d'aménager les ports de Venise et de Pola, d'assainir les marais pontins, de rectifier le cours du Rhône... Prony inventa un frein dynamométrique et publia plusieurs ouvrages scientifiques¹⁴¹.

Les émigrés lyonnais gardèrent les mêmes qualités. Imbert-Colomès organisa les Moulins de la Couronne, près de Saint-Petersbourg. Son ami Jean-Baptiste Poidebard rédigea, à la demande du gouvernement russe, de nombreux rapports sur la formation du sel dans la dépression caspienne, sur le ciment de la province de Jambor, sur le remorquage des bateaux de la Volga... Le Consulat voulut le faire revenir et Fouché le pressentit en 1803 et lui adressa ses passeports, comme gage de protection officielle accordée aux talents. Les Russes ne laissèrent pas partir le précieux Stéphanois qui mourut à Saint-Petersbourg¹⁴². L'activité économique incitait ainsi aux recherches tenant à la fois à la technique, à la science et aussi à l'économie politique.

Les économistes se proposaient, comme les techniciens, de tirer le meilleur parti des ressources naturelles, mais ils se préoccupaient davantage des aspects sociaux de l'économie. Ils préconisèrent l'établissement d'une statistique régionale comme point de départ d'une rénovation. Cette science, d'origine allemande, recourait volontiers aux méthodes pratiquées par les naturalistes. Dès 1788, l'intendant général du commerce Tolozan avait dressé le tableau des industries françaises. Sous le Directoire, François de Neufchâteau prépara, avec le concours des commissaires, une statistique, que les bouleversements révolutionnaires rendaient indispensable¹⁴³.

Chaptal, de même formation intellectuelle, reprit cette idée. Les préfets furent priés d'envoyer un rapport trimestriel au ministre de l'Intérieur sur « l'état des sciences, du commerce, des arts et de l'industrie ». Le Bureau de statistique, confié à Coquebert de Montbret, groupa dans les *Annales de Statistique*, puis dans les *Archives statistiques de la France*, le résultat de ces enquêtes. C'est la préoccupation de diriger l'économie qui poussa Napoléon à développer cette géographie embryonnaire. La Commission lyonnaise de statistique comprit Mottet de Gérando, Artaud, Cochard, Grogner. Elle estima que la statistique devait embrasser toutes les questions touchant la vie d'une région : topographie, état sanitaire, étude des institutions... Mais la partie la plus importante traitait l'économie régionale. Cette science nouvelle gardait des rapports intimes avec les disciplines voisines qu'elle effaçait ou qu'elle absorbait. Rien de ce qui intéresse l'homme social ne lui était étranger. Science positive, elle constatait les résultats des innovations, les éléments de la richesse des nations, les caractères et les usages des hommes... Say la concevait comme un assemblage de nomenclatures et de bordereaux, Dumas lui assignait des vues plus générales¹⁴⁴.

Verninac en donna, en 1801, un exemple dans le cadre départemental. En 1806, Martin aîné proposa à l'Académie d'entreprendre une

¹⁴¹ A. FUGIER, *Napoléon et l'Italie*, p. 258.

¹⁴² B. du LUT, *Notice sur J.-B. Poidebard* (Lyon, Barret, 1826, in-8°, 10 p.).

¹⁴³ A. de SAINT-LÉGER, *Les mémoires statistiques des départ. pendant le Directoire, le Consulat et l'Empire* (*Le bibliographe moderne*, 1918-1919, XIX, p. 5-43).

¹⁴⁴ *Considérations sur la Statistique* (A. H. S. R., I, 1824, p. 1 et 194).

statistique générale. Il en dressa le plan, sans vouloir suivre rigoureusement celui que suggérerait le ministre de l'Intérieur, et répartit la tâche entre ses confrères. Delandine se chargea de l'histoire de Lyon; Tabard, Mollet, Clerc, Loyer devaient décrire la topographie de la ville; Petit, Piestre et Dumas étudiaient le peuplement; Vitet et Roux les institutions; Eynard, Jambon, Mayeuvre, Pernon et Caminet l'économie; Petetin et Parat les questions médicales. Certains d'entre eux s'acquittèrent de leurs tributs : Ballanche pour l'imprimerie, Grogner pour l'Ecole vétérinaire, Mouton-Fontenille pour l'histoire naturelle... Parmi les parties abordées, les considérations sociales tiennent une place majeure, qu'il s'agisse de sociologie médicale ou de mouvement démographique. Peut-être une certaine inquiétude présida à ces recherches : *l'Essai sur la population*, du pasteur Malthus, avait angoissé. Le Lyonnais Claude Sarton discuta ces affirmations, dans un *Essai sur la population universelle et sur les moyens d'en accélérer la régénération*¹⁴⁵.

La Commission rhodanienne rappela aussi le problème que posait l'existence du « Birmingham français », dans un département exigu, occupé par des montagnes improductives. L'étude des progrès agricoles — développement des prairies artificielles, recul des emblavures, essor de l'élevage ovin —, le rétablissement de l'activité manufacturière, « la source la plus féconde de la richesse lyonnaise », constituaient l'essentiel de la statistique. Des enquêtes furent entreprises dans les départements voisins¹⁴⁶. Sous la Monarchie censitaire, de tels travaux se multiplièrent. Le groupe de ces travailleurs s'inspirait des principes idéologiques et préparait, dans une certaine mesure, les spéculations saint-simoniennes et fouriéristes. Il relie ainsi la génération encyclopédiste à celle des réformateurs sociaux.

Quelques-uns se tournèrent vers l'économie politique. Sismondi vécut à Lyon en 1792. Cette empreinte marqua davantage Jean-Baptiste Say. Né à Lyon d'une famille protestante, originaire de Nîmes, Say passa son enfance dans la grande cité. Après un revers de fortune, il partit à Paris où il entra dans une banque. Il compléta ses études commerciales en Angleterre, puis collabora au *Courrier de Provence*, que dirigeait Mirabeau. Quelques années plus tard, Clavière, le ministre des Finances, le choisit comme secrétaire. Il avait étudié Locke et Condillac, écrit une *Vie de Franklin*, lancé avec Chamfort et Ginguéné la *Décade philosophique et littéraire* et composé pour l'Institut un *Essai sur les moyens d'améliorer les mœurs d'une nation*.

En 1803, il publia un *Traité d'Economie politique* qui fit sensation et connut plusieurs éditions successives et plusieurs traductions en langues étrangères. Destutt de Tracy déclara que c'était « le meilleur qui ait encore été fait ». Comme la plupart de ceux que Picavet appelle la seconde génération des idéologues, Say se montre indépendant d'esprit, il critique Rousseau, Voltaire, Dupont de Nemours; il cite Pascal qui prouve que « faute d'attacher la même idée aux mêmes mots, les hommes ne s'entendent pas, se disputent, s'égorgent »; il apprécie Turgot, « dont les opérations administratives, faites ou projetées, sont

¹⁴⁵ A. N., F17 1021, n° 9, Lettre de C. Sarton à L. Bonaparte, 7 germinal an VIII (28 mars 1800).

¹⁴⁶ J.-B. ROUYER, Dict. explicatif de tout ce qui, dans le départ. de l'Ain, intéresse la topographie, l'hist., les usages... (R. D. L., XXIII, 1846, p. 430-436).

au nombre des plus belles qu'aucun homme d'Etat n'ait jamais conçues ». Son traité établit les principes essentiels de la liberté des personnes et démontre qu'avant tout les gouvernements doivent se préoccuper du bonheur des citoyens. Il se réfère beaucoup à Beccaria, à Pietro Verri et à Adam Smith, « avant lequel il n'y avait pas d'économie politique ». Pour la première fois en France, « le vaste chaos d'idées justes », que représentent les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, était mis à la portée de toutes les intelligences, dans un ordre méthodique et avec d'utiles rectifications. Comme Condorcet, Say croit aux progrès lents, mais infaillibles des lumières, au succès définitif de la raison et de l'énergie. Il exposa encore ses conceptions en 1812 dans *De l'Angleterre et des Anglais* et, en 1815, dans son *Catéchisme d'Economie politique*. Il transmet ainsi les notions d'idéologie à Dunoyer et à son gendre Charles Comte¹⁴⁷.

D'autres penseurs se penchèrent, de façon plus directe, sur le sort des travailleurs. Il restait dur en ce début du xix^e siècle. Proclamant le travail libre et les citoyens égaux en droits, le Code civil abandonna, en fait, le salarié, comme l'avait voulu la Constituante, à tous les hasards de la concurrence. Il dérogeait même au principe de l'égalité juridique puisque, en matière de gages, le maître seul était cru sur parole. La législation de 1803 et de 1806 renouvela l'interdiction des coalitions ouvrières, obligea les ouvriers à se munir d'un livret, et plaça le chef d'atelier dans la situation du salarié à l'égard du fabricant. En 1807, un débat contradictoire « entre MM. les marchands fabricants et les chefs d'ateliers de fabriques, en présence de M. le Préfet » aboutit à l'adoption d'un tarif de façons. En 1811, il fut étendu aux façonnés afin « de prévenir l'abus qui résulte de ce que plusieurs fabricants font travailler les ouvriers à un prix moindre de la moitié de la façon ordinaire, spéculant de cette étrange manière sur les circonstances actuelles »¹⁴⁸. La Chambre de Commerce accepta d'assez mauvaise grâce ce « frein moral », qui retiendrait les individus tentés d'exploiter la détresse ouvrière et guiderait les prud'hommes dans l'appréciation des litiges entre maîtres et salariés¹⁴⁹.

L'ouvrier se sentait au dernier rang de la hiérarchie sociale, soumis à l'égoïsme et à l'arbitraire du patronat. Celui-ci alléguait, comme jadis, la concurrence étrangère pour baisser les salaires. L'ouvrier logeait dans les maisons mal conditionnées, avec pièce unique, mal aérée, sur la rive droite de la Saône à Vaise, à Saint-Jean, à Saint-Georges. Il commençait à gravir les pentes de la Croix-Rousse. Aucun métier ne battait dans la presqu'île, à Ainay, à Perrache et aux Brotteaux. La structure de la Fabrique demeurait la même qu'avant 1789, et le compagnon vivait chez son employeur. La nourriture frugale se composait de pain ferain et de pain bis, tous deux de qualité inférieure. La viande et le vin, renchéris par les droits d'octroi, figuraient rarement au menu. Ces mêmes taxes atteignaient aussi l'huile, indispensable pour le « quinquet »¹⁵⁰.

¹⁴⁷ N. A. H. R., II, p. 261. — F. PICAVET, *Les idéologues*, 1890, p. 419-422.

¹⁴⁸ A. M. L., F2, Fabr. de soie, règlements, tarifs, Lyon, 28 févr. 1808; Lettre du préfet au maire, 7 juin 1811.

¹⁴⁹ A. N., F12 1583. Lettre du conseiller de préfecture Cochard au ministre de l'Intérieur, 30 déc. 1811.

¹⁵⁰ P. TRUCHON, *La vie ouvrière à Lyon sous la Restauration (1814-1830)* (R. H. L., 1912, p. 195-222).

Devant de telles difficultés matérielles, les canuts pratiquaient le malthusianisme. A la Guillotière, où les ouvriers étaient peu nombreux, le pourcentage des naissances était plus élevé qu'à la Croix-Rousse : 4,24 pour un mariage contre 3,05 de 1805 à 1809. L'Hôpital de la Charité reçut, de 1810 à 1814, 7 255 enfants dont 2 600 avaient été exposés et 4 470 étaient illégitimes. Beaucoup d'entre eux mouraient rapidement¹⁵¹. Les ouvriers se rassemblaient toujours dans les organismes compagnonniques. Lyon, étape du Tour de France, comptait de nombreux compagnons et formait le lieu de rendez-vous des principaux corps. En 1807, une Assemblée générale fixa les conditions d'admission. En 1809, leur turbulence inquiéta le Commissaire central, qui évoque ainsi leurs défilés : « Ils marchent en ligne comme la troupe, précédés de sapeurs et de tambours-majors et de tambours qui battent la marche. Ils ont des chefs, un mot d'ordre, des signes particuliers pour se reconnaître. Ils sont sous la direction d'une Mère, chez laquelle tout ouvrier doit se présenter en arrivant. Celui qui manquerait cette formalité serait tellement persécuté qu'il serait forcé de quitter la ville. Ils font des règlements et des arrêts qui font loi pour eux. Souvent, ils ont obligé les maîtres de s'y conformer. » Le Commissaire, adressant ce rapport au Conseil d'Etat, ajoutait qu'une étincelle pouvait tout enflammer¹⁵². Quand le prix du pain s'éleva par suite d'une récolte déficitaire, les ouvriers inoccupés tinrent des réunions clandestines. « Ceux qui en faisaient partie, écrivit le préfet au maire, ont juré de se défendre, lorsque la nécessité les obligerait de pourvoir à leur subsistance par des moyens extraordinaires¹⁵³. »

Les établissements de bienfaisance s'efforcèrent d'alléger la misère. A l'Académie, Clerc et Guerre présentèrent des projets de Caisse de prévoyance et de secours, avec un système de capitalisation à intérêts redoublés, selon l'idée de Franklin reprise par Mathon de la Cour. Dès l'Empire, un groupe de philanthropes ébaucha un réseau d'œuvres sociales. La comtesse de Bondy, le Mâconnais Rambuteau, Mme de Gérando et surtout le baron Delessert. Né en 1773 à Lyon, « la cité par excellence pour la sage combinaison des travaux manuels et des conceptions commerciales », Benjamin Delessert suivit son père à Paris, puis acheva sa formation en Angleterre, où il connut Hume, Robertson, Smith, James Watt... Après avoir participé aux guerres révolutionnaires, il soutint le régime consulaire et s'attacha aux questions d'assistance, d'écoles protestantes, de caisses d'épargne... Avec Mathieu de Montmorency, La Rochefoucauld-Liancourt, Pastoret, il organisa des secours aux pauvres, des distributions de soupes à la Rumford, des services de ravitaillement... Il contribua à la fondation de la Banque de France, puis entreprit des expériences pour perfectionner les méthodes de raffinerie. Il stimula les recherches de Monge, de Berthollet, de Chaptal, et seconda les efforts de Ternaux et Oberkampf. Il restait un homme du XVIII^e siècle par son goût pour les sciences naturelles et les collections de plantes,

¹⁵¹ A. N., F7 8611, Affaires de police, 29 nov. 1809; 26 janv. 1810.

¹⁵² A. N., F7 4236, Rapport du Commissaire au Conseiller d'Etat, chargé du 2^e arrondissement, 3 juil. 1809.

¹⁵³ A. D. R., M, Police personnelle, Lettre du préfet à F. de Sathonay, 28 janv. 1811.

ainsi que par sa philanthropie. Il annonce la génération saint-simonienne par son sens de la technicité ¹⁵⁴.

Enfin, dès l'Empire, à Lyon, Charles Fourier ébaucha son système phalanstérien, qui rappelle Helvétius et Holbach par son « attraction passionnelle », et la génération encyclopédiste par sa poursuite du bonheur social. Après ses études classiques, achevées avec succès au collège de Besançon, il avait espéré entrer dans le corps des ingénieurs militaires, mais l'Ecole de Mézières exigeait des conditions de naissance. Il vint à Lyon s'initier aux pratiques commerciales. Par ses deux sœurs, mariées avec Antide de Rubat et Parrat-Brillat, Fourier avait des liens avec le Bugey. Il voyagea beaucoup, visita Paris en 1790, en compagnie de Brillat-Savarin, parcourut l'Allemagne et les Pays-Bas. Au début de la Révolution, il travailla tour à tour dans les principales maisons lyonnaises. Il fut grandement façonné par cette ville à l'humeur frondeuse, tiraillée de tout temps entre de rudes difficultés économiques, morales et politiques.

Très tôt, les injustices sociales le choquèrent et il rêva de devenir un redresseur de torts. Il compléta sa formation, passa des nuits entières à compulser son atlas, cultiva des fleurs avec amour, mania plusieurs instruments de musique... Seules, les langues étrangères lui déplurent : leur diversité atteste l'incohérence sociale. Les créations humaines : morale, philosophie, économisme..., lui paraissaient chargées de contradictions. Il préférait les sciences exactes qui interrogent la nature : physique, anatomie, histoire naturelle... et voyait en elles un accord bienfaisant. Ces années lyonnaises représentent pour lui une phase de recherches. Un jour, il entrevit l'idée des chemins de fer; un autre, il établit un nouveau mode de notation musicale qui supprime la complication résultant de la pluralité des clés...

En 1793, avec sa succession patrimoniale, il spécula sur les denrées coloniales. Le siège le ruina. On s'empara du riz, du sucre, du café pour l'approvisionnement des hôpitaux et la nourriture des combattants. Lui-même dut porter les armes et courut un grand péril lors d'une sortie. Après la reddition, il fut incarcéré. Plusieurs fois, il faillit être exécuté. Relâché, puis ressaisi, il resta sous le coup d'une perpétuelle menace de mort et subit jusqu'à quatre visites domiciliaires par jour. On lui ravit sa collection de cartes géographiques à laquelle il tenait beaucoup. Comme de nombreux Lyonnais, Fourier se déroba à la répression, en se cachant dans la campagne environnante. Atteint par la conscription, il servit jusqu'en 1796. Il s'intéressa au problème de marche des troupes et des subsistances militaires et exposa ses projets à Carnot en 1797. Après le fameux séjour à Marseille, où il vit noyer le riz, il revint habiter Lyon en 1800 où il retrouva son cercle d'amis : à Villefranche dans sa famille maternelle, à Talissieu en Bugey chez Rubat, à Belley chez Brillat-Savarin ¹⁵⁵.

Sous le Consulat, Ballanche offrit à cet homme modeste, étranger à toute espèce d'intrigue, jouissant d'une large réputation dans la science géographique, de collaborer à son *Journal*. Fourier déclencha aussitôt quelques scandales. Il s'en prit aux aptitudes des Lyonnais à la

¹⁵⁴ *Moniteur*, 2 mars 1847; déc. 1847, p. 2978, 2986.

¹⁵⁵ *Bull. de Lyon*, 22 et 27 nivôse an XII (13 et 18 janv. 1804).

poésie et s'attira des réponses acerbes et des tirades malignes ¹⁵⁶. Il commença aussi de publier ses articles de visionnaire sur l'harmonie. « C'est une théorie mathématique des destinées de tous les globes et de leurs habitants, une théorie des seize ordres sociaux qui peuvent s'établir dans les divers globes pendant l'éternité. Des seize sociétés possibles, on n'en voit sur notre globe que trois : sauvagerie, barbarie et civilisation. Elles vont finir prochainement, et tous les peuples de la terre passeront à la quinzième société, qui est l'harmonie simple. » Fourier raille la vanité des efforts entrepris par Leibniz, Voltaire et Rousseau. Tous les savants ont énoncé les lois du mouvement matériel, mais n'ont pas su détruire l'indigence. Ils n'ont pas examiné les lois de l'évolution sociale, qu'il a pu découvrir, grâce « au calcul analytique et synthétique de l'attraction passionnée » ¹⁵⁷. Il espère doter l'homme d'une queue. « Les habitants des soleils, des lactées et des planètes à anneaux comme Saturne, sont amphibies par l'effet de l'ouverture de la cloison du cœur et ont un cinquième membre commun aux deux sexes. » Il permettra de « tuer d'un seul coup le plus terrible animal, même le tigre », servira « de parachute tournoyant, de moteur, de grandes ailes postiches, de nageoire » et donnera à l'homme « la vélocité du poisson et mille autres propriétés »... Il sera « l'ornement et la sauvegarde du corps humain, véritable avorton sans ce membre » ¹⁵⁸.

Le jeune courtier aborde aussi, sans vergogne, les sujets politiques. « Si jamais la guerre fut déplorable, c'est en ce moment. Bientôt les vainqueurs seront au niveau des vaincus. A quoi serviront les conquêtes quand le globe entier ne composera qu'une seule nation ? » Il propose au chef de la France le rôle de « fondateur de l'harmonie et libérateur du globe ». Quelques jours plus tard, il expose un plan de paix perpétuelle renouvelé de l'abbé de Saint-Pierre. « L'Europe touche à une catastrophe qui causera une guerre épouvantable... Il ne reste sur le continent que quatre puissances marquantes : France, Russie, Autriche et Prusse. La plus faible des quatre, la Prusse, peut être conquise et démembrée, selon l'usage, établi depuis un demi-siècle, de se réunir pour écraser le plus faible... Dès lors, l'Europe sera réduite au triumvirat France, Autriche, Russie. On sait quelle est l'issue de tout triumvirat, une dupe et deux rivaux qui se déchirent. » On redoute l'anéantissement de la civilisation occidentale. « La guerre de la Révolution pouvait amener l'envahissement et le démembrement de la France, après quoi l'Autriche et la Russie se seraient partagé l'Europe et, dans leurs débats postérieurs, la Russie (qui a des moyens inconnus de tout le monde et d'elle-même) aurait pu écraser l'Autriche et la Civilisation. » Il est probable que l'Autriche jouera le rôle de Lépidus. Elle se trouve resserrée entre deux prétendants : la France et la Russie, qui l'annexeront. Quant à l'Angleterre, elle peut être aisément éliminée. Il suffit de s'emparer de l'Inde, de fermer aux Britanniques les ports d'Asie et d'Europe, d'incendier toute ville recevant, même indirectement, des produits anglais. « Alors, cette puissance purement mercantile sera anéantie, sans coup férir. Le souverain de l'Europe imposera tribut au globe entier et établira la paix temporaire sur la terre ¹⁵⁹. »

¹⁵⁶ *Journal de Lyon*, 8 et 15 frimaire an XII (30 nov. et 7 déc. 1803).

¹⁵⁷ *Bull. de Lyon*, 11 frimaire an XII (3 déc. 1803).

¹⁵⁸ *Ib.*, 16 et 20 nivôse an XII (7 et 11 janv. 1804).

¹⁵⁹ *Ib.*, 25 frimaire an XII (17 déc. 1803).

Détruire la Prusse, subjuguier l'Autriche, se mesurer avec la Russie, décréter le blocus continental..., la suggestion déchaîna les railleries. « Avouez, lui disait Délyror, de Charenton, que nous rirons bien quand les descendants de Rodolphe de Habsbourg se seront laissé prendre une puce sur le nez par les neveux de Pierre le Grand... Votre proposition de brûler toutes les villes qui recevraient les produits de l'industrie d'Albion honore votre humanité. » Fourier remarqua que son contradicteur n'attaquait pas le fond de l'article et que les inventeurs célèbres avaient toujours passé pour fous. Sans modestie, il poursuivit le surlendemain : « Maintes fois, j'ai adressé au gouvernement des notes politiques; j'ai reçu en réponse des lettres flatteuses, signées Carnot, Talleyrand, et autres personnages qui, j'espère, s'entendent à la politique. Lorsqu'on a leur suffrage, on peut se consoler de n'être pas en faveur chez les diplomates de la Grand-Côte ¹⁶⁰. »

De 1804 à 1808, il observa la société lyonnaise et médita sur les problèmes que posait l'économie. En janvier 1808, il proposa au préfet de créer des agents commerciaux. Le Code de Commerce établissait une incompatibilité entre les fonctions de courtier de marchandises et celles de courtier de transport par terre et par eau. La Révolution bouleversa le mécanisme commercial en multipliant les intermédiaires et en subdivisant les affaires. Sous l'influence des Genevois, les négociants recouraient aux courtiers officieux, sans brevet légal et sans cautionnement. Ballanche remarqua que ce système était contraire aux traditions de réserve et de prudence du commerce lyonnais. Il convient d'organiser de nouveaux moyens d'information régulière. Fourier estime avantageux de réserver à des entrepreneurs spéciaux le roulage et le transit. En temps de guerre maritime, les courtiers commissionnés pour les marchandises délaissent les opérations moins lucratives et plus pénibles du commerce. Ce mémoire, rédigé en un style clair et concis, révèle chez Fourier une habile acuité d'observation ¹⁶¹.

Elle se reconnaît dans la *Théorie des quatre mouvements*, publiée en cette même année 1808. Il explique dans l'*Épilogue* la genèse de sa découverte et déclare qu'il la doit à une sorte d'illumination. Les faibles progrès de l'esprit social sont toujours dus au hasard, mais ils exigent des siècles d'essais orageux. « La marche de nos sociétés est comparable à celle de l'aï, dont chaque pas est compté par un gémissement. Ainsi que lui, la civilisation s'avance avec une incontestable lenteur à travers les tourmentes politiques. » Dans son *Discours préliminaire*, il s'en prend aux « auteurs de sciences incertaines », aux moralistes, aux économistes et « autres dont les théories ne sont pas compatibles avec l'expérience et n'ont pour règle que la fantaisie des auteurs ». Les philosophes ont recherché les vues de Dieu sur l'humanité, ont ravalé la Divinité au-dessous d'eux, « en s'arrogeant sa plus haute fonction, en s'établissant régulateurs du mouvement social ». Pour les confondre, Dieu les a laissés « baigner dans le sang pendant vingt-trois siècles scientifiques », et pour les couvrir de honte, il a décidé de les faire abattre par « un homme presque illettré, par un sergent de boutique ». Fourier présente alors la théorie du mouvement universel comme une révélation mysti-

¹⁶⁰ *Journal de Lyon*, 30 frimaire an XII (22 déc. 1803), 5 et 7 nivôse an XII (7 et 29 déc. 1803).

¹⁶¹ Ch. PELLARIN, *Charles Fourier*, 1843, p. 40.

que. « Ce n'est pas la première fois que Dieu se sert de l'humble pour abaisser le superbe, et qu'il fait choix de l'homme le plus obscur pour apporter au monde le plus important message. »

L'Eglise catholique n'a pas su dévoiler le sens du monde, le culte de la raison s'est révélé inepte, la Franc-Maçonnerie a gaspillé ses possibilités. Peut-être, les anciennes sociétés d'initiés connaissaient-elles la vérité; mais elles limitèrent le nombre de fidèles et inventèrent de faux mystères « pour donner le change aux curieux subalternes qu'on agrégeait au sacerdoce ». Ainsi se répandirent les jongleries qui masquèrent les vrais principes. Maintenant, les hommes vont apprendre que « les lumières acquises s'élèvent à peine au quart de celles qui restaient à acquérir et que l'on va obtenir toutes à la fois par la théorie des quatre mouvements. Elle est la clé de toutes les inventions pénétrables à l'esprit humain » ¹⁶².

Le grand secret est l'harmonie du monde, « l'unité de l'univers matériel et spirituel, l'analogie des modifications matérielles et des passions humaines ». Comme Martinès de Pasqually, Fourier évoque la création du monde, l'apparition de « seize espèces d'hommes », l'âge d'or dans sa simplicité primitive. Des lois contraires aux penchants naturels compromirent ce bonheur. « Ce qu'il y a de vicieux, c'est la civilisation, qui ne se prête pas au développement, ni à l'emploi des caractères donnés par Dieu. » Il montre que l'œuvre de la Nature porte le divin sceau de l'Unité, tandis que la duplicité est le fait de l'homme faussé par la société. Trois principes éternels, incréés et indestructibles, composent la Nature : Dieu ou l'Esprit, agent actif et moteur, la Matière, élément massif et mù, la Justice et les Mathématiques, organes révélateurs du mouvement. Dans la société, il distingue quatre mouvements cardinaux : l'aromal, l'instinctuel, l'organique, le matériel ¹⁶³.

Il faut détruire l'incohérence civilisée et fonder l'ordre sociétaire. Dans son chapitre *Avis aux civilisés relativement à la prochaine métamorphose sociale*, il affirme sa confiance dans la réorganisation qu'il préconise. Elle assurera le bonheur. « Ne formez aucun établissement lointain : ne songez point à vous expatrier, par appât de la fortune; chacun sera heureux dans son pays... Faites des enfants, il n'y aura rien de plus précieux, au début de l'ordre combiné que les petits enfants de trois ans et au-dessus, parce que, n'étant pas encore gâtés par l'éducation civilisée, ils pourront recueillir tous les fruits de l'éducation naturelle et s'élever à la perfection de corps et d'esprit. » Il réplique ainsi aux thèses des économistes pessimistes et reprend les déclarations de Rousseau favorables à l'enfance. Il juge énormes et vains les sacrifices consentis par la Révolution pour améliorer les conditions sociales. Lui-même suggère de tenter l'application du « procédé sociétaire » dans un canton, sous forme d'expérience rurale. Il pressent les difficultés : la multitude accueillera la découverte avec scepticisme et la traitera de « charlatanerie », les sages le considéreront comme un « visionnaire ». Ce persiflage ne durera pas. « Lorsque les preuves de ma découverte seront produites et qu'on verra s'approcher l'instant d'en recueillir le fruit; lorsqu'on verra l'Unité universelle prête à s'élever sur les ruines

¹⁶² Ch. FOURIER, *Théorie des quatre mouvements*, 1808, p. 1-2, 84-85, 207, 280.

¹⁶³ Ch. FOURIER, *op. cit.*, p. 21, 78, 81, 105.

de la Barbarie et de la Civilisation, les critiques passeront subitement du dédain à l'ivresse. Ils voudront ériger l'inventeur en demi-dieu et ils s'aviliront derechef par des excès d'adulation. »

La régénération est imminente. « L'industrie est devenue le supplice des peuples, depuis qu'une île de pirates entrave les communications, décourage les cultures des deux continents et transforme leurs ateliers en pépinières de mendiants. L'ambition coloniale a fait naître un nouveau volcan. L'esprit mercantile a ouvert de nouvelles routes au crime... Nos vaisseaux n'embrassent le monde entier que pour associer les barbares et les sauvages à nos vices et à nos fureurs. » Cette odieuse civilisation va disparaître. « Déjà le nouvel Hercule a paru. Ses immenses travaux font retentir son nom de l'un à l'autre pôle... La plus éclatante mission est réservée au plus grand des héros : c'est lui qui doit élever l'Harmonie universelle sur les ruines de la Barbarie et de la Civilisation. »

Fourier vaticine. Dieu veut que l'on fixe la capitale du monde à Constantinople, que l'on abandonne le détroit de Magellan et que l'on creuse les isthmes de Suez et de Panama. Empruntant sa cosmogonie et son animisme sexuel à Restif, Fourier décrit « la carrière végétale du globe ». Le pôle sera cultivé « par l'effet d'un anneau lumineux, ou couronne boréale, qui naîtra après deux siècles d'ordre combiné »¹⁶⁴. Comme Montlosier, Fourier croit la terre vivante et sensuelle... « Toute création s'opère par la conjonction du fluide boréal qui est mâle, avec le fluide austral qui est femelle. Une planète est un être qui a deux âmes et deux sexes, et qui procrée comme l'animal ou le végétal, par la réunion de deux substances génératrices. » L'intense activité de l'homme excitera la matière à produire davantage. « Le fluide, qui n'est aujourd'hui que lumineux, acquerra une nouvelle propriété, celle de distribuer la chaleur avec la lumière. » Le pôle connaîtra la température de l'Andalousie et de la Sicile, « le fluide, combiné avec le sel, donnera à l'eau de mer le goût d'une sorte de limonade »¹⁶⁵.

Cet ouvrage de jeunesse n'exerça pas d'action immédiate dans la société lyonnaise. La *Gazette de France*, seule, en rendit compte¹⁶⁶. Ce fut peut-être un ballon d'essai, car Fourier en reprit les principaux thèmes dans sa *Théorie de l'Unité universelle ou Traité de l'Association*, qu'il élabora dans ses retraites bugistes, de 1815 à 1821. Jusqu'à la fin de l'Empire, il resta à Lyon. Lors des Cent-Jours, le comte Fourier, préfet du Rhône, nomma son homonyme à la tête du Bureau de la statistique. L'influence du système phalanstérien devait être profonde à Lyon sous la Monarchie censitaire. En tout cas, c'est la vision de l'économie lyonnaise qui avait orienté ses recherches, et c'est le siège qui jeta, dans une vie pénible et contraire à ses goûts, le messie d'une ère de liberté, d'abondance et de confort.

**

Marx attacha au socialisme de ses prédécesseurs une épithète dont il faisait une méprisable condamnation : il le déclara utopique. C'était

¹⁶⁴ Ch. FOURIER, *op. cit.*, p. 16, 74, 133, 135, 146.

¹⁶⁵ Ch. FOURIER, *op. cit.*, p. 60, 65, 69 ; — F. de MONTLOSIER, *Mystères de la vie humaine*, 1829, II, p. 362.

¹⁶⁶ *Gazette de France*, 1, 4, 9, 14 déc. 1808.

en reconnaître la dignité. Toute grande invention humaine comporte sa part de rêve. En l'espèce, les extravagances de Fourier impliquent l'affirmation d'un idéalisme social et l'espoir d'une concorde universelle. Elles ravivent un illuminisme néo-païen en l'obliquant vers des résultats pratiques. Elles annoncent le romantisme social, mais elles héritent de l'esprit géométrique du XVIII^e siècle : le système des « sézains », le goût du chiffre, la référence pseudo-scientifique rappellent les irréels voyages qui avaient marqué la crise de la conscience sous Louis XV. Sa théorie, d'ailleurs, était née d'une réaction devant la misère lyonnaise. Somme toute, les difficultés de l'économie commandaient chez les uns la désaffection politique, chez les autres les recherches techniques, agraires ou industrielles, chez d'autres encore les discussions sur l'organisation sociale.

XIII

La formation de la jeunesse

Dans le domaine scolaire, la Révolution laissait en chantier des ébauches fragmentaires. Le Premier Consul rêvait d'une organisation uniforme, efficace, assurant sous le contrôle de l'Etat et à son bénéfice la formation de la jeunesse, « garantie de l'avenir ». Pour lui, pas de régime politique stable, pas d'ordre social sans direction des esprits. Ses prétentions développèrent la force de rébellion qui existe parmi la jeunesse scolaire, et se heurtèrent aux sentiments d'indépendance de l'Eglise et de la bourgeoisie.

1. LES DEBUTS DU LYCEE

La loi du 11 floréal an X, une des grandes mesures de la restauration consulaire, esquaissa le dispositif scolaire qui fut mis en place pendant les quatre années suivantes. Antoine Fourcroy soutint le projet devant le Corps législatif et Carrel intervint au Tribunal. Fourcroy prétendit qu'il améliorerait l'œuvre thermidorienne. « Logique, morale, mathématiques, physique, voilà ce qui, en rapprochant les lycées actuels des Ecoles centrales qu'ils remplaceront, les éloignent le plus des anciennes méthodes qu'aucun être raisonnable ne voudrait, ne pourrait plus suivre aujourd'hui. » Roederer, un des conseillers d'Etat attachés au département de l'Intérieur, avoua les préférences du gouvernement : les Ecoles centrales « semblaient avoir entrepris de peupler la France d'encyclopédies vivantes. Il y avait plus de sagesse dans le système des anciens collèges »¹.

La loi de 1802 chercha à établir un compromis. Dans la ligne des principes révolutionnaires, elle confie à l'Etat la charge d'enseigner, accorde à la liberté une place réduite, uniformise les procédés. L'attribution de bourses, qui pouvait satisfaire les idéologues, tendait à garnir les lycées et à constituer une dotation en faveur des fonctionnaires civils et militaires. Par ailleurs, la loi respecte l'esprit du Concordat, et un arrêté introduisit à nouveau l'instruction religieuse dans les classes².

Les contemporains furent frappés à la fois par l'empire de l'Etat sur l'enseignement secondaire et par le retour à l'ancienne pédagogie.

¹ Arch. parlem., 2^e série, III, p. 527.

² F. VIAL, *Trois siècles d'histoire...*, p. 173 (Arrêté du 19 frimaire an XI).

L'organisation de la vie intérieure rappelait le passé. L'internat, la discipline, les marques d'obéissance renchérisaient sur le rythme d'existence des anciens colléges. Quant aux programmes, Fourcroy déclara qu'ils s'inspiraient de ceux de l'Université de Paris et des conseils du « sage Rollin »³. L'arrêté interprétatif de la loi prescrit d'enseigner essentiellement le latin et les mathématiques; il rejette l'indépendance des matières, la multiplicité des combinaisons possibles, la liberté de l'écuyer, pour revenir au régime de la classe. La scolarité comprend six années : trois de latinité, deux de belles-lettres, une de lettres et mathématiques transcendantes. Des échelons semestriels sont prévus, parallèlement en latin et en mathématiques. La première année est réservée au latin, l'élève commence les mathématiques en deuxième année seulement. Des disciplines accessoires (géographie, chronologie, astronomie...) s'ajoutent chaque semestre au programme⁴.

On ne parlait plus du danger d'uniformiser l'éducation, ou même d'étouffer des personnalités naissantes. On pensait que les enfants sont peu capables d'un développement mental autonome; pour ceux qui sont généreusement doués, la leçon des maîtres devient le meilleur réactif qui puisse provoquer les éclosions nécessaires. Dans une certaine mesure, l'idée positive et pratique du succès dans la vie, qui avait présidé à la pédagogie des idéologues, cédait la place à la conception spéculative et désintéressée du développement de l'esprit pour lui-même. Ainsi, le Consulat espérait refaire l'unité nationale par la réintégration et le ralliement des forces du passé. Il comptait se procurer l'appui d'une classe de notables stabilisée dans ses conquêtes, dans laquelle il puiserait les cadres administratifs nécessaires à l'exécution et à la perpétuation de son œuvre.

La loi à peine votée, le Conseil général du Rhône sollicite l'établissement d'un lycée. Les élèves du Midi, du Piémont, de l'Helvétie le fréquenteront. Lyon dispose d'un personnel compétent : les professeurs de l'Ecole centrale. Mais les Lyonnais désirent trois chaires pour l'éloquence, la haute latinité et le grec, deux dessinateurs pour la figure et la fleur qui recevront au moins 150 élèves, deux linguistes, pour l'allemand en raison de la fréquentation des foires et l'italien à cause des liens économiques avec Milan. Le mathématicien se chargera de l'astronomie, de la géographie pratique et commerciale. Un pensionnat paraît indispensable : Lyon renferme 8 000 jeunes gens privés de parents depuis la Révolution, des Italiens et des Espagnols accourent, comme au temps des Jésuites et des Oratoriens. Le séminaire Saint-Irénée conviendrait à cet usage, ce qui enlèverait ce bâtiment « aux infâmes spéculateurs des plaisirs publics, des bals nocturnes, des tripots clandestins »⁵.

En juillet 1802, le Conseil municipal examina les possibilités d'installation du lycée. Claude Cochet estimait que le Grand Collège pourrait abriter cinq cents pensionnaires, mais le conseiller Caminet voulait le réserver pour une Ecole secondaire. La municipalité choisit néanmoins ce local et, mue par « les hautes considérations de bien public et de prospérité locale, décida de le remettre en état »⁶. Un arrêté

³ L. LIARD, *L'enseignement supérieur*, II, p. 28.

⁴ J.-B. DUVERGIER, *Coll. des lois...*, XIII, p. 410-414 (arrêté du 10 déc. 1802).

⁵ A. D. R., N, Conseil général, séance du 9 prairial an X (29 mai 1802).

⁶ Corps munic., séances des 14 messidor et 1^{er} thermidor an X (3 et 20 juil. 1802) (I, p. 232, 239-242).

préfectoral mit le Grand Collège à la disposition de la Ville. Le préfet talonna le maire de la Division du Midi pour obtenir l'aménagement du dortoir afin de ne pas repousser « l'affluence des élèves dans une institution naissante » ⁷.

La Ville ne s'empressa ni de chasser les locataires, productifs de recettes, ni d'entreprendre d'onéreuses réparations. Fourcroy envoya deux commissaires, Villar, membre de l'Institut, et Jean-Baptiste Delambre, inspecteur général. Le Conseiller d'Etat chargé de l'Instruction publique engagea le préfet à faciliter leur mission. Aussitôt, Bureaux de Puzy alerta les maires, demanda à celui de la Division du Nord de dresser l'inventaire des Cabinets d'histoire naturelle, de dessin, de physique et d'apposer les scellés sur leur porte; il lui signala que le lycée devait pouvoir accueillir, en mars 1803, cent boursiers et, en juin, cinquante autres que le gouvernement enverrait. Il invita les maires des deux autres Divisions à seconder « puissamment les vues du gouvernement », la création du Lycée étant « une juste récompense », du prix que la ville « attache à l'instruction et aux progrès des lumières » ⁸.

Les travaux s'annonçaient importants : il fallait abattre des cloisons, faire disparaître les appartements, établir des couloirs... Des artisans travaillaient dans le Grand Collège, le régisseur du Grand-Théâtre occupait une partie du pensionnat, Peyronny utilisait lui-même des dépendances... Le préfet et le maire de Lyon-Midi Sain-Rousset durent insister pour faire expulser les locataires et enlever les matériaux déposés dans les cours ⁹. Un arrêté consulaire décida que, le 1^{er} germinal, les Ecoles centrales de Lyon, Bourg et Roanne disparaîtraient et que le lycée ouvrirait ses portes. Or, Peyronny ne se pressait guère. Le 1^{er} mars 1803, un arrêté préfectoral exigea la libération immédiate des salles. En avril, le préfet confirma l'arrivée imminente de cent vingt élèves, mais quelques jours plus tard, il dut renouveler ses exhortations. Cette organisation matérielle entraîna une abondante correspondance et de multiples démarches ¹⁰.

En août, la Direction des Domaines manifesta encore sa mauvaise volonté : le Conseiller chargé de l'Instruction publique recommanda au corps enseignant d'habiter le lycée. Le receveur fit remarquer que le bâtiment était le plus vaste de « toute l'étendue de la République », mais que la partie convenant aux appartements était d'un excellent rapport pour la ville qui encaissait les loyers. Il proposa d'installer les professeurs dans les casernes, où ils « auraient l'avantage d'y loger leurs femmes qui, à la vérité, ne doivent pas trouver place dans le lycée ». Le préfet dut intervenir encore une fois ¹¹.

Le régime consulaire se contenta de l'équipe professorale qui avait pratiqué dans les collèges, puis à l'Ecole centrale. Les classes de latinité

⁷ A. D. R., 2K 5, f° 151, Arrêté relatif à l'établissement d'un lycée, 10 ventôse an XI (2 oct. 1802).

⁸ A. M. L., R1, Lycée..., Arrêté du préfet du 28 brumaire an XI (19 nov. 1802); Lettres du préfet, 29 brumaire an XI.

⁹ A. D. R., 2Q 89, Corresp. du 5 pluviôse au 13 ventôse an XI (25 janv. au 4 mars 1803).

¹⁰ *Ib.*, T 262, Corresp. du 29 prairial an XI (18 juin 1803) au 14 thermidor an XI (2 août 1803).

¹¹ *Ib.*, 2Q 89, Lettres du 14 au 30 thermidor an XI (2 au 18 août 1803).

furent confiées à Besson, professeur au collège Notre-Dame et à l'Ecole centrale, et à l'ancien bibliothécaire Tabard. Mollet et le chanoine Roux se partagèrent les mathématiques. De l'Ecole centrale de l'Ain, venait Ampère qui enseigna les quatre règles et les premiers éléments de géométrie à des enfants de douze ans. Guidi, un proscrit napolitain qui s'était réfugié en 1792 à l'auberge installée dans la chapelle de Fourvière, le futur disciple de l'homéopathe Hahnemann, avait exercé à l'Ecole centrale de l'Ardèche¹². Seuls, deux professeurs n'appartenaient pas au personnel du Directoire : Daburon, un ancien maître du collège de la Trinité et Idt, un humaniste lyonnais, traducteur des *Panegyrici veteres latini*. Dans un article qu'inséra le *Journal de Lyon*, le proviseur Bérenger se réjouit de constater qu'« après un vandalisme barbare », le Consulat faisait de nouveau appel aux Doctrinaires, aux Joséphites, aux Bénédictins... et surtout aux Oratoriens. L'arrêté, qui désignait quatre professeurs de lettres et quatre de mathématiques, prescrivit la tenue des membres du Conseil d'Administration, des professeurs, des maîtres d'étude. Les élèves devaient porter la culotte bleue, le chapeau rond, le collet et le parement bleus... Un second arrêté nomma le proviseur, le procureur et le gérant¹³.

En juillet 1803, Bureaux de Puzy inaugura le lycée. La cérémonie se déroula au Grand Collège, dans la chapelle dite des Cisalpins, en mémoire de la réunion du Premier Parlement de la République italienne. Les élèves défilèrent au pas cadencé, scandé par le roulement du tambour. « Au milieu des accents purs et religieux d'une musique choisie », on chanta le *Veni creator* et le premier grand vicaire du cardinal, André Jauffret, célébra l'office divin. Dans son sermon, il proclama que « c'était une grande erreur de l'esprit humain de séparer l'idée d'un culte très pur et très saint de celle d'un enseignement très libéral et très civique ». Le préfet loua la politique scolaire du Premier Consul. « Nos écoles publiques, pensait-il, ne peuvent plus avoir pour détracteur qu'une haine aussi aveugle qu'elle serait impuissante. » Il donna en modèle à ses auditeurs adolescents, « le dévouement et les prouesses de nos guerriers » et ne craignit pas d'annoncer que « la guerre préparait de nouvelles calamités au monde ».

Le proviseur couvrit de fleurs « le héros législateur », qui posait « la base de la prospérité et du bonheur de l'Empire français », convia la jeunesse à se précipiter « sur ces nouveaux Carthaginois », à libérer les mers, à affranchir le commerce, et promit des couronnes aux valeureux combattants. Il esquaissa enfin ses conceptions éducatives. « La morale religieuse, que nous enseignons, n'a rien de l'austérité fanatique. Elle rejette les pratiques superstitieuses. Elle est douce, active, bienfaisante, enfin c'est la sublime morale de l'Evangile¹⁴. » La presse applaudit. « Tout garantit le succès d'une institution précieuse, longtemps réclamée par le vœu des familles et consacrée enfin par la constante sollicitude du gouvernement¹⁵. »

¹² ARQUILLIÈRE, *Esquisse biographique du comte Sébastien des Guidi, introducteur de l'homéopathie en France* (Nantes, Gailmard, 1847, in-8°, 14 p.).

¹³ A. M. L., R1, Arrêtés consulaires du 5 brumaire an XI (27 oct. 1802), du 8 pluviôse an XI (28 janv. 1803).

¹⁴ A. D. R., 2K 6, f° 16-20, P.-V. de l'installation du lycée de Lyon, 15 messidor an XI (4 juil. 1803).

¹⁵ A. M. L., R. I, Lycée. Extrait du *Bull. de Lyon*, des 17 et 20 messidor an XI (6-9 juil. 1803), in-16, 12 p.

Béranger s'attribuait un rôle important dans la fondation de « ce glorieux établissement ». Mais il craignit de ne pouvoir assumer ses fonctions de proviseur et laissa entendre qu'il « abdiquerait ». Jean-François Coster, qui le remplaça à la rentrée d'octobre, s'était distingué en Lorraine par son activité littéraire, était devenu secrétaire des Etats du Languedoc, puis avait professé à l'Ecole centrale de Nancy. Il poursuivit l'installation matérielle et montra aux familles la supériorité des lycées sur les Ecoles centrales. « Les professeurs, maîtres de leur enseignement, pouvaient être tentés de substituer leurs opinions à la morale universelle, et cela est arrivé quelquefois. Les élèves, maîtres de choisir entre leurs professeurs, pouvaient préférer l'enseignement qui leur convenait le moins, et cela n'arriva que trop souvent ¹⁶. »

La rentrée s'annonça satisfaisante. Le préfet loua l'ardeur des maîtres, signala à Fourcroy la confiance des familles, mais ajouta que les cent soixante élèves ne permettaient pas une saine gestion financière et que l'effectif, pour être rentable, devait atteindre deux cents. Le lycée comptait quelques élèves protestants, mais leur présence n'avait provoqué aucun scandale ¹⁷.

Le préfet intervenait dans la vie du lycée : en mai, il sollicita des fusils pour les exercices des lycéens. « Les formes de la discipline militaire sont d'une haute importance pour le maintien de l'ordre. » Les élèves eux-mêmes « attendent, avec une impatience bien naturelle, une disposition qui redoublera leur zèle et leur émulation ¹⁸. »

L'obéissance se relâchait. Le proviseur l'attribuait à l'emplacement des dortoirs : ils ne se trouvaient pas au Collège, comme au temps des Oratoriens, mais au claustral. « C'est la principale source des désordres qu'on peut reprocher au Lycée. » Il en avisa le Bureau d'Administration : « Le Lycée se désorganise de la manière la plus inquiétante » avoua-t-il en mars 1804, et il pria le maire d'assister à la « séance décisive du Bureau ». Le procureur impérial près le tribunal d'Appel, Rambaud et le maire Sain-Rousset remplirent « une tâche pénible » en dévoilant la mauvaise réputation du lycée. « La discipline, la subordination, l'observance des règlements sont commandées, leur exécution est inconnue. Le désordre dans l'intérieur amène le désordre dans les finances ¹⁹. » Des placards raillaient les rhumatismes du proviseur : il devenait « la fable des ennemis du Lycée ». Il en gémissait : « Au lieu de corriger les abus, il les publie, il les dénonce. Le premier père de famille qui lui tombe sous la main est condamné à entendre le récit de toutes les frasques, de toutes les mutineries que sa mémoire peut lui rappeler. » Le rapport du Bureau constate : « L'esprit public n'est point en faveur de l'établissement et, certes, le mode d'administration qui a été suivi jusqu'à ce jour n'y a pas peu contribué ²⁰. » Coster, ancien « commis des finances », ne parvenait pas davantage à

¹⁶ BLAU, Eloge de Coster (*Mém. Acad. Nancy*, 1838, p. 113-122). — A. M. L., R1, Lettres du proviseur au maire de la Division du Midi, 8, 16 et 29 frimaire an XII (30 nov., 8 et 21 déc. 1803).

¹⁷ A. D. R., 26 KI, Rapport du préfet au Conseiller d'Etat... (23 frimaire an XII, 15 déc. 1803).

¹⁸ *Ib.*, 26 K2, Lettre du préfet au conseiller d'Etat..., 2 prairial an XII (22 mai 1804).

¹⁹ A. M. L., R1, Lettres du proviseur au maire..., 20 fructidor an XI (7 sept. 1803), 16 ventôse an XII (7 mars 1804).

²⁰ *Ib.*, R1, Rapport du Bureau d'Administration, 1^{er} trimestre an XII.

assurer l'équilibre budgétaire du lycée et le déficit s'accroissait de trimestre en trimestre.

Le règlement de juin 1803 avait prévu des exercices publics en fin d'année. En juillet 1804, au cours d'une cérémonie, les meilleurs élèves exposèrent les infiniment petits et les fonctions algébriques à plusieurs variables. Ce programme permettait d'affronter le concours à l'Ecole polytechnique²¹. En première et deuxième classes, les mathématiques comportaient l'étude des rapports algébriques et des équations des degrés supérieurs; l'*Algèbre*, de Lacroix, était utilisée, mais l'absence de manuel avait gêné le cours de Chimie. La *Géométrie*, de Lacroix, et l'Astronomie occupaient les troisième et quatrième classes. Enfin, en cinquième et sixième classes, on se contentait d'apprendre « le chiffre », les quatre règles, les fractions décimales. Des notions de physique sur les propriétés des corps et d'histoire naturelle, selon les principes de Tournefort, Linné et Jussieu, complétaient les horaires. Ces exercices spectaculaires paraissent relever de la virtuosité. Certains se groupent autour d'un centre d'intérêt, développant, par exemple, les fonctions dans un ordre de complication croissante. Ils témoignent d'un grand souci de généralité, un peu prétentieux, mais le langage est très moderne: Mollet, Guidi, Roux sont au courant des travaux spécialisés comme les logarithmes de Neper, ou la formule de Taylor.

La série parallèle des classes était dominée par le latin. La classe de belles-lettres couronnait les études de latinité. Le rapport se glorifiait de ne plus sacrifier, comme dans les anciennes universités, la langue maternelle au latin. La commission souhaitait voir comparer, en première et deuxième classes de latin, les chefs-d'œuvre de l'Antiquité et ceux de notre pays. Les exercices portèrent sur Tite-Live, Cicéron, l'*Enéide*, mais aussi sur Bossuet, Madame de Sévigné, les odes de Rousseau... Les lycéens étudiaient la géographie générale, des notions d'histoire, la mythologie d'après l'abbé de Tressan. En troisième et quatrième classes de latin, les élèves expliquèrent divers auteurs latins et traitèrent des questions d'histoire et de géographie, telles que la dispersion des enfants de Noé ou la description de la France par départements. Ceux de la cinquième classe commentèrent les fables de Phèdre et traduisirent Cornelius Nepos. Dans la sixième classe, ils répondirent aux questions du catéchisme de Fleury, exposèrent les éléments de la grammaire française et analysèrent l'*Épitome historiæ sacræ*, de Lhomond et l'*Épitome historiæ græcæ*, que Charles Siret venait de publier²².

Les disciplines littéraires reprenaient leur place. L'éducation consistait à nouveau en l'acquisition de ces formes de langage par lesquelles l'individu se rattache à la vie du groupe et à la pérennité des coutumes. L'apprentissage se faisait, dans les lycées comme dans les collèges d'autrefois, au moyen de quelques chefs-d'œuvre. Un mois plus tard, à la distribution des prix, Coster dressa le bilan de la première année. Après avoir comparé Napoléon à Charlemagne, il prononça un discours chargé d'allusions historiques et célébra les gloires locales, comme les artistes Coustou et Coysevox. Il répondit aux rumeurs qui se répandaient sur le Lycée, le présentant « comme un corps déjà gangrené et tout voisin de son entière dissolution »; en réalité, sur 170 élèves, « 150

²¹ *Bull. de Lyon*, 4 vendémiaire an XIII (26 sept. 1804).

²² A. D. R., T 262, Lycée de Lyon : Exercices publ. de l'an XII (Lyon, Tournachon, 1804, in-8°, 16 p.).

d'entre eux, sans être tous des Catons, sont à peu près ce qu'ils doivent être, dociles, laborieux, attentifs à leurs devoirs, irréprochables dans leurs mœurs » ; les vingt autres cèdent peu à peu devant les punitions. L'horaire est très précis : « Chaque coup de tambour est le signal, aussi infailible qu'impérieux, de l'occupation à laquelle vont se livrer en même temps tous nos élèves. » La valeur des professeurs garantit la qualité de l'enseignement : le latin s'enseigne selon la méthode de Lhomond, les mathématiques d'après les travaux des frères Bernoulli...

Seul, un point inquiète le proviseur : les enfants « de la Révolution » ne respectent guère les rites religieux que le règlement prescrit. Coster déplore cette indifférence à l'égard du dogme : « Que puis-je faire de l'adulte, présumé catholique, qui n'a reçu dans sa famille aucun principe de religion et chez qui les passions commencent à parler avant qu'on ne leur ait préparé un frein ? » Ce « spectacle affligeant », dû peut-être aux pensionnaires, détourne les fils des bourgeois lyonnais qui souhaitent voir leurs enfants élevés religieusement. Et l'orateur termine en invoquant « les mânes des fondateurs du Collège ».

Le préfet analysa d'abord le caractère des lycées : « Ils participent à la fois, dans leurs principes, dans leurs formes et dans leurs effets, à tout ce qu'offraient de bien et les anciens Collèges, dont ils renouvellent le régime et l'administration, et les Ecoles centrales, dont ils empruntent les méthodes lumineuses, la marche simple, l'esprit analytique dans l'étude des sciences exactes. » Bureaux de Puzy défendit les programmes : les langues anciennes sont indispensables à une éducation libérale, la morale est une suite de raisonnements judicieux, les sciences physiques procurent des charmes à l'existence... Les résultats lui paraissent satisfaisants; le Lycée « a surmonté les obstacles que des inquiétudes, des défiances, des soupçons trop justifiés par le passé avaient opposé à sa fondation ». Le censeur proclama les lauréats : Antoine Périsset, Philippe Dombey, Amable Leroy, Lamothe-Fénelon, le dernier héritier de ce grand nom, Clément Reyre, le futur édile de Lyon ²³.

La seconde année de son provisorat, Coster infirma cet optimisme officiel. « Le parti dévot... les rats d'Eglise » avaient convaincu Daburon de renoncer à sa chaire de lettres. Son successeur, Jean-Baptiste Sanchamau, qui venait de l'Ecole centrale de Limoges, consacra le discours de rentrée aux « causes de la crise politique du XVIII^e siècle ». L'ex-constituant Bureaux de Puzy, cependant favorable à l'encyclopédisme, jugea ses propos osés ²⁴.

Dans l'*Almanach*, Coster rassura les parents. Les élèves « trouveront dans le régime du lycée tout ce qui peut inspirer l'amour de l'ordre et en faire prendre l'habitude, une discipline régulière mais douce, des encouragements multiples, des punitions qui ne blessent que l'amour-propre ». Le « Père de la Patrie » donne ainsi « à la République une génération propre à faire oublier la malheureuse influence de la Révolution sur l'Instruction publique ». Il traita « d'absurde calomnie » la rumeur qui prétendait que le lycée formait exclusivement des soldats ²⁵.

²³ A. D. R., T 262, Distrib. des prix..., 1804.

²⁴ *Bull. de Lyon*, 11 vendémiaire an XIII (3 oct. 1804).

²⁵ A. D. R. 26 K2, Lettre du préfet au Conseiller d'Etat chargé de l'Instr. publ. (20 thermidor an XII, 8 août 1804).

Pour tranquilliser, on reprit les traditions, on multiplia les cérémonies, on imposa une pratique religieuse fréquente. Cependant, en avril 1805, Napoléon, de passage à Lyon, ne visita pas le lycée alors qu'il avait inspecté le collège de Bourg, interrogé les élèves et accordé des récompenses. « Le régime actuel, disait le Conseil général, n'est ni assez sévère, ni assez moral pour inspirer à nos enfants la pratique du bien et de la vertu. » Il suggéra de confier le lycée à une congrégation.

L'ancien proviseur Béranger prononça alors un réquisitoire contre l'établissement qu'il avait abandonné. L'effectif se maintenait à deux cents grâce aux cent boursiers et aux fils de fonctionnaires. Cet échec s'explique par le programme : les langues, l'histoire et la géographie occupent trop peu de place; au contraire, les mathématiques, trop abstraites pour le premier âge, sont trop développées. On voudrait une meilleure étude des langues mortes et vivantes, plus de calcul pratique, une rhétorique préparant les futurs négociants à l'art de la correspondance, un enseignement approfondi du dessin... La médiocrité de la formation chrétienne tourmente les familles; le culte se célèbre au lycée « sans cérémonie et sans pompe »; or, la jeunesse a besoin d'être frappée par des solennités. « Presque tous les exercices religieux des lycées sont précédés ou suivis immédiatement d'exercices militaires qui, bons en eux-mêmes, sous le rapport gymnastique, ne disposent guère au recueillement. » La loi libère les internes le dimanche, et cette dérogation aux usages des anciens pensionnats gêne l'enseignement religieux.

L'organisation du corps professoral présente aussi de graves inconvénients : « Ces associations disparates de professeurs, presque tous de différents pays, presque tous mariés, offrent dans la plupart de ces claustraux, jadis l'asile de l'homme studieux, méditatif, solitaire, un assemblage nombreux et tumultueux d'enfants, de femmes, de domestiques de tout sexe et de tout âge. » On obtenait autrefois de meilleurs résultats avec les corporations laïques, comme l'Université de Paris, et les sociétés enseignantes, telles que l'Oratoire, la Doctrine, la Mission..., et la ville dépensait trois fois moins qu'actuellement. Les familles attendent avant tout que « la discipline soit fortifiée, l'ordre ramené, l'harmonie rétablie, la religion, la foi de nos pères prêchée, célébrée avec les principes qui lui sont propres ». Il faut dispenser « avec une éducation littéraire et libérale, une éducation spéciale et recueillie qui forme la justesse de leur esprit et prépare la pureté de leurs principes ».

Il faut remanier l'administration du lycée, confier au proviseur la nomination du censeur « pour prévenir les luttes inévitables d'un pouvoir partagé », expérimenter la remise de quelques lycées à des corporations religieuses, qui coûteraient moins cher et offriraient plus de garanties morales. Le mémoire invite le gouvernement impérial à accorder plus de crédit aux rapports émanant de conseils locaux qu'à ceux rédigés par des « agents soldés »²⁶.

En août, Lalande assista à la distribution des prix. Ancien élève du collège de la Trinité, le célèbre astronome visita le lieu de ses premières observations, sollicita la restauration de l'Observatoire et suppléa Mollet dans son cours public d'astronomie. Coster dirigea d'abord ses coups contre la crise révolutionnaire, affirmant que la Convention montagnarde avait voulu ruiner l'enseignement. La restauration des

²⁶ A. D. R., N, Conseil général, 10 floréal an XIII (30 avril 1805).

études constitue un triomphe à la fois sur la Révolution et sur l'encyclopédisme. L'ancien historien lorrain examine alors les rapports entre l'Etat et l'enseignement; tour à tour, il évoque les scribes en Egypte sous Ptolémée Sôter, les conceptions de Lycurgue, les écoles municipales de Vespasien...

Après quelques allusions au Moyen Age, Coster risque un parallèle entre les *xvii^e* et *xviii^e* siècles. Il touche, chemin faisant, la querelle des Anciens et des Modernes : pour lui, même dans les sciences exactes, la supériorité des Modernes reste douteuse. D'ailleurs, les sciences se développent « au détriment des talents et du génie qu'elles dessèchent et corrompent ». Le siècle de Louis XIV a connu un juste équilibre et les maux de la Révolution sont imputables aux penseurs du *xviii^e* siècle. La péroraison glorifie Napoléon et promet de prochaines réformes qui suspendront les calomnies. Bureaux de Puzy avait quitté Lyon pour Gênes; Defarge, conseiller de préfecture, dosa davantage ses exemples : « Les tragiques grecs inspirèrent Corneille et Racine; les vies illustres de Plutarque allumèrent dans le cœur de Jean-Jacques Rousseau le feu de son éloquence. »

Le mois suivant, Coster dut répondre à un questionnaire relatif à son établissement, adressé par la préfecture. L'effectif demeurait à deux cent dix; il ne comptait que cinquante externes, et le nombre des pensionnaires payants diminuait. Cependant, l'enseignement offre des qualités, surtout en mathématiques; mais en faisant marcher parallèlement chaque année deux classes semestrielles de latin et de mathématiques, on craint que l'étude de la langue ne soit sacrifiée; les examens restent faibles en latin; « l'âge et la taille entrent pour beaucoup dans les motifs d'avancement ». Les professeurs ne sont pas tous zélés et leur « assiduité n'est pas rigoureuse ». Quant au déficit, il va croissant ²⁷ !

Deux jours plus tard, le ministre de l'Intérieur Nompère de Champagny annonça à Coster qu'il lui accordait une pension de retraite qui serait embellie « par le souvenir du bien » qu'il avait fait, et Fourcroy l'avisa que le besoin de repos et son état de santé avaient seuls motivé la décision prise. Aussitôt, le ministre proposa son frère, chef d'institution à Fontainebleau, comme successeur. Originaire de Roanne, touchant par sa famille au gouvernement, il parut digne de la seconde ville de l'Empire. Le comte d'Herbouville, récemment arrivé, assura le ministre qu'il seconderait activement le proviseur, que les professeurs « généralement bons » formaient « d'excellents élèves ». Mais l'établissement ne jouissait pas « encore de toute la confiance qu'il devrait inspirer aux chefs de famille ». Le régime et la forme de l'enseignement expliquaient cette désaffection ²⁸.

L'organisation des douze classes semestrielles, prévue par l'arrêté de décembre 1802, céda la place à un système de cours annuels. La scolarité débutait par trois classes de latin; en troisième s'ajoutaient les mathématiques; deux années d'humanités achevaient le cycle. C'était le retour à la pédagogie des anciens collèges, comme le souligna le nouveau proviseur ²⁹. Cependant, il n'élimina pas l'apparence militaire

²⁷ A. D. R., T 262, Rapport du proviseur Coster au conseiller de préfecture, Defarge, 16 fructidor an XIII (3 sept. 1805).

²⁸ *Ib.*, M. Police générale, an IX-1806; C.-R. par le préfet du Rhône, 1806.

²⁹ *Almanach de Lyon*, 1808, p. 68.

de son lycée : il substitua un soldat à l'enfant qui jouait du tambour, et il sollicita l'envoi de cent cinquante boursiers. Or, ces élèves, fils de militaires, d'actrices, bâtards de puissants personnages admis à la suite d'interventions féminines, déplaçaient par leur rudesse. Ils transmettaient l'esprit d'impiété qui avait régné dans les prytanées et leur indiscipline devenait légendaire.

A la distribution des prix du premier semestre, Champagny se borna à exalter les mérites du « héros »³⁰. Le malaise persistait dans le lycée : il fallait résorber le déficit, le proviseur assumait l'économat, le censeur faisait aussi la classe. Les tiraillements se prolongeaient avec la municipalité qui, voyant l'insuccès du lycée, ne remettait pas les bâtiments en état. L'administration entière aux mains de fonctionnaires ne comptait pas de notables locaux, ce qui bouleversait les us et coutumes. Tout poussait Napoléon à remanier la loi de floréal : le demi-échec des lycées, la nécessité de contenir les entreprises ecclésiastiques, le désir d'unifier les esprits. L'institution ne répondait pas à son attente. Il chercha alors à établir un corps enseignant, examina les statuts de l'Université fondée à Turin par Victor-Amédée II, en discuta avec Chaptal, Fourcroy, le comte Champagny. Le 10 mai 1806, le principe de l'Université impériale était voté.

En août, la cérémonie de fin d'année se déroula, comme à l'ordinaire, dans la Bibliothèque publique. Le proviseur affirma d'abord la primauté de la morale sur les autres sciences et mit en garde contre le savoir orgueilleux. Les connaissances doivent s'allier aux sentiments, le cœur et l'esprit doivent se compénétrer, la religion doit inspirer les lettres... L'orateur décoche des traits acerbes à l'adresse des condillaciens qui prétendent que le tact est « l'organe du sentiment ». Ce sens moral existe même chez les primitifs : « Des éclairs de génie jaillissent au sein de la barbarie; Moïse, David, Isaïe et surtout Homère, le plus grand, le plus étonnant des poètes profanes » le prouvent. Dans tous les siècles, la morale s'associa à la gloire artistique; entre autres exemples, Champagny cite la Renaissance lyonnaise : Louis Labé et Clémence de Bourges égalèrent Sapho et Mme Deshoulières. Au contraire, au XVIII^e siècle, « des cendres d'Epicure, de Porphyre et de Julien, renaît une philosophie avilissante et antisociale »; le génie littéraire s'affaiblit en même temps. Hormis Jean-Baptiste Rousseau et Massillon, on ne goûte que les poésies de Voltaire. Napoléon vint à point restaurer la morale et la religion, bases de la moralité publique.

En vue de l'exercice public, les élèves avaient élaboré plusieurs pièces : discours de Charlemagne se proposant d'ouvrir une école scientifique, un pastiche d'André Chénier sur Ceyx et Alcyone, d'après Ovide, la mort de Turenne en vers latins... Charles d'Herbouville signala au ministre que la cérémonie avait produit une impression tout à fait favorable et l'*Almanach* de 1807 supputa que le discours de Champagny amènerait au lycée un grand nombre d'élèves.

Depuis la Révolution, le clergé n'honorait plus de sa présence les fêtes scolaires. Le proviseur se rendit compte que pour rassurer les familles il lui fallait l'aide de l'épiscopat : il obtint que le vicaire général Courbon vint célébrer la messe de rentrée dans la chapelle du lycée en octobre 1806. Le *Bulletin de Lyon*, journal semi-officiel, apprécia cette initiative. Le décret de Varsovie, en janvier 1807, confirma

³⁰ *Bull. de Lyon*, 16 avril 1806.

cette politique et invita les évêques à faire des visites pastorales dans les lycées et les collèges pour contrôler l'enseignement religieux ³¹.

Le personnel était stable : en 1807, l'équipe de 1802 se retrouvait presque au complet. En août, le proviseur discourt sur « la Patrie » ; il définit d'abord les caractères des différentes nationalités puis montra que l'histoire façonne l'esprit public et commande la reconnaissance : « Même si la tyrannie régnait, si un peuple vaillant et nombreux devenait des modernes Ilotes, la religion défendrait de s'armer contre ce gouvernement oppresseur. » Selon sa coutume, Champagny accumule les exemples historiques et, frère d'un diplomate, il dévoile le projet de Napoléon : fonder une République européenne. Le préfet songea moins à la politique et davantage aux élèves. Il les encouragea en leur assurant que ceux qui se distinguent dans la société par de grands talents, se signalent d'abord par de brillantes études.

Les prix sont toujours groupés en deux séries fondamentales : latin et mathématiques. Les six années s'achèvent par les belles-lettres et les mathématiques transcendantes. Comme à l'ordinaire, certains lauréats composèrent des poésies. Un *Eloge de l'art oratoire* prouve les mérites de l'éloquence, en déplore les éclipses sous les empereurs et s'achève par cette exclamation ambiguë : « Quelle foule d'orateurs, le génie de l'illustre Napoléon n'a-t-il pas fait éclore dans le Sénat, le Tribunat et le Barreau ! » Après une *Ode sur la bataille de Friedland*, annonçant un prochain débarquement en Angleterre, un lycéen exprime, en un style lamartinien, ses *Regrets sur la fin de l'automne* ³²...

Le proviseur cherchait à développer le rayonnement de son institution. Dans l'*Almanach*, il protesta contre l'« erreur accréditée par la malveillance et contraire à l'esprit formel du gouvernement », selon laquelle son école préparait surtout des militaires. « Le tambour n'est qu'un moyen d'ordre et de discipline. Les lycées doivent recruter toutes les classes de la société. » Il souligna le rôle de la formation religieuse, « base sacrée de l'ordre moral et social », « pierre fondamentale de l'éducation des lycées » ³³. En octobre 1807, selon le cérémonial habituel, Michel Besson prononça un discours sur l'émulation. Lui aussi insiste sur l'excellence éducative de la foi : « L'amour du devoir doit être fondé sur la religion, animé par la religion ; en un mot, il doit descendre d'une source divine. » Au lieu d'avoir « la fragilité et les faiblesses de l'humanité », il « participe à la force et à l'immutabilité de l'Etre souverain qui y réside » ³⁴.

L'exercice public, qui se déroula au lycée impérial, du 8 au 13 août, donne un aperçu des études. Le latin, enseigné par le répétiteur Laurent Coulaz, commençait en sixième avec les *Epitome*, de Lhomond et de Siret, et la traduction de l'*Appendix de Diis*, de Jouvençy. En cinquième, Crochet, utilisant son manuel personnel, abordait Cornelius Nepos et Phèdre. Idt, en quatrième, commentait Ovide et Virgile et amorçait la géographie de l'Empire français. Ensuite, Tourret analysait l'*Enéide*, Cicéron et le *Siècle de Louis XIV*. Les auteurs se multipliaient dans l'année d'humanités, faite par Tabard : Tite-Live, Horace, Boileau, Jean-Baptiste Rousseau... Enfin, en classe de belles-lettres, Besson

³¹ Bull. de Lyon, 19 oct. 1806.

³² Distrib. des prix..., 1807.

³³ Almanach de Lyon, 1808.

³⁴ Bull. de Lyon, 29 oct. 1807.

faisait connaître la littérature grecque en de « bonnes traductions..., en attendant l'heureux moment, où cette étude ira de pair avec celle de la langue latine ». Guidi dirigeait les sixième et cinquième classes de mathématiques réservées aux notions préliminaires et élémentaires. Clerc traitait la géométrie en quatrième et troisième, l'algèbre et la trigonométrie en seconde. Le programme s'élargissait en première : géométrie analytique, cosmographie, géographie physique. En physique et mécanique, Mollet déplorait l'absence d'instruments et concevait son travail de manière étendue, gardant au mot physique son sens d'étude de la nature. Roux terminait le cycle par de savantes leçons sur les fonctions analytiques, différentielles, transcendantes, et sur le calcul intégral ³⁵.

Ainsi, deux disciplines demeuraient la base de ce système, alors que les Ecoles centrales avaient admis une grande diversité de cours. La progression était lente pour le latin, plus rapide pour les mathématiques et la formation comptait plus que les connaissances. Le latin retrouvait sa primauté, mais les mathématiques, indispensables pour de futurs officiers et ingénieurs, avaient conquis une place de choix. Les sciences d'observation et d'expérimentation, les sciences de l'homme, les humanités modernes s'effaçaient. On a blâmé cette timidité, cet abandon de l'encyclopédisme, mais la dispersion pour l'enfant peut être dangereuse. « Géométrie et poésie, cela suffit. L'une tempère l'autre ³⁶. »

A la distribution des prix, Champagny traita le problème de l'homme et de la société. Il s'agissait, une nouvelle fois, de condamner Rousseau. « Quelques sophistes décorés du manteau de la philosophie ont osé avancer que l'homme en société était dans un état contre nature, que c'était un être dégradé de son indépendance, égaré de sa route, corrompu par l'alliance avec son semblable. » Au contraire, l'homme s'épanouit au sein du groupe. Il doit collaborer à l'œuvre commune, sans rêver à la chimère de l'égalité. « L'idée d'un nivellement universel est un principe de désordre et de destruction. » La réciprocité des services est l'essence du contrat social. L'apostrophe finale au « Grand Napoléon », « image resplendissante de la divinité », dépasse en hyperboles les péroraisons habituelles. Defarge se montra plus sobre et enregistra le développement du lycée. « Ses succès toujours croissants ont fait justice des clameurs » et il compara ses maîtres à Rollin et au Père Charles Porée ³⁷.

Le lycée devenait un instrument de règne. Napoléon acheva, par les décrets de 1808, l'organisation de l'Université impériale : ils accentuaient la centralisation, diminuaient la part des libertés, régularisaient le *cursus honorum* de l'universitaire. Les membres de l'enseignement devaient obtenir leur admission dans l'Université ; ceux du lycée possédaient les titres requis et acceptèrent avec empressement cette mise en tutelle. Le préfet avisa le proviseur que des « personnes attachées à l'instruction de la jeunesse » quittaient « leurs fonctions sans autorisation pour aller à Paris, sous prétexte de solliciter de l'emploi dans l'Université impériale ». Il importait de faire cesser cet abus ³⁸.

³⁵ Exercice publ. au Lycée impérial de Lyon, 1808.

³⁶ ALAIN, *Propos sur l'éducation*, XIX, p. 35-37.

³⁷ Distrib. des prix du Lycée de Lyon, 1808.

³⁸ A. D. R., 26 K 11, Lettre du préfet au proviseur, 3 mai 1808.

La législation nouvelle ne modifia pas le rythme de l'année scolaire. En 1808, Besson se chargea du discours de rentrée, et le *Bulletin de Lyon* confirma la formation prochaine de l'Université. Nompère de Champagny dirigeait toujours seul le lycée; il avait encore refusé, comme le règlement le lui permettait, la nomination d'un censeur. Le *Bulletin* faisait connaître à la population les dates d'examen, l'ouverture des cours, la publication de nouveaux manuels, comme la grammaire grecque de Jean-Louis Burnouf. Le cycle d'études comprenait alors deux années de grammaire, où l'on enseignait le latin, le français, l'histoire sainte et la mythologie, puis la deuxième année le grec; deux classes d'humanités, où l'on ajoutait aux disciplines précédentes les mathématiques, la rhétorique; une de mathématiques spéciales, où l'on abordait l'histoire naturelle, enfin la philosophie professée en latin ou en français.

Les exercices publics d'août 1809 ramenèrent avec régularité la même série de travaux : mêmes fonctions différentielles, mêmes figures géométriques, mêmes conversions de mesures, mêmes auteurs classiques... Les professeurs répétaient chaque année des leçons analogues. Un seul fait exception, Mollet, qui gardait ses habitudes de l'Ecole centrale; son programme réunit la statique avec exemples pratiques (levier, treuil, mouffles...), la géométrie descriptive, la géométrie analytique (parabole, ellipsoïde, hyperboloïde), la cosmographie (lois de Képler, systèmes de Ptolémée, de Tycho-Brahé, de Copernic...) ³⁹.

La même conformité existe dans le déroulement de la distribution des prix : le conseiller de préfecture se contente de paroles banales sur l'émulation et le travail scolaire, les mêmes lauréats reparaissent — Louis Dominique Cardon de Sandrans, un descendant d'une vieille famille dombiste, les fils des professeurs Idt, Raymond, Béranger — et le frère du ministre prononce le plus long discours. Exposant encore ses vues sur la hiérarchie sociale, il repousse les conceptions de Rousseau et le principe révolutionnaire d'égalité. « L'auteur trop fameux, qui rêva que la nature de l'homme était anti-sociale..., avoue cependant qu'on ne peut trouver aucun exemple d'homme sans pacte social. » Pour illustrer sa thèse, Champagny se laisse entraîner à évoquer un âge d'or, selon un procédé qui rappelle celui du Genevois. Il analyse ensuite la structure sociale, son inévitable inégalité, l'impulsion du chef, « semblable à l'étincelle électrique », le libre arbitre accordé à l'homme par la divinité... Il condamne l'équilibre de pouvoirs contradictoires, qui entrave la marche administrative. « Il appartient aux lois, à la religion, aux mœurs, de parler aux Rois, en posant les bornes de leur puissance, mais les hommes doivent se taire et obéir. » Les passagers ne s'immiscent pas dans les manœuvres du nautonier; les citoyens ne doivent pas gêner le labeur des responsables, surtout celui de Napoléon, qui est comparé cette fois à Orphée et à Amphion. Ce discours se rattachait peu aux questions scolaires ! Cette charge contre les idées révolutionnaires et cette justification de la dictature impressionnèrent les lycéens. Dans leur composition, la majorité s'acharne à dépeindre, à la manière de Chénier, la *Métamorphose de Prystère en colombe*, mais l'un d'eux, dans une *Épître sur l'amitié*, dirige ses alexandrins contre Rousseau, « écrivain sublime », mais « visionnaire auteur ».

³⁹ Exercice publ. du Lycée..., 1809.

Peut-être ces indignations attestent-elles encore le rayonnement de ce « fameux génie » ⁴⁰.

A cette époque, de nombreux décrets déterminèrent le processus d'exclusion des élèves, réglèrent les détails des costumes universitaires, fondèrent des prix décennaux pour les ouvrages de valeur... L'arrêté du 19 septembre 1809 indique à nouveau le cours des six ans d'études : deux de grammaire, deux d'humanités, une de rhétorique et la dernière année consacrée soit à la philosophie, soit aux mathématiques transcendantes. Il porte le nombre des professeurs à dix, prévoit le dédoublement des classes, dont l'effectif excède soixante, et recommande des manuels ; la majorité consiste en éditions d'auteurs anciens, on introduit Bossuet, Fléchier, Massillon, Boileau, La Fontaine, mais on délaisse la génération classique de 1660, on ajoute les usuels récents de l'inspecteur Jean Noël, de Pierre Guérault, de Jean-Baptiste Biot... En philosophie, la liste copieuse comprend, outre les Anciens, Locke, Leibniz, Malebranche, Condillac... Un autre statut précise la position des maîtres d'art et d'agrément, énumère les jours de congé et les punitions, impose la vaccination pour les internes ⁴¹...

Nompère de Champagny, promu recteur de l'Académie de Lyon, exerça encore ses fonctions de proviseur à la rentrée de 1809. Son successeur Chambry n'arriva qu'en février 1810. Champagny se montra soucieux « de faire fleurir la religion dans les établissements d'instruction publique dont l'administration lui était confiée ». Son arrêté du 22 mars 1810 prescrit pour le lycée les mêmes coutumes que dans les anciens collèges, ordonne la célébration de la messe tous les jours, la fréquentation des sacrements, la récitation de l'Evangile en latin et en français... Les externes étaient soumis aux mêmes règles et devaient apporter un billet de confession tous les trimestres. Les anciens oratoriens Mollet et Béraud déclarèrent qu'ils n'avaient pas connu, dans les établissements de leur Congrégation, un seul où la discipline catholique fût mieux observée. Le commissaire général de police, appelé par le ministre Savary à donner des renseignements sur le lycée, jugea qu'on exagérait la pratique religieuse. « Le règlement porte qu'il n'y aura messe que le jeudi et le dimanche, ancien usage des collèges. Cependant, on la dit tous les jours. Outre la perte de temps, on occupe trop les élèves de religion » ⁴².

Chambry fut nommé, en mai 1810, inspecteur d'Académie à Paris, et ce fut encore Champagny qui présida, pour la dernière fois, les exercices publics et la distribution des prix en septembre 1810. La création de la Faculté avait happé une partie du personnel. Roux gardait les mathématiques transcendantes, Clerc enseignait les mathématiques spéciales, Chachuat les mathématiques élémentaires, Idt se chargeait de la rhétorique, l'abbé Astoud et Tourret des humanités, Cousin, Crochet et Coulaz de la grammaire. Ces modifications changèrent quelque peu le déroulement des leçons : Roux restait fidèle aux séries récurrentes, à la formule de Mac Laurin, aux courbes osculatrices... Clerc se montrait

⁴⁰ Distrib. des prix au Lycée impérial de Lyon, 1809.

⁴¹ N. de CHAMPAGNY, *Régulateur académique*, contenant les décisions, arrêtés et actes dont la connaissance est nécessaire aux membres de l'Université impériale (Lyon, Ballanche, 1810, in-8°, 63 p.).

⁴² A. D. R., T3, Réflexions sur le rapport adopté par le Conseil du départ., 1814.

moins ambitieux que Mollet; de même Chachuat se limitait aux questions classiques. Idt s'attachait aux formes de la rhétorique : prétermission, dubitation, hypotypose..., à la construction du discours, à l'invention, ou recherche des moyens d'instruire, de plaire, de toucher. C'était une conception traditionnelle. En humanités et en grammaire, on commentait toujours les mêmes auteurs ⁴³.

La solennité de la remise des récompenses se trouva rehaussée par la présence de deux inspecteurs généraux, d'origine lyonnaise, Ampère et Roman, du recteur Champagny, de l'inspecteur Jean-Baptiste Poupar, des dignitaires des facultés. Idt prouva d'abord que les lettres et les sciences servent au négoce et aux villes commerçantes. Champagny célébra « l'Université nouvelle, fille du plus grand des Empereurs », et retraça le glorieux passé de Lugdunum, avec son autel des Césars et le rassemblement des soixante nations celtiques, sur les rives de ses deux fleuves... Et, pour stimuler les élèves, il conclut : « Sous un Héros qui l'emporte sur tous les héros de l'histoire et de la fable, tout ce qui a été jugé incroyable, impossible même, doit être facile aux talents, au courage et à la vertu. » Les voix officielles se faisaient ainsi entendre au lycée. Parmi les lauréats figuraient les fils de Boissieu, de Simonet, de Jordan... La péripétie survint à propos de la nomination du nouveau proviseur. Au nom de la religion, Roman adjura l'abbé Bonnevie, chanoine de la cathédrale, de se mettre à la tête du lycée. Bonnevie, surpris, pressé d'accepter par les notabilités, se rendit « aux vœux unanimes des pères de famille » ⁴⁴. Champagny présidait maintenant aux destinées d'une Académie.

2. L'UNIVERSITE ET SES CONCURRENTS

Hormis une centaine de boursiers et une cinquantaine de pensionnaires venus de différentes régions, le lycée recevait une cinquantaine de Lyonnais ! Le préfet attribua cette insuffisance « à la faveur dès longtemps acquise aux maisons d'éducation tenues par des particuliers ». Elles vivaient en vertu d'une tolérance du pouvoir et les écoles privées, nées sous le Directoire, gardèrent leur clientèle. La loi de floréal réserve à la liberté une place réduite : elle permet à tout individu de fonder des établissements secondaires, mais avec autorisation toujours révoquable, et distingue, à côté des lycées, deux types d'écoles secondaires, les unes organisées par les communes, les autres dirigées par des particuliers ⁴⁵.

Les premières, établies avec la sanction du gouvernement, où l'on enseignait le latin, le français, l'histoire, les mathématiques, jouèrent le rôle d'intermédiaire entre le Premier Degré et le Lycée. Dispensant un enseignement plus pratique, moins littéraire, de moins longue durée que le lycée, elles convenaient à ceux qui se destinaient au commerce, à l'industrie, aux emplois administratifs inférieurs. L'Etat encouragea les communes à multiplier ces établissements. Quant aux écoles parti-

⁴³ Exercices publ. du Lycée... 1810.

⁴⁴ A. D. R., T 262, P.-V. de la distrib. des prix, 1810, p. 7.

⁴⁵ A. D. R., M, Police générale. C. R. par le préfet du Rhône, 1806.

culières, elles étaient placées sous la surveillance préfectorale. Les petits séminaires, que contrôlaient les évêques, demeuraient à part. Il n'y avait donc pas monopole, mais liaison étroite entre les établissements privés surveillés et les institutions publiques.

Un important réseau d'écoles ecclésiastiques représenta la plus rude concurrence pour l'enseignement officiel. Des réfractaires assuraient depuis longtemps la tâche de former clandestinement des prêtres. Le Concordat fit perdre à ces centres d'études leur caractère précaire : les écoles secondaires ecclésiastiques vécurent comme écoles particulières, non autorisées, mais tolérées. Elles pouvaient être fréquentées par ceux qui se destinaient au sacerdoce, mais aussi par les autres enfants. Il en existait quatre dans le diocèse : à Roche, à Marboz, à Saint-Jodard et à Saint-Martin-en-Haut, où l'abbé Claude Animé, chef de la mission, avait fondé un établissement florissant en 1798.

L'archevêque Fesch s'intéressa aux questions scolaires, comme l'avait fait Malvin de Montazet. Il estimait que le manque de séminaires était « la plaie de l'église de France » et aurait voulu recevoir huit cents élèves dans ses petits séminaires pour avoir trois cents étudiants en théologie. « La première de ses sollicitudes allait à cette éducation ecclésiastique. En dépit des railleries de l'Empereur, il ne semble pas que Fesch ait songé à créer de véritables collèges destinés aux enfants de la bourgeoisie. Poussé par M. Emery, il accepta de patronner des écoles secondaires dans l'Ain, le Rhône et la Loire ⁴⁶. L'abbé Ruivet s'installa à Meximieux. Fesch obtint de la municipalité de Nantua la substitution d'un petit séminaire au collège; malgré l'intervention préfectorale, le plan d'études officiel céda la place à un programme ecclésiastique. Ces établissements, utilisant des maîtres connus de la population, formèrent beaucoup d'élèves qui gardèrent un souvenir reconnaissant de leurs années d'enfance. Marcellin Champagnat, le fondateur des Maristes, après avoir reçu quelques leçons de lecture et de catéchisme, chez le magister de son village, voisin de Saint-Genest-Malifaux, après avoir appris le latin chez un instituteur, entra en 1805 au petit séminaire de Verrières, près de Montbrison, où il étudia Quinte-Curce et Virgile ⁴⁷.

L'œuvre maîtresse de Fesch fut la création du petit séminaire de Sainte-Foy-l'Argentière. Dans ce beau cadre, s'était fixé un monastère de Bénédictins. Transformé au XVIII^e siècle en chapitre noble de chanoinesses, il fut reconstruit par Désarnod. La Révolution suspendit les travaux puis l'église et les bâtiments furent vendus comme biens nationaux. Or, à Saint-Galmier, l'abbé Recorbet réunissait quelques élèves dans sa propre maison. Il acquit les dépendances de l'Argentière et Fesch y introduisit les Pères de la Foi. Les Pères Roger et Barat en furent les pionniers. S'inspirant des méthodes jésuites, ils avaient ouvert à Lyon, en 1801, un pensionnat qui attira un nombre croissant de jeunes gens. L'année suivante, il comptait onze maîtres et cent vingt-sept élèves. Le programme comprenait le français, l'histoire, la géographie, les mathématiques, la philosophie. Sous prétexte qu'elle n'avait pas été avisée de l'ouverture, l'autorité locale fit fermer l'institution en août 1802.

⁴⁶ Lettre pastorale de S. E. Mgr le cardinal FESCH sur la nécessité d'établir dans le diocèse de Lyon de nouv. séminaires (Lyon, Rusand, 1807, in-4°). — J. LEFLON, *M. Emery...*, 1946, II, p. 247-248.

⁴⁷ Vie du Vénérable M. Champagnat, par un de ses premiers disciples (Paris, Desclée, 1931, in-8°, 650 p.).

L'organe de l'Eglise constitutionnelle, *Les Annales de la Religion*, se réjouit de cette mesure, car il suspectait les Pères de la Foi d'entretenir des liens avec l'étranger ⁴⁸.

Ils purent s'installer à Saint-Galmier et à Saint-Chamond en 1802, à Roanne en 1803. Le décret de juin 1804 condamna leur association que Napoléon confondait avec la Compagnie de Jésus. Mais, jusqu'à l'organisation de l'Université impériale, l'incertitude subsista sur la situation des congrégations. Les Pères de la Foi profitèrent de ce répit pour aménager l'Argentière et dispenser un enseignement voisin de celui des collèges : grec, mathématiques, philosophie, physique... Destiné aux élèves s'orientant vers la théologie, il devint en fait une maison d'éducation pour les fils de la bourgeoisie lyonnaise. Le préfet voulut exercer son droit de contrôle; le cardinal protesta. Le ministre de la Police soupçonna les Pères de complicité avec de jeunes insoumis et, en 1805, il avisa Portalis, le directeur des cultes, que des conscrits réfractaires et des déserteurs se cachaient à l'Argentière. Fouché en voulait aussi aux directeurs qu'il considérait comme affiliés à une congrégation non autorisée ⁴⁹. Fesch reconnut avoir recruté des Paccanaristes, mais « ces hommes ne tiennent plus à aucune corporation. Ils ne sont plus que des individus isolés qui n'ont plus d'autre but que de remplir mes vues. C'est moi seul qui suis le régulateur de mon petit séminaire et qui en prescriis les règlements et les exercices » ⁵⁰. Malgré cet avertissement, Fouché fit enquêter. Le petit séminaire était florissant. Le père Varin, supérieur de la Congrégation, écrivait à Fesch : « L'ordre le plus exact règne dans la maison. Les études sont en pleine activité et les professeurs ne négligent rien pour exciter et maintenir l'ardeur et l'émulation pour leurs élèves. » Parmi les maîtres, se trouvait le Père Loriquet, ancien jésuite, emprisonné comme réfractaire, auteur d'une *Histoire sainte*, en 1806 ⁵¹.

En octobre 1807, Fesch subit de la part de son neveu une scène violente. En présence de toute la Cour, l'Empereur stigmatisa les Paccanaristes qui s'emparaient des écoles malgré lui. « Le premier diocèse par lequel vous devez commencer, écrit-il à Fouché, est celui de l'archevêque de Lyon. Je ne veux pas de Pères de la Foi, encore moins qu'ils se mêlent de l'Instruction publique pour empoisonner la jeunesse par leurs ridicules principes ultramontains ⁵². » L'archevêque avouait à un de ses vicaires généraux : « Un ministre même venait de dire que, sous le prétexte de mes séminaires, j'avais formé des collèges qui détruisaient les lycées et menaçaient dans sa naissance l'Université de l'Empire ⁵³. » Devant l'intransigeance de son vieil ennemi, l'ex-oratorien Fouché, il dut céder. Les Pères quittèrent l'Argentière. L'abbé Recorbet reprit la direction du petit séminaire.

⁴⁸ R. P. DUDON, Fesch et les séminaires lyonn. (*Etudes*, XCVI, 20 août 1903, p. 499-526).

⁴⁹ A. N., F17 1365, Arch. Archevêché de Lyon, Dossier Portalis : Portalis à Fesch, 3^e jour compl. an XIII (20 sept. 1805) et 21 juil. 1806.

⁵⁰ A. N., F7 8485, Fesch à Fouché, 15 ventôse an XIII (6 mars 1805). — A. LATREILLE, *Nap. et le St-Siège*, 1935, p. 378-379.

⁵¹ J. LEFLON, *L'Eglise concordataire et impériale*. II, p. 319.

⁵² L. LECESTRE, *Lettres inédites de Nap.*, 17 déc. 1807, I, p. 129.

⁵³ R. P. DUDON, Les Pères de la Foi... (*Etudes*, 5 sept. 1907); *Corresp. de Nap.*, XVI, n° 13 277 et 13 335.

Ils obtinrent un sursis pour leurs collègues de la Loire et de l'Ain. Ils avaient le mérite de maintenir dans les bourgades des établissements que la législation avait condamnés. Ainsi, à Belley, la municipalité girondine de Brillat-Savarin avait tenté de garder ses jésuites. Les cours durent s'interrompre en août 1793 et les maîtres partirent à Saint-Maurice-en-Valais. Les autorités locales sollicitèrent, en juillet 1796, l'ouverture d'une Ecole centrale supplémentaire, faisant valoir l'importance des bâtiments, de la bibliothèque, du jardin... Le Directoire ne répondit pas. De multiples démarches se renouvelèrent sous le Consulat pour rétablir le collège. En 1802, une délégation belleysanne négocia avec le Père Roger et, en 1803, les Pères de la Foi se chargèrent de l'établissement. Le supérieur, la plupart des professeurs, Barat, Deplace, avaient enseigné à Lyon et à l'Argentière, assurant les liaisons avec l'œuvre de Fesch. Le pensionnat reçut cent cinquante internes, dont un groupe de Savoyards et de Turinois. Les externes furent encore plus nombreux. Le Père Béquet compta parmi ses élèves Lamartine, de la troisième à la philosophie, Aymon de Virieu, le fils du compagnon de Précý, Louis de Vignet, le neveu des Maistre, Jean-François Terme, le futur maire de Lyon⁵⁴.

L'enseignement rappelait celui des Jésuites. Les exercices littéraires de latin et de grec formaient l'essentiel jusqu'à la rhétorique, où l'on abordait les « amplifications françaises ». En philosophie, l'abbé Wrintz respectait toujours les usages scolastiques, réfutait les « nouveautés » du cartésianisme, condamnait les doctrines de Rousseau, défendait le molinisme. La thèse en latin élaborée par Lamartine et ses amis en 1807 apparaît comme un compromis entre la logique, la métaphysique thomiste et la psychologie cartésienne. Sa conclusion concilie la doctrine de l'Eglise sur la légitimité du pouvoir qui vient de Dieu et la légitimation d'un pouvoir par le suffrage populaire.

En 1808, malgré les efforts du préfet Joseph Bossi, les Pères durent quitter Belley. Fesch conseilla au vicaire général Courbon, en septembre 1808, de ne pas « contrarier le gouvernement au sujet des Pères de la Foi. C'est à moi que l'Empereur s'est adressé pour les renvoyer de mon diocèse; ainsi, c'est à moi de les renvoyer. Ecrivez aux Pères qui sont à Belley en leur disant qu'ils s'exposent grièvement en persistant à y rester... Ce dernier avis de ma part me mettra pleinement à couvert, vis-à-vis de l'Empereur ». Le maire Nivière s'empresse de demander à Fontanes de ne pas condamner un collège abritant cent trente pensionnaires et deux cents externes. Grâce à l'intervention de M. Emery, l'abbé Egraz, qui avait fait ses études à Lyon, devint directeur de l'Ecole secondaire. Néanmoins, son succès fut compromis. En 1810, le collège accueillit seulement onze pensionnaires et cinquante externes⁵⁵.

Les écoles secondaires communales représentent le second groupe des rivaux du Lycée impérial. Elles foisonnèrent dans toute la région. Bonaparte autorisa en 1803 Bourg à en établir une dans le local de l'Ecole centrale. Un prêtre, ancien professeur de logique au collège, fut nommé directeur; ce fut lui qui reçut l'Empereur en mars 1805. L'effectif culmina en 1804 avec 219 élèves. La création de l'Université provoqua un renouvellement du personnel; l'ancien, trop marqué par ses traditions, dut céder la place à une équipe plus docile : la fréquenta-

⁵⁴ ROCHET, *Le collège séminaire de Belley*, p. 174 sq.

⁵⁵ A. D. R., VI, Affaires générales (an XIII-1813).

tion tomba en 1809 à 154. La ville sollicita, dans une élégante pétition, la création d'un lycée. On ne put lui donner satisfaction. Dans les collèges de Seyssel, Saint-Rambert, Ambérieu..., on enseignait « les éléments de l'écriture, des langues française, latine, des mathématiques, de la géographie et de la morale »⁵⁶. Celui de Lagnieu occupait le « premier rang, à raison du nombre des élèves qui le fréquentaient ». Il avait été fondé par deux maîtres que la concurrence du petit séminaire avait chassés de Meximieux. Ils distinguaient deux sections : les pensionnaires, n'étudiant pas le latin, suivaient un programme ambitieux où figurent la géographie comparée, la mécanique statique, les récréations mathématiques; les latinistes passaient successivement dans cinq classes que rythmaient les exercices latins⁵⁷. Plus près de Lyon, Trévoux et Villefranche disposaient aussi de leur école secondaire. A Villefranche, le principal Bazin, actif et habile, organisa six classes et un internat. Avec quatre professeurs, il instruisait soixante pensionnaires et quarante externes. L'un d'eux, un pauvre enfant, Nicolas Chervin, devint plus tard le spécialiste de la fièvre jaune. Un décret impérial de mai 1806 érigea le collège en école secondaire communale⁵⁸.

Le gouvernement incita, en 1802, la municipalité lyonnaise à ouvrir des écoles secondaires pour préparer l'entrée au lycée. Des places seraient réservées éventuellement à leurs meilleurs élèves. Fourcroy espérait faire naître entre ces institutions « une louable et noble émulation, garant certain du succès des unes et des autres ». La municipalité renchérit sur cette attitude libérale. « On sait bien que l'intention du gouvernement est de conserver ce qui existe, ce qui a coûté tant d'efforts et de sacrifices aux instituteurs particuliers et leur mérite la confiance du public. Ce sont des droits acquis. Le gouvernement ne veut pas, en multipliant les écoles secondaires, écraser tant d'établissements péniblement fondés. Il les prend tous sous sa protection et veut les aider tous également dans la mesure du possible⁵⁹. » Dans un rapport, « renfermant des vues lumineuses », le conseiller Caminet proposa de créer deux écoles dispensant un enseignement gratuit. Après discussion, on opta pour trois établissements⁶⁰.

Chaque Division administrative devait recevoir son école secondaire communale. Sans attendre, un candidat s'offrit à Bernard-Charpieux, maire de l'arrondissement de l'Ouest, pour enseigner la rhétorique ou la grammaire⁶¹. Bernard-Charpieux présenta le père Roger comme directeur et demanda à Peyronny de lui affecter le collège Notre-Dame. Un arrêté suspendit toute procédure d'adjudication. L'édifice abritait l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes et il fallut attendre⁶². Le maire de la Division du Nord, Jean-Marie Parent, chercha un local en ce printemps 1803 pour son école secondaire. Les bâtiments de la

⁵⁶ J. BOSSI, *Statistique...* Départ. de l'Ain, 1808, p. 368-377.

⁵⁷ A. DALLEMAGNE et M. JUILLETON, Un collège ignoré à Lagnieu en l'an XIII (*Le Bugey*, 1952, p. 42-49).

⁵⁸ A. D. R., T4, Etat de situation des Ecoles secondaires communales du Rhône en 1806 (11 juin 1807).

⁵⁹ A. BONNEL, *Réorganisation de l'Instr. publ. en 1802*, p. 82.

⁶⁰ Corps munic., I, p. 232, 14 messidor an X (3 juil. 1802), p. 246-247, p. 252.

⁶¹ A. M. L., R1, Instr. publ. Lettre de Ch. Foulhous à B. Charpieux, 11 thermidor an X (30 juil. 1802).

⁶² Lettre de B. CHARPIEUX, maire... au préfet, au sujet de l'institution des écoles secondaires..., 2 thermidor an X (21 juil. 1802) (F. C., ms., in-4°, 3 p.).

Déserte et la Maison des Collinettes étaient occupés par la troupe depuis 1798 et le séminaire Saint-Irénée, fort délabré, était réclamé par l'archevêque.

Le directeur des Domaines ne découvrit aucune possibilité matérielle et le projet tomba⁶³. Seule la Division Sud aboutit à un résultat. Sain-Rousset suggéra l'installation d'une école secondaire dans la partie invendue du claustral des Jacobins. Il rédigea un rapport sur l'excellence des salles, où avaient eu lieu naguère des cours publics de logique, physique, mathématiques. Les dortoirs, vastes et aérés, peuvent accueillir cent pensionnaires. Les professeurs y trouveront des appartements commodes et l'immense jardin servira au délassement. L'enseignement gratuit développera « des talents qui, sans ce secours, pourraient être perdus pour la société ». Un plan montre que les aménagements seront peu dispendieux. Sain-Rousset conclut : « La réorganisation, sous l'inspection de l'autorité locale, des maisons d'éducation, est une de ces dispositions qui rappelle le vœu général. C'est surtout par son attention à acquitter la dette de l'Instruction publique que le gouvernement rend indissolubles les nœuds qui lui attachent la masse des citoyens⁶⁴. » Un arrêté consulaire en juin autorisa l'ouverture, et un autre en octobre 1803 céda le monastère à la commune. Le Conseil général reconnut que l'éducation longtemps dirigée par l'esprit monacal ne s'harmonisait plus avec le régime militaire de l'Etat, et qu'elle inspirait plus « le goût des pratiques dévotieuses que l'amour de la religion elle-même ». Néanmoins, il souhaitait voir des congréganistes bien choisis enseigner dans les écoles secondaires⁶⁵. Les Pères de la Foi espéraient être appelés, mais Fourcroy n'approuva pas le projet. La municipalité nomma Etienne Molard, directeur, et recruta cinq collaborateurs au printemps 1804. Les autorités locales se passionnèrent pour cette création, plus que pour le lycée. Elles accordèrent un crédit, désignèrent un médecin et un aumônier, songèrent à faire une sorte d'Ecole normale. « Cet établissement, disait l'Annonce, pourra devenir une pépinière d'où l'on tirera des professeurs, parce que la plupart des enfants qui fréquentent cette école, appartenant à la classe des artisans, trouveront dans cet état des ressources honorables. » L'*Almanach* se montra aussi favorable. « Cette institution, qui remplace à Lyon le Petit Collège, est utile à ceux qui sont placés entre la médiocrité et le besoin; car les leçons y sont données gratuitement⁶⁶. » L'école de Molard différait du lycée : elle provoqua cependant une concurrence redoutable pour lui, car elle jouissait de plus d'indépendance, malgré la surveillance du Bureau d'Administration.

L'inauguration, en octobre 1804, revêtit la même pompe que la rentrée du lycée. Après la célébration de la messe dans la chapelle des Jacobins, Molard exposa « les devoirs des instituteurs ». Il recommanda d'abord « l'esprit de religion qui donne la stabilité à nos principes », garantit « la pureté des mœurs », soutient le zèle des maîtres « dans le pénible exercice de leur ministère ». Ceux-ci doivent

⁶³ A. D. R., 2Q 89, Lettres des 14 et 16 ventôse an XI (5 et 7 mars 1803).

⁶⁴ *Ib.*, T 261, Rapport du maire de la division du Midi..., 12 ventôse an XI (3 mars 1803).

⁶⁵ A. D. R., N, *Délib. du Cons. gén.*, 23 floréal an XI (13 mai 1803).

⁶⁶ *Almanach*, an XIII, p. 289.

manifester de la bonté, une humeur égale, un sens aigu de la justice. Avant tout, ils doivent inculquer les principes de politesse aux enfants. « Le but de l'éducation est de leur apprendre à vivre avec leurs semblables et non de charger la mémoire. » Tout pédagogue doit aimer son métier, c'est le gage de sa réussite⁶⁷. A ces qualités de l'âme, il doit joindre celles de l'esprit. Il faut varier les leçons selon le niveau des élèves, dominer son enseignement pour exposer clairement, avoir l'heureux talent de bien s'exprimer. Se référant à Condillac, Molard conseille de rendre l'étude aimable. Il n'ose plus citer Rousseau et puise dans Rollin : « Faites en sorte que l'instruction soit un jeu pour vos élèves... Gagnez la volonté par l'attrait du plaisir... Sachez répandre un charme secret qui attache et intéresse les élèves. » Il faut développer la mémoire, exercer la pénétration et « remplir le cœur de la jeunesse des plus beaux préceptes de la morale, des vérités sublimes de la religion ». Molard indique de façon précise des sujets d'exercices tels que : Commenter l'histoire de Damon et de Pythias sous l'autorité du tyran Denys de Syracuse. Le discours s'achève, selon l'usage, par la glorification du « nouveau Charlemagne... », restaurateur des arts et des sciences »⁶⁸. Bureaux de Puzy exprima sa confiance : « Heureux les pères de famille qui peuvent se dire que leurs enfants vont, sous leurs yeux et sous la surveillance d'un directeur estimé pour ses mœurs et ses talents, s'assurer un avenir. »

L'institution, quoique d'inspiration municipale, subissait le contrôle de l'Etat. Fourcroy et l'inspecteur général Lefèvre-Gineau la visitèrent en mai 1805. Un élève leur récita un compliment où le conseiller d'Etat était comparé à Mécène, sous le règne d'un monarque plus grand qu'Auguste. L'accueil enchantait et Fourcroy proposa d'agrandir l'école. A vrai dire, l'internat ne permit pas d'équilibrer le budget et l'entreprise connut des difficultés financières. Au terme de la première année scolaire, Molard prononça un discours banal sur l'émulation, et le conseiller de préfecture Defarge avoua : « Comme il arrive presque toujours, les commencements dans cette école furent marqués par un peu d'orage, mais ce fut l'enfance d'Hercule. Bientôt le zèle des autorités locales, les soins vigilants du Bureau d'Administration, les lumières et l'activité du directeur et des professeurs parvinrent à donner à cet établissement municipal un caractère de vie et de succès, dont la ville doit s'honorer et que le temps ne peut qu'accroître »⁶⁹. Son programme comprenait le latin, le français, les langues vivantes, l'histoire et la géographie, les mathématiques et les arts d'agrément. Elle espérait découvrir une clientèle séduite par la gratuité de l'externat. Mais elle ne pouvait vivre que par les subventions communales et les bénéfices de la pension. Les cent cinquante externes ne versaient aucune rétribution; les vingt-cinq pensionnaires ne pouvaient acquitter les traitements du directeur, de l'aumônier et des cinq professeurs⁷⁰.

A la rentrée d'automne 1805, le nouveau proviseur Nompère de Champagny obtint, par décret, la suppression d'une école « inutile dans

⁶⁷ *Bull. de Lyon*, 28 vendémiaire an XIII (20 oct. 1804).

⁶⁸ E. MOLARD, *Discours prononcé à l'ouverture de l'Ecole secondaire du Midi, sur les devoirs des instituteurs, an XIII* (Lyon, Ballanche, 1804, in-8°, 21 p.).

⁶⁹ A. BONNEL, *La réorganisation de l'Instr. publ.*, 1894, p. 102.

⁷⁰ A. D. R., T4, Etat de situation des Ecoles secondaires communales du Rhône en 1806 (Herbouville, 11 juin 1807).

une ville où se trouve établi un lycée ». Le Conseil municipal protesta et Molard entreprit des démarches pour sauver son établissement. Le Conseil général estimait nécessaires les écoles secondaires communales qu'il considérait comme les intermédiaires entre les classes primaires et le lycée; un seul lycée lui paraissait insuffisant et il souhaitait au moins deux écoles secondaires ⁷¹. L'*Almanach* de 1806 publia un laconique entrefilet renvoyant à la notice de l'année précédente, « l'école secondaire communale, qui avait été établie dans le bâtiment des Jacobins, n'ayant dans ce moment qu'une existence provisoire... ». Elle fut effectivement fermée le 1^{er} janvier 1807. Elle laissa des survivances. Les professeurs fondèrent des cours particuliers et le lycée ne bénéficia pas de la condamnation. Le *Bulletin de Lyon* écrivait en parlant de cette institution : « Elle réunissait les professeurs d'un vrai mérite. Leur souvenir n'a pas disparu avec elle. Ils ne sont pas plus oubliés de l'autorité que de leurs concitoyens ⁷². »

L'expérience fut donc brève et elle resta isolée. Cette faillite s'explique par le succès et le nombre des pensions particulières. La loi de floréal plaçait toutes ces institutions sous la surveillance préfectorale. Les plus florissantes pouvaient recevoir le titre officiel « d'écoles secondaires ». Il fut d'abord accordé avec libéralité : douze l'obtinrent en l'an XI. L'arrêté d'octobre 1803 imposa des conditions sérieuses : l'école devait compter au moins trois instituteurs et plus de cinquante élèves. Quatre gardèrent leur titre en l'an XII, trois en l'an XIII; parmi celles-ci, figure l'école secondaire de Nicolas Barret, professeur à l'école secondaire communale des Jacobins ! L'autorité s'inquiéta de cette rivalité et le préfet vint visiter ces établissements en 1807, et plusieurs titres d'Ecole secondaire furent retirés pour insuffisance d'effectif ⁷³.

Les maisons d'éducation étaient plus nombreuses. A Lyon, 94 recevaient 1 229 élèves. Dix-huit suivaient un programme complet d'études, jusqu'à la rhétorique inclusivement. Presque toutes avaient une classe spécialement consacrée à la belle écriture. On enseignait l'arithmétique en vue de la tenue des livres, du calcul des changes; on négligeait le latin. Le préfet ajoute : « Si les parents permettent que leurs enfants en reçoivent les premiers principes, c'est en attendant l'âge auquel il est profitable de les livrer aux connaissances commerciales, but unique de l'instruction dans une ville entièrement manufacturière. » Soixante-seize écoles se bornaient à enseigner aux jeunes garçons de la classe ouvrière les principes religieux, la lecture, l'écriture, les quatre règles de l'arithmétique. Deux professeurs de latinité à l'Ecole secondaire communale dirigeaient une institution, et Molard lui-même en ouvrit une en 1807 avec un cours de belles-lettres. Il était concurrencé par un Turinois, l'abbé Rusca, qui enseignait le latin par l'intermédiaire de l'italien et par des exercices pratiques de conversation à la *Société d'émulation pour la langue et la littérature italiennes* ⁷⁴.

Des pensions suburbaines, bien placées, rivalisaient aussi avec le lycée. Celle que fréquentait Lamartine était, si on en croit les *Confidences*, une maison vénale, peuplée de geôliers, située dans un sombre

⁷¹ *Ib.*, N. 5, Délib. du Conseil général, 12 juin 1806.

⁷² *Bull. de Lyon*, 19 sept. 1807.

⁷³ A. D. R., T 4, Etat des Ecoles secondaires particulières du Rhône, 6 oct. 1807.

⁷⁴ A. N., F17 2985, Tableau dressé par le préfet.

et sordide faubourg⁷⁵. Béranger leur reproche leur traditionalisme. Le siècle de Fontenelle a banni « le demi-savoir des gymnases gothiques », mais le pédant des écoles jure encore par Aristote en métaphysique, par Descartes en physique, par Pourchot en argumentation : il n'ose adopter les vérités conquises par les physiciens, les naturalistes, les idéologues⁷⁶. A Caluire, une école comptait trente-deux élèves, et une à Saint-Rambert-l'Île-Barbe, vingt-sept. A l'ouest de la ville, à Ecully, deux institutions végétaient avec trois pensionnaires; cependant, l'un des instituteurs avait de l'expérience et du talent. A Saint-Cyr-au-Mont d'Or, une pension avec un programme purement littéraire attirait trente garçons. Au sud, Oullins avait son école et, à l'est, la Guillotière en avait deux. Un instituteur avait appartenu jadis à la corporation des cinquante maîtres. Au total, l'arrondissement de Lyon entretenait 119 écoles abritant 1911 élèves et dispensant un enseignement voisin du Second Degré.

Celui de Villefranche totalisait vingt-deux maisons d'éducation et 789 élèves. Des trois écoles caladoises, deux ne recevaient que des petits, les maîtres étant peu instruits. Beaujeu était mieux doté. Un ancien oratorien montrait beaucoup de zèle, et « son école pourrait à juste titre mériter la faveur d'être érigée en école secondaire si elle avait le nombre de professeurs requis ». Un autre est maître ès-arts de l'Université de Paris et le troisième fait réaliser de réels progrès à « presque tous les enfants des montagnes ». Un ex-prêtre dirige une des deux écoles d'Anse, qui sont très prospères. A Belleville, deux maîtres enseignent la lecture, le calcul, la morale, et un troisième se charge des plus jeunes. Sept villages du Beaujolais possèdent leur maison d'éducation. Quatre bourgades, principalement le Bois-d'Oingt, confient leurs écoles aux Briançonnais. « Ces habitants des Hautes-Alpes ne séjournent que cinq à six mois. Au printemps, ils retournent dans leur pays et ne reviennent que dans l'automne. » En dépit des étiquettes incertaines, la carte scolaire montre l'existence de trois zones : l'agglomération lyonnaise avec une multitude d'établissements divers, les monts du Lyonnais avec les petits séminaires, le Beaujolais avec un nombre élevé de pensions. Le lycée perdait ainsi une partie de sa clientèle⁷⁷.

La municipalité voulut en 1802 fonder une école secondaire pour les jeunes filles, qui s'apparenterait à celle de Molard. Fesch et Madame Mère avaient fait connaissance en Italie d'une artiste, Maria Hadfield, qui avait épousé le peintre anglais Richard Cosway. Elle peignait des scènes allégoriques et Fesch, qui se passionnait pour les œuvres d'art, entra en relation avec Maria Cosway. En décembre 1802, il lui fit part de la création de vingt écoles primaires et lui demanda de lui transmettre un projet de pensionnat. Elle se rendit à Lyon et vit le maire Sain-Rousset. En février 1803, le Conseil municipal émit le vœu que « l'établissement d'une maison d'éducation pour les jeunes personnes du sexe, de toute condition, fût faite dans la ville », et on

⁷⁵ A. de LAMARTINE, *Confidences*, éd. 1863, XXIX, p. 106-107.

⁷⁶ L.-P. BÉRANGER, *C. R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. vi, 6, 50, 55.

⁷⁷ A. D. R., T4, Etat de toutes les maisons d'éduc. particulières pour les jeunes garçons autres que les Ecoles secondaires et primaires tenues au compte des communes, 13 oct. 1807.

ébaucha un contrat. Encore une fois surgirent les difficultés de local : le couvent des Carmélites pouvait convenir, mais on le réparait.

Maria Cosway se plaignit à l'archevêque d'Aix qui l'avait également pressentie. Champion de Cicé la rassura et Fesch écrivit à Sain-Rousset, en mai 1803, qu'il fallait se hâter. Son vicaire général Jauffret, aiguillonné par l'intéressée, s'adressa au préfet : « La ville de Milan serait jalouse, d'après les lettres de Son Éminence même, de s'approprier cette institutrice. Mme Cosway se plaint des lenteurs, la saison s'avance. Il sera difficile de faire aux Carmélites les réparations nécessaires pour la rentrée. Ne vaudrait-il pas mieux arrêter un local provisoire ?⁷⁸ »

Le Conseil municipal autorisa, en novembre 1803, le maire du Nord à installer Mme Cosway dans l'abbaye Saint-Pierre. La maison d'éducation comprit trois classes; la première, la plus onéreuse, dispensa l'instruction religieuse, la lecture, les langues française, anglaise et italienne, l'arithmétique, la géographie, l'histoire, les sciences, le dessin, la peinture, la musique, les ouvrages à l'aiguille, la fabrication des fleurs artificielles ! Le programme de la deuxième classe, moins ambitieux, développait, en dehors de l'instruction générale, « un genre de talent pouvant assurer aux élèves une profession utile et honorable ». La dernière classe s'orientait vers les exercices pratiques : connaissance des poids et mesures, blanchissage et repassage, et « tous les genres d'ouvrages qui peuvent être utiles dans un ménage ». C'était une réplique lyonnaise du pensionnat de Mme Campan. Elle reçut soixante-deux élèves, dont trente pensionnaires. Huit professeurs furent nécessaires⁷⁹.

L'*Almanach* rappela en 1805 « le vide que laissaient dans l'instruction publique les suppressions des collèges, des congrégations enseignantes et des communautés de femmes chargées de l'éducation de filles ». Les initiatives privées ne peuvent offrir des places gratuites aux enfants peu fortunés. Aussi, le Conseil municipal a-t-il ouvert au Conservatoire des Arts une école secondaire qui, depuis deux ans, connaît le succès. Comme l'école de Molard, elle se préoccupe d'orientation professionnelle. « Si l'on découvre dans quelques-unes des élèves gratuites, des dispositions pour les sciences et les arts libéraux, on les formera pour la profession d'institutrice » ; on dirigera vers la Fabrique les élèves qui annonceront des aptitudes réelles pour le dessin. Ainsi, son éducation, par sa variété, convient à tous les états et à toutes les vocations. Pour assurer « à cette institution une forme stable », la municipalité envisage d'adjoindre à Maria Cosway des « personnes pieuses et instruites » et de transférer la Maison d'éducation à la Déserte.

Mme Cosway réclamait, en effet, « une localité à sa disposition exclusive ». Elle dut attendre... Quand le couple impérial visita, en avril 1805, le Conservatoire des Arts, une élève complimenta l'Empereur en langue italienne et une autre remit à l'Impératrice une tige de roses. A cette date, l'harmonie avait cessé entre la directrice et le Conseil municipal; l'une désirait sauvegarder son indépendance, l'autre cher-

⁷⁸ Arch. Storico Lodigiano, Lettre du cardinal Fesch à Mme Cosway, 22 déc. 1802. — Arch. Archevêché d'Aix, Lettre de l'archevêque à Mme Cosway, 23 avril 1803.

⁷⁹ *Almanach de Lyon*, 1803.

chait à maintenir son contrôle. En août 1805, Fesch pria Courbon de fournir à sa protégée les religieuses qu'elle demandait; il pensait d'ailleurs, qu'ayant perdu l'habitude de l'obéissance, elles ne pourraient « vivre longtemps dans une maison libre et sans l'assujettissement du lien religieux » ⁸⁰.

Une autre série de difficultés provint de la gestion financière. Le maire Fay de Sathonay jugea en 1806 les dépenses excessives. La directrice, pour attirer des élèves, avait diminué ses prix de pension et estimait que la ville devait l'aider. Elle expliquait au maire qu'elle rêvait d'établir un centre d'apprentissage, escomptait découvrir des protectrices, vendre les travaux de couture... Mais il lui fallait un local approprié. Fesch intervint auprès de l'Empereur, rappelant que le vice-président Melzi, l'archevêque d'Aix et le cardinal Boisgelin s'étaient disputé Mme Cosway. Un bâtiment national lui permettrait d'enseigner « le dessin et les beaux-arts aux filles de fabricants ou de militaires ayant bien mérité de la patrie ». Or, l'institution paraît « dédaignée par la municipalité actuelle » ⁸¹.

En effet, elle mit bientôt en demeure Maria Cosway de quitter l'abbaye Saint-Pierre, « attendu que le gouvernement allait donner à la Ville de Lyon une des écoles de dessin de l'Empire ». Elle s'installa, en octobre 1806, aux Carmélites. Fesch transmet ses doléances au ministre de l'Intérieur : « Puis-je me fier aux promesses de cette municipalité qui, après m'avoir engagé à lui procurer une institutrice au-dessus de tout éloge et qui a surpassé l'espoir qu'on avait en elle, refuse de tenir vis-à-vis de cette personne respectable des engagements pris solennellement ⁸² ? »

Après deux ans d'exercice, la Ville lui adjoignit des religieuses Saint-Charles pour s'occuper de l'administration et de l'instruction religieuse. La fondatrice gardait la direction des études. Cette solution ne dura pas : en 1809 Mme Cosway abandonna la place et ouvrit une école dans l'ancien pensionnat des Visitandines, à Bellecour. Elle conta ses mésaventures à l'archevêque d'Aix, qui s'en montra indigné; Fesch lui chercha aussi une meilleure situation. Elle partit à Milan avec deux fidèles collaboratrices lyonnaises, mais garda une certaine autorité dans les milieux s'intéressant à l'éducation féminine ⁸³.

Ainsi, de 1802 à 1808, une fraction importante de l'enseignement échappa à la tutelle impériale. Les familles appréciaient les institutions de la banlieue, les petits séminaires dispersés dans la campagne, les collèges religieux où des éducateurs habiles, comme les Pères de la Foi, renouaient les traditions auxquelles elles demeuraient attachées. Au lycée, les directives gouvernementales blessaient les sentiments d'indépendance de la bourgeoisie. A mesure que son pouvoir s'affermissait, Napoléon mûrissait l'idée de constituer « un corps enseignant » civil, au service de l'Etat, introduisant de l'unité dans les manières de penser et faisant prévaloir la prépondérance de l'autorité civile sur l'ecclésiastique.

⁸⁰ Arch. Archevêché Lyon, Registre I : Lettres de Fesch à Mme Cosway, 26 juil.; à Courbon, 16 août 1805.

⁸¹ Arch. Archevêché Lyon, Registre I : Rapport de Fesch à l'Empereur, 6 avril 1806; lettre de Fesch à l'Empereur, 14 avril et 31 juil. 1806.

⁸² A. N., F19 466, Lettre de Fesch au ministre de l'Intérieur, 9 déc. 1806.

⁸³ Arch. Storico Lodigiano, Lettre de Fesch à Mme Cosway, 9 nov. 1811.

Deux dates jalonnent les empiétements de l'Université : les décrets de 1808 atteignirent les institutions privées et celui de 1811, les petits séminaires. Le premier statut, du 17 mars 1808, exigea une autorisation préalable pour l'ouverture de toute école privée. M. Emery tempéra l'application de cette décision et Napoléon écarta de la Grande Maîtrise le conventionnel Fourcroy, redoutable ennemi des petits séminaires et des Pères de la Foi; il choisit Fontanes, catholique et libéral, ami de Chateaubriand. Ainsi entrèrent au Conseil de l'Université des hommes susceptibles de lui imprimer une direction spiritualiste : le moraliste Joseph Joubert, le philosophe Louis de Bonald, le physicien Ampère...

L'Empereur ne renonça pas à ses prétentions. Il accordait une place au catholicisme dans l'Université, mais une place limitée et réglementée. Le décret de septembre 1808 soumit les maîtres à la prestation d'un serment de fidélité et exigea d'eux des diplômes. Le monopole s'annonçait. Des délais transitoires firent prendre patience et des interprétations bienveillantes purent être obtenues. Les maîtres de dessin, de musique, de langues vivantes échappèrent au régime de l'autorisation. Mais les maîtres d'écriture furent soumis à la déclaration. Plusieurs professeurs furent autorisés à travailler en liaison avec le lycée : l'un répète les leçons de mathématiques, l'autre se flatte de préparer des candidats à l'Ecole polytechnique, un troisième dirige « un cours public d'arithmétique, d'algèbre et de géométrie »...

Ces mesures s'avérèrent inefficaces. Peut-être faut-il compter avec le rôle de M. Emery, de Guéneau de Mussy et de Fontanes lui-même. Les inspecteurs généraux Claude Petitot et Budan constatèrent, en août 1809 : « Des 200 pensions et écoles latines du Rhône, à peine 24 élèves vont au lycée. Le séminaire de l'Argentière a conservé illégalement 250 à 300 pensionnaires. La loi n'est nulle part appliquée. » L'inertie paralysait l'administration. En mai 1810, Fontanes demanda à Champagny de constituer de nouveaux Bureaux d'Administration des Collèges; le recteur se heurta aux réticences du sous-préfet de Villefranche; après plusieurs lettres sans réponse, il pria le directeur du Collège d'insister auprès du sous-préfet pour le faire obtempérer⁸⁴.

La législation s'efforça de réduire la part de liberté. Trois circulaires de 1810 imposèrent, conformément aux arrêts du Parlement de 1779 et de 1784, aux chefs d'établissements privés, situés dans une ville dotée d'un lycée, d'y envoyer leurs élèves dès la première année de grammaire. Nompère de Champagny prit à ce sujet un important arrêté. Il rappela la nécessité d'uniformiser le système des études dans toutes les branches de l'Université, et signifia qu'à la rentrée tous les directeurs des écoles, où on enseigne le latin et les mathématiques, seraient tenus de conduire leurs élèves au lycée à partir de la sixième. Ils dresseraient chaque mois une liste nominative de leurs inscrits. La première composition servirait d'examen de passage. Il désigna deux écoles principales, l'une à Fourvière, l'autre à la Croix-Rousse pour centraliser les élèves et interdit aux chefs d'établissements « de transférer leurs écoles sur les hauteurs et dans les faubourgs de Lyon », pour se soustraire à la fréquentation du lycée⁸⁵. Le recteur tentait de

⁸⁴ A. D. R., T 268, Corresp. du 22 mai au 25 oct. 1810.

⁸⁵ *Ib.*, T 268, Arrêté du Recteur d'Acad. de Lyon, 25 sept. 1810.

déjouer ainsi l'ingéniosité des maîtres qui cherchaient à échapper au monopole.

A cette époque, en automne 1810, le ministre de la Police fit entreprendre une enquête sur l'enseignement. Ses circulaires demandent des indications sur l'esprit général, la pratique religieuse, la fidélité à la glorieuse quatrième dynastie..., dans toutes les écoles. Les réponses prêtent à caution, néanmoins elles permettent de préciser la situation de l'Académie de Lyon, à la veille de l'organisation définitive de l'Université⁸⁶. Champagny, assisté de l'inspecteur Poupar et du secrétaire Cathelin, dirige, depuis août 1809, les départements de l'Ain, du Léman, de la Loire et du Rhône. Bonnevie est proviseur du lycée qui compte douze professeurs, en exercice depuis longtemps. D'après le rapport du préfet, Bonnevie « réussit bien », mais « l'établissement a besoin de réformes et d'améliorations... La première chose à faire serait de tracer une ligne de démarcation entre l'Académie et le lycée et d'empêcher qu'elle ne fût rompue. Le bien du service exige qu'il n'y ait pas de communication entre ces deux institutions ». Il reprend une ancienne doléance : « Aucune femme ne doit circuler dans l'intérieur de la maison, aucune location particulière ne doit y exister. » Il faut expulser une locataire tenace, rendre le proviseur maître de tous les bâtiments, opérer les réparations les plus urgentes. Les dettes résultent d'une mauvaise administration antérieure, d'un défaut de surveillance, « de déprédations subalternes ». Les volumes d'une bibliothèque assez considérable ont disparu. Le nouveau responsable a déjà redressé la situation. Cependant l'effectif demeure infime : 146 élèves, surtout externes. « On n'exécute pas le règlement obligeant les élèves des pensions particulières à fréquenter le lycée; le recteur accorde beaucoup d'exemptions. » Le corps professoral a du mérite, sauf Turret qui est « faible » et ne jouit pas « de la confiance publique ». Les cinq maîtres d'étude sont tous mariés, « ce qui offre de graves inconvénients ».

A Lyon et à la Croix-Rousse, six écoles secondaires particulières reçoivent 250 élèves. L'Ecole secondaire de Villefranche « ne marche pas mal »⁸⁷. Le département du Léman possède des collèges à Thonon, Cluses, Sallanches; celui de la Loire à Roanne, Saint-Etienne, Saint-Chamond, Montbrison; celui de l'Ain, mieux fourni, en offre cinq à Bourg, Nantua, Trévoux, Thoissey, Belley. Champagny établit en 1811 un règlement précis relatif aux compositions, aux manuels, à la discipline. L'Université tendait à constituer une administration isolée et le comte de Bondy se plaignait de ne plus pouvoir intervenir dans le régime scolaire⁸⁸.

L'Empereur souhaitait créer une « profession civile désintéressée, grave, qui ne travaillât que pour les lettres et la science » et qui devait régénérer la jeunesse⁸⁹. Aussi, le décret du 15 novembre 1811 compléta-t-il la charte organique de 1808. Il visait à vider les écoles privées au profit des lycées et à limiter le développement des écoles

⁸⁶ A. N., F7 4346, Analyses des réponses des préfets à la circulaire de Son Excellence sur l'Instr. publ.

⁸⁷ A. D. R., 26K 17, Rapport sur la situation de l'Instr. publ., 12 déc. 1810.

⁸⁸ Arch. Nat., F1 C III, Rhône 5, C. R. du 1^{er} trimestre 1811 (31 août 1811).

⁸⁹ A. VILLEMEN, Une visite à l'Ecole normale en 1812 (R. D. M., 15 avril 1852, 16 p.).

ecclésiastiques. A l'avenir, les chefs d'institution ne pourront élever leur enseignement au-dessus des classes d'humanités, les maîtres de pension devront se borner aux classes de grammaire et aux éléments d'arithmétique et de géométrie. Dans les villes où fonctionne un lycée ou un collège, tous les maîtres conduiront leurs élèves aux cours universitaires et deviendront les préparateurs, les répétiteurs, les économes de l'Université. Comme l'internat assure les recettes, le décret interdit aux établissements particuliers d'admettre des pensionnaires, si l'effectif des lycées, fixé à trois cents, n'est pas atteint⁹⁰.

Les dispositions capitales touchent les petits séminaires. Epargnés en 1808, ils restaient sous l'autorité épiscopale. Cette concession permettait de tourner le « blocus universitaire » en ouvrant de véritables collèges. Désormais, les écoles secondaires ecclésiastiques sont intégrées dans l'Université. Une seule est tolérée par département et elle s'établira dans une ville où existe un lycée ou un collège, de façon que les élèves en suivent les classes. Les préfets recevaient le droit de visiter et surveiller tous les établissements d'instruction, au mépris de la prérogative la plus fortement réclamée par les évêques.

Fesch ne capitula pas sans résistance. Son œuvre expliquait en partie la réaction de son neveu : l'Académie de Lyon comptait neuf petits séminaires. L'Empereur s'indignait de voir la bourgeoisie boudier son lycée : « Pourquoi les habitants de Lyon n'envoient-ils pas leurs enfants au lycée et pourquoi les envoient-ils à L'Argentière et à Tournon⁹¹ ? » Au près du Grand Maître, Fesch défendit la cause qui lui était chère. Il représenta l'effet déplorable que causerait le licenciement des élèves et souligna les dangers que cette mesure entraînerait « pour la gloire de Dieu et la prospérité de l'Etat »⁹². Il proposa un compromis. Il avait placé ses petits séminaires à la campagne « pour conserver la pureté des mœurs, acquérir plus facilement les maisons nécessaires et nourrir les élèves à moins de frais ». Ne pourrait-on tolérer ceux de Meximieux, d'Alix et de Sainte-Foy ? Malgré ce plaidoyer, le préfet rappela aux vicaires généraux les prescriptions du Grand Maître concernant l'application du décret de 1811 et leur annonça que « Sa Majesté venait de décider que l'école secondaire ecclésiastique de ce département serait placée à Lyon et que, d'après cette décision, les écoles ecclésiastiques de Sainte-Foy-l'Argentière et Alix devaient être fermées au 1^{er} juillet ». Fesch s'ingénia alors à éluder les clauses législatives. Il avertit Fontanes qu'il garderait groupés, sous sa responsabilité, les élèves de philosophie et répartirait ceux qui suivraient les cours du lycée, dans des familles, sous la surveillance des vicaires généraux. Certains curés prirent chez eux des jeunes gens, formant des « pédagogies ». D'autres élèves furent dispersés dans les différentes villes de la région, conformément au plan de l'archevêque qui réussit à maintenir sous sa tutelle plus d'un millier d'adolescents⁹³.

Le collège de Villefranche, autrefois réputé, déclina à cause de la proximité du petit séminaire d'Alix, fondé à la suite d'une visite pastorale de Fesch dans ce village, célèbre par son antique chapitre

⁹⁰ H. TAINE, *Les origines...*, IX, p. 205.

⁹¹ Corresp. de Nap. XXIII, p. 27, n° 18.270 : Lettre au ministre de l'Intérieur, 20 nov. 1811.

⁹² A. D. R., VI, Lettre de Fesch à Fontanes, 10 janv. 1812.

⁹³ A. LATREILLE, *L'Eglise cath. et la Révol.*, 1950, II, p. 229.

de chanoinesses. En 1812, les élèves furent transférés à Villefranche, logèrent chez des particuliers, fréquentèrent le collège, dont l'effectif passa de 104 à 252. Le principal lui-même venait de l'Argentière⁹⁴. Roanne, Saint-Chamond, Bourg reçurent aussi des élèves de Saint-Jodard, de Verrières, de Roche. Le principal du collège municipal de Belley, Egraz, recueillit les séminaristes de Meximieux. Parmi eux se trouvait Jean Noirot, le futur professeur de philosophie d'Ozanam. Les institutions et les pensions survécurent : l'*Almanach* de 1813 en énumère trente-sept dans la ville de Lyon, et un décret de décembre 1812 leur interdit de distribuer des prix pour ne pas nuire au lycée. Le recteur pourchassa aussi les écoles clandestines, « un véritable fléau et l'asile ordinaire de l'ignorance et de l'immoralité »⁹⁵.

En exécution de l'arrêté du Grand Maître, tous les instituteurs furent obligés de conduire leurs élèves au lycée qui vit son effectif d'externes s'élever : 68 en 1809, 96 en 1810, 188 en 1811. En revanche, le chiffre des internes resta presque stationnaire : 36 en 1809, 19 en 1810, 41 en 1811. Joubert écrivait à Pierre-Etienne Bonnevie : « La renommée du lycée de Lyon a passé les Alpes et est parvenue jusqu'à Draguignan... On m'a demandé si je ne pensais pas, comme tout le monde, que ce fût là la meilleure école de l'Empire⁹⁶. » En réalité, sa mauvaise administration contribuait à dépeupler le lycée. Fontanes et le Conseil de l'Université, qui s'honoraient d'être libéraux, n'osaient recourir aux mesures coercitives pour imposer le monopole. Ils firent enquêter sur les capacités du proviseur.

« L'opinion publique, répondit le préfet, est favorable à M. Bonnevie. Cet ecclésiastique, chanoine de l'Eglise métropolitaine de Saint-Jean, est connu à Lyon pour un homme d'esprit et un prédicateur distingué. Il a de l'amabilité, des connaissances, et joint à cela un extérieur agréable. Mais il a un caractère pétulant et une imagination bouillonnante, deux choses plus nuisibles qu'utiles à celui qui se trouve à la tête d'une Administration. Il paraît assez étranger à la conduite et à l'économie d'une maison. » Il est aimé des élèves qu'il traite avec bonté, retenant à déjeuner ceux qu'on lui adresse pour les morigéner. « Il a mis tout son zèle à améliorer le régime du lycée. Il eût obtenu des résultats plus satisfaisants s'il n'avait été mal servi par son caractère et son humeur qui, je le répète, le rendent peu propre à l'administration. »

Des blessures d'amour-propre provoquèrent une mésintelligence entre le proviseur et les inspecteurs Béranger et Poupar. « On a attaqué les mœurs de M. Bonnevie qui, de son côté, n'a pas respecté celles de M. Nompère de Champagny, recteur de l'Académie, homme de mœurs douces et envers lequel il paraît que la passion a poussé M. Bonnevie au delà des justes bornes. J'ignore ce qu'il peut y avoir de vrai dans les accusations des uns et des autres. » L'aigreur et le ressentiment pourraient les avoir dictées. Le plus grand mal est dans la publicité imprudemment donnée à des bruits ridicules, sans doute, mais qui s'accréditent. En dépit de la présence de l'Inspecteur général

⁹⁴ G. BITRY, *Hist. du collège de Villefr.*, 1937, p. 56.

⁹⁵ *Journal de Lyon et du Rhône*, 12 avril 1812.

⁹⁶ G. PAILHES, *Du nouveau sur Joubert* (Paris, Garnier, 1900, in-8°, p. 289).

Guéneau de Mussy, venu en mission, Bondy estima que la conciliation était impossible. Bonnevie dut se retirer ⁹⁷.

L'année du provisorat de Bonnevie fut la plus misérable et la distribution des prix revêtit peu d'éclat : Idt, le professeur de rhétorique, démontra, dans l'allocution d'usage, l'utilité de l'éloquence. Parmi le personnel, un nouveau professeur d'humanités, Beauregard, venait de Bourg, où il avait connu naguère Ampère et Clerc. Plusieurs lauréats appartenaient aux pensions Molard et Raymond. Au contraire, l'ancien oratorien Béraud se révéla habile proviseur. Il avait professé à l'Ecole centrale de l'Ardèche, puis avait dirigé le lycée de Nîmes. Il fut secondé en 1812 par un ancien sulpicien. Les petites classes se développèrent. Le décret de 1811 obligeait la Ville à mettre le Lycée en état de recevoir 300 pensionnaires. Il n'en abritait que 160 ! Bien qu'on ne risquât pas de manquer de places, Bondy fit visiter le local et invita le maire à examiner l'opportunité d'établir un autre lycée, ou du moins un collège ⁹⁸. En août 1812, Idt se chargea encore du discours sur « Les avantages de l'éducation publique », et le palmarès aligna les noms habituels des professeurs et des lauréats ⁹⁹.

A la rentrée d'octobre 1812, le nouveau professeur d'humanités, Finance, prononça un discours en latin dans lequel il affirmait sa foi imperturbable en Napoléon. Malgré les nouvelles générales de l'année 1813, les études paraissent s'être déroulées normalement. En avril eut lieu la distribution des prix précédée d'une séance à la *Société d'Emulation*, où se retrouvaient les élèves des classes d'humanités et de rhétorique sous la direction de leurs maîtres. A la procession de l'Assomption, les lycéens défilèrent et, dans la dernière semaine d'août, les élèves de mathématiques spéciales traitèrent en public quelques points de trigonométrie et de géométrie analytique et statique ¹⁰⁰.

C'est à cette époque que l'étrange poète Pierre-François Lacenaire fréquenta le lycée. Externe dans une institution, il en suivit les cours, puis entra comme interne au collège de Saint-Chamond : on le renvoya pour avoir fait l'éloge du protestantisme. Au petit séminaire d'Alix, il jugea la pension triste et d'une archaïque rigueur, mais il garda un profond souvenir de son professeur Reffay de Lusignan. Lacenaire lut alors Diderot, d'Alembert, Rousseau, et se fit expulser pour irréligion. Interne au lycée de Lyon, il se montra appliqué, studieux, excellent latiniste, lisant facilement Horace, son auteur de prédilection ¹⁰¹.

Quinet, élève en 1817, évoque ainsi ses maîtres : « Chachuat avait l'air d'un « astronome tombé au fond d'un puits » ; il portait un « petit chapeau de Merveilleux qu'il avait oublié de changer depuis le Directoire... Distract comme Ménélaque..., il contemplait les vérités sublimes, comme un Képler ». Imprévoyant, il empruntait de menues sommes aux lycéens pour payer son terme ! Quant à Clerc, il dressait

⁹⁷ A. D. R., M, Police gén., 1807-1814. Préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur. Rapport sur le Lycée de Lyon, 1^{er} sept. 1811. — N. BEZ, Notice sur Bonnevie (*R. D. L.*, 1850, I, p. 305).

⁹⁸ A. N., F1 C III, Rhône 5, C. R. du 1^{er} trimestre 1812 (12 oct. 1812).

⁹⁹ Distrib. des prix, 31 août 1812.

¹⁰⁰ F.-J. RABANIS, *Notice hist. sur le Collège royal de Lyon* (Lyon, Barret, 1828, in-8°, 21 p.).

¹⁰¹ R. DUPLANTIER, Un humaniste hors série : l'assassin Lacenaire, latiniste, poète et chansonnier (1803-1836) (*Bull. Assoc. Budé*, juil. 1951, p. 46-82).

son « buste de philosophe grec, le front large et sillonné ». Quinet apprécia sa science et sa méthode rigoureuses¹⁰².

3. LES ETUDES SPECIALISEES

A côté de l'enseignement de culture prospérait un enseignement spécialisé, représenté par les Facultés, de nombreuses institutions scientifiques et une Ecole de dessin. Le décret de mars 1808 adjoignit au Lycée deux Facultés des lettres et des sciences. Elles délivraient les grades de bachelier, de licencié et de docteur. Leur statut précisait que les cours devaient être « le complément et la suite des études du lycée ». Les scientifiques devaient commenter les nouvelles découvertes, afin que leurs exposés restent au niveau des connaissances. Chacun devait assurer trois leçons hebdomadaires, faire des expériences et exercer les élèves. Par leur emplacement et leur personnel, les Facultés se soudèrent étroitement au lycée. Le décret du 17 septembre 1808 mit à la charge des villes, non point l'installation des Académies et des Facultés, mais leur entretien. Champagny demanda d'aménager des salles au collège de la Trinité et de démolir les hangars de la cour, il revendiqua la partie louée aux particuliers par la municipalité. Celle-ci convint que « l'établissement à Lyon d'une Académie est un bienfait dont elle sait tout le prix, que dès lors, sa reconnaissance doit se manifester par son empressement à seconder les vues bienfaisantes du gouvernement », mais elle ne versa aucun subside.

Les inspecteurs généraux songèrent à utiliser le claustral des Jacobins ou l'abbaye Saint-Pierre. En mai 1810, le maire Sain-Rousset préféra tout grouper au Grand Collège. « L'immensité de ce corps d'édifice permet d'établir entre les écoles du premier âge et les cours destinés à l'adolescence une contiguïté qu'on doit désirer sous tous les rapports. » Les Facultés auront leur entrée, on abattra les écuries; il sera possible d'annexer un laboratoire, un dépôt de machines, un cabinet de physique. Le recteur ne fut pas satisfait et Sain-Rousset examina les possibilités qu'offrait le bâtiment des Jacobins¹⁰³. Ces démêlés rappellent ceux qu'avaient connus les maîtres de l'Ecole centrale, puis les professeurs du lycée. En mars 1811, le Conseil municipal modifia son plan et accorda aux Facultés le rez-de-chaussée du collège de la Trinité. Aucune communication ne s'établira avec le lycée. Les classes de celui-ci seront reportées « sur le derrière des boutiques », car il faut ménager « une tranquillité indispensable » pour les leçons, sauvegarder « les valeurs locatives appartenant à la Ville » et « ne pas supprimer totalement, sur une voie publique, les habitations qui la vivifient ». Champagny demanda encore qu'on laisse à sa disposition diverses dépendances louées par la Ville. Le Conseil ajourna sa requête¹⁰⁴. La Faculté s'installa provisoirement dans quelques salles qui dataient du Père Martellange...

¹⁰² E. QUINET, *Hist. de mes idées*, 1858, p. 191-193, 210.

¹⁰³ Corps munic., II, p. 621-622 : Rapport de SAIN-ROUSSET sur l'emplacement des Fac. (14 mai 1810); p. 627 : Séance du 13 juil. 1810.

¹⁰⁴ *Ib.*, III, p. 62-63. Rapport sur l'emplacement des Fac., 11 mars 1811, p. 70 : Séance du 29 mars 1811.

Le personnel exerçait déjà d'autres fonctions. Le recteur reçut la chaire d'histoire et Tabard le suppléa. Gourju se chargea de la philosophie et du décanat. Revenu depuis la Terreur, il donnait des leçons particulières. A sa mort, survenue en 1814, Clerc, quoique mathématicien, lui succéda : il dicta encore le traité latin, *La philosophie de Lyon*. Les candidats au baccalauréat devaient obligatoirement avoir suivi ce cours à la Faculté. Besson enseigna la littérature latine et française, l'abbé Poupar les lettres grecques. Jean-Baptiste Idt le remplaça en 1850. Mollet, professeur de sciences appliquées, fut doyen de l'autre Faculté. Mouton-Fontenille obtint la chaire de sciences naturelles, Joseph-Marie Socquet celle de chimie et Guillemet, qui venait de Besançon, celle de physique¹⁰⁵. Malgré la valeur des maîtres, les cours des Facultés des sciences et des lettres n'attirèrent pas les étudiants et ne conférèrent pas de lustre à l'Université impériale.

Des cours publics la concurrençaient. Béranger, « professeur émérite d'éloquence au ci-devant collège d'Orléans », renonça au provisoire pour fonder une Ecole de belles-lettres qui imitait, selon l'*Almanach* de 1806, « les nobles institutions dont s'honorait jadis notre ville » : à l'Ecole centrale, les classes de physique, de botanique, de littérature furent « fréquentées avec affluence par l'élite des citoyens et plusieurs mères de famille, plusieurs maîtresses de pension en suivirent les divers cours avec autant de plaisir que d'assiduité ». Mollet, qui enseignait au lycée, vulgarisait la physique expérimentale devant des étudiants des deux sexes. « On se rappelle, dit encore l'*Almanach*, l'empressement avec lequel était suivi autrefois le cours public qui se faisait au collège après Pâques. Le nombre des auditeurs s'élevait souvent au delà de 200. » L'ami d'Ampère, Stanislas Clerc, qui avait exercé à l'Ecole centrale de l'Ain, organisa avec succès « un cours de mathématiques en faveur des jeunes gens qui se destinent à la marine ou à l'Ecole Polytechnique »¹⁰⁶. Lyon ne reçut pas d'autres Facultés.

Le député auvergnat Bergier projeta d'organiser dans chaque département des Académies civiles de jurisprudence et d'administration qui suppléeraient à l'insuffisance des Ecoles de droit, prévues par la loi de floréal an X¹⁰⁷. Le Conseil municipal et le Conseil général adressèrent une pétition au ministre de la Justice; les représentants lyonnais au Sénat, au Tribunat, au Corps législatif, évoquant dans un mémoire le renom des établissements de leur ville avant la Révolution, sollicitèrent sous le Consulat la création de diverses institutions. L'Ecole de droit leur paraissait utile pour former des avocats, des notaires, des juges commerciaux¹⁰⁸. La loi de 1804 en fonda douze, mais Lyon ne figura point sur la liste.

Ces notables estimaient encore plus nécessaire l'ouverture d'une Ecole de médecine. Ils soulignèrent l'excellent champ d'études qu'offrait la grande ville avec ses brassages démographiques, ses variations de

¹⁰⁵ E. BLANC, *Hist. des Fac. (Ann. Soc. Educ. Lyon, 1893, p. 145)*.

¹⁰⁶ *Almanach de Lyon, 1806*.

¹⁰⁷ A. D. R., T 301, Vues présentées au gouvernement, adressées à tous les Conseils généraux par le cit. Bergier, du Puy-de-Dôme, an X.

¹⁰⁸ *Ib.*, T 273, Lettres du préfet au conseiller d'Etat chargé de la direction et de la surveillance de l'Instr. publ., 10 messidor an X (29 juin 1802), du ministre de la Justice au préfet, 23 messidor (12 juil.).

climat, l'entassement des ouvriers dans les quartiers insalubres. L'Hôtel-Dieu, disaient-ils, a enregistré en 1800 près de 13 000 entrées; cependant la population a diminué et les campagnes, ayant acquis de l'aisance, envoient moins de malades. A l'autre hospice, on constate la même régression, parce que les mariages plus fréquents incitent à garder les enfants légitimes. Toutefois, la mortalité infantile demeurait forte et le huitième des enfants était affecté de maux vénériens ¹⁰⁹.

La loi de mars 1803 ne dota pas Lyon d'un enseignement médical. Sous la poussée du besoin, il trouva asile dans les hôpitaux. Des cours de chirurgie avaient lieu au grand hôpital et des cours d'accouchement à la Charité. Depuis 1795, Marc-Antoine Petit admettait des élèves à ses opérations et à ses séances de clinique chirurgicale. Son aide-major Cartier enseignait l'anatomie, la pathologie, la physiologie. La leçon d'ouverture du cours de Cartier était, chaque automne, une cérémonie mondaine qui attirait une affluence considérable, même féminine ¹¹⁰. Pointe tenta d'organiser un système analogue pour la médecine, mais il connut moins de succès que ses collègues. En 1804, Pétetin adressa un mémoire au ministre de l'Intérieur pour réclamer à nouveau une Ecole de médecine. Il rappelle la célébrité de l'ancien collège, l'activité de la *Société de médecine*, le nombre élevé de malades, en particulier pour la dermatologie, la vénérologie, la psychiatrie ¹¹¹.

Philippe Desgaultière, médecin de l'Hôtel-Dieu, soutint cette requête : les quatre cours à l'Hôtel-Dieu, anatomie et physiologie, pathologie externe, deux de clinique médicale, un au pied du lit des hommes malades, l'autre pour les femmes, ne suffisaient pas. En 1811, Fay de Sathonay renouvela les doléances traditionnelles : « Dans le nombre des Facultés des sciences et d'arts accordées à la Ville de Lyon, le gouvernement n'a point compris une Faculté de médecine. Cependant la manière brillante dont cette science ainsi que l'art de la chirurgie ont été cultivés dans cette ville, les hommes distingués qu'elle a produits semblaient lui donner des droits à cette faveur. » Il fallut attendre 1821 pour voir instituer cette école qui compta alors, parmi ses maîtres, Richard de Laprade et Antoine Ozanam ¹¹².

L'enseignement scientifique fut néanmoins actif sous l'Empire. L'Ecole vétérinaire se développa. En 1800, sous la direction de Bredin, elle recrutait plus de soixante-dix élèves et presque autant de boursiers; la distribution des prix révéla leur ardeur au travail. Malheureusement, on manquait de fonds pour réparer le cabinet d'anatomie endommagé par le siège, pour payer les traitements des professeurs et même pour les indemniser des frais d'expériences. Le gouvernement consulaire les pria de continuer à manifester le même zèle en attendant l'assainissement financier; il envoya en 1803 des officiers compléter leurs études dans cette école; parmi eux se trouvait Adrien de Gasparin, qui rédigea plus tard un important *Dictionnaire de médecine vétérinaire* ¹¹³.

¹⁰⁹ OLIVIER, *Observations pour le rétablissement de la médecine* (Lyon, 180 ? , in-8°, 16 p.).

¹¹⁰ *Bull. de Lyon*, 6 frimaire an XI (27 nov. 1802).

¹¹¹ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, p. 435.

¹¹² A. N., F 1 C III, Rh. 5, Objets sur lesquels il importe le plus à la ville de Lyon de fixer l'attention du gouvernement, 1811.

¹¹³ *Ib.*, F1 C III, Rh. 5, C. R. par l'Adm. centrale du départ. du Rhône. 8 floréal an VIII (28 avril 1800); Rh. 6, Séance du 20 prairial an XII (9 juin 1804).

Le ministre Champagny fit inspecter l'école par Huzard en 1806 : elle abritait alors plus de cent soixante internes venus des provinces méridionales de la France. Elle possédait une forge, une bibliothèque, une collection de pièces d'anatomie et souhaitait disposer d'une ferme pour ses exercices pratiques. Hénou, Grogner et Claude Bredin y enseignaient. Un décret établit un haras qui ne dura pas, car la région élevait peu de chevaux ¹¹⁴. Il subsistait cependant l'Ecole impériale d'équitation. Le décret de 1813 élargit le programme de l'Ecole vétérinaire : il fallut désormais trois ans pour obtenir le titre de maréchal vétérinaire et cinq pour celui de médecin vétérinaire. Des cours de physique, de chimie et de zoologie complétaient les connaissances des élèves.

L'enseignement des sciences restait, en effet, sommaire au lycée. La *Société d'Agriculture* suggéra en 1803 d'ouvrir une Ecole spéciale d'histoire naturelle, de physique et de chimie qui grouperait les cours publics que Mollet, Gilibert et Raymond donnaient dans leur spécialité ¹¹⁵. Elle enseignerait la géologie et les moyens d'amender les terres, la sylviculture, comme cela se fait en Allemagne, la panification, « art si important et trop abandonné à la routine du boulanger », la vinification, « l'expression des huiles de toutes les graines, fruits et substances oléagineux ». La mécanique permettrait d'augmenter les forces, la zoologie de développer l'élevage et l'éducation des vers à soie... « L'agriculture étant la véritable base de la richesse nationale, une école pareille est une des plus essentielles qui puisse exister. » Si Lyon la fondait, les fermiers aisés y enverraient leurs enfants, l'agriculture serait honorée et éclairée. Le Jardin botanique, « adossé à une montagne qui le garantit des outrages du Nord, arrosé de sources intarissables », le Cabinet d'histoire naturelle, « qui s'enrichira sans doute des superbes herbes du citoyen Mouton de Fontenille », et de sa collection d'animaux empaillés selon la méthode de Hénou, faciliteraient l'enseignement ¹¹⁶.

Le maire se contenta d'annoncer que la Ville prenait en charge la chaire d'histoire naturelle créée par la loi de brumaire an IV. Gilibert enseigna la zoologie en hiver et la botanique en été; son fils, Stanislas Gilibert, la géologie et l'abbé Dejean l'entomologie. Ils réunirent une quarantaine de jeunes gens se destinant à la pharmacie ou au dessin et organisèrent avec eux des exercices pratiques et des excursions. Bien des difficultés surgirent et tout d'abord l'insuffisance de crédits pour payer les professeurs ¹¹⁷. Stanislas Gilibert et Dejean abandonnèrent leur tâche. La municipalité formula de vives critiques et, en 1812, Bondy supprima l'autonomie de cet enseignement spécial et proclama la nécessité d'une centralisation. « Il est nécessaire de rendre les établissements publics aux branches de l'administration à laquelle de droit ils appartiennent... Le fonctionnaire institué par la loi doit répondre de son administration, et il ne peut en rejeter les devoirs sur une Commission intermédiaire, libre et gratuite qui en ralentit l'action

¹¹⁴ *Almanach de Lyon*, 1806, p. 74.

¹¹⁵ *Bull. de Lyon*, 14 mars 1807.

¹¹⁶ A. D. R., T 303, Extrait des registres de la Soc. d'Agric., 15 floréal an XI (5 mai 1803).

¹¹⁷ *Ib.*, T 272, Lettre du préfet au maire, 12 floréal an XI (2 mai 1803). — Notes relatives au prof. Gilibert, 16 déc. 1806.

et dont on n'a le pouvoir, ni le droit de rien exiger ¹¹⁸. » C'était le contre-pied des conceptions lyonnaises.

Depuis la suppression des corporations et la disparition de l'apprentissage, le progrès des techniques exigeait l'organisation d'un enseignement professionnel. Le duc de la Rochefoucauld, Chaptal, Vital Roux, le régent de la Banque de France, insistaient sur cette nécessité. Les autorités locales se montrèrent favorables à ces créations. Ainsi, en 1800, le Conseil général, après avoir formulé quelques critiques contre l'Ecole centrale, souhaita l'établissement d'une Ecole de commerce, d'une Ecole des arts mécaniques « comme celle de Londres », la réorganisation de l'Ecole de dessin, la création d'un Musée ¹¹⁹...

A son tour, le Conseil municipal proposa qu'un cours public de mécanique, appliquée à la construction et à la conduite des métiers, fût fait par le professeur de mathématiques de l'Ecole centrale, qu'un cours de géométrie pratique fût ouvert, qu'un musée des différentes machines, métiers et inventions relatives aux arts industriels fût fondé. Il justifie ses projets : le Lyonnais est inventif; les principes de mécanique serviront de régulateur au génie; le maçon, l'architecte, l'appareilleur ont besoin de géométrie; le dépôt des machines sera une espèce d'encyclopédie en action de toutes les découvertes, une initiative analogue a provoqué le prodigieux développement économique de l'Angleterre qui a été si nuisible à Lyon; le musée enfin est un ornement, mais il exerce une influence stimulante sur les manufactures ¹²⁰... Le Conseil général renouvela ses vœux, en 1802; établir une Ecole spéciale de mécanique adaptée aux arts et aux métiers; une école de commerce, enseignant le calcul jusqu'aux équations du premier degré, la tenue des livres de comptes, le titre des monnaies; une école de médecine clinique; une école de droit; une école de musique; un conservatoire des arts et métiers à Saint-Pierre !... ¹²¹.

Les membres du Sénat, du Corps Législatif, du Tribunat, Allard, Cayre, Fulchiron, Chasset... rappelèrent, dans leur mémoire « qu'une école d'arts mécaniques et chimiques permettrait de réduire le personnel, en recourant à la main-d'œuvre qualifiée ». Cette initiation manquait surtout à Tarare et à Villefranche ¹²². On avait profité, sous le Directoire et le Consulat, de la liberté laissée par le législateur pour placer des Ecoles spéciales auprès de l'Ecole centrale. Désormais, on chercha à instituer des cours municipaux. La formule parut plus souple. Les efforts portèrent d'abord sur la chimie et plus spécialement sur la teinture.

Des démarches furent entreprises. En janvier 1800, Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, invita le préfet à examiner l'utilité d'une Ecole spéciale de chimie expérimentale ¹²³. Verninac demanda au Bureau consultatif du Commerce de rédiger un mémoire. Périsset-Duluc et Bruyset exposèrent leurs conceptions sur la chimie. « Les

¹¹⁸ *Ib.*, T 272, Arrêté préfectoral du 16 oct. 1812.

¹¹⁹ A. D. R., N, Registre des délib..., séance du 14 thermidor an VIII (2 août 1800).

¹²⁰ Corps munic., an IX. Séance du 18 frimaire an IX (9 déc. 1800).

¹²¹ A. D. R., N, Registre des délib..., séance du 9 prairial an X (29 mai 1802).

¹²² *Ib.*, T3, Mémoire sur les établissements d'enseignement publ. à former dans la ville de Lyon, an X.

¹²³ *Ib.*, T 272, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet, 18 avril 1800.

manufactures de toute espèce ne sont en partie que cette science mise en action. Par elle, les minéraux, les plantes, les fruits, les insectes, la dépouille des animaux aquatiques et terrestres se transforment en produits industriels et composent, avec ceux de l'agriculture, les matériaux du commerce. » Ils analysent la situation de Lyon qui « est devenu un des plus grands ateliers de commerce de l'Europe » par sa position, ses deux rivières, son « climat avantageux » ; ils énumèrent les innombrables industries qui s'y développent, les activités des campagnes environnantes et soulignent que les seules mines de cuivre exploitées en France sont celles de Chessy. Ces produits, élaborés par la chimie, permettent d'accroître les exportations et d'assurer l'aisance générale ¹²⁴.

Verninac prouva à son tour la primauté de la chimie. Il rappela la prospérité d'antan due aux conditions naturelles de Lyon, à l'activité ouvrière, à l'abondance des capitaux, à la renommée de loyauté commerciale, au principe de la division du travail, « dont les avantages ont été si bien développés par Adam Smith ». Le luxe national et étranger mettait en mouvement 18 000 métiers, il n'en vivifie plus que 5 000. Il tenait à sa solde 100 000 bras industriels, il n'en salarie plus que le cinquième. Pour remédier à cette décadence, on a créé des institutions nouvelles. Depuis les « catastrophes », on a ouvert des écoles de dessin et de physique. Elles sont peu fréquentées. Une école de chimie paraît préférable. « La droguerie, la teinturerie, la blanchisserie des toiles, la préparation des étoffes, la verrerie, la poterie, la métallurgie... ont encore beaucoup de pas à faire. » Le préfet conseille de charger Mollet de la chimie, et le professeur de mathématiques de l'Ecole centrale, de la physique ¹²⁵.

La suggestion de Verninac fait écho, à trois ans de distance, à celle de Mayeuvre de l'an V. Elle fut en partie réalisée. Le ministre, l'ayant approuvée, confia la physique et les mathématiques au même professeur et institua une « chaire de chimie expérimentale appliquée aux arts utiles ». En décembre 1800, Raymond, « savant distingué », en fut pourvu. Le disciple de Vauquelin manifesta ses pressentiments dans sa réponse au préfet du Rhône : « Le dénuement profond dans lequel je vais sans doute me trouver pour tout ce qui concerne les instruments, matières et local..., devra nécessairement apporter quelque retard dans la mise en activité de ma place ¹²⁶... » Après avoir visité diverses maisons nationales de Lyon, il choisit le couvent des Jacobins et demanda le réfectoire comme laboratoire, ainsi que quatre chambres comme appartement. Il fit alors connaissance du Directeur du Domaine... Le claustral était loué; un marchand de vin occupait ce que voulait Raymond et réclama une indemnité quand on lui signifia son congé. Peyronny le soutint et proposa un autre local... Le préfet songea au bâtiment Saint-Pierre, « réservé pour tout ce qui tient aux arts », mais l'installation s'avéra impossible. Pour se montrer conciliant, Raymond

¹²⁴ *Ib.*, T 272, Mémoire en réponse à la lettre du C. Verninac, préfet du département, adressé le 11 floréal au Bureau consultatif du Commerce de Lyon, sur la nécessité de l'établissement d'une Ecole spéciale de chimie expérimentale dans cette ville, 1^{er} mai 1800.

¹²⁵ *Ib.*, T 272, Rapport du préfet, 16 thermidor an VIII, 4 août 1800.

¹²⁶ *Ib.*, T 272, Arrêté du 23 fructidor an VIII (10 sept. 1800), nomination du 24 frimaire an IX (15 déc. 1800); Lettre du 17 nivôse an IX (7 janv. 1801).

accepta une autre pièce au couvent des Jacobins. Elle devait être mise à sa disposition au commencement de mai 1801¹²⁷.

Restait à organiser le cours. Raymond indiqua ses intentions : donner quarante-huit leçons par an, de décembre à août; faire un cours général, avec démonstrations, et répondre aux questions des « artistes ». Il exigeait un aide et un homme de peine. Les quatre mois de vacances seraient mis à profit pour préparer les réactifs, quitter « l'atmosphère imprégnée de vapeurs corrosives » du laboratoire, ou se livrer à des expériences et des recherches. Quant aux dépenses, celles de premier établissement consisteraient en l'aménagement de la salle et l'acquisition des instruments et des matières premières. Raymond mentionne que dans toutes les Ecoles spéciales de chimie, le traitement du professeur oscille entre cinq et six mille francs. Bien entendu, le préfet réduisit ces exigences et présenta ainsi son rapport au ministre : « Le but, et peut-être l'unique but de cette école, est l'application des théories chimiques à la teinture et aux autres arts... Il faut exposer les principes théoriques, indiquer des procédés divers, répéter les manipulations » Il faut cinquante-six leçons réparties en dix mois; le professeur « pourra être assujéti à aider de ses conseils tous ceux qui viendraient tenter ou répéter les expériences... ». Il devra se rendre dans les ateliers et les fabriques pour suivre les essais. Quant à son traitement, observant que Raymond remplace le professeur de mathématiques de l'Ecole centrale, le préfet propose trois mille francs¹²⁸.

En juillet 1801, Raymond commença à s'impatienter. « Je ne puis plus imaginer quelles sont les causes qui peuvent retarder aussi longtemps l'installation de l'Ecole de chimie... » On alléqua « le défaut de fonds indispensables à cet établissement et le retard des instructions du gouvernement ». Lors de la rentrée de l'an X, Raymond s'empressa d'écrire au nouveau préfet; il espère « voir enfin le terme des lenteurs apportées jusqu'ici à l'installation du cours », dont il est chargé. On parle de la prochaine réforme de l'enseignement et le Conseil général, en examinant les crédits, s'inquiète de ce fonctionnaire que l'on paie et qui ne fait rien. Un jour, le ministre se rend compte de l'inexécution de son arrêté : le professeur de mathématiques enseigne toujours à l'Ecole centrale, son traitement est mandaté régulièrement. Le préfet est contraint d'avouer que les cours de mathématiques et de physique — qui réunissent le plus grand nombre d'élèves — n'ont pas été groupés. C'est la chaire d'histoire qui a été supprimée ! « Elle n'a jamais eu que peu ou point d'élèves. » Bertholon est mort au bon moment : son traitement a été versé à Raymond... Ce qui n'empêche pas le Conseil général de réclamer un professeur de langue arabe en prétextant la disparition de la chaire d'histoire... Le ministre accepte la solution prise, « jusqu'à l'organisation définitive de l'Instruction publique ». Toutefois, l'an X s'achève sans cours de chimie.

En l'an XI, Raymond entreprend un second déplacement à Paris. Dans ses lettres, une certaine gêne apparaît; il rappelle ses démarches, affirme que ce n'est pas sa faute s'il n'est pas en activité et ne craint pas de répéter qu'il a assuré pendant trois années l'enseignement de la

¹²⁷ *Ib.*, 2Q 89, Lettres du préfet à Peyronny, 11 pluviôse an IX (31 janv. 1801); de BLACHIER à Peyronny (3 févr. 1801) et de PEYRONNY au préfet (4 févr. 1801).

¹²⁸ *Ib.*, T 272, Rapport du 27 germinal an IX (17 avril 1801).

chimie à l'Ecole polytechnique. C'est l'année de la suppression des Ecoles centrales : en mars 1803, les fonds sont suspendus. En septembre, Raymond n'a rien perçu depuis six mois; le préfet demande alors au Conseil municipal de considérer le cours de chimie comme relevant de la Ville; mais à la fin de l'an XII, l'Administration municipale constate à son tour : « Il y a plusieurs années que M. Raymond reçoit son traitement sans que nos concitoyens en aient retiré des avantages. » Le Consulat s'acheva sans décision nouvelle. Le local manquait toujours...

Au printemps 1806 seulement, Raymond adresse à Herbouville « un Etat approximatif des instruments et matières premières absolument nécessaires pour l'ouverture du cours avec un aperçu des sommes ». Il écrit au préfet : « J'aurais désiré, afin de réparer le temps perdu, qu'il m'eût été possible de faire trois leçons publiques par semaine; mais obligé de tout faire depuis les travaux les plus grossiers du laboratoire jusqu'au travail de cabinet, attendu que je n'ai sous moi ni démonstrateur, ni préparateur, ni homme de peine qui puisse me soulager ainsi que cela existe dans toutes les Ecoles de chimie..., ce ne pourra être que par un travail forcé que je parviendrai à pouvoir donner deux séances publiques par semaine... » Il s'appuie comme toujours sur son passé : « J'ai été pendant quatre ans uniquement chargé à l'Ecole polytechnique de la préparation des leçons de M. Fourcroy... Il ne donnait que deux leçons par décade, et je puis vous assurer que je ne manquais pas de besogne... » Le préfet comprenait mal le retard apporté à la mise en fonction de Raymond et le menaçait de destitution. Celui-ci se défend : « J'ai été péniblement affecté en recevant votre dernière lettre, dont le style suppose à mon égard une animadversion que je ne sache pas avoir méritée. Il est fâcheux pour moi que vous n'ayez pas connaissance de toutes les démarches que je n'ai cessé de faire. » Enfin, le local est prêt et le préfet demande à Raymond de fixer la date d'ouverture. Il répond : « J'ai encore besoin de quelque temps pour travailler... » et inaugure son cours en mai 1806. Il avait perçu son traitement plus de cinq ans sans exercer. Il diffusa les travaux de Newton, de l'abbé Haüy, et attira parfois des notabilités à ses séances, comme Chinard et Etienne Montgolfier¹²⁹. Ayant fondé une manufacture de produits chimiques à Saint-Vallier, il laissa sa chaire en 1818 au pharmacien Nicolas Tissier¹³⁰.

Plus encore que le cours de chimie, l'Ecole de dessin avait un but technique. Elle avait vécu comme une annexe de l'Ecole centrale par les soins de Cogell et de Devarenne, et elle souffrait d'une mauvaise organisation matérielle¹³¹. Quand le gouvernement consulaire élabore la loi de floréal, les Lyonnais sollicitèrent pour le dessin trois maîtres spécialisés respectivement dans les éléments, la fleur, la bosse et le modèle. Les crédits municipaux ne pouvaient que sauvegarder momentanément les deux séries de cours pour la figure et pour la fleur¹³². Le premier était menacé : le lycée cherchait à récupérer la salle dite des Cardinaux qu'il occupait. Le proviseur conseillait de le placer à Saint-

¹²⁹ J. RAYMOND, *Souvenirs*, 1836, p. 84, 96, 105.

¹³⁰ *Bull. de Lyon*, 27 nov. 1818.

¹³¹ A. N., F1 C III, Rhône 5, C. R. par l'Administration centrale, 8 floréal an VIII (28 avril 1800).

¹³² Corps munic., 6 brumaire (28 oct. 1802) et 18 thermidor an XI (6 août 1803).

Pierre avec les autres institutions communales. Cogell fit valoir ses services, « les pertes et la ruine absolue », occasionnées par les circonstances. Le préfet se montra réticent : il lui paraissait indélicat de déloger un artiste dans sa vieillesse. « L'Ecole de dessin est un besoin public à Lyon... Interrompre l'enseignement de cette branche serait un malheur ¹³³ »

Dechazelle menait campagne au Conservatoire des Arts et à la Chambre de Commerce pour obtenir la création de l'Ecole de dessin. Son but ne serait pas de former des peintres, mais de préparer des artistes nécessaires à la Fabrique. C'est indispensable, d'abord parce que « la génération de nos dessinateurs s'éteint » et parce que « les beaux arts exercent une influence directe sur l'industrie distinctive de Lyon ». Dans les temps où les manufactures étaient florissantes, la perspective d'une profession lucrative stimulait les talents, et des essais d'apprentis accouraient dans les ateliers. « Les conjonctures présentes ne sont plus les mêmes. Les riches brocarts, les velours à grands dessins, les gros de Tours sont des merveilles oubliées depuis longtemps. » Les anciens techniciens disparaissent et, avec eux, se perdent les traditions. Les manufacturiers doivent recourir à des vieillards, car les cours de Cogell et de Devarenne sont insuffisants. Les anciennes formes de dessin, trop souvent reproduites, perdent leur attrait aux yeux du consommateur. Or, c'est là le point essentiel, le style des étoffes doit s'adapter à l'esthétique néo-classique. « Les écoles de Lyon, loin de suivre l'impulsion donnée par celles de la capitale, ont sensiblement dégénéré... Le système qui y règne est encore celui de la ci-devant école française ¹³⁴. »

Le Conservatoire des arts adressa au ministère un rapport sur cette question. L'école pour la figure comptait soixante élèves à ses séances quotidiennes matin et soir. Les groupes du *Laocoon*, de *Castor et Pollux*, du *Gladiateur*... ainsi que les œuvres de Cogell servaient de modèles. L'émulation ralentissait à cause de l'état de langueur des manufactures. Jean Devarenne dirigeait l'école pour la fleur qui n'avait que quarante inscrits... Les cours étaient moins fréquents et la disette de bons tableaux dans ce genre décourageait les élèves. Le Musée n'apportait pas de ressources. Les leçons pour les ornements ne produisaient aucun fruit. On enseignait l'art du patronage des dessins, c'est-à-dire la traduction des esquisses sur étoffes. Il fallait doter Lyon d'une véritable école avec les divisions appropriées : deux pour la figure (style héroïque et scènes familiales), peinture (fleurs, animaux, natures mortes), architecture, sculpture ¹³⁵...

Le décret du 15 avril 1805 fonda cette Ecole au Palais des Arts. Le ministre de l'Intérieur lui accorda les plâtres des statues antiques qui appartenaient au musée. Le Conseil municipal insista pour que cette institution ne dépende pas du Conseil administratif du lycée, « dont les membres ne connaîtraient peut-être qu'imparfaitement les rapports qu'il est si important d'établir entre l'enseignement des arts et celui des procédés de l'industrie lyonnaise ». Cette Ecole nouvelle

¹³³ A. N., F17 A 1019, dossier 7, Lettre de Cogell au Conseiller d'Etat, 20 germinal an XII (10 avril 1804); réponse du 14 floréal (4 mai).

¹³⁴ A. G. B., Rapport sur l'Ecole de dessin, 1804.

¹³⁵ A. D. R., T 394, Rapport de la Commission du Conservatoire des arts, 15 floréal an XII (5 mai 1804).

devait être régie par le Conservatoire des Arts qui représentait les milieux manufacturiers. Dechazelle continua ses démarches. Pressenti, Girodet refusa de venir y enseigner. Après avoir consulté David, Dechazelle suggéra de nommer pour la peinture Revoil, « qui s'adonne spécialement aux genres héroïques », et son émule Richard, qui excelle dans les scènes familiales. Quant à Chinard, il parut tout désigné pour diriger l'école de sculpture. Un professeur d'architecture et d'ornement devait initier le dessinateur au style élégant des écoles de la capitale. « Les chefs-d'œuvre de nos grands artistes ayant éclairé le goût public, tous les objets qui ne portent pas l'empreinte du style épuré dont les Grecs nous ont laissé des modèles sont frappés, dans le commerce, d'une sorte de réprobation. » Gay fut proposé¹³⁶. Il fallut encore patienter. La classe pour la figure resta au lycée, mais celle de la fleur s'ouvrit à Saint-Pierre. Devarenne et Cogell professaient toujours¹³⁷.

En avril 1806 fut adjoint un cours gratuit de composition des dessins propres aux manufactures. Leclerc de la Colombière exposa aux élèves « natifs de Lyon » la mise en carte. Laselve donnait des directives pour la fabrication des soieries. Herbouville, dans son discours de fin d'année, en définit le but : « Les dessinateurs d'étoffes doivent, avec la même facilité, projeter une rose, tracer une frise et prononcer les contours de la figure humaine, la plus difficile des merveilles soumises à la magie des arts d'imitation¹³⁸. »

En 1807, l'Ecole fut solennellement installée à Saint-Pierre. Mayeuvre de Champvieux et Dechazelle, membres actifs du Conservatoire des Arts, en parachevèrent l'organisation. Revoil se chargea de la figure, Gay de l'architecture, Baraban d'Aubusson de l'ornement et de la fleur, le médecin Louis Trolliet de l'anatomie pittoresque, Raymond de la chimie, Mollet de la physique. Ce fut une pépinière d'artistes¹³⁹. En 1810, Defarge couronna les élèves et le maire rappela leurs mérites : représenter des faits magnanimes et surtout ceux de notre histoire, imiter les séduisantes images de la nature. En 1811, le maire sollicita une augmentation pour le professeur de peinture. L'école, disait-il, « l'un des plus favorables appuis de notre industrie manufacturière, est essentiellement redevable de ses succès aux talents et au zèle de M. Revoil »... Cette marque de reconnaissance attacherait à l'établissement un maître précieux ; « il risque sans cela de renoncer à son professorat pour se consacrer entièrement à son art »¹⁴⁰. L'Ecole continua de maintenir ces liens indispensables entre l'art et la technique.

Le perfectionnement des mécaniques, l'amélioration des teintures, la découverte d'éléments floraux ne suffisaient pas. Il fallait former une main-d'œuvre experte. Des particuliers risquèrent des essais. L'un d'eux réunit des jeunes filles dans sa fabrique de tissus en coton, « sous les auspices d'un gouvernement réparateur » et soumit son plan d'instruc-

¹³⁶ A. G. B., Rapport sur l'organisation de l'Ecole de dessin, 1805 ; Lettre de Girodet, membre de l'Institut, au maire de la Division du Nord, 1^{er} prairial an XI (21 mai 1803).

¹³⁷ M. H. L., Affiche d'ouverture des écoles publ. et gratuites de dessin (4 nov. 1805).

¹³⁸ A. GERMAIN, *Les artistes lyonnais*, 1910, p. 14.

¹³⁹ M. H. L., Affiche de l'Ecole spéciale de dessin, 30 juin 1807.

¹⁴⁰ A. N., F1 C III, Rh. 5. Objets sur lesquels il importe le plus à la Ville de Lyon de fixer l'attention du gouvernement, 1811.

tion à l'archevêché, à la préfecture, à la mairie. Les Dames Saint-Charles, « qui jouissent d'une grande réputation », se chargent de l'éducation générale. L'établissement dispense un sérieux apprentissage : les jeunes gens apprennent à travailler à la fois la soie et le coton, ce qui garantit contre le chômage. « Cette facilité, en ouvrant un nouveau champ à leur industrie sans pouvoir nuire à celle qu'ils possédaient déjà, nous réconciliera sans doute avec ceux qui paraissaient craindre que la concurrence de notre fabrication ne portât préjudice à celle des étoffes de soie ¹⁴¹. » Le manufacturier Meunier, qui préparait un ouvrage sur le tissage, proposa de diriger un cours professionnel et d'exposer l'emploi des peignes, des ligatures, des translatages ¹⁴²...

En 1802, l'Académie reçut communication du testament de Claude Martin. Le fils du modeste tonnelier lyonnais, engagé volontaire dans les troupes françaises de l'Inde, avait réalisé une belle fortune. Après avoir servi sous Dupleix et Lally-Tollendal, il était entré à la Compagnie anglaise des Indes et avait guerroyé contre les chefs indigènes. Tour à tour architecte, banquier, médecin, il occupa de hautes fonctions. Il légua une somme importante pour fonder une institution. Un arrêté consulaire décida l'acceptation, mais on renonça à élever une statue à ce serviteur de l'Angleterre ¹⁴³. L'Académie envisagea d'ouvrir un pensionnat où l'on enseignerait les disciplines de base et les arts mécaniques, relatifs aux manufactures. La guerre retarda le recouvrement du legs et le projet se réalisa sous la Monarchie censitaire ¹⁴⁴.

Béranger rédigea un mémoire sollicitant l'établissement d'une école de musique. Le Conseil général encouragea Lamanière qui dirigeait un lycée de musique et souhaitait faire de Lyon un foyer d'études musicales : c'est le rendez-vous de dix mille jeunes gens, accourus de trente départements; la musique leur procurerait du plaisir, elle électrise les guerriers et accroît la force de la religion ¹⁴⁵. Plusieurs professeurs enseignaient le clavecin, la vielle, le tympanon... mais la ville restait dépourvue d'un enseignement musical complet. Un arrêté préfectoral chargea en 1807 une Commission « d'examiner les jeunes gens de l'un et de l'autre sexe qui désireraient être admis au pensionnat gratuit dans le Conservatoire impérial de musique à Paris ». Un ex-maître de chapelle du Mans, Antoine Ponchard, présenta en 1809 un projet de Conservatoire comprenant cinq maîtres pour la musique, le solfège, la prosodie, la déclamation, la langue italienne ¹⁴⁶.

Ces institutions scolaires et ces projets reflètent les besoins de la société lyonnaise et ses conceptions de la culture.

¹⁴¹ Lettre de C. RUBICHON au *Bull. de Lyon* (17 juin 1806, in-4°, 4 p.).

¹⁴² Arts industriels et mécaniques. Section de la soie. Prospectus de Meunier fils, juil. 1807, 4 p. (coll. Godart).

¹⁴³ M. BESSON, *Les aventuriers franç. aux Indes* (Paris, Payot, 1932, in-8°, p. 126-147); *Dernière volonté et Testament du major-général Martin* (Lyon, Ballanche, 1803, in-4°).

¹⁴⁴ Ecole de la Martinière, fondée par le major-général Cl. Martin (Lyon, Kindelem, 1823, in-8°, 35 p.).

¹⁴⁵ A. D. R., N, Conseil gén., 29 mai 1802.

¹⁴⁶ P. HOLSTEIN, Le Conservatoire de Musique (*R. H. L.*, 1904, p. 175).

4. LA RENAISSANCE DES LASALLIENS

L'enseignement élémentaire avait particulièrement souffert de la crise révolutionnaire. Organisé par les congréganistes, il avait disparu et, malgré les déclarations de principe favorables, aucune disposition législative ne l'avait recréé. Bonaparte l'abandonna à son tour aux municipalités. Il estimait, avec beaucoup de bourgeois de son temps, qu'instruire le pauvre présentait de graves inconvénients politiques et sociaux.

Au contraire, Jean-Etienne Portalis, haut fonctionnaire de la lignée des grands commis d'Ancien Régime, proclama la nécessité d'une éducation religieuse, Fourcroy signala l'ignorance des enfants et « la nullité presque totale des écoles primaires ». Les préfets du Consulat ne pouvaient se plaindre, comme les intendants naguère, de l'affluence dans les écoles nuisible à l'économie. La législation thermidorienne et l'enquête départementale prévue en 1798 n'avaient pas abouti. Au Conseil municipal, Cozzon réclama, en décembre 1800, des maîtres « qui inspirent la confiance et l'estime »¹⁴⁷. « Tout est à créer, dit le sous-préfet de Villefranche en 1801, les écoles primaires que l'on avait établies d'après la loi du 3 brumaire an IV n'ont pu se soutenir. » Les jurys d'instruction ne fonctionnent pas, se livre à l'enseignement qui veut, sans examen et sans autorisation. On suggéra de faire examiner provisoirement les instituteurs par le jury de l'Ecole centrale; ce n'eût pas été « un grand surcroît de travail pour les membres de ce jury, peu occupés d'ailleurs par l'objet principal de leur institution »¹⁴⁸.

A peine trouve-t-on des classes dans la moitié des cantons. Le Conseil d'arrondissement de Villefranche prétexte que l'on attend le groupement des communes pour fonder des écoles. Lorsqu'une commune, par hasard, se préoccupe d'en organiser une, elle se heurte à de nombreux obstacles pour le recrutement du maître, son logement, sa rétribution... Les ruraux ne veulent rien payer pour faire instruire leurs enfants. Sans se leurrer, le Conseil général discerne le vœu unanime des habitants : ils souhaitent « le rétablissement des anciennes Petites Ecoles, surtout celles dites de Saint-Charles pour les filles. On y enseignait le travail des mains, la tenue en était régulière, modeste et pieuse. On désire que dans les campagnes, les desservants ou les vicaires se chargent des petites écoles »¹⁴⁹. Partout la Révolution, faite au nom du « progrès des lumières », avait anéanti l'instruction populaire : il n'existait que trente-deux instituteurs dans les cent trente-six communes de l'arrondissement de Mâcon. « Conserver ce qui est, disait le préfet de l'Ain à propos de ses quatre cent cinquante-huit communes, conserver soixante-huit écoles plus ou moins fréquentées l'hiver, presque désertes l'été, c'est tout ce qu'on peut espérer »¹⁵⁰.

¹⁴⁷ A. M. L., D, Registre de Délib. du Cons. munic., 22 frimaire an IX (13 déc. 1800), f° 17 à 19.

¹⁴⁸ A. D. R., M, Police gén., Notice pour la tournée du préfet en l'an VIII. Rapport du sous-préfet de Villefr. à Najac, an IX.

¹⁴⁹ *Ib.*, N, Délib. du Cons. gén., 1802. Vues sur l'Instr. publ.

¹⁵⁰ A. N., F17 A 1716, Lettre au conseiller d'Etat chargé de l'Instr. publ., août 1803.

La loi de floréal consacra l'abdication de l'Etat qui fit dès lors appel à toutes les bonnes volontés. Les municipalités procéderaient au recrutement des instituteurs, arrêteraient le montant de la rétribution versée par les parents, fourniraient le logement. Dès la promulgation de la loi, le Conseil municipal se mit à la besogne. Le maire de l'arrondissement de l'Ouest, André Bernard-Charpieux, déploya une activité remarquable en faveur de l'éducation populaire. Il écrivait, en juillet 1802, au préfet Najac : « La loi du 11 floréal... met enfin un terme aux maux qu'a entraînés pendant dix ans l'organisation imparfaite ou défectueuse de l'enseignement public, et ce serait mal reconnaître un bienfait dont les résultats doivent influencer si puissamment sur le bonheur social que de ne pas se hâter de saisir tous les moyens d'organiser les différentes parties de cette instruction ¹⁵¹. » Quelques jours plus tard, il lui indiquait les citoyens qui avaient organisé des écoles et se portait garant de leurs « lumières et de leur moralité ». Il insistait : « Toutes les classes de la société ont un droit égal » à l'instruction ¹⁵².

La municipalité lyonnaise se montra favorable à la plus libérale diffusion des connaissances. « Dans une ville populeuse..., composée en majeure partie d'ouvriers à qui il manque toute espèce de moyens pour donner à leurs enfants les premiers éléments de l'éducation, il est du devoir de l'autorité » de pourvoir à cette instruction et d'en faire tous les frais. En exigeant une rétribution de la part des parents, on paralyse l'effet de la loi de floréal : on admet dans les écoles quelques enfants à l'exclusion du plus grand nombre, qui toujours appartiennent à la classe la plus humble. « Alors, plus d'espoir de régénération, l'ignorance s'enracine, le vice et l'immoralité se propagent et la société n'a plus qu'à gémir sur les maux qui en sont la suite inévitable. » Le rapporteur évoque ensuite le passé. « L'instruction gratuite, depuis l'éducation primaire jusqu'aux plus hautes sciences, était une des institutions qui faisaient le plus d'honneur à l'humanité. Admis indistinctement dans les écoles publiques, le pauvre comme le riche pouvaient également y développer le germe heureux des talents et des connaissances qu'ils avaient apportés en naissant. Lyon s'honorait de plusieurs établissements de cette nature; la Révolution les a anéantis. Nous devons donc réunir nos efforts pour les élever de nouveau et tirer enfin l'instruction de l'état de dépérissement dans lequel une longue série de calamités l'a plongée. » Sans désespérer, le Conseil créa vingt emplois d'instituteurs et d'institutrices. Les maires devaient rédiger les règlements et choisir les maîtres, sous réserve de ratification. Le taux de rétribution mensuelle, fixé à un franc par élève, ne pouvait être exigé que des familles aisées, « le plus grand nombre devant en être exempté, attendu leur indigence bien reconnue ». On surveillerait le prix des institutions privées, « afin que l'enseignement puisse être égal pour tous » ¹⁵³.

Le nouveau préfet, Bureaux de Puzy, adopta ces vues. Il avait représenté la noblesse comtoise à l'Assemblée Constituante et était tout disposé à renouer avec le passé : il rétablit, à la demande de Bernard-Charpieux, le jury des écoles créé par Demia. « C'est un conseil, lui

¹⁵¹ Lettre de B. CHARPIEUX... au préfet du Rhône, 23 messidor an X (12 juil. 1802). ms., F. C., in-4°, 4 p.

¹⁵² *Ib.*, 2 thermidor an X (21 juil. 1802), ms., F. C., in-4°, 3 p.

¹⁵³ Conseil munic., 15 thermidor an X (3 août 1802), I, p. 263-265.

avait dit le maire, le 15 septembre 1802, composé d'hommes vertueux et éclairés, dont les fonctions seront gratuites et qui se consacreront uniquement aux progrès de l'enseignement. » Ce jury, sous la présidence des maires, devait dresser les budgets, examiner les candidats, visiter les classes... Un arrêté en décembre 1802 désigna les membres de cet aréopage. A côté de magistrats comme Cozzon, Vitet, Robin d'Orliénas, siégeaient des notables comme Mayeuvre, Couderc, Leroy... L'abbé Georges Paul, directeur du séminaire Saint-Charles, lors de sa destruction, apportait les leçons de son expérience. En les recevant, le préfet définit leur tâche : « Procurer le bienfait de l'instruction à la classe la moins aisée de la société, sur laquelle repose l'espoir de la génération future ¹⁵⁴. »

Ils élaborèrent un règlement scolaire. Le jury siégera tous les mois au Petit Collège. Il désignera des Visiteurs et précisera leurs tournées. Le nombre d'élèves de chaque école ne pourra dépasser 150. Les enfants seront admis de six à treize ans, mais ils resteront « l'espace de temps proportionné à leurs facultés ». Toutefois, pour remédier « à l'abandon dans lequel ont été les enfants de chaque sexe, relativement à la première éducation pendant la Révolution », des cours provisoires accueilleront des adolescents. Les instituteurs enseigneront la lecture, l'écriture, le calcul, les principes religieux et la « saine morale ». Dès que les fonds le permettront, « des ateliers de travail » prépareront les élèves aux « diverses professions industrielles ». Enfin, si le Consistoire en exprime le vœu, on réservera quelques-unes des vingt écoles prévues pour les protestants ¹⁵⁵. Bernard-Charpieux ne ménagera point sa peine pour aménager les locaux scolaires. Le maire du Midi Saint-Rousset annonça en février 1803 la mise en service de ce qu'on appelait autrefois « les petites écoles », et bientôt le maire du Nord, Parent, soumit sa liste d'instituteurs. Parmi les vingt noms, figurait Jacques Juge, toujours en fonction au quartier Saint-Jean ¹⁵⁶. Ce frère des Ecoles chrétiennes avait, avec quelques compagnons, replanté le germe de l'Institut dans la cité de Jean Gerson, riche d'une tradition de pédagogie chrétienne. Alors que beaucoup de Lasalliens, refusant de prêter serment, s'enfuyaient à Rome, Antoine Cadoux, le frère François-de-Jésus, sous-directeur du pensionnat de Marseille, se retira à Lyon. Ayant gouverné les écoles de Condrieu, il connaissait l'atmosphère de religion austère et profonde de la région. Il retrouva un des assistants du frère Agathon, le frère Sylvestre, qui enseignait à Saint-Georges, sous le Directoire ¹⁵⁷. François-de-Jésus ouvrit un externat près de la cathédrale Saint-Jean en 1799; à sa mort, lui succéda le citoyen Jacques Juge; c'était le frère Pigménion qui avait rouvert les classes de Condrieu. Bientôt vinrent se joindre à lui quatre frères, originaires du Velay, des vétérans qui avaient lutté et souffert pendant la Terreur. Pour ne rien brusquer, Courbon leur conseilla d'essaimer au Puy et à Belley ¹⁵⁸.

¹⁵⁴ A. D. R., T3, Arrêté du 11 frimaire an XI (2 déc. 1802) (Lyon, Leroy, in-4°, 8 p.).

¹⁵⁵ *Ib.*, Règlement pour les Ecoles primaires de Lyon, 15 nivôse an XI (5 janv. 1803).

¹⁵⁶ A. M. L. D., 2^e registre, f° 184-185.

¹⁵⁷ G. RIGAULT, *Hist. gén. des frères des Ecoles chrét.*, III, 1940, p. 419.

¹⁵⁸ Cons. munic. Lyon, I, p. 511-512.

En septembre 1803, ils prièrent Joseph Fesch d'intervenir auprès de Sa Sainteté, du vicaire général le frère Frumence, du gouvernement consulaire pour fixer le chef-lieu de l'Institut à Lyon. « Nous sommes ici, vivant en commun, au nombre de dix-sept, ayant plusieurs postulants... Toutes nos écoles, au nombre de dix, vont bientôt avoir chacune quatre protecteurs zélés, choisis parmi les principaux habitants de la ville... Il ne nous manque que des sujets, car on nous en demande dans plusieurs grandes communes de votre diocèse, que nous ne pouvons accorder encore. » La lettre écrite par le frère Pigménion souligne l'inconvénient de la situation : « Toutes les maisons s'isolent les unes des autres. Il n'y a plus de point d'unité. Jusqu'à présent, nous sommes approuvés partiellement, non comme frères des Ecoles chrétiennes, mais comme des instituteurs individuels. » Il suggérait de laisser Frumence s'occuper de l'étranger et de désigner un supérieur pour la France ¹⁵⁹.

Le Directeur de la communauté lyonnaise se prêtait ainsi aux intentions des bienfaiteurs locaux, et d'abord de l'abbé Jauffret, camarade de séminaire de Fesch à Aix. Le Conseil archiépiscopal, chargé de l'administration diocésaine pendant la mission du cardinal, approuva cette requête. Dès l'instant qu'il eut l'assurance que les frères s'organiseraient dans le cadre diocésain et renonceraient à dépendre d'un supérieur étranger, Fesch s'intéressa à la restauration de l'Institut. Il sollicita la renonciation du frère Frumence, car « le gouvernement français ne consentirait jamais à ce qu'ils eussent un supérieur général, quoique né Français, hors du territoire de la République » ¹⁶⁰.

En décembre 1803, un rapport du Directeur des cultes, Portalis, exposa à Bonaparte la situation lyonnaise des « Frères Ignorantins ». « Tous les enfants du peuple reçoivent, par leurs soins, les éléments de l'écriture, des leçons de calcul, l'enseignement religieux et moral. Les membres de la Doctrine chrétienne ne peuvent être considérés comme formant une corporation : ils sont simplement associés pour l'instruction gratuite de la jeunesse. » Portalis propose de leur accorder le droit de se réunir à Lyon, sous l'autorité de Fesch. Ils inspireraient à la génération naissante l'amour du régime et de son chef. « Les finances y gagneraient en ce que ces instituteurs se contentent du plus strict nécessaire, et — dernier argument qui put orienter le futur organisateur de l'Université — l'instruction doit être confiée à des éducateurs délestés des soucis familiaux. » Bonaparte accepta ¹⁶¹. Même si la valeur juridique de cette formule reste discutable, les frères bénéficiaient d'une sorte de reconnaissance légale.

Les édiles lyonnais se sentirent rassurés. Bernard-Charpieux, le diligent avocat des Ignorantins, méditait de les installer au Petit Collège. Un arrêté consulaire de juin 1803 l'avait cédé à la ville pour une Ecole secondaire. Le maire écrivit à nouveau à Portalis : « En portant mes regards sur la division de l'Ouest, dont l'administration m'est confiée, qui forme le tiers de la population de Lyon et qui n'est composée en grande partie que d'ouvriers ou manufacturiers peu

¹⁵⁹ Arch. Archev., Lyon, Registre n° 5 : Lettre du 7 sept. 1803.

¹⁶⁰ Arch. Archevêché, Fds Fesch, Registre 1, Lettre de Fesch, 13 vendémiaire an XII (6 oct. 1803).

¹⁶¹ A. D. R., T8, Rapport présenté au gouvernement de la Républ. par le Conseiller d'Etat, 10 frimaire an XII (2 déc. 1803).

favorisés de la fortune, j'ai cru devoir chercher à établir auprès de cette classe, d'autant plus intéressante que c'est par ses travaux et son industrie que le commerce acquiert sa prospérité, une instruction qui, plus rapprochée d'elle », put lui inculquer la morale religieuse, ce premier lien de toutes les sociétés. Les frères des Ecoles chrétiennes répondent à ce besoin, et il faut les rassembler dans le collège Notre-Dame ¹⁶².

Portalis accepta la suggestion du maire. Les frères échappèrent au décret du 3 messidor an XII dispersant les congrégations non autorisées et le Conseil municipal, qui considérait la renaissance lasallienne comme la réincarnation de l'œuvre de Demia, se réjouit. En mai 1804, vingt-deux écoles abritaient 2 400 écoliers des deux sexes. Il en attribuait le mérite à l'abbé Paul « qui sut recueillir les débris de ces vertueuses sœurs de Saint-Charles, de ces frères de la Doctrine chrétienne, si renommés pour cette éducation primitive ». Il espérait fonder « une pépinière » d'instituteurs et d'institutrices, et le Conseil, si parcimonieux à l'égard du lycée, augmenta le crédit alloué ¹⁶³.

Une étape restait à franchir : la réorganisation du noviciat et de la congrégation. Les mêmes hommes y travaillèrent. En juillet 1804, Bernard-Charpieux signale à Fesch que les succès dépassent toute espérance. L'établissement « promet la plus heureuse influence sur les mœurs et l'éducation des enfants... Il conviendrait de réunir tous les frères pour nommer leur chef » ¹⁶⁴. Jauffret convoqua les représentants les plus qualifiés à l'archevêché pour discuter un projet de statuts. Bernard-Charpieux se dépensa avec une infatigable constance. Il demanda au maire de Reims d'engager le frère Vivien « à venir passer les fêtes à Lyon pour y faire part de ses vues », et il paya les frais de voyage. Il sollicita Mgr Primat, ancien évêque de l'Eglise constitutionnelle de Lyon, devenu archevêque concordataire de Toulouse, de bien vouloir envoyer les frères de son diocèse ¹⁶⁵.

Le grand vicaire s'inspira des Règles du fondateur pour rédiger un véritable traité de cent dix articles : les langues demeurent interdites aux frères, la discipline scolaire doit être imprégnée de charité, les frères doivent nourrir des sentiments de reconnaissance à l'égard « du gouvernement réparateur » de Napoléon « et de son auguste famille ». En même temps, Jauffret adressa un mémoire presque aussi copieux à Portalis. Il exposait, après un inévitable rappel historique, les modalités de la restauration lasallienne : le Supérieur s'installerait au Petit Collège où s'ouvrirait un noviciat. Regnault de Saint-Jean d'Angély, président de la Section de l'Intérieur au Conseil d'Etat, utilisa, semble-t-il, des propos maladroits de Jauffret pour amener les voltairiens contre les Ignorantins, et le mot de congrégation provoqua des inquiétudes ¹⁶⁶.

¹⁶² A. M. L., D, n° 544, Lettre de B.-Charpieux à Portalis, 14 pluviôse an XII (4 févr. 1804).

¹⁶³ Cons. munic., 3 prairial an XII (23 mai 1804).

¹⁶⁴ A. M. L., D, n° 614, Lettre du maire de l'Ouest à l'archevêque, 17 messidor an XII (6 juil. 1804).

¹⁶⁵ *Ib.*, D, n° 728, Mairie de l'Ouest : lettre du 26 vendémiaire an XIII (18 oct. 1804).

¹⁶⁶ Arch. Maison Généralice, carton 16, Série F 17 à 21 bis.

Survint alors la péripétie : le 19 novembre 1804, quelques heures avant le pape, frère Frumence, vicaire général de l'Institut, arrivait à Lyon dans le carrosse de l'ambassadeur. Portalis venait de transmettre au préfet du Rhône l'ampliation du décret approbatif. Bernard-Charpieux le remit à frère Frumence en augurant d'un bel avenir : il conseilla à l'éducateur d'expliquer aux enfants que la sollicitude impériale portait à « accueillir le pauvre, féconder ses talents et le rendre digne de sa bienveillance, quels que soient son nom, son rang et la classe dans laquelle il est né ». Un souffle d'égalité et de charité animait les propos de l'administrateur¹⁶⁷.

Il sut trouver des crédits pour réparer le collège, où s'installèrent vingt-huit frères. Lyon, si favorable à l'enseignement populaire, si fortement outillé pour l'organisation scolaire, devenait le siège de la Maison mère. La bâtisse du XVIII^e siècle n'offrait ni les commodités, ni les perspectives de Melun et de Saint-Yon où l'Institut avait résidé. Mais les novices et les postulants savaient qu'ils vivaient dans une société qui leur était propice, sous l'autorité d'un archevêque et de conseillers qui s'efforçaient de restaurer leur communauté.

Pour cela, il fallait faire homologuer leurs statuts. L'approbation de décembre 1803 demeurerait discutable et la première requête au Conseil d'Etat avait échoué. Mais « Fesch n'était pas homme à abandonner une idée quand il s'en était une fois convaincu »¹⁶⁸. Il profita des bonnes dispositions du Directeur de l'Instruction publique qui souhaitait connaître le rôle des « anciens frères scolaires » dans les départements. L'adjoint Gleizé répondit qu'ils se dévouaient à l'instruction gratuite de la jeunesse; ils dirigent quatorze écoles primaires, enseignent la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la religion catholique, incitent leurs élèves au travail et leur inspirent « l'amour du gouvernement et de son auguste chef ». Ils envisagent, pour exciter l'émulation, d'établir une école de dessin et de mathématiques pour les enfants « qui se seront le mieux conduits ». Rambaud-Brosse, adjoint de Saint-Rousset, précisa que jusqu'à la décision gouvernementale de 1803, les frères exercèrent comme instituteurs privés. Depuis, ils se sont réunis au Collège, sans prononcer ni promesse, ni vœu. Ce sont de simples laïcs, « qui se vouent à l'enseignement de la classe pauvre ». Pour étouffer tout germe d'ambition, on leur interdit de pratiquer le latin. les langues étrangères, les hautes sciences¹⁶⁹.

A cette époque, Fesch se trouvait à Paris en compagnie des trois maires lyonnais, invités à la cérémonie du sacre. Il pressa Portalis de proposer l'approbation des statuts régissant les frères des Ecoles chrétiennes et les sœurs Saint-Charles. Il entreprit la même démarche auprès de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, affirmant la discrétion des frères dans les affaires d'Etat et signalant les succès remportés à Lyon. Les maires quittèrent la capitale sans la bonne nouvelle. Inquiet, Bernard-Charpieux remarquait que l'avis du Conseil d'Etat allait décider « le mode d'éducation de 5 000 individus de la classe pauvre » et le maire de l'Ouest rappelait au préfet les progrès des frères : « Près de 5 000 enfants apprennent gratuitement les éléments de l'écri-

¹⁶⁷ A. M. L., D, Mairie de l'Ouest. Lettre de B.-Charpieux, 26 nov. 1804.

¹⁶⁸ A. LATREILLE, Napoléon et le St-Siège, p. 377.

¹⁶⁹ A. D. R., T 9, Lettres de l'adjoint au maire de l'Ouest, 21 déc. 1804; de l'adjoint au maire du Midi, 31 déc. 1804.

ture et du calcul, et ils sont élevés dans les principes de la religion, de la morale et de la vertu. » Bientôt, dix ateliers d'apprentissage assureront « la prospérité de nos manufactures »¹⁷⁰.

Ces efforts conjugués se heurtèrent au mauvais vouloir des conseillers d'Etat. Quelques jours plus tard, Pie VII bénissait la chapelle des frères en présence de Frumence, le supérieur, de Bernardin, de Toulouse, de Vivien, de Reims... L'Institut demeurait dans une situation fausse rencontrant la mansuétude de Fesch, la tolérance de Napoléon, l'hostilité de Fourcroy. Sans hâte intempestive, Frumence sut éviter la subordination au pouvoir civil et au despotisme de Fesch.

Alors que, sous l'Ancien Régime, l'Institut était resté champenois, normand, parisien, après la Révolution il renaissait à Lyon, qui n'avait pas connu les frères autrefois. L'activité d'humbles pédagogues, les résolutions d'une cité ardemment religieuse et profondément dévouée à la cause de l'instruction populaire, les démarches d'un maire, la compréhension d'un archevêque fixèrent pour une quinzaine d'années la société lasallienne à Lyon. Sans trop se soucier des tendances gouvernementales, sans tenir un compte rigoureux des prescriptions législatives, les milieux lyonnais facilitèrent la reconstitution des cadres, la reprise du recrutement. Le maire Fay de Sathonay garda pour collaborateurs Bernard-Charpieux et Sain-Rousset qui, dans leur précédente gestion, avaient travaillé à renouer les traditions de Demia. Il concéda de larges attributions au jury des écoles toujours sous la direction du chanoine Paul. En août 1803, huit basses classes accueillaient plus de huit cents élèves et huit grandes, six cent soixante-dix; on en prévoyait deux nouvelles à Saint-Just et deux dans la division du Nord¹⁷¹. En février 1806, pour marquer leurs intentions, les frères décidèrent de mettre chaque année en apprentissage deux enfants choisis parmi ceux qui remporteraient les premiers prix à la fin de leurs études. Ces lauréats subiraient un examen spécial et le jury procéderait à leur orientation.

Napoléon envisageait alors d'utiliser l'enseignement et les forces religieuses comme instrument de domination. Il souhaitait éduquer une jeunesse née dans un temps d'irrégion, élevée dans des milieux sceptiques, vivant dans une atmosphère de jouissance et de bataille. Or, une circulaire de février 1806 avoue que « malgré les efforts accomplis pour mettre les écoles primaires en activité, cette partie importante... est encore la moins avancée ». Fourcroy lui-même proposa de recourir aux Ignorantins que l'enquête de l'an XIII avait dépistés. Chaptal, ministre de l'Intérieur de 1801 à 1804, montra les avantages des anciennes congrégations enseignantes, Portalis et Nompère de Champagny estimèrent le monopole défavorable à l'essor des études et au libre jeu des intelligences. Aussi, la législation de 1806 ne condamna pas les frères. Leur congrégation demeura autorisée jusqu'à l'examen de leurs statuts en Conseil d'Etat.

Elle bénéficiait toujours des soins de Fesch qui empêchait tout transfert de la Maison mère à Paris. Il avait mis un point d'honneur à

¹⁷⁰ A. M. L., D, Mairie de l'Ouest, n° 817, Lettre de B.-Charpieux à Fesch, 13 févr. 1805; n° 875, Précis des divers objets qui doivent être soumis au ministre de l'Intérieur, 12 avril 1805.

¹⁷¹ A. D. R., T8, Rapport succinct du Directeur des frères de la Doctrine chrétienne au préfet, fructidor an XIII (août 1805).

l'installer près de lui et se réjouissait du développement du noviciat. Il voyait son diocèse peu à peu pourvu de Lasalliens et les enfants se presser dans les écoles hâtivement aménagées. Le berceau de Condrieu avait été délaissé lors du départ de Jacques Juge pour Lyon; en 1806, un compagnon de Frumence revint et les trois classes reçurent bientôt 167 garçons. Pigménion, l'ancien chef des écoles de Condrieu puis de Lyon, vint en 1805 à Trévoux reprendre contact avec les enfants en créant une école. Il avait cédé au frère Jean-François son poste de directeur du Petit Collège. A Villefranche, grâce à la générosité de Dechavannes, trois maîtres s'établirent en 1805. Un autre, originaire du Velay, se chargea de l'école de Saint-Chamond en 1806, un autre de Saint-Etienne... Partout, les magistrats municipaux appellent les frères. Avec vingt novices, Frumence ne peut satisfaire tous les solliciteurs. La Révolution a fait disparaître un grand nombre de religieux, d'autres sont âgés et la jeune génération n'est pas encore formée. La conscription paralyse les vocations, et ceux qui travaillent sous l'habit laïque hésitent à rallier l'Institut. Par une circulaire, en juillet 1806, Fesch lança un pressant appel aux anciens frères isolés. Quelques-uns accoururent à Lyon qui s'occupa ainsi des communautés de Bordeaux, de Toulouse et de Reims, la terre natale de l'Institut¹⁷².

Leur présence et leur exemple firent de la région lyonnaise une zone privilégiée pour l'éducation populaire. Le préfet d'Herbouville dénombra à Lyon, en 1807, huit écoles tenues par vingt et un Frères pour les garçons, douze par vingt-neuf Sœurs Saint-Charles pour les filles et trois ateliers de travail recevant au total 2 339 élèves. Les réformés ouvrirent une école mixte en septembre 1804, au « temple de la place du Change »; elle se dédoubla bientôt dans le même quartier. A Saint-Just d'Avray, le pasteur dota une classe. Les inspecteurs généraux en signalèrent une en 1809 « dirigée par le président du Consistoire de Lyon »¹⁷³.

Dans le département, les communes recrutèrent un peu au hasard leurs instituteurs. Ceux-ci n'acceptaient que les localités susceptibles de fournir une clientèle en toute saison : Thizy, Mornant, Saint-Symphorien... Il fallait se contenter parfois de maîtres ambulants, peu onéreux mais peu instruits et qui séjournèrent les quatre mois de fréquentation scolaire. La plupart du temps, le tableau ne rassure guère. A Saint-Genis-Laval, l'instituteur choisi en 1802 manifestait des opinions subversives et tenait des propos immoraux. Il fallut le chasser. Quand le desservant se chargeait de l'enseignement, les habitants se réjouissaient et en attendaient d'heureux résultats, « à cause des lumières supérieures qu'ils supposent dans le prêtre ». A Loire, à Vernaison, c'est un ménage d'instituteurs qui accueille garçons et filles. Parfois, comme à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or et à Montrottier, la classe est mixte. La rétribution varie beaucoup, car le rural, « ordinairement parcimonieux même au sein de l'abondance », ne consentait pas d'onéreux sacrifices pour l'instruction. Ainsi, le canton de Givors, celui de Neuville, cependant riches, n'entretenaient pas d'instituteur communal. Le Concordat priva souvent les écoles de leur bâtiment : à Fontaines-sur-Saône, l'instituteur, nommé en août 1800, ne découvrit point de local : le presbytère

¹⁷² G. RIGAULT, *L'institut restauré, 1805-1830*, 1942, IV, p. 27.

¹⁷³ A. D. R., T4, Etat de toutes les Ecoles primaires tenues au compte de la Commune, 13 oct. 1807.

avait été loué; à Ouroux, le Conseil municipal décida en 1803 de faire évacuer la cure et de rappeler « un citoyen probe et instruit » originaire du village et qui enseignait en Saône-et-Loire; à Theizé, un différend éclata à propos du jardin entre l'instituteur et le curé... En dehors des vingt établissements lyonnais, le département comptait quatorze écoles communales instruisant 830 garçons et 200 filles ¹⁷⁴.

Les frères des Ecoles chrétiennes et les instituteurs communaux laissaient place aux établissements privés. Deux cent quarante-sept communes n'avaient pas d'école. L'arrondissement de Lyon, mieux pourvu, avait ses maisons d'éducation dans la banlieue urbaine. Le Beaujolais affectionnait ces institutions : vingt-deux recevaient 45 pensionnaires et 740 externes. Leur valeur apparaît très inégale et leur destinée pleine d'aléas. A la Croix-Rousse, la municipalité rejeta les Petites Ecoles d'autrefois si utiles pour les pauvres. En 1805, quelques maîtres organisèrent des cours privés et le maire observa « qu'il est peu honorable pour une commune de 4 000 âmes de n'avoir point d'école primaire communale pour les garçons et pour les filles ». Il estime urgent de soustraire la jeunesse au vagabondage ¹⁷⁵. Somme toute, seul l'enseignement lasallien connaissait un véritable essor. Napoléon ne pouvait guère organiser l'Université sans lui.

En 1807 mourut Portalis. Les frères perdaient un de leurs défenseurs au moment où la politique napoléonienne s'annonçait envahissante. L'attitude des Pères de la Foi leur nuisit : on affecta de confondre ces éducateurs. L'administration de l'Intérieur se montra moins acquise à l'extension de la culture intellectuelle et morale du peuple. Une bureaucratie tatillonne, à courtes vues, conservait un fonds plus ou moins constant, plus ou moins avoué de sectarisme. Lyon fut aussitôt visé en raison de ses initiatives généreuses et hardies. Un décret impérial, du 10 mars 1807, enjoignit à Champagny de présenter un rapport sur « les écoles primaires, dites catholiques, de Lyon », sur les charges municipales, sur les moyens d'économiser... Jusqu'à nouvel examen, tous les crédits étaient bloqués. En mai, Fay de Sathonay esquaissa la situation : « Les écoles primaires, instituées par mes prédécesseurs, sont tenues pour les garçons par les frères de la Doctrine chrétienne, et pour les filles par les sœurs dites de Saint-Charles. Elles deviennent de jour en jour, pour la classe peu fortunée, d'un avantage inappréciable. Un jury, composé de neuf citoyens recommandables, préside à cette institution. Il existe 10 écoles de garçons et autant pour les filles. Chacune d'elles donne gratuitement l'instruction à environ 150 enfants ¹⁷⁶. » Le Conseil municipal rédigea son état en juillet. Il retrace l'habituel historique, évoque la destruction des anciennes écoles et le groupement des frères, signale la croissance des effectifs. Cette institution municipale vit des deniers de la ville et répand une instruction gratuite, sous la surveillance spirituelle du cardinal et la dépendance administrative du jury et du maire. Le Conseil sollicita le maintien de

¹⁷⁴ A. D. R., 2Q 89, Corresp. du 13 fructidor et du 2^e jour compl. an VIII (31 août et 19 sept. 1800); T 16, Délib. du Cons. munic. d'Ouroux, 18 pluviôse an XI (7 févr. 1803); Lettre du maire de Theizé au sous-préfet de Villefr., 13 germinal an XI (3 avril 1803).

¹⁷⁵ A. GRAND, Les anc. Ecoles primaires de la Cr.-Rousse (*R. D. L.*, 1922, p. 109-123).

¹⁷⁶ A. M. L., Cons. munic., 1^{er} mai 1807.

ce régime et engagea le gouvernement à le reconnaître ¹⁷⁷. La volonté lyonnaise s'affirmait immuable en faveur de l'enseignement congréganiste. Fidèle à ses traditions séculaires, animée d'un irréductible particularisme, elle persistait à enserrer l'Institut dans les liens jadis tissés par l'abbé Demia pour son séminaire. Le dossier de Fay de Sathonay resta de longs mois dans les cartons du ministère. L'organisation impériale s'ébauchait ¹⁷⁸.

Les décrets de 1808 confièrent, pour la première fois, l'école primaire à l'Etat. Mais, par manque de personnel et d'argent, par opportunisme, Napoléon introduisit les frères des Ecoles chrétiennes dans l'Université. Mesure à double fin : l'Institut restauré en 1803 se sentait assuré du lendemain et en définitive, estime Georges Rigault, l'insertion des frères « dans le système napoléonien jouera aux heures les plus périlleuses comme une sauvegarde » ¹⁷⁹. Mais la législation allait permettre au despote d'intervenir dans l'existence intime des communautés. Le sort des frères allait dépendre en partie du Grand Maître et de ses conseillers. Le choix de Fontanes, un artisan de l'apaisement religieux, de Mgr de Villaret, comme chancelier, parurent de bon augure. Fesch justifia aussitôt la valeur de l'Institut; les écoles et le noviciat fleurissaient; malheureusement, l'exiguïté du Petit Collège ne permettait pas d'accueillir une quantité suffisante de sujets. Il faudrait deux maisons et les frères vaudraient au peuple la régénération des mœurs et le réveil de la foi ancestrale.

Le successeur de Champagny, Emmanuel Crétet, tenait les Lyonnais en suspicion et Fourcroy veillait sur son ennemi. En mai 1803, le ministre de l'Intérieur déclara au préfet du Rhône que les écoles dirigées par les frères et les sœurs entraient dans les attributions des Bureaux de Charité. La lettre, qui appelait un nouveau rapport, tendait à dessaisir la municipalité. Sain-Rousset, un des principaux organisateurs des Petites Ecoles, insista d'abord sur la misère des frères, puis il répéta les renseignements fournis en juillet 1807 : huit écoles, dans les quartiers les plus peuplés, recueillaient 1 500 garçons, les nominations du personnel se faisaient conformément à la loi de floréal, le seul désir du Conseil municipal et du Jury était d'ouvrir de nouvelles classes.

L'adjoint rejeta l'idée de confier l'administration scolaire aux Bureaux de Bienfaisance : les écoles reçoivent non seulement des indigents, mais des enfants d'ouvriers et le but de la municipalité va au delà « d'une œuvre pure et simple de charité »; elle offre « des secours libéraux à une classe intéressante qui voue ses labeurs journaliers à l'activité industrielle, soulage les nombreuses familles dont la subsistance dépend du travail ». Ainsi comprise, la gratuité n'est pas une aumône, mais une vaste pensée de solidarité, un moyen de lutte contre la déchéance des esprits et des âmes. Ce système s'écroule si on établit une discrimination entre les élèves; certaines familles ne pourront pas supporter les frais et d'autres repousseront une éducation présentée sous forme d'une charité. Le choix des lasalliens s'explique par l'urgence d'une formation chrétienne. « Entre la morale qui conseille

¹⁷⁷ Rapport sur les écoles primaires, 27 juil. 1807 (A. METZGER et J. VAESSEN, *Lyon sous l'Empire*, p. 133-143).

¹⁷⁸ A. N., F19 6285, Lettre du ministre de l'Intérieur au ministre des cultes, 26 août 1808.

¹⁷⁹ G. RIGAUULT, *L'Institut restauré*, IV, p. 110.

et la religion qui persuade, la corrélation doit être intime. » Crétet céda et ne subordonna pas les écoles aux Bureaux de Bienfaisance¹⁸⁰.

Peu après, ce fut le ministre des Cultes, Bigot de Préameneu, qui réclama à son tour une nouvelle enquête. A Condrieu, les trois frères « justifient la confiance qu'on leur accorde » ; à Villefranche, ils reçoivent 260 enfants en hiver ; pour Lyon, Sain-Rousset reprit ses dossiers : Frumence exerce les fonctions de vicaire général et Jean-François dirige le noviciat. Dix-sept frères, âgés ou chargés d'une fonction, restent à la maison ; vingt et un se dispersent dans les neuf écoles lyonnaises, quinze élèves s'initient à la pédagogie. L'adjoint loue l'esprit de sacrifice des frères qui assurent leur service malgré l'insuffisance des crédits¹⁸¹.

Le décret du 17 septembre 1808 mit les agents de l'instruction en demeure de déclarer s'ils entendaient appartenir à l'Université. Des inspecteurs généraux devaient recueillir les renseignements indispensables pour la délivrance de l'autorisation ; Budan et Petitot examinèrent le cas de l'Institut lyonnais en avril 1809. Ils reconnurent la valeur de l'enseignement et apprécièrent le rôle du Jury ; l'autorité ecclésiastique « veille à ce que les enfants remplissent exactement leurs devoirs de religion et en apprennent les principes dans les catéchismes de l'Empire. L'autorité municipale, qui se compose du maire et d'un bureau formé parmi les personnages les plus distingués et les plus riches de la ville, entre dans tous les détails de l'administration ». Des visiteurs parcourent les classes, interrogent les élèves et les récompensent par de petites gratifications¹⁸².

Le rapport soulevait la question du Jury. Fay de Sathonay démontra son utilité : « Ces écoles reçoivent à Lyon plus de 1 500 enfants et la surveillance relative au mode d'enseignement, à la conduite des instituteurs envers leurs élèves, à l'emploi des fonds accordés par la ville, exige des soins constants. » La municipalité pria le Grand Maître de reconnaître l'existence du Jury. Fontanes sollicita de nouvelles explications. Fay de Sathonay retraça l'historique du Jury des Petites Ecoles, qui « remonte à des temps antérieurs à la Révolution » ; ces douze citoyens constatent les progrès des élèves, « s'occupent de leur faciliter l'apprentissage de la profession, pour laquelle ils annoncent le plus d'aptitude », et conseillent les parents¹⁸³.

Les Lyonnais perdirent la partie, car Fesch ne tenait pas à les voir intervenir dans la vie de l'Institut. « Le Jury, qui a surveillé les Petites Ecoles, ne s'est jamais mêlé de l'administration de cette maison : il n'a rien fait pour elle, écrit Fesch. C'est moi qui l'ai fondée en ramenant de Rome les chefs de la congrégation. » Il serait dangereux de confier une institution naissante d'intérêt général à un organisme local ; le Jury a réclamé, par exemple, les meilleurs frères pour les Petites Ecoles de Lyon. Fesch insiste en terminant sur deux points : « Le noviciat doit rester à Lyon, ville centrale très propre pour cet organisme, et l'autonomie des lasalliens doit être respectée¹⁸⁴. » Fesch redoutait-il

¹⁸⁰ A. D. R., T3, Lettre du maire de Lyon, 20 juin 1808.

¹⁸¹ *Ib.*, T8, Etat nominatif des Frères des Ecoles chrétiennes composant la Maison de Lyon, 16 août 1808.

¹⁸² A. N., F7 1946, Rapport des Inspecteurs Budan et Petitot, 9 avril 1809.

¹⁸³ *Ib.*, F17 12453, Délib. du Conseil munic., 13 mai 1809.

¹⁸⁴ A. N., F17, 12453, Lettre de Fesch, 19 juin 1809.

les excès du particularisme lyonnais ? La mort de l'abbé Paul, en 1808, avait-elle modifié l'attitude du Jury ? Toujours est-il que le Grand Maître plaça le noviciat sous l'autorité du cardinal et les écoles sous celle des inspecteurs.

L'Université s'organisait : Fontanes délivrait des brevets et régularisait la situation des écoles. Frère Frumence, de sa cellule du Petit Collège, pria les curés de discerner les vocations et de diriger des novices sur Lyon ; ainsi arriva en 1809 Mathieu Bransiet, le futur frère Philippe, Supérieur général sous la Monarchie de Juillet ; la région lyonnaise et forézienne fournit d'excellents sujets qui s'installèrent à Valence, à Rive-de-Gier, à Saint-Bonnet-le-Château... Cependant, le Grand Maître n'avait toujours pas sanctionné les statuts de la congrégation. Le vicaire général, après avoir révisé le travail entrepris par l'abbé Jauffret en 1804, adressa son texte en juillet 1809. Il présentait l'Institut comme une corporation d'aspect laïc et insistait sur les méthodes pédagogiques, l'obligation de la gratuité, l'essor des écoles chrétiennes¹⁸⁵.

Les autorités locales s'inquiétaient de la présence de nombreuses classes clandestines. « Des gens de toute espèce, des ouvriers de manufactures dégoûtés de leur état, ou manquant de travail, ont ouvert une multitude de petites écoles. Ces établissements, qui n'ont aucune solidité et qui varient souvent, sont inconnus même à l'autorité municipale. » A Fleurie, le maire signale que les écoles non autorisées sont fréquentées par des enfants que les parents désirent soustraire à la vaccination¹⁸⁶. A Fontaines-Saint-Martin, « des petites cabales et intrigues de quelques individus, qui s'étaient emparés de l'éducation publique, sans aucun des talents nécessaires pour cela », combattent l'école communale qui vient de s'ouvrir¹⁸⁷.

Le charlatanisme s'emparait de la pédagogie. Un professeur organisa, au Palais Saint-Pierre, des exercices mnémotechniques. Il prit au hasard, dans les écoles primaires, une douzaine d'élèves de dix à treize ans et promit de leur faire retenir des séries chronologiques de rois, des énumérations de mots italiens, espagnols, anglais..., des classifications linnéennes... en se basant sur des assimilations de sons et des associations d'idées. C'était l'annonce d'un cours payant pour développer la mémoire¹⁸⁸. Une littérature pédagogique s'élaborait. Indépendamment des vocabulaires et des grammaires, le genre le plus répandu était celui des récits moraux dans la manière de Berquin, qui fit profonde impression sur Mioland ! Jauffret s'en inspira¹⁸⁹.

La véritable organisation de l'enseignement primaire relevait du frère Frumence. Affaibli par le surmenage, il s'éteignit en janvier 1810. Le directeur de la Communauté lyonnaise, le frère Barthélémy, proposa à l'Altesse Eminentissime Fesch de procéder à l'élection régulière d'un

¹⁸⁵ *Ib.*, F17 78108, Lettre de J.-B. Herbet, dit Fr. Frumence, vicaire général, à Fontanes, 16 juil. 1809.

¹⁸⁶ A. AULARD, *Nap. et le monopole*, 1911, p. 262.

¹⁸⁷ A. D. R., M, Police gén., Lettre du maire de Fontaines-St-Martin au sous-préfet, 24 sept. 1811.

¹⁸⁸ Expérience publ. et gratuite de l'art d'aider et de fixer la mémoire, 19 juil. 1809 (Lyon, in-4°, 16 tableaux).

¹⁸⁹ A. DESGEORGE, *Vie de Mgr Mioland*, 1871, p. 11. — L. BÉRENGER, *Morale chrétienne en action* (Lyon, Leroy, 1810, 2 vol. in-8°). — L. JAUFFRET, *Educ. pratique d'Adolphe et de Gustave* (*Bull. de Lyon*, 15 mars 1806).

nouveau chef et signifia à Fontanes qu'un interrègne retarderait les progrès de l'Institut. L'abbé Emery s'entremet et Philibert Guéneau de Mussy conseilla, après lecture du dossier, d'autoriser l'élection¹⁹⁰. La Maison mère dressa la liste des vocaux : quatre-vingts religieux avaient le droit de vote. Le chapitre se tint au Petit Collège, en septembre 1810, et élut le frère Gerbaud, Supérieur général.

D'impératives requêtes furent présentées pour que les statuts fussent approuvés. Le directeur de Trévoux, Pigménion, rappela les principes des maîtres lyonnais : les frères rendent leurs élèves utiles à la société, ils n'ôtent pas de bras à l'agriculture et à l'artisanat et veillent à ce qu'aucune vanité ne se glisse dans leur âme. Répondant au curé de Tarare, le directeur lyonnais précisa les conditions d'ouverture des écoles : la municipalité doit aménager le local, verser 600 francs de traitement pour que la gratuité soit respectée, prévoir au maximum des classes de 80 pour les commençants, de 60 pour les « écrivains ». L'inspecteur général Roman revint dans la maison où il avait enseigné jadis, dans l'été 1810, et affirma que le Grand Maître suivait avec intérêt le développement de l'Institut. Le plaidoyer du maire Fay de Sathonay, le rapport de l'inspecteur, l'active bienveillance de M. Emery, une lettre de Fesch incitèrent Fontanes à examiner les statuts, en particulier les deux articles litigieux : la question des vœux monastiques, la reconnaissance des droits du Saint-Siège. Au prix de quelques rectifications, les statuts furent enfin approuvés en août 1810.

C'était une nouvelle étape. En dépit de la conscription, des difficultés matérielles, de la tension entre Napoléon et la Papauté, frère Gerbaud, installé au Petit Collège, compléta son réseau d'écoles. Il manquait de noviciats et d'Ecole normale et devait lancer prématurément ses frères au milieu de leurs élèves. Toutefois, l'Institut formait les meilleurs maîtres de l'époque. Il disposait de manuels; le fondateur en avait composé la majeure partie. *La Conduite des Ecoles*, revue en 1789 par Agathon, demeurait le livre de base. Mistral le réédita à Lyon en 1811. Il indiquait les différentes méthodes pour maintenir l'ordre et assurer un travail efficace. Gerbaud s'employa à atténuer encore les rigueurs de la discipline et à réduire le recours à la fêrule. Les novices étudiaient aussi le *Traité d'Arithmétique* d'Agathon, le *Discours sur l'histoire universelle* de Bossuet, les *Considérations sur les Romains*, de Montesquieu... Quand Fontanes envisagea de créer dans les lycées des classes de formation pédagogique, il songea à imposer aux futurs maîtres un stage auprès des frères expérimentés¹⁹¹.

La surveillance universitaire ne se relâcha plus à l'égard d'une telle corporation, si vivante. Un des points souvent débattus restait celui de la gratuité. Le maire de Condrieu voulut établir la rétribution scolaire. Fesch fit une démarche auprès de Fontanes qui recommanda au préfet et au recteur de ne pas inquiéter les lasalliens « dans l'exercice gratuit de leurs fonctions », Fay de Sathonay justifia ce principe : les « écoles catholiques » reçoivent les élèves gratuitement, d'abord parce que la plupart appartiennent « à une classe peu fortunée », ensuite parce qu'en « exigeant des uns une rétribution dont les autres seraient exempts, il résulterait de cette distinction un sujet

¹⁹⁰ A. N., F17 78108, Rapport de G. de Mussy, 3 mai 1810.

¹⁹¹ G. RIGAULT, *L'Institut restauré*, IV, p. 221-226, 266-269.

mutuel d'orgueil et d'humiliation »¹⁹². Au passif de la société lasallienne, la malveillance des fonctionnaires n'inscrivit pas seulement cette question de la gratuité; elle suspecta ses relations avec les Pères de la Foi et avec les foyers royalistes. Le duc de Rovigo et Bigot de Préameneu firent entreprendre des enquêtes. Mais, sous l'influence de Say, de Gérando, d'Ampère, le gouvernement évita d'entraver le développement de l'enseignement primaire.

La situation dans la région lyonnaise s'améliorait. Le préfet du Rhône signala, en décembre 1810, la présence à Lyon de trente écoles primaires réunissant plus de quatre mille externes; beaucoup sont tenues « par les frères de la Doctrine chrétienne ». Le baron de Vauxonne, interrogé une fois de plus, reproduisit sa lettre du 29 août 1808 sur les effectifs: les neuf écoles lyonnaises reçoivent près de 1 500 enfants gratuitement¹⁹³. Le sous-préfet de Villefranche mentionne qu'il n'existe qu'une école chrétienne dans son arrondissement, établie à Villefranche; les trois frères abritent deux cents externes dans un modeste local; « il faut la grâce du métier pour n'être pas incommodé de l'air méphitique que l'on y respire ». Saint-Symphorien-sur-Coise désire depuis longtemps une école, car les deux instituteurs laïques instruisent quatre-vingts élèves. D'une écriture maladroite, le maire de Morancé demanda s'il devait faire inscrire son instituteur: il « n'enseigne qu'en hiver; il a alors vingt ou trente élèves; quand vient l'été, il ne lui en reste presque point » et lui-même aide sa famille à l'agriculture; s'il doit prendre un diplôme, il faut le mettre « au nombre de ceux de la plus basse classe, pour lui éviter des frais »¹⁹⁴. A la Guillotière, « plusieurs personnes recommandables » proposèrent au maire, en octobre 1810, de créer une école de Charité; le curé présenta deux frères et en mars 1811, l'école débuta avec 128 élèves. Le comte de Bondy dressa le tableau récapitulatif: il atteignait plus de deux cents écoles pour le département¹⁹⁵.

La législation accrut sans cesse la surveillance administrative. Le décret du 15 novembre 1811 réduisit le programme des écoles primaires à la lecture, l'écriture, l'arithmétique; il interdit aux frères de dépasser le niveau le plus humble des connaissances et de recréer des institutions à orientation professionnelle. Le maire, comme le préfet, pouvait s'immiscer dans les détails de la vie administrative. En 1814, soixante-neuf frères instruisaient 2 140 écoliers à Lyon, Trévoux, Villefranche. Vingt-deux, pour 1 500 élèves, s'étaient établis à Rive-de-Gier, Saint-Etienne, Saint-Chamond. D'autres exerçaient à Condrieu, Annonay, Valence... L'Empereur prétendait les diriger selon ses vues et l'existence de l'Institut dans l'Université s'avérait difficile. Quant aux autres instituteurs, ils végétaient et la fin de l'Empire ne vit pas s'ouvrir d'écoles communales nouvelles. L'enquête de 1819 révèle la lenteur des progrès: 170 écoles pour 122 communes dans l'arrondissement de Lyon, 138 pour 126 communes dans celui de Villefranche. Au total, 80 commu-

¹⁹² A. N., F17 12453, Lettres de Fesch et de Fontanes, déc. 1810.

¹⁹³ A. D. R., 26K 17, Lettre du préfet, 12 déc. 1810; T 9, Lettre du maire, 21 mai 1811.

¹⁹⁴ *Ib.*, T 9, Lettre du sous-préfet de Villefr., 31 mai 1811; T 16, Corresp. du 27 juil. au 8 oct. 1810.

¹⁹⁵ *Ib.*, T 8, Situation des écoles du Rhône, 5 juin 1811.

nes ne possèdent pas encore d'écoles primaires et doivent se contenter de Briançonnais ¹⁹⁶.

L'enseignement primaire masculin vécut un peu en marge de l'Université avec le concours des notables et de l'archevêque. Cette indépendance prévalut davantage pour l'enseignement féminin. Chaptal et Fourcroy, par nécessité, laissèrent les communes organiser cette partie de l'enseignement. La municipalité lyonnaise se hâta de profiter de la tolérance gouvernementale. Dès le Concordat, les congrégations enseignantes se ranimèrent et, dès août 1802, les écoles communales de filles étaient prévues. En octobre, un arrêté consulaire autorisa les « sœurs dites de la Charité » à se consacrer à l'instruction des pauvres filles; un arrêté municipal de février 1803 confia les écoles lyonnaises aux sœurs qui se rassemblèrent au Petit Collège ¹⁹⁷.

Leur activité alla croissant. En 1807, l'arrondissement de Lyon comptait vingt-quatre institutrices accueillant 1 600 filles; les sœurs dirigeaient à Lyon deux ateliers de couture et dix écoles organisées sur le même type que celles des Lasalliens. Dans le département du Rhône, quatre d'entre elles instruisaient à Villefranche 220 jeunes filles; d'autres exerçaient à Ampuis, Mornant, Saint-Laurent d'Agnay... Dans la Loire, elles avaient essaimé à Saint-Chamond, Saint-Jodard, Saint-Germain-Laval...; dans l'Ain, à Trévoux, ce qui représentait vingt-deux établissements, cent cinquante sœurs et quarante-deux novices ¹⁹⁸. Les autres communes étaient inégalement pourvues : trois ex-Visitandines à Neuville, deux ex-religieuses à Saint-Symphorien-sur-Coise, soit, pour l'arrondissement de Villefranche, onze écoles fréquentées par cinq cents élèves ¹⁹⁹.

Le décret de 1808 resta muet sur l'enseignement féminin. Napoléon admettait l'initiative privée quand il n'était pas en mesure de créer et de s'imposer. Il songea peut-être à unifier cet enseignement en une sorte d'Université féminine, mais il n'attachait pas une extrême urgence à ce projet. Le clergé et les autorités municipales continuèrent donc d'ouvrir des écoles féminines. Le curé de la Guillotière le fit en 1810, Fontanes l'approuva. Le maire exerçait sa surveillance administrative sur l'école, contrôlait le budget, décidait l'admission des élèves indigentes ²⁰⁰. Chaque rapport relatif à l'enseignement consacrait quelques lignes à cette question... Le sous-préfet de Villefranche se renseigna sur l'établissement des sœurs Saint-Charles existant à Annecy. « On attend avec impatience, écrivait le comte de Bondy, le résultat des travaux du Conseil d'Etat et la décision de Sa Majesté pour les institutions relatives aux filles ²⁰¹. » Les maires appelaient volontiers les « sœurs des Ecoles chrétiennes de l'enfance » et les habitants considéraient leurs écoles « comme essentielles à la conservation des bonnes mœurs ». Leur maison principale et leur noviciat, installés dans

¹⁹⁶ *Ib.*, T 14 et T 16, Enquêtes de 1819.

¹⁹⁷ *Ib.*, T 4, Etat de toutes les écoles primaires tenues au compte de la commune, 13 oct. 1807.

¹⁹⁸ A. N., F19 466, Congrég. des Sœurs chrétiennes de St-Charles, 30 nov. 1807.

¹⁹⁹ A. D. R., T 4, Etat des écoles primaires communales, 1807.

²⁰⁰ A. D. R., T 91, Budget de l'école gratuite des filles de la Guillotière, 1811; lettres des 4 et 17 nov., 4 déc. 1812; lettre de la Supérieure gén., 18 déc. 1812.

²⁰¹ A. N., F1 CIII, Rhône 5, C. R. du 1^{er} trimestre 1811 (31 août 1811).

le bâtiment des Bleues célestes, abritaient soixante-dix-sept religieuses en 1813 ²⁰².

Des maisons d'éducation particulières les secondaient. A Lyon, dix-neuf institutions recevaient 544 élèves et soixante-quatre écoles, plus de 700 élèves. Les programmes variaient. Dans les premières, on enseignait les principes catholiques, la grammaire, le calcul, l'histoire, les ouvrages d'aiguille, parfois « les arts agréables ». Les secondes formaient surtout de jeunes ouvrières. Les unes et les autres étaient tenues par des sœurs, des veuves, des célibataires âgées. Les Ursulines disposaient d'un pensionnat important, bien équipé, où elles enseignaient la mythologie, l'art épistolaire, la broderie. La banlieue lyonnaise en possédait dix à la Croix-Rousse, une à Vaise, une à la Guillotière, une à Ecully. Les communes du département bénéficièrent aussi de ces initiatives : des institutrices « de mœurs simples et douces » dirigeaient un internat ou une école, les Visitandines et les Ursulines exerçaient à Neuville et à Villefranche. A Saint-Martin-en-Haut, dès 1800, l'abbé Animé organisa une institution de jeunes filles. A Saint-Symphorien-sur-Coise, les Ursulines rachetèrent leur monastère pour ouvrir « une institution servant à former gratuitement les jeunes filles de la classe indigente aux bonnes mœurs, aux vertus chrétiennes et aux devoirs de leur état ». Elles se chargeaient aussi de « l'éducation des demoiselles ». Au total, 110 maisons d'éducation dans le département, 600 pensionnaires et 1 200 externes ²⁰³.

Le niveau intellectuel restait très bas. Dans le canton de Saint-Laurent-de-Chamoussel, à Souzy, le tiers des habitants sait lire, le sixième sait écrire; dans celui de l'Arbresle, le maire de Nuelles signale à grand renfort de fautes d'orthographe et d'entorses à la syntaxe qu'un paysan sur quinze peut lire et « bien mal écrire ». Le maire d'Anse se plaint de la « nullité absolue des enfants de la campagne » ²⁰⁴. La crédulité demeurerait étendue : des escrocs en abusaient et extorquaient de l'argent en donnant aux conscrits l'assurance que des procédés magiques leur feraient tirer un numéro éloigné ²⁰⁵. A Lyon, la police luttait contre un préjugé qui aboutissait au détournement de mineures, et à la propagation des maladies vénériennes ²⁰⁶.



La chute de l'Empire ne détruisit pas l'édifice scolaire lentement reconstruit au lendemain des orages révolutionnaires. Le frère Gerbaud espéra, en affirmant son loyalisme monarchique, secouer la tutelle universitaire. Mais Louis XVIII était « seulement remonté sur le trône de Bonaparte », comme l'écrit Joseph de Maistre. A l'égard des congrégations, les maximes gallicanes et les procédés bureaucratiques ne disparurent point. Le roi recueillit en succession l'Université, les ordonnances

²⁰² A. D. R., V 258, Sœurs St-Charles, 1806-1813.

²⁰³ A. N., F1 C III, Rhône 5, C. R. du 2^e trimestre 1812; A. D. R., V 257, Etat des communautés religieuses de femmes.

²⁰⁴ A. D. R., M, Enquête sociale de Champagny, 1807; Lettre du maire d'Anse au préfet au sujet des foires, 30 nov. 1808.

²⁰⁵ *Ib.*, 2 K 12, f^o 152; Arrêté du 18 janv. 1809 relatif aux escroqueries en matière de conscription.

²⁰⁶ A. N., F7 8484, Rapport du 2 brumaire an XI au préfet (24 oct. 1802).

la maintinrent et Fontanes conserva son poste. Les frères n'échappèrent pas au contrôle de l'autorité académique. Le personnel demeura, Nompère de Champagny, aussi bien que Béranger. Le maire André d'Albon conduisit en juillet, à Fourvière, la duchesse d'Orléans au pensionnat de l'abbé Caille, fondé en 1791, et la duchesse d'Angoulême se rendit à la Bibliothèque du lycée en août. Les traditions se perpétuaient. Les panégyriques changeaient seulement de destinataire. Idt prononça l'éloge des victimes royales et reçut la décoration du lys. Selon l'inspecteur Béranger, depuis que les lycéens ne marchaient plus au pas de charge, ils avaient « un maintien plus décent et, à l'église, un air de recueillement et de piété, présage d'une révolution heureuse dans les mœurs »²⁰⁷. A la distribution des prix, le professeur de rhétorique célébra le retour de Louis XVIII, qui avait réjoui « le Turc comme le chrétien » et soulevé des chants d'allégresse, « dans les mosquées de Constantinople comme dans les églises de Paris ». Le comte d'Albon condamna l'éducation qui préparait des soldats au lieu de former des hommes, des chrétiens et des Français. Le recteur exalta « la fête du plus sage des rois » et annonça que les meilleurs élèves arboreraient le lys. Or, en juillet, Fontanes avait appris que des lycéens refusaient de porter la cocarde blanche²⁰⁸.

Le lycée presque désert fonctionnait sans changements notables. Une pétition des pères de famille rappela qu'il n'avait « produit ni bons Français, ni Athéniens » et que les Lyonnais l'avaient abandonné; « c'est au sein des campagnes, dans les petites villes qu'ils avaient été chercher des instituteurs et des maîtres, affranchis par leur isolement, de l'influence des principes et des règles modernes ». Le Conseil général se déclara pour « le rétablissement de nos anciennes institutions », et critiqua le système napoléonien. On ne peut attendre de bons résultats, de professeurs même éclairés, « distraits de leur emploi pénible et fastidieux par lui-même, par des soins de famille, des liaisons dans la société, des motifs d'intérêt ou d'ambition personnelle. Les corps religieux et les corps religieux seuls nous présentent des individus qui réunissent tous les avantages sans aucun de ces inconvénients »²⁰⁹.

Cette démarche provoqua une réaction. Un mémoire montra que l'éducation du lycée était « aussi religieuse qu'avant 1789, aussi solide et plus appropriée aux besoins de la société, et plus économique ». La législation universitaire place la religion à la base de l'instruction, les élèves pratiquent régulièrement et, dans les grandes fêtes, un grand nombre s'approchent de la Table sainte, bien que ce ne soit pas une obligation; l'instruction comprend l'étude des langues latine et française d'une part, les mathématiques utiles pour l'administration publique et le commerce habituel de la vie d'autre part. « Le lycée de Lyon forme à la fois des littérateurs distingués et de bons mathématiciens. » La pédagogie impériale a su garder aux sciences et à la littérature française le rang qu'elles méritent, elle a banni les excès optimistes de la période directoriale et a cherché à développer la puissance d'attention, qui conduit à la concentration des pensées, puis à la méditation et à la contemplation. L'échec du lycée n'est pas imputable aux professeurs.

²⁰⁷ *Annales lyonnaises*, 20 août 1814.

²⁰⁸ A. N., F17 H 3116, Lettre de FONTANES au ministre de l'Intérieur, 28 juil. 1814.

²⁰⁹ A. D. R., N, Cons. gén., Registre 7. Rapport du 29 oct. 1814.

L'Université employa de préférence des célibataires, nomma des « prêtres savants et pieux » à la tête des collèges de Villefranche, Roanne, Montbrison, Saint-Chamond, Belley, Nantua... Elle ne pouvait chasser les professeurs mariés du lycée de Lyon en raison de la pénurie de candidats. Les corps religieux ramèneraient les querelles théologiques d'autrefois. « Rappellera-t-on des marais glacés du Nord, les débris d'une société célèbre qui a disparu du sol français depuis cinquante ans ? » Il vaut mieux maintenir le lycée, ouvrir un deuxième collège, protéger les petits séminaires... ²¹⁰.

Malgré ce plaidoyer, l'ordonnance du 17 février 1815 priva Lyon de son Université et, « après l'horrible catastrophe des Cent-Jours », les facultés des lettres et des sciences disparurent ²¹¹. Les compromissions bonapartistes fournirent l'occasion de renouveler une partie du personnel. En septembre 1815, l'abbé Roman devint recteur : c'était l'ancien supérieur du collège de Lyon. La chaîne des temps se renouait et la société lyonnaise avait le sentiment d'avoir triomphé de l'emprise napoléonienne. La municipalité avait subventionné l'Institut des frères, les sœurs Saint-Charles, les écoles de Molard et de Maria Cosway ; elle avait lésiné pour le lycée. La bourgeoisie avait boudé l'Université et soutenu les initiatives privées et les petits séminaires. Elle manifestait ainsi son sens de l'autonomie, son penchant pour les cours à destination locale, sa participation au renouveau spiritaliste.

²¹⁰ *Ib.*, T3, Réflexions sur le rapport adopté par le Conseil du départ. dans la session de 1814 relativement à l'Instr. publ.

²¹¹ *Ib.*, T 293, Note sur le rétablissement à Lyon des facultés des sciences et lettres... (s. d.).

La renaissance spiritualiste

Le conflit des idées se manifesta, sous le Consulat et l'Empire, dans la plupart des disciplines. Les sciences paraissaient servir de rempart au jacobinisme, et ceux qui détestaient la Révolution répudiaient généralement le rationalisme du XVIII^e siècle et le considéraient comme responsable de la catastrophe. De là, une certaine dualité dans la pensée : on reconnaît les héritiers de l'encyclopédisme, on pressent les tenants de la tradition spiritualiste. Certains intellectuels, rejetés de la politique active par le despotisme impérial, n'agissant plus, glissèrent vers le dogmatisme; leurs théories évoluèrent dans un monde abstrait où rien ne limitait leurs développements. Mais les difficultés économiques, l'étude des techniques, les recherches consacrées aux sciences, la participation aux foyers d'opposition inclinèrent les autres vers des méditations plus positives.

1. LE POSITIVISME EXPERIMENTAL

La production scientifique délaissa l'abstraction mathématique pour les sciences appliquées ou les sciences de la nature. Certes, Lyon comptait encore des mathématiciens comme Clerc, Roux, Vouty... Mais leurs mémoires traitent des problèmes pratiques, tels que les nouvelles mesures ou le système des prêts à intérêt¹. De même, les physiciens entreprirent des expériences en vue d'une utilisation directe. Comprenant quelle portée l'électricité pouvait avoir dans les sciences et l'industrie, déplorant la lenteur des Français à s'engager dans cette voie, Bonaparte invita Volta en 1801 à démontrer, devant l'*Athénée*, l'identité du fluide galvanique et du courant électrique. Le savant italien analysa les travaux de Franklin, de Galvani, de William Nicholson sur l'électrolyse; son disciple belge Etienne Robertson discuta les conclusions des physiciens allemands². Granier, de Treffort, fabriqua une machine mue par la vapeur produisant un mouvement de rotation; Guillemet lut à l'Académie, en 1813, une communication proposant d'améliorer l'éclairage des appartements³.

¹ M. PETIT, C. R. des travaux de l'Acad., 1805 (*Almanach*, 1806, p. 154).

² *Journal de Lyon*, 7 et 9 nivôse an X (28 et 30 déc. 1801).

³ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, 1839, II, 230.

Le plus actif du groupe, Mollet, lui aussi, se laissa entraîner par les tendances locales et étudia « L'influence des sciences sur le commerce et les arts ». Mais il consacra le plus clair de son activité aux questions qui passionnaient alors les savants. Il s'intéressa à l'électricité voltaïque et à tout ce qui touche l'atmosphère : il rédigea un *Mémoire sur la météorologie*, publia une *Etude du ciel, ou connaissance des phénomènes astronomiques, mise à la portée de tout le monde*. Il insista, en 1803, pour qu'on rétablisse l'Observatoire de la Trinité détruit pendant le siège, restauration riche de promesses. « L'homme à petites idées ne voit d'utile que ce qui peut lui apporter immédiatement des bénéfices. Celui dont l'intelligence est plus vaste, embrasse des rapports plus éloignés et sait que le commerce profite et s'agrandit par tous les genres de connaissances. » La réparation se termina sous Louis XVIII seulement ⁴...

Mollet se préoccupa de « la manière dont la vapeur d'eau existe dans l'atmosphère » et affirma : « L'évaporation est causée par la force expansive des molécules de la vapeur aqueuse à mesure que l'air est dilaté ⁵. » C'est l'écho attardé des principes métaphysiques qui, jusqu'à Lavoisier, gouvernèrent la physico-chimie. Un problème voisin l'intrigua pendant tout l'Empire : l'inflammation de matières combustibles par compression de l'air. En 1804, Eynard et Gensoul réalisèrent les premiers essais. Un artiste lyonnais construisit une pompe foulante : l'amadou prenait feu quand le piston était poussé avec vigueur. Mollet expliqua ce phénomène par la présence d'un « feu libre » entre les parties constituantes de l'air. Petit pensait qu'il s'agissait d'une oxydation métallique qui ne se produisait pas avec un appareil de bois. Saissy prétendit que l'étincelle était liée à la nature du gaz comprimé : l'oxygène était nécessaire. On refit l'expérience avec de l'azote, de l'hydrogène, du gaz carbonique... Mollet conclut, en 1812, que l'oxygène contenait plus de calorique interposé que les autres gaz. L'Académie proposa, en 1814, comme sujet de prix : « L'altération, la compression, la dilatation des gaz. » En attendant une interprétation satisfaisante, un fondeur livra au commerce des briquets pneumatiques ⁶. Dans un important traité d'*Hydraulique physique*, Mollet étudia les fluides à l'état de repos ou de mouvement et développa les principes de l'encyclopédiste Charles Bossut et de l'ingénieur Prony ⁷.

Des recherches tendaient à préciser celles de Lavoisier, dont la diffusion s'opérait lentement. A la veille de la Révolution, Lavoisier avait contesté la croyance au « phlogistique de Stahl » et montré que la calcination et la combustion se justifient par l'action de l'oxygène. Il fut combattu par Fourcroy, Berthollet et Guyton de Morveau. Il restait à faire admettre et à répandre toute son œuvre : mécanisme de la respiration, notion expérimentale, et non plus métaphysique, d'élément, loi de la conservation de la matière... François Tissier n'abandonnait

⁴ B. du LUT, *J. Mollet* (A. H. S. R., 1828, IX, p. 307-308).

⁵ J. MOLLET, *Importance de la météorologie* (1802, in-8°, 24 p.).

⁶ J. MOLLET, *Mémoire sur deux faits nouv.* : l'inflammation des matières combustibles et l'apparition d'une vive lumière obtenues par la seule compression de l'air (1804, in-8°, 31 p.). — J.-A. SAISSY, *Mémoire* dans lequel l'on essaie de prouver que la lumière, qu'on dégage des corps fluides, n'est due qu'à la présence du gaz oxygène (A. A. L., 26 nov. 1811, f° 220-233).

⁷ J. MOLLET, *Hydraulique physique*... (Lyon, Ballanche, 1809, 482 p.).

pas encore la notion de phlogistique. Mais la thèse d'un pharmacien, soutenue devant Mollet, Roux, Mouton-Fontenille, explicite l'analyse de l'eau réalisée par Lavoisier, Monge et Biot; elle démontre le rôle de l'acide carbonique dans la puissance végétale, de l'oxygène dans la combustion et la vie : « Une grande partie de la chaleur animale est due à l'absorption de l'oxygène inspiré⁸. »

Les Lyonnais se sentaient attirés à la fois par les problèmes relatifs à la vie et par les investigations indispensables à leur économie. Leurs travaux se circonscrivent dans un secteur embrassant les sciences naturelles, la médecine, la géographie, mais aussi l'urbanisme, l'hygiène, la thérapeutique. Il est frappant de voir combien l'étude du milieu, les moyens d'alimentation en eau, le traitement par l'hydrothérapie comptèrent de chercheurs. Les besoins en combustible ou en pierre de taille, la nécessité de connaître le régime des fleuves poussèrent à examiner le « règne minéral » : Grogner prospecta la mine de manganèse de Romanèche, en Beaujolais; le comte de Laizer discuta l'opinion des vulcanistes et des neptunistes à propos de la chaîne des Puys; Dulac de la Tour explora les « cavernes druidiques » du canton de Monastier, que le grenadier La Tour d'Auvergne avait signalées en 1798⁹. Dulac et Faujas de Saint-Fond entreprirent une « excursion lithologique » dans le Velay et le Vivarais en 1809, l'architecte Louis Flachéron se rendit dans le bas Bugey pour inspecter les carrières de Villebois, le choin de Fay, près de Peyrieu, que les Romains avaient utilisé pour des édifices lyonnais¹⁰. Leymerie et Fournet étudièrent le bassin houiller de Sainte-Paule, près du Bois d'Oingt, la structure du Mont d'Or, la marche de la grêle dans la région. Une houillère de Rive-de-Gier ayant pris feu, l'Académie délégua Tabard et Mollet pour élaborer un rapport sur la nature du charbon et l'inflammation spontanée des pyrites¹¹.

Certains naturalistes parvinrent ainsi à amorcer une science géologique et même géographique. Jean-Marie Lapierre, qui professa à l'Ecole centrale de Roanne, adressa à l'Académie de Lyon, en 1802, plusieurs mémoires sur la morphologie. L'un décrit la structure de la montagne Saint-Clément, près Tarare : il constate le phénomène de kaolinisation dans les granits et mentionne la présence de schistes houillers. Ses observations ont d'autant plus de mérite que l'analyse scientifique des roches n'existait pas encore : l'ouvrage de l'abbé Haüy, le premier grand traité de cristallographie, paraissait à ce moment. Aussi, Lapierre emploie-t-il toujours la nomenclature binaire latine que Linné avait introduite, sans raison, dans le règne minéral¹².

Henri du Lac de la Tour d'Aurec, fils d'un conseiller du roi, rassembla de nombreuses indications sur le Forez, la valeur de ses eaux minérales, les routes et surtout les mines. Alors que son prédécesseur Alléon-Dulac répétait à propos du charbon la définition de l'*Encyclopédie*, Henri du Lac discute les affirmations de « l'immortel Faujas », du Saxon Kair de Blumenstein, dont le fils fut un grand métallurgiste, et repousse l'idée selon laquelle la houille résulterait de l'enfouissement

⁸ F.-G. PELLETIER, *De l'eau* (Lyon, Kindelem, 1811).

⁹ F.-Z. COLLOMBET, Grogner (*R. D. L.*, 1837, VI, p. 386-391).

¹⁰ L. FLACHERON, *Mémoire sur la pierre-de-choin de Fay* (Lyon, Barret, s. d., in-8°, 8 p.).

¹¹ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, 243.

¹² Cl. ROUX, *Un manuscrit géologique du naturaliste roannais Lapierre...* (Charlieu, Charpin, 1909, in-8°, 8 p.).

des forêts, de dépôts d'êtres vivants, d'un amas de végétaux, comme Buffon, Chaptal, Valmont de Bomare le prétendaient. Du Lac soutient que « notre sol est l'ouvrage de l'eau » et que le charbon est un composé de vase, de sel et de soufre ¹³.

A l'occasion d'un concours académique, Jean-Marie Morel, l'auteur de la *Théorie des jardins*, lut en 1804 un aperçu « sur la théorie des eaux fluantes, appliquée au cours du Rhône ». On s'inquiétait alors des atterrissements qui risquaient de déplacer le cours vers l'est. Morel montre qu'ils se forment lorsque la rive présente des angles qui détournent le courant et ralentissent la vitesse; il énonce les lois de l'hydrographie, de la migration des méandres, de l'alluvionnement, examine l'évolution des rivières en fonction de leur « point de stabilité » — leur profil d'équilibre —, démontre que la digue de la Tête d'Or est inutile et que le fleuve ne peut s'écarter dans la plaine. Il retrace ensuite le déplacement des confluent du Rhône et de la Saône depuis les Terreaux jusqu'à Perrache ¹⁴.

Dans le même ordre d'idées, l'alimentation en eau de l'agglomération suscita des recherches de la part des médecins, des géographes, des urbanistes. Pétetin affirma que l'eau du Rhône était préférable à celle des puits, presque toujours altérée de sels terreux, de substances minérales et d'éléments nocifs. La *Société de pharmacie* confirma son point de vue. Artaud reprit les travaux de Guillaume Delorme sur les aqueducs romains, un « artiste » proposa une machine pour élever le liquide du fleuve jusqu'aux différents quartiers, un ingénieur étudia le bassin de la Saône et les ressources qu'il pouvait fournir ¹⁵. Ainsi, la géographie naissait à la fois de la statistique et de la géologie, des soucis économiques et du goût pour les sciences naturelles.

Le *Journal de Lyon* lui accorda de substantiels articles. En 1813, il commenta la publication de Georges Cuvier : *Recherches sur les ossements fossiles de quadrupèdes*, dans laquelle le savant entend concilier les données de la Science avec les versets de la Genèse. La géologie, jusqu'à Saussure, est restée dans le domaine de l'abstraction et des chimères, disait le journaliste. L'Allemand Abraham Werner, un des créateurs de la minéralogie, éprouva des difficultés à distinguer les terrains secondaires. Cuvier et Brongniart comptèrent les couches du Bassin parisien, dégagèrent une méthodologie et classèrent les sédimentations d'après les fossiles. Cuvier croit pouvoir en tirer des conclusions relatives à l'apparition de l'homme sur la terre et sur la formation du globe. Il prétend, « avec MM. Deluc et Dolomieu », que la terre a été victime d'une révolution il y a 6 000 ans, qui a fait disparaître les pays habités. Plusieurs créations auraient succédé à plusieurs déluges. Cuvier dépeint des espèces disparues, d'après l'inspection d'ossements créant ainsi une science nouvelle, la paléontologie. Le *Journal de Lyon* se montre circonspect devant ces « vues hypothétiques ». Néanmoins, l'ampleur de l'article atteste l'intérêt que ces dé-

¹³ A. DULAC, *Mémoires*, 1795, II, p. 3. — DULAC de la TOUR, *Précis... de la Loire*, 1807, p. XIII, 18, 37, 48.

¹⁴ J.-M. MOREL, *Mémoire sur la théorie des eaux fluantes...* (A. H. S. R., I, 1825, p. 441-466).

¹⁵ Cl. GIRAULT, *Mémoire sur les noms et la source de la Saône* (Paris, Sajou, 1812, in-8°, 26 p.). — DEMIÈGE, *Mémoire sur le bassin de la Saône...* (F. C., ms., in-f°, 10 p.).

couvertes suscitaient¹⁶. Alors que les mathématiques, qui occupaient une large place dans les programmes scolaires, ne passionnaient plus le public, les sciences de la nature, pleines de nouveautés, n'appartenaient pas à l'enseignement mais intriguaient les hommes cultivés.

Raymond complétait les travaux de Charles Du Fay et préférait « la méthode newtonienne, c'est-à-dire expérimentale, à tous les systèmes contemplatifs des théoriciens et des nomenclateurs » : il rédigea une notice sur la décomposition du fromage de Gruyère sous l'action des rayons solaires et réunit une documentation sur la nature du lait. Jacques Hénon, professeur d'anatomie à l'Ecole vétérinaire, se spécialisa en ornithologie, son collègue Grogner, fidèle aux méthodes de Buffon, étudia les phénomènes digestifs chez le cheval et les avantages de l'incubation du clavier pour soustraire les moutons à l'épizootie¹⁷.

En botanique, c'est le nom de Gilibert qui s'imposait. Il poursuivit l'œuvre de Linné et, comme ce savant l'avait fait pour la Suède, Gilibert, secondé par Mme Lortet, décrivit, selon les principes linnéens, les plantes régionales dans un *Calendrier de flore*¹⁸. A l'Académie, il présenta une rétrospective de sa spécialité et énuméra ceux qui avaient contribué à ses progrès, tels que Saissy et Jean-Baptiste Balbis. Il proposa un plan de travail qui fait songer à la statistique : rassembler les substances, décrire le climat et le cadre physique de la province. Il insista sur l'utilité de ces recherches : la région lyonnaise peut produire des arbustes coloniaux, fournir la terre à foulon, révéler des filons miniers. Le Jardin botanique fut pour lui un champ d'observations. Dessiné par Morel sur les pentes de la Croix-Rousse, il contenait en 1801 deux mille plants choisis parmi « les espèces indigènes et exotiques les plus intéressantes pour la curiosité et les arts ». Il comprenait aussi une pépinière et une serre chaude abritant « les plantes rares transmises par le Jardin national »¹⁹.

Le Conseil municipal discernait surtout dans cette création un but intéressé : elle lui apparaissait comme « un établissement de première nécessité pour Lyon, non seulement pour la culture de cette science utile à l'agriculture et aux arts, mais encore pour former d'habiles dessinateurs de fabrique qui ne peuvent imprimer aux étoffes de Lyon un caractère de nouveauté... que par l'imitation des formes variées et des couleurs des végétaux, tant indigènes qu'exotiques ». Le jardin permet de naturaliser plusieurs espèces « propres à la teinture et de les avoir sous la main pour les éprouver. C'est de cette combinaison que dépendent la restauration et le succès des manufactures ». Les conditions naturelles encouragent cette initiative : le sol de la Déserte, la température, l'exposition rendent possible la culture, « sans le secours du feu », de plantes qui « sous d'autres climats de la France, et notamment du Jardin national de Paris, ne peuvent l'être que dans des serres chaudes »²⁰.

¹⁶ *Journal de Lyon*, 28 févr. 1814.

¹⁷ L.-P. BÉRENGER, *C. R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. 10, 33 ; — A. MARTIN, *C. R. des Travaux de l'Acad.*, 1811, p. 18, 21, 23.

¹⁸ A. MAGNIN, Les Lortet, botanistes lyonn. (*Ann. Soc. Botan. Lyon*, 1912, XXXVII, p. 29-109).

¹⁹ M. de VOLEINE, Monographies lyonn. I, Jardin des Plantes (F. G., n° 44).

²⁰ A. D. R., T 272, Lettre au Président du Cons. gén., 15 floréal an XI (5 mai 1803).

Le préfet loua le clos de la Déserte. Le Jardin fut placé sous la surveillance du maire, assisté d'un Conseil où siégeait Cayre et où Gilibert garda seulement une voix consultative. Un Italien, Nicodémi, reçut la direction du Jardin. Grâce à ses relations, il porta le nombre des plantes à trois mille environ ²¹.

Gilibert perdait sa prépondérance en ce domaine. Le ministre de l'Intérieur le déplora. Le préfet se défendit de tout ostracisme à l'égard du savant et lui confia la présidence des opérations de classification. En fait, Nicodémi assura le travail. En 1803, il regagna Milan et Gilibert reprit sa place. En 1808, l'abbé Dejean le relaya. Le plan d'aménagement prévu par l'architecte Alexandre Brongniart ne reçut pas d'exécution, mais le jardin était suffisant pour attirer les médecins, les herbolistes, les artistes et « aurait pu servir de modèle à l'Europe entière en raison de sa noble simplicité » ²². Quelques années plus tard, une pétition dénonça la négligence et la tyrannie de Gaspard Dejean. « Les dessinateurs, cette classe d'hommes aussi précieux par leurs talents qu'utiles pour nos manufacturiers, qui ont mis à contribution l'univers afin de rendre la nature sur leurs beaux ouvrages, ne peuvent plus venir la consulter, dans cet établissement, depuis que l'ancienne administration a été renversée ²³. » La remise en état était achevée quand Michelet visita Lyon; il admira beaucoup ce qu'il appelle un « Colisée végétal » servant de « musée pour les dessinateurs » ²⁴.

Gilibert disposait aussi d'une bibliothèque, du cabinet renfermant les collections et, à partir de 1803, de la pépinière départementale installée jusqu'alors au monastère des Deux Amants, à Vaise. Sous le Consulat, la bibliothèque comprenait *Les Quadrupèdes*, de Lacépède, *Les Oiseaux*, de Buffon, *La Botanique*, de Lamarck, *La Dendrologie*, de Duhamel Dumonceau... En 1801, Chaptal signala l'intérêt de la *Description des plantes*, de Ventenat, et adressa le *Traité de Minéralogie*, de Haüy. Les collections étaient considérables; les inventaires de celles de Pestalozzi et de Soubry occupent chacun 12 pages. Gilibert obtint l'autorisation d'acquérir, à condition d'avancer l'argent, l'herbier de la Tourette, ainsi que les notes et les lettres qui y étaient jointes. Selon Verninac, le cabinet était particulièrement riche pour le règne végétal — ce qui ne surprend point, étant donné les goûts de Gilibert —, mais il lui fallait encore « quelques quadrupèdes exotiques, cent serpents de plus, deux centuries d'insectes exotiques, quelques poissons des Indes... ». En l'an X, un lot de papillons et d'oiseaux fut envoyé de Paris ²⁵... Bientôt, il fallut libérer le bâtiment Saint-Pierre. Les militaires occupaient celui de la Déserte. Une fois de plus, une longue correspondance s'engagea pour découvrir un abri aux collections. Gilibert put enfin les transférer dans un pavillon proche du Jardin. En 1816, le comte de Fargues constata que le Cabinet d'histoire naturelle

²¹ *Ib.*, T 272, Lettre du Conseil d'Administration du Jardin... au cit. préfet, 19 fructidor an XI (6 sept. 1803); Réponse du préfet, 12 vendémiaire an XII (5 oct. 1803).

²² *Ib.*, T 272, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Rhône, 1^{er} juil. 1809.

²³ *Ib.*, T 272, Pétition au préfet du Rhône, 1815; réponse du maire au préfet 14 déc. 1815.

²⁴ J. MICHELET, *Journal de voyage de 1839* (*R. D. L.*, 1924, p. 53).

²⁵ A. D. R., I L 1072 : Catalogue du Cabinet d'Hist. nat. par Gilibert, 21 ventôse an VIII (12 mars 1800).

se trouvait « dans un état affreux de dégradation », et il nomma un fidèle linnéen, Mouton-Fontenille, à la direction ²⁶.

Les sciences de la vie progressèrent aussi grâce aux praticiens. La *Société de médecine* coordonna leurs observations. Elle possédait une bibliothèque, se réunissait deux fois par mois, accordait des prix qui se rapportaient à l'hygiène et à la thérapeutique. Elle publiait les *Actes de la Société* et les éloges prononcés en l'honneur des membres disparus ²⁷. Ainsi, en 1809, elle entendit les communications de Claude Balme sur les affections contagieuses, de Grogner sur les effets médicaux du laurier-rose, de Cartier sur l'altération de la sensibilité physique ²⁸... En 1809 se fonda la *Société de pharmacie et sciences utiles de Lyon* qui se proposait de perfectionner l'art pharmaceutique, les sciences accessoires considérées sous le rapport de l'art et de l'industrie, les applications de la chimie, de l'histoire naturelle à la médecine et aux manufactures. Elle remplaçait la corporation des marchands maîtres apothicaires, dont les statuts dataient d'Henri III. Elle discuta de physique, de chimie, d'histoire naturelle, voire d'urbanisme, et analysa, par exemple, les eaux fournies par les fontaines publiques de Lyon et de ses faubourgs ²⁹.

L'activité médicale s'épanouit dans de multiples directions. Jean-Simon Thénance étudia l'apoplexie et Gaspard Girard au moment de la délivrance de l'Impératrice, la ligature du cordon ombilical ³⁰. L'ancien maire Vitet publia plusieurs ouvrages qui comparent les traitements anciens et modernes, Biessy se spécialisa dans la médecine légale ³¹. L'hydrothérapie passionnait toujours ³². Antoine Ozanam, le père de Frédéric, s'orienta, à la suite de la lecture de Sydenham, vers l'étude des épidémies. Fils d'un notaire de Chalamont, neveu du mathématicien Jacques Ozanam, il fit ses études classiques au collège de Bourg où il fut le condisciple de Michaud, l'historien des Croisades. Après avoir suivi les cours de philosophie au séminaire Saint-Irénée en 1790, il entra dans l'enregistrement. Il participa à la campagne d'Arcole, puis épousa la fille d'un soyeux, d'une piété mystique et d'une inépuisable charité. En 1809, il partit à Milan, où son beau-frère Petit l'encouragea à entreprendre ses études médicales. Il soutint sa thèse à l'Université de Pavie. En 1811, il obtint une médaille de la *Société de Médecine de Lyon* pour son mémoire sur les maladies organiques des viscères du bas-ventre. En 1812, il examina la doctrine du médecin italien Jean Rasori, qui avait heurté les vieux médecins en se faisant l'interprète des

²⁶ *Ib.*, T 272, Arrêté préfectoral du 27 oct. 1803. — Corresp. du 24 germinal an XI (14 avril 1803) au 4 prairial an XI (24 mai 1803).

²⁷ A. D. R., T 304, Soc. de médecine de Lyon.

²⁸ C. BALME, *P.-V. de la séance publ. et C. R. de la Soc. de médecine* (Lyon, Kindelem, 1810, in-8°, 73 p.).

²⁹ A. D. R., T 301, Etat des Soc. sav., litt., scientif. du départ. du Rhône, 1845.

³⁰ C. R. des travaux de la Soc. de médecine, 1807, p. 33, 65. — G. GIRARD, *Observations relatives à la ligature du cordon ombilical* (Lyon, Ballanche, 1812, in-8°, 24 p.).

³¹ J. BIESSY : *Aperçu général... sur la médecine légale* (Lyon, Kindelem, 1810, 77 p.).

³² S.-F. DITTMAR, *Prospectus pour la formation d'une Cie d'actionn., relative à l'établissement des eaux minérales à Lyon* (Lyon, Ballanche, an XIII, in-4°. 18 p.).

théories sur l'incitabilité³³. Selon des vues chères à l'école lyonnaise, Cartier précisa les rapports entre la réceptivité physique et la sensibilité morale. Les hommes lui paraissent affaiblis depuis le XVIII^e siècle en raison des nouveaux genres de vie et de la Révolution qui a excité les passions violentes. « La sensibilité n'est pas ce feu physique et intermittent qui s'exhale en vapeurs, mais cette douce et constante chaleur de l'âme. » Les médecins s'inquiétaient des conséquences qu'impliquaient les brusques changements intervenus dans l'existence quotidienne³⁴.

Le problème des relations du corps et de l'esprit inspira des travaux originaux. Piestre fit connaître la doctrine de la phrénologie que lançait Franz Gall et Jacques Pétetin délimita le rôle « du fluide électrique dans les affections nerveuses »³⁵. Il communiqua à l'Académie un mémoire sur le tempérament lyonnais qu'il qualifia, selon les termes de l'humorisme de Galien, de sanguin et de pituiteux. Le Lyonnais, disait-il, supporte le travail avec constance, il penche plus du côté de la lenteur que de la vivacité. Cependant, il ne répugne pas aux exercices violents, pourvu qu'ils soient de peu de durée. Ses sens ne sont pas faciles à émouvoir; l'amour ou l'appât de l'argent ont besoin de l'aiguillonner. Crédule, il ne devient rusé que par l'effet du commerce. « L'intérêt anime plus son imagination pour les arts que l'amour de la gloire ne le fait pour les ouvrages de littérature. » Quant aux Lyonnaises, Pétetin loue leur fraîcheur, leur talent, leur bienfaisance, mais regrette la fréquence de leurs malaises : « Une vie trop sédentaire, une nourriture peut-être trop abondante, l'abus des végétaux, des fruits, des sucreries, une boisson entièrement aqueuse les disposent de bonne heure à des maladies, communes du reste à toutes les femmes des grandes villes, et qui se sont encore accrues depuis qu'elles ont adopté la mode de se vêtir légèrement sous un ciel qui n'est pas celui de la Grèce³⁶. »

Les médecins se préoccupaient beaucoup de l'influence du climat urbain sur la santé et des liaisons entre les maladies et le milieu géographique. Martin montra que, selon les vues de Montesquieu, le négoce incitait les Lyonnais à mépriser les honneurs, les dignités, les distinctions sociales. Les gens d'affaires ne conçoivent que la richesse comme signe de supériorité. Chacun peut y parvenir par le travail et l'économie³⁷. Desgautière écrivit une *Topographie médicale du Mont-Cenis* et deux médecins, François Bellay et Brion, dressèrent une véritable *Météorologie médicale*. Né près de Bourg, Bellay avait appris la médecine à Lyon et soutenu sa thèse à Valence en 1790. Après ses premiers essais à Chalamont, il se fixa à Lyon où il publia de nombreuses observations dans les journaux médicaux. Il combattit contre la Convention et dut s'enfuir aux armées. Rentré à Lyon en 1798, il fonda avec Brion un journal d'hygiène qui dura cinq ans, à la cadence de trois exemplaires par mois. Portant une épigraphe de Montaigne, il étudiait les maladies

³³ F. LEVRAT, Notice hist. sur J.A.F. Ozanam (*R. D. L.*, 1838, VII, p. 467-477).

³⁴ L. CARTIER, *Mémoire sur les causes qui rendent communes les maladies nerveuses* (in L.-P. BÉRENGER, C. R. des travaux de l'Acad., 1809, p. 49).

³⁵ J.-L. PIESTRE, *Observations psychologiques et physiognomoniques sur la nouv. doctrine du professeur Gall*. (Lyon, 1802, in-8°, 36 p.); J. PETETIN, *Nouv. mécanisme de l'électricité fondé sur les lois de l'équilibre...*, Lyon, 1802.

³⁶ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, p. 421-422.

³⁷ MARTIN Aîné, *Réflexions sur l'esprit public de Lyon*, 1800 (A. A. L.).

les plus fréquentes, dénonçait les vices de la police médicale et indiquait les observations météorologiques. Bellay estimait que l'homme ne peut se soustraire à l'influence du fluide ambiant qui agit par son humidité ou sa force, déterminant le plaisir ou la souffrance. Quand le *Conservateur de la Santé* disparut, en 1804, il publia à la fin de chaque année, jusqu'en 1813, une petite brochure contenant des remarques sur la climatologie appliquée à la médecine³⁸. Delorme composa un essai à la fois géographique et médical sur la Dombes. Après avoir décrit le pays, il cite les ressources principales. Les bourgades vivent de l'industrie : Trévoux de l'affinage d'or, Montluel d'une manufacture autrefois d'indiennes, maintenant de coton... La dernière partie de l'ouvrage se rapporte aux affections les plus communes, en particulier aux fameuses fièvres liées à l'humidité générale. Delorme envisage les remèdes possibles : augmenter la profondeur des étangs, les convertir en prairies artificielles, assujettir les maisons à des règles d'hygiène... Abordant les problèmes d'économie, il conseille d'aménager un canal de l'Ain à la Saône, la grande Mademoiselle avait promis sa réalisation, Joseph de Cardon, seigneur de Sandrans, présenta le projet à l'Assemblée constituante, Napoléon devrait le faire exécuter³⁹.

Les progrès les plus décisifs concernent la vaccination. Au lendemain de la découverte de Jenner, le duc de la Rochefoucauld et Thouret ouvrirent une souscription pour établir un Comité central de vaccine. Les médecins lyonnais participèrent au mouvement : Etienne Martin commença ses expériences sur des enfants et publia un rapport « sur les avantages de l'inoculation »⁴⁰. Bellay et Brion furent les véritables apôtres de cette mesure préventive. Dans leur journal et par voie d'affiche, ils signalèrent les méfaits de la variole qui détruit le quatorzième du genre humain. Certaines épidémies sévissent sur quarante pour cent de la population, et deux tiers des malades meurent. A Rheims, en 1800, sept cents enfants furent contaminés, cinq cents mortellement; or il en naît mille par an. A Mornant, l'année suivante, il est disparu en un trimestre autant de personnes qu'en une année normale. Il convient de vacciner. A Paris, la dernière épidémie a épargné des centaines d'enfants qui avaient été inoculés⁴¹.

Il fallait vaincre les préventions populaires. En 1804, une Société se créa pour la propagation de la vaccine. En 1808, le préfet décida que les Bureaux de bienfaisance n'accorderaient des secours qu'à ceux qui auraient soumis leurs enfants à la vaccination. L'entrée des lycées et des écoles secondaires était interdite à ceux qui n'étaient pas immunisés, et Herbouville étendit l'interdiction aux écoles primaires. A la rentrée de 1810, le recteur Nompère de Champagny reçut cette consigne du Grand Maître : « Grâce au puissant génie qui nous gouverne, le fléau de la petite vérole doit disparaître du sol français. » Désormais, sous

³⁸ Le *Conservateur de la Santé...* par MM. Brion et Bellay, Lyon, Aîné, 10 ventôse an VII-30 pluviôse an XII (28 févr. 1799-20 févr. 1804).

³⁹ DELORME, *Topographie médicale de l'arrondissement communal de Trévoux* (Bourg, Bottier, 1811, in-8°).

⁴⁰ P.-E. MARTIN, *Rapport sur la vaccine faite au nom de la Commission nommée par la Soc. de médecine de Lyon* (Lyon, Reyman, 1801, in-8°, 48 p.).

⁴¹ M. H. L., *Adresse aux habitants du Rhône sur l'importance et la nécessité de la vaccine*, 30 nivôse an XI (20 janv. 1803).

peine d'exclusion, tous les enfants d'âge scolaire doivent être vaccinés ⁴². Le préfet Bondy installa un Comité de vaccine qui devait se réunir une fois par trimestre. Il chargea Brion et Bellay de dresser le bilan des expériences de vaccination ⁴³.

Le plus curieux, c'est que la propagation de la vaccine fut moins rapide à la ville qu'à la campagne, où cependant les bons médecins étaient rares. « Il existe un désordre affreux dans nos contrées depuis que la liberté a été décrétée concernant l'art de la médecine, disait un adjoint. Les hommes les plus bruts l'exercent : épiciers, cordonniers, coquetiers, cultivateurs. » Le métier de sage-femme n'attirait pas : celle du canton de Beaujeu se plaignait de gagner peu à cause des indigentes qui ne la rétribuaient pas ⁴⁴. A deux reprises, on tenta en 1803, et en 1809, de reconstituer le Bureau des nourrices pour empêcher toute spéculation de la part des messagers et des aubergistes, et réduire les contagions microbiennes ⁴⁵. Les hospices de Tarare, du Bois d'Oingt, d'Anse..., végétaient, leurs biens ayant été séquestrés pendant la Révolution. Le seul succès résida en la diffusion de la Jennérienne. Le Comité, aidé par les curés, procéda à de nombreuses vaccinations et organisa des réunions de propagande. Des résistances continuaient à se manifester. Mais, dans l'ensemble, l'inoculation se généralisait. La mortalité infantile baissa ⁴⁶.

Le royaliste Hyde de Neuville participa à cette œuvre. Après le complot de Cadoudal, il se rendit aux eaux de Charbonnières pour rétablir sa santé compromise par une réclusion forcée. Au cours de sa cure, il fit connaissance de la famille Valesque, qui habitait au château de Couzon-au-Mont-d'Or. Ils échafaudèrent, de concert, un plan de sécurité, et, au printemps 1805, s'installa à Couzon un certain docteur Rolland. Les vigneron, les carriers, les bateliers qui transportaient à Lyon la pierre ocre, accordèrent leur confiance au nouveau médecin qui, pour répondre à leur attente, se mit à étudier la vaccine. Les clients arrivèrent en foule. La notoriété du pseudo-médecin parvint jusqu'au préfet qui invita le maire à lui indiquer le nom « du respectable citoyen qui avait si puissamment contribué à faire jouir la commune de Couzon des bienfaits de la nouvelle méthode ». Alors que le ministre de la Police alertait les maréchaussées et recherchait le conspirateur, Herbouville songeait à le décorer. Le fugitif crut prudent de gagner la Suisse ⁴⁷.

Les chirurgiens se montrèrent, eux aussi, soucieux de créations pratiques et charitables. Cartier, chirurgien major de l'Hôtel-Dieu, exposa, en 1803, au début de son cours, sa méthode opératoire; il déconseille une trop grande célérité; selon une loi constante de l'économie animale, la nature ne fait pas de sauts et les sensations doivent se succéder par gradations insensibles. Une douleur vive est dangereuse

⁴² A. D. R., T 351, Actes des autorités 30 avril 1808; T1, Lettre du Gr. Maître au Recteur, 12 sept. 1810.

⁴³ P. BELLAY, Séance publ. du Comité de vaccine de Lyon (Lyon, Ballanche, 1812, in-8°, 30 p.).

⁴⁴ A. D. R., Z 22, Lettre de l'adjoint de Saint-Loup, 1816; — Corresp. de Beaujeu, 1807.

⁴⁵ *Journal de Lyon*, 6 janv. 1810.

⁴⁶ D. PACOUD, *Notice hist. sur la propagation de la vaccine dans le départ. de l'Ain de 1808 à 1839* (Bourg, Bottier, 1840, in-8°, 31 p.); — *Journal de Lyon*, 25 janv. 1810.

⁴⁷ H. de NEUVILLE, *Mémoires et Souvenirs* (3 vol., 1888-1892).

comme toutes les sensations portées à l'excès. Le geste doit être franc et mesuré. Des imprévus surgissent : quand on opère un calcul de vessie, un resserrement spasmodique peut se produire; une incision se révèle souvent trop longue parce que l'organe se contracte quand on le sectionne. Ce ne sont pas seulement les connaissances anatomiques qui doivent guider, mais aussi un certain tact. L'opérateur doit suivre les réactions psychologiques de son patient. Le chirurgien de Marie-Thérèse, Pierre Dionis, insiste sur cette atmosphère de bienveillance. Cartier rappelle enfin que Lyon a toujours compté d'habiles chirurgiens. « L'étude de cet art bienfaisant éprouve aujourd'hui quelque ralentissement et peut-être une défaveur funeste. » Le préfet rassura l'auditoire sur l'avenir de l'école : il voyait dans « le talent des chirurgiens de Lyon le fruit de la philanthropie des Lyonnais »⁴⁸.

Chaque spécialiste s'efforçait d'améliorer une technique. Gilbert Montain étudia les affections oculaires. Dans son traité, il souligne l'importance de l'œil, décrit l'organe en utilisant les travaux de Haller, Dumas, Richerand, analyse les causes de la cataracte en dégagant l'influence du milieu. Les mouvements impétueux de l'âme agissent aussi : une forte émotion peut se répercuter sur la vue. Plusieurs procédés permettent l'opération : on peut recourir à l'ophtalmostat, on peut utiliser une aiguille. Guérin, de Lyon, a créé un instrument spécial, Frédéric Montain, le frère de l'auteur, opère avec des lances... Divers moyens s'offrent donc au praticien⁴⁹.

D'autres Lyonnais s'intéressèrent à l'appareillage. Thénance inventa un forceps à branches unies par une charnière⁵⁰. Petit offrit, en 1808, à l'Académie une « têterelle mammiforme » pour servir à l'allaitement artificiel des enfants⁵¹. Martin jeune présenta en 1810 un mamelon en caoutchouc, que l'on adaptait quand le sein était peu saillant ou crevassé. Le *Journal de Lyon* consacra deux colonnes, en petits caractères, à cette invention qui provoqua une rivalité commerciale entre deux bandagistes⁵². Un opticien fabriqua des verres de lunette à double foyer, Pascal confectionna, en 1806, une sorte de davier propre à séparer les molaires, atteintes de carie, avec plus de facilité qu'avec les limes employées jusqu'alors⁵³. Le Bugiste Pierre-Joseph Blanchin, qui se forma à la Charité, soutint après sa captivité une thèse sur la physiognomonie, où il discute les vues de Lavater, de Pierre Camper et de Gall⁵⁴.

Le Bugey fournit plusieurs médecins fidèles aux principes vitalistes. Xavier Bichat, l'anatomiste de Thoirette, commença ses études à Lyon sous la direction de Cartier, avant de devenir le commensal de Desault. Avec Matthieu Brusson, médecin lyonnais, il élaborait un traité d'*Anatomie générale*. Son idée féconde consiste à rapporter les propriétés de l'organisme aux caractères élémentaires des tissus. Mais il conserve sa con-

⁴⁸ L.-V. CARTIER, *De l'esprit qui doit diriger le manuel des opérations de chirurgie* (Lyon, Cutty, 1803, in-4°, 18 p.).

⁴⁹ G. MONTAIN, *Traité de la cataracte* (Lyon, Maire, 1812, in-8°, xvi-127 p.).

⁵⁰ J.-S. THENANCE, *Nouveau forceps non croisé ou forceps du célèbre Levret, perfectionné en 1781* (Lyon, Ballanche, 1801, in-8°, 112 p.).

⁵¹ L.-P. BÉRENGER, *C.-R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. 47.

⁵² *Journal de Lyon*, 8 déc. 1810, 8, 15, 19 janv., 5 févr. 1811.

⁵³ PASCAL, *Observations sur les causes les plus fréquentes de la carie des dents*, 1810.

⁵⁴ J.-M. PICHARD, *Notice sur M. P.-J. Blanchin* (A. H. S. R., 1825, I, p. 417-420).

fiance dans la puissance vitale qu'il se contente de décentraliser. Les tissus possèdent une énergie, variable en intensité, sous des aspects physiques uniformes. La vie est le triomphe des forces vitales sur les résistances matérielles ⁵⁵.

Bichat orienta le clinicien Joseph Récamier. Né dans le manoir ducal de Rochefort, près de Belley, en 1774, il descendait d'une famille qui comptait déjà Brillat-Savarin. Son oncle, curé de Villebois, assura sa première instruction. Récamier fut ensuite condisciple de Richerand au collège de Belley, où il acquit une foi vive. Il ne voulut pas recueillir la charge paternelle de notaire et commença ses études médicales, toujours en compagnie de son ami Richerand. Bientôt atteint par la réquisition, le jeune étudiant fut affecté à l'armée des Alpes. Ce fut le début d'années glorieuses, mais difficiles. Devant les horreurs perpétrées en 1793 par la troupe chargée d'assiéger Lyon, il sollicita sa mutation à l'hôpital de Bourg-en-Bresse, où il rencontra son compatriote Bichat. En 1794, servant à Toulon, dans l'armée de mer, il fut capturé après d'héroïques combats par les marins de Nelson. Libéré, il travailla avec Dominique Larrey, puis paracheva sa formation à Lyon sous le Directoire. En 1797, il gagna Paris. Très vite, il devint le disciple favori de Pinel; Bichat le présenta au célèbre chirurgien Desault, et le jeune officier de santé ne tarda pas à être admis dans l'intimité de ses patrons. Avec Cyvoct, Richerand, Bichat, un groupe bugiste se constitua.

En 1800, il acheva sa thèse sur les hémorroïdes, et en 1806, il prit la direction de l'Hôtel-Dieu. Là, il provoqua la renaissance de la médecine, à une époque de scepticisme à l'égard de la thérapeutique. Son plus grand titre de gloire est d'avoir imaginé le traitement des grandes pyrexies par les bains froids, méthode audacieuse que l'on combattit. Sa ferme opposition à l'école physiologique le rangea, ainsi que Laënnec, dans la petite phalange anatomo-physiologique, pleine d'avenir. Il s'éleva contre les conseils de Broussais qui purgeait et saignait avec vigueur. Récamier, au contraire, s'employait à traiter en fonction de la cause. Dans la *Peau de chagrin*, Balzac le présente comme le type des vitalistes, imbu des théories de Van Helmont, alors que Broussais est l'illustre chef des matérialistes, et que Magendie est un pyrrhonien moqueur. Ses grandes découvertes se placent après 1815, et son rôle social se développa sous la Monarchie censitaire. Sa maison devint alors un véritable foyer catholique, où se rencontraient la belle Juliette, Ozanam, Falloux ⁵⁶...

Les médecins lyonnais surent tenir un heureux équilibre entre l'effort utilitaire et la recherche désintéressée, entre le dogmatisme et l'empirisme. Peut-être, le compromis fut-il facilité par le jeu de la double influence parisienne et montpelliéraine. Les frères Montain illustrent cette dualité. L'aîné passa sa thèse à Montpellier en 1805 sur « la méthode expectante appliquée à la chirurgie »; le second à Paris en 1808, sur « les maladies laiteuses ». En 1811, tous deux collaborèrent à la rédaction d'un *Traité de l'apoplexie*, où se mêlent les dogmes vitalistes et les doctrines organiciennes et mécanistes. Tandis que Frédéric Montain publiait un *Guide des bonnes mères*, en 1807, Gilbert

⁵⁵ X. BICHAT, *Anatomie générale appliquée à la physiologie et à la médecine* (Paris. Bresson, 1812, 4 vol., in-8°).

⁵⁶ L. SAUVE, *Le docteur Récamier, sa famille, ses amitiés* (Paris, Spes, 1938, in-8°, 252 p.).

consacrait des articles à la vaccination ⁵⁷. De même, Desgautière paraît ignorer le vitalisme, alors que Jean-Marie Viricel continua de se référer aux travaux de Winslow, de Haller et de Bordeu. Après avoir fréquenté l'Hôtel-Dieu de Lyon, suivi les cours de Desault, Viricel acheva sa formation à Montpellier où il avait dû s'enfuir en raison des soins qu'il avait prodigués aux blessés du siège. Lecteur d'Hippocrate, il pratiqua une médecine d'expectation et parvint à guérir des malades mentaux selon des méthodes qui s'apparentent à celles de Pinel. Le vitalisme constitue le fond de ses théories ⁵⁸. Il était professé à Montpellier par le Lyonnais Charles Dumas; poursuivant les études de Barthez, il exposa ses conceptions dans ses *Principes de physiologie*, ou *Introduction à la science expérimentale philosophique et médicale de l'homme vivant*. Etienne Sainte-Marie rappela en 1810 combien les étudiants lyonnais étaient heureux de se retrouver à Montpellier sous l'autorité de leur compatriote ⁵⁹. Ainsi, le monde scientifique lyonnais oscillait entre deux pôles : l'investigation minutieuse du cadre naturel, l'étude des relations entre l'âme et le corps humain.

2. ANDRE-MARIE AMPERE

Parmi les scientifiques lyonnais, André-Marie Ampère occupe une place éminente. Ses travaux et son enseignement gardent, comme ceux de Récamier, une allure un peu désordonnée due aux orages qui traversèrent sa destinée. En les retraçant, on a coutume de vanter la fécondité du malheur : il faut ajouter que seules les grandes âmes sont ennoblies par lui. Alors qu'il demeurait, au lendemain de l'an II, dans un état de prostration, le hasard mit sous ses yeux *Les lettres sur la botanique*, de Rousseau. Il avait déjà manifesté un penchant pour cette science et s'y adonna avec passion. Il partit pendant de longues heures dans la campagne, rechercha les plantes, déterminâ les noms. Ce fut un dérivatif. Il ne reprit pas ses études, mais son esprit voyageait et s'attachait aux questions les plus diverses. Il se livra à la poésie, songea à créer une langue universelle, voulut réaliser un cerf-volant susceptible de s'élever à plusieurs milliers de mètres, en vue de faire des observations scientifiques. Il se mit à traduire Horace, à apprendre le grec et fit preuve, au cours de cette convalescence morale, d'une activité extraordinaire, touchant à tout et n'achevant rien. Ce fut le réveil d'une intelligence ⁶⁰.

Une idylle à la façon d'*Hermann et Dorothee* vint interrompre ce nomadisme scientifique, qui resta une des caractéristiques de son génie. « Elevé dans une solitude presque entière, dit Ampère lui-même, l'étude et la lecture qui avaient fait si longtemps mes plus chères délices, me laissaient tomber dans une apathie que je n'avais jamais ressentie, et

⁵⁷ F. MONTAIN, *Aperçu sur le charlatanisme* (Lyon, Ballanche, in-8°, 8 p.).

⁵⁸ J.-M. VIRICEL, *Mémoire sur l'art de préparer les malades aux gr. opérations* (Lyon, 1799, in-8°, 80 p.).

⁵⁹ R. BIOT, *Opinions de médecins lyonn. du XIX^e s. sur la nature de la vie* (R. D. L., 1924, p. 467-477).

⁶⁰ L. MALLEZ, *A.-M. Ampère, d'ap. des doc. inédits* (Lyon, Camus, 1936, p. 16-17).

le cri de la nature répandait dans mon âme une inquiétude vague et insupportable. Un jour, je me promenais, après le coucher du soleil, le long d'un ruisseau solitaire... » La confiance se poursuit, sous le titre *Amorum*, rédigée d'une grosse écriture, sur les feuillets d'un vieux registre commercial, utilisé par le grand-père Sarcey pour ses comptes. André-Marie rencontra en 1796 Julie Carron, fille d'un soyeux, belle-sœur de Périsset. Dans ce milieu bourgeois, l'instruction, la finesse d'esprit, les goûts littéraires s'étaient développés. Des lectures sérieuses ou des jeux savants occupaient les soirées. On dissertait sur Richelieu, la *Princesse de Clèves* ou Mme de Sévigné; on écoutait les pensées de Cicéron; chacun composait des énigmes, des charades, des épîtres... Julie, qui avait ce charme si fréquent chez les prédisposés à la phthisie, avait vu soupirer pendant plus de trois ans le médecin Dumas, mais elle ne voulut pas quitter Lyon pour Montpellier. Malgré sa gaucherie, André-Marie parvint à conquérir cette jeune fille, beaucoup plus raisonnable que lui, au cours de ses visites répétées à la « petite maison blanche », au pied de la vieille tour de Saint-Germain-au-Mont d'Or ⁶¹...

En 1797, le mariage fut décidé, mais il fallait découvrir une situation au jeune insouciant. La famille songea tour à tour au métier d'agent de change, puis au négoce, et en arriva peu à peu à l'idée d'utiliser ses aptitudes scientifiques. Il quitta le havre de paix de Poleymieux pour donner des leçons d'algèbre, dans une dépendance de l'imprimerie Périsset. C'est alors qu'il se lia avec Barret, Ballanche, Beuchot, pénétra dans les sociétés savantes, organisa un cénacle d'intimes. Là on causait sciences, philosophie ou littérature; on lut à haute voix le *Traité élémentaire de chimie*, écrit par Lavoisier, dont la doctrine exerça sur l'esprit d'Ampère une puissante séduction.

Le ménage s'installa bientôt à Lyon et Ampère s'aménagea un laboratoire sommaire. Il restait avant tout un mathématicien et consacra son premier mémoire à l'égalité des polyèdres symétriques. En 1800, naquit Jean-Jacques et la jeune femme souffrit aussitôt d'une tumeur abdominale. Devant l'insuffisance de ses ressources, Ampère brigua une fonction dans une Ecole centrale. Un de ses élèves avait brillamment répondu à Monge venu à Lyon faire passer les examens de l'Ecole polytechnique. Jordan entreprit des démarches auprès de Cayre et de Carret. En février 1802, Ampère, nommé à l'Ecole centrale de Bourg, à la place de Tissier révoqué, quitta Lyon.

Le nouveau professeur de physique devint le collègue de Riboud qui enseignait la philosophie, de Mermet, professeur d'éloquence — un détroqué qui avait publié des *Lettres sur la musique moderne* et qui préparait ses *Leçons de belles-lettres* —, de Clerc, fils de paysan jurassien, élevé au séminaire. Ampère raconte, dans sa correspondance, la vie un peu étroite de ce milieu bressan, qui recherchait son équilibre après la Révolution ⁶². Dès l'inauguration de son cours, il manifeste ses tendances généralisatrices et son goût de classification. Il introduit dans son programme de physique, la chimie, la mécanique et l'astronomie, cite Newton et Lavoisier et cherche à rapprocher les spécialités scientifiques. Il évoque les progrès de l'esprit humain dans les siècles modernes

⁶¹ L. de LAUNAY, Les trois Ampère... II. Le mariage d'André-Marie (*R. D. M.*, 1924, XX, p. 786-821).

⁶² J. de LALANDE, *Tablettes chronologiques pour servir à l'hist. de Bourg et de la Bresse* (1764-1807, F. C. ms., in-12, 182 p.).

et distingue les propriétés de l'être matériel et les modifications de la substance intelligente. Trait particulier qui reparait souvent chez lui : les principes religieux le hantèrent sans arrêt et il pria sa femme de lui envoyer des lectures spirituelles. Il assista aux offices, mais sans recevoir les sacrements. « Les idées de Dieu, d'Eternité, dominaient parmi celles qui flottaient dans mon imagination, et, après bien des pensées et des réflexions singulières dont le détail serait trop long, je me suis déterminé à te demander le *Psautier français*, de Laharpe... et un livre d'*Heures* à ton choix. » Il remercia Dieu de l'avoir fait naître dans le sein du catholicisme et de l'avoir rappelé à Lui après ses égarements ⁶³.

Quand il le pouvait, il regagnait son foyer, souvent à pied pour économiser quelques sous. Il songeait à solliciter une place à Lyon. Mais au lieu d'achever son traité de physique, comme Marsil Périsse le lui conseillait, il se passionnait pour la chimie. Apprenant la création des lycées, il se remit aux mathématiques et, pour attirer l'attention sur lui, il rédigea les *Considérations sur la théorie mathématique du jeu*. Sa découverte relative au calcul des probabilités allait orienter son activité vers l'abstraction. Il voulait convaincre « tout homme impartial, que la passion du jeu conduit ceux qui s'y livrent à une ruine véritable ». Au lieu de compter sur le hasard, tous devraient voir dans les événements une « suite nécessaire de la combinaison des chances ». Il consulta Lalande et la *Société d'Emulation* de Bourg, qui venait de le recevoir. Selon Lalande, son mémoire montre, « par le calcul, combien les raisons qui font illusion aux joueurs sont frivoles et combien leurs calculs sont trompeurs » ; il détermine la probabilité selon laquelle « un joueur se trouvera ruiné après un certain nombre de parties, s'il joue à chacune une certaine portion de sa fortune ». Ampère, un peu déçu de ces remarques, redouta d'être accusé de vouloir détourner les naïfs de la loterie nationale ⁶⁴.

A la fois plein d'ardeur et bourrelé de scrupules, Ampère remania plusieurs fois son texte. Il interroge ses amis Roux et Clerc et écrit le 15 juin 1802 : « Mes nouvelles idées sur cette théorie m'ont mis dans le cas de la tout refondre. » Il veut la soumettre à l'*Athénée* de Lyon, puis remet son manuscrit à l'impression. La maladie de Julie exacerbait ses inquiétudes qui font penser à celles d'un Flaubert. Il surveillait l'édition de son traité de physique, continuait son cours de chimie, qui avait pour lui « plus d'attrait que tout le reste de la physique », il enseignait dans une pension privée... Survint un nouveau sujet d'ennui : Laplace avait présenté à l'Institut sa *Théorie mathématique du jeu*. Par une de ses distractions habituelles, Ampère avait commis une grosse erreur de calcul et l'avait répétée deux fois. Le voilà de nouveau corrigeant ses exemplaires ⁶⁵.

Delambre, élève de Lalande, inspecta à Bourg, en mars 1803, les classes d'Ampère et apprécia son talent. Ampère envoya à l'inspecteur, un mois plus tard, son *Mémoire sur le calcul des variations appliqué à la mécanique*, et lui en annonça un troisième sur l'intégration des équations différentielles. Delambre et Villar l'avaient entendu, à la *Société d'Emulation*, proposer l'application des formules d'Euler à la

⁶³ SAINTE-BEUVE, *Critiques*, 1837, V, p. 403-404.

⁶⁴ Arch. Soc. Emulation Ain, VI, n° 27 : Rapport du cit. Lalande sur le mémoire du cit. Ampère, 20 thermidor an X (8 août 1802).

⁶⁵ L. MALLEZ, A.-M. Ampère à Bourg (*Visages de l'Ain*, avril 1953, p. 30-37).

mécanique et compléter ainsi les travaux de Lagrange; une partie métaphysique accompagnait l'exposé des propriétés singulières de la courbe que Jacques Bernoulli avait désignée sous le nom de chaînette⁶⁶. A cette date, l'Ecole centrale disparaissait : Mermet et Clerc partirent à Moulins et ses communications valurent à Ampère, en avril 1803, sa nomination au lycée de Lyon. Elle précéda de peu la mort de Julie. Pour la seconde fois, le sort frappa Ampère dans ses affections les plus chères. Au moment où l'exil bressan s'achevait, commença l'agonie que le mari consigna dans son journal. Il reprit le chemin de l'église de Poleymieux où il n'était pas entré depuis douze ans et pénétra dans le confessionnal. Dernière joie qu'il accorda à Julie.

Ce passionné ne parvint jamais à guérir sa blessure. Sa correspondance intime, désormais, exprime une lamentation presque ininterrompue, un cri d'angoisse éplorée, un acte de soumission douloureuse à la volonté de Dieu. Après ce retour à la « divine lumière », Ampère étudia les bases du christianisme, les preuves de son origine et de la révélation. Il convertit Bredin, exerça une profonde action sur Barret et s'occupa « presque exclusivement de recherches sur les phénomènes variés, intéressants, que l'intelligence humaine offre à l'observateur soustrait à l'influence des habitudes ». Il prépara un mémoire sur la décomposition de la pensée; il voit en elle un ensemble de perceptions et d'idées, et distingue quatre facultés : percevoir, sentir, lier, vouloir; il s'efforce d'en donner les caractéristiques, de préciser les phénomènes physiologiques qui concourent à les produire, de délimiter leurs relations avec les sentiments et l'activité... et accorde une grande place à la notion de rapports. Il paraît s'éloigner des principes de Tracy et de Cabanis et préférer ceux de Maine de Biran, de Gérando, et même ceux de Kant.

Ampère ne passa guère plus d'un an au Lycée de Lyon. Dans son chagrin, il désirait quitter la ville et s'établir à Paris dans un commerce de produits chimiques ou comme maître de pension. Il envoya un nouveau mémoire à Delambre et à Lagrange, qui obtinrent pour leur protégé une place de répétiteur à l'Ecole polytechnique. Dans un article, Ampère expose ses conceptions sur l'enseignement : offrir à l'élève les rapports les plus faciles à saisir et suivre, entre le théorème et la conséquence extrême, toutes les vérités intermédiaires ne forment pas l'entendement. « Il ne s'agit pas tant de faire adopter les déductions déjà faites que de rendre l'esprit capable d'en faire de nouvelles. Le propre du génie est de franchir à cet égard d'immenses intervalles. » Lié à Maine de Biran, il développe des thèses qui s'apparentent à celles de l'essai sur *l'Influence de l'habitude*. Il insiste sur un phénomène complexe, qu'il appelle la « concrétion », et qui résulte de la réunion d'une sensation présente avec les images fournies par la réminiscence involontaire des sensations antérieures. Mais tout se mêle et tout se confond dans son ardeur effrénée. Il adresse encore, en décembre 1803, à la *Société d'Emulation de l'Ain*, un *Mémoire mathématique sur les Paraboles osculatrices* et, en février 1805, un *Mémoire sur les vitesses*

⁶⁶ Arch. Soc. Emul. Ain, V, n° 26; Résumé du Mémoire sur l'application des formules générales du calcul des variations aux problèmes de la mécanique, mars 1803. — A.-M. AMPÈRE, *Recherches sur l'application des formules...* (Paris, Baudoin, 1805, in-4°, 33 p.).

virtuelles, qui servait d'introduction à la mécanique analytique de Lagrange ⁶⁷.

Il se sentit isolé à Paris, où « tout le monde lui semblait dépourvu d'enthousiasme ». Il avait connu à Lyon une année d'exaltation religieuse pendant laquelle il avait œuvré avec ses amis Ballanche, Jordan, Gasparin, au sein d'une société de propagande catholique. Son retour à une piété active avait été d'ordre sentimental. C'était un impulsif. Il se croyait apaisé par la religion, mais sa culture scientifique et les nouvelles relations parisiennes ravivèrent ses tourments spirituels, qui rappellent ceux de Haller. Dès son arrivée à Paris, il fréquenta Cabanis, Tracy, le groupe d'Auteuil, peu apprécié de Napoléon. Sous leur influence, il ne rêva plus que « moi et non-moi » ; c'est peut-être là l'unique constante de sa vie : il aima toujours la philosophie, alors qu'il se lassa parfois des mathématiques et de la chimie. Ses amis lyonnais s'inquiétèrent de cette évolution. Bredin en fut affecté : « Il a l'orgueil de sonder les mystérieuses profondeurs de l'intelligence humaine. Autrefois, la civilisation l'intéressait en tant qu'elle devait perfectionner l'homme sous le rapport moral. A présent, il n'y voit que le développement des forces et des facultés, un moyen d'avancer les sciences, la liberté civile, l'indépendance des nations. » Et Ballanche d'ajouter : « Je sais que vous ne pouvez mettre de frein à votre cerveau. Cette idéologie ne fera-t-elle point quelque tort à vos sentiments religieux ⁶⁸ ? »

Attiré comme il l'était par les idées nouvelles, il ne s'occupa pas seulement de métaphysique, mais aussi de physiognomonie, des systèmes de Gall et de Lavater, du magnétisme et de la somnambulie. Comme le médecin Willermoz, il se cherchait lui-même. L'insatisfaction saisissait ces hommes du XVIII^e siècle. Ses lettres expriment sa mélancolie ; il vit dans un état d'apathie, « où l'âme ne sent presque plus qu'elle souffre, parce qu'elle ne se sent plus elle-même ». Il parle « de cette folle passion des sciences qui lui a fait tant de mal ». Ballanche voulut le faire revenir à Lyon, quand Gérando lui présenta une jeune fille. Une fois de plus, Ampère s'enthousiasma, comme il l'écrivit à Maine de Biran. Bredin manifesta, en avril 1806, sa surprise de voir son ami incliner vers un fatalisme sentimental : « Vous tendez singulièrement à regarder l'homme comme étant invinciblement poussé à telle ou telle détermination par son organisation, son tempérament... » Après s'être débattu dans des chicanes dignes du Cousin Pons, Ampère se remaria en présence de Champagny, ministre de l'Intérieur, de Laplace, de Jussieu... Il subit bientôt de durs outrages de la part de sa femme, et fit preuve d'une extrême patience, voire d'une incroyable naïveté. Pour ce cœur débordant de tendresse sans emploi, l'amour n'était que le besoin de s'attacher, le désir d'échapper à un sentiment douloureux de vacuité. Il avait la sensation d'être agi plutôt qu'agissant et se laissait conduire par des forces supérieures qu'il considérait comme la Providence ⁶⁹.

⁶⁷ Arch. Soc. Emulation Ain, III, n° 43 : Rapport sur le Mémoire sur les avantages qu'on peut retirer de la théorie des courbes..., janv. 1804 ; — II, n° 27 : Rapport sur le Mémoire relatif aux forces virtuelles, mai 1805.

⁶⁸ A.-M. AMPÈRE, *Corresp. et souvenirs*, I, p. 12, 14, 16, 17, 22.

⁶⁹ P.-S. BALLANCHE, *Eloge d'Ampère* (*Courrier de Lyon*, 29 juil. 1836).

Bientôt, il dut se séparer de sa femme mais ne renonça pas, pour cela, aux expériences sentimentales et, en 1811, une aventure énigmatique agite cet éternel passionné. Il avoue à Bredin qu'il redoute le calme. « Je ne sais vraiment s'il n'est pas pire que des peines cuisantes, mêlées à des agitations, des mouvements à se donner, des précautions à prendre, l'attente d'un mieux ou d'un plus grand mal. » Bien des accents romantiques parsèment cette correspondance. « Ecris-moi, Bredin ! Cherche à remplir par ton amitié le vide qu'y laisse une autre amitié trop tranquille, trop raisonnable pour me consoler... » Et dans une autre lettre : « Il me restait encore je ne sais quelle espérance vague de voir renaître pour moi des sentiments qui pussent encore me faire trouver du charme à l'existence. A présent, je n'en entrevois plus même la possibilité ⁷⁰. »

Les relations avec le groupe d'Auteuil l'avaient éloigné du christianisme. Son nouveau mariage malheureux, ses déceptions auprès de « la Constante Amitié » et de la « dame au portrait » le ramenèrent à la prière, mais sans éloigner les contradictions qu'il avait aperçues entre la religion et ses principes encyclopédistes. Bredin le constate en 1808 : « Le mot métaphysique arrive sur ses lèvres, voilà un tout autre homme. Il se met à me développer ses systèmes d'idéologie avec un entraînement incroyable, intarissable. Son enfant lui demande le nom d'une plante : aussitôt, il lui explique les systèmes de Tournefort et de Linné. » Ampère vécut ainsi dans un état d'exaltation. Il crut « voir avec évidence une force supérieure entraînant tous les événements de sa vie », et voulant « le ramener, comme malgré lui, à d'anciennes opinions religieuses ». Il hésite entre la gloire que lui procure sa science et la joie que lui apporterait une affection féminine. Il explique à Bredin sa situation, avoue ses tourments, reprend *l'Imitation de Jésus-Christ*. Au moment où les Bourbons regagnaient Paris, Ampère restait plongé dans une douleur qui le rendait insensible à ce qui se passait autour de lui ⁷¹.

C'est au milieu de ces agitations romantiques que ce pascalien poursuivit son œuvre scientifique. L'inquiétude marqua le sens de ses recherches. Même dans cette période, de 1806 à 1815, pendant laquelle il s'éloigna à nouveau du catholicisme, où il lui arriva de lancer, au grand scandale de ses amis, des boutades anti-religieuses, il conserva une véritable obsession pour le mysticisme. Il prie, se prosterne devant Dieu, relit Boehme, les Évangiles et les Prophètes, discute sans cesse de problèmes religieux avec ce janséniste qu'était Bredin ⁷².

Un dogme répugne entre autres à sa raison, celui de l'éternité des peines. Il partage ce doute avec Ballanche, dont la bonté native ne pouvait accepter l'idée de l'enfer. Quels que soient les crimes commis par un homme, quel que soit le fond de l'abjection auquel une âme soit parvenue durant sa vie terrestre, la damnation ne saurait être sans fin. La logique proteste. Il ne saurait y avoir commune mesure entre la faute finie et l'expiation infinie. La miséricorde divine interdit de concevoir un enfer éternel. Son spiritualisme, qui aspire douloureusement au christianisme perdu, reste donc chrétien. L'encyclopédisme

⁷⁰ L. de LAUNAY, *Le Grand Ampère*, p. 136-137.

⁷¹ F. PICAVET, *Les idéologues*, 1890, p. 473.

⁷² J. BUCHE, *Un conflit de conscience entre trois amis : Ampère, Ballanche et Bredin* (Lyon, Rey, 1913, 24 p.).

n'avait pas ébranlé sa foi. C'est sa générosité qui se révolta devant l'idée du châtiment absolu. Bredin lui fait remarquer en 1807 : « Tu trouves le beau moral exclusivement dans la sensibilité pourvu qu'elle soit exaltée et sans règle. Ton sentiment du beau n'est que l'enthousiasme de la passion. Tu es idolâtre du sentiment, tu méprises la raison. » Ampère accordait en effet la primauté aux voies de l'intuition.

Devenu professeur à l'Ecole polytechnique et inspecteur général, il sauvegarda quelques instants pour ses expériences physico-chimiques. Il enseignait les mathématiques, mais il ne savait résister à un désir intellectuel et suivait ses impulsions sans toujours les discipliner. Il négligea, comme Descartes, les mathématiques pour l'étude de la nature. Le renouvellement des sciences, au début du XIX^e siècle, suscita chaque jour, chez lui, avec un enthousiasme nouveau, une fièvre de recherches fructueuses. Sa première initiative chimique vraiment féconde se produisit en 1808 lorsque fut communiquée en France la découverte du potassium et du sodium par Humphry Davy. Les esprits demeuraient, malgré Lavoisier, imbus des vieilles idées sur le phlogistique. La plupart des chimistes, même les jeunes, comme Louis Thénard, affirmaient que la potasse était un corps simple. Ampère soutint Davy. Il joua encore un plus grand rôle dans la découverte du chlore, du fluor et de l'iode. Reprenant les expériences de Gay-Lussac et de Thénard, il démontra que l'hydrogène est le radical commun des acides muriatique et fluorique. On attribua à Davy le mérite d'avoir prouvé que le chlore est un corps simple. Il semble que la priorité revienne à Ampère qui, sans prudence, relata ses travaux dans sa correspondance avec le savant anglais. Comme le remarque Sainte-Beuve, Ampère resta indifférent à ce qu'il y a de personnel dans la gloire.

Ce fut encore le cas pour le principe dit d'Avogadro et d'Ampère, une des bases de la chimie moderne. Gay-Lussac avait constaté que les combinaisons s'opéraient selon des rapports simples. Depuis longtemps disciple de Bernoulli, Ampère croyait aux atomes avec une foi absolue. Il rapprocha la constatation de Gay-Lussac de la loi de Mariotte. Mais il fut troublé par divers événements; un essai de réconciliation avec sa femme, sa candidature à l'Institut, ses discussions métaphysiques avec Maine de Biran... La visite de Davy en 1813 le remit au travail, et il montra que la molécule n'était pas l'élément ultime et indivisible de la matière. Associant les vues de Descartes, la chimie de Lavoisier, la physique de Mariotte, la cristallographie d'Haüy, il chercha l'agencement des atomes dans la molécule. Il amorça, en même temps qu'Avogadro, qu'il ignorait, la stéréochimie et la théorie des combinaisons chimiques. Son esprit synthétique pouvait ainsi concilier les recherches mathématiques et chimiques. Il passait sans cesse de ses spéculations sur les différentielles à son mémoire de chimie, qu'il voulait publier pour ne pas se laisser distancer par Dalton. Il se plaignait à Bredin d'être condamné à travailler l'algèbre pour se présenter à l'Institut, et exposait à Ballanche son surcroît de besogne, ses souffrances personnelles que n'atténuaient pas ses succès. « Je ne trouve plus rien dans ma vie. Il vaut mieux souffrir et être agité et vivant que d'être dans cette situation ⁷³... »

⁷³ L. de LAUNAY, Les trois Ampère..., III, Les misères d'un homme de génie (R. D. M., 1924, XXI, p. 385-411).

Ce qui comptait, ce n'était ni les mathématiques qu'il professait, ni la chimie qui l'occupa sous l'Empire, ni la physique qu'il travailla sous la Restauration, mais la philosophie. Il la cultiva avec Royer-Collard, Georges et Frédéric Cuvier, Guizot, Fauriel... Le premier objet de la métaphysique est, pour Ampère, de démontrer la possibilité d'une science, la certitude de la connaissance, c'est-à-dire l'existence objective d'une physique. Par là, il se rapproche de Descartes qui, lui aussi, chercha avant tout, dans sa métaphysique, une base solide à sa physique. Il s'affirme également cartésien par la valeur qu'il attribue à la logique humaine, par sa foi dans le progrès dérivé de la science, progrès intellectuel et moral aussi bien que matériel. Mais il se rapproche de Pascal par son angoisse et son besoin de croire. « Le doute, écrit-il, est l'état le plus pénible pour l'intelligence, parce que Dieu a voulu que l'homme souffrit quand il s'écarte de la vérité, comme quand il s'écarte du devoir ⁷⁴. »

Il fallait à Ampère des affirmations, mais aussi des arguments. Il les fonda sur le critère d'évidence, ce qui suppose l'unité et la rigueur de la raison. La valeur absolue de la connaissance humaine constitue une évidence fondamentale, c'est l'axiome cartésien, qu'il a retenu de la lecture de *l'Eloge de Descartes*. Cette confiance justifie sa méthodologie. Chez lui, la théorie précède l'expérience et, par ce trait, il reste foncièrement mathématicien. Il pense que les idées et les sensations diffèrent peu d'un individu à l'autre et que, de ce fait, leur concordance est un signe de vérité. En science, il faut découvrir l'hypothèse la plus simple et la plus plausible, susceptible d'expliquer les faits observés, puis il faut la vérifier par tous les recoupements possibles. On la considère comme vraie tant qu'on n'a pas rencontré une observation de fait incompatible avec elle. L'hypothèse ne devient jamais une certitude. Mais plus l'expérience est répétée, plus cette probabilité se rapproche de la vérité. En religion, Ampère raisonne de même. Il retrouve sa croyance, par piétisme atavique ou par mysticisme sentimental, mais aussi par un effort conscient. Après ses douloureuses aventures, la foi lui paraît l'hypothèse la plus vraisemblable.

Les sceptiques nient la valeur de notre raison en alléguant les erreurs de nos sens et les limites de notre intelligence. Ampère répond en distinguant trois manières d'exister : le phénomène, le noumène, le rapport. Les phénomènes sont des sensations qui nous découvrent le sentiment du Moi, les noumènes sont les substances : la matière, cause de la sensation, l'âme, cause du Moi. Mais il existe aussi des relations entre les phénomènes. « C'est le rapport, qu'un acte intellectuel spécial découvre entre les choses, qui constitue l'universel, et l'idée générale est la trace laissée dans l'âme par cet acte intellectuel. » Nous ne pouvons, explique Ampère, prouver l'existence objective ni des phénomènes ni des substances. Au contraire, les rapports s'affirment indépendamment de nous. La causalité, l'étendue, le temps... sont admis du consentement universel. « La démonstration de la réalité objective se poursuit à travers les siècles. Il n'y a pas plus de raison pour contester l'existence de la matière que de l'âme. » « Nos sens ne nous trompent pas », dit-il encore : « C'est nous qui nous trompons en interprétant nos sensations. Alors que l'animal est purement sensitif, l'homme perçoit la notion du Moi. Quand il éprouve une sensation,

⁷⁴ L. de LAUNAY, *Le Grand Ampère*, p. 253.

il a conscience d'être autre que la cause de cette sensation. Le Moi dérive ainsi de sensations successives. »

Alors que les encyclopédistes n'envisageaient que l'instrument intellectuel (mémoire, raison, imagination), alors que Maine de Biran réhabilitait la volonté, Ampère étudia le fonctionnement de toutes les facultés, et en particulier analysa le mécanisme de l'intelligence dans son *Plan d'une histoire de l'intelligence humaine*. Il présente quatre systèmes d'ordre intellectuel : le sensitif ou l'acquisition par les sens, l'actif ou la recherche des causes par le déplacement de l'activité motrice; le comparatif ou l'établissement des relations par la réflexion; l'étiologique ou l'observation des effets produits par les causes. Ampère, à la fois naturaliste et physicien, appliquait, comme Locke, à la psychologie la méthode qui triomphait en science physique ⁷⁵.

Son idée de classification des sciences se rattache à la même philosophie. Il ne songeait pas à réaliser d'ingénieuses créations artificielles, mais à découvrir des vérités préexistantes, et à exprimer les rapports intimes des sciences. L'expression rigoureuse de ces relations permettra de nouvelles découvertes. Il songea toute sa vie à ce qu'il appelait une « mathésiologie ». Ce tempérament versatile, qui excella dans tous les genres d'activité intellectuelle, rêvait d'établir une vaste encyclopédie des connaissances humaines. Dès son installation à Bourg, il choisit ce sujet pour inaugurer sa chaire. Il consacre de nombreuses lettres à ces tableaux qu'il reprend sans cesse, avec un enthousiasme nouveau, après les avoir déclarés chaque fois définitifs. En chimie, il s'acharne à ranger les éléments dans un ordre méthodique, à montrer l'unité fondamentale des lois qui régissent les atomes. En physique, il ramène le magnétisme à l'électricité en supprimant une cloison factice. Il avait le goût de la synthèse classificatrice, mais aussi il croyait en l'unité du monde. Il l'exposa, dans le chemin de Poleymieux, un soir à Bredin, Jordan, Ambérieu, en commentant les découvertes de Cuvier. Il expliqua le système de l'univers, un autre jour, à Jordan et Gérando, pendant treize heures de suite...

Quand, en 1806, Ballanche chercha à faire revenir son ami à Lyon, il lui proposa une chaire au *Salon des Arts*, que Jordan projetait de créer. Ampère voulait, dans son cours, « embrasser toutes les sciences et en enseigner ce qui serait suffisant pour ne pas y être étranger, en saisir les faits généraux, en faire apercevoir les points de contact, donner ce qu'on pourrait appeler la philosophie ou la génération de toutes les sciences humaines ». Son plan concilie la synthèse et l'expérimentation, le concret et l'abstrait, la flexibilité de l'évolution biologique et le mécanisme de l'astronomie. Il prévoit une place pour les principes de chaque science, les résultats acquis, les hommes illustres qui perfectionnèrent chacune d'elles... Ampère les répartit en deux catégories, celles qui se rapportent à la matière, celles qui touchent à l'esprit : les premières concernent soit la matière inorganique, c'est-à-dire la cosmologie : mathématiques et physique, soit la matière organisée, c'est-à-dire la physiologie : histoire naturelle et médecine. Les secondes se subdivisent en noologie : philosophie, glossologie, littérature..., et en psychologie des groupements humains : ethnologie, politique... Ampère indique les applications dérivées de chaque science et l'ordre d'exposition. Ainsi, la physique comprend d'abord l'obser-

⁷⁵ SAINTE-BEUVE, *Portraits...*, I, p. 353-358.

vation des propriétés extérieures des corps, puis la chimie qui examine les combinaisons, ensuite l'étude des lois, enfin la recherche d'une interprétation générale de tous les phénomènes physiques... Ampère respecte donc l'unité de chaque science, mais facilite les progrès de chaque élément. Il est possible que cette idée de classer les connaissances ait été transmise par Ampère à Auguste Comte, élève de l'Ecole polytechnique en 1814. Leurs deux classifications cherchent à établir une continuité entre toutes les sciences, qu'elles s'appliquent à la matière, au monde organisé ou à l'homme. Elles rattachent les disciplines morales aux sciences naturelles et envisagent la physiologie comme une science sociale.

Un classement impose une langue pour éviter les périphrases. La création de termes a été une des préoccupations constantes d'Ampère. Ses efforts correspondaient à un besoin de simplification et d'unification. Dès 1795, il étudia la morphologie et la syntaxe de plusieurs langues et ébaucha une grammaire commune et un vocabulaire fondé sur les racines les plus courantes complétées par une série de terminaisons. Ce projet révèle les survivances d'idéologie dans la formation d'Ampère. Par sa puissante originalité, ce savant échappe à l'influence de son milieu social et de sa région d'origine. Néanmoins, l'inquiétude de son âme, son itinéraire spirituel si compliqué, ses tendances à la fois prépositivistes et mystiques montrent combien l'empreinte lyonnaise le marqua.

3. BALLANCHE ET SES AMIS

Parallèlement aux découvertes de la biologie, la philosophie s'efforça d'expliquer les phénomènes d'évolution. Alors que, jusque-là, elle s'était surtout occupée de l'essence des choses, elle essaya dès lors d'en saisir le déroulement. Elle voulut concilier ce qu'il y a d'irrationnel, d'imprévisible, de brutal dans les vicissitudes historiques avec la vieille confiance dans la raison, qui était un héritage du XVIII^e siècle.

Les francs-maçons semblaient susceptibles, d'après leurs préoccupations antérieures, de s'attacher à ce problème, comme le faisaient les idéologues du salon de Mme Helvétius. A Lyon, les survivants du mysticisme maçonnique ne parvinrent pas à ranimer l'activité des loges théosophiques. Willermoz accepta des charges publiques et ne tenta pas de restaurer la *Stricte Observance*. Il gardait son autorité dans les milieux templiers et, de différents points, on le consulta sur sa doctrine. A un de ses correspondants, il recommande d'invoquer Dieu pour permettre aux morts de gravir plus rapidement les degrés d'expiation. A un frère de Montpellier, il expose son point de vue sur l'éternité des peines; pour lui, Dieu a fixé un lieu d'exil, mais il ne peut maudire sans miséricorde.

Willermoz voulut bien dicter pour la *Triple Union* de Marseille un cours d'initiation maçonnique. Il présente son obédience comme une religion primitive qui parachève le christianisme. Il précise encore une fois les codes, le rituel, la hiérarchie, jusqu'à la couleur de la bavette des compagnons. Il aida aussi les loges d'Aix et d'Avignon et rédigea

un *Traité des deux natures, divine et humaine*, qui s'achève sur une paraphrase de la Cène, du jugement de Pilate, de la prière de Gethsémani ⁷⁶.

Dans le *Dialogue après la réception d'un frère*, Willermoz prescrit de chercher en soi la solution de tous les problèmes. Dans son essai *De l'existence de Dieu démontrée à la raison humaine*, il mêle les dogmes chrétiens et l'arithmosophie; pour connaître Dieu, il faut sonder la nature de l'homme, reflet du Créateur, mais il faut recourir aux révélations des nombres; et Willermoz reprend les considérations de Pasqually sur les chiffres, « signes représentatifs de la nature des êtres et des choses ». Il insiste sur le principe de liberté dans *Du libre arbitre de tous les Etres spirituels*. Malgré ce zèle de théoricien, Willermoz finit par céder devant le succès du conformisme maçonnique. Il avait d'abord été choqué du caractère officieux de la Franc-Maçonnerie impériale, mais il était de ces natures imaginatives qui restent, en dépit de l'expérience, incroyablement optimistes. Il annonça par une circulaire, en 1809, aux Chevaliers bienfaisants que les loges rectifiées acceptaient le protectorat de Cambacérès.

Un autre survivant, Magneval, maintint à Lyon la tradition de Cagliostro en la modifiant. Détrompés sur le sens moral du fondateur, ses disciples convinrent en 1801 que le nom de Grand Cophite « ne peut appartenir qu'à Jésus-Christ ». Mais ils persévérèrent dans sa doctrine, jugeant que « la vérité pouvait, comme les dons de la prêtrerie dans l'Eglise romaine, passer par des canaux impurs sans rien perdre de sa valeur ». Comme Willermoz, Magneval professa un catholicisme exalté. Il supputait la venue de l'Antéchrist: « Le monde devient bien mauvais et malheureusement jusqu'au moment qu'attendait le croyant Lavater, il ne tend qu'à devenir plus dépravé encore ⁷⁷. »

Ces convictions s'éloignaient de l'orthodoxie maçonnique. Elle souffrit aussi de la thèse du complot révolutionnaire lancée par Barruel. « Le nombre des francs-maçons martinistes, répondirent Maistre et Mounier qui se sont opposés aux progrès de l'anarchie, surpasse de beaucoup le nombre de ceux qui les ont favorisés ⁷⁸. » Néanmoins, l'offensive contre les sectes contribua à leur déclin. Or, le mysticisme demeurait à l'état latent dans les milieux lyonnais. Beaucoup s'entichaient de Pythagore; Platon paraissait le maître des illuminés... Non seulement on respirait ce parfum de naïveté, ce goût du mystère pour rompre avec la philosophie, mais ces rites et ces légendes concordaient avec la vogue du genre troubadour. Ce crypto-catholicisme soutint le mouvement préromantique; mais il échappa à la Franc-Maçonnerie.

Ainsi sous l'Empire, le courant maçonnique et mystique se disloqua. Les loges renaissantes fournissaient des distractions et des moyens de parvenir. Les mystiques se réfugièrent dans des groupes plus ou moins ésotériques et s'orientèrent vers une religiosité romantique. Le besoin d'infini, le contact immédiat avec l'au-delà, l'indocilité au frein d'une église, qui avaient caractérisé les loges lyonnaises, devinrent des

⁷⁶ A. JOLY, *Un mystique lyonn.*, 1938, p. 313-316.

⁷⁷ Lettres de Magneval à Sarazin, 4 mars, 13 juin 1801 (A. VIATTE, *Les sources...*, I, p. 216, 324-325).

⁷⁸ J. MOUNIER, *De l'infl. attribuée aux philosophes, aux fr.-maçons et aux illuminés sur la Révol. franc.*, 1801, p. 174.

composantes du romantisme. Les derniers martinistes ne se résignaient pas à l'échec du Congrès de Wilhelmsbad et cherchèrent à fonder un éclectisme s'accordant avec le catholicisme. Le disciple de Willermoz, Pont, recueillit l'adhésion des Illuminés d'Avignon et renoua avec les Alsaciens. Willermoz offrit à Charles de Hesse la succession de Ferdinand de Brunswick et l'hégémonie de toutes les loges mystiques en 1810. Le cénacle martiniste essaya de résister à l'emprise du Grand-Orient et se dégagait de l'occultisme.

La vague de mysticisme, s'éloignant de la Franc-Maçonnerie et des pratiques magiques, se rapprocha de la philosophie et de la littérature. Quelques personnalités, qui avaient connu le mouvement à sa naissance, le poussèrent dans cette voie de la rénovation. Joseph de Maistre orienta le martinisme vers le catholicisme. De 1793 à 1797, il vécut à Lausanne où il fréquenta beaucoup de Lyonnais et où il publia plusieurs opuscules qui préparent les *Considérations*. Son *Discours à la marquise de Costa*, en 1794, contient les germes de son système de réversibilité et d'ordre providentiel. En présence des catastrophes, il annonce, comme saint Augustin, la cité nouvelle ⁷⁹.

Pendant son exil, Maistre compléta ses expériences; il rencontra Mme Swetchine, Tourguéniev, Karamzine... et adapta le martinisme à l'Écriture. Se basant sur les paroles de saint Paul, il voit dans l'univers visible une image du monde spirituel. La Révolution lui apparaît comme divine et démoniaque à la fois. Elle est une expiation, car même le clergé a failli à sa tâche. « Les richesses, le luxe et la pente des esprits vers le relâchement avaient fait décliner ce grand corps. » Ce philosophe sarcastique et dogmatique, qui a le goût du paradoxe, croit que tout châtime purifie, même si des innocents tombent avec les coupables. La Terreur devint « le combat à outrance du christianisme et du philosophisme » ⁸⁰. Aussi cherche-t-il à dégager la culture française de Bacon, Locke et surtout Condillac. Il « inverse » le classicisme cartésien, comme dit Bréhier, substituant à une volonté raisonnable une pensée intuitive, souvent chargée de contradictions, imprégnée de croyances occultes ⁸¹. Il tend, comme Bonald, à l'étude de l'homme en société et à la création d'un art expérimental de gouverner, mais rien de moins systématique que sa réfutation de l'idéalisme de Rousseau et que la promotion d'une politique réaliste fondée sur une conscience plus aiguë de la nature de l'homme et de celle de la société. Selon l'illustre Savoyard, la liberté et l'autorité sont deux principes qui trouvent chacun dans l'existence de l'autre la garantie de leur conservation; seules sont durables les sociétés qui parviennent à les concilier. En définitive, ce « rigide néo-platonicien » se tint à égale distance de l'illuminisme et du scepticisme. Saint-Martin fut pour lui ce que Platon fut pour saint Augustin, un inspirateur fécond ⁸².

⁷⁹ G. GOYAU, La pensée religieuse de J. de Maistre, 1792-1821 (*R. D. M.*, 1921, II, p. 585-624).

⁸⁰ J. de MAISTRE, *Considérations sur la France*, 1796 (*Œuvres*, I, p. 21-22, 67-68).

⁸¹ G. DURAND, Portrait philosophique de Joseph de Maistre (*Cahiers Hist.*, 1956, III, p. 289-302).

⁸² P.-S. BALLANCHE, *Palingénésie*, 1827, I, p. 289; — SAINTE-BEUVE, *Portraits litt.*, 1843, II, p. 387-466.

Les deux aspects fondamentaux de la doctrine maïstrienne, pragmatisme et traditionalisme, paraissent dériver du milieu lyonnais. Pour la mise au point de ses écrits, Maïstre bénéficia du talent et des connaissances de Guy-Marie Deplace. Ce grammairien reprit en particulier le manuscrit *Du Pape*. La plume de Maïstre ne recule devant aucune inexactitude pourvu qu'elle fût éloquente. Deplace élimina les fautes de goût, rectifia les dates, vérifia les citations. Ainsi fut parachevée à Lyon la théorie sur l'origine théocratique des princes légitimes et l'infaillibilité du souverain pontife.

De nombreux rêveurs, qui avaient été en rapport avec les révolutionnaires, révisèrent leurs conceptions, abandonnèrent les mystères de l'occultisme et élaborèrent des traités philosophiques ou politiques, sous l'influence des expériences conventionnelles et des méditations de l'exil. Ils plaident la nécessité d'une théocratie, ne se confinent plus dans la contemplation de l'au-delà et exposent des doctrines à tendances sociales. Les émigrés travaillèrent à ce renouveau espérant en finir avec les convulsions sanglantes. Tous méprisaient les encyclopédistes, leur reprochant d'avoir tué l'idée que l'âge d'or est passé, qu'une faute originelle pèse sur l'homme, que celui-ci est un Adam déchu. Les idéologues avaient nié cette déchéance et annoncé la marche au progrès. La crise révolutionnaire anéantit leur rêve idyllique. La troisième génération d'idéologues, Ampère, Biran, Gérando revint à une philosophie spiritualiste et même chrétienne.

Laromiguière détrôna le sensationnisme. Dans ses *Paradoxes de Condillac*, il réfuta le matérialisme et critiqua la « langue des calculs » qui, pour Condillac, est la base de toute science. Raisonner n'est pas rassembler une série d'expressions plus ou moins synonymes et discerner à travers leur variété successive l'unité d'idée. Raisonner, c'est apercevoir des rapports entre certaines affirmations pour aboutir à un jugement. Laromiguière n'admet pas que l'attention soit une sensation transformée. La première est passive, la seconde est active. L'attention remplit, dans le système de Laromiguière, le même rôle que la sensation dans celui de Condillac. Mais Laromiguière réhabilite la part d'intelligence dans l'activité. Il accorde à Locke que, de la réflexion, procèdent toutes les idées qui ont pour objet les états d'âme; à Condillac que, de la sensation, émanent les concepts qui portent sur le monde matériel. Mais il démontre l'existence de vérités d'ordre moral. Elles ne peuvent provenir de la sensation qui est mobile d'un homme à l'autre, d'un âge à l'autre, alors que les conceptions du juste ou du vrai ne varient point. Tandis que Condillac voit l'origine de nos idées dans les « sensations », Laromiguière la place dans les « sentiments », et ces deux termes caractérisent l'encyclopédisme et le romantisme⁸³.

Dans le sensualisme, le libre arbitre n'existe pas. La volonté, l'énergie propre à l'homme ne sont que des désirs, des sensations évoluées. Dans l'hypothèse matérialiste de la statue, l'âme est une sorte d'émanation du monde extérieur, une collection de sensations. L'existence substantielle de l'âme s'absorbe dans celle de l'organisme physiologique. Laromiguière au contraire considère comme innée la faculté d'agir et de penser. En morale, les théories de Locke et de Condillac aboutissent au primat de l'intérêt. Si, psychologiquement, tout se réduit à la sensibilité, tout doit s'y rapporter moralement. La véritable fin de

⁸³ *Moniteur*, 6, 11 et 16 oct. 1847, p. 2659, 2678 et 2703.

l'homme n'est pas la conformité des actes aux lois de l'ordre et de la raison, selon la formule stoïcienne, ni la ressemblance de l'homme à Dieu, suivant la maxime platonicienne. La morale consiste à conserver son corps et satisfaire ses sens. La sensibilité devient la régulatrice des actes. Laromiguière se dressa contre ce système matérialiste et égoïste; avec Royer-Collard, il lui porta les premiers coups et amorça une réaction ⁸⁴.

Elle se manifesta dans les convictions des idéologues lyonnais. Brillat-Savarin, marqué par son exil, accepta avec bonne humeur cette rude leçon de relativité. Maire girondin de Belley, il dut se réfugier à Lausanne pour échapper à la répression. Il traversa l'Allemagne, la Hollande et gagna New-York en 1794 ⁸⁵. Il aborda l'Amérique avec l'illusion traditionnelle sur le « bon sauvage » et l'existence de sociétés primitives fondées par contrat. Les Etats-Unis donnèrent un démenti formel aux thèses de Rousseau, mais compensèrent cette déconvenue par la révélation « des paysages en profondeur ». Comme Volney, Chateaubriand et Talleyrand, Brillat-Savarin fut frappé par l'immensité des forêts. Un renversement des valeurs communément admises s'opéra ⁸⁶. Il avait rédigé naguère une *Méditation sur les sens*, en réplique au *Traité des sensations*; à son retour, en 1796, après avoir servi sous Augereau en Forêt Noire, il retrouva ses fonctions à la Cour de Cassation. Dans sa *Théorie judiciaire*, il affirme, en disciple de Montesquieu, que les juges doivent être indépendants de l'exécutif. Il adhéra à la *Société pour l'encouragement de l'industrie nationale* et, dans ses *Vues et projets d'économie politique*, proposa de créer une école pour former les cadres administratifs, envisagea avec précision les moyens de développer le commerce, de stimuler l'agriculture ⁸⁷. Richerand l'invita à publier ses réflexions gastronomiques qui tiennent à la fois des travaux relatifs aux sensations, propres au XVIII^e siècle, et des physiologies de type balzacien.

Le Stéphanois Fauriel resta fidèle au groupe des idéologues. Secrétaire de Fouché, rédacteur à la *Décade*, ami de Cabanis, il amassa des matériaux pour composer une histoire du stoïcisme et eut le mérite de faire connaître à la génération de Cousin les idées de Turgot, de d'Alembert, de Condorcet ⁸⁸...

L'itinéraire spirituel de Gérando est voisin, mais sa place dans la philosophie est plus grande. Après ses études chez les Oratoriens lyonnais, il s'apprêtait à entrer dans les ordres quand la Constituante supprima les Congrégations. Il se lia avec des spiritualistes, sympathiques au catholicisme, et avec des politiques de tendances royalistes. En 1793, blessé au siège, il rejoignit son ami Jordan en Suisse, puis travailla chez un parent à Naples. Il rentra en France sous le Directoire, mais dut regagner bientôt l'étranger. A Tübingen, il étudia la grammaire et la littérature allemandes. Il ébaucha son *Mémoire sur les*

⁸⁴ *Ib.*, 18 et 23 oct. 1847, p. 2710 et 2729.

⁸⁵ P. LABRACHERIE, *L'aventure révol.* : Br.-Savarin (*Visages de l'Ain*, janv. 1955, p. 16-28).

⁸⁶ F. BALDENSPERGER, *Le séjour de Br.-Savarin aux Etats-Unis (Rev. Litt. comp.*, 1922, p. 94).

⁸⁷ Br.-Savarin, *Vues et projets d'économie polit.* (Paris, Gignet, 1801, in-18, 110 p.).

⁸⁸ F. PICAVET, *Les idéologues*, p. 479-481.

signes, dans lequel il examine la terminologie des différentes sciences et envisage, comme Ampère, la création d'une langue universelle. Il se réclame de Bacon, Leibniz, surtout de Locke et de Court de Gébelin. Il recueille des observations sur notre état passé et montre l'influence des signes sur la formation de l'esprit. Il indique les perfections à apporter aux symboles et reprend des thèmes exposés par Tracy, Garat et Roederer, mais se sépare de Condillac. Il est déjà un éclectique. « Je crois, dit-il, que presque tout a été dit en philosophie et que ce ne serait pas une gloire médiocre, lors même qu'on n'y ajouterait rien, de recueillir les vérités éparses. » Il part du principe selon lequel l'origine de toutes nos connaissances réside dans nos sensations, mais il différencie sentir qui est passif, et apercevoir qui est actif. C'est par l'attention, un acte de l'esprit, que la sensation se transforme en perception. Il appelle signe toute sensation qui excite en nous une idée et croit, avec d'Alembert et Condorcet, en la perfectibilité de l'esprit humain ⁸⁹.

Il présenta à l'Institut deux mémoires sur la pasigraphie, ou langue universelle, un sur Emmanuel Kant, des *Considérations sur les méthodes à suivre pour l'observation des peuples sauvages*. Sous le Consulat, il professa la morale au lycée de Paris. Il la subdivisait en quatre époques caractérisées par Socrate, Zénon et Epicure, le christianisme, Montaigne, Bacon et Hobbes. En 1803, Gérando termina une *Histoire comparée des systèmes de philosophie*. Il donne des notions sur toutes les écoles, même celles qu'on estimait le moins, comme celles du Moyen Age. Il voit dans l'histoire le moyen de discerner la saine philosophie de la fausse. Il recommande l'expérience qui corrige la précipitation du dogmatisme, repousse le scepticisme absolu, délivre des chaînes de l'empirisme. Haut fonctionnaire sous l'Empire, Gérando voyagea beaucoup. Dans son *Rapport sur le progrès de la philosophie*, il loue Kant et dresse le bilan des travaux allemands. Après la chute de l'Empire, il abandonna l'idéologie et s'occupa surtout de pédagogie et de bienfaisance ⁹⁰. Ainsi, la plupart des Lyonnais qui avaient embrassé les doctrines maçonniques, illuministes ou sensualistes, s'en détachèrent après la Révolution. Les scientifiques comme Ampère, Richerand, Bichat s'écartèrent de Cabanis; les philosophes et les économistes s'éloignèrent davantage de Condillac. Selon leur tempérament et leurs rencontres, ils inclinèrent vers le traditionalisme politique ou vers le catholicisme.

Ballanche domine tout ce mouvement. Il avait beaucoup lu et beaucoup souffert. La Terreur, sa trépanation, sa paralysie faciale, sa fragile constitution versèrent l'amertume en son âme. Il crut en la vertu des épreuves et garda en lui une incubation sommeillante qui attendait son heure. Le « bon Ballanche », comme on le surnomma, vivait son rêve, oubliant les contingences, commettant des maladresses et des distractions dignes de son ami Ampère. Depuis 1796, il composait l'ouvrage qu'il publia en 1801 sous le titre *Du sentiment considéré dans ses rapports avec la littérature et les arts*. C'est une suite de digressions,

⁸⁹ J.-M. de GERANDO, *Des signes et de l'art de penser, considérés dans leurs rapports mutuels* (Paris, 1800, 4 vol., in-8°).

⁹⁰ J.-M. de GERANDO, *Hist. comparée des systèmes de philosophie, relativement aux principes des connaissances humaines* (Paris, Henrichs, 1804, 3 vol., in-8°).

un jardin anglais, dit l'auteur lui-même. Il promène son lecteur à travers les rochers, les cascades, les groupes de statues. Son âme expansive laisse échapper ses exclamations ou son admiration, sans se soucier de la tyrannie de la rhétorique. « Le génie est né avant les préceptes de l'art. » Les règles ne servent qu'à diriger le troupeau des artisans subalternes. Des poèmes en prose parsèment l'essai : « Cueillez les fleurs simples des champs, que le parfum de l'humble violette vous invite à chercher sous les touffes de gazon où se cache sa modeste pudeur; offrez à votre amie la rose naissante...; sur le ton de la romance, racontez aux bosquets les douces peines de l'amour⁹¹. »

Par sa mélancolie, l'inspiration annonce parfois celle de Lamartine. Ballanche conserve l'empreinte de Lyon, « mystérieux intermédiaire entre deux demi-nations », et le souvenir de ses amis morts pendant le siège. Sa philosophie dérive de cette émotion et, comme Musset, il souligne la valeur formatrice de la souffrance : « Voilà pourquoi les prêtres de l'Égypte, qui avaient si profondément étudié la nature, faisaient passer les initiés par toutes les épreuves de la douleur et de l'infortune. » Les individus et les peuples ont un calvaire à graver; toute ascension exige un tourment⁹².

Dès ce premier ouvrage, Ballanche affirme que l'intuition est l'unique source de connaissance et que les grandes découvertes de l'esprit sont pressenties par les poètes. « Les fleurs vivaient et respiraient dans le langage métaphorique des poètes avant que le système étonnant de Linné eût démontré la sensibilité des plantes. Le mariage de Flore et de Zéphire était dans les annales mythologiques avant que l'immortel Suédois eût découvert qu'une corolle était un lit nuptial et que les zéphyrs étaient des messagers d'amour. » C'est pourquoi il recommande la lecture des poèmes et envie Pythagore « perdu dans de ravissantes rêveries ». La solitude élève l'âme vers Dieu ou la force de se replier sur elle-même et fait naître le sentiment, car « l'homme est sur la terre le modèle de toutes les harmonies et il les réunit toutes dans l'inconcevable sanctuaire de son intelligence ».

Après s'être référé à la réhabilitation du « sixième sens » par l'abbé Du Bos, il constate que le sentiment est « la puissance morale qui juge par instinct et sans délibération ce qui est conforme aux lois de notre nature ». Grâce au sentiment, nous nous connaissons nous et notre milieu, nous enrichissons notre personnalité. « Toute sensation parvenue dans le sanctuaire de l'âme est un sentiment. Toute pensée, qui a pour origine une idée morale, est un sentiment. » Par lui, l'homme peut comprendre. C'est Adam Smith, dans sa *Théorie des sentiments moraux*, qui a analysé de meilleure façon en 1759 ce rôle de la sympathie dans le comportement humain, et c'est Bernardin de Saint-Pierre qui était le plus apte à exposer cette « Poétique du sentiment »⁹³.

Ballanche proteste contre la tendance qui portait tant d'esprits à chercher dans la raison le principe de toutes nos convictions et la règle de tous nos actes. « Ce n'est pas par les seules forces de la raison que nous pouvons nous flatter de découvrir les vérités utiles. » Elle doit s'unir au sentiment. Son exactitude fait commettre des écarts. « Est-ce elle qui nous a révélé l'harmonie de la nature, et qui nous a

⁹¹ P.-S. BALLANCHE, *Du sentiment*, 1801, p. 4-8, 99.

⁹² P.-S. BALLANCHE, *op. cit.*, p. 103, 286.

⁹³ P.-S. BALLANCHE, *op. cit.*, p. 14-18.

dévoilé la main d'un Dieu dans les merveilles de la création ? » Ce n'est pas l'homme qui a inventé le langage. « Il est en nous une puissance plus forte que le despotisme des lois humaines, que l'empire des cultes superstitieux ou immoraux, une puissance qui veille encore sur nous quand la frêle barque de notre raison est ballottée par la tempête des passions : c'est la puissance du sentiment... Toutes les vérités essentielles au bonheur de l'humanité sont des vérités de sentiment ⁹⁴. »

Quand l'essai parut, le *Journal de Paris* lui consacra trois articles favorables, mais considéra que l'usage poétique et sentimental que l'auteur faisait de la religion était un danger, ou tout au moins un affaiblissement d'une croyance auguste et sévère. *Du Sentiment* annonce, supposa-t-il, un ouvrage sur les beautés du christianisme. « Ce livre-ci paraît être l'avant-coureur, semblable à ces petits aérostats qu'on a coutume de faire partir avant les grands pour juger des courants de l'atmosphère. » De son côté, Charles Nodier en conseilla la lecture : « Ne dédaignez pas une ébauche de Michel-Ange, parce que ce n'est qu'une ébauche ⁹⁵. »

C'est Chateaubriand et non Ballanche qui développa ce thème. Les rapports entre le *Génie du Christianisme* et l'ouvrage de Ballanche furent longtemps méconnus. « Pour Ballanche, écrit Edouard Herriot, pour ce délicieux écrivain auquel il ne manqua presque rien de ce qui fait le grand poète ou le grand philosophe, on n'a pas encore dit ce que Chateaubriand lui a dû ⁹⁶. » Les deux hommes se connaissaient. En 1802, Ballanche proposa à Chateaubriand de publier une bible française commentée. Le texte eût été celui de Sacy, mais complété par les passages traduits par Bossuet, « dernier Père de l'Eglise ».

Jusqu'à l'éveil de son amour pour Juliette Récamier, en 1817, Chateaubriand manifesta pour Ballanche une politesse condescendante. Quand ils allèrent ensemble en Italie, en 1806, il le chargea de ramener Mme de Chateaubriand, de Venise en France, sans lui laisser le temps d'admirer la ville, et le fidèle Ballanche n'ignora point le mépris du grand seigneur pour lui ⁹⁷. Aussi, n'osa-t-il point en 1830 rééditer *Du Sentiment* dans la série complète de ses œuvres. En effet, il avait écrit : « Si je disais que la religion catholique a inspiré les plus beaux chefs-d'œuvre dont aient à s'enorgueillir les siècles modernes, je dirais une chose que personne n'ignore; mais si j'ajoute qu'elle a aussi contribué à la perfection d'ouvrages dont elle n'était pas l'objet, je dis une chose nouvelle qui est cependant vraie. Je ne citerai qu'un exemple, l'admirable allégorie du *Télémaque*. Ce beau livre est fondé tout entier sur une base mythologique; mais combien de choses, et ce sont les plus belles, qui n'ont pu être inspirées que par le génie du christianisme. »

Le titre adopté par Chateaubriand est là. L'idée la plus originale et la plus féconde de sa poétique se trouve aussi exposée par Ballanche :

⁹⁴ Ch. LENORMANT, Ballanche (*Correspondant*, XVIII, 24 juin 1847, p. 801-811).

⁹⁵ *Journal de Paris*, germinal an X (avril 1802); — Ch. NODIER, *Les tristes*, préface, 1803.

⁹⁶ E. HERRIOT, *Mme Récamier*, 1904, I, p. 295.

⁹⁷ F.-G. VAUTHIER, Les premières relations entre Chateaubriand et Ballanche, d'apr. les papiers de Beuchot (*Rev. hist. litt. Fr.*, 1922, p. 268-287).

c'est l'influence de la foi sur l'esthétique. « Cette même religion, qui a détruit les autels sanguinaires de la superstition, en même temps que l'irréligion des anciens philosophes, qui a défriché nos forêts, qui a aboli l'odieuse institution de l'esclavage domestique, qui a humanisé la guerre, qui a civilisé l'Europe, qui, par le double précepte de l'humanité et de la charité, a réparé les inégalités de la fortune... est encore le principe fécondateur de tous nos succès dans la littérature et dans les arts. » Les thèmes sont aussi suggérés : « une croix dans un cimetière, une chapelle au fond d'un bois, un hermitage sur le sommet d'un rocher, l'asile d'une hospitalité chrétienne au milieu d'un désert... sont des images pittoresques qui vivifient un paysage, car c'est un tableau fait pour plaire éternellement que celui de la Religion animant toute la Nature. »

Chateaubriand emprunta à Ballanche les symboles les mieux venus. Ballanche, dans son chapitre sur la mélancolie, « affection sombre et voluptueuse », fait une large place « aux solitudes immenses qui furent autrefois des villes puissantes », comme Carthage, Athènes, Babylone; devant cette fragilité des choses humaines, il se réfugie en Dieu. Alors l'idée de Pascal et de son œuvre interrompue par la mort, et dont il ne reste que des pièces d'attente, conduit Ballanche à citer une des *Pensées* où le solitaire de Port-Royal souligne cette incertitude : « En écrivant ma pensée, elle m'échappe quelquefois, mais cela me fait souvenir de ma faiblesse. » Ballanche ajoute : « Quelle belle ruine que cette phrase isolée » semblable à « une colonne antique debout sur les ruines de Palmyre ou de Babylone ». A son tour, Chateaubriand rapproche les fragments de Pascal et les ruines de Palmyre⁹⁸.

Parfois, le *Génie du christianisme* semble répondre au *Sentiment*. « Si le malheur est le lot des hommes, dit Ballanche, il paraît surtout être l'apanage du grand homme. » Il cite Homère qui mendie, le Tasse traîné dans les cachots, Boèce composant son œuvre les mains chargées de fers. « Hommes privilégiés, ne refusez pas la mission si glorieuse et si pénible d'éclairer le monde et de faire le bien à vos semblables. » Chateaubriand proteste contre ce sophisme. Après avoir insisté sur ces emprunts, Jean-Jacques Ampère conclut : « Le morceau semble être un résumé éloquent du livre de Chateaubriand, mais le résumé a été écrit avant que le livre existât⁹⁹. »

Camille Latreille et Joseph Buche ont établi que Ballanche a lu *Du Sentiment*, dans les bureaux de son imprimerie, à ses amis, en 1797, et Fontanes l'a fait connaître à Chateaubriand. Fontanes, « l'homme aux profonds pressentiments », suivant l'expression de Sainte-Beuve, renseignait Bonaparte sur la situation de Lyon, lui signalait les hommes favorables ou hostiles à sa politique. Appartenant à l'*Athénée*, il s'intéressa d'autant plus au tribut du jeune émule qu'il contenait un manifeste en faveur de Bonaparte¹⁰⁰. Dans son essai, Ballanche rappelle la révolte de 1793, la prise de la ville, les mitraillades de Couthon. « Devant l'enceinte ravagée », il esquisse un plan d'épopée et s'écrie : « Si l'amitié, l'amour de la vertu, le patriotisme suffisent pour une si grande entreprise, héros de Lyon, je suis votre barde ! » Il précise son programme : il lie la restauration d'un pouvoir fort, durable, tradition-

⁹⁸ CHATEAUBRIAND, *Le Génie du Christianisme* (éd. Furne, 1840, I, p. 307).

⁹⁹ J.-J. AMPÈRE, *Ballanche*, 1849, p. 15.

¹⁰⁰ C. LATREILLE, *Chateaubriand...*, 1905, p. 70.

nel au renouveau spirituel... Invoquant l'histoire, il affirme que « les anciens empires durent toute leur puissance, toute leur force, toute leur gloire » aux institutions religieuses. « Le renversement des idées religieuses entraîne à sa suite la décadence des mœurs, les calamités des révolutions, la ruine des empires. » Il déclare la guerre à la philosophie des lumières qui s'était arrogé le droit de rédiger des constitutions. Pour lui, comme pour Maistre, c'est le privilège de Dieu. L'an II a châtié les prétentions des hommes.

Le mot d'ordre est de se grouper autour de Bonaparte, l'élu de Dieu, qui s'avance « dans le chemin obscur des plus hautes destinées sans se douter peut-être de la grande mission dont il est investi ». Après avoir condamné les violences de l'anarchie et les fureurs des proscriptions, Ballanche montre la Providence ramenant Bonaparte d'Egypte, comme un véritable Cyrus annoncé par les prophètes. « Porté sur un frêle esquif, mais couvert de mon bouclier, il traversera seul les mers... A peine il aura mis les pieds sur le rivage, à peine il aura dit : me voici ! que je ferai naître l'espoir ; la puissance dictatoriale du crime s'écroulera, et je replacerai dans son sanctuaire le palladium des institutions sociales. » Cet éloge du Premier Consul, rédigé à l'occasion de la venue de Bonaparte à Lyon en 1800, attira l'attention de Fontanes, qui communiqua à Chateaubriand les vues essentielles de Ballanche en faveur du traditionalisme chrétien.

Ballanche revenait aux autels et proclamait la nécessité d'une nouvelle interprétation de l'Écriture. « Dans les livres sacrés, on trouve l'explication des phénomènes qu'offre l'étude approfondie de l'homme. Une seule ligne de la Bible résout plus de doutes, explique plus d'énigmes que toutes les théories des philosophes. » Il fonda alors, en 1804, une *Société chrétienne* qui compta Deplace, le correspondant de Joseph de Maistre, le libéral Jordan qui avait goûté l'illuminisme, Coste, Pierre d'Ambérieu, le comte de Gasparin... Parmi eux, quatre amis : Ampère, Roux-Bordier, Bredin et Ballanche, formèrent un cercle intime. Ampère fréquentait depuis longtemps les Halles de la Grenette ; quand il se maria, Ballanche lui adressa une épithalame exprimant des idées que ses écrits ultérieurs développèrent : l'homme, qui a eu un jour le bonheur d'aimer et d'être aimé, ne doit pas se plaindre de sa destinée quelle qu'en soit ensuite la cruauté ; « des instants de félicité suprême peuvent racheter des années de tourments et d'inquiétudes ». Ampère et Ballanche restèrent fidèles amis : « Nous sommes deux misérables créatures, écrivait Ballanche en 1806 ; un brasier est dans votre cœur, le néant s'est logé dans le mien. Vous tenez beaucoup trop à la vie et j'y tiens trop peu. Vous êtes passionné et j'ai trop d'indifférence » ¹⁰¹.

Jacques Roux-Bordier se fit remarquer par sa hardiesse, sa vivacité d'esprit, sa « forte teinte de mélancolie ». La belle nature enchantait ce Genevois pessimiste : il parcourut avec Bredin la montagne du Simmenthal. L'entrain avec lequel il discutait dissimulait son amertume. C'est un type d'« enfant du siècle », tourmenté par des inspirations morbides et sujet à des enthousiasmes sans cause. Possédant la langue allemande, il trouvait des théories imprévues dans les auteurs germaniques. Il connaissait la doctrine de Zoroastre qu'Anquetil-Duperron avait traduite en 1771 et que Saint-Martin avait résumée en 1775 dans

¹⁰¹ SAINTE-BEUVE, *Portraits litt.*, 1844, I, p. 350.

son livre *Des Erreurs et de la Vérité*. « Fêré de métaphysique, enclin aux recherches les plus abstruses », Roux déplorait la frivolité latine et renforça les liens des Lyonnais avec Boehme et ses disciples d'Outre-Rhin, dans l'espoir d'épurer avec eux le christianisme et de fonder « une religion éclectique » ¹⁰².

En 1803, au moment où la mort de Julie plongeait Ampère dans un silence farouche, Roux lui présenta Bredin. Singulier personnage, inquiet, mal équilibré, mais curieux, chercheur, passionné de questions ardues. Beaucoup d'imagination, de tristesse et de foi faisait de ce tempérament d'artiste un égaré dans la science et dans l'administration. Ampère le convertit au catholicisme, et quand l'apôtre d'hier versa dans l'incrédulité, Bredin essaya de ramener son ami au Christ.

De complexion fragile, Bredin garda un effroi indicible pour la douleur physique. Des malheurs domestiques accrurent son angoisse; mais il était doué d'une acuité d'intelligence qui lui permettait de deviner les réactions de ses interlocuteurs, d'une mémoire singulière qui fixait l'image « aussi frappante que l'a été autrefois la réalité ». Il produisit peu, mais il lut en manuscrit tout ce que Ballanche et Ampère rédigèrent, et il leur prodigua sa puissance d'intuition, ses connaissances les plus variées et les plus inattendues. Cet autodidacte, dont l'intelligence suraiguë, l'imagination visionnaire, la tendresse de cœur se développèrent sans frein, joua un rôle efficace au sein de la *Société chrétienne*. Comme Willermoz et Ampère, il ne s'arrêta jamais à une doctrine stable : « Avant le siège, lui écrit Roux, je vous blâmais de vous élever avec tant d'ardeur contre la Convention, de vous jeter à corps perdu dans le tourbillon d'aventures dont vous n'êtes sorti vivant que par une sorte de miracle. Vous étiez alors brissotin enragé, vous devîntes ensuite fougueux cavalier de Précý, puis bonapartiste fanatique. En théosophie, après avoir été tour à tour déiste, épicurien, stoïcien, panthéiste, disciple de Pythagore, de Zénon, etc..., vous vous fîtes chrétien catholique. Et à présent qu'êtes-vous ¹⁰³ ? »

Les amis de la *Société chrétienne* se réunirent périodiquement chez Bredin pour débattre des sujets philosophiques, tels que « L'importance de la connaissance de la destination de l'homme », par Bredin, « Doit-il, peut-il y avoir une révélation ? », par Ballanche, « Comparaison de la morale chrétienne et de celle des philosophes », par Châtelain... Tous entendaient vivifier leurs convictions par la controverse : Ballanche manifesta l'indécision d'un sociologue qui se croit une mission, Bredin fut prolix, Roux montra son idéalisme germanique ¹⁰⁴...

De multiples influences agirent ainsi sur Ballanche. Il admire le pythagorisme et en retient les axiomes, comme « Tout est harmonie dans la nature ». Dans le spiritualisme de Phédon, teinté d'indouisme, il voit « une heureuse préparation à la religion de Jésus-Christ ». Il évoque Archytas, Timée, Origène et « les doctrines mystiques savantes ou intuitives ». Il estime la foi indispensable : « L'homme a besoin de croire. Sa raison cherche un appui, son cœur cherche un soulagement. Lorsqu'il renie les croyances générales, dans sa profonde misère, il demande aux puissances invisibles, des superstitions pour son

¹⁰² A. VIATTE, *Les sources occultes...*, II, p. 224.

¹⁰³ J. BREDIN, *Quelques souvenirs sur Cl.-J. Bredin*, p. 53.

¹⁰⁴ C. VALSON, *La vie et les travaux d'A.-M. Ampère*, 1886, p. 179-180.

esprit¹⁰⁵. » En fait, Ballanche suit principalement Fabre d'Olivet auquel il rendit visite plusieurs fois. Ancien idéologue, le rénovateur du pythagorisme prétendit découvrir le véritable sens de l'Écriture et la doctrine des forces antagonistes, le Destin et la Liberté qu'équilibre la Providence; celle-ci, « pour punir les hommes, leur enlève quelquefois la liberté dont ils ont abusé »¹⁰⁶.

Ballanche cite encore d'autres maîtres. Il admet le platonisme : l'univers et les événements terrestres lui paraissent des symboles dont la réalité se doit chercher au-delà. Il prend le terme palingénésie au spiritualiste Charles Bonnet et s'inspire tant du Polonais Hoëné Wronski que celui-ci l'accuse de plagiat. Il commente Vico et entretient des relations avec Fourier et avec le martiniste Nicolas de Bonneville. Cependant il affirme son indépendance à l'égard de l'illuminisme; il écarte de la *Palingénésie* « l'exposition théosophique, l'astrologie..., toute allusion aux sciences occultes, le magisme, l'hermétisme, la cabale ». Il prétend ignorer Martinès de Pasqually, Saint-Martin, Swedenborg, ne mentionne jamais Willermoz et maudit Joseph de Maistre, « prophète du passé »¹⁰⁷.

Or, par son âge, il côtoie la génération des francs-maçons mystiques : Bredin est le fils du directeur qui permit les expériences magnétiques à l'École vétérinaire, Milanois, de la *Bienfaisance*, s'associa à l'imprimeur Ballanche, Ampère était lié à la famille Périsset-Duluc... Ballanche lui-même éprouva des phénomènes psychiques paranormaux; comme la plupart des théosophes, il attribue à l'intuition une valeur supérieure à celle du raisonnement et la considère comme un mode de connaissance antérieur à la déchéance. Il accepte aussi la thèse de « la résipiscence future de l'être pervers » et, à la différence de Maistre, il entrevoit la rédemption du genre humain. Il s'assimila en réalité l'illuminisme du XVIII^e siècle qui convenait à son cœur ardent, non pas par un contact direct avec les survivants, mais par les ouvrages du Genevois Bonnet et de l'Italien Vico. A Saint-Martin, il doit sa conception de l'existence terrestre : une expiation qui nous restaure dans nos droits primitifs, et les traits essentiels du martinisme se retrouvent dans la doctrine de Ballanche¹⁰⁸.

La dernière influence qui s'exerça sur lui pendant la longue maturation qui sépare, de 1801 à 1814, l'essai *Du Sentiment*, de l'*Antigone*, fut celle des foyers allemands. Il cite Leibniz, Goethe, Lessing, emprunte à Schelling, Herder, Fichte et se rapproche souvent de Novalis¹⁰⁹. Le romantisme germanique pénétrait dans les milieux lyonnais : Bredin note dans son journal du 8 avril 1811 : « Camille Jordan a lu le soir une partie de son travail sur Klopstock. C'est un monument digne du poète sublime, du chanteur divin de la Rédemption. » Gérando, par sa femme issue d'une des plus anciennes familles alsaciennes, parente des Berckheim et de Mme de Krüdener, entretenait des relations avec Frédéric Schlegel et Zacharie Werner. Il transmet à Ballanche la philosophie de Kant. Bredin fréquenta le Genevois Edouard Diodati, beau-frère

¹⁰⁵ P.-S. BALLANCHE, La Gr. Chartreuse (*Œuvres*, I, p. 28).

¹⁰⁶ P.-S. BALLANCHE, *Œuvres*, VI, p. 318.

¹⁰⁷ P.-S. BALLANCHE, *Palingénésie sociale*, 1827, p. 288-289.

¹⁰⁸ SAINTE-BEUVE, *Portraits contemporains*, I, p. 302; II, p. 44-45.

¹⁰⁹ J. ROOS, *Aspects litt. du mysticisme*, 1951, p. 354-365.

d'Auguste de Staël, puis en 1812 une famille allemande alliée à Auguste Touchon, vice-président du Consistoire réformé de Lyon ¹¹⁰.

En cette fin de l'Empire, l'Allemagne apparaissait comme le refuge de la vertu. Elle était pour les opposants, et Bredin l'était devenu sous l'influence de Jordan, le pays de la liberté et de la science; Bredin désirait voir en 1813 « ses bons paysans, assis sur le seuil de leur porte, et leur digne pasteur avec ses filles blondes, dont le regard est plein de douceur ». Touchon lui remit les œuvres complètes de Boehme dont il ne connaissait que des fragments. Le syncrétisme qui s'amorçait allait se poursuivre après 1815.

Au sein de la *Société chrétienne*, Ballanche médita et disserta. Il présenta à l'Académie en 1809 la *Mort d'un platonicien racontée par un ami* : il place alors la doctrine juive au-dessus de toutes les philosophies ¹¹¹. Un amour occupait le naïf écrivain. En 1806, Mazade d'Avèze, venu de Montpellier à Lyon, voulut exploiter un produit pharmaceutique. La maison Ballanche mit sa publicité au service de l'inventeur. Bientôt, le jeune écrivain, souffrant de sa solitude, s'éprit de Bertille d'Avèze et, pour faciliter le mariage, se lança dans les combinaisons financières les plus audacieuses. Dans ses *Fragments*, rédigés en 1808, il traduit son amour en des strophes en prose d'un accent lamartinien : « Souffle du printemps, pourquoi viens-tu murmurer à mon oreille le bonjour matinal ? Tu m'apportes bien les douces émanations des fleurs, mais tu as oublié les riantes illusions de l'avenir... Souffle du printemps, laisse-moi ¹¹². »

Ces élégies annoncent la manière d'*Antigone* par l'écho retrouvé du mode virgilien. Les plaintes du poète sont celles de toute âme attristée. « Nous serions bien moins étonnés de souffrir, si nous savions combien la douleur est plus adaptée à notre nature que le plaisir... La douleur seule compte dans la vie et il n'y a de réel que les larmes » ; celui qui ne jouit que de succès n'a « acheté par aucun tourment le charme des affections du cœur ». Dans *L'Ermitage du Mont Ceindre*, Ballanche fixe le souvenir d'une excursion en banlieue avec sa « jeune Languedocienne » en s'inspirant de la *Parthénéide*, d'Emmanuel Baggesen, que Fauriel traduisit en 1810 ¹¹³.

Les doux projets n'aboutirent pas : Bertille épousa le fils du vicomte de Bonald. Dans une nouvelle manuscrite consacrée à *Iñès de Castro*, Ballanche célébra la constance de l'amour véritable que ni le temps, ni la gloire ne peuvent effacer. Sa profonde affliction le conduisit au suprême amour pour Mme Récamier que Jordan lui présenta en 1813. Malgré ses maladresses, Ballanche captiva Juliette qui écoute, ravie, ce chant nouveau. Il lui révélait la plainte mélodieuse, mais inarticulée de son propre cœur, tant de fois tenté, une fois touché par le prince royal de Prusse. Ainsi naquit une amitié qui transparaît dans les ouvrages de Ballanche.

Il rédigeait alors son *Antigone*. En juillet 1812, il en communiqua les débuts à ses intimes. Il rassemble, dit le procès-verbal de la « petite Académie », « tout ce que les poètes et même les historiens nous apprennent de cette femme célèbre » ; il retrace « les événements

¹¹⁰ A. VIATTE, *Cl.-J. Bredin*, p. 146.

¹¹¹ L.-P. BÉRENGER, *C. R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. 37.

¹¹² J. BUCHE, *L'école mystique*, p. 102.

¹¹³ SAINTE-BEUVE, *Critiques et Portraits*, III, p. 19-21.

souvent merveilleux et invraisemblables de l'âge héroïque dans lequel vivaient Œdipe et ses enfants »¹¹⁴. En 1813, à Rome, il lut à ses amis la scène des funérailles qui rappelle *Atala*. En 1814, il publia son épopée : le sujet est antique, selon la tendance néo-classique en honneur sous l'Empire; sous l'influence du *Voyage du jeune Anacharsis*, Ballanche relut l'*Antigone*, de Sophocle, que l'abbé Barthélémy cite comme le chef-d'œuvre du théâtre grec.

A la cour de Priam, quelques années avant la guerre de Troie, le devin Tirésias évoque l'existence d'Antigone et d'Hémon qui ont péri victimes de la fureur de Créon. Antigone a promis à Œdipe de ne pas subir le joug de l'hymen et Hémon lui consacre sa vie, sans espoir. « Nous serons unis, lui dit-il, par cette association intime de pensées généreuses et de sentiments élevés. » Délivré de son égoïsme, l'amour se concilie avec la sagesse platonicienne. Aimer, c'est se dégager des contingences et anticiper sur l'immortalité¹¹⁵. Après la mort d'Antigone enfermée dans sa caverne et celle du fils de Créon épuisé par le sang répandu sur le champ de bataille, le chœur final définit le véritable amour qui s'attache à ce qui est éternel dans une créature éphémère.

Dans ce caractère de vierge, toujours prête à obéir à sa conscience et à donner sa vie pour le devoir, Ballanche crut retrouver Bertille. Hémon passionné, allant dans son amour jusqu'au suicide, lui offrit le symbole de ses propres souffrances. Ce thème prolongeait par le souvenir la douceur des larmes. Bientôt, l'image de Juliette colora les traits d'Antigone : il fallait la préserver des séductions vulgaires et la retrancher du reste des mortels. Selon une des thèses essentielles du *Sentiment*, Ballanche enrichit le sujet païen par la foi chrétienne. Œdipe et sa fille représentent la soumission de l'humanité malheureuse à des décrets supérieurs. Ce sont les pires calamités qui font naître les vertus d'Antigone et d'Hémon. « L'infortune développe en eux les sentiments les plus généreux. » Inspiré par sa muse de douleur, Ballanche cherche à peindre l'histoire de l'humanité, et la morale qu'il tire de ses tableaux est pleine de sacrifice et de clémence. Sous des noms royaux, il figure l'épopée de la foule, une sorte de *Bible de l'Humanité*¹¹⁶.

Ballanche venait à peine de publier son poème dédié à deux femmes aimées que l'actualité changea encore une fois son interprétation. On crut deviner dans Antigone l'Orpheline du Temple; dans Œdipe, la dramatique aventure de Bonaparte. Œdipe meurtrier de son père, c'est l'avenir qui tue le passé; Œdipe roi, c'est le législateur qui découvre l'énigme posée par la Révolution; Œdipe exilé, c'est Napoléon vaincu... « Ainsi vont en se modifiant en perspectives diverses les œuvres du poète¹¹⁷. »

Les deux ouvrages *Du Sentiment* et *Antigone* esquissent une doctrine que devaient développer *l'Essai sur les institutions*, *l'Homme sans nom*, *la Palingénésie sociale*, *Orphée*, *la Vision d'Hébal*... Dès l'Empire, Ballanche s'attribue le rôle d'un homme providentiel : Dieu l'a choisi pour l'accomplissement de ses desseins et l'a doué d'une seconde vue pour pénétrer le destin, pour retrouver la réalité divine dans la substance

¹¹⁴ E. HERRIOT, *Mme Récamier*, 1904, p. 303.

¹¹⁵ P.-S. BALLANCHE, *Antigone*, I, p. 321.

¹¹⁶ P.-S. BALLANCHE, *op. cit.*, I, p. 79.

¹¹⁷ SAINTE-BEUVE, *op. cit.*, III, p. 24.

matérielle et l'essence spirituelle. Car, pour connaître le monde dans son unité originelle, la science, la raison, l'intelligence ne peuvent fournir des moyens certains; elles sont même dangereuses, car elles détruisent les facultés intuitives ¹¹⁸.

L'orgueil de l'homme est la source de son impuissance. Ayant mal usé de sa liberté, l'homme doit tout apprendre. Sorti parfait des mains du Créateur, il tomba par sa faute au dernier degré d'abrutissement. Mais, comme le pense Vico, l'homme conserve un souvenir de sa grandeur primitive et remonte vers le paradis par une série d'épreuves tragiques. La loi qui gouverne les affaires humaines est celle du progrès obtenu par une suite d'initiations douloureuses. Dieu aide l'homme à se relever en lui envoyant des génies qui sont des initiateurs avec des facultés exceptionnelles. Dotés, pour leur gloire et leur malheur, d'une sensibilité rare, ils discernent autour d'eux ce qui pour les autres reste invisible et inconnaissable. Les poètes, messagers de Dieu, transmettent l'incommunicable au moyen de mythes qui sont « les emblèmes de la vérité » et représentent, suivant la formule d'Eckartshausen, « les images répétées et modifiées d'une vérité unique » ¹¹⁹.

C'est déjà la thèse de la *Palingénésie* : l'homme, « tiré du domaine de l'éternité pour passer dans le domaine du temps », est perfectible: « nulle créature humaine n'échappe à cette loi. Toutes tendent au même but et toutes doivent finir par l'atteindre. Les hommes en avant de leur siècle, ou au-dessus des autres hommes soit par l'intelligence, soit par le sentiment moral, sont des hommes qui sans doute ont mérité d'être dispensés d'un degré dans la grande initiation » ¹²⁰.

Ballanche se classe parmi ces prédestinés et se prétend, comme Victor Hugo, un fondateur de religion. Sa méthode de vie spirituelle vise à obtenir dès cette existence ce qui est réservé aux élus après leur mort, c'est-à-dire la vision directe de Dieu et la contemplation unitive. Pour que ce miracle devienne possible, il faut réaliser ici-bas les conditions libératrices de la mort du corps, se mettre en état de grâce, renoncer au bonheur qui endort les facultés spirituelles et favorise la déchéance ¹²¹. Il ne s'agit pas de rechercher la souffrance, la mortification, ce qui pourrait encore cacher un goût pervers ou orgueilleux pour les voluptés du sacrifice. Il faut aboutir à l'entière indifférence de la sensibilité, à l'abstention de toute volonté personnelle, à la soumission complète de l'intelligence. Cette passivité, qui n'éloigne pas nécessairement de l'activité réalisatrice, fait sentir qu'on n'est rien, qu'on ne fait rien par soi-même, qu'on existe seulement en tant qu'instrument de Dieu. L'accession à cet état ne s'accompagne pas, comme le supposaient les illuministes, de visions, d'auditions surnaturelles, de trances ou de délices extraordinaires ¹²².

Avant la déchéance, l'homme était doué d'une intuition lui permettant de percevoir les mystères de l'au-delà. Ses pensées demeurent d'essence divine, mais l'existence terrestre est entachée par le mal. La mort est l'initiation à la vie véritable; elle est un point d'arrivée au terme de réincarnations successives qui dépendent de l'usage que chacun fait de

¹¹⁸ P.-S. BALLANCHE, *Essai sur les institutions*, 1818, II, p. 171-173.

¹¹⁹ P.-S. BALLANCHE, *Palingénésie sociale*, 1827, IV, p. 97.

¹²⁰ P.-S. BALLANCHE, *op. cit.*, 1827, I, p. 36-37.

¹²¹ P.-S. BALLANCHE, *op. cit.*, IV, p. 73.

¹²² Mort de P.-S. Ballanche (*R. D. L.*, 1847, XXV, p. 555-559).

sa propre liberté pendant ses apparitions sur terre. « Nous ne passons ici-bas que pour être éprouvés et pour être épurés », écrit Saint-Martin dans sa *Lettre sur la Révolution française*. L'homme se réincarne à plusieurs reprises et le « vague à l'âme », les chagrins sans cause s'expliquent par le souvenir d'une autre existence.

Ballanche se déclare néo-chrétien. Il croit au dogme, mais aussi à son interprétation humaine. Il démontre la valeur des livres saints : l'Evangile enseigne l'amour, la charité, l'humilité. « Grands de la terre, vos trônes, vos couronnes, vos honneurs ne sont rien. » Une telle religion peut être pratiquée par les génies et par les simples; elle a inspiré saint Vincent et Bossuet, Milton et Klopstock... Ballanche espère en la fusion des églises et en un éclaircissement divin des Ecritures. Si cet événement arrive, l'homme passera « dès cette vie, de la sphère des substances à celle des essences ». Il agira sur les éléments, spiritualisera la matière, régénérera la société; peut-être l'ange du mal sera-t-il racheté ¹²³.

Ballanche est un annonciateur. Comme Maistre et Bonald, il affirme que « toute loi qui ne sera pas pensée dans l'esprit du christianisme n'est et ne peut être qu'une loi antisociale... Toute charte constitutionnelle d'un Etat doit descendre du Ciel pour être placée ensuite dans un sanctuaire » ¹²⁴. Mais ce théocrate songe à unir la tradition catholique et la théorie du progrès chère à Constant et à Mme de Staël. Il est conservateur mais non réactionnaire, il aime la liberté et veut « réconcilier les archéophiles et les néophiles » ¹²⁵.

Dieu envoie des fléaux, tels que la crise révolutionnaire ou le despotisme napoléonien pour venger ses lois méconnues, mais la réhabilitation suit la déchéance. La Révolution apparaît comme une phase de renouvellement, une période palingénésique. Cette idée des cycles de civilisation est exposée par le Vieillard au Jeune Homme en 1819 : « Moi aussi, lui dit-il pour le reconforter, j'ai cru quelque temps que tout était fini pour notre vieille Europe. Oui, lorsque, aux premiers orages de la Révolution française qui ont grondé sur vous à votre insu, car vous n'étiez qu'un enfant, je voyais tous les biens de la société se dissoudre, toutes les institutions nager dans le sang, ce fut alors qu'il fut permis de croire à la fin de toutes choses. »

Ainsi sa doctrine recouvre un étrange pluralisme idéologique. Croyant sincère, il se propose de rajeunir le christianisme, de l'orienter vers le sens social et le socialisme mystique; avec Lessing, il fut un des inspirateurs du *Nouveau Christianisme* de Saint-Simon. Devant sa tombe, son disciple Laprade estima que son œuvre renferme « les plus mystérieux parfums de sentiment chrétien et de la pensée moderne, dans les contours harmonieux et purs de la forme grecque ». Tocqueville résuma son apostolat : « Apaiser les haines de ses contemporains, concilier leurs intérêts, renouer le passé à l'avenir. » Quant à Lemontey, il compara Maistre à Zwingli, Bonald à Luther et Ballanche au doux Mélanchton ¹²⁶.

¹²³ C. LENORMANT, Ballanche (*Correspondant*, XVIII. 24 juin 1847, p. 817-826).

¹²⁴ P.-S. BALLANCHE, *Du Sentiment*, p. 142.

¹²⁵ P.-S. BALLANCHE, *Essai sur les institutions*, 1818 (*Œuvres*, IV, p. 168).

¹²⁶ *Moniteur*, 15 juin 1847.

Avec de tels guides, la pensée romantique allia le mysticisme, le néo-catholicisme, les espérances d'un socialisme utopique. Elle emprunta ses thèmes à l'Allemagne kantienne et à la Suisse, qui assumait sa mission de médiatrice européenne. Elle attira les bourgeois déçus, les royalistes, les émigrés, comme Imbert-Colomès. Il envoyait des « objets de mercerie », c'est-à-dire des lettres écrites à l'encre sympathique, à ses correspondants lyonnais. Il erra dans le Wurtemberg, la Souabe, à Salzbouurg, à Ratisbonne, à Bayreuth, avant de s'installer à Bath, où il mourut en 1808¹²⁷. Ce n'était qu'un survivant, qui ne renouvela point ses conceptions. D'autres exprimèrent des vues proches de celles de Ballanche. Bergasse, qui avait toujours associé la métaphysique et la politique, qui avait rêvé de fonder une nouvelle église en lui assignant un rôle social, revisa son programme à la lumière des événements. « Laissez dire, écrivait-il en 1800 à Aubert Dupetit-Thouars, les habiles du siècle qui croient que la Révolution est finie. Ils soupçonnent bien peu la cause profonde qui l'a préparée et qui l'entretient. Il faut que la lave des vices enflammés, dont le foyer est en France, coule en torrent sur la malheureuse espèce humaine. Il faut que les nations soient successivement agitées pour l'être ensuite toutes à la fois... L'état moral du monde entier est vraiment effrayant, et j'ai des raisons de croire qu'il touche à une de ces grandes années climatériques qui, après d'épouvantables bouleversements, lui préparent des destinées bien différentes de celles auxquelles il était accoutumé. » Gardant ainsi un pressentiment de millénarisme, Bergasse se retira, sous l'Empire, dans son domaine rural pour méditer. Il voulait réfuter les notions répandues par Locke et Rousseau sur la société, la liberté, la souveraineté. Comme Bonald, il disserta sur l'art de la parole et sur l'origine du mal, qui résulterait du conflit entre la volonté humaine et les desseins de Dieu¹²⁸.

Bergasse appartenait lui aussi à une génération du passé et fut déçu par la Restauration. Au contraire, les cénacles libéraux qui comprenaient Mme de Krüdener, Mme de Staël, Mme Récamier, Camille Jordan... préparèrent le retour du régime monarchique. Leurs activités se liaient : Mme de Krüdener joua un rôle actif dans le réveil protestant, resta en relation avec les loges genevoises, ébaucha l'idéologie de la Sainte-Alliance, composa un roman dans le style romantique... Cette belle septentrionale eût été à sa place au Moyen Age; Sainte-Beuve l'imagine comme une sorte de sainte Elisabeth de Hongrie ou une sœur du Grand Maître des Chevaliers mêlée aux délices de cour. Fille de grand seigneur livonien, Juliana de Wietinghoff fut élevée dans une campagne sauvage, avant de venir à Paris prendre ses grades de bel esprit. Elle n'entendit ni la voix prophétique de Saint-Martin, ni les menaces de Maistre, ni les puissants accents de Mme de Staël : elle s'amusa. En 1793, elle confessa à Bernardin de Saint-Pierre que son système nerveux est ébranlé. La mort de son père, puis de son mari en 1802 arrêterent ses aventures.

Elle avait parcouru l'Europe, vécu à Venise, Rome, Berlin, puis s'était installée depuis 1796 près de Lausanne, dans l'ancienne demeure d'Edouard Gibbon. Elle vint à Lyon. Cette « reine de l'empire du vague », comme l'appela Jordan, déroba un peu de la réputation de Mme de Staël; elle organisa des soirées, des parties d'échec, des pique-

¹²⁷ *La Quotidienne de Lyon*, 20 oct. 1814.

¹²⁸ A. VIATTE, *Les sources occultes*, II, p. 16.

niques en banlieue¹²⁹. Elle se lia avec Necker, Mme Récamier, Chateaubriand et, en 1805, elle avoua à Béranger son amour pour Lyon, ville « bâtie tout exprès pour son imagination et pour son cœur »; elle évoque « les bords riants de la Saône » et rappelle que c'est là qu'elle a écrit *Valérie*¹³⁰.

Le sujet s'apparente à celui de *Werther*, mais l'œuvre comporte des réflexions générales : « La beauté n'est vraiment irrésistible qu'en nous expliquant quelque chose de moins passager qu'elle¹³¹. » Le succès fut prodigieux dans la haute société. Chateaubriand reconnut en Valérie la fille naturelle de René et de Delphine. On apprécia cette réaction rêveuse au moment où, avec Bonaparte, le principe de l'action recevait son application la plus étendue. Elle parut un geste d'opposition au régime consulaire et on lança les produits les plus divers « à la Valérie »¹³². Vers 1806, elle composa une *Othilde* qui célèbre le dévouement chevaleresque du Moyen Âge. Puis, elle s'abandonna aux effusions pieuses dérivées d'Ossian, écrivit à Lavater, s'intéressa aux Frères moraves et surtout aux martinistes. Elle porta dans ses nouvelles voies, la sensibilité de sa jeunesse; l'inépuisable désir de plaire se changea en un immense besoin d'aimer. La déchéance humaine s'imposa à son esprit. L'Alsace acheva de l'orienter vers le mysticisme; elle fréquenta Oberlin, le pasteur du Ban-de-la-Roche, connut le préfet Lezay-Marnésia qui avait reçu naguère les cagliostroïens lyonnais et se crut désignée pour régénérer le monde. Avant de devenir la prophétesse qui conseille les princes, elle introduisit une note exotique dans les milieux lyonnais¹³³.

Ses amis gravitaient autour de Mme Récamier. Cette « jeune reine des élégances », qui avait tenu un célèbre salon sous le Consulat, s'attacha sous l'Empire aux opposants, et surtout à Mme de Staël. A ce moment, la fille de Necker traversait une crise. Le déisme du XVIII^e siècle l'avait marquée; en 1804, elle rencontra Schlegel, Goethe, Humboldt, et ses malheurs personnels l'inclinèrent vers la religion. Matthieu de Montmorency essaya de l'entraîner vers le quietisme. Le contact des illuminés amena l'auteur de *Delphine* d'un déisme agressif à l'étude bienveillante du sentiment religieux, transforma l'amie des idéologues en une initiatrice du romantisme. La châtelaine de Coppet contribua à développer les influences germaniques au sein des milieux lyonnais : en 1807, elle élaborait son manifeste *De l'Allemagne*; en 1809, elle vint à Lyon avec Benjamin Constant, Charlotte de Hardenberg, la comtesse de Boigne¹³⁴...

Juliette Récamier, à son tour, séjourna, de juin 1812 au carême 1813, à l'Hôtel de l'Europe, où elle reçut la duchesse de Chevreuse, belle-mère de Matthieu de Montmorency, le futur duc d'Harcourt, le duc d'Abrantès... Mme Récamier attira à Lyon les éléments importants de la vie spirituelle et politique, et perpétua les liens entre les foyers allemands, suisses, italiens et le centre lyonnais. Des énergies actives, mais discrètes et silen-

¹²⁹ A. de CAZENOVE, *Journal de Mme de Cazenove*, 1803, p. xxxii, 131, 142, 144.

¹³⁰ F. DESVERNAY, *Doc. lyonn. inédits. Une lettre de Mme de Krüdener* (Lyon, Georg, 1883, 16 p.).

¹³¹ J. KRUDENER, *Valérie*, 1803, p. 44.

¹³² *National*, 8 oct. 1837.

¹³³ SAINTE-BEUVE, *Portraits littéraires*, III, p. 284-307.

¹³⁴ A. VIATTE, *Les sources occultes*, II, p. 96-108.

cieuses, se concentraient en cette cité, qui trompa Benjamin Constant. Elle « me paraît joindre, note-t-il, toute l'insipidité des petites villes de province en France. C'est Francfort, moins les relations avec l'étranger et par conséquent l'intérêt des nouvelles politiques. C'est Leipzig, moins les relations avec le monde littéraire et la conversation pesante mais instructive des professeurs »¹³⁵.

L'activité de Camille Jordan dément cette appréciation. Ce confesseur délicat de Juliette était l'ami intime de Gérando; « Oreste et Pylade » vécurent en exil en Souabe, à Tübingen, à Weimar. Là ils retrouvèrent Mounier et Mme de Staël, connurent Wieland, Schiller, Herder, Goethe défiant à l'égard du parasitisme distingué de ces réfugiés. Là ils discutèrent de tout. Théosophes et rose-croix faisaient prime dans la société aristocratique; Mme de Krüdener séduisait, non plus par la danse du schall, mais par sa vocation extatique; Jordan s'engoua de « ses cheveux blonds » et épousa la fille de la délicieuse Livonienne¹³⁶. Il acquit la connaissance de la littérature allemande et voua un culte à Friedrich Klopstock. De retour à Paris, il publia en 1802 une brochure importante, dans laquelle il exprime sa reconnaissance à Bonaparte et l'espoir, qu'après avoir rétabli l'ordre, le consul limitera lui-même sa propre autorité. A l'époque des lumières, la liberté paraissait une récompense logiquement méritée par l'homme revenu de ses erreurs et de ses craintes; les encyclopédistes et les idéologues la distribuaient en même temps que la science. A l'ère romantique, elle s'incorpore la chaleur de la passion, elle devient le grand principe énergétique et la promesse d'une expansion infinie¹³⁷.

Mme de Staël le félicita et, en relation avec Charles de Villers, le traducteur de Kant, elle approuva aussi Jordan de traduire *Les Odes* de Klopstock. « L'imagination de Chateaubriand à côté de cela ne paraît que de la décoration. » Jordan présenta à l'Académie un tableau de la littérature germanique dont *La Messiade* est le centre. A chaque voyage à Lyon, Mme de Staël s'entretenait de ce sujet avec son ami et l'ouvrage *De l'Allemagne* dut beaucoup à ce commerce¹³⁸.

L'Empire représente pour le libéral lyonnais une période active. Il rédigea peu, car il avait cette paresse des orateurs qui ne retrouvent pas dans la solitude du cabinet le degré de chaleur nécessaire à la création. Mais il fut le trait d'union d'un groupe de personnalités. En 1812, il fréquente l'Hôtel de Mme Récamier; l'antiquaire Millin, le directeur de police Norvins sont les commensaux de Jordan. Aussi, joua-t-il un rôle important dans les événements de 1814 : il voulut faire comprendre à Monsieur « que le passé ne devait plus rien être à ses yeux, que le siècle avait de nouveaux besoins ». Il accueillit la duchesse d'Angoulême et lui présenta Ballanche qui « offrit à l'Antigone française la dédicace de l'Antigone grecque »¹³⁹.

¹³⁵ E. HERRIOT, *Mme Récamier*, p. 161.

¹³⁶ R. BOUBÉE, C. Jordan et Mme de Krüdener (*Correspondant*, mai 1898, p. 654-672); — R. BOUBÉE, *C. Jordan en Alsace et à Weimar* (Paris, Plon, 1911, in-16, 267 p.).

¹³⁷ C. JORDAN, *Vrai sens du vote national sur le Consulat à vie* (Paris, s. d., in-8°, 60 p.).

¹³⁸ F. BALDENSBERGER, Schiller et C. Jordan (*Rev. Germanique*, 1905, p. 555-568).

¹³⁹ SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*. XII, p. 281-336.

Jordan resta fidèle à ses convictions pendant les Cent-Jours et il reprit son activité sous la seconde Restauration, malgré sa santé languissante. Il apparut alors au premier plan, avec Royer-Collard, dans les rangs des libéraux. Il manifesta une foi ardente, l'horreur de la contrainte, la croyance dans le progrès par la raison. Ceux qui l'appréhendent célébrèrent ses qualités : « Un esprit élevé, un caractère ferme, aimable et indulgent, le cœur le plus généreux, dit Ballanche, inspirèrent tous les discours et tous les écrits de l'irréprochable Camille Jordan ¹⁴⁰. » Mme de Gérando apprécie en lui « un mélange de pénétration et de simplicité, de sensibilité et de gaieté » ; Lamartine déclare qu'il fut « un publiciste et un orateur aussi estimable que brillant », et Chateaubriand lui ménage une place parmi « les esprits indépendants de toute nuance », parmi ceux « qui, debout au milieu de la foule rampante des peuples et des rois, ont osé mépriser la victoire et protester contre la tyrannie » ¹⁴¹.

Ce doctrinaire attendri, qui représente la pensée libérale lyonnaise sous l'Empire, stimula avec ses amis la résistance à l'oppression, répandit les principes du romantisme, attisa le réveil de la foi.

4. LA VITALITE RELIGIEUSE

Les résistances catholiques renforcèrent les conceptions libérales. L'annonce du Concordat exaspéra les rivalités intestines, au sein des deux fractions catholiques. Les jureurs gardaient quelques positions : sur plus de 600 paroisses, ils avaient ouvert près de 200 églises en 1797 ; à Lyon, leur appartenait entre autres la paroisse Saint-Nizier, « qui influe et donne le ton sur toute la ville ». Le curé Renaud, vicaire général de Primat, faisait figure de chef et essayait de grouper les assermentés du Forez et du Bugey, qui souffraient d'une crise d'autorité ; l'évêque constitutionnel de Belley, Royer, élu à Paris en 1798, n'avait pas trouvé de successeur. Le métropolitain Primat, Lyonnais d'origine, évêque de Cambrai, élu en avril 1798 évêque du Rhône, fut accueilli à son arrivée par des libelles hostiles. On le considéra comme « intrus » dans ce diocèse où la foi rayonnait à nouveau. Quoique ancien protégé de Montazet, il se heurta aux insermentés ¹⁴².

Les réfractaires n'avaient pas, depuis 1790, de directeur spirituel incontesté. Marbeuf s'éteignit en exil, en 1799, sans avoir pris possession de son siège. Ses vicaires généraux avaient dirigé les fidèles, mais Jacques de Linsolas, animé d'un zèle ardent et de convictions monarchistes, compromit son apostolat par son intransigeance ¹⁴³. Les prêtres insoumis avaient lié plus ou moins partie avec les royalistes, refusaient l'absolution aux possesseurs de terres d'Eglise et conseillaient aux jeunes

¹⁴⁰ P.-S. BALLANCHE, *Œuvres*, III, p. 109.

¹⁴¹ E. HERRIOT, C. Jordan et la Restauration (*R. H. L.*, 1902, p. 312).

¹⁴² J. BIROT, *C. Primat*, 1909, p. 85. — Lettre pastorale sur le jour de l'installation de l'évêque métropolitain C. Primat dans l'église paroissiale St-Nizier (Lyon, Roger, 1800, in-4°, 17 p.).

¹⁴³ Avertissement des vicaires généraux du diocèse de Lyon, contre la nomination de Cl. Primat, comme évêque, févr. 1800, in-8°.

gens de ne pas se soumettre à la conscription. Ils ne reconnaissaient d'autre supérieur que l'abbé Jean-Baptiste Verdollin, un émigré au nom de qui Linsolas continuait à tout régir et repoussait tout serment : le prêtre qui pactise avec le gouvernement impie était déclaré suspens de son ordre. Au contraire, le Chapitre de Lyon désigna le chanoine Bernard de Rully comme vicaire capitulaire et, pour rendre possible l'exercice du culte, il accepta la promesse de fidélité à la Constitution; il incarnait le droit gallican que soutenait aussi l'abbé Courbon, ancien vicaire général de Marbeuf. Une fois de plus, les fidèles se divisèrent ¹⁴⁴.

Les représentants du gouvernement souhaitaient une réorganisation religieuse. Le Consulat surveillait les prêtres qui ressuscitaient « dans le siècle des lumières et de la liberté tous les scandales des siècles de l'ignorance et de la superstition ». En 1802, René de Moustiers de Mérimville, évêque de Chambéry et de Genève, fut chargé, comme administrateur provisoire, d'organiser le nouveau diocèse de Lyon. Il fut accueilli par des sonneries de cloches; les autorités le reçurent à l'Hôtel, de l'Europe; une messe, suivie d'un *Te Deum*, fêta son arrivée. Cet émigré commit des maladresses, se laissa inspirer par les intransigeants, retarda la pacification. Des trois départements, s'éleva un concert de récriminations : les constitutionnels non réconciliés ne cédaient pas les églises que leur disputaient les insermentés reparus; des cérémonies dégénéraient en conflits ¹⁴⁵.

Joseph Fesch, désigné en 1802 pour occuper la primatie des Gaules, choisit ses trois vicaires avec un souci napoléonien de faire une place à chaque tendance : l'émigré Courbon, chapelain des Tantes de Louis XVI, le constitutionnel Renaud et Jauffret, réfractaire rallié. En réalité, il laissait percer un faible pour les insermentés. Quand l'oncle du Premier Consul décida de gagner Lyon, Bureaux de Puzy refusa d'assister à son entrée et proposa d'attendre le prélat chez lui : « Il faut éviter d'intervertir la hiérarchie politique et d'aider à la renaissance du préjugé détruit de la suprématie du clergé ¹⁴⁶. » En janvier 1803, Fesch prit possession de sa cathédrale. Jauffret, l'ami d'Emery, devint son conseiller; Renaud, « le porte-étendard du schisme » à Lyon, fut moins bien écouté. Courbon fut le véritable restaurateur du diocèse; il rétablit le chapitre avec ses anciens statuts et usages. Avec patience et habileté, il parvint à réconcilier les deux clergés ¹⁴⁷. Les Conseils de Fabrique se reconstituèrent avec des rentiers à Ainay et Saint-François-de-Sales, des commerçants à Saint-Bonaventure, des drapiers à Saint-Nizier ¹⁴⁸. En août 1803, eut lieu la prestation du serment des ecclésiastiques, à la Primatiale. Le préfet exposa que le dogme et la morale évangéliques n'étaient point « inconciliables avec

¹⁴⁴ Aperçu sur l'administration du diocèse de Lyon depuis la nomination de M. de Marbeuf jusqu'à l'organisation du clergé, d'apr. le Concordat (F. C., ms. 76).

¹⁴⁵ A. N., F7 8484, A, Rapport du commissaire de police de Lyon sur les principes et la conduite de M. de Mérimville, juil. 1802.

¹⁴⁶ *Ib.*, F19 466, Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 18 sept. 1802.

¹⁴⁷ J.-B. NOLHAC, *Notice hist. sur M. Courbon* (Lyon, Boursy, 1824, in-8°, 16 p.).

¹⁴⁸ A. SACHET, *Le 1^{er} Conseil de Fabrique de St-François-de-Sales...* (Lyon, *Nouvelliste*, 1917, 30 p.).

les lois politiques et civiles »; Jauffret rappela « l'antique serment des évêques français » et affirma l'accord des deux puissances ¹⁴⁹.

Fesch reprit aussitôt l'ancien cérémonial. En février 1803, le passage de la dépouille du général Leclerc amena les autorités à se réunir dans l'église métropolitaine. Après l'office célébré par l'archevêque, les personnages officiels durent entendre une oraison funèbre où l'éloquent chanoine Bonnevie tira de la vie « d'un soldat de la Révolution », qui avait « pris part à ses saturnales », des leçons en faveur de la religion restaurée par Bonaparte ¹⁵⁰ ! La station de Carême donna lieu à des prédications très suivies de l'abbé Fournier de la Contamine. Ce neveu de M. Emery avait été enfermé à Bicêtre en 1802 pour certaines allusions politiques. Fesch obtint sa grâce et le chargea de cette mission. « La mode est à présent de courir pour entendre un prédicateur catholique fanatique. Il tonne sur les protestants ¹⁵¹. »

L'initiative la plus audacieuse de Fesch aboutit au rétablissement des manifestations publiques en juin 1803, malgré la présence d'une église réformée. La procession de la Fête-Dieu rassembla des délégués de toutes les paroisses. Elle parcourut les quais, et s'acheva à Bellecour encore ravagée par les destructions terroristes. Chateaubriand dégagait l'importance symbolique de cette résurrection du passé; une décennie séparait cette solennité des mitraillades et des mascarades anti-religieuses. Pezant grava un frontispice pour les *Etrennes religieuses* représentant ce spectacle, qui a pu guider à la fois Chateaubriand et Ballanche dans la voie du *Génie* et du *Sentiment* ¹⁵².

Le préfet et les fonctionnaires ne participèrent point à la fête et le commissaire Dubois, que Fesch avait rendu responsable du maintien de l'ordre, se plaignit de cette innovation : « Certains individus traitèrent de mathevons et de jacobins quelques-uns des spectateurs; d'autres prenaient les chapeaux sur la tête des plus voisins pour les jeter à leurs pieds... Une fermentation sourde, pour et contre les processions, s'est propagée. » Le Grand Juge reconnut que ces rites n'étaient pas ordonnés par la loi, mais « la population de Lyon mérite de grands ménagements et, après toutes les scènes dont cette ville a été le théâtre, elle doit être regardée aujourd'hui comme en convalescence ». Le conseiller d'Etat Portalis défendit l'initiative de Fesch ¹⁵³.

La question se liait à la présence d'une église consistoriale. En mai 1803, Portalis expliqua au préfet que, d'après la loi de germinal an X, il fallait six mille âmes de la même communion pour fonder un temple et, quand il en existe un, les manifestations catholiques sont interdites en dehors des églises; or, Lyon ne compte que trois mille protestants. Bureaux de Puzy signala, au ministre de l'Intérieur, que l'église réformée dénombrait six mille membres, avec les ouvriers des fabriques d'indiennes et des brasseries disséminées dans les campagnes. Les vicaires rappelèrent au préfet que Fesch n'avait fait « aucune difficulté

¹⁴⁹ A. D. R., V3, P.-V. de la cérémonie du 30 thermidor an XI (18 août 1803).

¹⁵⁰ P. BONNEVIE, *Eloge funèbre de V.-E. Leclerc-Puisieux*, général en chef de l'armée de St-Domingue (Lyon, Ballanche, 1803, in-8°, 24 p.).

^{150a} A. CAZENOVE, *Journal de Mme Cazenove d'Arlens*, 1803, p. 132, 135.

¹⁵² Le jour de la Fête-Dieu à Lyon (A. H. S. R., 1827, VII, p. 454-459).

¹⁵³ A. N., F19 466, Lettre du préfet au ministre, 15 juin 1803; F7 6366, Lettres de Dubois au Gr. Juge, 14 et 23 juin; — AF IV 1044, Rapports de Portalis, 20 juin au 5 juil. 1803.

aux protestants pour leur consistoire, quoiqu'ils ne soient point en nombre suffisant pour en avoir le droit. Si ce consistoire pouvait être un obstacle à la publicité du culte catholique, Son Eminence s'opposerait alors à son établissement » ¹⁵⁴.

Portalis engagea le préfet à ne pas appliquer la loi strictement. Les calvinistes affirmant partout leurs sentiments modérés, le ministre de l'Intérieur autorisa les processions. Le préfet insista en revanche pour obtenir la reconnaissance du temple. « Animés et dirigés par le meilleur esprit, les protestants lyonnais se sont concilié le cardinal... Ils ont refusé dans les temps orageux de la Révolution d'employer des églises catholiques à l'usage de leur culte... Leur conduite tolérante et délicate, leurs principes vraiment sociaux » donnent toute assurance. Le gouvernement leur attribua la Loge des Changes et non l'église Saint-Irénée qu'ils avaient sollicitée ¹⁵⁵. Le pasteur Pierredon-Martin l'inaugura devant une nombreuse assistance, et le préfet promit « la protection du gouvernement » en célébrant la pacification religieuse ¹⁵⁶.

Elle fut étendue aux quelque trois cents Israélites, de fortune médiocre, qui vivaient à Lyon. Une scission avait abouti à la création de deux synagogues. En 1809, un Consistoire unique fut établi et le commissaire de police Maillocheau invita les Juifs à chanter « le nouveau Cyrus qui a brisé sans retour le joug sous lequel la race d'Israël gémissait depuis dix-huit siècles ». Il les engagea à renoncer aux métiers « que la délicatesse désavoue » pour se livrer aux arts utiles ¹⁵⁷.

Une lettre anonyme, non datée, adressée au ministre de l'Intérieur, blâma les cérémonies catholiques. Coûtant « une somme exorbitante », elles ne plaisent ni aux protestants, ni aux juifs, ni même à la majeure partie des citoyens qui s'en moquent. Il faut contenir le despotisme de « l'oncle du Premier Consul », l'ambition des prêtres qui « cherchent à étendre leur domination » et n'aiment pas le gouvernement. « Il y en a ici et ailleurs qui ont des correspondances avec les ennemis de la France et, d'accord avec les évêques et les archevêques qui sont en Angleterre, ils conspirent contre leur patrie. » Ils gênent le culte calviniste et vont faire fuir de bons citoyens dans les pays de véritable liberté ¹⁵⁸. Cette désapprobation demeura isolée.

Les deux passages de Pie VII à Lyon, en novembre 1804 et en avril 1805, attestèrent et accusèrent le réveil religieux. Dès le premier séjour, cependant fort bref, le charme du pontife, le spectacle des pompes dont il fut entouré, transforma la curiosité en un enthousiasme que les autorités civiles eurent peine à canaliser. Des nouvelles du voyage pontifical furent régulièrement transmises ¹⁵⁹. Napoléon régla

¹⁵⁴ *Ib.*, F 19 466, Lettres de Portalis et de Bureaux de Puzy au ministre, 31 mai, 4 juin 1803; — Arch. Archevêché Lyon, Papiers Fesch, Lettre des gr. vicaires au préfet, 9 juin 1803.

¹⁵⁵ A. N., F19 466, Lettres du préfet au Premier Consul et réponse, 1^{er} et 4 thermidor an XI (20 et 23 juil. 1803), de Portalis au ministre de l'Intérieur, 28 messidor an X (17 juil. 1802).

¹⁵⁶ J.-G. BELZ, *P.-V. du service solennel*, 21 brumaire an XII (13 nov. 1803), in A. PUYROCHE, *Centenaire du Vieux Temple*, 1903.

¹⁵⁷ *Journal de Lyon*, 4 janv. 1810.

¹⁵⁸ A. N., F19 466, Lettre anonyme adressée de Lyon, sous le Consulat, au ministre de l'Intérieur, s. d.

¹⁵⁹ A. M. L., II, Fesch au préfet, 15 vendémiaire an XIII (7 oct. 1804); lettre du général Menou au préfet, 7 brumaire (29 oct.).

lui-même le protocole d'arrivée à Lyon. Une foule immense accueillit la voiture pontificale. Au seuil de la primatiale que l'on restaurait, le premier vicaire général Jauffret prononça une allocution, puis après le salut du Saint Sacrement, le souverain pontife reçut, dans les salons de l'Archevêché, les hommages des corps constitués ¹⁶⁰.

Le ton des harangues avait été fixé par le mandement adressé par Fesch à ses diocésains, mais sans doute rédigé par son fidèle collaborateur, l'abbé Courbon. Il rappelait les liens unissant Rome et la première cité chrétienne des Gaules, « que distingua toujours son inviolable attachement à la chaire de Saint-Pierre » ¹⁶¹. Les autorités insistèrent sur le providentiel accord entre les principes religieux et les institutions politiques. Bureaux de Puzy, au nom du « nouveau David », remercia le « nouveau Samuel » de venir « imprimer le secours d'une religion divine au pouvoir déjà le plus légitime et le mieux affermi » ; le général Philippe Duhesme affirma « les sentiments d'amour et de respect filial » de l'armée à l'égard du chef de l'Eglise. Le procureur Boissieux déclara que le peuple français était « le plus fidèle à la foi de ses pères et le plus attaché à ses souverains ainsi qu'à la hiérarchie de l'Eglise » ¹⁶².

Le lendemain, Pie VII officia à la Primatiale devant une affluence telle que de mémoire de Lyonnais on n'en avait jamais vue. Il fallut modérer les transports des dragons et des personnes de tout âge qui se précipitaient aux pieds du Saint-Père. Dans l'après-midi, se déroula sur la place Bellecour une manifestation grandiose en faveur de la liberté du culte catholique. D'un balcon, le pape contempla les destructions révolutionnaires et bénit des milliers de chrétiens ¹⁶³.

En 1805, au retour de Paris, le second séjour de Pie VII déchaîna l'enthousiasme. Pendant trois journées, Lyon acclama le pontife. « La justice chrétienne, lui dit Rieussec, la conviction si importante d'une autre vie inspirèrent aux négociants de Lyon cette loyauté, cette bonne foi qui distinguèrent, dans tous les temps, le commerce de cette ville. » Après la messe pontificale, Pie VII, plus heureux que Napoléon, put se rendre à l'Île Barbe dans la flottille pavoisée et admira le paysage qu'il compara à Tivoli et Frascati. Il fut surtout attentif aux marques de vénération des Lyonnais : « On voyait les jeunes personnes et les enfants sauter de joie, les mères offrir leurs nourrissons qui joignaient leurs petites mains, les ouvriers quitter leurs travaux, un peuple entier couvrir les deux rives ¹⁶⁴... »

La plupart des personnalités furent présentées à Pie VII. Le médecin Petit, qui avait soigné le cardinal Borgia atteint d'une inflammation pulmonaire, reçut la bénédiction apostolique. Béranger remit au pontife un recueil de prières et un poème dithyrambique dans lequel il dénonce les « barbares novateurs », les « panthères du Nil » qui foulèrent

¹⁶⁰ L. d'ANDIGNE, *Mémoires*, publ. par E. Biré, 1901, II, p. 107 ; — A. D. R., V 306, Plan de restauration par Dubost, Loyer, Querville, 3 floréal an X (23 avril 1802).

¹⁶¹ Mandement de S. E. Mgr le cardinal Fesch, qui ordonne des prières dans tout le diocèse pour attirer les grâces et les bénédictions du Ciel sur le voyage de N. S. P. le Pape (Lyon, Ballanche, 1805, in-4°).

¹⁶² *Bull. de Lyon*, 30 brumaire et 3 frimaire an XIII (21 et 24 nov. 1804).

¹⁶³ P.-S. BALLANCHE, *Pie VII à Lyon...* (Lyon, Rusand, 1804, in-18, 23 p.).

¹⁶⁴ J.-J. de BOISSIEU, *Pie VII, Souverain Pontife, cédant à l'empressement des Lyonnais de lui faire connaître les bords de la Saône* (1805, F. C.).

les autels et le trône; il loue le « héros de brumaire », son aide apportée au commerce de luxe, ses « militaires lycées », déplore la jalousie de la perfide Angleterre et convie les Lyonnais à célébrer le rétablissement du christianisme¹⁶⁵. Le lendemain, à la seconde messe, Pie VII communia douze cents fidèles et les hosties manquèrent; l'après-midi, il bénit la foule massée place Bonaparte. Le 19 avril, selon la tradition interrompue par 1793, il se rendit au sanctuaire de Fourvière et ressuscita dans la chapelle « l'antique dévotion ». Au milieu des acclamations, de la salve d'artillerie, des sonneries de cloches, Sa Sainteté ouvrit « les trésors des grâces divines et les répandit sur une ville si invariablement attachée à la foi catholique »¹⁶⁶. Pie VII visita l'institution de l'abbé Caille où un élève prononça, « à travers de douces larmes, quelques expressions d'amour filial »; il alla dans la Maison d'éducation de Mme Cosway où se trouvait le duc de Braschi, neveu de Pie VI, au Conservatoire des Arts où il vit tisser une étoffe¹⁶⁷...

De retour à Rome, il exprima sa joie. Sa présence fit naître une dévotion plus forte que le loyalisme réclamé pour la dynastie impériale. La masse en garda un goût marqué pour ces solennités dont elle fit parfois l'essentiel de sa religion. Désormais, elle négligea moins les pratiques cultuelles¹⁶⁸.

En 1807, Fesch parcourut son diocèse, communia jusqu'à trois mille personnes par jour, en confirma jusqu'à huit mille par séance et se montra satisfait de sa visite pastorale¹⁶⁹. Pour l'agglomération, en dehors des difficultés matérielles, la reprise de la vie religieuse était caractéristique. L'assiduité était faible seulement à la Guillotière, qui vivait du roulage. Dans les autres paroisses, même les canuts manifestaient leur attachement au catholicisme. La bordure rhodanienne de Givors, de Pierre-Bénite, de Saint-Genis-Laval avait subi d'une part l'influence émancipatrice de la ville, d'autre part le contact de la montagne traditionaliste. Les villageois retrouvaient avec plaisir leurs offices, mais ils ne voulaient pas renoncer à leurs danses, leurs mascarades, leurs fêtes baladoires; les hommes ne pratiquaient plus les sacrements, en particulier n'accomplissaient pas leur devoir pascal. Les deux facteurs d'irréligion étaient les cabarets et le trafic fluvial. Les errants et les déclassés sociaux échappaient à toute emprise religieuse.

Les Monts du Lyonnais conservèrent mieux leurs traditions. Ils abritaient un collège et le petit séminaire de l'Argentière; ils étaient foncièrement catholiques et le canton de Saint-Symphorien représentait le meilleur élément du diocèse. Dans cette « petite Vendée », la nomination de constitutionnels provoqua des incidents. Dans le massif de Tarare, le personnel ecclésiastique paraît de faible valeur, mais le canton de Thizy fut une pépinière de séminaristes. Les fidèles lisaient la *Vie des saints*, l'*Imitation de Jésus-Christ*, le *Catéchisme de Montazet*... L'agitation persista : des querelles éclataient entre réfractaires et jureurs; à Villechenève, un missionnaire de Saint-Joseph se

¹⁶⁵ L.-P. BÉRENGER, *Les Augustes Voyageurs*, 16 avril 1805 (Lyon, Ballanche, in-8°, 7 p.).

¹⁶⁶ Rétablissement du culte divin dans l'église N.-D. de Fourvière (Lyon, Rusand, 1805, in-18, 48 p.).

¹⁶⁷ *Journal de l'Empire*, 3 floréal an XIII (23 avril 1805).

¹⁶⁸ F. DUTACQ, *Fêtes lyonn. du premier Empire* (*R. E. N.*, janv. 1935, p. 21-44).

¹⁶⁹ A. N., F19 1904, Lettre de Fesch à l'Empereur, 20 mai 1807.

heurta à un clan groupé autour d'un curé janséniste et anticoncordatiste, lié à la proximité des cantons de Feurs et de Saint-Galmier.

Le massif du Mont d'Or et la vallée de la Saône comptaient beaucoup de prêtres qui enseignaient ou tenaient pension; les fidèles n'en avaient pas pour cela de meilleures mœurs. A Neuville, les habitants étaient aubergistes, gens de rivière, ouvriers de filature; leurs croyances devenaient superficielles et formalistes. Ce manque de ferveur spirituelle fut favorisé par les bourgeois qui passaient leur été à Fontaines ou Rochetaillée et n'étaient pas toujours d'excellents chrétiens. Les courants de circulation entraînaient l'impiété ¹⁷⁰.

Les Monts du Beaujolais retrouvèrent une intense vie paroissiale. Le culte constitutionnel ne se répandit guère, mais il subsistait des sectes d'illuminés ou de jansénistes à Propières et à Aigueperse. A Saint-Nizier, « le peuple n'est pas méchant mais ignorant, et sa légèreté et sa dissipation, causées par son commerce de toiles et de bois, sont un grand obstacle à l'instruction et à la fréquentation des sacrements ». Ces habitants pauvres connaissent mal le dogme mais se montrent assidus aux offices; ils s'amuseaient aux cabarets et aux vogues, sans glisser dans l'impiété. En somme, une population fruste, préoccupée de ses soucis matériels, chiche de ses deniers et de son temps, attachée au catholicisme ¹⁷¹.

Dans le vignoble, on rencontre, notamment à Villefranche et à Belleville, des prêtres qui sont instituteurs. Le diacre Bazin est principal du Collège, mais il avait « un peu perdu l'esprit de son état pendant la Révolution ». La pratique est surtout le propre des femmes; c'est le cas à Ville-sur-Jarnioux, où cependant « tous se disent catholiques »; parlant de ses paroissiens, le desservant de Cogny déclare : « Sans qu'on puisse leur reprocher des désordres publiquement scandaleux, ils montrent pour Dieu et leur salut une tiédeur et une indifférence qui fatiguent. » La plainte est la même à Odenas, Saint-Cyr-le-Château, à Saint-Jean d'Ardières : l'ignorance paraît favoriser l'incrédulité. La dissipation provient des jeux et des fêtes « connues sous le nom de vogues ».

Ainsi, les campagnards fréquentaient les offices avec plus ou moins de conformisme; les femmes pratiquaient avec plus d'assiduité; les habitants tenaient aux prêtres, mais non aux exercices de piété. Pour les couches populaires, la vie religieuse représentait souvent la seule activité intellectuelle. Parmi les facteurs d'irrégion, les réponses de 1804 citent l'école et les mauvaises mœurs; mais c'est surtout le cabaret qu'elles dénoncent. Il retient ses clients au moment des offices, permet les contacts entre villageois et citadins, indigènes et gens de passage. C'est le salon des ruraux. La taverne contre le tabernacle ¹⁷².

La jeune église concordataire jouissait néanmoins de deux éléments d'avenir : la renaissance des communautés, la fondation des séminaires. Le gouvernement toléra d'abord les ordres enseignants : à la fin de 1804, le diocèse de Lyon était un de ceux où florissait déjà le plus grand nombre de congrégations. Fesch se défiait de ces corps étrangers à la hiérarchie séculière, mais il favorisa celles qui pouvaient lui

¹⁷⁰ A. D. R., V2, Etat des curés et des desservants, févr. 1803.

¹⁷¹ A. N., F19 466, Corresp. des 22 avril 1802, 3 juin 1803, 19 févr. 1805.

¹⁷² P. SOUMILLE, *La vie religieuse dans le Rhône, 1802-1805* (D. E. S. Lyon, 1948).

fournir de bons ecclésiastiques. Autrefois, le curé allié au seigneur exerçait, grâce à son instruction relative, un prestige incontesté; désormais, il se trouvait aux prises avec d'autres autorités. L'archevêque de Lyon proclama la nécessité de former des clercs ¹⁷³.

Le Concordat et la loi de germinal an X accordèrent à l'évêque le droit d'ouvrir un grand séminaire dans son diocèse. Fesch confia aux Sulpiciens le Grand Séminaire placé dans un local provisoire, en 1802, et se fit restituer par le gouvernement les bâtiments de Saint-Irénée en 1805. Emery, ancien professeur au séminaire de Lyon, le conseilla, mais bientôt la hâte du prélat inquiéta son directeur : Fesch réquisitionnait les meilleurs sulpiciens pour les besoins de son clergé, sous prétexte que le siège primatial doit passer avant tous les autres ¹⁷⁴.

Au Grand Séminaire, la culture fut sacrifiée aux besoins immédiats du ministère. La Révolution avait supprimé les facultés de théologie, fermé les ateliers des Bollandistes, et le niveau intellectuel de l'Eglise concordataire fut inférieur à celui de l'Eglise d'Ancien Régime. Aussi Fesch rêvait-il de fonder des séminaires métropolitains où les élèves les plus distingués d'une métropole recevraient une formation théologique et scientifique plus poussée. En attendant, il recourait aux missions pour évangéliser; à l'archevêque de Bordeaux, il arracha le chanoine Jean-Baptiste Rauzan qui contribua à la rénovation des études ecclésiastiques ¹⁷⁵.

Fesch ne parvint pas à prévenir certaines déviations. Le particularisme, qui caractérise l'esprit lyonnais, est à la fois le fruit d'une imagination mystique et d'une raison positive. Son idéalisme, qui s'égare parfois jusque dans les bizarreries du rêve, sait s'allier à une intelligence pratique et au sens des réalités. L'opposition religieuse revêt ce double caractère. La Petite Eglise se rattache au courant janséniste. L'un de ses chefs, Desfours de Genetière, garda le contact avec les « appelants » de Mâcon, Grenoble et Saint-Etienne; il dirigea la résistance au Concordat et fut poursuivi par Marbeuf comme par Linsolas, malgré l'hostilité qu'il témoignait aux serments révolutionnaires. Il condamna la Convention de 1801 au même titre que la Constitution civile, comme asservissant l'Eglise aux puissances séculières ¹⁷⁶.

Le Père Chaix, ancien professeur de philosophie aux Dominicains de Lyon, réagit aussi avant l'ancien épiscopat. Dans son *Catéchisme sur le Concordat*, il qualifia la Convention de Messidor « d'horrible attentat » et accusa le Souverain Pontife d'avoir « livré l'Eglise au Consul français ». Pour lui, les évêques et les curés concordataires étaient des « parjures, apostats et schismatiques ». Fesch un « étranger et un faux pasteur ». Sa propagande anticoncordatiste se répandit dans le Beaujolais et la Dombes, mais Jacquemont en Forez ne le suivit point. Les dirigeants surveillèrent ces résistances et demandèrent à Bruyset de saisir le *Nouveau Catéchisme*, que les dissidents distribuaient. Le Directeur de la Librairie se montra surpris mais promit de s'informer ¹⁷⁷.

¹⁷³ Arch. Archevêché Lyon, Papiers Fesch, Lettre de Fesch à Jauffret, 23 nov. 1805.

¹⁷⁴ J. LEFLON, *M. Emery*, II, p. 243.

¹⁷⁵ DELAPORTE, *Vie du T. R. P. Rauzan* (Paris, 1857, II, p. 310).

¹⁷⁶ E. TARDY, *Un groupe d'anticoncordatistes*, 1909, p. 5, 10, 46.

¹⁷⁷ A. N., F18 30, Lettre de Bruyset aîné au Directeur général de l'Impr., 14 déc. 1810.

L'élément le plus étrange est représenté par Denis Gaudard. C'était un ex-oratorien qui avait professé au collège de Lyon. Après le siège, il travailla chez un fabricant de bas de soie. Sous le Consulat, Germain de Montauzan l'appela comme instituteur en son château de Lacenas. Dans ce bas Beaujolais, préparé par l'apostolat du curé réfractaire Claude Germain, Gaudard diffusa des écrits séditieux, tels que *La lettre de l'ancien évêque de Tarbes à Pie VII, Réflexions sur le Concordat, Commentaires des prophéties de la Sœur Holda, véritable prophétesse de la Révolution*. Tous s'opposaient au Concordat¹⁷⁸.

Un cahier qu'il colportait commente les *Lettres à un ami sur le Concordat*. Il estime que le pape a outrepassé ses pouvoirs en supprimant tous les sièges de France, sans le consentement des titulaires. Les articles concordataires sont conformes aux principes ultramontains et aux « Fausses Décrétales : c'est l'idée d'un monarque absolu et plénipotentiel ». Ce sont là les thèses « romanesques des Romains ». Avec des références historiques, l'auteur soutient la théorie conciliaire : le pape ne peut juger seul du bien de l'Eglise ; sinon « c'est l'établissement de la monarchie ultramontaine, de cet épiscopat universel ou plutôt unique auquel on ne saurait consentir, selon saint Grégoire le Grand, sans perdre même la foi ». Les traditions gallicanes disparaissent. « Pourra-t-on s'empêcher de rire lorsqu'on entendra débiter les libertés de l'Eglise gallicane par un clergé créé des décombes de l'Eglise de France, détruite par un seul mot du Saint-Père ? » La réorganisation de l'Eglise n'exigeait pas cette soumission du pape au temporel. « Le gouvernement désire fort la civilisation du peuple pour avoir des sujets soumis et tranquilles. » Il a obtenu la suppression de la liberté d'enseignement dans les séminaires. Pour l'Eglise, il eût mieux valu souffrir la persécution de la part des puissances que d'acheter une trompeuse quiétude. Ceux qui acceptent ce compromis sont des schismatiques. « Les enfants de l'Eglise doivent beaucoup sacrifier à la paix et au bien de l'unité, mais ne doivent-ils rien à la Vérité¹⁷⁹ ? »

Dans ses réunions à Lacenas, Gaudard explicitait les visions de la sœur Holda. Consultée par le roi Josias, elle avait annoncé la Révolution, puis la venue d'une idole qui asservirait le pays et accorderait une fausse paix à l'Eglise. Dès 1762, elle avait prédit, en un langage biblique, avec des interjections répétées, les divisions sociales, les prévarications, la nécessité de régénérer l'Etat et l'Eglise. Nous arrivons au temps « où notre nation, lasse des révolutions, sans être plus sage, ni plus réglée, ne désire qu'une paix que son cœur connaît à peine ». L'Eglise s'est soumise à tort et le pape a commis une erreur beaucoup plus funeste que la Constitution civile du clergé. Gaudard proteste contre les propos des évêques comparant Bonaparte à Cyrus, Néhémie, Moïse... Le langage de la Révolution trahissait Satan. Celui des concordataires trompe davantage. « Ceux qui avaient évité jusqu'ici de se prosterner devant l'idole de la Révolution y ont presque tous été amenés par la tournure que le pape et Bonaparte ont prise. » Portalis ajoute un scandale à ceux de la Révolution en réconciliant les émigrés, les aristocrates, les républicains, les ecclésiastiques. Le clergé concordataire doit « sa

¹⁷⁸ *Ib.*, F7 8484 A, Lettre du commissaire de police Dubois au préfet, 13 nivôse an XII (4 janv. 1804).

¹⁷⁹ *Ib.*, F7 8484 A, Commentaire des *Lettres à un ami sur le Concordat*, 20 janv. 1803, 38 p.

création à la duplicité la plus funeste et à la nouveauté la plus extraordinaire : la destruction de toutes les anciennes chaires de l'Eglise gallicane ». Gaudard discute enfin la position des molinistes, des jansénistes, des sulpiciens et prêche la résistance. Il fut arrêté en 1804. Aussitôt, affluèrent les pétitions en sa faveur provenant de son supérieur au Collège, le Père Roman, de Jauffret, de Fontanes... On le libéra ¹⁸⁰.

L'opposition de la Petite Eglise confinait dans une certaine mesure à la politique. Elle s'accordait avec celle des évêques émigrés qui avaient refusé au pape la résignation de leurs fonctions en exécution du bref *Tam multa*. Les anticoncordataires restaient gallicans et monarchistes, fidèles à l'Ancien Régime religieux et politique; les prélats non démissionnaires se mirent en relation avec eux et les dirigèrent, comme ils l'avaient fait pour les réfractaires pendant la Révolution. Les dissidents furent poursuivis comme royalistes. Deux d'entre eux, Antoine de Bournissac et Desfours de Genetière furent incarcérés, sous l'inculpation d'avoir distribué des pamphlets antigouvernementaux, dont une *Oraison funèbre du duc d'Enghien*, prononcée à Londres. Ils affirmèrent la pureté de leurs intentions et Bournissac, formulant la doctrine de la non-résistance, proclama que la religion « se défendait et se soutenait, non par la violence, mais par la patience... », non en persécutant, mais en se laissant persécuter ». Formules que reprit un autre dirigeant de la Petite Eglise, Bergasse, en 1810 ¹⁸¹.

Jusqu'en 1807, la pensée religieuse ne se dressa pas nettement contre le régime et il ne surgit que des incidents locaux. Le commissaire de police signale, par exemple, que le curé de Saint-Trivier, dans la Dombes, refuse les sacrements aux acquéreurs de biens nationaux sur les consignes des chefs lyonnais, et le préfet se plaint des ecclésiastiques. Des rumeurs alarmistes circulèrent au moment de l'occupation du littoral adriatique et tyrrhénien par les troupes françaises. « Des têtes exaltées disent que c'est une atteinte à la religion. Cette opinion paraît suggérée secrètement par les prêtres. On les surveille ¹⁸². » Un démêlé survint entre Fesch et l'administration municipale à propos des cimetières qui s'avéraient insuffisants; toutefois, Herbouville assura que « jamais la tranquillité ne sera troublée dans ce département par l'influence religieuse ». Le commissaire de police, peu tendre pour les prêtres, les accusa d'être intolérants et de former une coterie. « L'esprit de jésuitisme et de bigoterie fait des progrès effrayants. On le retrouve partout, dans toutes les classes de la société, dans les corps constitués, dans les administrations gratuites. » Le préfet s'inquiéta de voir des Lyonnais partir au monastère trappiste de Fribourg. « Vous examinerez, Monseigneur, écrit-il au ministre de l'Intérieur, jusqu'à quel point le gouvernement peut, sans inconvénient, laisser le père de famille disposer ainsi de ses enfants ¹⁸³. »

¹⁸⁰ *Ib.*, F7 8484 A, Commentaire des prophéties de la Sœur Holda, 37 p.; Interrog. du 13 nivôse an XII (4 janv. 1804). — Rapports du 5 pluviôse an XII (26 janv.) et du 28 thermidor (16 août 1804).

¹⁸¹ C. LATREILLE, *La Petite Eglise*, p. 121, 130-133.

¹⁸² E. d'HAUTERIVE, *La police secrète*, II, p. 423, Bull. du 11 juil. 1806 et p. 1129, 16 juil. 1806.

¹⁸³ A. N., F7 3686 7, Rapports du commissaire de police, avril, 5 juil., 10 oct. 1807; — F19 466, Lettre du préfet au ministre et réponse, 3 et 10 nov. 1807.

L'organisation des fêtes entraîna des querelles dans les paroisses rurales. Le Concordat supprima de nombreuses solennités, ce qui souleva des protestations anticoncordatistes. Le Père Chaix affirma que le pape n'avait pas le droit de renoncer aux fêtes établies ou confirmées par des conciles, comme celles du Saint-Sacrement, de l'Incarnation, de l'Épiphanie. En fait, les prêtres ne respectèrent point ces prescriptions et les efforts du gouvernement restèrent illusoires. Dès 1802, à Anse, à Salles, on célébra la Fête-Dieu et le maire se trouva « dans l'impuissance de dissiper cette multitude »¹⁸⁴. Dans nombre de paroisses, on continua à chômer comme par le passé. Il ne s'agissait pas d'une opposition délibérée au Concordat, ni d'une preuve de vitalité religieuse, mais simplement d'une résistance de la coutume. Le maire de Vernaison l'explique. « La répression de cet abus, qui tient à d'anciennes habitudes, à des pratiques religieuses mal entendues et qui favorise d'ailleurs notre penchant naturel vers le repos, sera difficile à obtenir. » Les journaliers, les domestiques, les valets de ferme appréciaient ces congés. Mais les propriétaires les condamnaient. « La célébration des fêtes supprimées, disait le même magistrat, et cette multiplicité de foires qui reviennent périodiquement deux ou trois fois l'an, dans le moindre village, auxquelles accourent de deux ou trois lieues à la ronde, hommes, femmes, enfants et jusqu'aux vieillards, et dans lesquelles on ne rencontre ni marchands, ni marchandises, ni acheteurs sont à mon avis les deux grandes calamités de l'agriculture. » Le maire de Brignais déplorait aussi cette « perte bien fâcheuse pour l'agriculture »¹⁸⁵.

Si les autorités civiles se plaignaient de la fréquence des cérémonies religieuses, les ecclésiastiques s'élevaient contre la licence qui accompagnait les réjouissances profanes. A Saint-Laurent d'Oingt, pendant la messe, « on tire des boîtes, on joue des instruments, on danse, on vocifère contre le desservant ». A Vaux-en-Beaujolais, « on ne veille point sur les jeux publics où les enfants de famille exposent des sommes au détriment de leurs maisons. Le maire défunt fit labourer les jeux de quilles pour prévenir ce désordre; maintenant, on les multiplie sans aucune crainte »¹⁸⁶. A Thizy, les jeunes gens « sont dans l'usage, les quatre dimanches de l'Avent, de se réunir au clocher du château sur les minuit et au delà, de sonner les cloches et de chanter les Noël's ou cantiques sur la naissance du Sauveur. Cette pratique, autrefois édifiante, a dégénéré en dissipation et dissolution. Les acteurs parcourent les rues pendant toute la nuit, troublent la tranquillité des citoyens, s'enivrent dans les cabarets, vont dévaster les jardins et les basses-cours ». A Lucenay, « pendant l'office, le curé n'entend que les cris, les hurlements et le son des instruments ». A Vernaison, en juillet 1811, lors de la fête annuelle, le desservant refusa de laisser entrer dans l'église la compagnie de jouteurs, musique en tête, comme à l'ordinaire. Le préfet invita les vicaires généraux à intervenir pour fléchir le farouche abbé. Les litiges entre maire et curé éclataient

¹⁸⁴ A. D. R., VI, Lettre du sous-préfet de Villefr. au préfet du Rhône, juin 1802.

¹⁸⁵ *Ib.*, V 14, Lettres des maires de Vernaison, 3 et 12 févr. 1808; de Brignais, 3 févr. 1808.

¹⁸⁶ *Ib.*, Z 183, Lettre des vicaires gén. au préfet, 29 thermidor an XII (4 août 1804); V 285, Lettre du desservant de Vaux, avril 1806.

parfois à propos des sonneries de cloches que l'on faisait retentir dès que l'orage menaçait, malgré les interdictions législatives ¹⁸⁷.

Devant la force des traditions et l'autorité du clergé, le préfet cédait aussi. Bureaux de Puzy enjoignit aux maires de veiller « à ce que les jours de fêtes, aux heures des offices divins, le débit des liqueurs fermentées soit suspendu dans les cabarets » ¹⁸⁸. Napoléon, impatienté par les exigences du clergé, écrivit à Champagny : « Je ne sais où l'on veut nous conduire. La danse n'est pas un mal... Je suis fâché que M. Bureaux de Puzy, qui plusieurs fois s'est tenu trop écarté de la ligne religieuse, s'en tienne trop près aujourd'hui... Si l'on croyait tout ce que disent les évêques, il faudrait défendre les bals, les spectacles, les modes et faire de l'Empire un vaste couvent ¹⁸⁹. » Aussi, quand un maire du canton de Saint-Laurent-de-Chamousset, cédant à la pression du curé, interdit le bal public le jour de la fête patronale, le préfet le réprimanda ¹⁹⁰.

Après 1807, la tension entre le spirituel et le temporel provoqua le désarroi dans les âmes catholiques. Les incidents se multiplièrent, Fesch lui-même éprouva des difficultés. Il avait agrégé à son clergé les Pères de la Foi, en tant qu'éducateurs précieux, et il mit sa fierté d'évêque à tenir en respect les séides de Fouché devant les séminaires, lieux d'asile. La police suspecta l'enseignement donné par le clergé. « Tous ceux qui sont élevés au séminaire de Lyon rapportent dans le sein de leur famille des principes ultramontains et fanatiques ¹⁹¹. » Le cardinal fut inquiet pour ses missionnaires diocésains à qui l'Empereur interdit la prédication. Fesch avoua que l'administration de son diocèse était ingrate. « Les partis sont toujours en présence, le jansénisme le plus effréné, ennemi de toutes les lois, qui rallie dans son sein tous les révolutionnaires exagérés, les anticoncordataires et les malveillants de toute espèce, ne s'endort pas et profite de toutes les occasions pour accréditer les bruits les plus absurdes ¹⁹². » Ainsi en 1810, un refus de sacrement alarma le commissaire Maillocheau. « Plusieurs riches protestants passent une très grande partie de l'année dans les campagnes environnantes. Lorsque les curés refusent d'enterrer ceux qui y meurent, quoiqu'il n'y ait qu'un seul cimetière, que doit-on faire ¹⁹³ ? »

Le plus grave fut la participation du clergé à la diffusion de la bulle d'excommunication. Le Supérieur de l'Argentière, Recorbet, fut compromis. Dès août 1809, la *Correspondance authentique de la Cour de Rome avec la France*, depuis l'invasion de l'Etat romain jusqu'à l'enlèvement du Souverain Pontife, circula à Lyon où le recueil fut imprimé. Le préfet demanda au maire de le renseigner sur « les associations mystiques » et les sociétés chrétiennes; « leur but principal est de détruire les libertés gallicanes et d'introduire les opinions ultramontaines en France ». Ces complicités contribuèrent à la disgrâce du

¹⁸⁷ *Ib.*, V 19, Coutumes abusives : Thizy. Lettre des vicaires gén. au préfet, 1809; V 16, Coutumes abusives : Lucenay, 1809; V 14, St-Laurent d'Agny, mai 1809.

¹⁸⁸ *Ib.*, V 52, Circulaire du préfet aux maires, thermidor an XIII (juil. 1805).

¹⁸⁹ J. RÉGNIER, *Les préfets du Consulat et de l'Empire*, Lettre 9051, p. 95.

¹⁹⁰ A. D. R., M, Police gén., Brullioles, juin 1813.

¹⁹¹ A. M. L., I², Police des cultes : Lettre du préfet au maire de Lyon, 6 oct. 1809.

¹⁹² A. D. R., VI, Lettre de Fesch à l'Empereur, 27 août 1809.

¹⁹³ A. N., F7 8611, Lettre du commissaire au conseiller d'Etat, 31 janv. 1810.

Grand Aumônier en 1812. Elles éclatèrent en 1814 : « Le commerce ruiné va de nouveau étendre ses ailes, dit un mandement. Les cultivateurs arrachés à l'agriculture lui sont rendus. La religion reflleurira ¹⁹⁴. »



La foi animait des méditations, relevait des courages, préparait la génération de Victor de Laprade, de Blanc Saint-Bonnet, d'Ozanam ¹⁹⁵. Les médecins et les scientifiques gardaient encore quelque attache avec l'idéal optimiste du XVIII^e siècle. Mais les autodidactes qui se rencontraient dans l'imprimerie de Ballanche, les émigrés qui se rassemblaient à l'Hôtel de l'Europe, n'avaient plus confiance en l'idéologie matérialiste. Par un curieux balancement, ils revenaient aux croyances mystiques et recouraient à l'intuition pour élaborer leurs conceptions. Ils n'avaient ni le sens de l'unité, ni celui de la fixité. Comme les poètes de l'Allemagne, ils se sentaient atteints de cette *Sehnsucht*, qui constitue un élément majeur du romantisme.

Les contemporains remarquèrent cette parenté entre la psychologie lyonnaise et l'âme germanique. Plus tard, Bredin, parlant de Jean-Jacques Ampère, s'enquiert auprès de Ballanche de « celui qu'un prince russe appelle le plus allemand des Français ». La formule a fait fortune et Faguet s'est plu à souligner les flottements et les contradictions qui caractérisent souvent la pensée du cercle de Ballanche : « Tous ces Lyonnais sont volontiers rêveurs, imaginatifs et mystiques. Ce sont nos Allemands. L'obscurité des idées ne les effraye pas, si l'on ne peut dire qu'elle les attire et les retient. Ils sont graves et lents et d'une très forte vie intérieure. La clarté et la vivacité françaises ne leur agréent jamais qu'à demi ¹⁹⁶. »

L'éclosion de ce mysticisme dans la grande cité s'explique par les conditions même de l'existence et par l'influence atavique du travail. « Nulle part le cœur de l'homme n'a plus besoin de ciel. La vie sédentaire de l'artisan, assis à son métier, favorise cette fermentation intérieure de l'âme. L'ouvrier en soie, dans l'humide obscurité des rues, se crée un monde, à défaut du monde, un paradis moral de doux songes et de visions ¹⁹⁷. » Rousseau, Claude de Saint-Martin, le *Sturm und Drang* trouvèrent tour à tour dans cette société un terrain favorable...

¹⁹⁴ Mandement de MM. les chanoines et chapitre de l'Eglise primatiale de Lyon (Lyon, Rusand, 16 avril 1814, in-4°).

¹⁹⁵ M. S., Esquisse d'une hist. du sentiment religieux à Lyon (R. D. L., 1922, p. 3-18).

¹⁹⁶ E. FAGUET, *Politiques et moralistes*, II, p. 135.

¹⁹⁷ J. MICHELET, *Tableau de la France* (Paris, Belles-Lettres, 1934, p. 65).

Classicisme et Romantisme

Selon la remarque de Diderot, les poètes naissent « après les temps de désastres et de grands malheurs, lorsque les peuples harassés commencent à respirer. Alors, les imaginations ébranlées par des spectacles terribles, peignent des choses inconnues à ceux qui n'en ont pas été les témoins ». Les artistes révèlent, au seuil du XIX^e siècle, une crise de conscience, plus générale et plus profonde que celle de 1680-1715, moins uniquement intellectuelle. L'état d'âme des classiques se caractérisait par un équilibre des facultés qui ne laissait pas la sensibilité prévaloir sur la logique considérée comme la maîtresse de la pensée humaine. Déçus par la faillite de leurs espoirs, les romantiques éprouvèrent une insatisfaction devant le monde, une inquiétude et une tristesse infinie devant la vie : ils estimèrent que le sentiment est un guide plus sûr que la raison, car l'esprit de l'homme se modifie, tandis que son cœur ne change pas. Mais ces tempéraments parurent, sous l'Empire, des isolés et des inadaptés. Les conceptions traditionnelles résistèrent parfois avec vigueur.

1. LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Le groupe de Ballanche participa, par son âme et par ses productions, à la révolution romantique. Il vécut spirituellement en marge de la société lyonnaise, écœuré par les actions humaines, à la recherche d'un refuge. Plus que vers la nature qu'ils appréciaient pourtant, ces écrivains se tournèrent vers la religiosité. Leurs souffrances sentimentales, les épreuves privées et publiques qu'ils traversèrent, les ramenèrent à la foi qu'ils avaient oubliée. Mais ils ne se contentèrent pas de devenir « les paroissiens du Vicaire savoyard », comme le firent de nombreux romantiques. Ils s'unirent à Dieu par des liens secrets convenant à leur ardeur sentimentale, à leur soif d'émotions intimes, à leur goût du mystère. Comme chez les Allemands, leurs tendances mystiques correspondaient au besoin d'évasion au lendemain de la tourmente.

Il ne s'agit pas encore d'une attitude courante. Seuls, quelques poètes trahissent ce renouvellement sentimental : Ballanche par ses ouvrages philosophiques, et Ampère par ses œuvres littéraires. Ampère avait beaucoup lu les Latins, et les *Odes* d'Horace le transportaient. De 1794 à 1797, il se remit à la poésie, « véritable magie qui endormait ses dou-

leurs ». Il étudia le grec, essaya de composer en toscan et couvrit de ses vers d'innombrables cahiers. Ses madrigaux, comparables à ceux des disciples de Voltaire, témoignent parfois de la facilité et de l'esprit, mais demeurent le plus souvent abstraits. Son épopée, l'*Américide*, ébauchée en 1795, chante, à l'instar du projet de Chénier la découverte de Christophe Colomb. En disciple fidèle de Raynal, Ampère pleure sur les vertus des bons sauvages, pervertis par « les barbares vomis du fond de l'Ibérie ». L'actualité inspire sa tragédie *Agis*, à l'intrigue racinienne. A cette date, en 1797, Ampère applaudit aux signes précurseurs d'un régime nouveau. Une série d'épigrammes et de rondeaux blâment les « forfaits » de la Révolution, raillent « la stérile éloquence » des constituants, plaisantent sur la « République infernale » que « Châlier et toute sa clique » voulaient introduire aux enfers, et sur le désordre que Robespierre, « depuis qu'il est là-bas », provoque dans le royaume de Pluton¹.

A côté de ces pièces de circonstance, des élégies parfois gracieuses célèbrent l'amour de Julie. L'une décrit la journée de printemps où Ampère la vit pour la première fois, une autre évoque un dialogue avec l'Amour. Ailleurs, il gémit, en un style presque lamartinien, sur l'absence de l'adorée; il associe la nature à sa souffrance, revoit les jasmins que Julie a touchés et déplore « la course des âges » qui, « sur les ailes du temps, emporte nos beaux jours ». Un autre soir, il redoute la solitude, « l'hiver des amants... ». On discerne déjà les éléments que la génération de 1830 développa. Une épître, adressée à sa jeune belle-sœur, fait défiler en octosyllabes toutes les divinités de l'Olympe et toutes les muses, mais de temps à autre, apparaissent quelques allusions aux « tendres rêveries » et à la « noire mélancolie ». Il manque en ce tissu d'abstractions dédié à Délie la sincérité de l'expression². Prisonnier des formes, Ampère semble romantique de tempérament. Par son indépendance, par son dédain des usages, par son lyrisme, il rompt avec le passé. Désormais, les salons n'exercèrent plus leur influence souveraine, les collègues ne fournirent plus la même aristocratie de lettrés, un nouveau public aux goûts hétérogènes s'offrit; le poète, au lieu de se conformer au verdict d'une élite, pouvait suivre la pente naturelle de son esprit.

Les amitiés, que Chateaubriand conserva dans la société lyonnaise, attestent ce renouvellement. Ballanche invita, en 1802, l'auteur de *René* à visiter « nos sites romantiques, nos jardins, nos riches coteaux, nos vallées enchanteresses... Nous te parlerons de la conduite noble, généreuse et sublime des habitants de Lyon pendant la Révolution. Tu peindrais alors nos ruines encore fumantes d'une foudre sacrilège, les arbres de nos bocages empreints de témoignages affreux. Tu errerais sur les rivages de nos fleuves; et, parmi le mugissement des eaux, au milieu du bruit des vents se brisant sur nos coteaux, tu t'abandonnerais à de molles rêveries »³. Chateaubriand répondit à cet appel quand il gagna Rome, comme secrétaire de légation en 1803. L'Académie l'accueillit et le compara à Pascal, Bossuet et saint Augustin. A la cathédrale, on le cita parmi les Pères de l'Eglise ! Il déclara : « Depuis longtemps Lyonnais

¹ SAINTE-BEUVE, *Critiques et portraits*, 1837, V, p. 384.

² Arch. Soc. Emul. Ain, III, n° 48 et n° 58.

³ C. LATREILLE, *Chateaubriand*, 1905, p. 35.

par le cœur, la place qui me rapproche aujourd'hui de votre digne archevêque m'a presque rendu votre concitoyen... L'église de saint Irénée fut le berceau du christianisme dans les Gaules, et cette même église a sauvé la foi dans les derniers jours de nos calamités. La cendre des martyrs de Lyon a été deux fois jetée dans le Rhône et deux fois la religion est sortie de cette semence sacrée. Le *Génie du Christianisme* est donc ici dans sa véritable patrie », et il en remit solennellement un exemplaire ⁴.

En 1805, il se rendit au mont Blanc avec Ballanche, revit en une réunion intime à Sainte-Foy l'abbé Bonnevie, qui avait été son commensal à Rome, fréquenta le cercle de Revoil, Richard, Deplace ⁵. Ce dernier analysa, avec les mêmes scrupules qu'à l'égard de Joseph de Maistre, *Les Martyrs* et les discussions que l'œuvre suscita. Il défendit *Les Martyrs* contre l'âpre critique de François Hoffmann, parue dans le *Journal des Débats* ⁶. « L'enchanteur » exerça ainsi une influence profonde sur les milieux littéraires lyonnais. En 1810, le docteur Petit salua en Chateaubriand le « philosophe aimable » et « l'orateur chrétien » ⁷, et Béranger, selon ce « parfait modèle », embrassa « avec orgueil le doux nom de chrétien » ⁸. Ce succès s'explique. Alors que l'auteur de *l'Emile* cherche dans les élans ou la plénitude de son cœur un absolu dont il se satisfait, plus artiste, Chateaubriand s'enivre d'images grandioses ou suaves, les laisse frémir en sa sensibilité, y puise un enrichissement de son être et proclame qu'il découvre le Dieu chrétien dès l'instant qu'il est envahi par le sentiment de l'infini. Les démarches sont comparables. D'un côté comme de l'autre, le primat de l'émotion personnelle est le facteur décisif et la vérité surgit d'une rêverie lucide. Le fondement de la croyance est en l'homme lui-même, pour qui révélation, dogme, église... deviennent des éléments secondaires.

Dans ces cénacles, les influences étrangères s'infiltraient. Ossian apparaissait comme l'Homère du Nord; les visions surnaturelles de William Blake, les élégies de Thomas Gray, les *Hymnes à la Nuit* de Novalis conduisaient aux rêveries romantiques, Klopstock édifiait dans ses odes un panthéon rival de l'Olympe. Pour Jordan, comme pour Mme de Staël, cette poésie menait l'assaut contre le culte traditionnel de l'Antiquité ⁸. L'exotisme et l'amour de la nature étaient représentés par Louis-Aimé Martin, l'ami de Bernardin de Saint-Pierre qui épousa sa veuve et adopta sa fille; il imita son style dans ses *Etrennes à la jeunesse*, publiées de 1809 à 1812, et dans les *Lettres à Sophie*. Béranger apprécia non la forme parce qu'elle s'éloignait d'Homère, de Virgile, de l'Antique, « source éternelle du vrai beau », mais le contenu philosophique. Il loua Martin d'avoir fui « la doctrine impie » des encyclopédistes qui, citant Lucrèce, Epicure, Zénon, célèbrent la matière et conçoivent Dieu comme « un chimiste, un géomètre ». Sous la Monarchie censitaire, Martin poursuivit sa brillante carrière ⁹.

⁴ *Bull. de Lyon*, 15 prairial an XI (4 juin 1803).

⁵ CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, II, p. 335, 486, 488.

⁶ G.-M. DEPLACE, *Examen de la critique des Martyrs insérée dans le Journal de l'Empire* (Lyon, 1809, in-8°, 96 p.); — G.-M. DEPLACE, *Examen de la nouv. critique des Martyrs* (Lyon, Ballanche, 1810, 24 p.).

⁷ *Almanach des Muses*, 1810, p. 35, 49.

⁸ L.-P. BÉRANGER, *C. R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. 26.

⁹ *Almanach des Muses*, 1811, p. 156-162.

Lamartine bénéficia dans sa jeunesse de cette ambiance. Au moment où son oncle, Léon des Roys, un poète tragique, se suicidait près de Belley, Lamartine achevait ses études secondaires. Installé en 1808 à Lyon, il assista aux spectacles, courut les bouquinistes, connut des artistes bohèmes. Il éprouva pour les Lyonnais affairés le mépris des romantiques pour les philistins; les bourgeois lui semblèrent ne rien entendre au génie, à la nature, à l'art. En réalité, sous l'Empire, le prérromantisme se discerne dans les tempéraments plus que dans les œuvres. C'est l'inquiétude métaphysique, la religiosité, le retour au christianisme qui caractérisent le cénacle de Ballanche et de Chateaubriand. Il se proposait de réintroduire l'enthousiasme pour les mythes et la beauté de la nature dans une littérature où l'imagination et la sensibilité s'appauvrirent. Il s'efforçait d'assimiler les apports des littératures germaniques et anglo-saxonnes pour contre-balancer la prééminence des Anciens.

Malheureusement, seules les formes banales du renouveau parsèment la production courante : Butignot dépeint, dans la *Tombe du troubadour*, « l'aspect romantique » des bois, Bédard écrit *Le vieux troubadour* et *Regrets d'un troubadour* dans le style des pastorales, Monperlier, et Revoil composent des romances, Philipon de la Madelaine publie, avec Millevoye, une *Petite Encyclopédie poétique*. Les descriptions des environs de Lyon, rédigées par Mazade d'Avèze, vantent la simplicité d'une chaumière, la beauté « d'un lieu agreste et sauvage », des « sombres vallées », des « lugubres cavernes », rappellent, avec « attendrissement et douleur », le carnage de 1793, relatent la mort d'une jeune fille avec la présentation de son tombeau¹⁰...

L'itinéraire spirituel de Dugas-Montbel va, comme celui de Fontanes, des poèmes néo-antiques aux frissons romantiques. Après de peu fructueuses études à l'Oratoire de Lyon, il se forma seul en s'occupant de commerce à Saint-Chamond. Il voyagea en Suisse et en Italie et traduisit Ossian. En 1805, il fit sa profession de foi : « Le goût des choses simples est entièrement usé. Maintenant qu'on a promené notre imagination sur les horreurs les plus dégoûtantes, qu'on nous a montré sur la scène des spectres, des revenants, qu'on nous a saturés de toutes les contorsions du désespoir et de la folie..., quel plaisir voulez-vous qu'on trouve à une pièce dont le plan est sage et bien conduit¹¹ ? » Il traduisit Homère, évitant l'emphase d'Ecouchard Lebrun et la prolixité de Mme Dacier. Il reprit le problème de l'existence du poète que Vico avait soulevé et, sous la Monarchie de Juillet, il soutint la thèse d'Auguste Wolf favorable à la création collective et anonyme de l'épos¹².

Dugas-Montbel apprécia l'art de Chateaubriand et décela du talent dans le *Génie du Christianisme*. « *Les Martyrs*, écrit-il en 1809, sont le sujet de toutes les conversations. Il y a des opposants. Les rigoristes surtout sont fâchés de cet ouvrage. On craint que cette manière de regarder le Ciel comme une machine épique soit plus nuisible qu'utile à la religion. Je ne discute pas ce point, il me suffit d'avoir pour moi le sévère Deplace pour être bien certain de son orthodoxie. Ce Caton

¹⁰ M. d'AVÈZE, *Lettres à ma fille*, 1810, passim.

¹¹ J.-B. DUGAS-MONTBEL, *Discours sur les principales époques et sur l'état actuel de la poésie franc.*, 1805.

¹² J.-B. DUGAS-MONTBEL, *Iliade*, 1815, 2 vol.

de l'Eglise est enthousiaste du nouvel ouvrage. » Dugas-Montbel, établi à Paris en 1810, député de Lyon en 1830, contribua à animer les milieux littéraires¹³.

Mais il n'est de révolution esthétique que par l'invention d'une forme. Dans son *Essai sur l'origine des langues*, Rousseau expose avec vigueur qu'une phrase ne s'explique pas par la logique et la grammaire; une langue est en étroite concordance avec la vie, un reflet des impressions et des émotions humaines. Pénétrés de l'importance du mouvement vocal, Rousseau, puis Chateaubriand renoncèrent aux vers oratoires et sentencieux et recoururent à une prose musicale. Souvent, dans leurs œuvres, une strophe s'esquisse, des poussées lyriques jaillissent, la page commencée en discours se termine en effusion... Les nouveautés apparaissent dans les âmes tandis que se maintiennent les styles anciens, dépositaires des traditions d'atelier, d'école ou d'académie¹⁴.

Les écrivains ne parvinrent pas, sous l'Empire, à se libérer de la rhétorique. Formés par l'éducation humaniste, ils admettaient toujours l'imitation des Anciens, la séparation des genres, la primauté de la raison sur la sensibilité... Quatremère de Quincy édictait une fois de plus les canons du classicisme; Delille, le Virgile français, paraissait en fournir les plus belles applications; les poètes, persévérant dans la voie ouverte par Florian et Voltaire, parsemaient leurs œuvres de réminiscences mythologiques, exaltaient avec des périphrases les Pénates bienfaisants et les Lares hospitaliers, citaient avec des métaphores Dracon, Solon et Lycurge¹⁵.

L'Académie défendait cet idéal : Béranger loue en Lebrun l'émule du Tasse et le traducteur d'Homère, Dumas rappelle « les vrais principes du vrai et du beau dont tous les jours on s'écarte davantage » et cite comme modèles les poésies de Borde, Vasselier, Ducis...; dans son *Épître sur l'art de faire les vers*, Laurencin répète les règles exposées par Boileau¹⁶. Jules Servan de Sugny, qui voua une passion aux auteurs antiques dès son séjour au lycée, soutint cette résistance; il imita Delille, traduisit Théocrite et Catulle et dirigea le clan des « perruques » sous la Restauration¹⁷.

Ces auteurs publiaient leurs innombrables pièces conventionnelles dans des recueils édités par Bohaire ou Chambet; la presse les commentait. L'inspiration antique domine dans cette littérature : Anacréon, Martial. Horace sont le plus souvent traduits ou imités¹⁸. Le juge Acher publia un *Abrégé des Vies de Plutarque*, Bregnot du Lut commença ses travaux littéraires, en 1812, par un *Recueil des bons mots et apophtegmes de Cicéron*¹⁹...

¹³ J.-B. DUMAS, *Eloge hist. de J.-B. Dugas-Montbel* (Lyon, Barret, 1835, 31 p.).

¹⁴ P. GROSCLAUDE, Lyon et le mouvement romantique (*Rev. Hist. litt. Fr.*, janv.-mars 1935, p. 33-62 et 181-213).

¹⁵ H. VIVIAND-BELLERIVE, *Épître dédicatoire à l'Athénée* (Paris, 1801, 32 p.).

¹⁶ J.-B. DUMAS, *Variétés litt.* (Lyon, 1808, in-12).

¹⁷ J. SERVAN DE SUGNY, *Discours en vers sur la culture des lettres et des arts en province* (Lyon, Pitrat, 1825, in-8°, 13 p.).

¹⁸ *Almanach des Muses*, 1810, p. 140, 152 (Anacréon), 45, 54, 100, 114 (Martial), 125 (Horace); 1811, p. 60 (Anacréon), 28, 79 (Martial), 29, 33 (Horace)...

¹⁹ A. N., F17 A 1031, dossier 7, Lettres d'Acher au ministre Champagny, 7 août 1807; au ministre Crétet, oct. 1807.

Certaines pages revêtent un sens moral, sans gagner en valeur artistique. Parfois ce sont des allégories ou des anecdotes en prose qui dérivent de la fable. La mythologie est un magasin d'accessoires du style poétique qui lui emprunte infatigablement des métaphores, des comparaisons, des personnifications. Beaucoup de ces nombreuses poésies affectent un ton naïf. D'autres, au contraire, versent dans l'épicurisme et même la licence. Elles chantent la jeunesse, les plaisirs faciles et surtout l'amour. Elles rappellent les chansons du *Caveau* et sont signées de Martin aîné ou de Tézenas...; le plus habile, Monperlier, rimait assez bien les odes; ses amis de la *Société épicurienne*, comme Félix Pitt, le comparaient à Horace, Ovide, Anacréon²⁰. L'œuvre de Berchoux se rattache à ce genre frivole. Comme Lemontey, il fronda, en voltairien, les travers de son temps et publia en 1801 la *Gastronomie*, poème comique et didactique dans lequel abondent les détails ingénieux et piquants. En 1803, dans le *Philosophe de Charenton*, il dirigea ses coups contre les nouveautés littéraires. En 1807, il donna *La Danse ou la Guerre des Dieux de l'Opéra*, poème en six chants qui offre des épisodes plaisants et spirituels. Dans ses comédies ridiculisant les mœurs révolutionnaires, comme dans ses vers, il manifeste les mêmes qualités d'esprit, mais la même insincérité²¹.

Presque toujours, même dans les œuvres anodines, se glissait une allusion aux événements contemporains. Ils formaient parfois le sujet²². Ils inspirèrent des *Odes* tirées de l'Écriture sainte. D'une meilleure venue, elles évoquent, dans le ton de Malherbe, l'injustice des potentats, la vengeance de l'opprimé, l'impuissance des hommes contre les progrès du christianisme... L'âme adore l'Être suprême à la vue des ouvrages de la Création, proteste contre « une secte impure de philosophes orgueilleux », gémit sur les persécutions de l'Eglise sous Robespierre... Les vers, en dépit de quelques clichés, offrent une belle coupe classique²³. Des cantiques condamnent les « forfaits inouïs » de 1793, magnifient « un Héros magnanime », exaltent le triomphe de la religion. A côté du « terrible Dieu », au « culte jaloux » et aux « augustes desseins impénétrables », ils placent Napoléon, restaurateur des autels²⁴. Les protestants psalmodiaient une paraphrase du psaume LXVIII pour attirer la protection du Dieu des Dieux sur le chef des armées²⁵. On associait « la compagne chérie, l'image de l'Aurore » au « plus illustre des guerriers », et on ne manquait cependant pas de souhaiter pour comble des bienfaits divins « une éternelle paix »²⁶.

²⁰ F. PITT, Les Deux Colombes, la philosophie des champs (*Almanach des Muses*, 1810, p. 59); — Anecdote forézienne (*L'épicurien lyonn.*, 1810, p. 1-14); — M. A. PETIT, *Onan ou le tombeau du Mont Ceindre* (Lyon, Kindelem, 1809, in-8°).

²¹ J. BERCHOUX, *La Gastronomie*, éd. F. Desvernay (Paris, Libr. Biblio., 1876, in-8°, xxix-87 p.).

²² MAURILLE, *Les crimes des Jacobins à Lyon...* (Lyon, 1801, in-12, 221 p.).

²³ Anonyme : *Odes tirées de l'Écriture sainte* (Lyon, Barret, 1804, in-18, 43 p.).

²⁴ GRÉGOIRE, *Ode sacrée sur le triomphe de la religion* (Lyon, 1805, in-8°, 3 p.).

²⁵ Hymne qui doit être chanté dans l'Eglise réformée de Lyon, le 27 oct. 1805, pour implorer la protection du Ciel sur les armées franç., 3 p.

²⁶ A Mme Bonaparte (Lyon, Leroy, s. d., 3 p.).

Béranger devint le chantre du règne. Il fit déclamer au Grand Théâtre des *Stances* engageant la Grande Armée à attaquer l'Angleterre et l'Espagne, louant la gestion de Fay de Sathonay, condamnant les terroristes²⁷. Ce zèle ne lui épargna pas les méfiances du gouvernement et lui valut de dures railleries au changement de règne. On se moqua de ses innombrables distinctions qui suivaient sa signature, on rappela qu'il avait prophétisé la ruine d'Albion; son récit des souffrances des Lyonnais, enfermés dans les caves, ne bénéficia d'aucune indulgence. Seule, la presse officieuse glorifiait ces pièces de circonstance. Le poème de Morin, *Gênes sauvé ou le Passage du mont Saint-Bernard*, fit dire au *Journal de Lyon* : « Ce sont deux Lyonnais qui, dans ces derniers temps, ont composé les ouvrages les plus distingués dans les deux branches les plus élevées de la littérature, la comédie et l'épopée. C'est donc à tort que beaucoup de gens répètent souvent, sans le croire, que les lettres de change sont les seules belles lettres cultivées à Lyon²⁸. »

Le classicisme, qui restait une religion, presque une superstition, se nourrissait volontiers d'histoire. Le culte des Anciens orientait vers l'érudition gréco-romaine. Le romantisme attisa aussi l'amour du passé, l'attachement aux traditions, la curiosité pour les époques où les peuples, bercés de légendes, créèrent une poésie naïve. Il favorisa le sens de l'histoire et élargit le champ de l'investigation classique. De plus en plus, on tâcha de conserver les témoins des siècles disparus et de les rendre accessibles au public; Gérando suggéra, en 1806, de fonder une Ecole des Chartes.

Dans cet esprit, l'organisation des archives se poursuivit. En mars 1802, le préfet Najac, devant la persistance du désordre dans lequel s'entassaient les cartons, confia ce service à Ferrand, ancien receveur de l'enregistrement. Le dépôt demeurait « ouvert à tout le monde » et plusieurs fois l'administration remania la répartition des fonds. Le juriconsulte Marc-Antoine Bertholon s'occupa des séries municipales; en 1806, Fesch reprit une partie des fonds de l'Archevêché²⁹. Les archives judiciaires furent reversées au Palais de Roanne et le Tribunal du district de la Campagne inventoria ses pièces³⁰. Delandine créa un fonds de manuscrits à la Bibliothèque municipale et se procura, en 1809, un autographe d'Isidore de Séville, en 1812 des papiers de Vauban encore sous scellés à Villefranche³¹... Sur le rapport de Cochard, l'Administration municipale désigna Tabard pour rassembler au Grand Collège tout ce qui se rapporte à l'histoire locale³².

Signe d'intérêt passionné : des documents s'égarèrent, non par indifférence, mais à la suite de vol. L'abbé Claude Sudan, archiviste du Chapitre métropolitain avant 1789, réintégré en 1807, fut chargé de plusieurs missions aux archives publiques. Amateur de manuscrits, il

²⁷ L.-P. BÉRANGER, *Stances*, A. M. F. de Sathonay (*Almanach des Muses*, 1810, p. 67); *La Terreur et les terroristes* (Lyon, Pelzin, 1814, in-8°, 72 p.).

²⁸ *Journal de Lyon*, 27 mars 1810.

²⁹ L. NIEPCE, *Les arch. de Lyon*, 1875, p. 170.

³⁰ A. D. R., 1 L 1079, Liste des pièces du District de la Campagne, 14 brumaire an XI (5 nov. 1802).

³¹ G. GUIGUE, *Introd. au Catalogue des mss de la Bibl.*, 1900, p. XLVII.

³² A. D. R., 1 L 1074, Nomination de Tabard, 8 germinal an VIII (29 mars 1800).

profita de l'état d'abandon des dossiers pour emprunter des documents qu'il oublia de rendre. Cochard agit de même. Divers inventaires à la fin du xix^e siècle permirent de récupérer ces liasses³³.

Les monographies de Cochard répondaient à ce goût de l'érudition et de la collection. Il s'était dirigé vers le Barreau et avait acheté l'office de procureur du roi à Sainte-Colombe en 1782. Ayant appris l'héraldique, il composa des mémoires sur la noblesse dauphinoise, sur Vienne, sur les coutumes... Engagé dans la révolution constituante, il retrouva des fonctions administratives sous le Consulat. Avec Revoil, Delandine et Piestre, il analysa les patois régionaux et écrivit des notices sur plusieurs bourgades³⁴.

Ce mouvement porta plusieurs Lyonnais, non plus vers les vues générales sur l'histoire, mais vers la recherche patiente des matériaux, qu'il s'agisse de manuscrits ou de vestiges archéologiques. Delandine rédigea des articles sur les célébrités locales. Martin aîné offrit à l'Académie des *Observations* de Fleurieu de la Tourette sur l'incendie de Lyon sous Néron, Guerre étudia les Ségusiens, les Gaulois, les Celtes, établis dans la région lyonnaise, Dugast de Bois Saint-Just édita une chronique du xiv^e siècle sous le titre *Les Sires de Beaujeu ou Mémoires historiques sur le monastère de l'Île-Barbe et la Tour de la Belle-Allemagne*³⁵. Le médecin Pierre Bacon-Tacon consacra ses loisirs à l'archéologie. Il voyagea en Egypte et en Grèce, séjourna à la cour de l'impératrice Catherine, parcourut l'Allemagne, visitant les collections scientifiques. Il en rapporta des éléments d'ethnographie qu'il publia sous le Directoire. Après avoir participé à la vie politique sous la Révolution, il s'installa à Lyon, en 1796, comme marchand d'antiquités et élaborait des ouvrages sur l'Ordre de Malte, sur les origines celtiques, sur la numismatique³⁶...

Même les livres généraux se chargèrent de perspectives historiques. A propos du commerce, Béranger lut à l'Académie un mémoire, où il montrait les bienfaits accordés à Lyon par les empereurs romains. Cochard exposa l'évolution commerciale de la ville. En fait, il retraça l'histoire de façon précise pour l'Antiquité romaine, et relata l'activité des nautes, les séjours d'Auguste, de Caligula et de Claude, les calamités du ii^e siècle. Il démontra que, malgré les vicissitudes politiques, comme celles du haut Moyen Âge, « rien ne peut priver cette cité de son avantage d'être l'entrepôt naturel, facile et nécessaire des marchandises d'une multitude de contrées³⁷. »

Les recherches archéologiques touchaient à la fois les artistes et les érudits. A la suggestion de Gilibert, Tabard recensa les monuments historiques et releva une inscription relative à Munatius Plancus : on se demandait s'il avait habité les collines lyonnaises. S'associant à la discussion sur les origines de Lugdunum, le général Duhesme envoya à

³³ Affaire Dauphin de Verna, 1898, p. 18, 20-21.

³⁴ L.-F. GROGNIER, *Notice sur Cochard* (Lyon, Barret, 1836, in-8°, 20 p.) ; — F.-Z. COLLOMBET, F.-N. COCHARD (*R. D. L.*, 1843, XVIII, p. 392-405).

³⁵ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, p. 330.

³⁶ P. BACON-TACON, *Recherches sur les origines celtiques, principalement sur celles du Bugey considéré comme Berceau du delta celtique* (Paris, Didot, s. d., 2 vol., in-8°).

³⁷ L.-P. BÉRANGER, *C.-R. des travaux de l'Acad.*, 1809, p. 42.

l'Académie une copie du tombeau de Plancus. Mongez découvrit une pierre d'autel dans la maison d'Imbert-Colomès et l'expression « sub ascia », repérée sur une épitaphe en 1810, l'intrigua³⁸. Ces trouvailles susciterent d'ingénieuses hypothèses qui laissaient sceptique. « Les décisions des antiquaires, remarque Dumas, sont parfois aussi aventurées que celles des médecins³⁹. »

Les discussions surgirent aussi dans le domaine de la philologie. Le sensualisme avait attiré l'attention sur les phénomènes linguistiques. En 1809, Béranger conseilla à Morel et à Piestre de procéder à une épuration de la langue selon les directives de Locke. Après avoir médité les traités de Charles Duclos, de l'abbé Gabriel Girard, de Dumarsais, Pierre Morel considérait que l'étymologie et l'analogie étaient les grandes sources de lumière dans la science grammaticale; ses œuvres s'inspirèrent des principes de Condillac et de l'abbé Sicard⁴⁰. Domergue avait quitté Lyon; son disciple Molard publia en 1810 une nouvelle édition de son *Recueil des Lyonnaisismes*, que Deplace critiqua⁴¹.

Molard admet volontiers les arrêts de Domergue et de l'Académie, mais dédaigne les dictionnaires de Trévoux et de Richelet. Deplace respecte la tradition, principalement les décisions des écrivains du xvii^e siècle, se réclame du Dictionnaire de Trévoux plus que de celui de l'Académie et affecte d'ignorer les grammairiens contemporains. Derrière Molard, il visait Domergue et la querelle revêtait une nuance politique : Deplace appartenait au groupe royaliste, catholique, romantique et luttait contre les principes de l'idéologie condillacienne. Le médecin Sainte-Marie, ancien élève de Domergue, défendit Molard. Toutefois, l'Académie n'accueillit point ce professeur, fondateur du *Cercle littéraire*, et n'apprécia pas ses travaux sur le langage. « Les grammairiens, disait Dumas, sont les douaniers de la littérature. A force de vérifier la marchandise, ils la chiffonnent⁴². »

A la veille de la Révolution, Fabre d'Eglantine avait raillé cette médiocrité : il affirmait que l'art du mathématicien lyonnais Bertrand Barrême symbolisait la cité et qu'il tenait lieu d'Apollon. Sous le Consulat, le futur directeur du *Journal de la Librairie*, Beuchot, qui étudiait la médecine à Lyon, transposa la plaisanterie : « L'étude des belles-lettres paraît incompatible avec l'esprit de commerce. Les belles-lettres de Lyon, ce sont les lettres de change⁴³. »

³⁸ A. MARTIN, *C. R. des travaux de l'Acad.*, 1811, p. 15.

³⁹ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, p. 352-363.

⁴⁰ E. MOLARD, *P. Morel, grammairien* (A. H. S. R., 1825, p. 330-335).

⁴¹ E. MOLARD, *Le mauvais langage corrigé* (Lyon, Barret, 1810, 212 p.); — G.-M. DEPLACE, *Observations grammaticales sur quelques art. du Dict. du mauvais langage* (Lyon, Ballanche, 1810, in-12, 95 p.).

⁴² SAINTE-MARIE, *Deux petits mots sur les Observations grammaticales de M. Deplace* (Lyon, Yvernault, 1810, in-8°, 24 p.); — J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, p. 310.

⁴³ F. d'ÉGLANTINE, *Œuvres mêlées*, an XI, I, p. 95; — *Bull. de Lyon*, 6 nov. 1802.

2. LES ARTS PLASTIQUES

La période impériale constitue, pour la peinture lyonnaise, l'aube de la grande école : les talents se multiplient et se diversifient, les formes se renouvellent, l'emprise classique paraît moins tenace qu'en lettres.

Hennequin travaillait alors à Paris. En 1800, il acheva un tableau imposant par ses dimensions, que Michelet admirait beaucoup : *Oreste aux mains des Furies*. Les Erinnyes, sous les traits d'hommes armés de verges, poursuivent l'assassin de Clytemnestre. Electre soutient Oreste épouvanté, Pylade se cache le visage. David loua la hardiesse du mouvement, les figures surplombantes, les raccourcis audacieux, le style de bas-relief. Les profanes s'intéressèrent à l'interprétation : Oreste incarne l'esprit révolutionnaire persécuté par la contre-révolution, personnifiée par les furies. Comme la littérature, la peinture, même d'inspiration classique, saisissait l'actualité en ses épisodes tragiques ⁴⁴.

Le fougueux montagnard se rallia au nouveau régime. Dès 1797, il avait apporté son témoignage d'admiration au général Bonaparte en composant une pièce allégorique : *La Liberté de l'Italie* ; près du tombeau de Virgile, Bonaparte tient embrassés le Peuple et la Sagesse. Sous le Consulat, le ministre de l'Intérieur compta Hennequin parmi les artistes susceptibles d'illustrer les événements contemporains, au même titre que Gérard ou Prud'hon, et lui confia une partie de la décoration de la salle des Antonins au Louvre. Napoléon le chargea d'évoquer la *Bataille de Quiberon*, qui fut exposée en 1804 en face des *Pestiférés de Jaffa*. Hennequin entra en compétition avec Gros pour immortaliser l'héroïsme des soldats en Egypte : il peignit la *Bataille des Pyramides*, avec moins de mouvement que son rival, mais avec des velléités d'exotisme qui laissent pressentir les orientalistes. En 1806, Vivant-Denon l'appela pour représenter la *Distribution des croix de la Légion d'honneur, à Boulogne* ; l'œuvre, un peu décousue, vaut par les jolis détails, les silhouettes féminines sur le fond ensoleillé. Le jacobin lyonnais, devenu peintre officiel de l'Empire, élabora une *Apothéose de Napoléon-le-Grand*, où il abusa de l'allégorie et donna à l'Empereur une figure des plus étranges, sinon très originale ⁴⁵.

Fertile en incidents dramatiques, cette destinée, qui a pu inspirer Anatole France, s'acheva à l'étranger ⁴⁶. A la suite de démêlés, Hennequin partit, par Chambéry, jusqu'à Milan où il retrouva plusieurs commerçants lyonnais. Après un bref retour à Paris, il gagna Amsterdam en 1809 où il connut divers déboires. En 1810, il erra à Bruxelles, à Anvers, à Liège, sans doute inquiété par la police impériale. En 1814, il acheva *L'escarpolette* ainsi qu'un *Christ au tombeau*. Ne pouvant faire oublier son passé, il se retira à Tournai où il dirigea un atelier de davi-

⁴⁴ C. SAUNIER, Ph.-A. Hennequin et les Remords d'Oreste (*R. E. N.*, janv. 1917, p. 5-16).

⁴⁵ A. FRANCASTEL, Sur l'œuvre de P.-A. Hennequin (*R. E. N.*, janv. 1918, p. 125-127).

⁴⁶ A. VAQUIER, L'hist. et le roman dans « Les Dieux ont soif » (*Le Lys rouge*, oct. 1939, p. 423-432).



Les Erinnyes poursuivant Oreste, par P.-A. Hennequin.

diens. Il agit peu sur les foyers lyonnais sous l'Empire, qui ne suivirent pas rigoureusement les principes du davidisme.

Plusieurs Lyonnais fréquentèrent cependant l'atelier de David : Richard, Epinat, Revoil, mais ils subirent davantage l'ascendant de deux maîtres du XVIII^e siècle, Pillement et Boissieu. Ruiné, Pillement revint à Lyon sous le Directoire. Son talent ne lui permettait guère, semble-t-il, de vivre en effectuant des portraits de notables. Il collabora alors à l'impression d'ouvrages de bibliophilie. L'habitude de la technique minutieuse du dessinateur en soierie contribua à développer son goût du dessin à la plume et de la gravure en taille douce. Assagi, il acheva sa carrière dans sa ville natale, peignant des toiles qui, par le sens du paysage, annoncent le style de Barbizon. Paradoxalement, ce vagabond parut un des artistes les plus strictement lyonnais ⁴⁷.

Son fils Victor Pillement, qui parcourut l'Europe, hérita de son père le goût de l'anatomie végétale, mais sa manière riche et imposante rappelle celle de Poussin. Dans la préface de son *Recueil de paysages*, il souligne la nécessité d'une connaissance profonde de la nature pour éviter le maniérisme. Ses études reproduisent des arbres dépouillés, des feuilles, des rameaux... Par cette recherche, Victor Pillement tient sa place dans la marche vers le réalisme. Ses tableaux offrent moins de convention que ceux de son père sur des sujets voisins : *Paysages*, d'après Breughel de Velours, *Berger musicien*, *Animaux au bord d'un torrent*... Mais il s'éloigna de plus en plus de l'esprit du XVIII^e siècle et orienta les Lyonnais vers l'étude de la nature ⁴⁸.

Boissieu s'attacha, comme les Pillement, aux horizons agrestes. Il souffrit des commotions révolutionnaires : son frère fut emprisonné, son fils mourut émigré en Suisse... Heureusement, Cossard, Laporte et Reverchon intervinrent en faveur de cet « artiste distingué ». Les scellés apposés sur ses domaines furent levés et, dès 1796, l'Administration lui demanda de s'occuper du Musée et de l'Ecole de Dessin. Ni sa formation d'homme du XVIII^e siècle, ni l'actualité ne tarirent son inspiration religieuse. Sous la Convention thermidorienne, il grava, avec une étonnante pénétration psychologique et une malice flamande dans les détails, des *Moines chantant l'office*. Sous le Directoire, il représenta un *Saint Jérôme* et, la même année, en 1797, le Saint François d'Assise, de Zurbaran, lui fournit le personnage principal des *Pères du Désert*. En 1805, il illustra, dans trois compositions, le séjour du Souverain Pontife à Lyon et sa promenade à l'Ile Barbe ⁴⁹.

Boissieu restait en relation avec les milieux cultivés. De Paris ou de Nuremberg, les marchands d'estampes lui achetaient ses épreuves ⁵⁰. Ses réflexions, sa sagesse, sa passion pour les horizons ruraux agirent sur la société lyonnaise, et ses conceptions artistiques se transmirent aux générations nouvelles ⁵¹.

⁴⁷ *Journal de Lyon*, 30 avril 1808.

⁴⁸ G. PILLEMENT, *J.-B. Pillement*, 1945.

⁴⁹ A. de BOISSIEU, *Notice sur la vie et les œuvres de J.-J. de Boissieu*, 1879, p. 111-123.

⁵⁰ M. VARILLE, Lettre inédite du graveur de Boissieu (*B. S. L. L.*, 1922, IX, p. 127-133).

⁵¹ L. TRÉNARD, L'œuvre de J.-J. de Boissieu (*Bull. Musées lyonn.*, 1954, n° 3, p. 47-52).

Sous le Consulat et l'Empire, il renouvela deux genres, le portrait et le paysage. Au portrait d'apparat, il préféra une technique sobre et directe exprimant l'âme, fixant le regard, rendant la physionomie vivante. Comme Rembrandt, il recourut à l'eau-forte plus ou moins chargée de morsures. Aux Hollandais, il emprunta l'idée du portrait collectif : *Vieillard faisant l'aumône, Joueur de hautbois, Enfants jouant avec un chien...* Les meilleures études saisissent de véritables réflexes sociaux : *La soirée villageoise*, de 1800, forme un tableau de mœurs qui s'inscrit dans la tradition des Le Nain et de Georges de la Tour. Le même sens des attitudes se décèle dans *l'Ancienne porte de Vaise* devant laquelle des vieillards se livrent à une partie de boules ⁵².

Le plus souvent, la bonté perce dans ses analyses. Le *Mendiant de Chasselay* est rendu, par exemple, d'une manière émouvante. Parmi ses essais les plus réussis, figurent ses propres portraits. Boissieu s'est représenté s'amusant avec des enfants, ou peignant un aveugle. Ce souci de pénétration et de franchise le place dans la tradition française du portrait ⁵³.

Pour le paysage, il se révéla au contraire un novateur. Au début du XVIII^e siècle, les graveurs suivaient les méthodes de la typographie. Georges Wille, qui l'initia au métier, Joseph Vernet qui fut son ami, amorcèrent une évolution. Mais ce fut Jean-Baptiste Piranèse qui la précipita... Boissieu sut, sans rien perdre du mode mineur particulier à l'art de sa ville natale, s'assimiler la compréhension du maître vénitien. Il harmonisa les influences flamandes pour le choix des détails, et italiennes pour l'ordonnance générale. En sa pleine maîtrise, il bannit de son style la vision sèche des Parisiens et le caractère superficiel du siècle. Fidèle aux leçons de Rousseau, il évoqua des sites paisibles, incitant à la méditation. Ses estampes, d'une tonalité romantique, traduisent la mélancolie des eaux qui s'écoulent, le mystère des sous-bois, le calme des clairières ensoleillées. Ce sont des paysages qui reflètent un « état de l'âme ». Ainsi, dans *Le Printemps*, un tronc fourchu, à demi-mort d'un cerisier, à l'écorce rugueuse, se dresse en pleine lumière. Ses rejetons se garnissent de feuilles et des chardons croissent à son pied. Comme chez Fragonard, d'immenses massifs de feuillage dominent les scènes pastorales aux minuscules acteurs. Dans ses planches achevées sous l'Empire, aucun détail ne se voile, aucun relief ne s'émousse, et cependant un étrange clair-obscur enveloppe la scène. Parti d'une facture qui rappelait celle de Claude Lorrain, Boissieu annonce Charles Daubigny ⁵⁴.

Son succès maintint à Lyon la pratique de la gravure. Robert Daudet, élève de son père, marchand d'estampes, puis de Wille à Paris, se spécialisa dans les paysages et traduisit Vernet, Wouwerman, Berghem et les maîtres flamands. Julie Boily grava surtout des portraits : Pic VII, le maire Méallet de Fargues, l'archéologue Antoine Mongez ⁵⁵... Elie-Honoré Montagny, élève de David, collabora à l'illustration du recueil *d'Iconographie ancienne*, conçu, sur l'initiative de l'Empereur, par

⁵² Catalogue des œuvres de M. J.-J. de Boissieu (F. C., ms., s. d., in-4°, 24 p.).

⁵³ M. AUDIN, *Bibl. iconogr.*, 1909, I, p. 3-4.

⁵⁴ L. TRÉNARD, *L'œuvre de J.-J. de Boissieu* (*Bull. Musées lyonn.*, 1954, n° 4, p. 65-73).

⁵⁵ E. DACIER, *La gravure franç.* (Paris, Larousse, 1944, in-8°, 182 p.), p. 90-92.

l'archéologue romain Visconti⁵⁶. Par l'enseignement, Boissieu prépara la jeune génération d'artistes lyonnais et rassembla, autour de lui, les artisans de la renaissance spiritualiste. Il forma son neveu Victor de Boissieu, qui réalisa, en 1806, les planches d'une *Flore d'Europe*, des paysages d'un bel effet, comme la *Vue des Carmes Déchaussés*, des figures comme l'*Enfant soufflant des bulles de savon*. La comtesse de Forbin lui avait confié son fils en 1795; il s'initia un an dans son atelier, puis s'engagea chez David⁵⁷.

Les contemporains eurent conscience de l'étendue des talents, de la variété des œuvres, de l'importance du rôle assuré par Jean-Jacques de Boissieu. La diversité de son inspiration répondait aux goûts multiples du public. Après ses premiers « griffonnements », il avait fait apprécier la poésie des ruines romaines, les vues de villages lyonnais, les intimités hollandaises, les portraits collectifs et individuels, les horizons à la tonalité romantique⁵⁸.

Sa descendance artistique comprend les fervents du style troubadour comme Revoil et Richard, et les intimistes à la manière hollandaise, comme Grobon. Pierre Revoil, élève de Grogard et de Gonichon, travailla chez son père fabricant de papiers peints, puis en 1795 partit à Paris profiter de l'enseignement de David; il connut alors Richard, Forbin et Granet. Revenu à Lyon, il professa à l'Ecole de dessin. Porté aux genres héroïques, il sacrifia à l'actualité en évoquant en 1802 Bonaparte relevant la ville de Lyon. La ville, sous les traits d'une mère éplorée, gît au pied d'un monument, et le génie des manufactures est près d'expirer de langueur. La fumée épaisse d'un incendie à peine éteint couvre de son ombre sinistre les décombres amoncelés. Tous se raniment en voyant le vainqueur de Marengo... Revoil présenta à l'*Athénée* son dessin, et le ministre de l'Intérieur, qui assistait à la séance, lui demanda d'en tirer un tableau qui fut exposé au Salon de Paris en 1804. « Allégorie aussi simple qu'ingénieuse », disait Artaud⁵⁹.

Revoil parut le plus compétent lorsque la Commune voulut reprendre ses armoiries. La Révolution les avait supprimées; Napoléon rendit, par un décret de Schönbrunn, en 1809, leurs armes aux bonnes villes de l'Empire. Dès 1808, Revoil établit un dessin avec le chef bleu, mais en substituant des abeilles aux lys. Au-dessus de l'écu, un caducée supporte un feston de fruits et une couronne murale d'argent, sommée d'une aigle impériale issante. Le Conseil municipal adopta ce projet. En 1811, les armes officielles se lisent comme dans le schéma de Revoil avec quelques variantes⁶⁰.

Il peignit aussi des scènes religieuses : un *Christ en croix*, une *Assomption*, des aquarelles, des lavis, des caricatures... Mais il manifesta une passion pour le Moyen Age. Les thèmes de ses toiles l'attestent : Duguesclin remporte le prix d'un tournoi sur quinze chevaliers, René d'Anjou trace son portrait sur une porte du château de Palanède de Forbin en reconnaissance du bon accueil, le duc d'Albret apprend à

⁵⁶ M. AUDIN, E.-H. Montagny (*R. H. L.*, 1914, p. 227-228).

⁵⁷ F. FORTIS, *Voyage pittoresque et hist. à Lyon*, 1822, II, p. 8, 15.

⁵⁸ J.-B. DUGAS-MONTBEL, *Eloge hist. de J.-J. de Boissieu* (Lyon, Ballanche, 1819, in-8°, 55 p.).

⁵⁹ F. ARTAUD, *Notice des antiquités*, 1808, p. 37; — *Journal de Lyon*, 7 pluviôse an X (27 janv. 1802); — *Bull. de Lyon*, 29 brumaire an XIV (20 nov. 1805).

⁶⁰ J. TRICOU, *Les armes de Lyon* (Lyon, Impr. nouv., 1950, p. 8-9).

son fils à tirer de l'arbalète... Sa technique est fine, polissée, sans grain, mais un peu froide; elle annonce celle de Victor Orsel. Même lorsqu'il accumule les personnages, comme dans le *Tournoi*, il garde le souci de l'équilibre harmonieux, des zones claires se détachant sur fond sombre ⁶¹.

Tout en appréciant une toile, comme *François I^{er} et Charles-Quint*, la critique condamnait ses ombres trop opaques, son allure précieuse sans liberté et lui demandait d'enlever le nain « qu'un art judicieux doit reculer de l'œil du spectateur » ⁶². Il s'inspirait d'infimes anecdotes historiques et apportait dans l'exécution un puéril souci de vérité : dans *L'anneau de Charles-Quint*, la bague d'or présentée à la duchesse d'Etampes fut copiée sur un échantillon de sa collection. Millin lui reconnaissait de la pureté dans le dessin, de la beauté dans le coloris, de la grâce dans le style et le louait pour cette exactitude des détails... Jusqu'alors les peintres reprochaient aux habits médiévaux d'être courts et collants, de ne pas draper; Revoil reproduisit, avec une minutie d'archéologue, les armures et les accessoires, restituant la couleur locale ⁶³.

Il la devait aux nombreux modèles réunis dans son atelier. Intelligemment choisis, ils créaient une atmosphère nouvelle qui transparaît dans ses tableaux. Une tapisserie du Quattrocento, représentant le miracle de Saint-Quentin, décorait le mur; sa collection, classée avec soin, comprenait des armes : bouclier orné de figures d'après Jules Romain, glaive avec poignée sculptée par Benvenuto Cellini, poire à poudre décorée par Jean Goujon; des meubles : armoire provenant du Château de Gaillon, table Henri IV, damier pour tric-trac...; des coffrets en ivoire du ix^e siècle, en pâte dorée datant de Louis XII, en bois avec peinture d'après Raphaël...; des vases, hanap du xiii^e siècle, custode du xiv^e siècle, coupe de Bernard Palissy; des ustensiles pour la vie privée... La pièce la plus remarquable était une crose en bronze et émail, ayant appartenu au xiii^e siècle à un abbé de Montmajour, que Revoil recueillit quand il étudia les vestiges de l'abbaye provençale ⁶⁴. Il avait également sous les yeux un ensemble d'objets d'art datant pour la plupart de la fin du Moyen Age et de la Renaissance. Il recherchait les éditions rares et se réjouissait de posséder un ouvrage du mathématicien toscan Luca Paccioli. Selon Millin, sa collection valait celle d'Alexandre Lenoir et, sous la Restauration, le Louvre acquit ce fonds ⁶⁵.

Un répertoire de formes s'ajoutait à celui des modèles antiques. Le romantisme s'insinuait dans les moules classiques. La Révolution fit triompher le sentiment du public sur celui des Académies, et l'Empire restaura le goût du luxe et du faste avec le culte de la gloire nationale et impériale. La clientèle nouvelle de la petite bourgeoisie apprécia cette inspiration entachée du pathétique des légendes et puisée dans les hauts faits de l'histoire française. Revoil, « le père et le fondateur de l'Ecole lyonnaise », exerça ainsi, quoique médiocre peintre, une

⁶¹ E. MARTIN-DAUSSIGNY, *Eloge de P. Revoil* (Lyon, Barret, 1842, 32 p.).

⁶² *Journal de Lyon*, 22 janv. 1811.

⁶³ J. GAUBIN, P. Revoil (*R. D. L.*, 1852, II, p. 229).

⁶⁴ La collection Revoil au Musée du Louvre (*Bull. monumental*, 1886, LII, p. 257-272).

⁶⁵ Magasin encyclopédique, III, p. 378; — La collection Revoil... (*Bull. monumental*, 1886, LII, p. 142-174, p. 273-286).



Le tournoi, 1812, par P. Revoil.

influence indéniable sur le développement du romantisme troubadour. En lui, le collectionneur surpassa l'artiste et le rimeur de ballades. Il forma une génération de peintres et de dessinateurs à l'Ecole de dessin, la société l'accueillit avec empressement et loua plus tard les manières distinguées de ce légitimiste, ses romances et ses évocations du Moyen Age ⁶⁶.

L'évolution artistique de son ami Fleury Richard est très voisine. Modelé par l'école lyonnaise, puis par l'atelier de David, il aboutit lui aussi à répandre le goût des scènes médiévales. En 1832, il exposa lui-même, avec quelque complaisance, à Châtelain, secrétaire de l'Ecole vétérinaire, la naissance de sa vocation. Il appartenait à une famille de négociants, mais il comptait dans sa parenté le sculpteur Chabry, descendant de Coysevox. Il était de tempérament faible et de caractère timide. « Il m'eût fallu peut-être, dit-il, une autre éducation que celle du Collège de l'Oratoire où, malgré la sévérité des professeurs, j'avancais lentement dans mes études. » Il barbouillait alors ses cahiers de figures et de paysages. Son oncle, Lacour, un des fondateurs de l'Ecole de Dessin, l'incita à se placer sous la direction de son parent Grogard. « C'est à lui que je dois les premiers éléments d'un art dont il avait puisé les principes auprès du maître de David. Il me donna de plus quelques notions de la couleur et surtout de la perspective linéaire. » Richard passa ensuite dans la classe de fleurs. « Mon éducation pittoresque avait pour but d'être dessinateur de quelque fabrique d'étoffes, car c'était alors le *nec plus ultra* de l'ambition d'un artiste ⁶⁷. »

Après « la fatale catastrophe du 29 mai 1793, suivie du siège », son père vit ses biens séquestrés. Fleury partit à Paris retrouver son frère aîné. Il s'embaucha dans l'administration, mais n'oublia pas sa vocation : il visita le musée, qu'on commençait à former, et dessina sur les conseils de Dunouy, qu'il avait connu à Lyon. En 1794, il revint dans sa ville natale, où il fréquenta Grobon. Il assista à l'exécution des premières toiles de son compatriote. La vue de ces chefs-d'œuvre et la vérité de leur coloris le stimulèrent. « Une inquiétude vague s'empara de moi » : l'incertitude de l'avenir et son peu de fortune le tourmentaient. Il parcourut les fêtes champêtres, ébaucha des pastorales, médita les *Lettres sur le paysage* du peintre suisse Salomon Gessner. Dechazelle, qui protégea tant d'artistes, l'engagea à regagner la capitale, et l'introduisit chez le sculpteur Pierre Julien pour analyser des antiques. Son ambition intime était de devenir, comme Revoil, l'élève de David. Dechazelle le patronna encore. Les deux Lyonnais, que l'on dénonça à David comme anciens Compagnons de Jésus, se retrouvèrent aux côtés du montagnard. Il commençait alors les *Sabines*. En suivant les progrès de cette composition, Richard conçut les difficultés du métier. Il étudia avec courage, s'appliqua à rendre la couleur et le clair-obscur, surveilla la réputation naissante de François Gérard, de Girodet, de Gros qu'on pensait voir succéder au régénérateur de la peinture. « Je me sentais à peine les moyens de glaner après eux quelques faibles succès. Mon inclination naturelle me portait à suivre une route différente. La couleur et le fini des Hollandais me plaisaient davantage, mais je comprenais que la manière de ces maîtres ne convenait pas au style élevé de

⁶⁶ GENOD, *Eloge de P. Revoil* (*R. D. L.*, 1862, II, p. 171, et 1863, II, p. 331).

⁶⁷ F. RICHARD (*R. D. L.*, 1851, I, p. 44, et II, p. 244).

l'histoire. Je voulais donc trouver un genre mixte qui, sans avoir la prétention d'approcher des beautés idéales de celui-ci, offrit, néanmoins, assez d'intérêt et de noblesse pour ne pas être assimilé à ce qu'on appelle communément les bambochades ⁶⁸. »

De retour à Lyon, il jugea que le coloris de Grobon était vraiment sans artifice. « Je vis que la nature pouvait être mon guide, comme elle était le sien, et je me mis à l'étudier dans toutes les parties qui peuvent servir à la composition d'un tableau. » Il reconnut les insuffisances de l'enseignement de l'atelier. L'étude d'une tête sert de base, mais celle des parties secondaires, draperie ou architecture, exige aussi de la méditation. « Le paysage avait pour moi un attrait auquel il me fut difficile de résister, mais ce genre ne me paraissait pas susceptible d'être développé d'une manière nouvelle. Ses effets, reproduits tant de fois par d'habiles pinceaux, me semblaient entièrement épuisés. Je ne cherchai donc à l'étudier que comme accessoire. » Richard voulait concevoir un genre nouveau, capable d'exprimer tous les tons. Il traita un sujet tiré du Bas-Empire et qui répondait à la renaissance spiritualiste du Consulat : *L'impératrice Irène rétablissant les temples chrétiens et le culte dû aux images*. Pendant les beaux jours, il détailla les ruines antiques, les aqueducs de Beaunant, les églises dévastées de l'Île Barbe, puis se détermina « à prendre en quelque sorte possession des cryptes souterraines de Saint-Irénée ». Il ébaucha un autre tableau se rapportant encore aux débuts du christianisme, mais l'abandonna. « J'ai quelquefois pensé que si j'avais exposé cet ouvrage au Salon, ma carrière eût été différente; car, malgré les imperfections dont il est rempli, il pouvait à cette époque obtenir quelque succès. Et sa dimension, la manière assez large dans laquelle il est peint, m'auraient sans doute éloigné de ce genre trop fini qu'on m'a reproché par la suite ⁶⁹. »

Remaniant ses personnages et réduisant les proportions de son esquisse, Richard présenta au Salon de Paris en 1801 *Sainte Blandine*. Elle avoisinait le *Bélisaire* de Gérard et l'*Endymion* de Girodet. La plupart des compositions « gigantesques et bizarres » étaient tirées des fastes les plus épouvantables de l'histoire grecque ou romaine. Bérchoux s'en indigna. Richard sentit qu'il devait passer du martyrologe au siècle de la chevalerie, négligé par les peintres. « Les manuscrits et les chroniques des vieux temps devinrent aussitôt ma lecture favorite. » Il abandonna l'inspiration antique en dépit des leçons de David. « Le fond de mélancolie, qui me dominait depuis longtemps, allait naturellement se retrouver sur le premier ouvrage qui sortirait de mes pinceaux. » Déchiffrant les inscriptions des sarcophages de Saint-Denis, il conçut sa plaintive *Valentine de Milan*, pleurant son époux assassiné. Puis, il peignit le corps d'Henri IV exposé à l'entrée du caveau en 1793 : c'était la poésie macabre des tombeaux ⁷⁰.

Il avait défini sa voie et, infatigable travailleur, il exécuta en 1802, éveillant des résonances d'actualité, *Charles VII partant pour combattre les Anglais*; en 1804, *Mademoiselle de La Vallière, carmélite*, cultivant un

⁶⁸ L. BOITEL, F. Richard (*R. D. L.*, 1852, I, p. 237). — J. DAVID, *L. David, souvenirs et doc. inédits* (Paris, Havard, 1879, 2 vol., in-f°, 678 p.).

⁶⁹ A. PÉRICAUD, *Notes biographiques* (F. G., ms. n° 88).

⁷⁰ L. COURAJOD, L'influence du Musée des monuments franç. (*R. H.*, janv. 1886, p. 111-112).

lys, *Jacques de Molay*, allant à la mort; en 1806, *Chevalier se préparant au combat, Déférence de Saint Louis pour sa mère...* Sa clientèle compta Joséphine, le prince Eugène, la reine Hortense ⁷¹.

La critique le félicita de délivrer l'art de la tyrannie des Anciens et d'associer le cadre aux personnages, la grotte de la Balme dans *La mort de saint Paul* ou le paysage dans *Le cimetière de Grignon...* Evoquant Bayard faisant bénir ses armes en l'église d'Ainay, il songe surtout au jeu de lumière et d'ombre sur l'architecture. Le public goûta ses scènes familières : *Vert-Vert*, petit épisode d'un poème badin, *Gil Blas chez le chanoine Sedillo...* La foule accourut voir, dans la toile consacrée à *Gabrielle d'Estrées*, Henri IV jeter un pot de confiture à son rival caché sous le lit de la duchesse ! Dans l'ensemble, la couleur paraissait un peu froide et le dessin un peu sec, mais on reconnaissait à Richard le mérite d'avoir montré le parti qu'on pouvait tirer des vieux costumes, des manoirs gothiques, des voûtes en ogive. Pendant tout l'Empire, Richard illustra ainsi les thèmes de notre histoire ⁷².

Le troisième disciple lyonnais de David exerça moins d'influence et se détacha moins des traditions. Fleury Epinat garda toujours une haine vigoureuse pour les prétentions de Watteau, les minauderies de Boucher, l'afféterie du XVIII^e siècle. Quoique Forézien, il ne se forma pas à Lyon. David l'emmena en Italie en 1784. Epinat y vécut et ce séjour le marqua à jamais. Etabli à Florence, protégé par un seigneur anglais, il étudia les tableaux d'histoire et les paysages. En 1800, il revint à Lyon et retrouva son frère, également peintre. Les grands tableaux d'histoire ne se vendaient plus, en raison de l'ébranlement des fortunes. Epinat participa à l'organisation des fêtes civiques et, sous l'Empire, avec son ami Chinard, il proposa une décoration pour les façades de Bellecour. Il resta fidèle à la symétrie dans la composition, et beaucoup de ses œuvres rappellent son séjour outre-monts : Vues d'Herculanum, du Vésuve, de la villa d'Este... Il demeura le représentant du néo-classicisme ⁷³.

Michel Grobon fut aussi considéré comme un des meilleurs disciples d'Isabey et de David. En réalité, il semble très redevable aux ateliers locaux et lutta à la fois contre le goût du grandiose et la vogue des sites italiens. Il appartenait à une famille de teinturier et de passementier, et suivit les classes de Grognard et de Gonichon à l'Ecole de Lyon. Grognard l'initia au dessin sérieux et à la robuste interprétation picturale, Boissieu l'incita à interroger les Hollandais et l'orienta vers l'étude de la nature. Grâce à eux, il développa sa vision méticuleuse, apprit les procédés des glacis et des couleurs transparentes, mais il sut introduire une atmosphère dans ses paysages urbains. Encouragé par Dechazelle, il exécuta, en 1794, *Le petit rémouleur* et le *Jeune élève préparant les couleurs de son maître*, d'une lumière, d'une finesse, d'une harmonie qui font penser à Vermeer de Delft. En 1796, il se rendit à Paris où il reçut les conseils de Pierre Prud'hon. Il exposa des œuvres du genre flamand qui connurent un grand succès : frappé par la vérité de son coloris,

⁷¹ *Bull. de Lyon*, 27 août 1808.

⁷² *Journal de Lyon*, 5, 8, 22 janv. 1811; — M. de VOLEINE, *Le Musée des peintres lyonn.* (*Rev. Lyonn.*, 1883, VI, p. 321-334), p. 324.

⁷³ A. VINGTRINIER, *Biographie des artistes lyonn.*, F. Epinat (Lyon, Vingtrinier, 1854, in-8°, 24 p.).

David suggéra à ses élèves d'imiter la nature, comme le faisait Grobon : « C'est vraiment ce jeune homme qui peut se dire l'élève de la nature... Hâte-toi de retourner dans ton pays ! Fuis ! Tu t'es distingué parce que tu as étudié seul et loin du Louvre. Là périssent les talents originaux », écrivait Amaury-Duval ⁷⁴.

Il revint dans sa patrie, où il fut chargé d'une classe de principes à l'Ecole des Beaux-Arts. Il envoya aux Salons de 1800, 1806, 1812, des intérieurs, mais surtout des paysages lyonnais. Ses portraits révèlent des âmes; ils valent par leur exécution picturale comme par leur structure. Les modelés en sont presque toujours d'une suavité à laquelle Prud'hon, le « Corrège français », n'est sans doute pas étranger. Mais c'est comme paysagiste que Grobon affirma sa personnalité. Il travaillait avec un soin infini, produisant peu, mais donnant à ses tableaux un sens profond de la perspective. Il évoqua, avec un réalisme qui relève de l'art hollandais, les ports de Saône où s'amarraient les péniches, les maisons des quais champêtres, les pigeonniers et les moulins de Roche-cardon... Parfois la facture est trop minutieuse, c'est la calligraphie dont parlait Baudelaire. Sa *Vue de la cathédrale de Lyon et du coteau de Fourvière* présente des premiers plans garnis de maisons vernissées. Mais la couleur est chaude et vigoureuse. Les eaux limpides, les collines inondées de soleil, les nuages bien traités, les ombres fortement projetées, tout est rendu avec une touche fine et recherchée. La *Gazette de France* rapprocha ce tableau, pour sa vérité et son fini, de ceux de Canaletto ⁷⁵.

La *Vue de la Quarantaine* est d'une conception large, assez libre dans ses premiers plans, mais d'une délectable simplicité. Grobon s'attache à saisir la lumière, le ciel léger, le poudrolement du soleil derrière la vieille maison... Néanmoins, certains accents de pâte grasse provoquent des effets truculents. La *Vue de l'ancien quartier de la Pêcherie* est d'un art subtil, d'une facture lumineuse; La *grotte des Etroits*, souvenir de la nuit de Rousseau, semble une miniature; pour obtenir un éclairage romantique, Grobon s'est placé au fond de la cavité, dont les bords forment un cadre sombre. Le rôle de cet artiste fut considérable. C'est un précurseur des pleinairistes, mais, comme les enlumineurs, il a des valeurs justes, des notations délicates, le sens de la précision. Sa minutie, typiquement lyonnaise, est le propre des dessinandiers, mais elle n'exclut pas l'évocation de l'atmosphère. Pillement restituait une ambiance bleutée, inspirée par l'éclairage de l'atelier; Grobon, comme paysagiste, annonce Corot ⁷⁶.

L'Aixois François Granet dut une partie de son talent à sa seconde patrie lyonnaise. Ami d'enfance d'Auguste Forbin, il amorça ses études à Lyon auprès des principaux peintres et les acheva dans l'atelier de David. Au Salon de 1796, il fut séduit par les toiles de Grobon et sollicita ses directives : il scruta les effets de lumière dans un petit cloître, puis dans les cryptes de Saint-Irénée. Sous l'Empire, il partit en Italie avec le comte de Forbin. Son *Chœur des Capucins de la place Barberini* fit sensation par ce sens des demi-teintes et des touches lumineuses qu'il devait à Grobon ⁷⁷.

⁷⁴ Décade philosophique, 1797, XI, p. 151.

⁷⁵ F. RICHARD : M. Grobon (R. D. L., 1851, II, p. 52-56).

⁷⁶ L. BOITEL, M. Grobon (R. D. L., 1853, II, p. 264).

⁷⁷ F. RICHARD, M. Granet (Ib., 1851, II, p. 49-52).



L'ancien quartier de la Pêcherie à Lyon, par M. Grobon.

Antoine Berjon, le plus lyonnais des maîtres sous l'Empire, orienta ses compatriotes vers l'imitation des fleurs et des fruits. D'une humble famille, Berjon éprouva des difficultés pour fréquenter l'Ecole de dessin. Sous la direction de Perrache, il étudia la flore en vue de se faire dessinateur de fabrique, la ressource des jeunes gens sans fortune. Il parvint à ses fins, mais la Révolution ruina la maison qui l'employait. Il partit à Paris en 1794 où il vécut misérablement, aidé par ses amis dévoués : la poétesse Desbordes-Valmore et le portraitiste Jean-Baptiste Augustin. Berjon excella à saisir les expressions d'une physionomie, produisit des pastels et décora des tabatières. De cette époque date *Le cadeau*, dont les fruits donnent l'impression d'une réalité à la Chardin; la toile est remarquable par l'équilibre des galbes amoureux construits et le rapport des rouges carminés et des verts jaunés ⁷⁸.

Berjon regagna sa ville natale et fut chargé, en 1810, de la classe de la fleur à l'Ecole de dessin. Il avait approfondi son art, travaillé d'après nature, pratiqué le dessin industriel et pouvait exposer l'interprétation de la fleur et la décoration des tissus. Mais il affichait un caractère violent et soupçonneux. Ayant adopté dans sa jeunesse les principes révolutionnaires, il se croyait surveillé par la police impériale. Ses dons d'éducateur et ses qualités d'artiste firent oublier ses vivacités et son atelier devint une véritable école, comme celui d'Ingres.

Il s'exerça dans tous les genres, se risqua comme animalier, employa tous les procédés. Son art, très complexe, mêle plusieurs techniques. Les portraits de Mlle Bailly, fille du maire de Paris, et de Mme Augias, femme du général, toutes deux en merveilles, celui du compositeur Halévy, de passage à Lyon en 1820, montrent sa précision méticuleuse, son écriture exacte et limpide.

Sa maîtrise s'affirme dans ses natures mortes d'une structure et d'une délinéation impeccables. Ses *Fruits et fleurs dans une corbeille d'osier*, exécutés en 1810, visent à l'effet : traités d'une main ferme, les pétales blancs et vermillonnés révèlent l'autorité d'un artiste qui savait le prix du style. *Les fruits dans une coupe d'albâtre* se recommandent par l'équilibre de leurs ensembles. *Les fleurs sur fond crème* sont dessinées avec un respect touchant des volumes et caressées avec autant de dilection que d'intelligence; rien ne dérange l'eurythmie; les Hollandais n'ont rien accompli de plus achevé et peu de coloristes ont accumulé autant de valeurs. La même année, il rendit, avec un fini voisin de la sécheresse, des *Coquillages* et des *Madrépores*; joyeux de vaincre les difficultés, il reproduit avec exactitude cette réalité sensible. Dans ses *Ellébores*, très gouachées, ses *Pivoines* séduisantes, il obtient des tonalités merveilleuses par un frottis de crayon. C'est l'annonce du graphisme préraphaélite ⁷⁹.

Ce spécialiste de la fleur possédait des qualités d'ordre, de logique et de lucidité. Mais il savait aussi interpréter largement et rechercher des colorations lumineuses. Il ne dessina rien de contraire à la réalité et n'ordonna rien sans logique. « C'est vainement qu'on poursuit la nature, disait-il, toujours elle vous échappe. Il faut dessiner beaucoup, sans trêve, d'un trait positif, d'une main savante, soulever les apparences jusqu'aux ossatures, chercher la cause du moindre contour et les

⁷⁸ A. GERMAIN, *Les artistes lyonn.*, 1910, p. 20.

⁷⁹ J. GAUBIN, A. Berjon (*R. D. L.*, 1843, II, p. 434; 1856, I, p. 159).

secrets de tous les caractères. » Peu d'artistes atteignirent une pareille science du dessin, et il fut considéré comme un Poussin de la flore ⁸⁰.

Ce succès de la nature morte réintroduisit dans une époque attachée au néo-classicisme ou au romantisme troubadour le sens des vertus modestes et familières, le goût des qualités bourgeoises. Il se situait dans la tradition de Chardin, il accompagnait la peinture de genre de Léopold Boilly, il affirmait une résistance à l'influence de David en s'appuyant sur les Hollandais, l'Anversois Van Daël et Gérard Van Spaendonck qui travaillaient à Paris. Ce courant hollandisant triomphe dans l'œuvre de Dechazelle, disciple de Douet, mais qui adopta la touche spirituelle et hardie, le précieux de Van Huysum dans ses reproductions de fleurs ⁸¹.

Ainsi la peinture lyonnaise échappa à l'emprise davidienne. Revoil, Grobon et Berjon formèrent les artistes du milieu du xix^e siècle et leur inculquèrent le goût de la couleur locale, du paysage, de la fleur. Sous la Monarchie censitaire, se distinguèrent Antoine Duclaux par ses silhouettes d'animaux, Marie de Magneval par ses portraits, Anthelme Trimolet par ses scènes de genre, Auguste Thierriat par ses fleurs et ses collections... Jean-François Bellay, fils du médecin, fournit d'intéressantes vues de Lyon dans le goût de Boissieu; Joseph Guichard compta pour maîtres Revoil, Ingres et Delacroix; Claude Philipon, le fondateur de la *Caricature*, un Forézien, fréquenta l'école de Lyon... Mais surtout la génération révolutionnaire a le mérite d'avoir préparé la grande école lyonnaise : Orsel, Louis Janmot, les Flandrin, Paul Chenavard... Le préraphaélisme dérive des ateliers de l'Empire et le *Poème de l'âme* ou la *Palingénésie* doivent beaucoup à la fois à Ballanche et aux peintres préromantiques.

Davantage prisonnière des techniques, la sculpture évolua plus lentement et demeura fidèle au principe du beau idéal. Alors que la musique et la peinture recueillaient les sources de rêve et les aspirations vers l'infini que porte en elle la terre de saint Irénée et de sainte Blandine, la sculpture trouvait à Lyon un terrain propice au retour à l'Antiquité. Une circonstance maintint ce traditionalisme : la personnalité de Chinard.

Comme pour David, se pose la question de son ralliement au nouveau régime. Nécessité de se soumettre à la clientèle ? Evolution sincère où la lassitude et l'effroi ont joué un grand rôle ? Ne faut-il pas aussi se demander dans quelle mesure Chinard accepta les principes révolutionnaires ? Il semble que le besoin de créer et d'orchestrer des thèmes l'emporte, chez un artiste, sur l'adhésion à une doctrine politique.

Chinard, l'auteur des maquettes républicaines, s'adapta aux exigences du despote : les Victoires et les Abondances remplacèrent les Libertés et les Egalités, les commandes officielles affluèrent et les grandes machines que Chinard exécuta furent destinées aux réceptions municipales. Dès 1800, Chinard offrit à l'*Athénée* une *Minerve* tenant d'une main sa lance renversée, de l'autre l'olivier de paix; peu après, il improvisa une esquisse : *Mars arrêté par la Paix et couronné par la Victoire*. Au moment de la Consulte, il fit hommage d'un buste du Consul, dont le socle porte un bas-relief évoquant l'histoire du lion d'Androclès. « Le citoyen

⁸⁰ A. GERMAIN, Les artistes lyonn. (*Gazette Beaux-Arts*, 1907, p. 176).

⁸¹ F. RICHARD, Déchazelle (*R. D. L.*, 1851, II, p. 44-49).

Chinard, qui sait plier son génie à tout ce qu'on désire, disait le *Journal de Lyon* avec une pointe de malice, également propre à sculpter les traits des grands hommes et à décorer un monument, a fait élever, sur ses dessins, un édifice majestueux à trois portiques, représentant l'Arc de Triomphe de Constantin. » Quatre colonnes symbolisaient les républiques helvétique, batave, cisalpine et ligurienne. Un génie bienfaisant arrêta les coursiers attelés au char de la guerre. Ainsi, la glorification s'adressait avant tout au « pacificateur »⁸².

Chinard renoua en même temps avec la tradition des groupes symboliques, à la mode du XVIII^e siècle finissant. Au salon de 1802, il exposa *L'Amour sur les flots*, se sauvant à l'aide de ses seules armes, et *Hébé versant le nectar à Hercule* transformé en Dieu. C'était un écho de la mythologie précieuse et badine de l'Ancien Régime. Quand il revint de Paris, ses disciples le ramenèrent en triomphe à son atelier où ils avaient dressé un monument avec chapiteaux corinthiens, astragales, bas-relief et corniche. Le Génie de la sculpture couronnait Chinard et la Reconnaissance lui amenait des élèves. Athéna, à demi-voilée, rappelait l'imperfection des connaissances humaines⁸³. En 1803, Fesch le chargea d'honorer la mémoire de Leclerc à l'occasion du service funèbre de Saint-Jean. Pauline, frappée de l'extrême ressemblance du portrait, commanda à Chinard un buste en marbre du général. Dès lors, l'artiste devint une sorte de portraitiste officiel de la famille Bonaparte. A la cour de Lucques, il modela les visages d'Elisa et de Bacciocchi. Œuvres assez froides : le prince garde une certaine dignité militaire et le style de la coiffure est recherché. Quand Eugène de Beauharnais traversa Lyon, il salua Chinard et admira les médaillons de Louis Desaix et du général de division Duhesme, dont le profil s'accuse sous les cheveux en désordre, traités par mèches folles. La vérité psychologique éclate dans ces rondes bosses⁸⁴.

A nouveau, au printemps 1805, l'ordonnateur des fêtes s'employa à construire à Saint-Clair un arc d'ordre dorique surmonté d'un attique où était figurée l'apothéose du héros. Les palmes et les enseignes romaines, les couronnes civiques, les abeilles et les étoiles décoraient le monument. Un bas-relief illustrait l'union de l'empire et de la liberté, un autre la Sagesse, sous la forme de Minerve distribuant des croix d'honneur. Des inscriptions, des allégories, des figurations appropriées indiquaient la soumission de la ville. Chinard avait lui-même dessiné les clefs que Saulnier avait exécutées en vermeil⁸⁵. L'année suivante, le statuaire remit à Napoléon le buste de l'impératrice avec son visage assez distingué, mais peu expressif. L'afféterie se décèle dans la torsade de la chevelure, l'anglaise derrière l'oreille, la robe somptueuse à galons étoilés. La tradition du XVIII^e siècle se reconnaît dans cette orchestration des accessoires. Quant au buste de Joséphine, destiné au Salon doré de la Malmaison, il fut loué pour « la beauté et le choix de la matière, l'élégance du travail et surtout la parfaite ressemblance »⁸⁶.

⁸² *Journal de Lyon et du Midi*, 25 nivôse an X, 15 janv. 1802; — *Journal des débats*, 9 pluviôse an X (29 janv. 1802).

⁸³ *Bull. de Lyon*, 18 nivôse an XI (8 janv. 1803).

⁸⁴ *Ib.*, 1^{er} ventôse an XIII (20 fév. 1805).

⁸⁵ *Ib.*, 20 germinal an XIII (10 avr. 1805).

⁸⁶ *Ib.*, 23 août 1806.

Ces succès valurent à Chinard une série de commandes, de la princesse Augusta de Bavière et de Julia Clary, épouse de Joseph, et un décret impérial, daté de Varsovie, le nomma professeur de sculpture à l'Ecole spéciale. Il s'intéressa beaucoup à son enseignement sans renoncer à ses travaux toujours aussi nombreux. En relation avec le préfet Charles Delacroix, père du peintre, il représenta sa fille, Mme Verninac, en Diane chasserresse. De Carrare, il rapporta le buste du général Desaix. « L'aspect naturel et grandiose de ce portrait pénètre d'une admiration peu commune, écrit le *Bulletin de Lyon*... Ce sont bien les traits de ce brave capitaine, mais on y retrouve encore tout ce que l'art pouvait y ajouter, c'est-à-dire une sorte de beau idéal qui doit toujours concourir à caractériser l'image d'un héros... La draperie dont ses épaules sont recouvertes est, à elle seule, un chef-d'œuvre d'imitation. Ce n'est point du marbre, c'est une étoffe moelleuse et diaphane ⁸⁷. »

En 1808, il destina, à un arc de triomphe de Bordeaux, une Minerve symbolisant la Patrie distribuant des couronnes aux guerriers et aux savants... A Paris, la même année, il exposa quinze œuvres, principalement des portraits parfois interprétés sous une forme mythologique : Fanny Perrin revêt, par exemple, les attributs de Psyché, avec sa couronne de fleurs ⁸⁸. Cet académisme consacra le renom du « Canova de la France, du Praxitèle de la famille impériale, du Pygmalion nouveau », comme l'écrivait Béranger. « Rien n'est beau comme sa Diane-Verninac, rien de joli autant que Vénus-Récamier, qui est vraiment la Vénus pudique. Son Desaix est une œuvre absolument antique par sa sublime simplicité ⁸⁹. »

En 1809, ses admirateurs et ses disciples se rendirent dans son atelier où Talma déclama les vers adressés à Apollon, que Jean Brunel avait improvisés. Dans son discours de rentrée à l'Ecole de dessin, Chinard rappela aux élèves que la gloire pouvait s'acquérir par divers moyens. « Le peintre de fleurs et d'animaux, le dessinateur d'ornements et de fabrique, le simple ouvrier même a droit de prétendre à la célébrité quand, par son génie, sa modestie et ses productions, il parvient à la supériorité de son art. » Le professeur se réfère alors à l'Antiquité, mais conseille de ne pas adopter tous le même style. « La nature, variée dans ses combinaisons comme dans ses résultats, ne connaît point de bornes et laisse au génie inventif tous les moyens de la rendre et de la saisir. Elle ne proscriit aucune méthode, ni aucun usage à ses imitateurs. Toutes manières comme tous matériaux lui conviennent quand ils conduisent à la perfection ⁹⁰. »

Selon une habitude qui lui était chère, il reprenait les mêmes sujets en médaillon, en buste, en statue colossale. En 1810, on inaugura, dans une des chapelles de Saint-Nizier, une statue de saint Pothin en marbre blanc. L'auteur des allégories anticléricales de 1791 avait ébauché d'abord une maquette d'inspiration antique qui pourrait passer pour une raillerie anti-religieuse. Mais la statue est canonique et sulpicienne. La figure est architecturale, vigoureuse, quelque peu trapue. La tête du saint a un beau caractère, sa face de patriarche garde son individualité

⁸⁷ *Ib.*, 25 mai 1808.

⁸⁸ Musée de Cl.-Ferrand.

⁸⁹ *Journal de l'Empire*, 29 mai 1808.

⁹⁰ *Journal de Lyon*, 8 nov. 1809.

PLANCHE VIII.



Juliette Récamier, par J. Chinard.

(Musée des Beaux-Arts, Lyon)

que soulignent les jeux de clair et d'ombre déterminés par ses reliefs. Les vêtements sont d'un beau jet, avec des plis simulant la draperie grecque. Le premier évêque de Lyon couvre de sa main droite une madone miraculeuse, qu'il apporte d'Orient, introduisant ainsi l'image de la Vierge en France. La figure de Marie est d'une grâce simple et charmante⁹¹. Chinard adressa encore une quinzaine d'œuvres reflétant l'alexandrinisme mis à la mode au XVIII^e siècle : *L'Amour en repos troublé par Psyché, Niobé frappé par Apollon, Phryné sortant du bain...* Ce fut son apogée. Installé dans sa propriété près de Pierre-Scize, il recevait les jeunes artistes. Des blocs de marbre, qu'il allait souvent choisir à Carrare, encombraient l'enclos : « Ici, un bas-relief, où le ciseau a retracé l'un des sacrements de l'Eglise, est appuyé contre l'ébauche d'un groupe de Zéphyr et de Flore. Là, un saint Bruno mutilé repose lourdement non loin de Bacchus et Ariane... Un cardinal endure, en compagnie de Phocion, d'Euripide et du terrible Ajax, les frimas de l'hiver, les ardeurs de l'été. Le sublime aveugle, le divin chantre d'Achille, a pour voisin le buste d'un apothicaire. *L'Apollon du Belvédère* déploie sa chlamyde comme pour protéger la pudeur d'un Bonaparte tout nu⁹²... »

Il achevait alors ses dernières entreprises. Pour Marseille, il tailla dans le marbre une statue de la Paix greffant les rameaux d'olivier sur un vieux tronc de laurier; il érigea une fontaine en forme de terme avec Euthymène et Pythéas, les deux Phocéens considérés comme fondateurs de la ville, l'un regardant la terre, l'autre la mer⁹³. Il fournit au Salon de 1812 le *Carabinier* placé à l'Arc du Carrousel. Il exécuta pendant sa dernière année d'activité la statue du général Jean-Baptiste Cervoni pour décorer le pont de la Concorde, ainsi que les bustes du comte de Bondy, du général Baraguay d'Hilliers, de l'abbé Rozier... C'est en effet comme portraitiste que Chinard mérite une place parmi nos artistes. Il sait restituer des mines éloquentes, des visages animés, des silhouettes révélatrices. Il saisit sur le vif les différentes personnalités et excelle à reconstituer une physionomie comme à construire une tête. Ses faces les mieux venues resplendissent d'un feu intérieur. Il fixa ainsi les traits de Bichat en le dépouillant de toute convention et de tout apprêt dans la chevelure et le costume. En ce portrait intime, il parvient même à traiter la glaise comme il taille le marbre, sans chercher à rendre par le modelé des effets artistiques. La même vérité se retrouve dans le buste du chirurgien Marc-Antoine Petit; la tête, avec ses favoris et ses cheveux frisés, se penche en avant, au-dessus de la cravate à plusieurs tours. Ses médaillons révèlent une vivacité spirituelle du même type. Il a laissé l'effigie de presque tous les notables de son époque : l'architecte Claude Cochet, le paysagiste Jean-Marie Morel, le botaniste Jean-Pierre Lortet, le compositeur Jadin...

Pour les sujets féminins, il modelait les nuques et calamistrait la chevelure avec conscience. Mais il n'abandonnait pas son souci d'exactitude. Il a représenté la brodeuse Antoinette Perret avec un dur réalisme, faisant de sa femme une Xanthippe : il l'a coiffée d'un cha-

⁹¹ L. P. BÉRENGER : C.-R. des travaux de l'Acad., 1809, p. 16. — *Journal de Lyon*, 20 janv. 1810.

⁹² Notes d'A. Guillot (F. Desvernay, *Le Vieux Lyon*, p. 139).

⁹³ *Journal de Lyon*, 16 janv. 1810; — *Bull. de Lyon*, 17 mars 1812.

peau-capote, style Directoire, qui écrase son visage et donne l'impression d'étroitesse et de sécheresse. Au contraire, les bustes de Juliette Récamier respirent la grâce sans mièvrerie.

Pour dégager l'élégance du cou, les cheveux ont été ramenés en avant sur le front. Les mèches sont réparties par masses harmonieuses et les bouclettes s'assouplissent. Le diadème n'a rien d'affecté. Le menton est légèrement baissé pour accuser l'attitude pleine de pudeur, mais aussi pour mettre en valeur la nuque. La draperie réhausse les qualités de la poitrine. Comparée au profil à l'italienne que Canova a infligé à Juliette, la réussite de Chinard frappe par sa grâce. Comme Houdon, Chinard emprunte à l'Antiquité ce qui correspond à l'âme de son modèle ⁹⁴.

Une douloureuse maladie paralysa en 1813 sa tumultueuse activité. Il légua ses biens à sa famille, mais réserva pour l'Ecole de dessin de nombreuses œuvres : un *Enlèvement de Déjanire*, une *Apolline* en marbre, des dieux étrusques ⁹⁵... Chinard occupe une place à part dans le groupe des néo-classiques de la période révolutionnaire. Ses grandes compositions restent froides, car il n'a jamais pris le temps de se livrer, comme Bouchardon et Chaudet, à des études préparatoires. Mais ses allégories offrent parfois la grâce de celles de Prud'hon. C'est un très grand portraitiste. Fils des maîtres du XVIII^e siècle, il fut trop attaché aux éléments provinciaux pour accepter les directives de Paris et représenter le style Louis XVI jusque sous l'Empire.

Le plus fidèle de ses disciples fut Mme Noyel de Sermézy. Née à Bellecour, Clémence d'Audignac épousa un officier du régiment de Noailles qui mourut en 1794. Cette riche veuve tint un des salons les plus fréquentés par les lettrés et les artistes. Elle connaissait les littératures anciennes et parlait plusieurs langues modernes. Elle apprit la sculpture et débuta en 1799 par le buste de Gabrielle Vitet, la fille du président de la Cour d'Appel. En 1803, elle modela Ernest Béranger, le fils du professeur, puis traita sa propre fille dans le style de Chinard. Devant elle défilèrent, comme devant son maître, les notables lyonnais : l'inspecteur Poupar, l'helléniste Dugas-Montbel, le peintre Richard... En 1813, elle commença le buste de Jordan et acheva celui d'Artaud; ses œuvres gracieuses évoquent l'art aimable d'Houdon et de Pigalle. Son atelier, installé dans la maison Boulard de Gatellier, abrita souvent les opposants à l'Empire, la baronne de Krüdener, Mme Récamier, Matthieu de Montmorency et, pendant leur proscription en 1812, la duchesse de Chevreuse et Germaine de Staël... Au retour d'Italie, Ballanche se rendit chez elle; « il m'a causé fort agréablement », écrivait-elle à Richard. En 1847, au moment de la mort du philosophe, Juliette rappela à ce peintre « les souvenirs de la société de Mme de Sermézy ». « J'ai trouvé en elle au moment de mon exil la plus bienveillante sympathie et, autour d'elle, plusieurs hommes supérieurs qui, tous, étaient les amis et les admirateurs de M. Ballanche, Camille Jordan, Dugas-Montbel et vous-même... Je connaissais l'extrême admiration de M. Ballanche pour votre talent ⁹⁶. » Rapprochement symbolique. Chinard restait, par beaucoup

⁹⁴ E. BERTAUX, Le Buste de Mme Récamier, par Chinard (*Rev. Art anc. et mod.*, 1909, XXVI, p. 321-336).

⁹⁵ M. H. L., N 2303, Copie du testament de Chinard, établi le 15 oct. 1811. — F. PITT, Notice sur J. Chinard (*Moniteur*, 8 août 1813).

⁹⁶ V. de LAPRADE, Mme de Sermézy (*R. D. L.*, 1850, I, p. 420).

de côtés, un homme du XVIII^e siècle et représentait les personnages officiels de l'Empire. Mme de Sermézy prolongea son esthétique en réalisant des groupes allégoriques empruntés à la mythologie. Mais elle illustra les œuvres de Revoil et vécut dans l'intimité de ceux qui fondèrent le romantisme lyonnais.

L'autre disciple de Chinard fut Legendre-Héral. Né à Montpellier, il se lugdunisa à l'école de Chinard, puis de Joseph Marin. Dès l'âge de seize ans, il exécuta un bas-relief néo-classique retraçant la mort d'Épaminondas. Ses œuvres, conçues sous l'Empire, appartiennent aux traditions humanistes : *L'Amour endormi*, *Hébé*, *Narcisse se mirant dans l'eau*... Comme son maître, il statua les célébrités de son temps : le général Joubert, pour la place de Pont-de-Vaux, Bernard de Jussieu, le comte de Sathonay... Ses portraits offrent la vérité d'expression que Chinard avait donnée aux siens⁹⁷. Il décora plusieurs églises et l'entrée de l'hôpital⁹⁸.

Les autres émules de Chinard, comme Eugène Viot, se déracinèrent. Jean-Marie et Charles Prost taillèrent les statues de Childebert et d'Oltrogothe, placées à l'Hôtel-Dieu, beaux spécimens de la sculpture monumentale, sagement proportionnés et reliés à leur entourage. Le Forézien Denis Foyatier travailla avec Chinard à Lyon, et Lemot à Paris. En dehors de Chinard, peu de grands talents. Nicolas Pinet, élève de Jayet, laissa des vases décoratifs, des médaillons, l'urne funéraire de Précy... D'origine flamande, Elshoëcht, dit Karl, se spécialisa dans les portraits et orna, en 1841, la façade du grand hôpital de deux groupes énormes : *La Saône et le Rhône*, *Maternité et Indigence*. François Martin, formé à Grenoble, s'installa à Lyon en 1803. Prétendant saisir d'excellente façon les ressemblances, il conviait la nouvelle bourgeoisie à poser en son atelier⁹⁹. « Le sieur Martin, annonce-t-il, qui s'est distingué par un grand nombre de morceaux de sculpture qui pourraient être comparés à l'antique par le grand goût et la correction du dessin, et dont le *Journal de Paris* a fait dans le temps l'éloge le plus flatteur, vient de faire les bustes de M. Jean-Xavier Bureaux de Puzy, de MM. Claude-Antoine Vouty de la Tour et P.-E. Béraud... Pleins de grâce et d'expression, ils ont toute la beauté du caractère et le fini des détails¹⁰⁰. » De Gilibert, il rendit avec beaucoup de réalisme la figure de bon dogue, sous sa perruque à couette... Néanmoins, Martin mourut dans l'indigence et Mme Cosway vint en aide à ses orphelins...

Quant à Frédéric Lemot, filleul du libraire François Los Rios, il fit carrière hors de Lyon. Fils de menuisier, comme Coysevox et Coustou, il partit étudier à Paris, en 1785, au cours du sculpteur vellave Julien, un élève de Perrache. Il obtint le Prix de Rome et connut Chinard dans la Ville Éternelle. Il s'engagea dans l'armée de Pichegru et, à partir du Directoire, devint un sculpteur officiel. À l'instar de Chinard, il composa des scènes allégoriques comme *Hébé versant le nectar à Jupiter*,

⁹⁷ J. BIROT, *Legendre-Héral, sculpteur lyonn.* (1796-1851) (Lyon, Rey, 1910, in-8°, 52 p.); — J.-P. POINTE, *Legendre-Héral* (*R. D. L.*, 1840, XI, p. 483).

⁹⁸ Z., *La Charité*, bas-relief (*A. H. S. R.*, 1827, VII, p. 294-299); — *A. H. S. R.*, X, p. 362; — *N. A. H. R.*, I, p. 329.

⁹⁹ *Bull. de Lyon*, 19 mars 1803.

¹⁰⁰ *Ib.*, 5 sept. 1804.

des bustes comme ceux de Lycurgue, Apollon, Cicéron... et, plus tard, le cheval de bronze qui décore la place Bellecour¹⁰¹.

D'Hennequin, doublet de David, à Chinard, la renaissance antiquisante se mêle aux frissons romantiques. Par son caractère complexe et ambigu, elle ne s'oppose pas toujours aux nouvelles tendances; elle n'est pas une simple réapparition du mirage grec et ne répète pas les découvertes du xvi^e siècle. Son originalité tient au souci de représentation plastique des connaissances archéologiques et historiques, et aussi à sa volonté de vivifier la science par la méditation sur les âges révolus et sur les cycles de l'odyssée humaine. La philosophie de l'histoire, propre à Ballanche, rejoint plus ou moins les efforts de résurrection du passé et leur confère une signification grandiose. La poésie des ruines, qu'exprime Boissieu, traduit cette sentimentalité fondée sur des comparaisons implicites et nourrie par le vertige du temps. Par sa vêtue esthétique, ce néo-classicisme pousse jusqu'au plagiat le plus minutieux le désir d'imiter les Romains dans les formes du langage, de la toilette et du mobilier¹⁰². Mais il introduit dans cette imitation un souci de synthèse entre le présent et le passé, la vie et le songe, la précision concrète et la sensibilité déclamatoire. La mythologie, l'histoire ancienne ou médiévale, les événements contemporains alimentent ainsi l'épopée dramatique et la rêverie romantique.

3. LE STYLE EMPIRE

Après les commotions révolutionnaires, la société désirait, comme celle d'Ancien Régime, associer l'art aux mœurs, à l'économie, à la vie publique. Les mécènes consacraient une partie de leur fortune à acquérir des œuvres d'art, et à la vente de la collection Tolozan, en 1801, les prix furent élevés. Des critiques, comme Artaud, Réveroni, Sobry discutèrent les problèmes esthétiques¹⁰³. La fondation des musées traduit cet élargissement du goût... Mais la clientèle semble plus mêlée. Une partie se détache de l'Antiquité qui implique un certain paganisme; elle préfère les souvenirs de l'honneur chevaleresque; les bourgeois parvenus apprécient les sujets militaires contemporains, les portraits par vanité, les natures mortes qui n'exigent pas de connaissances techniques. Par réaction contre leur vie citadine, ils aiment le paysage et les tableaux de genre, surtout s'ils offrent une intention moralisatrice ou sentimentale. Leur faveur est acquise aux œuvres flamandes et hollandaises : à la vente Tolozan, c'est un Paul Potter qui connut les plus fortes enchères¹⁰⁴.

¹⁰¹ Z., Notice sur Fr. Lemot (A. H. S. R., 1827, VI, p. 237-267).

¹⁰² E. VACHERON, Descript. d'un médaillier lyonn. (R. D. L., 1886, I, 158).

¹⁰³ REVERONI ST-CYR, *Essai sur le perfectionnement des Beaux-Arts par les sciences exactes*, 1803; — F. ARTAUD, *Considérations sur l'état de la peinture en Italie*, 1808; — J. SOBRY, *Poétique des Arts ou Cours de peinture et de litt. comparées* (Paris, 1810, in-8°).

¹⁰⁴ F. BENOÎT, *L'art franç. sous la Révol. et l'Empire* (Paris, May, 1897, in-4°, xii-458 p.), p. 131-140.

Peintre, mécène, critique, Pierre Dechazelle reflète les tendances de ces milieux. Son domaine de Grange-Blanche, à Parcieux, sur la côte de Dombes, redevenant, comme au temps de la Belle Cordière, un foyer artistique. Dechazelle protégeait les jeunes talents et les recommandait aux autorités; il avait favorisé la carrière du pauvre Hennequin et recevait souvent Revoil et Artaud. Il documenta Jean-Baptiste Lebrun, le neveu du peintre de Louis XIV, qui se rendait en Italie pour élaborer une histoire de la peinture¹⁰⁵.

Dechazelle voyait dans le mouvement artistique l'âme de l'économie lyonnaise. Sa décadence l'attristait : « Les manufactures brillantes, écrit-il en 1804, qui faisaient le désespoir des nations rivales et dont l'infatigable activité nous enrichissait des trésors des deux mondes, penchent sensiblement vers leur déclin. » La concurrence des indiennes a bouleversé le marché; leur commodité, la solidité de leurs nuances, la modicité de leur prix les a généralisées. L'Angleterre l'emporte par le talent de ses dessinateurs, les secrets de ses coloristes, l'adresse de ses mécaniciens. La broderie française, qui connut une grande faveur sous Louis XV, traverse, elle aussi, une crise. Autrefois, les nations étrangères copiaient nos procédés; les négociants se pourvoyaient à Lyon deux fois par an des « fruits précieux de l'art du peintre concerté avec celui du mécanicien »; grâce aux « riches capitalistes » et aux « hommes à talent », Lyon confectionna les tissus les plus recherchés. Sous le règne de Louis XVI, le relâchement de l'étiquette et l'introduction des mousselines ruinèrent cette prospérité¹⁰⁶.

Ces fluctuations économiques dépendent de l'évolution de la peinture. Dechazelle évoque la monotonie des étoffes à l'époque gothique, dont les motifs compliqués s'éloignent de la nature. Florence dissipa les ténèbres, François I^{er} accueillit Léonard de Vinci, le Primatice, le Rosso qui épurèrent les formes et multiplièrent les combinaisons. Puis la pureté des éléments antiques s'altéra sous l'action de Charles Lebrun et de son Académie. « Les meubles, surchargés de figures grotesques et d'enroulements tourmentés, n'offrirent plus aux regards les formes aimables qui avaient été empruntées aux monuments grecs. »

David ouvrit un nouveau cycle. Peintre de fleurs et de fruits, à la manière des Hollandais, Dechazelle ne craint pas, en tant que théoricien, de répandre les principes de Winckelmann et d'analyser avec soin les tableaux de David, quitte à commenter la *Mort de Socrate* en se référant à *Clarisse Harlowe*¹⁰⁷. Ses *Etudes sur l'Histoire des Arts*, publiées en 1834, se présentent comme un essai en marge de l'*Histoire de l'Art chez les Anciens*. Dechazelle s'enthousiasme pour la civilisation hellénique; il y découvre des arguments à l'appui de sa thèse : « Les philosophes, les beaux esprits s'y livraient volontiers au négoce et ne le croyaient point incompatible avec leurs études¹⁰⁸. » Il célèbre les qualités de l'art en Italie, puis accorde une place majeure à David dans ce retour au « beau idéal ». Les parures féminines, la décoration des appartements, les objets d'utilité domestique profitèrent de cette « révo-

¹⁰⁵ L. TRÉNARD, Un notable lyonn. pendant la crise révol. : P. T. Dechazelle (R. H. M. C., 1958).

¹⁰⁶ P. DECHAZELLE, *De l'influence de la peinture sur les arts d'industrie commerciale*, 1804, p. 33-52.

¹⁰⁷ A. G. B., Notes sur David, s. d.

¹⁰⁸ P. DECHAZELLE, *Etudes sur l'hist. des Arts*, 1834, I, Grèce, p. 38.

lution étonnante ». L'orfèvrerie, qui succombait sous « l'amas indigeste des ornements les plus bizarres », retrouva, grâce à la peinture, sa pureté et ses succès. Les meubles de la Renaissance plaisent par leurs lignes; ceux de l'époque Louis XV sont disgracieux et inconfortables; à nouveau, sous l'influence de David, ils atteignent le « vrai beau » ¹⁰⁹.

Pour la soierie, le caprice dans le goût est un fléau, car les ouvrages se déprécient et le manufacturier cesse de produire à l'avance. La création d'un musée peut régénérer la mode et éveiller des vocations. Le gouvernement doit prendre l'habitude d'offrir de somptueuses étoffes en présent. Les dessinateurs doivent suivre les principes du davidisme et résister aux désirs des élégantes qui veulent se parer de châles de Cachemire et de cafetans d'Ispahan; ils ne doivent pas modeler leurs tissus « sur le style barbare de ces insipides productions » et remplacer « la douce harmonie des teintes de la nature par l'assemblage des couleurs les plus discordantes ».

« L'art du dessin, en offrant à notre industrie les moyens d'ajouter de l'agrément aux objets qui ne sont qu'utiles, peut en protéger avantageusement le débit contre les atteintes de la rivalité étrangère. » Aussi faut-il fonder des écoles de dessin à Saint-Etienne et à Lyon. « La nature sans doute offre les modèles les plus parfaits, mais il faut les imiter avec choix et ne dispenser les ornements qu'avec mesure. » Il est peu d'enfants qui ne montrent du penchant pour les arts d'imitation. S'ils étudient dans la capitale, ils viseront la gloire. Au contraire, dans une ville commerçante, « la considération s'acquiert par les richesses et s'accroît avec elles; le mérite d'un ouvrage ne s'estime que selon la mesure des profits que le manufacturier doit s'en promettre. » Le dessinateur abandonne au fabricant les détails du négoce pour vivre dans « un horizon fantastique où tout est féerie ». L'Ecole de dessin le prépare à cette tâche en lui faisant étudier les formes humaines d'après le modèle vivant et les statues antiques. La pratique des autres genres devient ensuite aisée, car le dessinateur pour étoffes ne doit pas se limiter, comme autrefois, au règne végétal.

L'Ecole de dessin sera bientôt organisée par le Conservatoire des Arts, en vue de satisfaire le goût public, qui veut retrouver « dans les belles productions de l'industrie, le style des ornements dont les Grecs ont tracé les modèles ». Dès que les manufacturiers seront sûrs d'écouler leurs produits, ils soutiendront l'Ecole. Le programme comprendra l'étude des fleurs et de la disposition, car la symétrie s'impose dans le décor d'une étoffe. Il faut abandonner ces « inventions burlesques où les plantes, les fruits, les insectes, les coquillages sont entremêlés sans liaison, ni convenance » ¹¹⁰.

Sur ce point, Dechazelle recommande la technique des Hollandais, en particulier de Jan Van Huysum. Dans son volume consacré à l'Italie, il ne résiste pas au plaisir d'ajouter un chapitre sur l'école flamande qui, pour lui, commence réellement à Rubens. Après quelques mots rapides sur les « conceptions bizarres » de Rembrandt, il analyse avec sympathie la touche franche et spirituelle des Teniers, Karl du Jardin, Gabriel Metsu ¹¹¹...

¹⁰⁹ P. DECHAZELLE, *De l'influence de la peinture*, 1804, p. 12-32.

¹¹⁰ P. DECHAZELLE, *op. cit.*, 1804, p. 86-106.

¹¹¹ P. DECHAZELLE, *Etudes sur l'hist. des Arts*, 1834, II, Italie, p. 448-450.

Ces liens entre l'art, la technique et l'industrie préoccupèrent aussi un ami de Dechazelle : Mayeuvre de Champvieux. Examinant l'influence des connaissances sur la production, il répète un *credo* optimiste : « L'homme, tel qu'il est constitué par la civilisation, étendra ses facultés, accroîtra ses jouissances et par conséquent son bonheur, en cultivant les sciences et les arts. » La culture agit sur les sentiments qui, à leur tour, stimulent les créations artistiques. Selon cette vue déterministe, Champvieux estime que *l'Apollon du Belvédère* et la *Vénus de Médicis* ne pouvaient être réalisés que par « la main des Athéniens, de ce peuple le plus sensible, le plus spirituel, le plus lettré de l'Antiquité » ¹¹².

C'est dans cet esprit que les notables s'intéressèrent à l'archéologie, cherchèrent à organiser les musées et l'Ecole de dessin pour fournir aux dessinateurs des éléments d'inspiration et d'information. L'archéologie, restée jusque-là gréco-romaine comme une discipline auxiliaire de l'humanisme, acquit son autonomie et pesa désormais sur les conceptions artistiques. On observa les aqueducs du Mont-d'Or, le tombeau antique de Juliéna, des vases sigillés... On avait découvert en 1766, dans le lit de la Saône, une jambe de cheval, en bronze. Flachéron fit reprendre les fouilles en 1810 : elles exhumèrent de nombreux fragments épigraphiques ¹¹³.

Les trouvailles les plus sensationnelles furent celles des mosaïques romaines. Des lots provenant d'un ancien clos à Ainay furent cédés à Paul Macors, à la suite d'une transaction. En 1806, ses ouvriers mirent à jour un pavement représentant une course de chars dans un cirque. Delandine, Artaud, les architectes Gay et Querville engagèrent une discussion sur son origine et son sens ¹¹⁴. Macors conserva le dallage sous un temple dorique et les savants, les étrangers, les élèves vinrent le contempler ¹¹⁵.

Les fouilles atteignirent la mosaïque Méléagre, et Macors fit de son jardin un lieu de réunion du *Cercle des mosaïques*. Ce fut moins un Athénée qu'un séjour de plaisance, avec des distractions peu différentes de celles des brasseries voisines ¹¹⁶. A la mort de Macors, le préfet incita le maire à acquérir ces vestiges intéressants « sous le rapport de l'art et de l'histoire de Lyon ». Le Conseil municipal se montra peu empressé et, malgré les démarches d'Artaud auprès de Bondy, la mosaïque fut vendue à deux Parisiens. Le maire d'Albon put en interdire le transfert et la ville l'acheta en 1813. Artaud, qui eut vraiment le mérite de ce sauvetage, appréciait cette œuvre; il espérait reconnaître Caligula parmi les personnages et supposait, comme Delandine, que Ligurius, l'intendant des jeux, l'avait fait construire; Artaud l'aimait malgré « les fautes de perspective ». Les monuments antiques, écrit-il, doivent être considérés comme ces vieillards vénérables dont on respecte même les imperfections ¹¹⁷.

¹¹² P. REVOIL, *Eloge de M. de Champvieux* (Lyon, Ballanche, 1813, 18 p.).

¹¹³ F. ARTAUD, Recherches d'une statue équestre (*Journal de Lyon*, 8, 10, 13 févr. 1810).

¹¹⁴ *Bull. de Lyon*, 8 et 15 mars 1806.

¹¹⁵ P. FABIA, Les mosaïques romaines des musées de Lyon. La mosaïque Macors (*R. D. L.*, 1921, p. 453-504).

¹¹⁶ Règlement du Cercle des mosaïques (Lyon, Ballanche, 1809, in-8°, 13 p.).

¹¹⁷ F. ARTAUD, *Descript. de la mosaïque de M. Macors* (Lyon, Ballanche, 1806, 15 p.).

Une autre mosaïque fut trouvée au Gourguillon. Millin pensa qu'il s'agissait d'une caricature des exercices gymniques; Artaud identifia un combat de l'Amour et de Pan; Mazade d'Avèze note que la mosaïque Cassaire « donne des lumières sur le culte que les anciens Celtes rendaient à Mercure et à Minerve ». C'est un jeu de palestre transposé dans le domaine mythologique. Une troisième mosaïque illustre encore la lutte de Cupidon et de Pan : découverte à Sainte-Colombe-lès-Vienne en 1803, elle fut acquise par la Ville de Lyon sous la Restauration ¹¹⁸.

Le respect des belles œuvres se répandait. En 1806, un fondeur lyonnais acheta deux bas-reliefs à la Ville de Nuremberg pour fabriquer des canons. Séduit par la beauté des bronzes, il les conserva et permit aux amateurs d'aller les voir. Sans le savoir, il sauva deux pièces exécutées à la fin du xv^e siècle par les artistes allemands Peter et Hans Vischer, pour la chapelle des Fugger ¹¹⁹. Désormais, les hôtes de Lyon ne manquèrent pas d'aller visiter ces souvenirs archéologiques : quand le jeune Silésien Hermann Puckler séjourna à Lyon en 1808, il vit les bains romains, l'aqueduc, le tombeau de saint Pothin ¹²⁰...

Les érudits et les archéologues songèrent à créer un musée pour abriter les vestiges et les œuvres d'art. Un arrêté décida, en 1802, que la galerie de tableaux et de statues serait ouverte au palais Saint-Pierre, et Najac nomma Régny, Dechazelle, Boissieu au Conseil des Musées, avec Jean Moutonnat comme conservateur. En 1806, Artaud devint inspecteur général du Conservatoire des Arts et Antiquités de la ville. Le Musée lapidaire totalisait, en 1808, quatre-vingt pièces données par Cochard, Dutillieu, l'abbé Sudan... Parmi celles que commente longuement Artaud, figure un sarcophage en choïn de Fay, qui lui fait déplorer l'abandon de cette « carrière si appréciée des Anciens », par suite des difficultés de transport. Le suovetaurilia, découvert à la collégiale de Beaujeu, lui paraît se ressentir de la décadence, mais il vante beaucoup l'ambon de Saint-Loup, datant du xii^e siècle, ramené de l'île Barbe ¹²¹.

Les collections du Moyen Age et de la Renaissance devaient beaucoup à Delandine. Il serrait, dans ses vitrines, des lacrymatoires, des objets de culte indien, des meubles chinois... Il acheta le buste du médecin lyonnais Camille Falconet, exécuté par son parent Etienne Falconet et, en 1808, des *Heures* du xvi^e siècle. Au monastère Saint-Pierre, Artaud fit remanier les locaux pour accueillir les émaux peints, les figures gothiques, les faïences de Palissy qui provenaient de l'ancien cabinet de Ville ¹²². Le médaillier, autrefois à la Bibliothèque, fut transféré à Saint-Pierre; les pillages de la Révolution avaient fait disparaître, avec les pièces d'or, des raretés que révèlent les inventaires du xviii^e siècle ¹²³.

Quand la ville devint définitivement propriétaire du cloître en 1802, elle réserva une galerie aux tableaux accordés par le décret de 1800

¹¹⁸ P. FABIA, Les mosaïques romaines... (R. D. L., 1922, p. 39-68).

¹¹⁹ E. VIAL, Des bas-reliefs de P. et H. Vischer (R. D. L., 1921, p. 422-424).

¹²⁰ A. EHRARD, Un Allemand à Lyon, en 1808 (R. D. L., 1923, p. 319).

¹²¹ F. ARTAUD, *Discours sur un projet de recherches des monuments antiques de la ville de Lyon* (Lyon, Ballanche, 1808, 8 p.).

¹²² J.-B. GIRAUD, Notes sur les origines des musées archéol. de Lyon (R. H. L., 1906, p. 18-28, 29-33).

¹²³ P. DISSARD, Notice sur l'anc. médaillier de Lyon (Rev. belge de numismatique, 1882, p. 393-413).

car, « dans une ville dont l'industrie est en rapport direct avec ce bel art », disait Artaud, il faut faire connaître la régénération opérée par Vien et David. Gay hâta les préparatifs et, en 1803, trente et une toiles parvenaient; en 1805, quatorze autres et, en 1811, cinquante-deux ¹²⁴. Le premier envoi déçut et Dechazelle s'en plaignit auprès de Vivant-Denon. Les dotations, fixées par tirage au sort, comprenaient « d'insipides allégories » de Lesueur, des vues de Paris de Grevenbroeck, « des images gothiques »... « La Commission administrative se flattait, au contraire, que les charmantes productions de l'école hollandaise, remarquables par un faire plein de grâce et par l'agrément des plus jolis détails, viendraient occuper une place d'élite dans le Musée de Lyon ¹²⁵. »

Le catalogue, dressé par Artaud en 1808, énumère une cinquantaine d'œuvres transmises par l'Etat ou recueillies dans les églises lyonnaises. Les maîtres italiens sont représentés par Véronèse, le Dominiquin, le Caravage..., l'*Ex-Voto* du Tintoret, un Titien, « un peu gothique »... D'Espagne, le Musée n'avait que le *Saint François d'Assise*, peint par Zurbaran. Rubens plaisait par son clair-obscur, Jordaens par la vérité des accessoires et l'ordonnance pittoresque. Van der Kabel par sa manière proche de celle des Italiens. Les peintres français étaient peu nombreux : Philippe de Champaigne, Simon Vouet, Stella, l'ami de Poussin... L'essentiel consistait en tableaux d'histoire et en productions italiennes. « Les dessinateurs de nos manufactures, écrit aussi Artaud, n'y trouveront donc pas ces modèles d'imitation de fleurs et de fruits, ces admirables productions de Van Huysum, de Mignon, de Van Helst, de Jean David de Heem ¹²⁶. » L'envoi de 1811 compta encore des œuvres italiennes (Palma, le Guerchin, Castiglione...) et quelques flamands (Breughel, Jordaens, Rubens...). La ville acheta, selon les avis de Dechazelle et d'Artaud, des scènes de genre de Van Oost, des fleurs de Van Daël et de Van Huysum ¹²⁷...

Le Musée répondit alors « à ce qu'on doit attendre d'une ville aussi distinguée par les goûts et les lumières » ¹²⁸. Les événements de 1815 privèrent les collections de ce qui évoquait la gloire impériale : le comte de Chabrol fit brûler l'allégorie de Revoil sur Bonaparte relevant Lyon, celle d'Antoine Callet sur l'entrée du Premier Consul, les portraits de l'Empereur par Gros et par Robert Lefèvre... Les puissances alliées réclamèrent les œuvres que les armées avaient confisquées. Le souverain pontife voulut bien laisser à la ville *L'Ascension*, du Pérugin, en souvenir de l'accueil rencontré auprès des Lyonnais ¹²⁹.

Les discussions sur l'archéologie et l'esthétique, l'Ecole de dessin et le Musée agirent sur les conceptions des artistes et sur les préférences du public. A cet égard, l'Empire marque une rupture dans l'orientation des styles. Les artistes, à la manière du XVIII^e siècle, achèvent leur carrière. Philippe de Lasalle s'occupe alors plus de technique que d'art. Le Conservatoire des Arts célébra son rôle : « Habile dessinateur, men-

¹²⁴ P. DISSARD, *Les musées de Lyon* (Lyon, Rey, 1906, p. 2).

¹²⁵ A. G. B., Lettre de la Commission du Conservatoire à V. Denon, s. d.

¹²⁶ F. ARTAUD, *Notice des tableaux du Musée* (Lyon, Ballanche, 1808, 42 p.), p. v.

¹²⁷ A. THIERRIAT, *Notice de la galerie des tableaux* (Lyon, Barret, 1842, in-8°, 38 p.).

¹²⁸ M. d'AVÈZE, *Lettres à ma fille*, 1810, II, p. 115.

¹²⁹ F. ROLLE, *Enlèvement des tableaux du Musée* (Lyon, Brun, 1867, 40 p.).

tionna la plaque apposée à Saint-Pierre, ses talents portèrent à la maturité l'art que le génie de Jean Revel avait fait sortir de l'enfance¹³⁰. » Disciple de Nonotte, puis de Vien à l'Académie de France à Rome, Grognerd établit la transition entre le style Louis XVI et celui de l'Empire. Il dessina les *Verdures du Vatican*, inspirées des fresques de Raphaël. La souplesse des lignes rappelle l'art Louis XV, mais la recherche du détail annonce l'Empire. Pour la cour de Charles IV d'Espagne, il composa des étoffes avec guirlandes de roses, frises de lauriers, bordure étrusque. Denis Rivet, qui décora l'habit offert au Premier Consul en 1802, représente la même tendance¹³¹.

Le maître décorateur Jean-François Bony sut aussi concilier « la sécheresse de David » et « la grâce de Prud'hon ». D'une humble famille givordine, Bony fut le disciple de Douet, de Gonichon, de Lasalle. Il excella surtout dans la broderie, que la nouvelle clientèle préférerait aux façonnés. En 1804, il signa deux grands tableaux de fleurs et de fruits : *Le Printemps* et *L'Été*. L'année suivante, il présenta à l'Exposition des produits de l'industrie lyonnaise un écran fond velours, brodé en dorure, et un tapis exécuté d'après ses dessins. En 1806, il envoya à l'Exposition de Paris des broderies « remarquables par leur beauté ». En 1809, Bony suppléa à l'Ecole spéciale son ami Jacques Baraban pour la fleur et l'ornement. Il lui succéda et, en 1811, il s'associa à Bissardon, fabricant d'étoffes façonnées, fournisseur de Versailles. En 1814, le comte d'Artois et la duchesse d'Angoulême visitèrent ses ateliers.

Bony laissa plusieurs œuvres célèbres : un grand panneau, brodé sur fond noir, représentant une lyre derrière laquelle se croisent des tiges chargées de fleurs épanouies; une application de tulle sur du satin bleu rehaussé de broderies de soies polychromes; un écran fond or, brodé de soie et de chenilles, décoré d'un oiseau perché sur une guirlande de fleurs attachée à deux flambeaux... Bony se spécialisa dans l'imitation Pompéi, en particulier pour les lampas d'ameublement. Par là, il précipita l'évolution que souhaitait Dechazelle¹³².

La simplicité paraissait de bon aloi. Le civisme révolutionnaire avait banni la soie et imposé un vêtement sobre. Avec le Directoire, le néo-classicisme sembla l'emporter, mais les dessinateurs hésitèrent et leurs tentures offrent un mélange des styles Empire et Louis XVI. Ainsi, le dessinateur bressan Joseph Picard, élève de Joseph Bournes, créa des dessins formés d'arabesques entremêlées de fleurs, de chimères, de grotesques, disposés selon une composition savante. En 1804, il lut à l'Académie un discours sur « l'art du dessin considéré dans ses rapports avec les manufactures ». Un écran en lampas fond bleu, à dessin en camaïeu gris, caractérise sa manière : les attributs sont placés selon une rigoureuse symétrie : palmes de la victoire, branches d'olivier, statues symbolisant les vertus¹³³...

La maison la plus célèbre sous l'Empire fut celle de Pernon. Il contribua à relever l'industrie ruinée par le siège. A l'Exposition de 1803, il obtint une médaille et devint le fournisseur attitré de la Cour. Il sema à profusion les couronnes de pampres, les lauriers et les étoiles sur les

¹³⁰ *Bull. de Lyon*, 16 ventôse an XII (7 mars 1804).

¹³¹ A. POIDEBARD et J. CHATEL, *C. Pernon*, 1912, p. 40, 43.

¹³² J. LEROUQUIER, *La décoration des étoffes (R. H. L., 1911, X, p. 241-252)*.

¹³³ *Bull. de Lyon*, 7 germinal an XII (28 mars 1804).

damas de Saint-Cloud et des Tuileries. Il joua alors un rôle officiel, appartenant aux cadres de l'Empire et siégeant à la Chambre de Commerce, au Conservatoire des Arts, à la municipalité... Il employa tous les célèbres artistes lyonnais et fournit pour les palais impériaux des velours cramois, des damas à palmettes, des brocards d'or... Parmi ses réussites, figure un velours chiné à la branche qui décore la chambre de l'Empereur à Fontainebleau; au lieu d'être peint à la main, le dessin fut produit par un minutieux procédé de teinture, les parties de la soie qui ne devaient pas toucher le liquide colorant étaient protégées par de petites bandes de parchemin enroulées autour des fils. Les jeunes dessinateurs, qui n'avaient pas connu l'école du XVIII^e siècle, recherchaient moins les coloris. Aussi, Napoléon trouva-t-il cette œuvre un peu triste et il la fit recouvrir d'un réseau brodé de chenille crème qui éclaircit l'ensemble. Une des dernières réalisations de Pernon fut un brocart d'or sur fond cramoiisi destiné à un écran et un paravent de Versailles. Le dessin pompeux exalte la gloire de Napoléon¹³⁴.

Quand Pernon mourut dans sa propriété de Sainte-Foy-lès-Lyon, en 1808, son entreprise passa aux frères Grand qui poursuivirent la même fabrication : brocart or et argent sur fond de velours cramoiisi; lampas fond de satin citron, avec compartiments violets; velours décoré de branches de laurier fleuri... Ils créèrent une série d'étoffes et de broderies dans le style gréco-romain. L'Empereur manifesta ses préférences pour le velours chiné, la spécialité de la maison Grand. Les dessinateurs, les techniciens, les chimistes conjuguèrent alors leurs efforts pour créer un nouveau style.

Mâle, sévère et guerrier, il est surtout décoratif. Ce n'est pas dans les tissus de robe, mais dans ceux d'ameublement que se distinguèrent les artistes. Sous l'influence du néo-classicisme davidien, ils copièrent, ou mieux, adaptèrent les ressources décoratives de l'Antique, employèrent parfois la broderie qui exige moins de frais d'équipement du métier que le façonné. Les brodeurs utilisèrent la soie et les métaux précieux avec virtuosité. Les damas et les lampas sont dans les tons pompéiens éteints sous le Consulat, plus chauds sous l'Empire; les palmettes, les rinceaux, les rosaces entourent les médaillons, les losanges, les octogones..., où s'encadrent des aigles, des cygnes, des lyres... La symétrie règne. Pas d'exubérance végétale : les fleurs et les feuillages naturels sont traités de façon ornementale. Ce sont des lauriers, du lierre, des bouquets de roses. L'ensemble offre des contours simples et s'harmonise avec la sécheresse des motifs qui les accompagnent¹³⁵.

Les dessinateurs lyonnais n'abusèrent pas des accessoires architecturaux inspirés par la campagne d'Égypte et corrigèrent la froideur des ornemanistes parisiens en respectant la simplicité¹³⁶. Quant à la technique du velours Grégoire, elle resta une curiosité, que l'on réserva pour tisser les portraits des célébrités : celui de Napoléon, réalisé par un chineur en 1806, un autre exécuté en camaïeu sur satin rouge... Vus par transparence, ces profils paraissent des diapositives en couleur¹³⁷. Sous l'influence de Percier et de Fontaine, l'ordonnance losangée se

¹³⁴ TERRET, *Eloge de C. Pernon* (*Bull. de Lyon*, 21 déc. 1808).

¹³⁵ P. FRANCASTEL, *Le style Empire*, 1939, p. 73.

¹³⁶ E. PARiset, *Hist. de la Fabr.*, p. 295.

¹³⁷ H. ALGoud, *G. Grégoire et ses velours d'art* (Paris, 1908).

répandit. Les dessins d'étoffes sont en général « à retour » ; ils présentent deux médaillons, l'un sur le siège, l'autre pour le dossier, et s'adaptent bien à la sobriété des lignes. Ils mettent en valeur le style décoratif des arts mineurs. Le bronze garnit tout, des lavabos aux psychés, des encriers aux tabatières, des sucriers aux cafetières. Il réveille la teinte foncée des riches acajous et y glisse de la lumière. Des héros casqués, des Renommées à trompette, des Victoires ailées illustrent les panneaux...

Ainsi les artistes ne modifièrent pas subitement leur manière en raison des événements. Le retour au vocabulaire antique et le désir d'une stylisation indispensable à l'architecture des étoffes se retrouvent de Louis XVI à Napoléon I^{er}. Ici, le style troubadour et les manifestations du romantisme pictural n'apparaissent pas. L'évolution fut plus rapide au théâtre ou en peinture qu'en décoration.

4. LA CITE IMPERIALE

Au lendemain du siège, la ville offrait « un triste spectacle », comme l'avoue l'aventurier allemand Laukhard, cependant sympathique à la Révolution. Son compatriote Hommel ajoute : « Autrefois, les leueurs roses du couchant baignaient des villas sans nombre. Des sonneries de cloches s'échappaient des couvents... C'est au milieu de mille vivantes images qu'on s'approchait alors de la reine des villes... Aujourd'hui, c'est la destruction qui partout entoure ma route¹³⁸. » La Convention, en mutilant Bellecour, qui faisait l'orgueil des Lyonnais, avait atteint le point sensible. Un étranger de passage écrivait en 1795 : « A peine reste-t-il quelques vestiges de cette superbe place dont les édifices le disputaient à ce que l'Italie a de plus beau dans ce genre... On démolit ou on désaffecte. » Privée de son gazon, de ses statues et de ses jets d'eau, la place Bellecour se transformait « tour à tour en marais fangeux et en plaine sablonneuse »¹³⁹. Le quartier d'Ainay gardait un aspect analogue, car on n'avait pas déblayé l'emplacement de l'Arsenal. L'Hôtel de Ville, ouvert à tous vents, menaçait de s'effondrer.

Les rues, dépaillées par endroits, étaient impraticables aux voitures. Le pont de la Guillotière avait perdu deux tours, le pont volant de Serin était détruit, celui d'Ainay emporté par les eaux, celui des Victoires était à réparer, celui de l'Archevêché à achever. Les quais, les fontaines, les digues destinées à contenir le fleuve, se dégradaient. Les cimetières empestaient. Les équipages militaires abandonnaient leur fumier dans les lieux où ils stationnaient. Des ordures s'entassaient sur les graviers du Rhône, sur lesquels se déversaient égouts et fosses d'aisances. « Les citoyens élèvent dans les cours et dans les greniers des multitudes d'animaux domestiques. Le devant des rues, l'intérieur des allées par-

¹³⁸ F.-Ch. LAUKHARD, *Un Allemand en France sous la Terreur*. Souvenirs de F. Christian Laukhard... (Paris, Perrin, 1915, trad. Bauer, in-8°, VIII, 393 p.); — R. HOMMEL, *Der Wanderer in Lyon* (Never Teutscher Merkur, de Wieland, avril 1794, p. 304).

¹³⁹ LOISON, La démolition de l'hôpital des Chazeaux (*R. D. L.*, 1932, p. 2-14).

ticulières, les latrines communes, n'étant plus lavés et balayés, offrent à chaque pas des foyers d'infection¹⁴⁰. »

L'ère révolutionnaire comporta cependant un aspect positif : deux arrêtés de 1794 décidèrent de renverser les maisons de la rive droite de la Saône, « pour donner la largeur convenable à une grande route ». Ainsi serait satisfait l'appétit de vengeance des démolisseurs ; la circulation méridienne s'en trouverait facilitée, comme Morand l'avait démontré, et un quai serait établi à la place des masures, qui avaient « le pied dans l'eau ». De 1794 à 1800, on dégagea peu à peu cette entrée principale de la métropole¹⁴¹.

La vente des biens ecclésiastiques remania aussi la physionomie urbaine. Fabricants, maîtres-ouvriers, boutiquiers... acquirent maisons, jardins et vignes, à partir de 1790. En même temps qu'on livra ces domaines au public, on élaborait des plans de lotissement, on perça des artères. Les événements révolutionnaires permirent de résoudre le problème d'extension de l'habitat, que posait depuis un demi-siècle la croissance démographique. En détruisant un quartier insalubre et en dépeçant les églises et les couvents, la Convention, qui voulait un moment anéantir Lyon, aboutit à parachever l'œuvre du xvi^e siècle. Elle rendit possible le développement de l'agglomération. Aux solutions géographiques de Perrache, de Soufflot, de Morand, elle avait substitué un moyen politique : remettre aux Lyonnais les parties de leur ville sur lesquelles s'exerçait depuis plusieurs siècles l'emprise cléricale et monarchique. Rien ne s'opposait plus à une réorganisation. Libre de coloniser à sa guise Fourvière et la Croix-Rousse, de s'étendre jusqu'au confluent, d'essaimer au-delà du Rhône, Lyon pouvait loger ses 87 000 habitants en 1802. Sur la proposition de Parent, le Conseil municipal adopta, en 1804, un vaste plan d'urbanisme qui comportait le redressement des quais, l'aménagement d'avenues et de places spacieuses¹⁴². L'argent manqua pour réaliser ce rêve d'un Lyon agrandi et embelli. Des tentacules s'amorcèrent dans toutes les directions, au hasard des circonstances et de la fantaisie des architectes.

Leur équipe se renouvelait. Loyer, dont la fille épousa Casimir Périer en 1805, Jean-Marie Turrin qui s'occupa du lotissement du claustral des Carmélites, achevaient leur carrière¹⁴³. La personnalité qui domine le groupe est Pascal Gay. Né à Lyon, d'un père négociant, il manifesta, dès l'Oratoire, son goût pour les sciences, les arts et les auteurs latins. Il commença l'étude des principes du dessin sous la direction de Grognard, puis se plaça chez Donat Cochet, qui construisit le Théâtre des Célestins. Le siège ralentit sa carrière : son maître disparut et lui-même fut employé aux fortifications ; il dirigea les redoutes de la Belle-Allemagne, mais, comme il voulait quitter Lyon, Précý l'emprisonna à Pierre-Scize. Les Conventionnels le délivrèrent. Gay s'éloigna à Feurs, travailla à Montbrison, puis à Paris, mais échoua au prix de Rome. On raconte que, s'étant introduit dans la salle d'exposition pour détruire

¹⁴⁰ A. D. R., 1 L 431 ; Rapport de la Soc. de Santé aux administrateurs du départ., 8 germinal an V (28 mars 1797).

¹⁴¹ J. PASSERON, *Prétentions soutenues jusqu'à ce jour par les propriétaires des maisons démolies en 1794 dans le quartier de Bourgneuf* (R. D. L., VIII, 1838, p. 97-113).

¹⁴² Cons. Munic., 1804, I, p. 561.

¹⁴³ Cl. COCHET, *Notice hist. sur M. Loyer* (Lyon, Ballanche, 1808, in-8°, 8 p.).

les dessins de son rival, il eut honte de lui et déchira les siens. Denon connut cette anecdote et lui confia des ouvrages exigeant à la fois le sens de l'antique et la pratique des langues anciennes; il composa la médaille du sacre et restaura le sceptre, qui passait pour avoir appartenu à Charlemagne; Gay prouva que cet objet datait du xiv^e siècle !

De retour à Lyon, il participa à l'organisation des réjouissances publiques accompagnant les victoires et remit en état les édifices endommagés, comme les chapelles de Saint-Nizier. Quand la Chambre de Commerce ouvrit un concours pour la construction d'un immeuble destiné à abriter la Condition des soies, le schéma de Gay, dans le style italien, ne fut point choisi. Son concurrent éleva trois voûtes en berceau : tout s'écroula ! Gay répara les dégâts et dressa la belle façade de style Empire en 1809. Il favorisa aussi le renouveau intellectuel, fonda le *Cercle littéraire*, collectionna les médailles... La mort de Fay de Sathonay, son protecteur, compromit son avenir ¹⁴⁴.

Son compétiteur, Claude Cochet, était le fils de Donat Cochet. Elève de son père, puis de Brongniart, Grand Prix de Rome en 1783, il revint dans sa ville natale en 1790. La Convention thermidorienne le récompensa pour son projet de temples décadaires. En 1799, il élaborait une série de plans : installation de l'Ecole vétérinaire au couvent de l'Observance, construction de la Halle aux blés, réfection du claustral Saint-Pierre... En 1799, il l'emporta, sur quatre cents candidats, pour son projet de colonne érigée à la mémoire des défenseurs de la Patrie, Sous le Consulat, il organisa les réceptions officielles : préparation de la chapelle du Collège pour accueillir la Consulte, arc de triomphe sur le pont du Change, maquette du monument à élever à Bellecour... Toutefois, ses réalisations furent limitées jusqu'en 1814, date à laquelle il remplaça Gay à l'Ecole des Beaux-Arts ¹⁴⁵.

Ces architectes entreprirent leur tâche sans plan d'ensemble et contribuèrent à faire de Lyon une juxtaposition de quartiers dissemblables. Ils négligèrent parfois le point de vue fonctionnaliste et ne pensèrent jamais que la beauté pouvait résulter d'un plan rationnel. Soucieux d'apparence, ils agirent en ornemanistes et subordonnèrent la structure au décor artificiel, souvent dorique. Leur primat esthétique exigeait que l'édifice fût conçu en vue de la façade.

Les travaux d'urbanisme furent poursuivis. On changea le pavé des rues. L'ancien, d'extraction et de pose aisées, était incommode pour la marche. Une discussion s'engagea sur le choix du matériau : Bureaux de Puzy voulait faire venir de la lave du Vésuve; en 1807, on essaya la pierre de la Montagne de Drevin, entre Chalon et Autun : ce basalte se délita. Tabard préconisa le granit, Martin aîné prétendit que les infiltrations entre les galets entretenaient l'humidité dans le sol et contribuaient à généraliser les épidémies catarrhales; il conseilla de niveler les chaussées ¹⁴⁶. Le franchissement des fleuves restait un problème angoissant. En 1803, le mécanicien Estienne adressa un plan de pont en fer non suspendu; l'Académie en pesa les avantages et les inconvénients. Sur la Saône, Louis Querville lança en 1801 le pont volant, en

¹⁴⁴ F. RICHARD, J.-P. Gay (*R. D. L.*, 1851, II, p. 128-135).

¹⁴⁵ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, I, p. 463-465; II, p. 21, 96, 492.

¹⁴⁶ J.-B. DUMAS, *Hist. de l'Acad.*, II, 1839, p. 488.

face du Port du Temple, à la place d'une passerelle de bateaux¹⁴⁷. Le quartier Saint-Jean attendait depuis 1788 une communication directe avec la presqu'île; sous la direction de Carron, les travaux s'achevèrent l'année de Tilsit¹⁴⁸. Il fallait consolider les rives, en particulier la berge droite de la Saône, grande voie d'accès à Lyon, déblayée par la destruction de Pierre-Scize et des masures, et par la vente des domaines religieux. En 1814, Bondy décida de construire le quai. En 1815, le rétablissement du pont de Serin permit d'utiliser les deux rives¹⁴⁹. Cette attention portée aux quartiers occidentaux est un signe des temps : le Rhône est une limite urbaine, la Saône, un axe.

Toute l'agglomération procéda à sa toilette. Dès 1799, le Bureau central demanda de rétablir les numéros des maisons, effacés par les intempéries, « pour la facilité du recouvrement des contributions, comme pour les logements militaires »¹⁵⁰. On répara la digue de halage du Rhône, on démolit la Déserte pour former une place publique, on inaugura la halle aux grains. Depuis 1796, le Collège des médecins se prononçait pour une nécropole unique; on créa le cimetière de Loyasse et on interdit les vingt cimetières paroissiaux. L'alimentation en eau ne suffisait pas : on comptait 180 fontaines ou puits réputés potables, soit un point d'eau pour 800 habitants et, pour réduire la corvée d'eau, chaque Lyonnais consommait quatre litres d'eau par jour. On envisagea d'acheminer l'eau des marais de Bourgoin ou d'en pomper dans la Saône, et Montgolfier proposa un béliet hydraulique à cet effet¹⁵¹. Rien ne se fit... Si Mazade d'Avèze put célébrer la salubrité des Terreaux, il jugea le quartier la Feuillée « des plus affreux et malsains de Lyon »¹⁵².

Les architectes dédaignèrent les anciens secteurs. Fourvière et Saint-Just perdirent une partie de leurs enclos ecclésiastiques. Saint-Just et Saint-Irénée prirent l'allure de refuges populaires livrés au petit commerce et déchus de leur brillant passé. A Fourvière, Fesch racheta la chapelle et Pie VII restaura le culte. Aussitôt le mouvement qui y portait les foules reprit en s'amplifiant¹⁵³.

La physionomie de Saint-Georges, Saint-Jean et Saint-Paul évolua. Leurs églises souffrirent pendant la Révolution : Saint-Pierre-le-Vieux, vendu comme bien national, fut transformé en habitation; une bombe détruisit Saint-Laurent et on rasa Saint-Etienne; Saint-Jean devint le Temple de la Raison, Saint-Paul un magasin de salpêtre, Saint-Georges un grenier à foin. Le Palais Royal et l'Hôtel de Fléchères menaçaient ruine; la justice se rendait sous la protection de batteries d'étais épaulant des murs chancelants; vers 1807, on entreprit la démolition et on prépara la construction d'un Palais de Justice. Plus au Nord, la vieille

¹⁴⁷ N. COCHARD, *Descript. hist. de la ville de Lyon*, 1817, p. 232.

¹⁴⁸ FLEURY la SERVE, *Pont de l'Archevêché (Lyon anc. et mod.)*, I, p. 191-214).

¹⁴⁹ E. LEROUDIER, *Les embellissements d'une gr. cité (R. D. L., 1921, p. 147-207)*.

¹⁵⁰ M. H. L., *Arrêté du Bureau central de Lyon*, 6 brumaire an VIII (28 oct. 1799).

¹⁵¹ *Examen chimique des eaux sortant des fontaines publ. de Lyon (Lyon, Ballanche, 1807, in-4°)*.

¹⁵² M. d'AVÈZE, *Lettres à ma fille*, 1810, p. 89.

¹⁵³ A. GUILLON, *Lyon, tel qu'il était, 1797*, p. 98.

statue de l'Homme de la Roche, qui passait pour Jean Cléberger, croulait sous le faix du temps ¹⁵⁴.

La presqu'île ne connut pas davantage d'heureuses transformations. Le lotissement des Jacobins comportait la création d'une place avec voies rayonnantes et érection d'un marché couvert. On ne passa pas à l'exécution. Plusieurs projets furent conçus, à partir de 1791, en vue d'ouvrir de nouvelles voies sur l'emplacement des Cordeliers. Ce n'est qu'en 1796 qu'on supprima le cloître. Quant à l'église, devenue école d'équitation, elle fut sauvée le jour où l'on en fit un entrepôt à blé destiné à remplacer les Halles de la Grenette jugées insuffisantes. En 1805, la Ville acheta la chapelle des Pénitents de Confalon, joignant le monastère des Cordeliers, et celle de Notre-Dame de Bon-Rencontre pour construire la halle aux grains, commencée en 1811 derrière le chœur de Saint-Nizier.

Le quartier des Terreaux, qui vit s'exaspérer les passions politiques, ne changea guère. On restaura l'Hôtel de Ville en 1802, on enleva en 1810 le bas-relief symbolisant la Liberté et l'Egalité, on érigea devant l'entrée une colonne à la mémoire des combattants. Des places et des rues furent ménagées quand on lotit les cloîtres des Carmes, des Feuillants, de la Platière... En cette métropole du « commerce des soies », en cette « capitale de l'industrie », en ce carrefour du roulage européen, les Terreaux furent le centre même des affaires, le point de départ et d'arrivée des diligences. Ses hôtels et ses cafés regorgeaient de clientèle, surtout lors du passage des troupes. Les Terreaux furent l'élément le plus actif et le plus pittoresque de la ville.

Les pensées des architectes se portèrent beaucoup plus sur Bellecour et Perrache. Plus qu'ailleurs, la nationalisation des biens ecclésiastiques, le siège, les encouragements officiels leur ouvrirent des possibilités. Les ventes, comme celles de la Visitation Sainte-Marie et de l'abbaye d'Ainay, s'accomplirent sous le Directoire; on inséra dans les contrats des clauses restrictives en vue du percement des voies nouvelles. Place de l'Egalité, les brigades de démolisseurs n'anéantirent pas toutes « les habitations du crime », comme le souhaitait Couthon. La Maison du Port du Roy devint l'Hôtel de l'Europe qui accueillit les hôtes de marque : Bonaparte, Talleyrand, l'archevêque de Milan pour la Consulte; le cardinal Caprara, lors des négociations concordataires; Monseigneur de Mérinville et l'évêque Primat sous le Consulat; Napoléon sous l'incognito de prince de Venise, la reine d'Etrurie, Charles IV d'Espagne sous l'Empire... Il fut aussi le rendez-vous des libéraux et des opposants : Mme de Staël à chaque voyage à Coppet s'y arrêtait; Chateaubriand en appréciait le confort; la comtesse de Boigne, la duchesse de Chevreuse, Matthieu de Montmorency s'y rencontraient... La Maison du Port Royal, que Mirabeau jugeait « une des meilleures auberges de la ville » en 1790, résista également; c'était une des plus élégantes constructions privées, appartenant à Fay de Sathonay, puis à son neveu le comte de Fargues ¹⁵⁵.

La restauration de la place Bellecour s'imposait. Revenant de la campagne de Marengo, Bonaparte inaugura la reconstruction des « façades ». Elle ne fut pas aussi prompte que le pensait le général habitué aux

¹⁵⁴ E. VIAL, La statue de l'Homme de la Roche (*R. H. L.*, 1914, p. 180-207).

¹⁵⁵ *Bull. de Lyon*, 2 janv. 1808.

rapides victoires. Carret, dans un rapport au Tribunat, sollicita une aide de l'Etat; la loi de décembre 1800 disposa que les propriétaires, se conformant au plan de l'architecte Thibière adopté par le gouvernement, bénéficieraient de subventions et d'exemption de contributions foncières. Ils montrèrent une évidente mauvaise volonté, alléguant la cherté de la main-d'œuvre et des matériaux. On eut beau doubler le crédit, rien n'y fit; il fallut exproprier. Pernon justifia cette carence : « La perte de la plus grande partie du numéraire en circulation sur la place de Lyon, l'anéantissement de plus d'un tiers de la population ne permettent pas à des propriétaires ruinés de trouver des capitaux pour reconstruire leurs immeubles »¹⁵⁶. Ils ne veulent ni vendre leur terrain, ni relever les maisons démolies, par « esprit de malveillance et d'opposition concerté entre tous », répliqua le pointilleux commissaire Dubois¹⁵⁷. Fay de Sathonay, par une série de négociations amiables, que facilitait sa position sociale, obtint enfin une solution. La Ville acheta l'emplacement et le céda gratuitement à des entrepreneurs. Ennemond Hotelard, un collaborateur de Percier, exécuta les travaux.

En 1807, les habitations étaient assez avancées pour que Napoléon les qualifiât de « sacrées casernes ». Jean Thibière, élève de Décénice, qui les avait conçues, avait participé en 1784 à la construction de la prison de Roanne; en 1786, il avait élevé la manufacture d'indiennes de Perrache. En leur régularité sévère, avec prédominance des lignes horizontales, les façades étaient partagées « en travées par de grands pilastres de l'ordre colossal ». Des bas-reliefs devaient orner les attiques. Chinard présentait un projet chargé de symboles : Plancus fonde la cité, Napoléon la restaure; avec les poses théâtrales, des ouvriers travaillent... Epinat suggéra de figurer le Rhône sous les traits d'un vieillard, avec Hannibal et les Carthaginois escortés de leurs éléphants et de leurs chameaux; sur l'autre façade, près de la Saône, symbolisée par une femme à demi-nue, Plancus arrive avec les Viennois, des légions romaines défilent, des Gaulois commencent leur besogne¹⁵⁸. En dépit des pour-parlers, ces décorations ne se firent pas.

Les administrateurs voulaient couronner la résurrection des splendeurs anciennes de Bellecour. En 1801, Najac ouvrit un concours en vue d'élever un monument aux victoires du Premier Consul; les bronzes de Coustou représentant le Rhône et la Saône seraient adaptés au nouveau groupe¹⁵⁹. En 1804, on décida d'ériger une statue de l'Empereur dès que l'état des finances municipales le permettrait. En 1806, on suggéra d'adjoindre des bas-reliefs commémorant Austerlitz. « Permettez, Sire, disait l'adresse des Lyonnais, que le bronze leur rappelle constamment les traits du héros qu'ils chérissent et que le marbre et l'airain retracent aux générations futures les détails les plus circonstanciés des hauts faits dont vous venez de nous rendre témoins »¹⁶⁰. En 1810, une députa-

¹⁵⁶ *Ib.*, 22 ventôse an XII (13 mars 1804).

¹⁵⁷ E. d'HAUTERIVE, *Police secrète*, I, p. 514.

¹⁵⁸ Rapport fait au Conseil munic. de Lyon, 20 thermidor an XII (8 août 1804) sur la reconstruction des façades de la place Bellecour (Lyon, in-12, 11 p.); — L. QUERVILLE, *Projet de façade* (Lyon, Leroy, s. d., in-4°, 14 p.).

¹⁵⁹ M. H. L., Arrêté concernant le monument à élever sur la place ci-devant Bellecour, actuellement place Bonaparte, 2 brumaire an X (24 oct. 1801).

¹⁶⁰ *Bull. de Lyon*, 25 janv. 1806.

tion comprenant Fay de Sathonay, Sain-Rousset, Arthaud de la Ferrière supplia à nouveau l'Empereur de consentir à l'érection de sa statue. Il accepta à condition de faire disparaître au préalable les « restes de nos malheureuses guerres civiles ». L'affaire avorta¹⁶¹. La municipalité fit percer quelques rues à travers l'ancien tènement des Jésuites, prolonger le quai Monsieur, achever les immeubles de Rigod de Terrebasse... C'était peu pour le quartier le plus élégant.

Perrache ne profita pas non plus de la reconstruction napoléonienne. La Révolution avait suspendu les opérations de la Compagnie des Associés. En 1796, le comte de Laurencin exposa aux administrateurs du département que l'entreprise n'était pas rentable. Au-delà de la gare d'eau, s'étendait toujours la campagne avec ses fermes, ses pâturages, ses mûriers; les taillis attiraient les chasseurs, mais les exhalaisons compromettaient la salubrité des habitations voisines. La municipalité sollicita l'avis de la *Société de médecine*... Un long rapport retraça l'histoire des méfaits attribués aux « marais Perrache ». Quoique les praticiens avouent ignorer la nature des effluves, ils leur imputent « une épidémie de fièvres intermittentes et rémittentes ataxiques qui fit les plus grands ravages ». Ils conseillent d'élever le sol au niveau des plus hautes inondations et de constituer « une vaste plantation de grands arbres propres à former un rempart végétal contre lequel les vents malfaisants viendront se briser, et un immense magasin d'air vital ou oxygène capable de neutraliser les gaz délétères ». Le département se contenta de faire replanter des peupliers sur la chaussée du Languedoc¹⁶².

Sur la proposition de Sain-Rousset, maire du Midi, le Conseil municipal décida d'aménager une promenade ombragée à la pointe de la presqu'île, en y traçant des rues, des quais, des avenues, avec des masses de verdure susceptibles d'absorber « les vapeurs méphitiques »¹⁶³. Un paysagiste, Curten, dressa un plan, bien accueilli des édiles, qui tendait à transformer la presqu'île en une sorte de parc de plaisance où auraient avoisiné des pavillons « dans le goût chinois », les statues de Pomone et de Vénus, des bosquets, une salle de danse, un canal avec gondoles, des grottes de rocaille, des bains chauds et froids¹⁶⁴. Une idée politique infléchit ce projet; un sénatus-consulte, en mai 1804, proposa de choisir quatre sièges impériaux sur le territoire de la monarchie nouvelle. Pour Perrache, il ouvrait des perspectives séduisantes. En 1805, Napoléon parcourut les chantiers, s'entretint avec les médecins des maladies provoquées par la stagnation des eaux et accorda une subvention pour hâter l'assèchement. Sain-Rousset fit allusion, dans ses paroles d'adieu, aux espérances secrètes de ses compatriotes. « Qu'un jour et sur ce sol qu'assainira votre munificence, il s'élève un palais de résidence impériale. Qu'il soit pour Votre Majesté un siège qui garantisse

¹⁶¹ *Journal de Lyon*, 18, 30 janv., 1^{er} et 13 févr. 1810.

¹⁶² Délib. Conseil munic., I, p. 392-393.

¹⁶³ Rapport fait au Conseil munic. de Lyon, 4 ventôse an XI (23 févr. 1803), sur un projet d'assainissement et d'embellissement de la partie méridionale de Lyon, par Sain-Rousset (s. n., in-12, 12 p.).

¹⁶⁴ CURTEN, *Mémoire descriptif du plan d'un projet d'embellissement pour la partie méridionale de Lyon*, an XIII (Lyon, Bruyset, in-4°, 14 p.).

à ses fidèles sujets de Lyon que le souverain chéri et le peuple aimant seront plus souvent réunis ¹⁶⁵. »

Les Associés du Midi, qui étaient depuis longtemps en mauvaise posture financière, jugèrent le moment venu de récupérer les capitaux engloutis et suggérèrent à Fay de Sathonay d'acheter l'île pour « l'offrir en don à Sa Majesté », la suppliant « de vouloir bien y établir un palais impérial » ¹⁶⁶. Une délégation partit aux Tuileries exposer le projet. « Au même lieu, s'éleva jadis le temple d'Auguste. Là se rendaient les députés de toutes les Gaules; là se célébraient les jeux publics. Ce sol consacré par de tels souvenirs ne semble-t-il pas attendre le palais de Napoléon ¹⁶⁷. ? » L'Empereur apprécia l'attachement des Lyonnais pour sa personne. Mais la police flaira l'intrigue : les propriétaires du terrain avaient découvert cette solution; la ville allait payer cinq fois trop cher un site désagréable et le maire devenait l'« agent involontaire des nobles qui l'entourent et abusent de sa bonne foi ». Lyon peut exprimer sa reconnaissance, sans « enrichir une classe d'hommes qui n'a pas même le mérite de partager ses sentiments » ¹⁶⁸.

Le ministre Champagny envoya un architecte procéder aux opérations préliminaires de construction. Herbouville et Sathonay se réjouirent et annoncèrent une « ère nouvelle... Ce sera désormais par lui-même que Napoléon connaîtra les besoins de notre industrie, de notre commerce et qu'il réalisera tous les avantages de l'heureuse position de notre ville » ¹⁶⁹. Une loi autorisa le maire à acquérir les domaines de la Compagnie Perrache. Le traité fut signé en août 1806 entre Fay de Sathonay et Laurencin ¹⁷⁰. Les espoirs semblaient se réaliser : « Le palais impérial va s'élever sur le lieu où soixante nations gauloises consacrèrent un autel à Auguste », écrivait Millin ¹⁷¹. Le Conseil général répéta la formule ¹⁷².

Curten remania son mémoire : il suggéra de prévoir un parc encadrant le palais et développa en cette occasion ses principes. A la suite de ses voyages en Allemagne, en Angleterre et en Hollande, il s'affirme convaincu que « la nature n'est vraiment séduisante que là où elle est livrée à ses propres mouvements ». En France, le succès de Le Nôtre a répandu une froide symétrie, où « tout était sacrifié à la ligne droite, au niveau et à l'équerre ». Ce sont les Anglais qui, les premiers, ont préféré les beautés naturelles « à la monotonie des jardins réguliers ». Après avoir analysé le sol, comme le conseille Duhamel Dumonceau, il faut détruire le moins possible, acclimater des plantes exotiques, distribuer quelques fabriques, sans « verser dans le grotesque avec des constructions chinoises et des ruines » ¹⁷³.

¹⁶⁵ T. AYNARD, Visite de Nap. à Perrache (R. D. L., 1887, II, p. 174).

¹⁶⁶ Conseil munic., II, p. 21.

¹⁶⁷ Adresse des maire, adjoints et conseillers munic. de Lyon à l'Empereur (Lyon, in-4°, 14 p.).

¹⁶⁸ E. d'HAUTERIVE, *Police secrète*, II, 20 mars 1806, p. 302.

¹⁶⁹ *Journal de l'Empire*, 20 mars 1806.

¹⁷⁰ Acte d'acquisition de l'île Perrache et de ses dépendances, faite par la Ville de Lyon à la Compagnie des Intéressés (s. n., 1806, in-4°, 15 p.).

¹⁷¹ L. MILLIN, *Le Musée lapidaire* (R. D. L., 1843, XVIII, p. 345).

¹⁷² A. N., F1 C III, Rhône 6, Adresse à S. M. Napoléon, 15 juin 1806.

¹⁷³ CURTEN, *Essai sur les jardins, suivi du plan de la presqu'île Perrache*, 1807, p. 2, 9, 13, 40, 54...

S'ouvrit alors une phase de discussions procédurières entre Daru, l'intendant de la Maison de l'Empereur, et le maire. Laurencin, anxieux, paraît aux manœuvres qui menaçaient de déjouer ses espoirs. Daru répétait que les Lyonnais cherchaient à conclure un marché avantageux; Fontaine montrait qu'ils voulaient valoriser leur quartier par la proximité d'une résidence officielle. Il aurait préféré construire le palais à Sainte-Foy. Napoléon jugea quatre devis trop dispendieux. Le cinquième prévoyait la demeure souveraine, avec une large voie jusqu'à Bellecour, face à la statue impériale. En juillet 1810, un décret décida l'exécution. Fay de Sathonay en éprouva une vive satisfaction : « Il s'élève parmi les habitants de cette ville des transports d'allégresse, un élan d'enthousiasme qui impriment à la fête de Saint-Napoléon et de Marie, son véritable caractère ¹⁷⁴. »

Les travaux commencèrent : on remblaya pour supprimer les lônes, on construisit une partie de la digue, on expropria quelques masures... En 1812, l'ingénieur Cavenne traça les alignements de la future maison princière et ceux de la rue impériale. L'invasion de 1814 interrompit ces aménagements. Aux Cent-Jours, on ouvrit à nouveau les chantiers pour occuper les chômeurs. La cavalerie autrichienne bivouaqua dans la presqu'île... Rien de grandiose n'avait été réalisé au confluent ¹⁷⁵.

Les faubourgs se développèrent. La sécularisation des propriétés ecclésiastiques eut pour la Croix-Rousse, chargée d'églises et de couvents, une importance particulière : les domaines des Chartreux, des Oratoriens, des Annonciades furent aliénés. Sur le plateau, la seigneurie de Cuire disparut. La Croix-Rousse tendit à s'annexer à Lyon et Cuire se groupa avec Caluire, en alléguant l'identité des genres de vie. La vente des biens des communautés permit le peuplement des pentes par les canuts. Autrefois, rassemblés à Saint-Georges, où montait de la Saône une humidité malfaisante, ils apprécièrent la saine orientation de la Croix-Rousse. Les tarifs des octrois y étaient moins élevés et la vie moins chère. Ainsi se créa une dépendance faubourienne avec ses maisons hautes de plafond pour accueillir les métiers. Tandis que le tissage des façonnés se localisait là, le finissage, teinture et apprêt, se faisait sur les bords du Rhône et de la Saône. Les fabricants demeuraient autour de Croix-Paquet ¹⁷⁶.

On conserva un jardin dans l'enclos de la Déserte. Jean-Marie Morel fut chargé de l'organiser. Il avait professé à l'Ecole des Ponts et Chaussées, travaillé au service du prince de Conti et voyagé dans presque tous les pays d'Europe. Pour lui, comme pour Curten, soumettre les jardins à une architecture rigoureuse, c'est étouffer la nature. Les masses équilibrées de verdure, de bassins et de parterres fleuris ne satisfont plus les cœurs sensibles. Le genre anglo-chinois, qui associe les végétaux, les statues, une chaumière suisse, abuse d'ornements inutiles. Les alentours, les reflets du ciel, les eaux suffisent à donner une harmonie générale. Le parc doit prolonger les sites du voisinage; des chemins sinueux permettent de découvrir des perspectives nouvelles qui suggèrent

¹⁷⁴ A. M. L., I², Cérémonies et fêtes publ., 1810.

¹⁷⁵ Lettre du représentant des Associés aux travaux Perrache à M. le maire (Lyon, 1813, ms. F. C., in-4°, 7 p.).

¹⁷⁶ T.-P. BUNEL, *Tableau hist., administratif et industriel de la ville de la Cr.-Rousse* (Lyon, Lépagniez, 1842, in-12, 106 p.).

des états d'âme. Après le parc de la Malmaison, Morel dessina le Jardin de l'Impératrice à Lyon.

Il semblait que les Broteaux, qui possédaient déjà des immeubles du style Louis XVI, allaient se développer. Les troubles révolutionnaires paralysèrent l'industrie du bâtiment; la vente des biens nationaux dégagés au cœur de la cité des terrains à bâtir, ce qui rendit l'expansion au-delà du Rhône moins impérieuse. Les Broteaux offrirent leurs vastes espaces aux foules en liesse pour les fêtes civiques, en fureur pour les exécutions. Le Consulat et l'Empire négligèrent les plans de Morand et les Broteaux restèrent la promenade à la mode : on s'amusait avec le grimacier Thomas, on se délassait au Jardin chinois, on fréquentait les guinguettes ¹⁷⁷...

Sous la Révolution, Lyon perdit la Guillotière. « Cet enfant revêché et égaré » profita de la croissance du transit : Lyon était un des grands centres d'entrepôt; de tous côtés, les marchandises affluaient pour être redistribuées. La vallée du Rhône, en direction de l'Espagne, et la route dauphinoise, qui conduisait en Italie, confluaient à la Guillotière. Des entreprises de roulage et des maisons de commission se développèrent. Tous les jours, le faubourg vit défiler les diligences et les messageries à destination ou en provenance du Languedoc, de Chambéry ou de Turin. Plusieurs fois par semaine, passaient les lourds chariots qui apportaient à Lyon les produits des campagnes et les véhicules chargés de marchandises pour l'Italie. Les hangars, les abris, les hôtelleries se multiplièrent à la Guillotière, alors que Montchat avec son bois, Vénissieux au pied des balmes paraissaient des hameaux ¹⁷⁸.

La crise révolutionnaire toucha beaucoup moins Vaise. C'était un modeste bourg, aux rues mal entretenues, coupées de fondrières, encombrées par les voitures ou les matériaux qu'y entreposaient les habitants, empestées par les détritus... En 1791, la municipalité interdit d'élever des porcs, ou « autres animaux immondes ». La vente des biens nationaux ne modifia pas la situation. La municipalité acheta quelques domaines, comme ceux des religieuses de Sainte-Elisabeth des Deux-Amants. Sous l'Empire, la vocation de Vaise changea : l'agriculture devint une ressource accessoire; le commerce et l'industrie progressèrent, la population s'accrut. Cette mutation s'explique par le rétablissement de la sécurité, et la prospérité des voies fluviales. A l'entrée de Lyon, Vaise possédait quatre ports sur la Saône; les industries de transformation s'y installèrent. Un mémoire de 1812 indique l'existence de fabriques de broderie sur mousseline, de coton, une tannerie travaillant pour le roi de Naples, des blanchisseries utilisant l'eau des ruisseaux ¹⁷⁹... Au total, les grands travaux du premier Empire ont pu modernisé l'agglomération.

Elle ne déplaisait cependant pas aux visiteurs étrangers. Une Anglaise déclare en 1802 que la situation de la cité est merveilleuse. « La vue qu'on a, de tous les ponts, sur les rives élevées et rocheuses de la Saône, couvertes de toutes sortes de bâtisses de pierre fort pittoresques,

¹⁷⁷ L. BOITEL, *Le Père Thomas, chanteur comique* (Lyon, Boitel, 1834, in-8°, 8 p.).

¹⁷⁸ C. CRÉPET, *Notice hist. et topogr. sur la ville de la Guillotière* (Lyon, Marle, 1845, in-8°, 48 p.).

¹⁷⁹ Réponse du sieur Devillas-Boissière, maire de Vaise, aux Mémoires des sieurs Blanc, 1812, in-4°, 21 p.

entremêlées d'arbres et de vignoble, dépasse tout ce que j'ai pu voir ailleurs ¹⁸⁰. » Mme de Cazenove, frappée par la saleté des escaliers lyonnais, admire les environs de la ville et le pittoresque de l'Île Barbe, « une espèce de petit Longchamp » ¹⁸¹. En 1804, Millin, surpris de voir des maisons noires, mal vitrées, à l'aspect lugubre, apprécie néanmoins les résidences des bords de la Saône, La Sauvagère, La Paisible, La Petite Claire, qu'il aperçut en remontant la rivière dans une « bêche », conduite par « une jeune, jolie et robuste batelière » ¹⁸². Le futur prince de Puckler-Muskau, entrant en France par Genève, trouve Lyon plus beau et plus grand qu'il ne s'y attendait. « Les hauts édifices, les longues rues pleines d'animation, les places belles et régulières, les quais larges qui s'étendent le long du Rhône et de la Saône, ces deux fleuves eux-mêmes qui tantôt traversent la ville, tantôt lui servent de ceinture, et la multitude des ponts qui relient les divers quartiers, forment un imposant tableau de richesses et de majesté. » Quelques décombres rappellent encore les mauvais jours. Mais la place des Terreaux, avec l'Hôtel de Ville, plaît beaucoup. L'Hôtel-Dieu lui semble une des gloires de Lyon par sa propreté, son organisation, ses dimensions. Toutefois, les magasins ferment tôt et les rues s'obscurcissent. Pas d'étalage de faste. « D'une façon générale, on a l'impression qu'à Lyon tout le luxe, plutôt que de se montrer au dehors, se retranche à l'intérieur des maisons derrière les portes closes. » Il relève la simplicité des équipages et vante le caractère accueillant des Lyonnais, leur complaisance, leur culture, leur gaieté qui les différencie de la « lourde grossièreté des Anglais, de l'orgueil ridicule des Russes, de la misérable platitude des Allemands » ¹⁸³.

Un sergent-major français jugea, en 1812, la ville grande et belle. Il loue en particulier la promenade de Perrache, le pont Tilsit en belle pierre de taille, le pont Morand, « de toute beauté, un bain public à la façade décorée. Les environs offrent le spectacle d'une campagne riche parsemée de châteaux » ¹⁸⁴. Au lendemain de 1815, un Anglais, séjournant à Lyon, ne tarit pas d'éloges sur le quai planté d'arbres, le grand hôpital, la place Bellecour... « Le paysage des environs de Lyon est extrêmement varié et, dans la ville, il y a grande apparence de richesse et de luxe. Lyon fut très florissant au temps du blocus continental, car c'était l'entrepôt du commerce entre la France et l'Italie. Napoléon y est très respecté et regretté. » La ville constitue « une des plus agréables résidences pour l'étranger qui a des principes et des sentiments libéraux ». Le vandalisme révolutionnaire ne paraît plus et « Lyon est, à un certain point, plus florissant que dans aucune autre période antérieure » ¹⁸⁵.

¹⁸⁰ Extracts of the Journal and Corresp. of miss Berry from the year 1783 to 1852 (edited by Lady Th. Lewis, London, 1865), II, p. 207.

¹⁸¹ A. de CAZENOVE, *Journal de Mme de Cazenove*, 1803, p. 134, 138, 141, 144.

¹⁸² Lettre à M..., par A.-L. Millin, contenant quelques additions à son *Voyage de Paris à Lyon* (Paris, 1811, in-8°, 43 p.).

¹⁸³ A. EHRRARD, *Un Allemand à Lyon en 1808* (R. D. L., 1923, p. 313-326).

¹⁸⁴ A. DEPREAUX, *Carnet d'étapes. Souvenirs de guerre* (Paris, Leroy, 1909, in-8°, 138 p.).

¹⁸⁵ W. FRYE, *After Waterloo. Reminiscences of European Travel* (R. H. L., 1908, p. 144-146).

Pour les Lyonnais eux-mêmes, « leur ville est tout, l'univers n'est rien » ; cependant, elle présente « un contraste frappant de tout ce qu'il y a de somptueux en monuments et de plus modeste en habitations ». Chaque quartier garde sa physionomie particulière. Sur la rive droite de la Saône, Saint-Jean est un « Quartier Latin » où l'on est dogmatiseur. Saint-Clair équivaut au Faubourg Saint-Honoré, et les Terreaux aux rues Saint-Martin et Saint-Denis. Là le drapier et l'épicier en gros montrent qu'ils savent vivre. Ce centre du commerce forme « le noviciat de Bellecour », d'un Faubourg Saint-Germain où l'on découvre une noblesse surtout de fortune. Ainsi « l'un des bords de la ville s'est peuplé par l'autre... D'abord petits marchands, puis détaillants des Terreaux, ils ont quitté le banc rembourré et souvent dur et vermoulu du comptoir pour le fauteuil, l'ottomane et le divan ». Revêtus de la pourpre consulaire, « ce sont vraiment des enfants dénaturés qui méconnaissent leurs pères » 186.



Dans cette agglomération qui offrait, sous la pluie et l'éternel brouillard, un mélange de rues sombres et d'édifices majestueux, les Lyonnais contribuèrent au renouveau spiritualiste et à la formation de l'esthétique romantique. Ils n'oublièrent pas que ces formes nouvelles devaient correspondre à un style de vie. Les thèmes qu'exploitent, sous l'Empire, littérateurs et artistes se trouvent déjà dans l'héritage du XVIII^e siècle. Les adultes de la Restauration avaient grandi dans une atmosphère chargée d'attendrissement. La crise révolutionnaire avait porté au paroxysme cette sensibilité.

Mais ce romantisme n'excluait pas la longue tradition classique. La découverte du dorique à Paestum, les séjours en Italie, l'exhumation des mosaïques romaines avaient révélé une Antiquité plus vivante et plus riche encore. Le style Empire exalta la solennité, la rigidité, la symétrie et, dans une certaine mesure, il refléta un sentiment d'universalité, qui fut un des traits essentiels du classicisme.

Ainsi, à l'aube du XIX^e siècle, l'art combine le legs classique et les germes romantiques, comme la pensée concilie le rationalisme et le mysticisme.

CONCLUSION

« Il est un lieu, une ville entre toutes, où l'antagonisme des deux âges, de l'esprit des vieux temps et de l'esprit nouveau apparaît dans toute sa grandeur. Cette ville exerce sur mon âme, avoue Michelet, une inexplicable puissance d'émotion : elle agite en moi un monde de pensées... Ni Paris, ni Rome n'a sur moi ce pouvoir de fascination mystérieuse... Cette ville, c'est Lyon ¹. »



L'image antithétique de ses collines est née peu à peu, semble-t-il, au cours des réflexions de Michelet. Il avait d'abord insisté sur la concorde, la confluence, le « génie éminemment sociable unissant les peuples comme les fleuves » ². Ce n'est que par une longue fréquentation qu'il saisit les nuances et les heurts de l'âme lyonnaise. Celle-ci, en effet, ne se livre guère et elle trompe souvent les observateurs. Par sa réserve, elle surprie Kotzebue qui déclare : « Je serais tenté de nommer cette ville une vaste boutique, car je n'y ai presque point vu de maison dans laquelle il n'y ait quelque chose à vendre ³. » Stendhal, à son tour, raille la parcimonie du canut, sa « niaiserie égoïste », son « aigreur dissimulée ». La société paraît ainsi marquée par sa vie enclose dans la monotonie du labeur, par ses croyances où se reconnaissent les traditions jansénistes, par ses habitudes d'économie tempérées par le sens de la charité.

Ce caractère s'explique en partie par ce contraste qui déroute : l'alliance du sens pratique et de l'idéalisme. Cette cité sombre aux portes du Midi abrite un peuple particulariste et mystique. C'est l'asile du rêve et du réel, du bourgeois « qui ne connaît que la sagesse rasant la terre, ou bien l'audace allant parfois jusqu'à la déraison ». Sa prudence lui semble de temps à autre lourde à porter, et le Lyonnais se met alors au régime de l'excès accidentel ⁴. Le sens pratique gouverne sa vie quotidienne et il paraît un financier avisé, un tisseur adroit, un commerçant scrupuleux... Mais il est aussi un rêveur : la précision des gestes n'interdit pas les songes, son souci d'épargne ne coupe pas ses élans

¹ J. MICHELET, *Le Banquet*, 1879, p. 156-158.

² J. MICHELET, *Tableau de la France*, 1833, p. 63-66.

³ A. KOTZEBUE, *Voyage à Lyon en 1805* (R. D. L., 1836, III, p. 24).

⁴ E. AYNARD, *Lyon en 1889*, p. 13.

vers la prodigalité, sa soumission à la destinée ne l'arrête pas dans ses révoltes, et il connaît l'idéalisme fiévreux et le mysticisme éperdu⁵.

Au cours de la crise révolutionnaire, Lyon vit naître les utopies socialistes et croître d'étranges foyers occultistes. Par pudeur ou par timidité, sa pensée, élaborée au sein des cénacles dispersés dans les faubourgs ou dans les gentilhommières environnantes, resta volontiers anonyme et collective. « Lyon, dit Lamartine, a montré souvent un grand peuple, rarement de grands hommes⁶. » C'est encore là une de ses curiosités. Plongé dans le labeur âpre, silencieux, tenace, qu'a célébré Edgar Quinet, le Lyonnais aime l'effort en commun. Son travail dominant, celui de la soierie, résulte d'une coordination des talents et des énergies. Du cocon au lampas, du moulinier qui prépare les grèges au dessinateur et au courtier, les opérations sont innombrables et elles aboutissent à un chef-d'œuvre qui ne porte pas de signature. Même les artisans du décor, comme Bony, dédaignent de mentionner leur nom sur leur création et l'attribution d'un damas offre bien des incertitudes.

La diversité des tendances intellectuelles, qui peut paraître le fait de toute vaste agglomération, est accusée ici par la civilisation rayonnante qui prospère dans le carrefour lyonnais. Il reçoit sans arrêt des migrants d'origine montagnarde, des Auvergnats au XVIII^e siècle, des Savoyards et des Dauphinois au XIX^e siècle. Ces ruraux, venus de provinces pauvres, introduisent dans la société leurs qualités d'endurance, de stricte économie, d'entraide et de complaisance à l'égard du modeste débutant. Par son industrie, son commerce, sa banque, la bourgeoisie se trouve en rapport avec les éléments les plus divers, les armateurs de Gênes et de Marseille pour les produits exotiques, les financiers genevois, les protestants helvétiques, les commissionnaires de Leipzig et de Francfort et, dans ces conditions, la ville recueille les germes d'idées les plus singulières. Les échanges commerciaux favorisent les relations avec les élites européennes, en particulier avec celles de l'Espagne et de l'Italie d'une part, de la Suisse et de l'Allemagne d'autre part. La crise révolutionnaire n'interrompt pas ces contacts; en un sens, elle les renforce en provoquant des séjours d'une autre nature : les Lyonnais se réfugièrent à Lausanne ou dans les pays rhénans, puis sous l'Empire, ils bénéficièrent de la pénétration française en Italie. Ainsi, du règne de Louis XVI à la chute de Napoléon, Lyon se trouva constamment en liaison avec l'Europe méditerranéenne et l'Europe centrale. Beaucaire et Leipzig comptaient plus que Paris. Ce cosmopolitisme est à la base de ce que l'on peut considérer comme le localisme lyonnais au sein de la communauté française.

La parcimonie, qui se reflète dans les plans d'urbanisme, la ténacité qui s'affirme dans la résistance à Robespierre comme à Napoléon, les contradictions qui coïncident avec le site heurté, les climats contrastés, la diversité des apports démographiques ont donné à la société lyonnaise le vif sentiment de son originalité. Cette capitale seconde s'est trouvée trop importante en tout temps et trop proche des frontières pour être vraiment le chef-lieu d'une grande province⁷. Elle a pensé qu'elle pouvait, par son rayonnement, disputer à Paris le premier rang et se rappela avec orgueil le rôle de Lugdunum et la précocité de sa

⁵ L. LÉVY-SCHNEIDER, *Introd. à Lyon* (Lyon, Rey, 1927, in-4°, p. 7-10).

⁶ LAMARTINE, *Hist. des Girondins* (éd. Furne, V, p. 277).

⁷ A. ALLIX, *Préface de l'Hist. de Lyon*, dirigée par A. Kleinclausz, III, p. 5.

Renaissance au temps de la Belle Cordière. En un sens, la singularité de sa philosophie, sa défiance à l'égard des théories montagnardes, sa défense de la liberté individuelle sous l'Empire relèvent du même esprit décentralisateur. Pour la bourgeoisie, la liberté c'est le droit de résister à l'Etat. Lyon fut par excellence une « commune franche », avec ses prérogatives municipales, qui tint coûte que coûte à sauvegarder son régime et sa position. « La défense des privilèges lyonnais, voilà la clé de l'histoire de Lyon⁸. »

Ces attitudes doivent beaucoup à l'activité professionnelle du Lyonnais. Elle modèle sa vie, détermine ses relations, satisfait son désir de promotion sociale, oriente aussi bien vers le concret que vers l'idéal. Cet envahissement de la personnalité par le métier explique les jugements relatifs au béotisme avéré et au prosaïsme du Lyonnais. La génération de Théophile Gautier en particulier opposa l'affairiste à l'artiste pour condamner la bourgeoisie. La société lyonnaise se montra au contraire soucieuse de beauté et d'économie et, par là encore, elle fut incomprise. Elle forma des philosophes, des médecins, des peintres, mais elle ne compta pas véritablement de poètes et d'écrivains. Habitues à juger selon des critères littéraires, les observateurs étrangers ont manifesté une extrême sévérité pour elle⁹.

Ces influences purent se répandre dans toute la société, qui, par l'absence de noblesse, par ses origines, par son travail, fournit l'image d'une république de parvenus. La présence des chefs d'atelier de la Fabrique permet la circulation des idées et des sentiments dans toutes les couches sociales qui, au gré d'une économie fragile, se sentent solidaires. Elles puisent dans leur métier une certaine résignation, un scepticisme, un esprit narquois, qui se traduit dans les chansons. Les membres de la corporation éprouvent aussi la fierté d'être à la fois des techniciens et des artistes : le simple canut répare ou perfectionne sa « mécanique » et exécute de somptueux façonnés; le négociant discute à l'Académie des problèmes de teinture et parfois, comme c'est le cas pour Dechazelle, compose des décors ou même peint des tableaux.

La société lyonnaise ne manque pas d'ardeur et de flamme, même si elle se replie à l'ombre des maisons ou dans le for intérieur de chacun. Subissant les alternatives de succès et de misère, elle se plaint volontiers et paraît pessimiste, ce qui ne l'empêche pas d'examiner les remèdes économiques et techniques à la crise, quand elle survient, ou les moyens d'étendre le négoce quand le textile est en plein essor. Avec son goût pour l'instruction solide, son amour pour le substantiel, son intelligence précise, ferme et circonspecte, elle occupe une place à part et semble s'apparenter aux Suisses, notamment aux Genevois.



Entre l'âge de l'*Encyclopédie* et le préromantisme, s'affirment des relations et des transferts de valeur. En dépit des apparences, une continuité se dégage dans l'ordre social. Il reste moins hiérarchisé que

⁸ M. ROUSTAN et C. LATREILLE, Lyon contre Paris (*R. H. L.*, 1904, p. 25).

⁹ F. COLLOMBET contre J. Janin (*R. D. L.*, 1838, VII, p. 482 et 599); — Th. GRANDPERRET contre les *Impressions de voyages* de A. Dumas (*ib.*, 1839, VIII, p. 320 et 399).

dans d'autres cités : Lyon ne connaît pratiquement pas de noblesse; des anoblis de l'Ancien Régime comme de l'Empire proviennent de la bourgeoisie, ils conquièrent leur titre par l'exercice d'un mandat échevinal et gardent des attaches avec le négoce. Lyon ne compte pas non plus de grandes familles parlementaires; ses juridictions sont modestes. Deux groupes sociaux constituent l'armature intellectuelle : le clergé et la bourgeoisie.

Le clergé est partout présent à la fin du XVIII^e siècle; il participe aux débats dans toutes les sociétés savantes et fournit des hommes de science, comme l'abbé Bertholon. Pendant la crise révolutionnaire, il joue un rôle capital, malgré les persécutions, et qui explique en grande partie le renouveau spiritualiste qui apparaît sous l'Empire. Quant à la bourgeoisie, elle rassemble à la fois des gens à talents et surtout des hommes d'affaires. L'enrichissement par la Fabrique ou la banque s'accompagne d'une promotion sociale, mais aussi du désir de se cultiver. On rencontre peu de « parvenus de l'esprit », comme Barou du Soleil, mais plutôt de grands manufacturiers, comme Pernon, qui appartiennent aussi bien aux groupes d'affairistes qu'aux milieux cultivés. Ils incarnent le lien entre la culture et l'économie.

Cette bourgeoisie se recrute parmi les maîtres-ouvriers. Dirigeant une petite cellule de travailleurs, ces chefs d'atelier demeurent en contact avec les dirigeants de l'économie, avec les négociants qui répartissent la matière première et vendent les façonnés, mais aussi avec les apprentis, les auxiliaires, les compagnons qui font battre les métiers. Les membres de cet échelon intermédiaire annoncent, dès la fin de l'Ancien Régime, ces types d'artisans que l'on rencontre ailleurs sous le second Empire. La présence de la Fabrique n'explique pas toute la structure sociale : il faut tenir compte des manieurs d'argent et de leurs relations genevoises, des nombreux chapeliers, des bateliers et des commissionnaires... Cet ensemble diffère de la bourgeoisie bourguignonne qui repose sur une solide assise parlementaire, de la bourgeoisie alsacienne qui englobe un fort élément protestant et germanique, de la bourgeoisie nantaise ou bordelaise qui tourne ses regards vers l'Atlantique. Elle diffère de sa voisine, la société dauphinoise, qui est dominée par des parlementaires et des métallurgistes.

Si elle est parfois riche d'espérances, la crise révolutionnaire apporte dans l'immédiat une série de difficultés. Stimulante pour l'esprit, cette inquiétude élargit l'horizon de pensée des négociants : ils surveillent l'arrivée du métal blanc à Cadix, la récolte des cocons du Piémont, les foires de Leipzig et de Beaucaire, la mode à Madrid et à Saint-Petersbourg... Les destructions montagnardes, puis les guerres impériales accentuent le marasme survenu au cours du règne de Louis XVI. Tantôt Lyon manque de matières premières, tantôt de numéraire, tantôt de clientèle... La crise chronique conduit à examiner sans répit les remèdes économiques ou sociaux, à faire appel à l'ingéniosité et au talent pour retrouver la prospérité. On discute la valeur du libéralisme ou du colbertisme, l'opportunité d'une réglementation, la durée d'une insuffisance monétaire, la nécessité de perfectionner les techniques du tissage. C'est l'œuvre de Lasalle et de Jacquard, les rêveries de l'Ange et de Fourier, les suggestions de Mayet et de Terret...

Toutefois une évolution se dessine. Au XVIII^e siècle, l'optimisme règne, l'idée de progrès s'associe à la confiance dans la raison et les thèmes de pensée revêtent un caractère général. Sous l'Empire, les questions

de technologie l'emportent et les vastes systèmes sont abordés par des individualités dans des cercles plus fermés. Il semble moins nécessaire de diffuser les lumières. Aussi, les sociétés de pensée, cabinets de lecture, académies, qui foisonnaient sous Louis XVI, se sentent-ils davantage contrôlés sous l'Empire, présidés par de grands fonctionnaires, et perdent leur audace. Avant 1793, ils consacraient leurs séances à échanger des vues sur les conséquences de la découverte du Nouveau Monde, sur le rôle des sciences et des arts dans la civilisation, sur les moyens d'assurer le bonheur... A partir du Directoire, la controverse philosophique cède la place aux débats pratiques : améliorations d'ordre agraire, procédés chimiques de décreusage, inconvénients du métier à la tire... Il subsiste ainsi, dans la société lyonnaise, une tradition favorable à ce qu'on appelait la « statistique » et qui implique une confiance dans ces enquêtes, ces discussions, ces rapports confiés aux spécialistes. A cette tendance, se rattachent les physiocrates, Lemontey et Rozier, les inventeurs Montgolfier et Jouffroy d'Abbans, les économistes Jean-Baptiste Say et Benjamin Delessert. Ils relient les encyclopédistes aux saint-simoniens.

Une lente évolution se discerne aussi dans les institutions scolaires au cours de cette longue période. A première vue, on est frappé par les transformations, surtout dans le domaine de « l'enseignement moyen » : Collège de Jésuites, puis d'Oratoriens, Institut des Sciences et Arts, Ecole centrale, Lycée impérial... On enregistre de vigoureux débats pédagogiques : mémoires de Philipon de la Madelaine, du pasteur Frossard... Mais on relève aussi des constantes : les Petites Ecoles s'apparentent aux fondations lasalliennes, et c'est à Lyon que l'Institut de Saint-Yon a pu reprendre racine en France. Les pensionnats féminins, comme celui que fréquenta Juliette Récamier, préfigurent l'initiative de Maria Cosway. L'enseignement spécialisé auquel les Lyonnais tenaient tant traversa la période révolutionnaire : Ecole vétérinaire, Ecole de Dessin... On assiste néanmoins dans l'enseignement secondaire à une modernisation des programmes, à l'introduction de disciplines nouvelles d'ordre scientifique, à la recherche d'une pédagogie plus concrète, à l'orientation des leçons vers les exigences locales. Cette continuité et cette progression s'expliquent en partie par l'imbrication des générations. Le personnel enseignant reste pratiquement le même : Roman, Mollet, Tabard exercent dans les établissements successifs. Les élèves des Jésuites ou des Oratoriens de Juilly constituent les cadres de la génération constituante et même ceux de l'Empire.

Le glissement apparaît plus nettement en art. En littérature, l'instrument poétique a maintenu une certaine fixité. Sous l'Empire encore, on apprécie les petites pièces, les œuvres galantes, les odes de circonstance... Quelques poètes commencent, cependant, à s'orienter vers la confidence lyrique. Le théâtre se renouvelle davantage. A la fin de l'Ancien Régime, on applaudit le drame bourgeois, les ballets, la mise en œuvre des légendes médiévales. Les fêtes révolutionnaires accusèrent le goût pour le pathétique, le grandiose, la confusion des sentiments. Les pièces à thèse et les cérémonies civiques séduisirent le petit groupe des idéologues, mais le public préféra les mélodrames, les drames de Shakespeare, les vaudevilles, les variétés ou la vogue à l'Île Barbe, le cirque Franconi, le Guignol Mourguet...

Les arts plastiques semblent subir une évolution plus complexe. Certains artistes comme Chinard ou Philippe de Lasalle prolongèrent le

style du XVIII^e siècle pendant le premier Empire. La tradition du portrait ou du buste avec la recherche de vérité psychologique se perpétua. Plus caractéristique encore, le courant hollandais se manifesta dans les natures mortes de Berjon, les tableaux d'intimité, les paysages de Boissieu, Pillement, Grobon. En revanche, la réaction antiquisante, connue en théorie, fournit peu de créations : Soufflot construisit des immeubles à la physionomie grandiose, Hennequin, le David lyonnais, commença seulement sa carrière dans sa ville natale; le néo-classicisme, avec ce qu'il comporte de rigidité, de symétrie, d'intellectualisme gagna le style des étoffes, du mobilier, des médailles... Mais il ne fut jamais exclusif. Plusieurs peintres, de formation davidienne, comme Revoil et Fleury Richard, inaugurèrent le romantisme troubadour. Par la finesse de leur dessin, leur idéalisme, ils annoncent l'esthétique du pré-raphaélisme.

D'une manière générale, on enregistre un glissement vers une spiritualité nouvelle. La philosophie des lumières, le rationalisme cartésien, le sensualisme de Condillac avaient été contre-balancés par l'attrait des pratiques mystiques, illuministes ou maçonniques. Des médecins, comme Bonnefoy, s'attachèrent aux rapports du physique et du moral, aux expériences de Mesmer et à l'électrothérapie ou se rallièrent au vitalisme barthézien. Leurs conceptions se fondent avant tout sur l'excellence de la nature et la force du principe vital. De même, les philosophes écoutèrent davantage Rousseau que Voltaire, Saint-Martin que Laromiguière. Leurs lecteurs et leurs disciples répandirent l'idée de la supériorité de l'intuition; ils montrèrent que l'humanité ne progressait pas de façon continue vers un âge d'or, mais subissait une série de tragédies et jouissait de temps à autre de quelques moments d'espérance.

Cette tendance à la religiosité s'épanouit sous l'Empire. Il ne s'agit plus, comme au temps de Willermoz, de découvrir Dieu par une magie incantatoire, mais de le sentir en soi. Les amis de Ballanche, Ampère, Bredin, les libéraux, Jordan, Mme de Staël, Juliana de Krüdener, de nombreux médecins, comme Récamier, inclinaient vers cette renaissance spiritualiste. Même les idéologues, comme Fauriel et Gérando, rêvaient leurs principes. Cet élan de ferveur se poursuivit avec la génération de Blanc Saint-Bonnet, Victor de Laprade, Ozanam...

Cette crise de conscience n'est pas propre à Lyon. En France, ou davantage en Allemagne, le catholicisme se recrée une nouvelle jeunesse et apporte à de nombreux esprits des consolations et des certitudes que l'*Aufklärung* n'avait point données. Toutefois, à Lyon, elle paraît plus précoce et plus nette que dans d'autres centres français. D'abord en raison des relations avec l'étranger, l'âme lyonnaise s'ouvre volontiers aux influences germaniques. Ensuite, en raison du tempérament lyonnais propice aux tendances mystiques et enclin à la dissidence à l'égard de la centralisation parisienne. Enfin en raison du siège qui décima les éléments dirigeants, ruina l'optimisme du siècle des lumières et exacerba la sentimentalité lyonnaise¹⁰.

**

¹⁰ L. TRÉNARD, Lyon, de l'Encyclopédie au préromantisme (*I. H.*, 1956, I, p. 24-28).

Du règne de Louis XVI à la fin de l'Empire, il se produit donc un renversement de valeurs : on se défie du rationalisme expérimental et on oublie les prétentions de la génération encyclopédiste; mais les matériaux restent suffisants pour fournir une assise à une nouvelle pensée; ceux qui demeurent fidèles au positivisme et à la recherche utilitaire sont encore assez nombreux pour équilibrer la culture. La crise révolutionnaire redonna une sorte de santé à la pensée en l'éloignant des dispersions tentantes et des rêves confiants. Elle rajeunit un humanisme qui risquait de succomber sous le poids de ses richesses.

Ainsi l'on saisit à Lyon, peut-être avec plus de précision qu'ailleurs, le passage d'une attitude à l'autre. Les encyclopédistes firent surgir, par contraste, les passionnés et les mystiques. Peu à peu, les rationaux, les « âmes sèches » s'effacent devant « les cœurs troublés, les volontés incertaines, les êtres de désir consumés par l'amour » et par les extases. Dans la société lyonnaise, pendant la crise révolutionnaire, croît et triomphe « l'homme de sentiment » ¹¹.

¹¹ P. HAZARD, *La pensée européenne au XVIII^e s.*, 1946, p. IV-V.

INDEX

A

Abrantès (duc d'), 717.
 Abrial A.-P., 525, 526.
 Achard J., 182, 366, 368, 373.
 Achard-James J., 508.
 Acher J., 737.
 Adamoli P., 132, 169, 190, 284, 437, 438, 533.
 Adanson M., 189, 192-194.
 Addison J., 145.
 Admiral Ch., 62, 126.
 Agathon (frère), 662, 672.
 Albitte A., 333, 349, 355, 361, 365, 399.
 Albon A., 519, 551, 676, 761.
 Albon C., 26, 64, 74, 130, 133, 143, 208.
 Alcock J., 34.
 Alday, 261, 414.
 Alembert (J. d'), 104, 181, 206, 535, 648, 704, 705.
 Alibert J., 535.
 Allard P., 255, 397, 398, 402, 404, 408, 426, 458, 459, 465, 476, 477, 501, 502, 653.
 Alléon-Dulac J., 12, 26, 33, 681.
 Allier C., 223, 316.
 Alquier C., 344.
 Amar A., 78, 301, 329, 342.
 Amaury-Duval, 546, 750.
 Ambérieux (P. d'), 699, 709.
 Ampère A.-M., 67, 100, 374-376, 416, 470, 545, 622, 633, 644, 648, 650, 673, 691-700, 703, 705, 709, 710, 733, 734, 784.
 Ampère J.-J., 374, 375.
 Ampère J.-J., 692, 708, 731.
 Amyot J., 374.
 Andrieux F., 530.
 Anfossi P., 215.
 Anglade (L. d'), 93, 95, 314.
 Angoulême (Duchesse d'), 676, 713, 718, 764.
 Animé C., 634, 675.
 Anisson-Dupéron J., 131.
 Anquetil-Duperron, 709.

Anspach (E. Craven d'), 10, 15, 203, 277.
 Arago F., 200, 375.
 Argenson (V. d'), 70, 217.
 Arioste (A. l'), 145, 413.
 Armand, 560.
 Arnaud (Baculard d'), 137, 159.
 Arnaud F., 132, 138.
 Arnaud M., 268, 373, 414.
 Arnauld A., 91, 93, 493.
 Artaud F., 347, 524, 609, 682, 745, 756, 758, 759, 761-763.
 Arthaud de la Ferrière, 772.
 Artois (comte d'), 18, 66, 72, 83, 90, 224, 264, 327, 398, 520, 552, 718, 764.
 Astoud, 632.
 Astley, 554.
 Attiret Cl., 169.
 Aude J., 140, 262.
 Audin J., 521, 528, 570, 572.
 Audra J., 206.
 Audran G., 172, 173.
 Augereau F., 519, 520, 552, 605, 606, 704.
 Augias, 751.
 Augustin J.-B., 751.
 Aumale (d'), 351-354.
 Avogadro A., 697.
 Aymard J.-B., 306.
 Aynard E., 26.
 Aynès F., 480, 481, 526, 527.

B

Babeuf G., 346, 394, 396, 448, 533.
 Bacciochi F., 753.
 Bachaumont L., 62, 163, 241.
 Bachelier J.-J., 42, 126.
 Bacon F., 197, 320, 496, 503, 702, 705.
 Bacon de la Chevalerie, 183.
 Bacon-Tacon P., 547, 740.
 Badger J., 37, 186.
 Baggesen E., 712.
 Baille J., 608.
 Baillod J.-P., 517.

- Baillot (Père), 95, 101, 211.
 Bailly J., 751.
 Balbis J.-B., 683.
 Ballanche P.-S., 373-375, 420, 522, 524, 525, 527, 531-533, 610, 613, 615, 692, 695-697, 699, 700, 702, 705-716, 718, 719, 721, 723, 731, 733-735, 752, 756, 758, 784.
 Balloffet, 78.
 Ballyat F., 289.
 Balme Cl., 373, 685.
 Bancel des Issarts, 56, 71, 240, 251, 255, 431.
 Baraban J., 658, 764.
 Baraguay d'Hilliers L., 755.
 Barante P., 598.
 Barat (Père), 634, 636.
 Barbé-Marbois, 454.
 Barberin, 186, 303.
 Barère de Vieuzac, 359, 453, 569.
 Barnave A., 253.
 Barou du Soleil P., 28, 60, 80, 142, 181, 215, 281, 372, 782.
 Barre F., 77.
 Barrême B., 741.
 Barret N., 131, 420, 523, 531, 540, 605, 640, 692, 694.
 Barruel (abbé A.), 257, 295, 536, 701.
 Barry (comtesse du), 213.
 Barthélémy J.-J., 144, 255, 277, 530, 536, 713.
 Barthélémy (Frère), 457, 671.
 Barthez P., 185, 188, 193-195, 288, 535, 545, 691.
 Basire Cl., 279, 325, 348, 349, 357.
 Basset L., 74, 218.
 Bassville (H. de), 417.
 Batz (baron de), 248.
 Baudori (J. de), 96.
 Baudot M., 372.
 Raudrier Cl., 508.
 Bauhin J., 503.
 Bayle P., 70, 101, 104, 133, 134, 147.
 Bazin A., 481, 637, 725.
 Beauharnais E. et J., 413, 749, 753.
 Beauharnais (Fanny de), 137, 140, 173, 259, 272, 281, 358, 392.
 Beaumarchais, 53, 150, 151, 155, 157, 564, 565, 568.
 Beaumont (J. de), 95.
 Beauregard H., 648.
 Beauvallet P., 364.
 Beauvais, 603.
 Beauzée N., 93, 492.
 Beccaria (F. de), 60, 82, 133, 353, 611.
 Bédard, 736.
 Beffroy de Reigny, 265-268, 360, 414.
 Bell H., 608.
 Bellange L., 370.
 Bellay F., 686-688, 752.
 Bellescize (Regnauld de), 66, 164, 300.
 Belloy (D. de), 153, 156, 417.
 Bénézech P., 400, 401, 439, 442, 447, 454, 467, 473, 478, 480, 488, 489, 500, 580.
 Benoit (Mme B), 70.
 Benoit E., 15, 141, 150, 162, 173.
 Réquet (Père), 636.
 Béraud, 535, 632, 648.
 Béraud L., 73, 100.
 Béraud P.-E., 208, 396, 543, 757.
 Berchoux J., 356, 545, 738, 748.
 Berckheim, 711.
 Béranger L.-P., 96, 100, 140-142, 144, 207, 210, 217, 316, 319, 402, 411, 420, 462, 463, 469-472, 474, 475, 477, 483, 493, 501, 503, 504, 507, 515, 528, 537-539, 543-545, 551, 597, 622, 623, 626, 631, 641, 647, 650, 659, 671, 676, 683, 686, 689, 712, 717, 723, 724, 735, 737, 739-741, 754-756.
 Bergasse A. et N., 26, 61, 97, 101, 138, 139, 185, 186, 209, 210, 214, 220, 222, 223, 228, 232, 247, 248, 297, 298, 301, 303, 333, 431, 438, 716, 728.
 Berghem N., 170, 171, 744.
 Bergier N., 536.
 Bergiron, 27.
 Berjon A., 751, 752.
 Berkeley C., 210.
 Bernard-Charpieux A., 437, 516, 533, 637, 661-666.
 Bernardin de Saint-Pierre, 40, 67, 103, 141, 146, 173, 373, 501, 530, 607, 706, 716, 735.
 Bernin G., 276.
 Bernis P., 66, 207, 279.
 Bernoulli, 104, 192, 200, 375, 625, 694, 697.
 Berquin A., 569, 671.
 Berthaud J.-B., 291.
 Berthollet C., 607, 612, 680.
 Bertholon M.-A., 739.
 Bertholon P., 23, 24, 29, 30, 55, 67, 79, 201-204, 237, 469, 470, 480, 495, 504, 655, 782.
 Bertier de Sauvigny L., 124.
 Bertin H., 63, 74, 123, 124.
 Bertrand A., 324, 325, 334, 341-343, 349, 448.
 Bérulle (P. de), 93, 96, 97.
 Berville, 413.
 Besson M., 100, 470, 482, 487, 488, 622, 629, 631, 650.
 Béthune-Charost (duc de), 370.
 Beuchot A., 524, 692, 707, 741.
 Beugnot J., 515.
 Bezout E., 489, 536.
 Bichat X., 188, 689, 690, 705, 755.
 Bidault J.-P., 171, 172, 274, 275, 447.

- Biessy J., 289, 685.
 Bièvre (marquis de), 157.
 Bigex F., 526.
 Bigot de Préameneu, 670, 673.
 Billaud-Varenne J., 96.
 Billémaz F., 155, 179, 250, 251, 279, 353.
 Billet Alexis, 294.
 Billet Antoine, 372.
 Biot J.-B., 117, 632, 681.
 Biroteau, 326, 350.
 Bissardon, 305, 589, 594, 764.
 Blache, 570.
 Blachier P., 286, 436, 504, 534, 655.
 Blain P., 312, 316.
 Blair H., 57, 493.
 Blaise B., 276, 277.
 Blake W., 735.
 Blanc Desiles, 360.
 Blanc Saint-Bonnet, 731, 784.
 Blanchard L., 288, 289.
 Blanchet Th., 126, 443, 444.
 Blanchin P., 689.
 Blot S., 61, 235, 252, 253.
 Blumenstein (K. de), 34, 681.
 Boccace G., 134.
 Bochart Cl., 118, 426.
 Boehme J., 180, 301, 696, 710, 712.
 Boerhaave H., 121, 185, 194, 200.
 Bohaire A., 536, 737.
 Boieldieu F., 569.
 Boigne (comtesse de), 717, 770.
 Boileau N., 75, 98, 143, 629, 632, 737.
 Boilly L., 752.
 Boily Ch., 169, 173, 204.
 Boily Julie, 744.
 Boisgelin (Mgr R. de), 140, 643.
 Boissel de Monville, 583.
 Boisset J.-A., 370, 390, 391, 395, 412, 415, 419, 438, 441-443, 446, 500.
 Boissieu (J.-J. de), 9, 59, 169-173, 272, 545, 603, 633, 723, 743-745, 749, 752, 758, 762, 784.
 Boissieu (Victor de), 633, 745.
 Boissieux J.-B., 517, 586, 587, 723.
 Boissy (L. de), 414.
 Boissy d'Anglas, 317, 344, 361, 396, 405.
 Bollioud-Mermet L., 140, 158, 159, 281, 307, 418.
 Ronald (L. de), 181, 644, 702, 712, 715, 716.
 Bonaparte J. et L., 469, 503, 546, 610, 653, 754.
 Bondy (Taillepied de), 515, 519, 525-527, 532, 542, 544, 563, 564, 575, 580, 612, 645, 648, 652, 653, 673, 674, 688, 755, 761, 769.
 Bonjour Cl., 188.
 Bonnafous, 584.
 Bonnardel J., 64.
 Bonnefoy J.-B., 127, 186-188, 196, 202, 784.
 Bonnet Ch., 63, 193, 194, 300, 711.
 Bonnevie P., 520, 633, 645, 647, 648, 721, 735.
 Bonneville (N. de), 711.
 Bony F., 593, 764, 780.
 Borde Ch., 82, 83, 90, 206-208, 737.
 Borden (Th. de), 194, 195, 288, 691.
 Borel D., 412, 415.
 Borgia S., 723.
 Bory (A. de), 140, 172, 186, 281, 295.
 Bosc d'Antic, 71, 191, 224, 297, 431.
 Boscardy de Villeplaine J., 100.
 Bossi J., 636, 637.
 Bossuet, 91, 101, 108, 624, 632, 672, 707, 715, 734.
 Bossut Ch., 680.
 Bottin (abbé), 231.
 Bouchardon J., 168, 277, 756.
 Boucher F., 41, 42, 167, 169, 172, 277, 749.
 Bouchet P., 198, 373.
 Bouchon B., 605.
 Boudet J., 541.
 Bougainville L., 536.
 Bouilly J., 568, 569.
 Boulard Cl., 80, 316.
 Boulard de Gatellier, 756.
 Bouquier G., 361, 450.
 Bourbon (duchesse de), 431.
 Bourdaloue, 96, 161.
 Bourdon, 316.
 Bourgelat Cl., 56, 68, 123, 124, 129, 131, 132, 142, 292, 501.
 Bourges (Cl. de), 628.
 Bourjot F., 274.
 Bournes J., 40, 764.
 Bournissac (A. de), 728.
 Boursault J., 393.
 Boy de la Tour, 57.
 Brac de la Perrière, 27, 28, 239, 577.
 Brantôme (P. de), 133.
 Braschi-Onesti R., 724.
 Braunn Th., 35.
 Bredin Cl.-J., 376, 428, 500, 519, 651, 652, 694-697, 699, 709-712, 731, 784.
 Bredin L., 124, 499-501, 711.
 Breghot du Lut, 197, 269, 421, 524, 533, 546, 609, 679, 737.
 Bresson-Durieux J.-B., 59, 297, 392.
 Breteuil (L. de), 74, 154.
 Breton L., 447, 605, 606.
 Breughel de Velours J., 743, 763.
 Brillat-Savarin A., 60, 61, 613, 636, 690, 704.
 Brion P., 288, 289, 332, 686-688.
 Brisson, 9, 26, 32, 33, 35, 39, 49, 81, 191, 345.

- Brissot J., 6, 23, 56, 57, 61, 107, 138, 224, 229, 230, 297, 298, 303, 348, 349.
 Brizard J.-B., 414.
 Brölemann, 520, 589.
 Brongniart A. et A., 170, 682, 684, 768.
 Broussais F., 690.
 Broussonnet A., 71.
 Brûlo Ph., 548, 559-561, 567.
 Brun F., 135.
 Brun S., 307-309, 313, 439, 469, 470, 475, 480, 491, 492.
 Brune G., 441.
 Brunel J., 148, 522, 754.
 Bruni A., 413.
 Brunswick (F. et L. de), 79, 142, 183, 184, 187, 702.
 Bruny J.-B., 288.
 Brusson M., 689.
 Bruyset Cath., 58.
 Bruyset J.-M., 3, 62, 77, 88, 129, 130-132, 206, 281, 298, 331, 372, 397, 415, 434, 462-464, 525, 530-532, 589, 590, 597, 653, 654, 726.
 Bruyset Pierre-Marie, 77, 372.
 Bruyset de Mannevilleux, 183.
 Bubaton M., 197.
 Bubna-Littitz F., 519, 606.
 Budan, 644, 670.
 Buffier Cl., 96, 98.
 Buffon (L. de), 100, 123, 133-135, 188, 190, 193, 194, 201, 209, 210, 319, 374, 682-684.
 Bugnard P., 289, 551.
 Bugniet P., 14.
 Bulliard P., 441.
 Buonarroti F., 341, 342.
 Bureaux de Pusy, 513, 535, 539, 558, 603, 621, 622, 625, 627, 639, 661, 720-723, 730, 757, 768.
 Burke E., 232, 424.
 Burlamaqui J.-J., 71, 496.
 Burnouf J.-L., 631.
 Butignot J.-M., 527, 736.
 Buynand des Echelles, 531, 532.
 Buytouzac F., 62.
 Buzot F., 308.
- C**
- Cabanis P., 434, 501, 545, 694, 695, 704, 705.
 Cabarrus T., 517.
 Cabel (A. van der), 763.
 Cabuchet J., 332.
 Cadet de Gassicourt, 547, 550.
 Cadoudal G., 515, 688.
 Cadroy P., 391, 412.
 Cagliostro, 184, 185, 301, 302, 428, 429, 536, 549, 701.
 Caignez L., 562.
 Caillat Ch., 256, 559.
 Caille (abbé), 676, 724.
 Callet A., 445, 763.
 Callot J., 172, 561.
 Calonne (Ch. de), 53, 166, 215, 229.
 Cambacérès (J. duc de), 546, 552, 606, 701.
 Camier (Père), 200.
 Caminet G., 534, 539, 610, 620, 637.
 Campan (Mme J.), 112, 642.
 Camper P., 689.
 Campigneulles (Thorel de), 80, 115, 164, 283.
 Campomanès (R. de), 61.
 Camus A., 308.
 Canaletto A., 750.
 Candolle (P. de), 58, 441.
 Candy B., 360.
 Cannac de St-Léger, 21, 58.
 Canova A., 276, 754, 756.
 Capet G., 169.
 Capinaud A., 264, 269, 364, 416.
 Caprara (card. G.-B.), 770.
 Caravage A. le, 172, 763.
 Cardon de Sandrans, 631, 687.
 Carnot L., 405, 613, 615.
 Carret M., 15, 62, 77, 233, 294, 313, 332, 397, 400, 411, 432, 474, 501, 619, 692, 771.
 Carrier, 255, 265, 266, 348, 349, 356.
 Carron A., 768.
 Carron Julie, 692-694, 710, 734.
 Cars L., 169.
 Cartier L., 433, 546, 551, 651, 685, 686, 688, 689.
 Casanova J.-J., 130, 147.
 Castaing P., 366.
 Castaud, 163.
 Castel L., 201.
 Castellán P.-F., 551, 552.
 Castellane B., 517.
 Castellás J. de, 187, 297.
 Castiglione G., 763.
 Castillon (abbé), 81, 82, 140, 281.
 Cat Cl. le, 545.
 Cathelin, 645.
 Catherine II, 5, 41, 43, 73, 258, 300, 397, 597, 740.
 Caulaincourt A. de, 410.
 Cavenne F., 774.
 Caylus (M. et T. de), 42, 536.
 Cayre P., 397, 400, 401, 415, 419, 440-442, 455, 479, 483, 515, 516, 577, 653, 684, 692.
 Cazenove d'Arlens, 518, 540, 566, 717, 721, 776.
 Cazotte J., 181, 302, 303, 536.
 Cellier P., 133.
 Cellini B., 746.

- Cervantès, 101, 134.
 Cervoni J.-B., 755.
 Chabert Th., 373.
 Chabrol (comte de), 521, 522, 763.
 Chabry M., 172, 444, 747.
 Chachuât, 632, 633, 648.
 Chaix P., 726, 729.
 Chaliér J., 48, 227, 295, 320, 325, 326, 329, 332, 342, 346-350, 354, 357, 362, 364, 366-368, 370, 372, 373, 375, 389, 390, 398, 399, 416, 421, 734.
 Chambet Ch., 527-529, 737.
 Chambry, 632.
 Chamfort, 610.
 Chamousset (baron de), 226, 327, 331, 372.
 Champagnat M., 634.
 Champagneux L., 71, 234, 237, 238, 252-254, 263, 267, 517.
 Champagny (Nompère de), 545, 559, 627-633, 639, 644, 645, 647, 649, 652, 666, 668, 669, 675, 676, 687, 695, 730, 737, 773.
 Champagne (P. de), 763.
 Champeaux J.-B., 199, 289, 432, 547.
 Champein S., 151, 159.
 Champion de Cicé, 642.
 Chapelle (comte A. de la), 331, 578, 579.
 Chaponnay (marquis de), 64.
 Chappe F., 353.
 Chappe M.-A., 285.
 Chaptal J., 89, 202, 505, 506, 519, 558, 577, 578, 587, 594, 601, 603, 605, 607, 609, 612, 628, 653, 666, 674, 682, 684.
 Chardin J.-B., 172, 751, 752.
 Chardon de la Rochette, 130.
 Charles J., 203.
 Charlier L., 344, 399, 415, 426, 429.
 Charpentier, 291.
 Charrier de la Roche L., 95, 217, 218, 232, 427.
 Charrier de Sainneville, 541.
 Chartres (duc de), 65, 178, 183.
 Charvet J., 511.
 Chassaignon J.-M., 143, 231, 253, 297, 356, 364, 438.
 Chasset C., 101, 219, 228, 325, 341, 397, 653.
 Chastellain d'Essertines, 134.
 Chastellux (marquis de), 282.
 Chateaubriand R., 281, 302, 374, 427, 524, 527, 644, 704, 707-709, 713, 717-719, 721, 734-737, 770.
 Châteauneuf-Randon, 329, 365.
 Châtelain, 710, 747.
 Chaudet A., 756.
 Chaudon Dom L., 132.
 Chaumette P., 368.
 Chauvelin, 147.
 Chavane J., 512.
 Chazot, 518.
 Chenavard F.-M., 603.
 Chenavard P., 752.
 Chénier A., 143, 251, 628, 631, 734.
 Chénier J.-M., 265, 361, 368, 392, 393, 402, 404, 410, 420, 427, 428, 524.
 Chérubini M., 420.
 Chervin N., 637.
 Chéry Ph., 448.
 Chevreuse (duchesse de), 717, 756, 770.
 Chinard J., 172, 269, 274-280, 369, 370, 399, 400, 410, 411, 445-447, 537, 539, 545, 656, 658, 749, 752-758, 771, 783.
 Choiseul (duc de), 138.
 Choiseul-Gouffier, 277.
 Chomel P., 121.
 Christin J.-P., 200, 284.
 Ciseron C., 133, 135.
 Clairaut A., 148, 200, 375.
 Clairon (Léris dite), 154, 566.
 Claude Lorrain, 167, 170, 171, 370, 744.
 Clavier E., 26, 142, 215, 216.
 Clavière J., 23, 58, 326.
 Clémenti M., 163.
 Clerc S., 610, 612, 630, 632, 648, 650, 679, 692-694.
 Clermont-Tonnerre (comte de), 333.
 Clodion M., 277.
 Clotilde de France, 66, 72.
 Cobourg, 328, 350.
 Cochard N.-F., 162, 202, 354, 359, 412, 577, 596, 609, 611, 739, 740, 762, 769.
 Cochet Cl., 269, 286, 319, 400, 436, 439, 443, 445, 548, 620, 755, 767, 768.
 Cochet Donat, 21, 767, 768.
 Cochin le fils, 42, 44.
 Cogell P., 77, 126, 168, 169, 204, 220, 272, 274, 370, 441, 442, 444, 466, 469, 471, 483, 486, 498, 504, 656-658.
 Coignet H., 150, 163, 262, 399, 411, 420, 439, 445.
 Coindé, 413.
 Coindre J.-J., 62, 77, 288, 331, 341, 362, 363, 369, 373.
 Cointereaux Fr., 581.
 Colas, 606.
 Colbert, 137, 280, 590.
 Colibert N., 278.
 Collé Ch., 265, 269.
 Collomb B., 15, 54, 121, 197, 282, 307, 462-464.
 Collot d'Herbois, 151, 153, 333, 334, 354, 360, 361, 372, 390, 407, 414-416, 421.
 Combes, 165.
 Combles J. de, 165.
 Comte A., 700.
 Comte Ch., 611.

Condillac, 80, 93, 96, 104, 105, 125, 126, 181, 188, 190, 207, 210, 211, 301, 313, 319, 321, 367, 405, 425, 484, 485, 489-492, 494, 496, 536, 610, 632, 639, 702-705, 741, 784.
 Condorcet, 67, 89, 181, 208, 308, 319, 434, 449, 484, 611, 704, 705.
 Constant (de Rebecque B.), 518, 519, 715, 717, 718.
 Constantin J., 62, 120, 198.
 Contat Louise, 565, 566.
 Cook J., 190.
 Copernic, 100.
 Coquebert de Montbret, 609.
 Cordon (H. de), 215, 331.
 Corneille, 101, 134, 143, 156, 157, 161, 414, 627.
 Corrège (Le), 172, 370, 561, 750.
 Cortet M., 147.
 Cortois de Quincey, 277.
 Cossard P., 443, 743.
 Coste J.-L., 517, 546, 709.
 Coster J.-F., 534, 535, 623-627.
 Cosway Maria, 641-643, 677, 724, 757, 783.
 Cottenet E., 550, 571.
 Couderc G.-B., 21, 28, 29, 53, 57, 181, 204, 218, 240, 249, 256, 260, 264, 305, 323, 343, 346, 515, 662.
 Coulaud, 410.
 Coulaz L., 629, 632.
 Coupé J., 438.
 Courbon J., 100, 213, 246, 541, 628, 636, 643, 662, 720, 723.
 Court de Gébelin, 536, 705.
 Courtois E., 443.
 Courvoisier J., 294.
 Cousin V., 704.
 Coustou G. et N., 137, 271, 276, 278, 624, 757, 771.
 Couthon G., 327, 329, 332-334, 351, 355, 369, 708, 770.
 Coysevox A., 126, 276, 444, 445, 624, 747, 757.
 Cozzon J.-B., 464, 516, 660, 662.
 Crébillon P., 156, 157.
 Créqui (marquis de), 184, 277.
 Crest de St-Aubin, 67.
 Crétet E., 560, 669, 670, 737.
 Crochet, 629, 632.
 Crousaz (J.-P., de), 105.
 Cubières (M. de), 83, 281.
 Cuendet B., 57, 73, 78, 135, 204, 210, 410.
 Curtén, 772-774.
 Curtius, 172.
 Cusset J., 324, 334, 340, 346.
 Cutty L., 129, 372, 532.
 Cuvier G., 192, 535, 682, 698, 699.
 Cyvoct A., 197, 690.

D

Daburon (Père), 100, 375, 622, 625.
 Dacier (Mme A.), 736.
 Dacier de la Chassagne, 539.
 Daël (J.-Fr. van), 752, 763.
 Dalayrac N., 155, 159, 160, 165, 262, 268, 403, 414, 416, 541, 569.
 Daleschamps J., 503.
 Dalibard T., 201.
 Dallemagne Cl., 517.
 Dalton J., 697.
 Damame, 353, 354.
 Dandré A., 397.
 Dangon C., 36.
 Danton G., 368.
 Darboville, 162, 261, 264, 569.
 Darcet J., 580.
 Daru (B. comte), 597, 774.
 Daubenton L., 63, 190, 193.
 Daubermesnil F., 447.
 Dauberval J., 156, 413.
 Daudet J.-L., 129.
 Daudet R., 744.
 Daunou P., 405, 449, 453, 461, 485.
 Dauphin de Verna, 49, 286, 740.
 Dauvergne, 412, 424.
 David J.-F., 237, 243, 290, 295, 314.
 David L., 41, 274, 276, 279, 370, 404, 448, 658, 742-745, 747-750, 752, 758-760, 763, 764, 784.
 Davide Giacomo, 154.
 Davis Jackson, 301.
 Davy Humphry, 697.
 Debon (Père), 232, 429.
 Debry J., 400.
 Dechavannes C., 101, 475, 477, 515, 667.
 Dechazelle P., 5, 40, 41, 43, 167, 170, 181, 370, 576, 591, 592, 603, 604, 657, 658, 747, 749, 752, 759-764, 781.
 Declaye N., 366.
 Decrénice C., 15, 20, 771.
 Defarge, 507, 515, 524, 525, 604, 627, 630, 639, 658.
 Defarges, 169.
 Dégliise J., 588, 604.
 Déjean G., 533, 652, 684.
 Delacroix E., 512, 752, 754.
 Delambre J.-B., 545, 621, 693, 694.
 Delamollière, 77, 129, 130, 372, 532.
 Delamonce F. et J., 13, 14.
 Delandine A., 55, 61, 70, 71, 73, 77, 80, 83, 132, 145, 166, 178, 186, 213, 217, 220, 224, 227, 228, 233, 248, 281, 287, 297, 392, 400, 410, 437, 439, 470-472, 474, 477, 482, 483, 495, 496, 508, 515, 523, 532-538, 610, 739, 740, 761, 762.

- Delaporte S., 333, 335, 365, 366, 389, 394, 412, 743.
 Delaroche A., 62, 74, 129, 136, 139, 150, 223, 252, 253, 372.
 Delessert B., 57, 58, 346, 517, 580, 612, 613, 783.
 Delessert E., 57, 346.
 Delglat de la Tour, 73, 348.
 Delhorme de l'Isle, 17, 278.
 Delille J. (abbé), 281, 507, 538, 737.
 Delisle M., 561-563.
 Delisle de Sales, 545.
 Delorme, 687.
 Delorme G., 17, 18, 66, 682.
 Deluc J., 682.
 Demaki J., 373.
 Demia C., 109, 111, 113, 661, 664, 666, 669.
 Demoustier C., 415.
 Denon Vivant, 169, 536, 742, 763, 768.
 Deplace G.-M., 524, 636, 703, 709, 735, 736, 741.
 Dervieu de Varey, 17, 372.
 Dervieu du Villars, 13, 65, 118, 225, 331.
 Desaix L., 753, 754.
 Desarnod J., 74, 121, 205, 634.
 Desault P., 289, 373, 433, 551, 689-691.
 Desbillons F., 96.
 Desblanc J., 608.
 Desbordes-Valmore M., 751.
 Descartes R., 97, 101, 105, 141, 195, 207, 210, 211, 375, 425, 641, 697, 698.
 Deschamps F., 285.
 Deschamps P., 81, 118, 281, 298.
 Deschamps, 515, 607.
 Deschamps de la Magdeleine, 202.
 Desfontaines-Lavallée, 159, 414.
 Desfours de Genetière, 429, 726, 728.
 Desgaultière P., 651, 686, 691.
 Desgranges J.-B., 16, 196, 277, 372, 373, 420.
 Deshoulières (Mme), 628.
 Desjardins M., 271.
 Desmoulins C., 266, 333, 353.
 Despinassy A., 446.
 Despinay de Laye F., 580.
 Desprès J.-B., 360.
 Desroys A., J.-L. et L., 64, 66, 736.
 Dessertine (abbé C.), 146, 212, 213.
 Destéfanis, 372, 407.
 Destouches A., 153, 157.
 Destouches P. (Néricault), 54, 150, 158, 159, 414.
 Destouches-Lobreau, 149, 151, 152, 415, 559.
 Destutt de Tracy, 491, 494, 505, 610, 694, 695, 705.
 Devarenne J., 656-658.
 Deveille P., 567, 568.
 Devienne Fr., 413.
 Devienne J. (Mlle Sophie), 415.
 Deville P., 130.
 Devin de Gallande, 52.
 Devouge A., 15, 560.
 Deyrieu, 397, 400, 415.
 Dezède, 152, 154, 155.
 Diderot, 86, 89, 104, 105, 107, 108, 114, 123, 131, 138, 146, 157-159, 173, 206, 210, 313, 491, 648, 733.
 Didot F., 131.
 Diodati E., 376, 711.
 Dionis P., 689.
 Dittmar S., 685.
 Divoiry, 53, 197.
 Dodieu, 237, 324, 341, 352, 358, 359.
 Dolivier P., 339.
 Dolomieu D., 199, 283, 682.
 Dombey J., 191, 625.
 Domergue U., 73, 111, 136, 141, 142, 148, 254, 316, 346, 445, 741.
 Dominiquin (Le), 170, 763.
 Doppet Fr., 186, 342, 350.
 Dorat C., 140.
 Dorat-Cubières, 364.
 Dorfeuille A., 280, 352-354, 360, 364, 366, 367, 416.
 Dorvigny L., 266.
 Doublier, 423, 522, 523.
 Douet E., 23, 40, 126, 752, 764.
 Dreuilh J.-J., 548, 551, 568, 571, 572.
 Drevet, 169, 415.
 Drouet J.-B., 420.
 Dubois Fr., 513, 514, 540, 560, 721, 727, 771.
 Dubois-Grancé, 267, 329, 333, 342, 345, 349, 350, 355, 357, 359, 362, 528.
 Dubon (Père), 96.
 Dubos J.-B., 706.
 Dubost H., 66.
 Dubouchet P., 228.
 Duchesnois C., 566.
 Ducis J.-Fr., 83, 141, 545, 737.
 Duclaux A., 752.
 Duclos C., 741.
 Dufréchou D., 332, 373.
 Dugas-Montbel J.-B., 524, 531, 546, 736, 737, 745, 756.
 Dugast de Bois St-Just, 147, 165, 545, 740.
 Dugazon Rose, 151, 154, 161.
 Dugour A., 68, 131, 529, 530.
 Dugourc J., 40.
 Du Guet, 212.
 Duhamel J.-P., 546.
 Duhamel-Dumonceau, 684, 773.
 Duhesme P., 517, 723, 740, 753.
 Dujardin K., 171, 760.

Condillac, 80, 93, 96, 104, 105, 125, 126, 181, 188, 190, 207, 210, 211, 301, 313, 319, 321, 367, 405, 425, 484, 485, 489-492, 494, 496, 536, 610, 632, 639, 702-705, 741, 784.
 Condorcet, 67, 89, 181, 208, 308, 319, 434, 449, 484, 611, 704, 705.
 Constant (de Rebecque B.), 518, 519, 715, 717, 718.
 Constantin J., 62, 120, 198.
 Contat Louise, 565, 566.
 Cook J., 190.
 Copernic, 100.
 Coquebert de Montbret, 609.
 Cordon (H. de), 215, 331.
 Corneille, 101, 134, 143, 156, 157, 161, 414, 627.
 Corrège (Le), 172, 370, 561, 750.
 Cortet M., 147.
 Cortois de Quincey, 277.
 Cossard P., 443, 743.
 Coste J.-L., 517, 546, 709.
 Coster J.-F., 534, 535, 623-627.
 Cosway Maria, 641-643, 677, 724, 757, 783.
 Cottenet E., 550, 571.
 Couderc G.-B., 21, 28, 29, 53, 57, 181, 204, 218, 240, 249, 256, 260, 264, 305, 323, 343, 346, 515, 662.
 Coulaud, 410.
 Coulaz L., 629, 632.
 Coupé J., 438.
 Courbon J., 100, 213, 246, 541, 628, 636, 643, 662, 720, 723.
 Court de Gébelin, 536, 705.
 Courtois E., 443.
 Courvoisier J., 294.
 Cousin V., 704.
 Coustou G. et N., 137, 271, 276, 278, 624, 757, 771.
 Couthon G., 327, 329, 332-334, 351, 355, 369, 708, 770.
 Coysevox A., 126, 276, 444, 445, 624, 747, 757.
 Cozzon J.-B., 464, 516, 660, 662.
 Crébillon P., 156, 157.
 Créqui (marquis de), 184, 277.
 Crest de St-Aubin, 67.
 Crétet E., 560, 669, 670, 737.
 Crochet, 629, 632.
 Crousaz (J.-P., de), 105.
 Cubières (M. de), 83, 281.
 Cuendet B., 57, 73, 78, 135, 204, 210, 410.
 Curten, 772-774.
 Curtius, 172.
 Cusset J., 324, 334, 340, 346.
 Cutty L., 129, 372, 532.
 Cuvier G., 192, 535, 682, 698, 699.
 Cyvoct A., 197, 690.

D

Daburon (Père), 100, 375, 622, 625.
 Dacier (Mme A.), 736.
 Dacier de la Chassagne, 539.
 Daël (J.-Fr. van), 752, 763.
 Dalayrac N., 155, 159, 160, 165, 262, 268, 403, 414, 416, 541, 569.
 Daleschamps J., 503.
 Dalibard T., 201.
 Dallemagne Cl., 517.
 Dalton J., 697.
 Damame, 353, 354.
 Dandré A., 397.
 Dangon C., 36.
 Danton G., 368.
 Darboville, 162, 261, 264, 569.
 Darcet J., 580.
 Daru (B. comte), 597, 774.
 Daubenton L., 63, 190, 193.
 Daubermesnil F., 447.
 Dauberval J., 156, 413.
 Daudet J.-L., 129.
 Daudet R., 744.
 Daunou P., 405, 449, 453, 461, 485.
 Dauphin de Verna, 49, 286, 740.
 Dauvergne, 412, 424.
 David J.-F., 237, 243, 290, 295, 314.
 David L., 41, 274, 276, 279, 370, 404, 448, 658, 742-745, 747-750, 752, 758-760, 763, 764, 784.
 Davide Giacomo, 154.
 Davis Jackson, 301.
 Davy Humphry, 697.
 Debon (Père), 232, 429.
 Debry J., 400.
 Dechavannes C., 101, 475, 477, 515, 667.
 Dechazelle P., 5, 40, 41, 43, 167, 170, 181, 370, 576, 591, 592, 603, 604, 657, 658, 747, 749, 752, 759-764, 781.
 Declaye N., 366.
 Decrénice C., 15, 20, 771.
 Defarge, 507, 515, 524, 525, 604, 627, 630, 639, 658.
 Defarges, 169.
 Dégliise J., 588, 604.
 Déjean G., 533, 652, 684.
 Delacroix E., 512, 752, 754.
 Delambre J.-B., 545, 621, 693, 694.
 Delamollière, 77, 129, 130, 372, 532.
 Delamonce F. et J., 13, 14.
 Delandine A., 55, 61, 70, 71, 73, 77, 80, 83, 132, 145, 166, 178, 186, 213, 217, 220, 224, 227, 228, 233, 248, 281, 287, 297, 392, 400, 410, 437, 439, 470-472, 474, 477, 482, 483, 495, 496, 508, 515, 523, 532-538, 610, 739, 740, 761, 762.

- Delaporte S., 333, 335, 365, 366, 389, 394, 412, 743.
 Delaroche A., 62, 74, 129, 136, 139, 150, 223, 252, 253, 372.
 Delessert B., 57, 58, 346, 517, 580, 612, 613, 783.
 Delessert E., 57, 346.
 Delglat de la Tour, 73, 348.
 Delhorme de l'Isle, 17, 278.
 Delille J. (abbé), 281, 507, 538, 737.
 Delisle M., 561-563.
 Delisle de Sales, 545.
 Delorme, 687.
 Delorme G., 17, 18, 66, 682.
 Deluc J., 682.
 Demaki J., 373.
 Demia C., 109, 111, 113, 661, 664, 666, 669.
 Demoustier C., 415.
 Denon Vivant, 169, 536, 742, 763, 768.
 Deplace G.-M., 524, 636, 703, 709, 735, 736, 741.
 Dervieu de Varey, 17, 372.
 Dervieu du Villars, 13, 65, 118, 225, 331.
 Desaix L., 753, 754.
 Desarnod J., 74, 121, 205, 634.
 Desault P., 289, 373, 433, 551, 689-691.
 Desbillons F., 96.
 Desblanc J., 608.
 Desbordes-Valmore M., 751.
 Descartes R., 97, 101, 105, 141, 195, 207, 210, 211, 375, 425, 641, 697, 698.
 Deschamps F., 285.
 Deschamps P., 81, 118, 281, 298.
 Deschamps, 515, 607.
 Deschamps de la Magdeleine, 202.
 Desfontaines-Lavallée, 159, 414.
 Desfours de Genetière, 429, 726, 728.
 Desgaultière P., 651, 686, 691.
 Desgranges J.-B., 16, 196, 277, 372, 373, 420.
 Deshoulières (Mme), 628.
 Desjardins M., 271.
 Desmoulins C., 266, 333, 353.
 Despinassy A., 446.
 Despinay de Laye F., 580.
 Desprès J.-B., 360.
 Desroys A., J.-L. et L., 64, 66, 736.
 Dessertine (abbé C.), 146, 212, 213.
 Destéfanis, 372, 407.
 Destouches A., 153, 157.
 Destouches P. (Néricault), 54, 150, 158, 159, 414.
 Destouches-Lobreau, 149, 151, 152, 415, 559.
 Destutt de Tracy, 491, 494, 505, 610, 694, 695, 705.
 Devarenne J., 656-658.
 Deville P., 567, 568.
 Devienne Fr., 413.
 Devienne J. (Mlle Sophie), 415.
 Deville P., 130.
 Devin de Gallande, 52.
 Devouge A., 15, 560.
 Deyrieu, 397, 400, 415.
 Dezède, 152, 154, 155.
 Diderot, 86, 89, 104, 105, 107, 108, 114, 123, 131, 138, 146, 157-159, 173, 206, 210, 313, 491, 648, 733.
 Didot F., 131.
 Diodati E., 376, 711.
 Dionis P., 689.
 Dittmar S., 685.
 Divoiry, 53, 197.
 Dodieu, 237, 324, 341, 352, 358, 359.
 Dolivier P., 339.
 Dolomieu D., 199, 283, 682.
 Dombey J., 191, 625.
 Domergue U., 73, 111, 136, 141, 142, 148, 254, 316, 346, 445, 741.
 Dominiquin (Le), 170, 763.
 Doppet Fr., 186, 342, 350.
 Dorat C., 140.
 Dorat-Cubières, 364.
 Dorfeuille A., 280, 352-354, 360, 364, 366, 367, 416.
 Dorvigny L., 266.
 Doublier, 423, 522, 523.
 Douet E., 23, 40, 126, 752, 764.
 Dreuilh J.-J., 548, 551, 568, 571, 572.
 Drevet, 169, 415.
 Drouet J.-B., 420.
 Dubois Fr., 513, 514, 540, 560, 721, 727, 771.
 Dubois-Crancé, 267, 329, 333, 342, 345, 349, 350, 355, 357, 359, 362, 528.
 Dubon (Père), 96.
 Dubos J.-B., 706.
 Dubost H., 66.
 Dubouchet P., 228.
 Duchesnois C., 566.
 Ducis J.-Fr., 83, 141, 545, 737.
 Duclaux A., 752.
 Duclos C., 741.
 Dufréchou D., 332, 373.
 Dugas-Monthel J.-B., 524, 531, 546, 736, 737, 745, 756.
 Dugast de Bois St-Just, 147, 165, 545, 740.
 Dugazon Rose, 151, 154, 161.
 Dugour A., 68, 131, 529, 530.
 Dugourc J., 40.
 Du Guet, 212.
 Duhamel J.-P., 546.
 Duhamel-Dumonceau, 684, 773.
 Duhesme P., 517, 723, 740, 753.
 Dujardin K., 171, 760.

Dulac de la Tour, 681, 682.
 Dulaure J., 328, 460.
 Dumarest R., 445.
 Dumarsais Ch., 93, 488, 492, 493, 741.
 Dumas C., 288, 373, 689, 691, 692.
 Dumas J.-B., 67, 80, 82, 190, 203, 274,
 281, 316, 433, 512, 523-526, 533, 542,
 545, 603, 609, 610, 651, 679, 686, 737,
 740, 741, 768.
 Dumesnil Marie, 566.
 Dunant M., 152.
 Duni E., 413.
 Dunouy, 747.
 Dunoyer B., 611.
 Dupaty E., 568.
 Dupetit-Thouars A., 431, 716.
 Duphot L., 417.
 Dupin C., 58.
 Duplain B., 129, 131, 254, 530.
 Dupleix, 659.
 Duplessis J., 173.
 Dupont de Nemours, 6, 115, 190, 610.
 Dupont-Duchambon, 360.
 Duport L., 576.
 Dupuis C., 439, 440, 446, 453, 461.
 Dupuy J.-B., 335, 347, 367, 368.
 Dupuy des Claines P., 134.
 Durand-Maillane, 407.
 Duret P., 51, 118, 156, 224, 353.
 Durey de Morsan J., 284.
 Dussaussy A., 62, 198, 289.
 Dutillieu G., J. et P., 40, 42, 70, 142,
 163, 164, 603, 604, 605, 762.
 Dutreih J., 53, 186.
 Duverney J., 501.
 Duviquet P., 335, 346, 351-354.

E

Eckartshausen, 714.
 Eden, 30.
 Edgeworth R., 18, 72.
 Egraz (abbé), 636, 647.
 Eisen Ch., 172.
 Elléviou P., 414, 561, 565-567, 569,
 572.
 Elshoëcht K., 757.
 Emery J., 28, 118, 634, 636, 644, 672,
 720, 721, 726.
 Enghien (duc d'), 145, 528, 728.
 Epinat F., 274, 370, 743, 749, 771.
 Esmonin de Dampierre, 300.
 Esseïd-Ali-Effendi, 410, 471.
 Etienne Ch., 567, 569.
 Euler L., 200, 375, 693.
 Eynard E., 606, 610, 680.

F

Fabre d'Eglantine P., 149, 152, 153,
 741.
 Fabre d'Olivet A., 711.
 Fages J.-B., 261, 268, 373, 414.
 Fain J., 348-350.
 Faissolle J., 62, 288.
 Falbair de Quingey, 567.
 Falcon, 605.
 Falconet C. et E., 276, 762.
 Falconi, 147, 281, 570.
 Fargues (Méallet de), 520, 521, 546,
 552, 565, 684, 744, 770.
 Faucheux C., 77, 134, 372.
 Faujas de St-Fond, 441, 681.
 Fauriel C., 368, 451, 698, 704, 712,
 784.
 Favier, 156, 262.
 Favre J., 48.
 Fay (Ch. du), 683.
 Fay E., 540, 566, 568.
 Fay de Sathonay, 151, 516, 532, 540,
 541, 546-548, 561, 563, 564, 595, 597,
 598, 643, 651, 666, 668-670, 572, 739,
 757, 768, 770, 771-774.
 Fayolle R., 121.
 Fazy J., 35, 346-348.
 Fénelon, 28, 105, 141, 143, 212, 281,
 316, 374, 376, 625, 707.
 Ferdinand (archiduc), 73.
 Ferrand, 739.
 Ferroux E., 444, 446.
 Fesch J., 511, 515, 540, 543, 576, 634-
 636, 638, 641-643, 646, 663-667, 669-
 674, 720-726, 728, 730, 731, 735, 739,
 753, 769.
 Fétinet A., 284, 606.
 Feuchère (Mlle), 153.
 Fichte J., 711.
 Fignet A., 121, 198, 288, 332, 373, 437.
 Fillion, 324.
 Finance, 648.
 Finguerlin, 53, 56, 223.
 Flachéron L., 681, 761.
 Flandrin P., 124.
 Flandrin H., 752.
 Flaugergues H., 201, 283, 578.
 Fléchier E., 91, 632.
 Flesselles (J. de), 10, 20, 25, 35, 36,
 38, 39, 50, 53, 62, 63, 72, 73, 82,
 83, 122, 124, 136, 164, 166, 199, 203,
 204, 285.
 Fleuret, 437, 438.
 Fleurieu (Claret de), 5, 49, 65, 80,
 545.

Fleurieu de la Tourette, 62, 67, 74,
79-82, 95, 125, 133, 189, 191, 193,
200, 201, 220, 284, 288, 311, 684,
740.
Fleury B., 22.
Fleury C., 114, 624.
Florian (Claris de), 140, 413, 737.
Flurant C., 194.
Flusin, 29, 130.
Fodor J., 162.
Foignet C., 414.
Fontaine P., 370, 765, 774.
Fontanes L., 281, 300, 335, 397, 469,
545, 636, 644, 646, 647, 669-674, 676,
708, 709, 728, 736.
Fontenelle, 17, 121, 141, 200, 208, 536.
Fonvielle B., 416.
Forbin A., 571, 745, 750.
Forobert J., 445, 465.
Fouché J., 96, 333-335, 346, 353, 354,
365, 366, 371, 389, 398, 451, 522-524,
527, 609, 635, 704.
Fourcroy A., 315, 462, 536, 619, 620,
623, 627, 628, 637-639, 644, 656, 660,
666, 669, 674, 680.
Fourier C., 339, 523, 613-618, 711, 782.
Fourier J., 583, 617.
Fournet J., 681.
Fournié, 180.
Fournier de la Contamine, 721.
Fox Ch., 232.
Foy, 130.
Foyater D., 757.
Fragonard H., 41, 163, 275, 744.
Franchet d'Espérey, 527.
François de Jésus (Cadoux A., Frère),
662.
François de Neufchâteau, 401-404, 408,
409, 436, 437, 441, 445, 448, 458, 464,
467, 469, 473, 474, 476-480, 485, 486,
492, 497, 499, 502, 609.
Franconi A., 149, 246, 554, 783.
Franklin B., 23, 29, 84, 100, 137, 185,
205, 209, 215, 278, 283, 477, 490, 612,
679.
Frédéric II, 37, 73, 147, 203, 206, 216,
356.
Fréminville (La Poix de), 21, 64, 325,
331.
Froissard, 287.
Frontier J., 126, 168, 169.
Frossard B., 57, 71, 107, 250, 282, 310,
315, 316, 318-320, 332, 783.
Frumence (J.-B. Herbet, Frère), 663,
665-667, 670, 671.
Frye (major), 522, 572, 776.
Fulchiron J., 133, 223, 235, 236, 247,
250, 390, 396, 516, 653.
Fulton R., 608.
Fusil, 419.

G

Gaillard F., 152, 155, 325, 334, 349,
354, 360.
Gain (comte de), 222, 231.
Galabert J., 432.
Galitzine (M. de), 147, 300.
Gall Fr., 686, 689, 695.
Galle A., 273.
Galvani L., 201, 679.
Gambier, 319, 440, 441.
Gantillon, 604.
Garat D., 286, 345, 420, 452, 705.
Gardette (P. la), 8.
Gasparin (A. de), 651, 695, 709.
Gattel C., 88, 206.
Gaudard D., 727, 728.
Gaultier de Biauzat, 297.
Gauthey E., 8.
Gauthier des Orcières, 349, 350, 355,
357, 359.
Gautier d'Agoty A. et J., 17, 68.
Gaveaux P., 413, 416, 419.
Gavinet H., 197, 545, 551.
Gay J., 281.
Gay P., 658, 761, 763, 767, 768.
Gay-Lussac, 697.
Gémeau N., 134.
Genlis (Mme de), 67, 112, 536.
Gensonné A., 305.
Gensoul F., 582, 603, 680.
Gentil-Bernard, 140.
Geoffroy, 73, 140, 206.
George P., 120, 198, 373.
George (Mlle), 566.
Geramb (baron de), 40, 64.
Gérando (B. et J.-M. de), 20, 118, 142,
232, 313, 397, 400, 427, 445, 545, 577,
596, 603, 609, 612, 673, 694, 695, 699,
703-705, 711, 718, 719, 739, 784.
Gérard Fr., 742, 747, 748.
Gerbaud (Frère), 672, 675.
Gérinieux-Pavy, 370, 447.
Germain C., 234, 727.
Gessner S., 133, 173, 302, 747.
Gigot, 200.
Gilbert J.-E., 21, 63, 68, 71, 75, 77,
80, 81, 120, 185, 186, 188, 190, 191,
193, 195, 196, 220, 224, 270, 288,
290, 291, 297, 316-321, 325-327, 341,
362, 363, 373, 392, 397, 434, 439-441,
461-463, 466, 470, 471, 474, 475, 477-
479, 483, 484, 487, 501, 503, 507, 535,
577, 587, 652, 683, 684, 740, 757.
Gilbert S., 63, 652.
Ginguené P., 446, 447, 452, 524, 610.
Girard E., 58, 172.
Girard Gabriel, 741.
Girard Gaspard, 685.

Girardin M., 154.
 Giraud, 273.
 Girodet-Trioson A., 370, 658, 747, 748.
 Giroud, 316.
 Gleichen (C. de), 182.
 Gleizé, 516, 665.
 Gloucester (duc de), 73, 151, 166.
 Gluck C., 44, 151, 154, 158-164, 215, 418, 569.
 Goethe J., 147, 536, 691, 711, 718.
 Gohier J.-B., 581.
 Goislard de Montsabert, 80.
 Goldsmith O., 536.
 Gonchon C., 345, 392.
 Gonichon J., 40, 126, 272, 745, 749, 764.
 Gonin J., 546, 593, 607.
 Gorani J., 496.
 Gorsas A., 349.
 Gosse H., 71.
 Gossec Fr., 162, 360, 364, 369, 404, 410.
 Goudard P., 53, 56, 223, 238, 239, 242, 244, 245, 249, 256, 294, 323.
 Goujon J., 746.
 Gourdin P., 108, 115.
 Gourju P., 95, 312, 524, 650.
 Gournay V., 26, 126.
 Gouvillier, 133.
 Goy, 82, 134.
 Grand J.-Fr., 15.
 Grand Z., 605, 606, 765.
 Grandchamp J., 62, 186, 249.
 Grandon J., 126.
 Grandperret T., 527, 546, 781.
 Grandval (R. de), 414.
 Granet Fr., 745, 750.
 Granier, 679.
 Grassot P., 121, 169.
 Gray Th., 735.
 Grégoire G., 37, 765.
 Grégoire H., 429, 438.
 Grenet Fr., 163.
 Gresnick A., 360.
 Grétry A., 150, 154-156, 159, 160, 164, 262, 264-267, 360, 569.
 Greuze J.-B., 41, 53, 169, 171, 173, 472.
 Grimaud P., 352.
 Grimm, 56, 70, 87, 144, 147, 159.
 Grimod de la Reynière, 45, 72, 84, 85, 140, 146, 149, 153, 155-157, 161, 259, 260, 262, 263, 394, 414, 550.
 Grobon M., 545, 745, 747-750, 752, 784.
 Grogard A., 126, 127, 168, 272, 447, 745, 747, 749, 764, 767.
 Grogard Fr., 40.

Grogard L., 500, 501, 545, 577, 579-581, 596, 609, 610, 652, 681, 683, 685, 740.
 Gros (baron A.), 742, 747, 763.
 Grotius H., 134, 404, 496.
 Grouchy (Sophie de), 67.
 Grouvelle Ph., 140.
 Guéneau de Mussy P., 644, 648, 672.
 Guérchin (Le), 170, 272, 443, 444, 763.
 Guérin D. et H., 64, 581, 598, 600.
 Guérin J., 198, 689.
 Guérin (baron P.), 448.
 Guérout P., 632.
 Guerre J., 237, 286, 325, 341, 349, 362, 519, 520, 527, 612, 740.
 Guettard J., 583.
 Gueulette T., 134.
 Guichard J., 752.
 Guidi (S. des), 545, 622, 624, 630.
 Guigoud, 263, 360, 400, 410, 411, 462.
 Guillaume Fr., 481.
 Guillemet, 650, 679.
 Guillermin (abbé J.-B.), 269, 467, 468.
 Guillin du Montet, 225, 329, 356, 374, 375, 436.
 Guillon de Montléon A., 3, 14, 17, 20, 207, 227, 251, 295, 320, 324, 328, 331, 334, 362, 372, 392, 395, 769.
 Gustave III de Suède, 73, 151, 168, 203, 204.
 Guyton de Morveau, 61, 103, 114, 197, 354, 607, 680.

H

Hahnemann S., 622.
 Halem (G.-A. de), 260, 262, 263, 265.
 Halévy J., 751.
 Haller (A. de), 63, 123, 188-190, 193-195, 197, 228, 288, 689, 691, 695.
 Halley E., 200.
 Hapdé J.-B., 570.
 Hardenberg (C. de), 717.
 Harvey W., 503.
 Haugwitz (baron de), 78.
 Hauterive (comte d'), 301.
 Haüy R., 656, 681, 684, 697.
 Hébert J., 353, 368.
 Heem (D. van), 763.
 Hellot J., 34.
 Helst (Van der), 763.
 Helvétius, 71, 104, 125, 134, 181, 214, 251, 313, 613, 700.
 Hénault C., 96, 145.
 Hennequin P., 48, 272, 369-371, 440, 443, 447, 448, 742, 743, 758, 759, 784.
 Hénou J., 124, 376, 440, 500, 501, 652, 683.

Henri de Prusse, 65, 66, 73, 83, 137, 151.
 Henry (Mlle), 566.
 Herbouville (C. d'), 515, 516, 523, 540, 547, 558, 559, 580, 584, 627, 628, 639, 656, 658, 667, 687, 688, 728, 773.
 Herder J., 711, 718.
 Hesse-Cassel (C. de), 38, 79, 175, 179, 184, 702.
 Hidins, 227, 242, 340, 370.
 Hobbéma M., 167.
 Hobbes T., 134, 208, 496, 705.
 Hoche L., 401, 410, 411, 417, 474, 605.
 Hodieu C., 541, 548.
 Hoffmann Fr., 121, 185, 194.
 Hoffmann G., 263, 735.
 Holbach (baron d'), 104, 214, 230, 367, 425, 613.
 Hommel R., 766.
 Hotelard E., 771.
 Houdon J., 277, 278, 756.
 Huber Fr., 193.
 Huber M., 57.
 Hubert, 77.
 Huet C., 42.
 Humboldt, 717.
 Hume D., 612.
 Hus J.-B., 152, 155, 160, 169.
 Huyghens Ch., 99.
 Huysum J. Van, 752, 760, 763.
 Hyde de Neuville, 688.

I

Idt J.-B., 622, 629, 631-633, 648, 650, 676.
 Imbert, 316.
 Imbert-Colomès J., 58, 59, 70, 71, 135, 163, 168, 172, 189, 193, 222, 223, 225, 227, 236, 282, 298, 311, 326, 397, 398, 440, 443, 459, 609, 716, 741.
 Ingres D., 751, 752.
 Isabey J.-B., 749.
 Istria P., 396, 415, 416.
 Ivernois (Fr. d'), 397.
 Izouard Délivani, 536.

J

Jacquard J., 604-606, 782.
 Jacquemont Fr., 429, 726.
 Jaquet L., 24, 53, 81, 82, 206, 208, 282-284.
 Jacquin N., 63.
 Jadin L.-E., 551, 569, 755.
 Jambon, 580, 610.

Janin G., 548.
 Janin J., 781.
 Janin de Chassagne P., 133, 272, 372.
 Janin de Combe-Blanche, 62, 198, 231, 330.
 Janmot L., 752.
 Jantet, 448, 459, 477.
 Jars A., 483, 520, 568.
 Jars G., 34, 80, 205, 284, 577.
 Jauffret A., 622, 642, 663, 664, 671, 720, 721, 723, 726, 728.
 Javogues C., 49, 234, 335, 341, 358.
 Jayet C., 126, 127, 172, 444, 757.
 Jean-François (Frère), 667, 670.
 Jenner E., 687.
 Joanny J.-B., 566.
 Johnson S., 136.
 Jolyclerc J., 122.
 Jolyclerc N., 222, 232, 311, 314, 316, 400, 434, 443, 468.
 Jonchais (seigneur des), 47.
 Jordaens J., 763.
 Jordan Aug., 118.
 Jordan C., 98, 118, 232, 397, 420, 427, 428, 519, 520, 545, 546, 633, 692, 695, 699, 704, 709, 711, 712, 716, 718, 719, 735, 756, 784.
 Joseph II, 4, 63, 64, 72, 73.
 Joubert B.-C., 411, 757.
 Joubert J., 644, 647.
 Jouffroy d'Abbans, 203, 608, 783.
 Jourdan J.-M., 357.
 Joussetme, 438, 443, 533.
 Jouvençy (Père J. de), 88, 629.
 Jouy (E. de), 569.
 Julien P., 747, 757.
 Junghet Caroline, 414.
 Jussieu A.-L., 71, 185, 192, 434, 503, 624, 695.
 Jussieu B., 191, 192, 757.
 Jussieu J., 192.

K

Kant E., 694, 705, 711, 718.
 Karamzine N., 262, 263, 265, 702.
 Kardec A., 301.
 Kay R., 36.
 Kellermann F., 268, 325, 327-330, 332, 364, 437.
 Kindelem J.-B., 129, 526, 527, 532.
 Kleist C., 140.
 Klopstock F., 302, 711, 715, 718, 735.
 Körnmann, 138, 209, 214.
 Kotzebue (A. de), 536, 779.
 Kreutzer R., 414, 418.
 Krudener (J. de), 431, 469, 519, 711, 716-718, 756, 784.

L

- Labat (Père), 97, 230.
 Labé L., 272, 576, 628, 759, 781.
 Labrousse S., 331.
 Labrude E., 255, 353.
 La Bruyère A., 259.
 La Case, 195.
 Lacenaire F., 648.
 Lacépède D., 684.
 La Chabeaussière (P. de), 477, 502.
 La Chalotais (C. de), 100, 103, 107, 114, 126.
 Laclos (Choderlos de), 536.
 Lacombe Rose, 262.
 La Contamine (C. de), 80, 192.
 Lacour, 747.
 Lacretelle (J. de), 536.
 Lacroix S., 441, 479, 482, 483, 485-487, 489, 624.
 Lacroix-Laval (A. de), 12, 15-17, 67, 74, 81, 90, 103, 115, 126, 172, 202, 314, 535.
 Ladré L. (dit Thomas), 555, 567, 775.
 Laennec R., 690.
 La Fayette, 166, 178, 229, 255, 259, 513.
 La Fontaine, 172, 329, 569, 632.
 Lagouthe (P. de), 147.
 Lagrange J., 375, 441, 694, 695.
 Laharpe J.-F., 83, 141, 151, 315, 420, 545, 693.
 Lainé E., 548, 563-565.
 Laizer (comte de), 681.
 Lakanal J., 367, 449, 452, 460, 484, 486, 489, 492, 495, 502, 504, 507.
 Lalande (le Fr. de), 8, 67, 100, 102, 104, 170, 178, 189, 200, 548, 626, 692, 693.
 Lalande M., 418.
 Lallié J.-F. et V., 10, 11, 18, 70, 281, 371.
 Lally-Tollendal G., 348, 659.
 Lamanière P., 262, 263, 402, 410, 545, 659.
 La Marck, 227, 264, 299.
 Lamarck J.-B., 684.
 Lamartine, 64, 66, 71, 374, 606, 636, 640, 641, 706, 719, 736, 780.
 Lambert B. (Père), 232.
 Lambrechts C., 403, 412.
 Lamoignon, 60, 213.
 Lamourette A., 222, 232, 238, 266, 269, 287, 305, 330, 434, 455.
 Lamy (Père B.), 96, 97, 106.
 Lancelot C., 93.
 Lancret N., 172.
 Lanfranc G., 443.
 L'Ange F., 204, 205, 256, 336-340, 346-348, 782.
 Lanjuinais J.-D., 306, 396.
 Lannes J., 548.
 Lanoix J.-B., 197, 430.
 La Noue (Sauvé de), 153.
 Lanthénas F., 49, 71, 228, 251, 256, 372, 431, 449.
 La Pérouse (J. de), 5, 536.
 Lapierre J.-M., 681.
 Laplace (P.-S. de), 693, 695.
 Laprade (R. de), 651.
 Laprade (V. de), 715, 731, 756, 784.
 Larchevêque P., 168.
 Larévellière-Lépeaux, 400.
 Larive J., 153, 414.
 La Rochefoucauld (A. et F. de), 22, 66, 149, 170, 612, 653, 687.
 La Roche Négly, 327.
 Laromiguière P., 703, 704, 784.
 Larrey D., 690.
 Larrivée H., 162, 413.
 La Salle J.-B., 109, 110, 113.
 Lasalle (Ph. de), 23, 36, 37, 39, 42, 43, 126, 127, 167, 170, 346, 593, 604, 606, 763, 764, 782, 783.
 Laselve, 605, 658.
 Lasserre (abbé A.), 96, 140, 142.
 La Tour (G. de), 744.
 La Tour (M. Quentin de), 41, 168, 274.
 Laukhart F., 766.
 Laurencin J., 18, 62, 65, 80, 111, 140, 146, 197, 203, 204, 206, 274, 284, 372, 444, 445, 464, 520, 523, 534, 545, 553, 564, 604, 737, 772-774.
 Laurent J.-B., 120, 122.
 Laurès P., 165.
 Laussel (abbé), 238, 255-257, 324, 325, 332, 348-351.
 Lavallée (J. de), 33.
 Lavater J., 78, 184, 301, 376, 428, 430, 431, 689, 695, 701, 717.
 Lavoisier A., 68, 74, 194, 680, 681, 692, 697.
 Laya J.-L., 360.
 Le Blanc, 443.
 Lebœuf, 263.
 Lebrun C., 371, 444, 759.
 Lebrun J.-B., 759.
 Lebrun (duc de Plaisance), 393, 546, 602, 606.
 Lebrun Ecouchard, 140, 420, 736, 737.
 Lebrun-Tondu P., 279, 349.
 Le Camus E., 77, 311.
 Le Camus G., 71, 74, 200, 201, 577.
 Le Chapelier, 243, 592.
 Leclerc C.-V., 721, 753.
 Leclerc de la Colombière, 445, 499, 658.
 Leclerc d'Oze T., 340.
 Lecourt B., 508.
 Le Couteux (de Caumont), 393.
 Lecouvreur A., 137.

Lefèvre P. (Père), 67, 165, 284.
 Lefèvre R., 763.
 Lefèvre-Gineau L., 639.
 Le Fèvre d'Ormesson, 285.
 Legendre A., 441, 489.
 Legendre L., 279, 325, 348, 349, 357.
 Legendre-Héral, 757.
 Legrand, 262.
 Leibniz G., 71, 99, 101, 118, 206, 614, 632, 705, 711.
 Le Juste, 443.
 Lekain (Cain, dit), 153, 154, 414, 566.
 Lemesle (Mme), 569.
 Lemierre A., 138, 140, 156, 265.
 Lemontey P., 27, 111, 137, 217, 229, 277, 531, 569, 715, 738, 783.
 Lemot F., 445, 757, 758.
 Lemoyne Fr., 169.
 Lemoyne J.-B., 413, 571.
 Le Nain, 744.
 Lenoir A., 746.
 Le Nôtre A., 773.
 Léonard N., 147.
 Lepeletier de St-Fargeau, 361, 362, 365, 449.
 Lepescheux J., 169.
 Leroy A., 129, 517, 529, 530, 532, 625, 662.
 Lesage A., 157, 749.
 Lessing G., 711, 715.
 Lesueur E., 444, 763.
 Letourneur C., 395.
 Letourneux, 401, 402, 407, 456, 457.
 Leviste de Montbrian, 372, 577.
 Levret A., 689.
 Leymerie, 681.
 Lezay-Marnésia A., 717.
 Lhomond C., 624, 625, 629.
 Lhôpital G., 375.
 Ligne (C. de), 203.
 Lindet R., 326.
 Linguet S., 139, 529.
 Linné (C. de), 121, 188-194, 283, 434, 487, 624, 681, 683, 696, 706.
 Linsolas (abbé J.), 232, 233, 425, 455, 719, 720, 726.
 Locke J., 71, 91, 96, 104, 105, 107, 115, 125, 133, 145, 195, 206, 210, 211, 320, 410, 425, 434, 610, 632, 699, 702, 703, 705, 716, 741.
 Longepierre (baron de), 568.
 Loriquet J. (Père), 635.
 Lortet, 570, 683, 755.
 Lorthior P., 273, 369.
 Los Rios Fr., 130, 134, 757.
 Louis A., 121, 198, 199, 288, 289.
 Louthembourg P., 167.
 Louvet (de Couvrai), 392.
 Loyer T., 13, 16, 150, 397, 400, 463, 464, 516, 610, 723, 767.

Lully J.-B., 276, 418.
 Luminais J., 457, 460.
 Lundberg G., 168.

M

Mably, 57, 80, 90, 134, 138, 207, 210, 215, 216, 405, 496, 530.
 Machiavel, 134, 364, 496.
 Mac Laurin C., 632.
 Macors P., 74, 263, 268, 360, 761.
 Macquer P., 38, 607.
 Madinier, 363.
 Magendie Fr., 690.
 Magneval G., 294, 301, 302, 429, 430, 701, 752.
 Magnien, 238.
 Mahé de la Bourdonnais, 5.
 Maïgnat, 333.
 Maillocheau, 524, 526, 722, 730.
 Maine de Biran, 694, 695, 697, 699, 703.
 Maistre (J. de), 78, 175, 177, 179, 182-184, 302, 328, 431, 432, 636, 675, 701-703, 709, 711, 715, 716, 735.
 Malebranche, 71, 96, 97, 101, 632.
 Malesherbes, 84, 129, 131, 138, 531.
 Malherbe, 738.
 Mallet G., 57.
 Mallet du Pan, 139, 390, 391, 397, 513.
 Malthus Th., 610.
 Mandar J.-Fr. (Père), 96.
 Marat J.-P., 200-202, 210, 229, 348, 354, 355, 360, 364, 365.
 Marbeuf (Y. de), 54, 119, 217, 218, 230-233, 258, 287, 425, 426, 719, 720, 726.
 Maréchal S., 536.
 Marescalchi, 538.
 Margnolas (V. de), 517.
 Marie-Antoinette, 43, 55, 73, 168, 169, 224, 448.
 Marie-Thérèse, 4, 43, 63, 689.
 Marigny (marquis de), 126.
 Marin J., 757.
 Mariotte E., 697.
 Marivaux, 157, 353.
 Marmontel, 66, 135, 141, 142, 151, 154, 156, 159, 160, 263, 360, 376, 535.
 Marsollier des Vivetières, 53, 140, 154, 161, 260, 268, 416, 569, 572.
 Martellange, 132, 649.
 Martin Aimé, 538, 540, 546, 548, 551, 554, 609, 610, 683, 686, 738, 740, 741, 768.
 Martin Ch., 134.
 Martin C. (major), 659.
 Martin Fr., 757.
 Martin J.-B., 566.
 Martin L.-A., 735.

- Martin P.-E., 289, 433, 687, 689.
 Martinès de Pasqually, 180, 182, 184, 185, 301, 331, 549, 616, 701, 711.
 Martini J., 154, 159, 402, 414, 537.
 Massillon J.-B., 91, 96, 628, 632.
 Mathon de Lacour, 21, 81, 127, 130, 137-139, 142, 153, 164, 172, 177, 178, 212, 216, 217, 220, 226, 246, 252, 254, 281, 282, 307, 327, 612.
 Matthisson (F. de), 22, 68.
 Maubec (marquis de), 533.
 Maucherat-Longpré C., 536, 551.
 Maupeou, 95, 213.
 Maupetit P., 517.
 Maurin, 413, 414.
 Maury (abbé J.), 258.
 Mayet E., 28, 29, 31, 37, 38, 51, 86, 140, 545, 782.
 Mayeuvre de Champvieux, 65, 127, 135, 249, 272, 395, 397, 490, 499, 534, 567, 580, 582, 595, 598, 603, 610, 654, 653, 662, 761.
 Mazade d'Avèze, 536, 553, 572, 712, 713, 736, 762, 763, 769.
 Meaulle J.-N., 333, 335, 366, 371, 450.
 Méhul E., 160, 263, 369, 566, 569, 572.
 Melon (chevalier de), 327.
 Melzi d'Eril, 643.
 Ménageot Fr., 279.
 Ménestrier T., 469, 492.
 Mercié C., 273, 512.
 Mercier S., 84, 85, 107, 132, 157, 414, 571.
 Mercier de la Rivière, 103.
 Mérinville (Mgr M. de), 720, 770.
 Merlin de Douai, 423.
 Mermet J., 416.
 Mermet L., 468, 469, 512, 692, 694.
 Mesmer A., 185, 186, 188, 297, 301, 303, 428, 784.
 Messance A., 12, 26, 545, 600.
 Métastase, 414.
 Metsu G., 760.
 Meunier F., 395, 396, 599, 600, 659.
 Michallon C., 445.
 Michaud J., 392, 685.
 Michel-Ange, 170, 707.
 Michon L., 89, 134.
 Mignon A., 763.
 Mignot de Bussy, 27, 226.
 Milanois C., 19, 66, 129, 281, 372, 374.
 Milanois J.-J., 186, 187, 248, 264, 323, 332, 438, 711.
 Millevoye C., 536, 546, 736.
 Millin A.-L., 271, 512, 535, 718, 746, 762, 773, 776.
 Millot C., 67, 80, 144, 145, 206.
 Milne J., 33, 34.
 Milton J., 114, 145, 715.
 Mioland, 373, 671.
 Mir J., 120, 332, 432.
 Mirabeau, 26, 103, 213, 222, 232, 248, 253, 269, 273, 299, 469, 475, 610, 770.
 Miremont (Mme de), 112.
 Mistral C., 532, 672.
 Mogniat de l'Ecluse, 62, 126, 172, 270, 437.
 Molard E., 148, 423, 522, 638-642, 648, 677, 741.
 Molé Fr., 414.
 Molière, 150, 153, 157, 160, 161, 262, 556, 557, 568.
 Molitor G., 541.
 Mollet J., 96, 312, 316, 319, 375, 410, 440, 441, 470-472, 474, 477, 489, 490, 499, 503, 507, 508, 538, 545, 610, 622, 624, 626, 630-633, 650, 652, 654, 658, 680, 681, 783.
 Momigny (J. de), 418.
 Mondor P., 373.
 Monet H., 343.
 Monge G., 99, 104, 193, 200, 286, 489, 612, 681, 692.
 Mongez A., 277, 295, 370, 741, 744.
 Mongez J., 5, 96, 140, 166, 200.
 Monicault C., 525.
 Monnet D., 53, 54, 227, 244.
 Monperlier J., 550, 571, 572, 736, 738.
 Monsigny P., 151, 155, 156, 159, 413, 414, 569.
 Monspey (marquis P. de), 77, 186, 187, 301, 577, 578, 583.
 Monspey de Vallières, 187, 301.
 Montagny E., 744.
 Montaigne, 98, 316, 374, 686, 705.
 Mountain J.-F. et G., 289, 689-691.
 Montalivet, 525, 531, 545, 580, 599, 601.
 Montauzan (G. de), 64, 727.
 Montazet (M. de), 14, 54, 66, 67, 92-95, 109, 110, 113, 119, 141, 164, 166, 178, 185, 188, 204, 206, 212, 213, 215, 314, 634, 719, 724.
 Montchoisy, 396, 416.
 Montesquieu, 71, 91, 134, 206, 207, 216, 218, 223, 228, 259, 319, 336, 341, 353, 376, 405, 496, 528, 672, 686, 704.
 Montesquieu, 248.
 Montgolfier J. et E., 82, 165, 193, 203, 204, 583, 656, 769, 783.
 Montlosier (Reynaud de), 70, 617.
 Montmorency (M. de), 427, 519, 612, 717, 756, 770.
 Montrevel (comte de), 21, 150, 199.
 Montribloud (N. de), 17, 62, 134.
 Monvel (dit Boutet), 151, 155.
 Morand J.-A., 17, 19, 20, 45, 151, 260, 269, 279, 355, 767, 775.
 Morel Fr., 133.
 Morel J.-M., 682, 683, 755, 774, 775.
 Morel P., 77, 741.

Morellet (abbé A.), 82, 88, 137, 141,
170, 277, 524.
Morelly, 71, 105.
Moreri L., 133.
Morin C., 739.
Morin-Pons, 64, 594.
Morlet C. et Fr., 132.
Morus Th., 496.
Mothe (chevalier de la), 397.
Mounier J.-J., 253, 297-299, 333, 427,
701, 718.
Mourguet L., 554-557, 783.
Mouterde J.-M., 273.
Mouton-Duvernct, 517.
Mouton-Fontenille, 440, 521, 577, 580,
610, 650, 652, 681, 685.
Moutonnat J., 762.
Moyria (G. de), 418, 419.
Mozart W., 163, 569.
Mulsant, 213, 273.
Munet M., 13, 16.
Mungo Park, 536.
Mylord (Mme), 414.

N

Naigeon J., 367.
Najac, 464, 513, 524, 586, 591, 602,
604, 660, 661, 739, 762, 771.
Necker, 26, 29, 55, 82, 173, 218, 219,
229, 427, 717.
Needham J., 193, 194.
Nemnich P.-A., 597.
Neper J., 624.
Newton, 38, 82, 99, 104, 200, 201, 206,
207, 209-211, 216, 320, 503, 556, 692.
Neyrat, 21, 370.
Nicholson W., 679.
Nicodemi G., 684.
Nicole P., 91, 96.
Nicolo (N. Isouard), 566, 569.
Nicolot J.-M., 101, 311, 480.
Nioche P., 349.
Nivard C., 585.
Nivelle de la Chaussée, 157.
Nivière, 636.
Nivière-Chol A., 48, 249, 268, 324, 344,
345, 400.
Noailles (comte A. de), 527, 551, 602,
756.
Noailles (duc de), 145.
Nodier C., 396, 470, 707.
Noël Fr., 111, 142, 145, 545, 632.
Noirot J., 647.
Nollet (abbé J.), 100, 106, 148, 201.
Nonotte C., 210.
Nonotte D., 40, 82, 126, 127, 168, 169,
172, 276, 370, 511, 764.
Norvins (J. de), 718.

Novalis Fr., 711, 735.
Noverre J.-G., 151, 161.
Noyel de Bellerocbe, 74.
Nugues de Rochetaillée, 64.

O

Oberkampff Ch., 56, 612.
Oberlin J., 430, 717.
Olivier G., 164, 651.
Oost (J. van), 763.
Orelut P., 373.
Orléans (duc d'), 50, 65, 66, 75, 139,
178, 197, 213, 219, 224, 298, 303, 330,
331, 349, 676.
Orsel V., 746, 752.
O'Ryan M., 186.
Ossian, 144, 540, 717, 735, 736.
Oudry J.-B., 40.
Ouvrard G., 390.
Ozanam A., 651, 685.
Ozanam Fr., 647, 685, 690, 731, 784.

P

Paccioli L., 746.
Paesiello G., 571.
Paganucci J., 77, 246, 295, 298, 301,
326, 331.
Pain J., 568, 569.
Pajou A., 364.
Palerne de Savy, 32, 48, 80, 168, 221,
222, 228, 240, 259, 265, 281, 282, 291,
297, 311, 331.
Palissot (de Monteno), 90, 138.
Palissy B., 746, 762.
Palladio A., 13, 150.
Palloy, 272.
Palma J., 763.
Panckoucke C., 139, 344.
Papillon, 36.
Papon J.-P., 96.
Parat P., 288-291, 551, 610.
Parein P., 366, 370.
Parent J.-M., 393, 516, 539, 558, 637,
662, 767.
Parmentier A., 80, 546, 580, 607.
Parrat-Brillat, 613.
Parrocel C., 172.
Pascal B., 99, 101, 181, 208, 374, 486,
610, 698, 708, 734.
Passavant, 346.
Passeron J.-S., 256, 276, 356.
Passet, 576.
Pastoret (C. de), 612.
Patrin E., 80, 440.
Paul (abbé G.), 662, 664, 666, 671.
Paulet J., 39.

- Payan-Dumoulin Fr., 329.
 Pécheux L., 169, 172.
 Pelet de la Lozère, 524, 558.
 Pellapra L., 517, 529.
 Pelletier de Volméranges, 567.
 Pelzin M.-A., 155, 268, 305, 341, 362,
 391, 392, 394-397, 414, 415, 418, 420-
 422, 462, 523, 524, 531, 532, 547, 548,
 568.
 Percier C., 370, 765, 771.
 Pérenciol, 503.
 Péricaud A., 63, 65, 184, 437, 748.
 Périer C., 203, 348, 427, 767.
 Périsset-Duluc A., 62, 77, 129, 136, 139,
 180, 225, 233, 248, 256, 297-300, 302,
 323, 331, 332, 424, 464, 531, 625, 653,
 654, 692, 693, 711.
 Perlet, 558, 559, 569.
 Perretti J., 67, 81, 90, 107, 108, 114,
 144.
 Pernon C., 5, 34, 39, 40, 42, 301, 346,
 540, 545, 594, 596, 597, 603, 605-607,
 610, 764, 765, 771, 782.
 Péronnet A., 288, 289.
 Péronnet de Gravagneux, 73.
 Perrache M.-A., 17, 18, 20, 35, 45, 107,
 108, 115, 126, 130, 269, 276, 286, 444,
 445, 751, 757, 767.
 Perrachon, 146.
 Perrault C., 143.
 Perréaux (A. de), 390.
 Perret Fr., 33.
 Péret, 266, 349, 428.
 Perrichon, 133, 140.
 Perrin L., 533.
 Perrier F. et G., 272, 443.
 Ferronneau J.-B., 168.
 Pérugin (Le), 170, 763.
 Pessonneaux A., 354.
 Pestalozzi A., 284, 440, 443, 684.
 Petetin J., 15, 16, 62, 124, 125, 186,
 199, 464, 515, 523, 545, 610, 651,
 682, 686.
 Petit J., 254.
 Petit M.-A., 289, 433, 516, 538, 543,
 544, 610, 651, 679, 680, 685, 689,
 723, 735, 755.
 Petitjean, 339.
 Petiot C., 644, 670.
 Peyronny, 440, 466, 504, 577, 621, 637,
 638, 654, 655.
 Pezant J.-B., 721.
 Philidor Danican, 151, 154, 155, 159,
 160, 264.
 Philipon C., 342, 752.
 Philipon de la Madelaine, 90, 103, 115,
 140, 449, 535, 545, 550, 736, 783.
 Philippe Frère (M. Bransiet), 671.
 Picard J., 40, 764.
 Picard L., 568.
 Piccini N., 154, 158, 160, 164, 261.
 Pichegru C., 398, 757.
 Picot, 35, 346.
 Pierredon-Martin, 722.
 Pierrefeu, 359, 414.
 Piestre J.-L., 130, 402, 404-406, 411,
 512, 525-527, 610, 686, 740, 741.
 Pigalle J.-B., 756.
 Pigménion Frère (J. Juge), 662, 663,
 667, 672.
 Pilâtre de Rozier, 203, 204, 315.
 Piliet, 412.
 Pillement J., 13, 42-44, 147, 167, 168,
 171, 220, 273, 275, 743, 750, 784.
 Pillement V., 743.
 Pinel P., 690, 691.
 Pinet, 527.
 Pinet N., 757.
 Pingon (comte de), 227.
 Piranèse J.-G., 170, 277, 744.
 Piron A., 212, 414.
 Pitiot M., 62, 198, 373.
 Pitt J.-Fr., 328, 345, 350, 351, 403,
 411, 424, 545, 550, 551, 738.
 Pixérécourt G., 569.
 Planterre, 254, 263, 264.
 Plessen (baron de), 79.
 Pluche (abbé N.), 126.
 Pocholle P., 399, 415, 426, 429, 446.
 Poidebard J.-B., 58, 118, 397, 519,
 582, 609.
 Pointe H., 196, 289, 332, 651.
 Pointe N., 49, 324.
 Poivre P., 5, 6, 26, 65, 74, 75, 125,
 137, 272, 513, 545.
 Pombal, 206, 536.
 Fommereul (Fr. de), 525, 526, 531.
 Poncet F., 172.
 Ponchard A., 659.
 Pons A. (dit de l'Hérault), 521.
 Pons de Verdun, 420.
 Font, 702.
 Pope A., 70, 136, 145, 206, 230, 536.
 Porée (Père C.), 630.
 Portalis J.-E., 61, 503, 526, 531, 532,
 635, 660, 663, 664-666, 668, 721, 722,
 727.
 Potter P., 758.
 Poullain-Grandprey J., 391, 400, 433,
 437, 439, 440, 442, 444, 446.
 Poullin de Lumina, 145.
 Poupard J.-B., 633, 645, 647, 650, 756.
 Pourchot E., 641.
 Poussin N., 167, 171, 172, 370, 444,
 743, 752, 763.
 Pouteau C., 21, 123, 198, 209, 302.
 Poype (marquis de la), 72, 199.
 Pradon N., 567.
 Praslin (duc de), 44, 423.
 Prat, 557, 558, 569.

Précý (Perrin de), 327, 329, 331, 333, 355, 356, 363, 372, 373, 391, 397, 514, 515, 636, 710, 757, 767.
 Pressavin J.-A. et J.-B., 186, 218, 223, 228, 239, 257, 389, 397.
 Prévillé (Dubois dit), 414.
 Prévost (d'Exiles abbé), 133, 146.
 Priestley J., 194, 229, 425.
 Prieur de la Côte d'Or, 354.
 Prieur de la Marne, 308.
 Primat C., 98, 446, 664, 719, 770.
 Primatice (Le), 759.
 Prony G. (Riche de), 64, 546, 608, 609, 680.
 Prost J.-M. et C., 757.
 Prost de Grange-Blanche, 191.
 Prost de Royer, 28, 61, 73, 77, 83, 121, 142, 173, 184, 185, 211, 212, 251.
 Provence (comte de), 20, 66, 72, 327.
 Proyard L., 108.
 Prudhomme L., 236, 255, 325, 349, 356.
 Prudhon P., 445, 742, 749, 750, 756, 764.
 Prunelle C., 432.
 Prunelle de Lière, 78.
 Prunelle de Roisson, 270.
 Puckler H., 762, 776.
 Puget P., 172, 276.
 Pulignieu D., 61.
 Puy J., 121, 289.
 Puységur (A. de), 187.
 Pye, 436.

Q

Quatremère-Disjonval, 603.
 Quatremère de Quincy, 737.
 Querville L., 723, 761, 768, 771.
 Quesnay Fr., 26, 27, 115.
 Quesnel (Père P.), 96.
 Quinet E., 372, 648, 649, 780.
 Quinette N., 404, 490, 494, 495, 563.
 Quinson (G. de), 206.

R

Rabaut St-Etienne, 361, 449.
 Rachais (chevalier de), 186, 187, 298-300.
 Racine J., 114, 153, 156, 157, 206, 262, 263, 375, 414, 567, 568, 627.
 Radet E., 549.
 Raillard J., 289.
 Rambaud P., 142, 396, 516, 534, 543, 576, 623, 665.
 Rambaud de Vallières, 214.
 Rambuteau (comte de), 612.
 Rameau P., 155, 158, 160, 162.

Ramel de Nogaret J., 436, 443, 454, 500.
 Ramsay (M. de), 177.
 Raphaël S., 170, 486, 746, 763.
 Rapin R., 96.
 Rasori J., 685.
 Rast de Maupas J.-B., 15, 16, 71, 74, 80, 134, 197, 201, 370, 551.
 Rast de Maupas J.-L., 581, 596, 604.
 Rater A. et I., 16, 279, 370.
 Raulin J., 197.
 Rauzan J.-B., 726.
 Raymond J.-M., 508, 509, 545, 607, 608, 631, 648, 652, 654-656, 658, 683.
 Raynal G., 29, 60, 71, 83, 84, 133, 138, 179, 206, 251, 282-284, 348, 405, 477, 530, 734.
 Réaumur (Ferchault de), 148, 193.
 Récamier J., 112, 197, 690, 691, 784.
 Récamier Juliette, 60, 690, 707, 712, 713, 716-718, 754, 756, 783.
 Recorbet (abbé A.), 634, 635, 730.
 Reffay de Lusignan, 648.
 Regnard J.-Fr., 157, 161, 556.
 Regnault C., 135.
 Regnault J.-B., 131.
 Regnault de St-Jean-d'Angély, 592, 593, 596, 664, 665.
 Régný Alexandre, 278, 576.
 Régný Alexis, 7, 38, 53, 58, 95, 394, 515, 540, 546, 592-594, 596, 603, 762.
 Réguillat, 131.
 Reichardt J., 21, 22, 72, 218, 227, 248, 249, 251, 260, 266, 267, 332.
 Reinigg C., 155, 416.
 Rembrandt, 171, 744, 760.
 Renaud G., 455, 719, 720.
 Renaudin P., 357, 434, 551.
 Renaudot T., 348.
 Restier A., 153, 414.
 Restif de la Bretonne, 358, 617.
 Reubell J.-Fr., 446.
 Revel J., 23, 39, 764.
 Revelle, 567.
 Reverchon J., 333, 335, 347, 367, 368, 389, 394, 399, 412, 421, 447, 743.
 Révéroni A., 23, 65, 148, 165, 166, 262, 269, 415, 419, 528, 568, 569, 596, 758.
 Revilliod Fr., 603.
 Revoil P., 65, 568, 571, 658, 735, 736, 740, 743, 745-747, 752, 757, 759, 761, 763, 784.
 Rey A., 71, 169, 235.
 Rey C., 35.
 Rey J.-V., 186, 198.
 Reynery (Mme), 568.
 Reyre C., 546, 625.
 Reyre V., 545.
 Ribera, 272, 443.
 Ribié L., 561-565.

- Riboud T., 60, 73, 75, 145, 189, 236, 516, 577, 581, 583, 692.
 Richard C., 197.
 Richard F., 127, 443, 568, 658, 735, 743, 745, 747-750, 752, 756, 768, 784.
 Richard Jacques, 62, 373.
 Richardson S., 134-136, 143, 145, 147, 374, 415, 759.
 Richelet C., 530, 741.
 Richerand A., 689, 690, 704, 705.
 Rieussec P.-Fr., 29, 53, 110, 122, 131, 142, 222, 397, 426, 483, 516, 543, 577, 578, 723.
 Rigaud H., 173.
 Rigod de Terrebasse, 205, 772.
 Rigolet, 130, 131.
 Ris (Clément de), 452.
 Rivard D.-F., 375.
 Rivarol (A. de), 147, 252.
 Riverie (baron de), 77.
 Riverieulx, 64, 121, 202.
 Rivet D., 40, 764.
 Robertson E., 679.
 Robertson W., 612.
 Robespierre, 229, 253, 266, 329, 333-335, 353, 360, 366-368, 389-391, 399, 407, 416, 419-421, 428, 449, 734, 738, 780.
 Robin d'Orliénas, 662.
 Roch, 130.
 Roche C., 13, 15.
 Rochon de Chabannes, 54.
 Roederer P.-L., 565, 619, 705.
 Roëttiers de Montaleau, 429.
 Roger (Père), 634, 636, 637.
 Roger, 422, 523-527, 531, 533.
 Roland de la Platière, 23, 30, 33, 35, 37, 39, 50, 60, 71, 80, 82, 146, 164, 209, 219, 220, 228-230, 234, 235, 238, 240, 242, 243, 245, 249, 250, 252, 253, 278, 301, 324, 325, 329, 342, 344, 345, 349, 357, 372, 436, 607.
 Roland (Mme), 55, 56, 58, 70, 71, 83, 112, 141, 145, 146, 148, 153, 154, 159, 169, 186, 191, 223, 224, 229, 230, 234, 240, 251, 252, 255, 278, 279, 297, 517.
 Rolland d'Erceville, 103, 107, 114.
 Rollin C., 71, 89, 105, 620, 633, 639.
 Roman (Père), 95, 311, 312, 633, 672, 677, 728, 783.
 Romas (J. de), 201.
 Romé de Lisle, 71, 194, 201, 536.
 Romme G., 310, 319, 409, 449, 450.
 Rondelet J.-B., 13.
 Ronsin C., 333, 353, 354, 389, 416.
 Rosambert Fr., 149, 153.
 Roslin A., 168.
 Rosset, 527.
 Rosso (Le), 759.
 Rotrou (J. de), 156.
 Roubiès L., 312.
 Rousseau J.-B., 96, 624, 628, 629.
 Rousseau J.-J., 20, 22, 23, 40, 47, 54, 57, 60, 69, 71, 82, 83, 87, 100, 105-109, 125, 130, 131, 133, 135, 136, 138, 144, 146, 147, 150, 151, 155, 159, 163, 167, 171, 172, 178, 179, 181, 189, 192, 196, 207-212, 214, 229, 251-253, 255, 259, 262, 263, 269, 283, 285, 292, 301, 302, 304, 308, 313, 319, 321-326, 335, 339, 341, 352, 353, 356, 361, 365-368, 372-377, 399, 405, 420, 421, 425, 431, 432, 445, 452, 477, 484, 486, 487, 493, 503, 530, 567, 570, 583, 610, 614, 616, 627, 630-632, 636, 639, 648, 691, 702, 716, 731, 733, 735, 737, 750, 784.
 Roussel de Bréville, 148.
 Rousselois J., 566.
 Roux C., 67, 96, 100, 313, 441, 468, 470, 471, 475, 477, 483, 489, 507, 515, 545, 610, 622, 624, 630, 632, 679, 681, 693.
 Roux Jacques, 340.
 Roux Jean, 18, 19, 27, 29, 68, 69, 204, 211, 221, 222.
 Roux L., 14, 16, 172.
 Roux V., 653.
 Roux-Bordier J., 709, 710.
 Rovère de Fontvielle, 279, 325, 348, 349, 357.
 Royer J.-B., 73.
 Royer-Collard A., 256-257, 312, 527.
 Royer-Collard P.-P., 181, 427, 527, 698, 704, 719.
 Royou (abbé T.), 257.
 Rozier C., 515.
 Rozier J.-Fr., 5, 26, 67, 68, 74, 77, 80, 124, 125, 133, 178, 183, 188, 191, 193, 199, 200, 220, 281, 287, 288, 292, 293, 295, 300, 305, 316, 331, 332, 372, 374, 445, 529, 530, 577, 755, 783.
 Rozoy, 126.
 Rubat A., 613.
 Rubens, 272, 276, 444, 486, 760, 763.
 Ruivet, 118, 425, 634.
 Rully (Bernard de), 331, 720.
 Rumford B., 612.
 Ruolz Fr., 169.
 Rusand M., 526, 527, 532.
 Rusca (abbé), 640.
 Ruysdaël, 167, 171.

S

- Sacchini A., 154, 159, 215, 263, 414, 418, 566.
 Sacy (S. de), 535, 707.
 Sade (marquis de), 536.

- Sain, 514, 515.
 Sain-Costard, 185, 247, 294, 430.
 Sain-Rousset A., 516, 523, 534, 539, 542, 544, 562, 621, 623, 638, 641, 642, 649, 662, 665, 666, 669, 670, 673, 772.
 Saint-Ange (Fariou de), 545.
 Saint-Aubin (A. de), 173.
 Saint-Aubin (d'Herbez dit), 150, 154, 162.
 Sainte-Ange, 415.
 Sainte-Marie E., 691, 741.
 Saint-Ferréol (A. de), 412, 558.
 Saint-Germain (comte de), 38, 39, 175, 197.
 Saint-Huberty (Clavel dite), 150, 153, 154.
 Saint-Just, 333.
 Saint-Martin (C. de), 179-185, 187, 301, 302, 331, 428, 431, 432, 702, 709-711, 715, 716, 731, 784.
 Saint-Olive, 346.
 Saint-Pierre (abbé de), 614.
 Sainval (Alziari et Marie), 153, 263, 414, 566.
 Saissy J.-A., 289, 332, 432, 680, 683.
 Salamon, 389, 390, 400.
 Salicetti A., 324, 399.
 Salles, 326.
 Salvati F., 443.
 Salzmann R., 78.
 Sanchamau J.-B., 625.
 Sanlaville B., 516.
 Sapieha, 545.
 Sarasin, 193.
 Sarazin J., 430, 701.
 Sarcey Fr., 692.
 Sarrahat D., 42, 44, 126, 443, 444.
 Sartine (G. de), 126, 129.
 Sarton C., 610.
 Saulnier, 753.
 Saussure (H. de), 204, 583, 682.
 Sautemouche, 325.
 Sauvages (Boissier de), 195, 288.
 Sauzet J.-B., 289.
 Savaron (chevalier de), 48, 77, 177, 295, 331, 438.
 Savary (duc de Rovigo), 598, 632, 673.
 Say J.-B., 535, 545, 609-611, 673, 783.
 Schelling F., 711.
 Schérer, 56, 247, 260, 264.
 Schiller Fr., 536, 718.
 Schlegel (Fr. de), 527, 711, 717.
 Schopenhauer A., 573.
 Scott W., 144, 160.
 Second E., 551, 552.
 Sedaine M., 159, 567.
 Seguin, 594.
 Seguin M., 61, 211.
 Segur, 413.
 Séran P., 559.
 Séraucourt C., 129.
 Sériziat (C. et J.), 7, 236, 237, 325, 326, 391, 394, 400.
 Sermézy (Mme de), 756, 757.
 Servan J.-M., 61, 82, 186, 208, 209, 257, 468, 482, 494, 495, 545.
 Servan de Sugny J., 737.
 Servandoni J., 19, 20.
 Sévigné (Mme de), 624, 692.
 Shakespeare W., 133, 145, 156, 157, 566, 570, 571, 783.
 Sibuet G., 357.
 Sicard (abbé), 741.
 Sieyès, 77, 367, 449.
 Sigorgne P., 118.
 Simonet G.-A., 34, 582, 584, 633.
 Siret Ch., 624, 629.
 Siret J.-B., 448.
 Sirven, 214.
 Sismondi (S. de), 610.
 Slodtz M.-A., 172.
 Smith A., 27, 57, 496, 611, 612, 654, 706.
 Sobry J.-Fr., 251, 305, 399, 758.
 Socquet J.-M., 576, 650.
 Solander D., 190.
 Soliman-Pacha (J. Sève), 517.
 Sonnerat P., 5, 528.
 Sotin de la Coindière, 412.
 Soubry, 126, 684.
 Souchay, 135.
 Soufflot G., 13, 16, 17, 19-21, 45, 48, 67, 81, 150, 151, 170, 277, 279, 767, 784.
 Soulligné, 77, 294.
 Souriguières J.-M., 419.
 Spaendonck (van), 752.
 Spallanzani L., 188, 193, 194.
 Spinoza B., 101.
 Spontini G., 568.
 Spréfico A., 20.
 Staël (Mme de), 112, 469, 527, 536, 571, 712, 715-718, 735, 756, 770, 784.
 Stahl G., 185, 186, 188, 194-197, 288, 607, 680.
 Stanislas-Auguste, 63, 68, 147, 164, 190, 191, 195, 196, 224.
 Steibelt D., 413, 570.
 Steinmann J., 21.
 Stella J., 443, 444, 763.
 Stendhal, 483, 779.
 Sterne L., 571.
 Suard J.-B., 138.
 Suchet (duc d'Albuféra), 21, 178, 517, 521.
 Sudan C., 739, 762.
 Suffren (bailli de), 6, 54.
 Swedenborg E., 180, 181, 184, 301, 428, 430.
 Swetchine (Mme), 702.

Swift J., 136.
 Sydenham T., 685.
 Sylvestre (Frère), 662.

T

Tabard Fr., 67, 73, 100, 287, 313, 316,
 411, 438-440, 443, 467-469, 471, 497,
 533, 534, 577, 610, 622, 629, 650, 681,
 739, 740, 768, 783.
 Tabareau, 132, 206, 577.
 Taboureau de Montigny, 338.
 Talbert (abbé Fr.-X.), 75.
 Talleyrand, 124, 285, 307, 308, 587,
 591, 615, 704, 770.
 Talma Fr., 419, 552, 566, 571, 754.
 Targe J., 536.
 Tarpan, 366, 368.
 Tasse (Le), 134, 145, 569, 708, 737.
 Taylor B., 624.
 Tellier A., 393, 428, 446.
 Tencin (cardinal de), 66.
 Teniers D., 171, 172, 273, 553, 760.
 Terme J.-Fr., 182, 636.
 Termier P.-M., 576.
 Ternaux G., 580, 612.
 Terrasse de Tessonnet, 397.
 Terray A., 10, 48, 53, 58, 63, 71, 195,
 215, 238, 276, 286.
 Terret, 23, 54, 242, 588, 591, 592, 594,
 595, 604, 765, 782.
 Terrier de Monciel, 519.
 Tessin, 168.
 Teste J.-B., 548.
 Tézenas, 550, 738.
 Théaulon M., 567, 571.
 Thénadey J., 13.
 Thenance J., 332, 432, 685, 689.
 Thenard (Marie Perrin), 154.
 Thénard L., 566, 567.
 Thénard L., 607, 697.
 Théot C., 431.
 Thibaudeau A., 393.
 Thibière J., 14, 771.
 Thierriat A., 752, 763.
 Thimonnier B., 606, 607.
 Thomas A., 26, 66, 83, 141, 181, 375,
 543, 606, 698.
 Thomson J., 136, 145.
 Thouret J., 186, 687.
 Tintoret (Le), 763.
 Tissier Fr., 62, 200, 287, 607, 680.
 Tissier N., 499, 656, 692.
 Tissot A., 53, 63, 131, 197, 290.
 Tissot J., 434.
 Titien (Le), 172, 763.
 Tocqué L., 169.
 Tolozan J.-Fr., 16, 48, 545, 604, 609.
 Tolozan de Montfort L., 33, 48, 52, 53,
 54, 58, 95, 150, 152-154, 173, 204,
 222, 235, 238, 298, 577, 589, 758.
 Touchon A., 712.
 Tourgueniev A., 702.
 Tournachon Fr., 21, 134, 238, 421, 523,
 532.
 Tournefort (P. de), 191, 192, 291, 434,
 624, 696.
 Tournes (de), 130.
 Tourret, 629, 632, 645.
 Treilhard J.-B., 422.
 Tremblay A., 193.
 Tressan (comte de), 144, 624.
 Trimolet A., 752.
 Trolliet L., 658.
 Tronchin F. et T., 13, 170, 197.
 Trudaine J., 8, 10, 32, 34, 205.
 Turgot, 4, 6, 10, 26, 50, 61, 68, 72, 107,
 115, 152, 214, 219, 243, 292, 610, 704.
 Turkheim (baron de), 184, 301.
 Turrin J.-M., 20, 412, 767.

V

Vaivolet B., 191, 392, 577.
 Valesque, 134, 437, 688.
 Valette (L. de la), 133, 533.
 Valfray P., 130.
 Valla J., 119.
 Valmont de Bomare, 501, 682.
 Vandermonde A., 395, 590.
 Van Dyck, 171, 173, 444.
 Van Helmont, 185, 195-197, 690.
 Vanhove C., 565, 567.
 Van Loo J.-B., 41.
 Van Ostade, 172.
 Van Risanburgh, 278, 279, 589.
 Van Swieten, 121.
 Varax (C. de), 397.
 Varenne de Fenille, 75, 145, 189, 581.
 Varin (Père), 635.
 Vasselier J., 54, 80, 83, 132, 140, 147,
 204, 206, 215, 259, 279, 282, 283, 737.
 Vauban, 145, 739.
 Vaucanson (J. de), 37, 209, 605, 606.
 Vauquelin L., 607, 654.
 Vauquois L., 426.
 Veillas C.-M., 285, 286.
 Velly P., 91.
 Venance, 281.
 Ventenan E., 684.
 Verdolin J.-B., 720.
 Vergennes, 30, 52, 73, 129, 136, 203,
 215.
 Vergniaud P., 407.
 Veri (abbé de), 12.
 Véricel J.-M., 77.

Vermeer de Delft, 749.
 Vernet J., 167, 169, 744.
 Verninac de St-Maur, 445, 503, 504,
 508, 512, 513, 529, 537, 543-545, 558,
 585, 586, 589, 609, 653, 654, 684, 754.
 Véronèse, 763.
 Verpillère (Leclerc de la), 66, 72, 155,
 164, 314.
 Verri P., 611.
 Verteuil, 154.
 Verzier, 605.
 Vestris A., 262, 263.
 Vial B., 124, 125, 291.
 Vialis F., 59.
 Vico J.-B., 93, 185, 711, 714, 736.
 Vicq-d'Azyr, 193, 287, 501, 545.
 Victor-Amédée III, 14, 72, 169.
 Vien J.-M., 168, 370, 448, 747, 763, 764.
 Vietty J.-B., 757.
 Vignet (L. de), 636.
 Villar, 545, 621, 693.
 Villard, 37.
 Villaret (Mgr de), 669.
 Villeroy (duc de), 58, 79, 81, 91, 150-
 153, 200, 279.
 Villers (Ch. de), 718.
 Villers (C. de), 62, 81, 126, 200, 201,
 272, 445.
 Villiers, 71.
 Villione J.-B., 126, 150, 168, 469.
 Vinci (L. de), 759.
 Vingtrinier, 223, 411.
 Viricel J.-M., 332, 691.
 Virieu (Aymon de), 636.
 Virieu (F., comte de), 78, 297-299, 301,
 327, 636.
 Vischer P. et H., 762.
 Visconti, 277, 745.
 Vitet J.-F., 515, 547, 610, 662, 756.
 Vitet L., 62, 81, 120, 122, 124, 125,
 190, 197, 228, 235, 240, 242, 243, 249,
 250, 261, 267, 268, 271, 281, 282, 287,
 291, 317, 324, 331, 344, 370, 396, 397,
 446, 448, 500, 545, 685.
 Vivien (Frère), 664, 666.
 Volney (C. de), 494, 510, 536, 704.
 Volta A., 679.
 Voltaire, 61, 69, 70, 71, 82-84, 89, 99,
 105, 106, 114, 131-133, 135, 136, 140,
 141, 147, 150, 153, 157, 165, 170, 172,
 181, 200, 206, 207, 211, 212, 214, 259,

262, 263, 272, 278, 281, 284, 313, 316,
 351, 360, 372, 414, 415, 417, 494, 555,
 568, 570, 610, 614, 628, 629, 734, 737,
 784.
 Vouet S., 763.
 Vouty de la Tour, 23, 172, 511, 516,
 589, 679, 757.

W

Watt J., 57, 203, 612.
 Watteau, 41, 42, 163, 169, 172, 749.
 Weiler (baron), 183.
 Weishaupt A., 331.
 Werner A. et Z., 682, 711.
 Wertmuller A., 169.
 Wickham W., 397, 398.
 Wieland C., 569, 718, 766.
 Wille G., 744.
 Willermoz A., 332.
 Willermoz J.-B., 38, 39, 76-78, 177,
 179-185, 187, 213, 297-302, 332, 430,
 515, 608, 700-702, 784.
 Willermoz P.-J., 15, 67, 80, 81, 177,
 180, 187, 199, 201, 255, 284, 288, 332,
 464, 483, 695, 710.
 Winckelmann J., 13, 42, 170, 759.
 Winslow J., 501, 691.
 Wolf A., 736.
 Wouwerman P., 167, 170, 744.
 Wrintz (abbé), 636.
 Wronski H., 711.

Y

Yon de Jonage, 49.
 Young A., 18, 30, 56, 68, 70, 535.
 Young E., 145, 240.

Z

Zacharie Fr. et F., 8, 168.
 Zurbaran, 743, 763.
 Zwingle, 715.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tome I : LA PHILOSOPHIE DES LUMIÈRES.

	Pages
Pl. I. — 1. Tenture aux perdrix, exécutée d'après Philippe de Lasalle pour Marie-Antoinette (Château de Fontainebleau)	
2. Tenture polychrome de l'école de Jean Pillement (Cl. du Musée des Tissus de Lyon)	43
Pl. II. — Pont rustique appuyé sur des rochers, par Jean Pillement (Huile sur toile, Cl. Camponogara, Lyon)	169
Pl. III. — Départ de la première Montgolfière, par J.-J. de Boissieu (Dessin, 1786, Cl. du Musée Hist. de Lyon)	204
Pl. IV. — Persée délivrant Andromède, par Joseph Chinard (Marbre, 1786, Cl. Camponogara, Lyon)	276

Tome II : L'ÉCLOSION DU MYSTICISME.

Pl. V. — Les Erinnyes poursuivant Oreste, par Philippe Hennequin (Huile sur toile, 1800, Cl.-J. Messiaen, Tournai)	742
Pl. VI. — Le tournoi, par Pierre Revoil (Huile sur toile, 1812, Cl. Camponogara, Lyon)	746
Pl. VII. — L'ancien quartier de la Pêcherie, à Lyon, par Michel Grobon (Huile sur bois, Cl. Camponagara, Lyon)	750
Pl. VIII. — Buste de Madame Récamier, par J. Chinard (Marbre, Cl. Camponogara, Lyon)	754

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Avant-Propos</i>	VII
<i>Bibliographie</i> : Sources manuscrites	XI
Sources imprimées	XXIII
Travaux sur la société lyonnaise	XLIV
Ouvrages d'ensemble	LVII
<i>Table des abréviations</i>	LXIII

TOME I

LA PHILOSOPHIE DES LUMIÈRES (1770-1793)

I. LE RAYONNEMENT LYONNAIS	3
1) LES DONNÉES FONDAMENTALES	3
Situation de Lyon. — Les foires; la banque; le commerce du textile. — Voyages et explorations. — Le ravitaillement de la cité, les courants commerciaux. — Communications et relations : les voies d'eau; la navigation; les voies terrestres. — La « région lyonnaise ».	
2) LA CITÉ	12
Le site. — Le développement démographique. — Les architectes : Soufflot; la réaction antiquisante. — Les nouveaux aspects de la ville. — L'urbanisme : construction des quartiers Saint-Clair, Saint-Vincent, la Croix-Rousse. — Les plans de Perrache. — Le développement vers l'Est : les Broteaux, les projets de Morand. — La banlieue. — Les résidences d'été.	
3) CRISES ET CONTROVERSES ÉCONOMIQUES	22
L'activité de la Fabrique. — Les crises. — L'effondrement du profit viticole; le marasme prérévolutionnaire. — Les doctrines économiques : la physiocratie, Lemontey. — Projet de coopérative rurale. — Le prêt à intérêt. — Colbertisme ou libéralisme ? — Le colportage. — Les octrois. — La défense des privilèges locaux.	
4) LE TEXTILE	32
La conversion géographique : l'essaimage régional, la variété des productions. — La région stéphanoise. — Les techniques : perfectionnements du métier à tisser. — La liberté de fabrication. — La teinture. — Le rôle des dessinateurs : Grognard, Pernon, Dechazelle. — Les styles. — Les thèmes. — Les indépendants : Lasalle, Pillement.	

	Pages
II. LES MILIEUX SOCIAUX	47
1) LA CRISE SOCIALE	47
La population urbaine : les migrations. — Le monde rural. — Les éléments ouvriers; la structure de la Fabrique; le régime du travail; le compagnonnage. — Le tarif. — Les grèves de 1786. — La liberté de contrat. — L'éveil du sens social : la misère de 1788; le paternalisme des fabricants; l'assistance; la protection de l'enfance. — La crise et le chômage de 1788 : les organismes philanthropiques. — L'opposition fabricants-maîtres-ouvriers.	
2) L'ÉLITE INTELLECTUELLE	55
La bourgeoisie d'affaires; la banque et le groupe protestant; la Fabrique. — La bourgeoisie à talents; les offices; les professions libérales : médecins et chirurgiens. — La noblesse. — Le clergé : Malvin de Montazet; les chapitres. — Les réguliers. — Les grandes figures du clergé lyonnais. — Le clergé rural.	
3) LES SOCIÉTÉS DE PENSÉE	70
La belle société : Manon Roland; les réceptions. — Les contacts sociaux. — Les sociétés savantes. — Les loges maçonniques; le recrutement; les liens maçonniques régionaux et internationaux. — L'Académie des sciences, belles-lettres et arts : membres et associés, travaux. — Les cérémonies académiques, Raynal.	
III. ENSEIGNEMENT ET DÉBATS PÉDAGOGIQUES	87
1) LA CRISE DE 1763	87
Les collèges de Jésuites : leur pédagogie. — Les critiques contre l'humanisme dévot. — Les préoccupations de la bourgeoisie. — Les mémoires de l'abbé Lacroix, de l'abbé Pernetti, de Borde. — Le rapport du Consulat; le plan de la Sénéchaussée; le mémoire du prévôt des marchands. — Discussions relatives aux Oratoriens.	
2) LES COLLÈGES ET LEUR PÉDAGOGIE	95
Le Bureau d'administration; Oratoriens et Joséphites. — Discipline, programmes. — Exercices publics. — Les concurrents. Les collèges de la région. — Critiques et projets : les institutions scolaires, la liberté d'enseignement, l'éducation nationale. — Le renouveau culturel et les réformateurs. — La régression du latin, les sciences et les techniques, les conceptions lyonnaises, les cahiers de doléances.	
3) PETITES ÉCOLES ET PENSIONS	109
Charles Demia : les Petites Ecoles, les maîtres d'écoles. — L'enseignement féminin. — Les écoles de charité, les manécanteries. — L'utilité de l'enseignement primaire.	
4) L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ	117
Les Universités. — La théologie : Saint-Irénée, les séminaires. — Les Collèges de médecine et de chirurgie. — La chaire municipale de droit. — L'école vétérinaire : régime d'études, premiers résultats. — L'école d'agriculture. — Place de l'enseignement technique. — L'école de dessin : fondateurs et programmes. — Le Salon des arts. — Vœux en 1789.	

	Pages
IV. TÉMOIGNAGES DE CULTURE	129
1) LIVRES ET BIBLIOTHÈQUES	129
Les imprimeurs-libraires : production et ventes. — La concurrence parisienne. — La contrebande. — Les contrefaçons. — Le trafic clandestin. — Les bibliothèques publiques. — Collections du clergé. — Bibliothèques privées.	
2) L'EXPRESSION LITTÉRAIRE	135
La presse, les <i>Affiches de Lyon</i> , le <i>Journal de Lyon</i> . — Liberté de la presse. — La tradition classique; poésie légère. — Eloquence; oraisons de la Saint-Thomas. — Pièces d'actualité. — Les éléments nouveaux : poésie des troubadours, goût de l'histoire, littérature sensible. — La langue; les polémiques grammaticales.	
3) LES THÉÂTRES	149
Les spectacles populaires. — Les scènes privées. — Les hôtes de marque. — La gestion : ses difficultés. — La troupe et les principaux artistes. — Le répertoire; les compositeurs; la tragédie classique; la comédie; le drame; l'opéra. — Le succès de l'opéra-comique, de l'italianisme, des légendes médiévales. — Les ballets.	
4) LES MANIFESTATIONS ARTISTIQUES	161
Les concerts; les discussions musicales. — La monodie populaire : les satires d'actualité. — Les peintres décorateurs d'étoffe : Pillement. — Les portraitistes : Cogell. — Les graveurs : Boissieu. — Les collections artistiques. — Le premier Salon.	
V. LES GRANDS COURANTS DE PENSÉE	175
1) MYSTICISME ET ILLUMINISME	175
La Franc-Maçonnerie régulière. — Les Rose-Croix. — Relations avec le Grand-Orient. — Intervention en Amérique; attitude envers le christianisme. — Les dissidences maçonniques : influence de Martinès de Pasqually, de Saint-Martin; Les recherches de Willermoz; relations avec Joseph de Maistre. — L'occultisme : Cagliostro, Mesmer; les réactions des médecins; le somnambulisme.	
2) LES SCIENCES DE LA VIE	189
Les collections scientifiques. — Les naturalistes : Gilibert. — Influence de Tournefort, Linné, Jussieu; rôle de Buffon et de Haller. — Le vitalisme barthésien; l' <i>Anarchie médicale</i> de Gilibert; Honoré Pointe; les relations du physique et du moral. — Les eaux minérales. — Le traditionalisme en thérapeutique; les thèses chirurgicales; la lithotomie, l'oculistique.	
3) SCIENCES ET TECHNIQUES	199
Etude du milieu naturel. — Le newtonianisme : Marat à l'Académie. — Expériences sur l'électricité statique, l'électrothérapie, les paratonnerres. — Le Pyroscaphe. — Les montgolfières. — L'Ange et l'aérostation. — Les progrès techniques.	

	Pages
4) LES TENDANCES PHILOSOPHIQUES	205
Influence de Voltaire et de Rousseau. — Position de Borde, du comte d'Albon, de Servan, de Roland, de Bergasse. — Faible diffusion du condillacisme. — La mentalité nouvelle : Mathon de la Cour, Montazet. — La pensée politique; l'activité en Beaujolais; l'idéal de Bergasse. — La résistance de Barou du Soleil et le Grand Bailliage; Mathon de la Cour et le patriotisme; les brochures relatives aux Etats généraux. — Les assemblées et les principaux vœux.	
VI. LA PENSÉE MILITANTE	221
1) L'ESPRIT PUBLIC	221
Le climat d'espérance : l'idéal des constituants. — Les cadres monarchiens. — La rivalité entre les autorités municipales et départementales. — Les violences : la Grande Peur. — Le foyer royaliste : les complots de 1790 à 1792. — La seconde vague révolutionnaire : les Roland, le groupe brissotin. — Vie civique et religion; l'apaisement. — La Constitution civile : la querelle Marbeuf-Lamourette. — La propagande anticonstitutionnelle. — Les réfractaires.	
2) LES EXIGENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES	234
La crise des subsistances; la réglementation et le mécontentement; la propagande libéraliste; les émeutes de 1789 et 1790. — La crise de la soierie. — Les remèdes; la mode; le malaise social et les ferments de révolte; le régime corporatif. — Le tarif. — La Société philanthropique. — Les assignats et l'opposition : la pénurie de numéraire.	
3) L'ÉQUIPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE	249
Les sociétés patriotiques; le Club central; les adversaires; les prétentions féminines. — La presse : <i>Journal de Lyon</i> ; le <i>Courier de Lyon</i> ; Champagneux; l'inspiration rolandine. — Duplain et son agence. — La floraison des périodiques. — Le <i>Journal de Lyon</i> ou <i>Moniteur du département</i> ; Laussel. — La tendance royaliste : le <i>Surveillant</i> . — Les pamphlets, les libelles, les contes, la littérature sensible et l'actualité.	
4) LES MANIFESTATIONS COLLECTIVES	260
Le théâtre et la vie de société. — Le répertoire en 1789. — Les œuvres de circonstance et les réactions du public en 1790 et en 1791; les incidents en 1792. — Les chants civiques et les compositions parodiques. — Les fêtes, la Fédération.	
VII. TRADITIONS ET ASPIRATIONS NOUVELLES	271
1) L'HÉRITAGE ARTISTIQUE	271
Le symbolisme; destruction des vestiges féodaux; allégories révolutionnaires. — Les arts mineurs. — Les portraitistes. — Les paysagistes. — L'influence de Pillement. — Les survivances du style Louis XV. — Chinard. — Le style néo-antique. — Les bustes. — Arts et actualité.	

	Pages
2) L'ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE	280
Les préoccupations académiques : divertissements traditionnels ; participation aux événements politiques. — Les problèmes moraux ; la candidature de Bonaparte. — Les recherches scientifiques et techniques. — La disparition de l'Académie. — Archives et Bibliothèques. — Difficultés des Collèges de médecine, de chirurgie ; réorganisation de l'enseignement médical. — Déclin de l'Ecole vétérinaire. — Plan d'une Ecole nationale d'agriculture.	
3) LES DÉVIATIONS MAÇONNIQUES	294
La désaffection pour la Franc-Maçonnerie régulière. — Les services philanthropiques ; le rôle politique des francs-maçons, les monarchiens. — Le mouvement mystique : Willermoz et la <i>Bienfaisance</i> ; le commentaire du Martinésisme. — La pensée de Saint-Martin. — Les séquelles du Mesmérisme. — Le renouveau de religiosité.	
4) LA POLITIQUE SCOLAIRE	304
Les destructions, la législation, les congrégations. — Les difficultés du régime transitoire. — Les plans de Talleyrand et de Condorcet. — Le mémoire de Brun. — Le rapport de Frossard sur les écoles primaires. — Les collèges. — La bonne harmonie de 1789, les incidents de 1791, les critiques. — L'Institut des sciences et arts utiles à la société en 1792. — L'inauguration ; le plan d'organisation ; les résultats. — Caractéristiques de cette pédagogie.	
VIII. LE CLIMAT TERRORISTE	323
1) L'EXASPÉRATION DE LA VIOLENCE	323
L'agitation de l'automne 1792 : bourgeoisie rolandine, feuillants et royalistes. — Les patriotes. — La réaction du 29 mai 1793, les idées fédéralistes. — Le siège et ses chefs royalistes. — L'isolement de Lyon : relations avec l'étranger. — Le mouvement anti-parisien et anti-jacobin. — Le ralliement des régions voisines à la Convention. — Les loges et la dissidence lyonnaise : le <i>Cercle Bellecour</i> . — L'engagement des chefs maçonniques. — La Terreur rouge ; la répression ; l'hiver de l'an II	
2) L'ESQUISSE D'UN SOCIALISME	335
Les subsistances : les idées de L'Ange : la propriété, la nationalisation des subsistances, ses projets communautaires ; la réglementation de Chalier ; le libéralisme des Girondins ; les mesures imposées par le siège ; la politique économique des Montagnards. — La crise de la Fabrique : les idées de Roland. — La revendication du tarif. — L'emprunt forcé ; la socialisation des secours.	
3) LE NOUVEAU LANGAGE	348
La presse girondine : le <i>Journal de Lyon</i> . — Les journaux jacobins : <i>Journal de Ville-Affranchie</i> , <i>Journal républicain</i> , le <i>Père Duchêne</i> . — Les chants patriotiques et politiques. — Les poèmes. — Le style : la phraséologie girondine ; l'emphase grossière clubiste. — La dislocation de la phrase classique.	

4) LA RELIGION CIVILE	359
Le théâtre : rôle politique, répertoire. — Le culte civique au printemps 1793; cérémonies fédéralistes; manifestations montagnardes. — Le culte de l'Être suprême et la sensibilité révolutionnaire. — L'art et le goût, les emblèmes, le décor. — Chinard; Hennequin. — L'échec de la religion civique : la ruine de l'élite; l'exode et les exécutions; influence sur Ballanche, Ampère, Bredin.	

TOME II

L'ÉCLOSION DU MYSTICISME (1794-1815)

IX. LES TENTATIVES DES IDÉOLOGUES	389
1) LES TROUBLES SOCIAUX	389
Le personnel thermidorien et directorial. — La Terreur anti-jacobine : émigrés et conspirateurs. — La crise économique. — L'inflation, les subsistances, la Fabrique. — La persistance des troubles sous le Directoire; l'esprit public; les sentiments particularistes.	
2) LA PROPAGANDE RATIONALISTE	398
Les fêtes thermidoriennes; la Fête de Rousseau, les Victoires. — Les commémorations politiques : l'indifférence du public. — Les efforts de François de Neufchâteau et les méfaits du temps en 1798. — Les cérémonies de 1799. — L'inspiration philosophique : fêtes de l'Agriculture, des Epoux, de la Reconnaissance, de la Jeunesse. — Le culte décadair; la méconnaissance du calendrier républicain; les prescriptions officielles, les fêtes baladoires et patronales. — Les cérémonies militaires; les réceptions.	
3) LES MOYENS DE COMBAT	412
Le théâtre, école de civisme. — Les exigences du public en 1795. — Le répertoire en 1796 : l'opéra-comique; les difficultés en 1797, les acteurs. — La politique et la scène : menées royalistes, pièces d'actualité. — Le renouvellement musical : les instruments, les concerts — Les chants, les thèmes. — La presse : Pelzin et le <i>Journal de Lyon</i> . — Fructidor et la surveillance. — <i>Le Petit Tachygraphe</i> . — <i>Le Journal de Lyon et du Midi</i> . — Pamphlets et libelles.	
4) DOCTRINES ET CROYANCES	424
Les fondements philosophiques de l'opposition au régime; la renaissance religieuse : Linsolas. — Camille Jordan. — Les Fareinistes; les jansénistes. — Le millénarisme, le martinisme. — Le naturalisme : la faillite du rationalisme; le corps médical. — L'enseignement de Petit. — L'influence de Cabanis.	
5) LES RÉALISATIONS	434
La sauvegarde des archives : leur groupement en 1796. — La bibliothèque : destructions de 1793, réunion des fonds, les inventaires. — Le jardin botanique. — Le matériel pédagogique : cabinet d'histoire naturelle. — Le Musée des Beaux-Arts : l'abbaye Saint-Pierre; la collecte des tableaux. — L'encouragement aux artistes; les mécomptes de Chinard; les travaux d'Hennequin.	

X. LA RÉNOVATION SCOLAIRE	449
1) L'ÉBAUCHE D'UN ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE	449
Les projets de la Convention. — La loi Lakanal (nov. 1794); l'insuffisance du personnel. — La loi Daunou (oct. 1795) et le Directoire; locaux; attitude de l'Eglise. — Mesures de surveillance : la circulaire de février 1798. — L'inspection des écoles lyonnaises; les doléances; les maisons d'éducation.	
2) L'ORGANISATION DE L'ÉCOLE CENTRALE	460
La législation de brumaire an III, de ventôse an III, de brumaire an IV; la structure des Ecoles centrales. — L'inauguration et l'ouverture (1796). — L'administration : Bureau, Jury d'instruction, Administration départementale. — Dépenses. — Local et logements. — Le personnel.	
3) LA VIE DE L'ÉCOLE CENTRALE	471
Les grandes étapes : le bilan en 1797, les règlements, le cycle d'études et l'horaire. — Les distributions de prix. — Les critiques en 1798. — La situation en 1799. — Les élèves : fréquentation; conditions d'admission; effectifs. — Le pensionnat et la neutralité de l'enseignement. — Les concurrences; le collège de Villefranche. — L'assiduité aux cours.	
4) LES CONCEPTIONS PÉDAGOGIQUES	484
Les origines doctrinales : Rousseau; les encyclopédistes; Condillac; les instructions de François de Neufchâteau. — Le dessin. — L'histoire naturelle. — Le discrédit des langues anciennes. — Les mathématiques. — Les sciences expérimentales. — La grammaire générale; l'idéologie. — Les Belles-Lettres. — L'histoire. — La législation; le plan de Delandine; ses préoccupations civiques et morales. — La valeur du système pédagogique.	
5) LE BILAN SCOLAIRE DES IDÉOLOGUES	498
L'école de dessin pour la fleur. — La chimie. — L'Ecole vétérinaire : installation; exercices publics et distributions de prix; les discours. — L'atmosphère consulaire : rapport du Conseil général; distribution des prix (1800); le projet de Prytanée; les critiques de Destutt de Tracy, de Chaptal et du Conseil général du Rhône (1801). — La survie : 1802 et 1803. — Les jugements contemporains.	
XI. LA SOCIÉTÉ NOUVELLE	511
1) LES ATTITUDES POLITIQUES	511
La pacification consulaire; les intrigues royalistes. — Les cadres de l'Empire et les ralliés. — Les résistances politiques. — Les palinodies de 1814. — L'esprit public pendant les Cent-Jours.	
2) LES PUBLICATIONS	522
La presse périodique : le <i>Journal de Lyon</i> . — Les feuilles éphémères. — <i>Les Affiches</i> et le <i>Bulletin de Lyon</i> ; le décret de 1810; les rivalités entre Dumas et Ballanche. — La surveillance de la presse; les publications clandestines. — La première Restauration; Ballanche et ses rivaux. — Les brochures de circonstance. — Les livres. — Les contrefaçons et la propriété littéraire. — L'enquête de 1810 sur les imprimeurs et les libraires. — Les bibliothèques : le rôle de Tabard, de Delandine. — Les cabinets littéraires.	

3) FÊTES ET CÉRÉMONIES	537
Fêtes républicaines sous le Consulat. — La Consulte cisalpine. Passage du couple impérial en 1805. — Le zèle des autorités, 1806-1807. — Les cérémonies militaires en 1808. — Les réjouissances à l'occasion du mariage. — La naissance du roi de Rome. — Les dernières solennités. — Les tentatives pour rétablir une fête de l'éloquence.	
4) LA VIE DE SOCIÉTÉ	544
Les réunions académiques; la restauration de l'Athénée. — Les cercles. — Les loges maçonniques : leur recrutement; le caractère officieux des ateliers; les tentatives de centralisation; l'abandon des préoccupations philosophiques. — Les Caveaux. — Le rôle de la chanson en 1814 et 1815. — Les distractions rurales. — Les fêtes à l'Île Barbe, aux Broteaux. — Le cirque Franconi. — Les débuts de Mourguet.	
5) LES SPECTACLES	557
Multiplicité des théâtres sous le Consulat. — Rivalité du Grand-Théâtre et du Théâtre des Célestins; la réglementation de 1807. — Direction de Brulo; polémique entre les directeurs. L'activité de Ribié. — La direction de Lainé. — Les difficultés sous la première Restauration et les Cent-Jours. — Les acteurs : rivalité avec Paris; les départs pour l'Italie; les troupes. — Le répertoire. — Les grands genres. — Le succès des ballets. — Les mélodrames, les drames de Shakespeare. — Les vaudevilles et les variétés.	
XII. LES CONCEPTIONS ÉCONOMIQUES	573
1) L'ENVIRONNEMENT RURAL	573
Les migrations : voituriers et bateliers; migrants du Massif Central; apports alpins. — Les notables et les problèmes de la terre; la Société d'agriculture; les améliorations agraires. — Les innovations napoléoniennes pendant le blocus. — Le projet de Code rural. — Les liaisons industrielles : soierie, chapellerie, cotonnade. — L'industrialisation des campagnes. — Le commerce; les voies navigables; le réseau routier; les marchés.	
2) LES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES	585
Le marasme en 1800; les remèdes proposés par Gilibert, Dégliuse, Terret; Bruyset et la liberté commerciale; les organismes de surveillance : la Chambre de commerce. — La reprise au début de l'Empire; les expositions. — La crise de 1806 et les mémoires lyonnais; les institutions de contrôle. — Le rétablissement en 1807-1809. — La crise monétaire de 1810; les difficultés d'approvisionnement; la mévente; les mesures de 1811. — La crise des subsistances en 1813. — La situation en 1814.	
3) TECHNICIENS ET ÉCONOMISTES	602
L'encouragement aux recherches : l'Académie; la Société des Amis du commerce et des arts. — Les améliorations dans le textile : Jacquard. — La teinture des étoffes : Raymond. — Les autres techniques. — La statistique; l'enquête de Martin	

ainé et l'Académie. — L'économie politique : Say. — La condition ouvrière et les œuvres de bienfaisance; Delessert. — Les débuts de Fourier : *La théorie des quatre mouvements* (1808); l'harmonie du monde; l'ordre sociétaire.

XIII. LA FORMATION DE LA JEUNESSE 619

1) LES DÉBUTS DU LYCÉE 619

La loi de floréal an X. — Le local; le personnel; l'inauguration (1803). — Le provisorat de Coster : exercices publics et distribution des prix (1804); les cérémonies de 1805. — Le provisorat de Nompère de Champagny; la réforme de 1806; les discours de 1807; le cycle d'études. — Les décrets de 1808 et 1809; le proviseur Chambry.

2) L'UNIVERSITÉ ET SES CONCURRENTS 633

La liberté d'enseignement et la loi de floréal. — Les écoles secondaires ecclésiastiques. — Les écoles secondaires communales : les principes de Molard. — Les maisons d'éducation. — L'institution féminine de Maria Cosway. — L'inefficacité des mesures de 1808. — Les circulaires de 1810; la situation de l'Académie. — Le décret de 1811; les résistances de Fesch. — Le lycée : les proviseurs Bonnevie et Béraud.

3) LES ÉTUDES SPÉCIALISÉES 649

L'organisation des facultés. — L'enseignement supérieur : facultés des Lettres et des Sciences. — L'enseignement scientifique : médecine, art vétérinaire, histoire naturelle, chimie. — L'enseignement technique : dessin, le legs du Major Martin. — Le projet d'Ecole de musique.

4) LA RENAISSANCE DES LASALLIENS 660

L'action de la municipalité : Bernard-Charpieux. — La restauration de l'Institut; les frères réfugiés à Lyon; la reconnaissance légale; l'installation au Petit Collège. — Les démarches pour organiser la congrégation; l'arrivée de Frère Frumence; le rejet des statuts (1805). — La législation de 1806 et la situation de l'enseignement primaire dans la région. — Les Lasalliens dans l'Université en 1808. — Les rapports de Sain-Rousset; la condamnation du jury. — Approbation des statuts. — L'enseignement élémentaire à la fin de l'Empire. — Les écoles des sœurs Saint-Charles; l'enseignement féminin en 1807. — Les maisons d'éducation. — L'Université en 1814.

XIV. LA RENAISSANCE SPIRITUALISTE 679

1) LE POSITIVISME EXPÉRIMENTAL 679

Mathématiques et physique; travaux de Mollet; réflexions sur l'œuvre de Lavoisier. — Géologie et géographie physique; mines et fleuves; recherches de Cuvier. — Botanique; cabinet d'histoire naturelle. — Médecine et physiologie : les sociétés médicales et pharmaceutique; le genre de vie et l'état sanitaire; la topographie médicale. — La diffusion de la vaccine. — La chirurgie. — Les débuts de Récamier. — Mécanisme et vitalisme.

2) ANDRÉ-MARIE AMPÈRE	691
Sa destinée. — A l'Ecole centrale de Bourg, ses travaux mathématiques. — Au lycée de Lyon, ses souffrances et ses amitiés, son retour à la foi. — Son départ à Paris; fréquentation des idéologues d'Auteuil; ses aventures. — Ses préoccupations mystiques : le problème de l'enfer. — Ses découvertes chimiques. — Ses principes cartésiens; la hiérarchie des connaissances humaines; la création d'une langue universelle.	
3) BALLANCHE ET SES AMIS	700
Les survivants du mysticisme maçonnique. — Le martinisme et Joseph de Maistre. — L'influence de Laromiguière. — Les idéologues spiritualistes. — L'essai de Ballanche : <i>Du Sentiment</i> (1801). — La Société chrétienne. — Les influences subies par Ballanche; le pythagorisme; le platonisme; le martinisme; la pensée allemande. — La passion pour Bertille d'Avèze, <i>Les Fragments</i> ; pour Juliette Récamier, l' <i>Antigone</i> (1814). — La doctrine de Ballanche. — Les foyers libéraux : Bergasse, Juliana de Krüdener, Mme Récamier et Mme de Staël, les visiteurs de l'Hôtel de l'Europe. — Jordan, son séjour en Allemagne; la traduction de Klopstock; le doctrinaire libéral.	
4) LA VITALITÉ RELIGIEUSE	719
La situation en 1799 : le désarroi des jureurs, l'intransigeance des réfractaires. — L'administration de Mgr de Mérinville. — L'arrivée de Fesch; la réconciliation des deux clergés; la reprise de la vie religieuse; la Fête-Dieu en 1803 et la question protestante. — Les séjours de Pie VII. — Le clergé et les fidèles dans le diocèse. — Le séminaire. — La Petite Eglise, ses origines jansénistes. — La résistance au régime impérial et les incidents dans les paroisses rurales.	
XV. CLASSICISME ET ROMANTISME	733
1) LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE	733
Les tendances romantiques : les poésies d'Ampère; Chateaubriand et ses amitiés lyonnaises; Dugas-Montbel. — L'absence d'un nouvel instrument poétique. — Les résistances classiques; le rôle de l'Académie; les petites pièces; les œuvres de circonstance. — Le sens de l'histoire; les archives; les érudits; la grammaire.	
2) LES ARTS PLASTIQUES	742
Hennequin, les <i>Remords d'Oreste</i> , les toiles à la gloire du règne; l'exil. — Jean et Victor Pillement, la gravure et le paysage. — Boissieu, portraits et paysages, son cénacle. — Revoil, ses collections. — Richard, ses tableaux d'histoire. — Epinat; Grobon; Berjon. — L'aube de la grande école. — La sculpture : Chinard; la décoration des fêtes officielles; l'alexandrinisme de ses groupes allégoriques. — Le portraitiste de la famille impériale; ses travaux; son atelier; ses bustes. — Mme de Sermézy; Legendre-Héral; François Martin; Lemot. — La renaissance antiquisante.	

3) LE STYLE EMPIRE	758
L'influence de Dechazelle; rapport de la peinture et de l'économie; la défense des principes davidiens. — Mayeuvre de Champvieux. — L'archéologie : Macors, Artaud et les mosaïques romaines. — L'organisation des musées; les collections du Moyen Age et de la Renaissance; les tableaux. — La décoration des étoffes; les artistes de transition : Grognerd, Bony, Picard. — La nouvelle orientation; la sobriété des thèmes; la maison Pernon et les frères Grand. — Le style décoratif.	
4) LA CITÉ IMPÉRIALE	766
La situation en 1799. — Les architectes : Gay et Cochet. — Les travaux d'urbanisme. — Les vieux quartiers. — Le centre actif. — Bellecour. L'entreprise Perrache; le projet de palais impérial. — Les faubourgs : la Croix-Rousse; les Brotteaux; la Guillotière; Vaise. — L'impression des visiteurs.	
<i>Conclusion</i>	779
<i>Index</i>	787
<i>Illustrations</i>	809
<i>Table des Matières</i>	811

Vu, le 22 février 1955,
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Lyon,
Charles DUGAS.

Vu et permis d'imprimer,
Lyon, le 23 février 1955.
Le Recteur,
Président du Conseil de l'Université,
André ALLIX.

